Comte François de Salverte

BPL.

LES ÉBÉNISTES
DU XVIIIe SIÈCLE
LEURS ŒUVRES ET LEURS MARQUES

Avec de nombreuses planches hors texte

PARIS ET BRUXELLES
G. VAN OEST ET Cie, ÉDITEURS

—

1923

LES ÉBÉNISTES DU XVIIIe SIÈCLE

Il a été tiré de cet ouvrage :
42 exemplaires de luxe, sur papier d'Arches à la cuve, numerotés de 1 à 42.



Portrait de J.-H. RIESENER, Ébéniste du Roi.
(1734-1806).
d'après un tableau de VESTIER appartenant à M. Pillaut.

COMTE FRANÇOIS DE SALVERTE

LES ÉBÉNISTES

DU XVIIIe SIÈCLE

LEURS ŒUVRES ET LEURS MARQUES

Ouvrage contenant un millier de Notices présentées dans l'ordre alphabétique avec de nombreuses planches hors texte.

PARIS ET BRUXELLES
LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE
G. VAN OEST ET Cie, ÉDITEURS

1923

INTRODUCTION

Le XVIIIe siècle fut pour les ébénistes un temps heureux. La prospérité de leur industrie correspondait à l'accroissement du luxe en France et dans l'Europe entière depuis le règne de Louis XIV. On sait quels exemples de magnificence avait donnés le Grand Roi. Pour posséder un mobilier digne de ses palais, il employa sans relâche le fameux Boulle, avec l'italien Cucci, le hollandais Oppenoordt, le flamand Golle, et les huit cents ouvriers d'art, — menuisiers, marqueteurs, mosaïstes, peintres, sculpteurs, tapissiers, orfèvres et bronziers, — qui concouraient à la fabrication des meubles de la Couronne dans la manufacture des Gobelins. Le faste du monarque fut imité de proche en proche à la cour et à la ville. Puis, sous la Régence, dans la fureur de l'agiotage, cette contagion gagna les moyennes classes et jusqu'aux dernières, car on vit des gens sortis du néant se meubler avec une dépense extravagante. La subversion des fortunes eut pour effet d'ébranler l'ancienne hiérarchie : les distinctions tendirent à s'effacer, les rangs à se confondre. Bientôt l'esprit put tenir lieu de naissance et même l'argent tenir lieu d'esprit, ce qui faisait dire plaisamment que les premiers à Paris étaient ceux dont les carrosses roulaient le plus vite. D'ailleurs la nation ne cessait de s'enrichir par le travail et le négoce. Voltaire écrivait : « A voir le luxe des particuliers, on croirait que l'opulence est vingt fois plus grande qu'autrefois ». Tandis que les parvenus faisaient assaut de prodigalités, les seigneurs se ruinaient d'un cœur léger, comme ce gentilhomme qui, disposant de mille écus par an, les donnait à son coureur afin d'avoir toujours, disait-il, une année de son revenu devant lui.

Ces dissipations servirent du moins à faire éclore une abondance d'œuvres exquises imaginées pour l'agrément et le bien-être. Nos artistes, soutenus avec largesse, purent

triompher en des travaux si conformes à leur génie. Le Français tient de race une pensée vive, claire, brillante, de l'esprit, de la verve, le sens de la mesure qui l'éloigne des excès, une ironie en éveil qui le préserve du ridicule, un grand désir de plaire et l'adresse d'y réussir. Tous ces dons de la nature perfectionnés par de longues traditions classiques avaient développé chez lui un goût délicat et enjoué, qui nulle part ne se manifestait mieux que dans les créations de fantaisie.

Il faut ajouter que jamais les femmes n'eurent un tel ascendant. Au déclin de l'Ancien Régime, dans la France galante et voluptueuse, la femme règne en maîtresse absolue. Elle répand son charme sur ce siècle, comme Louis XIV avait rempli l'autre de grandeur. Tout est soumis à son empire : les usages, les opinions, les faveurs, les disgrâces. Pour lui plaire, la philosophie se fait souriante et la science aimable. Elle gouverne les arts, elle patronne les artistes, elle protège les artisans, comme l'ébéniste Migeon qui obtient une pension par Mme de Pompadour, ou le luthier Erard que la duchesse de Villeroy loge en son hôtel. Mais l'influence de la femme se révèle surtout dans l'arrangement de sa demeure qu'elle bouleverse et transforme pour la rendre gaie, jolie, accueillante, pour y introduire cette chose nouvelle qu'on désigne d'un mot nouveau, le *confortable*. Les pompeux appartements où tout était sacrifié à l'apparat ne sauraient plus lui convenir. Maintenant la maison se distribue en petites pièces propices à l'intimité, avec des dégagements discrets, de pimpantes cheminées, et partout des trumeaux, des boiseries aux tons clairs, offrant de gracieuses sculptures qui amusent les yeux, autour de peintures galantes qui invitent à l'amour.

Le mobilier subit une révolution semblable. Perdant pour la première fois son caractère traditionnel, il cesse d'être un patrimoine amassé peu à peu, conservé avec soin et transmis religieusement d'une génération à l'autre ; il déchoit au rang d'une frivolité soumise aux caprices et aux inconstances de la mode presque autant que la toilette ou la coiffure. Beaucoup d'élégantes voudront deux ameublements, l'un d'été, l'autre d'hiver, ou tout au moins des sièges à châssis mobiles qui peuvent s'employer garnis de canne et recouverts d'étoffe. Les mieux pourvues en auront de quatre sortes, une pour chaque saison. Puis le bon ton exige que l'on se remeuble de fond en comble après quelques années. C'est une honte de garder chez soi des « vieilleries » et des « antiquailles ». Dès qu'une mondaine en trouve le temps, elle passe chez le marchand-ébéniste voir ce qui se fait de nouveau. Car l'imagination des fabricants se prodigue en inventions de toutes sortes. Après la *commode* qui se prête à de multiples métamorphoses, le XVIIIe siècle voit naître l'*encoignure*, le *secrétaire en pente*, le *secrétaire droit*, le *chiffonnier*, le *bureau à gradin*, le *bureau à cylindre*, le *bonheur-du-jour*, l'*athénienne*, la *psyché*, et une extraordinaire diversité de tables ayant chacune sa destination

spéciale, depuis la grande *table à manger* avec ses volets mobiles, jusqu'au menu *guéridon porte-lumière*, depuis la *table de nuit*, la *servante* et la *coiffeuse* jusqu'à la *table en crachoir*... Peut-on parler des meubles intimes qui semblent avoir tenu une si large place dans les préoccupations de nos aïeux ? Les documents contemporains détaillent avec prolixité les raffinements apportés à ces sortes d'ouvrages. Quelques-uns, d'une richesse folle, étaient de véritables objets d'art, et, l'esprit gaulois ne perdant pas ses droits, il y en avait aussi dans un goût facétieux, comme des tabourets de garde-robe qui simulaient un livre en plusieurs tomes intitulés *Histoires des Pays-Bas*. Jamais on ne créa tant de meubles machinés, maquillés, à secrets, à surprises et à transformations. Tels ces lits pliants déguisés en commodes; ces petits *secrétaires à culbute* dont le corps se renverse entre les jambes; ces jolies *toilettes en cœur* avec des tiroirs à ressort qui s'ouvrent comme les ailes d'un papillon ; les *tables mécaniques* pour écrire debout ; celles *à quatre fins* faisant bureau, table-à-jeu, damier et trictrac ; celles dites *d'accouchée* dont le dessus amovible se pose sur le lit... Un des prodiges du genre était une table de nuit combinée par le sieur Nivert, où se logeait un appareil de chauffage pouvant servir de fourneau et de poële.

Les menuisiers en siéges rivalisaient d'ingéniosité avec les ébénistes. Comme eux, ils variaient à l'infini leurs ouvrages, au point de construire une chaise spéciale pour assister au jeu, la *voyeuse* sur laquelle on se met à cheval ou à genoux en s'accoudant au dossier. Depuis que l'étiquette n'est plus de mise, le fauteuil abdique ses préséances ; il devient affable et serviable, modifie ses formes pour se caser devant le bureau ou la toilette, et se laisse même briser en écoinçon afin de garnir l'angle d'une pièce. La *bergère*, parue vers 1725, accapare aussitôt le coin du feu dans les salons comme dans les chambres. Au banal canapé se substituent des modèles *en gondole, en corbeille, à confidents, en tête-à-tête*. Dans tous les boudoirs trônent ces meubles de langueur qui s'appellent des *divans, turquoises, paphoses, duchesses, veilleuses, dormeuses*, et plus tard des *méridiennes*. Les lits enfin se construisent d'innombrables manières : *à la française, à l'anglaise, à l'italienne, à l'allemande, à la polonaise, à la turque, à la chinoise, en tombeau, en bateau, en chaire-à-prêcher*... Aussi Mercier avait raison d'écrire dans son *Tableau de Paris* (1781) : « Je crois que l'inventaire de notre mobilier étonnerait fort un ancien s'il revenait au monde. La langue des huissiers-priseurs qui savent les noms de cette foule immense de superfluités est une langue très détaillée, très riche, et très inconnue au pauvre. »

Mais ce n'est pas tout, car la mode ne se bornait point à multiplier et à perfectionner les meubles; elle les régissait également au point de vue esthétique. Procédant, selon sa coutume, tantôt par exagération et tantôt par contraste, elle leur imposait un nouveau style tous les quinze ou vingt ans.

Dès l'aube du siècle s'annonçait une réaction contre le genre majestueux que Louis XIV avait marqué de son empreinte. En même temps que l'architecture, l'ameublement commençait à se détendre. L'ébénisterie, — ayant perdu sa signification étymologique de « menuiserie en ébène », — utilisait des bois de couleur comme l'amarante et le palissandre, peu employés jusqu'alors. Tandis que Boulle persévérait dans ses superbes incrustations d'écaille, de cuivre et d'étain, on voyait sortir des ateliers de Gaudron et de Guillemart des meubles d'un aspect plus riant, à placages unis ou en marqueteries ombrées.

Ces tendances firent naître le goût aimable qui s'épanouit sous la Régence. L'art, dépouillé alors de toute emphase, devient plus vif et plus spirituel. Les formes se contournent, les angles se dérobent, les lignes s'incurvent avec une voluptueuse souplesse. Dans la décoration, les motifs classiques font place à des ornements fantasques inspirés par les stries des coquillages et les congellations des roches. L'engouement pour les nouveautés exotiques y introduit des branches de palmier, des singeries, des magots et des dragons. Parce qu'on raffole de Watteau, les jolies figures de femmes qui sourient dans la pierre, le bois et le bronze ont des collerettes de dentelle et des plumes dans les cheveux. Le mobilier s'associe à la gaieté de ce cadre. Armoires, bureaux, commodes se chantournent sur des pieds arqués, offrant aux jeux de lumière leurs galbes et leurs ressauts, les ciselures nerveuses de leurs cuivres, les dorures en relief des vieux laques et le poli des placages précieux. C'est l'époque où les splendides ébénisteries de Charles Cressent imitent à la fois dans leur profil et leurs contours la ligne sinueuse d'un arc d'arbalète. Les menuisiers adaptent le même rythme au dessin des consoles, des lits, des sièges, qu'ils ornent de brillantes sculptures, comme les tabourets argentés, à cartouches et trophées d'amour, fournis par Denys Bazin en 1722 pour le château de Versailles.

Le deuxième quart du siècle vit parvenir à son apogée ce style que nous nommons *Louis XV*, *Rocaille* ou *Rococo*, mais que les contemporains appelaient le *goût moderne*. Affranchie des règles de symétrie qui gouvernaient la décoration depuis la Renaissance, délivrée des conventions traditionnelles et même des lois de la logique, une fantaisie audacieuse fit éclore des œuvres pleines d'imprévu et d'une grâce singulière. Cette licence avait ses dangers. Les dessinateurs, qui travaillaient de verve, abusèrent parfois des formes baroques, tourmentées à plaisir et comme étiolées sous une ornementation exubérante. Mais en général les artisans parisiens surent éviter ces fautes. Antoine Gaudreau, auteur de la merveilleuse commode exécutée pour le Roi en 1738 et que l'on admire aujourd'hui dans la collection Wallace à Londres, Gilles Joubert, qui fut longtemps fournisseur du Garde-meuble, et Migeon, le protégé de Mme de Pompadour, se distinguèrent spécialement parmi les ébénistes de l'époque. Les chaisiers comptaient aussi d'habiles représentants, dont beaucoup

faisaient partie de familles attachées au même métier de père en fils, comme les Foliot, les Cresson, les Sené, les Nadal. Leurs ouvrages se caractérisaient alors par des contours en viole d'une charmante élégance. Depuis 1728, ils avaient changé la structure des fauteuils, ne posant plus les consoles d'accoudoirs sur le devant du siège, mais légèrement en retrait : la mode des paniers avait amené cette innovation, dont le *Journal* de Barbier fait connaître la date.

On se lassa des caprices du rococo peu après la mort d'un de ses principaux coryphées, l'architecte Juste-Aurèle Meissonnier, qui succomba en 1750. La découverte de Pompéi venait de provoquer un renouveau d'enthousiasme pour l'art gréco-romain. Presque aussitôt s'édifièrent sur la place Louis XV les belles colonnades de Gabriel, mais le mobilier ne suivit ce mouvement qu'avec lenteur parce qu'il était difficile d'inventer des objets dans le *goût grec* pouvant accompagner les boiseries à rocailles des anciens appartements. Jean-François Œben, qui entreprit en 1760 le célèbre bureau de Louis XV, René Dubois, le futur ébéniste de Marie-Antoinette, Pierre Garnier, Nicolas Petit réussirent à créer des modèles transitoires en s'inspirant des nouvelles tendances sans répudier tout à fait les fantaisies de leurs devanciers. A ce genre se rattachent encore les premiers chefs-d'œuvre de Riesener et les productions les plus originales de Leleu, Saunier, Lacroix. Quant aux menuisiers, ils avaient d'abord imaginé des sièges hybrides, tels que des fauteuils au dossier rectiligne et aux bras contournés. Après quelques tâtonnements, ils trouvèrent des formes plus harmonieuses, unissant à la noblesse classique une grâce toute française. C'est alors que Delanois fit pour M[me] du Barry les ravissantes chaises à dossier lobé, dont on voit des exemplaires au musée d'Art industriel de Berlin.

Les fêtes données pour l'inauguration du pavillon de Louveciennes en 1770 consacrèrent l'avènement du *goût antique* ; nous disons aujourd'hui, — sans trop d'égards pour la chronologie, — le *style Louis XVI*. A dire vrai, ce genre n'évolua que peu à peu vers une copie fidèle de l'antiquité. L'imitation fut d'abord très libre. Avec de fines marqueteries représentant des fleurs, des oiseaux, des attributs, les ébénistes faisaient concourir à l'ornementation de leurs ouvrages les laques d'Extrême-Orient et les porcelaines de Sèvres. Par la richesse des matières mises en œuvre, l'agrément des formes, la délicatesse des bronzes ciselés comme des pièces d'orfèvrerie, les meubles de certains maîtres, — entre autres ceux de Carlin, — atteignirent au dernier degré de recherche dans le luxe. Une réaction devait s'ensuivre. Elle fut provoquée par l'influence de J.-J. Rousseau sur les mœurs, du peintre Vien et de son disciple Louis David dans le domaine des arts. Des causes d'ordre technique concouraient encore à modifier l'aspect du mobilier. L'invasion de notre marché par l'acajou, le moins coûteux des bois exotiques, obligeait les

fabricants à simplifier la coupe et les profils de leurs meubles pour obtenir de grandes surfaces planes. Tous durent adopter ce procédé, dans l'emploi duquel se firent remarquer principalement les ébénistes Beneman et Levasseur. Dès lors on vit le mobilier tendre vers des formes sèches et guindées, montrant que la sève du style Louis XVI commençait à tarir.

Puis la Révolution éclata. Le tumulte des esprits, l'anarchie, la terreur, l'anéantissement des ressources publiques et de toutes les fortunes, la vente à vil prix des richesses de la Couronne et des biens d'émigrés, les enrôlements en masse, la guerre civile et étrangère, tout contribuait à ruiner l'industrie du meuble. On tenta pourtant d'inaugurer un style républicain. Le peintre David, plus féru que jamais de l'antiquité, voulut reconstituer des intérieurs dans le *goût étrusque* d'après les décorations des poteries exhumées en Toscane, sans tenir compte des différences de climat et de mœurs, et sans voir l'erreur fondamentale qu'il allait commettre en transposant dans le bois des formes conçues pour le marbre et le bronze. Afin de réaliser son projet, il fit appel au menuisier Georges Jacob, qui avait acquis dans son métier une situation prépondérante. Quoique la collaboration des deux artistes ait eu parfois d'heureux résultats, — comme le prouve la chaise-longue sur laquelle M[me] Récamier se fit peindre, — leur initiative aboutit aux productions lourdes et pédantes du style Empire. Les beaux jours de l'ébénisterie étaient passés, et sa décadence allait s'accentuer rapidement à mesure que disparaissaient les ouvriers d'élite formés sous l'Ancien Régime.

*
* *

En effet, parmi les causes qui avaient favorisé l'épanouissement de cet art, on ne saurait oublier la vieille organisation professionnelle que la France conserva jusqu'en 1790. Le système prêtait à des critiques, mais il stimulait certainement les métiers de luxe par la protection accordée aux artisans et les garanties exigées d'eux.

Rappelons quels en étaient les principes. Dans chaque ville, chaque branche de l'industrie ou du commerce constituait le monopole d'une « communauté » dont les privilèges étaient reconnus par l'autorité royale. Nul ne pouvait tenir un atelier sans avoir passé maître en sa profession. Nul ne pouvait se faire recevoir dans deux corps à la fois. Avant de briguer la maîtrise, il fallait faire un sérieux apprentissage, puis travailler comme compagnon durant plusieurs années. L'aspirant devait alors prouver sa capacité par un « chef-d'œuvre », et acquitter des droits d'admission qui, pour les menuisiers de Paris, s'élevèrent avec les frais accessoires jusqu'à un millier de livres. Afin d'assurer à ses membres un tra-

vail rémunérateur, l'association limitait systématiquement leur nombre : en 1723, il y avait 895 maîtres-menuisiers dans la capitale ; en 1790, on en comptait juste autant, parmi lesquels environ deux cents ébénistes et une centaine de chaisiers. Les maîtrises pouvaient donc se comparer à ce que sont aujourd'hui les charges de notaire, d'avoué, d'agent de change qui ne s'obtiennent qu'au décès ou à la retraite d'un titulaire. Des mesures spéciales tendaient à conserver ces places dans les mêmes familles. L'artisan, qui n'avait le droit de former qu'un seul apprenti à la fois, était libre d'instruire ses enfants et neveux sans aucune restriction. Les fils et gendres des membres de la communauté, reçus de préférence à d'autres aspirants, ne payaient que des taxes infimes. On traitait pareillement l'ouvrier qui épousait la veuve d'un maître, et la veuve elle-même pouvait conserver l'atelier de son mari à condition d'être assistée par un compagnon capable.

Ce n'étaient pas les seuls avantages dont les corporations faisaient bénéficier leurs affiliés. Par diverses mesures, elles empêchaient entre eux les abus de la concurrence. Les coalitions, les accaparements étaient défendus, ainsi que le travail de nuit et celui du dimanche. Des règles minutieuses, les unes écrites, les autres traditionnelles, déterminaient la nature des matières premières à employer dans chaque catégorie d'ouvrages et les seuls procédés de fabrication considérés comme licites. Les jurés élus par la communauté avaient mission d'assurer la police des ateliers et de les visiter quatre fois l'an. Ces administrateurs remplissaient aussi des fonctions de bienfaisance. Une bourse, alimentée au moyen de prélèvements sur toutes les recettes, leur permettait de secourir les membres âgés ou infirmes, d'assister les veuves indigentes, d'élever les orphelins. Chaque association professionnelle se doublait par surcroît d'une pieuse confrérie qui se chargeait de visiter les malades et de prier pour les morts. Ainsi rien n'était oublié de ce qui pouvait défendre, aider, consoler l'artisan. Nanti d'un privilège qui lui assurait une honnête subsistance, certain de n'être jamais écrasé par de plus puissants confrères ni supplanté par de moins scrupuleux, tranquille pour son avenir et pour celui des siens, il pouvait apporter à ses travaux cette liberté d'esprit et cette patience allègre dont témoignent les créations des vieux maîtres.

Évidemment une sécurité trop complète les aurait inclinés à la routine ; mais ce danger était moins grave qu'on ne l'a cru ou feint de le croire, pour la raison que le système des monopoles corporatifs ne fonctionna jamais dans toute sa rigueur. Il ne faut pas perdre de vue en effet les multiples dérogations et tolérances qui tempéraient d'une façon appréciable l'arbitraire de ce régime.

D'abord le Roi, comme propriétaire éminent des métiers, pouvait créer des maîtres de son choix, et Louis XV en diverses circonstances usa largement de cette prérogative dans un but fiscal. Il y avait aussi des marchands et artisans attachés au service de la Cour que

*

leurs lettres de nomination autorisaient à exercer en franchise. Les « ouvriers de la Couronne », logés dans les maisons royales, jouissaient de la même faveur. Enfin, par une extension du droit d'asile, l'Église et l'Université couvraient de leur protection le travail libre dans certaines enceintes dépendant des monastères ou des collèges. Le principal de ces « lieux privilégiés » était le faubourg Saint-Antoine. Dès le XVIe siècle, quelques artisans irréguliers avaient commencé à se grouper autour de l'ancienne abbaye de Saint-Antoine-des-Champs qui appartenait aux filles de Cîteaux. Bien accueillis par ces religieuses, ils ne tardèrent pas à former une nombreuse colonie, composée surtout de menuisiers qui trouvaient dans le voisinage de la Seine des facilités pour le transport des bois d'œuvre et disposaient de vastes terrains pouvant servir de chantiers. Dans la suite, l'essor que prit l'industrie du meuble et sa transformation par l'emploi des placages déterminèrent dans le faubourg Saint-Antoine une véritable invasion d'ébénistes étrangers. La plupart étaient des Allemands, fort habiles aux travaux de marqueterie. Ils commençaient par faire un stage chez un fabricant qui profitait de leur adresse, tandis qu'eux-mêmes s'assimilaient les qualités d'invention et de goût des ouvriers parisiens. Puis, quand ils avaient amassé un petit pécule, ils usaient des privilèges du faubourg pour s'établir à leur compte, produisant de bons meubles qu'ils vendaient moins chers que les maîtres.

On devine que ceux-ci eurent recours à tous les moyens afin de combattre cette concurrence. Sous prétexte de prévenir les fraudes et les malfaçons, ils tourmentaient les artisans libres par des perquisitions rigoureuses effectuées en présence d'un commissaire, d'un huissier et des hommes du guet. Avec le même appareil, ils procédaient de jour et de nuit à des tournées d'inspection sur les voies publiques, où les marchandises des ouvriers privilégiés ne pouvaient circuler sans être accompagnées par la personne qui en avait fait l'emplette. Les contraventions entraînaient une lourde amende et la confiscation des objets saisis, de sorte que le délinquant avait intérêt à se faire recevoir dans la communauté en vue d'obtenir la remise de sa peine. C'est ce que les jurés, dans les comptes-rendus de leur gestion, appelaient par euphémisme : « multiplier les soins et démarches auprès des faux-ouvriers pour les solliciter de venir à la maîtrise. »

Ils essayaient aussi de les attirer par des mesures de faveur. Les nouveaux statuts de 1776 permirent l'affiliation des protestants comme des catholiques et dispensèrent les étrangers des coûteuses formalités de la naturalisation. Au mois de décembre de la même année, une déclaration royale réduisit de moitié les frais de réception pour les artisans libres du faubourg Saint-Antoine et leur offrit encore l'avantage d'être « agrégés » provisoirement, s'ils préféraient acquitter les droits par dix annuités. Le résultat ne se fit pas attendre. Vers 1785, près d'un tiers des maîtres ébénistes de la capitale étaient des étran-

gers, d'ailleurs si bien façonnés par la discipline corporative que leurs travaux valaient ceux des Français de pure race. En même temps se produisait une nouvelle affluence d'ouvriers germaniques venant chercher fortune à Paris. Les quartiers des Quinze-Vingts, de Montreuil et de Popincourt furent de plus en plus envahis par de jeunes immigrants qui, déracinés de leur milieu sans avoir eu le temps de s'implanter dans le nôtre, formaient une colonie turbulente, facilement excitable, où la Révolution allait trouver ses meilleurs éléments de désordre. Deux de ces étrangers, — les ébénistes Mutel et Kœnig, — se signalèrent au pillage de la maison Reveillon. Beaucoup d'entre eux prirent part à l'assaut de la Bastille. Sur les six à sept cents « Vainqueurs » de la vieille forteresse, les ouvriers en meubles figuraient au nombre d'une soixantaine. Il y en avait de diverses contrées : un Laurent Payall natif du Luxembourg, un Guillaume Delang natif de Hollande, deux frères Kabers natifs du Brabant ; mais surtout des Allemands de toutes les Allemagnes, des Prussiens, des Autrichiens, des Bavarois, des Badois, des Saxons, qui s'appelaient Hüff, Bauch, Semft, Ophoff, Rehow, Weber, Weisser, Schneider, Feuerstein, Gengenbach, Reitmayer, Hindermayer, dont plusieurs ne parlaient pas notre langue et d'autres n'avaient pas vingt ans... Ces « patriotes » improvisés ne furent pas les moins fougueux à venger la France des horreurs du despotisme !

*
* *

La lutte que la communauté des menuisiers-ébénistes de Paris dut soutenir contre les ouvriers non qualifiés eut une conséquence intéressante : elle amena les membres de la corporation à employer des *marques de maîtrise* pour défendre leurs privilèges.

L'usage de ces sortes de marques était fort répandu sous l'Ancien Régime. Des ordonnances fiscales ou des règlements administratifs les imposaient à de nombreux métiers dans le but d'engager la responsabilité personnelle du fabricant vis-à-vis de l'État et des acheteurs. Ainsi les orfèvres, les balanciers, les couteliers, les potiers d'étain ne pouvaient mettre aucun ouvrage en vente sans y avoir apposé leur poinçon ; divers genres d'étoffes présentaient dans la bordure le chiffre de l'artisan qui les avait tissées ; les papiers portaient un signe analogue dans le filigrane, et les boulangers devaient entailler leurs initiales sur les pains qu'ils faisaient cuire. Depuis Louis XI, une prescription semblable s'appliquait aux menuisiers parisiens ; mais cette règle, n'ayant aucune sanction, était restée lettre morte. Ce fut seulement au XVIIIe siècle que la corporation eut l'idée d'en tirer parti contre les artisans libres et décida que toute pièce non signée serait, par le fait

même, réputée de contrebande. Les statuts de 1741 contenaient l'article suivant : « Chaque maître sera obligé d'avoir sa marque particulière et la communauté la sienne, les empreintes desquelles marques seront déposées au Bureau sur une nappe de plomb... et ne pourront lesdits maîtres délivrer aucun ouvrage qu'ils ne les ayent préalablement marqués de leur marque, à peine de confiscation et de 20 liv. d'amende par pièce d'ouvrage non marquée. » Les « faux-ouvriers » n'avaient pas le droit d'employer ces estampilles ; le maître qui leur prêtait sa marque ou consentait à signer leurs travaux encourait une pénalité de 100 à 200 livres et la déchéance en cas de récidive. La corporation veillait à empêcher les fraudes. Comme on vient de le lire, elle possédait son propre poinçon, dont voici le fac-similé : ME, portant accolées en monogramme les lettres ME, initiales des mots *Menuisiers-Ébénistes*. Tous les meubles mis dans le commerce devaient présenter, avec la marque de leur auteur, ce signe de contrôle que les jurés se chargeaient d'apposer moyennant une taxe de 10 sols.

Les empreintes s'obtenaient par un fer en relief frappé d'un coup de maillet. Exceptionnellement on trouve quelques ouvrages estampillés à chaud. Un très petit nombre le sont à l'encre grasse lorsque leur fragilité n'a pas permis de les timbrer autrement, comme en témoigne un procès-verbal de police du 23 décembre 1764, signalant chez un tapissier : « deux chiffonnières en bois des Indes marquées *Moreau* qui est le nom du maître qui les avoit faites, savoir l'une marquée avec l'impression du nom dans le bois, et l'autre seulement imprimée dudit nom en noir à cause de la dureté plus considérable et du peu d'épaisseur du bois [1]. »

Les fabricants n'étaient pas tenus de signer les meubles à une place déterminée. Toutefois la double nécessité de dissimuler l'estampille afin de ne point déparer l'ouvrage et de choisir une partie assez résistante pour supporter le choc du marteau, avait fait prévaloir certaines habitudes auxquelles se conformaient la majorité des maîtres. Les commodes, secrétaires, chiffonniers étaient poinçonnés au-dessus d'un des montants où l'empreinte se trouvait cachée par la tablette de marbre, les bureaux sur le rebord d'un tiroir, les meubles légers sous le corps. Quant aux sièges, on commença par les signer au revers du dossier, ensuite dans l'intérieur du bâti, et plus tard sous la traverse antérieure. Mais ces coutumes souffraient de nombreuses exceptions [2]. Il n'est pas toujours facile de retrouver la marque

1. Arch. nat. Y. 14091, 23 déc. 1764.

2. Est-il besoin de faire remarquer que toutes les estampilles qui se trouvent sur des meubles anciens ne sont pas des signatures de menuisiers-ébénistes ? Assez souvent les fabricants ont négligé de faire disparaître les initiales que les marchands de bois apposaient sur les planches débitées dans leurs chantiers. D'autre part, certains sculpteurs de sièges ont employé des fers analogues à ceux des menuisiers. L'un d'eux signait : N. DLP. S (*Nicolas Delaporte sculpsit*). Enfin beaucoup de sigles sont des marques de garde meuble. J'ai vu par exemple en Normandie un joli fauteuil de la fin de l'époque Louis XV sur lequel était frappée l'inscription : MDBDLC || DMMDR^{N}, qui me paraît devoir se lire *M*[*obilier*] *D*[*u*] *B*[*ureau*] *D*[*e*] *L*[*a*] *C*[*ommunauté*] *D*[*es*] *M*[*aîtres*] *M*[*enuisiers*] *D*[*e*] *R*[*oue*]*n*. On a pris pour une estampille d'artisan la marque ASSNAT qui figure sur de nombreux sièges provenant de l'ancien mobilier de la Couronne. Cette empreinte servit à désigner les pièces mises en 1789 à la disposition de l'*Ass*[emblée] *Nat*[ionale].

d'un meuble. Parfois le hasard seul permet de la découvrir en dépouillant un bureau de sa basane ou un fauteuil de sa garniture.

La plupart des poinçons portaient le nom patronymique du maître avec les initiales de ses noms de baptême. Elles étaient gravées en capitales romaines qui avaient d'ordinaire environ un demi-centimètre de haut. On donnait volontiers à ces inscriptions la forme archaïque : Georges Jacob signait **G. IACOB**, François Reuze **FRC. REVZE**. L'ébéniste Jean-Baptiste Fromageau se servit de deux fers, dont l'un imprimait **I. B. FROMAGEAV** à l'antique, et le second **J. B. FROMAGEAU** en caractères modernes.

Soit pour se distinguer d'un homonyme, soit par simple fantaisie, quelques maîtres employaient des estampilles plus ou moins anormales. Celle de A.-P. Dupain offre la double particularité d'être imprimée en cercle et à rebours. D'autres fabricants abrégeaient leurs marques, comme Adrien Faizelot-Delorme, Mathieu Debauve et Joseph Baumhauer qui signaient l'un **DELORME**, le deuxième **BAUVE** et le dernier de son seul prénom **JOSEPH**. D'autres encore ne frappaient que des initiales. Beaucoup de ces chiffres échappent aujourd'hui à une interprétation certaine parce qu'on peut indifféremment les attribuer à plusieurs personnages, ou bien, — ce qui est plus extraordinaire, — parce qu'on n'en trouve aucun à qui elles paraissent convenir. Tel est le cas pour une empreinte énigmatique formée des lettres **B. V. R. B.** Cette estampille se rencontre sur de beaux meubles en laque ou en marqueterie, exécutés, d'après leur style, dans un intervalle de vingt-cinq à trente années, entre 1740 et 1770. Le poinçon de contrôle, qui l'accompagne souvent, atteste qu'elle appartenait à un membre de la corporation parisienne. Or nous connaissons tous les maîtres ébénistes établis à Paris durant cette période : leurs noms, prénoms et surnoms, de quelque façon qu'on les dispose ou décompose, ne donnent pas la clef du monogramme. Il semble donc avéré que certains artisans adoptaient de parti pris des marques mystérieuses.

Plusieurs, du reste, signaient de deux manières différentes, l'une explicite, l'autre conventionnelle. On peut mentionner en exemple l'ébéniste Roger Vandercruse, qui se faisait appeler Delacroix ou Lacroix, ayant pris pour pseudonyme la traduction française de son nom flamand. Ses ouvrages portent tantôt l'inscription **R. LACROIX**, tantôt le signe **R. V. L. C**, composé avec les initiales des mots Roger Vandercruse La Croix. De même un autre ébéniste renommé, Jean-François Leleu, possédait, outre sa marque ordinaire, un poinçon n'imprimant que les lettres **J. F. L.** — Pour expliquer l'emploi de ces chiffres il faut considérer qu'une grande partie du commerce des meubles se trouvait alors, comme il est encore aujourd'hui, entre les mains d'intermédiaires. Les marchands, peu désireux de divulguer le secret de leurs achats, tenaient à des marques aussi discrètes que possible pour qu'elles fussent inaperçues ou incomprises de leurs clients. Quelques-uns poussaient

plus loin la prudence et ne se désaisissaient d'un meuble qu'après en avoir effacé l'estampille.

Il est de fait que l'existence des signatures d'ébénistes resta généralement ignorée des contemporains. Seuls les fabricants, les commerçants et les hommes de loi s'occupaient de ces empreintes. Les acheteurs se passaient fort bien des garanties qu'elles pouvaient offrir, car la surveillance corporative suffisait pour assurer la bonne qualité des ouvrages. D'ailleurs les maîtres affectaient d'envisager l'obligation de la marque comme une mesure de discipline professionnelle ne regardant pas le public. Les pièces qu'ils livraient directement aux particuliers et qui échappaient aux risques de saisie n'étaient presque jamais signées, ainsi que le constate un arrêt du parlement de Paris en date du 4 février 1762 [1]. Les meilleurs ébénistes n'attachaient aucun amour-propre à cette formalité et n'essayaient point d'en tirer un moyen de réclame. Riesener lui-même a laissé anonymes plusieurs de ses productions capitales, comme la magnifique commode qu'il exécuta pour le duc de Penthièvre et qui se trouve maintenant au château de Chantilly.

*
* *

Ces marques devaient tarder encore longtemps à éveiller l'attention des curieux. Il semble qu'on s'y intéressa pour la première fois lors de l'Exposition organisée aux Champs-Élysées par l'Union centrale des Arts décoratifs en 1882. A cette époque, les charmants ouvrages d'ameublement du temps de Louis XV et de Louis XVI reprenaient faveur après avoir été dédaignés ou proscrits par plusieurs générations. La découverte de leurs estampilles devint le point de départ d'une série d'études comme celles de Paul Mantz, de Maze-Sencier, de Henry Havard; l'excellent livre d'Alfred de Champeaux sur *le Meuble*; les publications d'E. Molinier sur *le Mobilier français aux XVII*e *et XVIII*e *siècles*, et, plus récemment, le copieux répertoire des *Artistes décorateurs du Bois*, commencé par Henri Vial et poursuivi par MM. Marcel et Girodie qui viennent de faire paraître la fin de leur travail. Il restait néanmoins beaucoup à apprendre sur nos anciens ébénistes. Je l'ai constaté à mes dépens. Ayant commis l'imprudence de recueillir quelques notes pour mon usage personnel, je me suis vu entraîné à rédiger ce gros volume. Encore ai-je passé sous silence une foule de fabricants secondaires, préférant m'exposer à des omissions mal fondées plutôt que d'encombrer mon livre d'articles inutiles.

Les Parisiens y tiennent une place prépondérante, que je ne crois disproportionnée ni à leur nombre, ni à leurs mérites. C'étaient d'ailleurs des gens de toutes les provinces, et

1. Cet arrêt, rendu dans un procès entre les menuisiers et les fripiers de Paris, dit que « tous les jours les Mes Menuisiers livrent des ouvrages aux bourgeois sans aucune marque... ». J'en ai trouvé le texte dans les papiers de la communauté des menuisiers de Tours (Archives départementale d'Indre-et-Loire, E. 438).

même de toutes les nations, qui concouraient alors, comme de nos jours, à la suprématie de Paris dans les industries de luxe. Les plus notables travaillaient pour la Cour. D'amples renseignements m'ont été fournis à leur sujet par le Journal du Garde-meuble, les pièces justificatives des dépenses de ce service, la comptabilité des Menus-Plaisirs, les papiers du comte d'Artois, du comte de Provence, et ceux des princes de Condé dont je dois communication à l'amitié de M. Gustave Macon. Pour les ouvriers moins en vue, j'ai recueilli une quantité d'indications dans les livres de commerce conservés aux Archives de la Seine. Une bonne fortune m'a fait retrouver aux Archives nationales les *Registres des Maîtrises*, tenus par le lieutenant de police devant lequel les membres des divers corps de métier prêtaient serment avant d'exercer leur état. Ces cahiers mentionnent, depuis 1737, la date de réception de chacun des maîtres menuisiers de Paris, ce qui détermine le moment où s'ouvrit sa période d'activité. Jusqu'ici on ne connaissait ce détail que pour les artisans inscrits sur les *Listes générales de la Communauté*, dont la première fut publié en 1782. Parmi beaucoup d'autres documents que j'ai consultés avec profit, je citerai les minutes des Commissaires au Châtelet, dont je me suis astreint à dépouiller des centaines de liasses, les dossiers de la Préfecture de Police, et la formidable collection des *Affiches de Paris*.

En général, la vie des braves gens dont je raconte l'histoire se déroulait sans péripéties importantes. Devenir juré ou syndic de leur corporation était un honneur réservé au petit nombre. Quelques-uns, après avoir bien conduit leurs affaires, accédaient à la bourgeoisie. Le plus souvent ils bornaient leur ambition à briller dans quelque modeste charge, fiers d'être marguillier de leur paroisse comme Boucault, dizainier de leur quartier comme Migeon, ou porte-guidon des gardes de l'Hôtel de Ville comme Avisse... Mais la Révolution bouleversa leur tranquille existence. Après des mois de désordre, le chômage jeta dans les bataillons de volontaires nationaux une multitude d'ouvriers qui allèrent se battre en Vendée et aux frontières. Plusieurs devaient se distinguer dans la carrière des armes, et l'on peut lire sous les voûtes de l'Arc-de-Triomphe le nom du général Grundler, qui était un petit ébéniste de dix-huit ans lorsqu'il partit gagner de campagne en campagne une couronne de comte et la croix de grand-officier de la Légion d'honneur. D'autres recherchèrent les fonctions civiles; au hasard des circonstances, ils se firent nommer juges de paix, commissaires de police, inspecteurs des travaux publics, administrateurs des hôpitaux. Deux ébénistes entrèrent même dans le Conseil général de la Commune de Paris, ce qui leur valut d'être guillotinés après le 9 thermidor. L'un s'appelait Jacques-Louis Cresson, le second Pierre Quéniard, dit *Guignard*, surnom que sa destinée justifia.

Il y avait moins à dire sur les artisans de province. Les plus fameux furent Demoulin et ses fils, ébénistes du prince de Condé à Dijon, et J.-F. Hache, breveté du duc d'Orléans

à Grenoble. On ne connaît guère qu'une dizaine d'ouvriers régionaux ayant signé les meubles de leur fabrication, entre autres ceux que je viens de nommer, leur confrère Couleru, qui introduisit la marqueterie à Montbéliard, et le menuisier Nogaret, de Lyon, auquel on doit des sièges Louis XV d'une très noble élégance.

Une place équitable a été faite aux étrangers. Beaucoup égalaient nos maîtres au point de vue de l'adresse manuelle. Il faut se souvenir que leurs nations nous avaient devancés dans presque tous les procédés techniques : l'incrustation de cuivre et d'écaille, les placages en bois de couleur, les marqueteries ombrées au burin et l'art d'imiter les laques exotiques nous furent enseignés par l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. De même, l'emploi de l'acajou ne se généralisa dans l'industrie parisienne qu'après avoir joui d'une longue vogue en Angleterre. Mais le prestige que la France devait à Louis XIV imposa au dehors nos modes et nos goûts. Dans la plupart des pays, les ébénistes durent abandonner leurs traditions nationales pour suivre notre style, qu'ils copièrent en général avec peu de discernement.

On trouvera dans ce recueil des notices concernant les principaux d'entre eux : Piffetti, fournisseur de la cour de Sardaigne, — Maggiolini, patronné à Milan par l'archiduc Ferdinand d'Autriche, — le suisse Kambly et le bavarois Spindler, qui produisirent d'importants ouvrages pour Frédéric II à Potsdam, — David Rœntgen, de Neuwied, considéré au temps de Louis XVI comme le plus grand ébéniste de l'Europe, — Chippendale, Heppelwhite et Sheraton dont les noms restent attachés à des styles du mobilier anglais. Mes voyages m'ont révélé d'autres habiles artisans, moins connus ou même complètement oubliés dans leur patrie. Personne n'avait encore exploré, au Record-Office de Londres, les livres du Lord-chambellan, — *the Micellaneous Accounts*, — qui signalent toutes les pièces d'ameublement acquises par les rois d'Angleterre. J'en ai tiré les éléments d'une vingtaine d'articles sur des ébénistes en faveur auprès de ces souverains et qui n'ont été mentionnés jusqu'à présent dans aucune histoire du mobilier britannique.

Il m'a été agréable de rendre hommage aux talents trop ignorés des artisans de Suède. Alors que les autres étrangers prenaient exemple sur la France par simple engouement, les Suédois manifestaient pour notre pays une sympathie véritable, déjà ancienne, qui datait de la guerre de Trente ans et qui n'avait cessé de grandir à mesure que les classes cultivées se familiarisaient avec notre langue, notre littérature, nos arts et nos mœurs. Leurs auteurs du XVIIIe siècle sont tout pénétrés de l'esprit de nos classiques, et, pour reconnaître combien leurs peintres avaient d'affinités avec les nôtres, il suffit de penser aux miniatures de Hall, aux portraits de Roslin, aux gouaches de Lavreince. Une même sorte de confraternité spirituelle existait entre les ébénistes des deux pays. La corporation des menuisiers

de Stockholm, qui travaillait avec succès dans notre goût, se considérait un peu comme une filiale de la communauté de Paris. Elle l'imita jusque dans l'usage des marques. A partir de 1760, ses membres prirent l'habitude de signer leurs meubles, les uns au moyen d'une estampille, d'autres avec une étiquette, le plus grand nombre par une inscription manuscrite. Nous possédons en France, au château de Chantilly, un des chefs-d'œuvre de l'ébénisterie scandinave. C'est un somptueux cabinet de marqueterie offert par Gustave III au prince de Condé et qui porte sur sa façade ce texte en français : ***Fait par G. Haupt, Suéd., Ebéniste du Roy à Stockhlom. L'an 1774.***

J'ai mentionné enfin quelques représentants de l'art colonial américain, comme Sewall Short, qui produisit à Newbury-Port des meubles de cèdre rouge, et Joseph Hosmer, de Boston, qui sculpta des sièges dans la manière de Chippendale.

Malgré les soins apportés à ce livre et le labeur qu'il a coûté, je ne m'en dissimule pas les imperfections. L'avenir permettra de corriger des erreurs, de combler des lacunes. J'ose espérer néanmoins qu'il ne décevra pas trop les curieux auxquels je le destine. Puisse la satisfaction d'y trouver des renseignements qui les intéressent leur faire partager un peu du plaisir que j'ai goûté moi-même, en consacrant mes loisirs à ce modeste travail pendant seize années de ma vie.

LES ÉBÉNISTES DU XVIIIe SIÈCLE

LEURS ŒUVRES ET LEURS MARQUES

ABRAHAM florissait sous Louis XVI à Bordeaux, où les industries d'art avaient pris un grand développement par suite de la prospérité croissante de cette ville et des franchises qu'elle accordait aux ouvriers forains. On y trouvait alors une dizaine d'habiles marqueteurs indépendants de la communauté locale des maîtres menuisiers-ébénistes et sculpteurs sur bois. Abraham était l'un de ces artisans libres qui s'adonnaient avec succès à la fabrication des meubles de luxe et des objets de tabletterie. Il habita près de l'ancienne poste, puis dans le voisinage de la Chartreuse. Sa boutique avait disparu en 1791 [1].

ADELMANN (JEAN-CHRISTOPHE-GEORGES), né vers 1751 à Wertheim en Basse-Franconie, obtint des lettres de maîtrise à Paris le 20 août 1788. Il s'installa ensuite rue de Buci au faubourg Saint-Germain, mais son atelier n'eut pas le temps de prendre de l'importance et sombra sous la Révolution. Cet ébéniste ne devait mourir que longtemps plus tard, le 15 novembre 1821 [2].

ÅHMAN (KARL), Suédois dont le nom se prononce *Omann*, passa maître à Stockholm en 1748 et travailla dans cette ville durant une vingtaine d'années [3]. Il a laissé des commodes et des petites tables en bois de placage ornées de bronzes à rocailles, qui imitent dans un goût plus lourd les ébénisteries françaises de style Louis XV. Ses ouvrages sont signés et datés par une inscription manuscrite.

ALLEAUME. *Voy.* Elleaume.

1. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*..... année 1784, p. 254 ; année 1785, p. 309.
2. Arch. de l'Église luthérienne à Paris. Paroisse des Billettes. *Reg. des Décès de 1809 à 1845*, p. 55. — *Liste générale des Maîtres Menuisiers-Ébénistes, Tourneurs et Layetiers de la Ville et Fauxbourgs de Paris*, 1789.
3. Dr J. Böttiger, *Kungl.-Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*. Stockholm, 1901, p. 11, 112 et pl. 48.

AMAND (HENRI), menuisier en meubles, fit enregistrer sa maîtrise à Paris le 17 novembre 1749 [1]. Établi rue de Charenton, près de l'hôtel des Mousquetaires [2] sur l'emplacement duquel se trouve aujourd'hui l'hospice des Quinze-Vingts, il fabriquait des sièges en noyer garnis de canne qu'il marquait de l'estampille **H. AMAND**. Entre 1757 et 1768, sa veuve, Anne-Marie Wouettier, continua le même genre de travaux [3]. Notre planche II montre un gracieux spécimen des productions de cet atelier.

ANCELIN. *Voy.* Lancelin.

ANCELLET (DENIS-LOUIS), d'abord artisan libre au faubourg Saint-Antoine [4], passa maître le 3 décembre 1766, et fut député ou administrateur de sa corporation dans les dernières années de l'Ancien régime [5]. Après avoir résidé rue de Charenton jusque vers 1780, il transféra son établissement rue Saint-Nicolas. Il jouissait d'une bonne notoriété pour l'ébénisterie courante. Nombre de marchands lui achetèrent des ouvrages en noyer et en acajou, comportant quelquefois des incrustations d'ébène et des parties intérieures en bois jaune [6]. Ses talents furent employés aussi par le Garde-meuble royal : Au printemps de 1791, quand Louis XVI forma le projet de se rendre à Saint-Cloud et fit mettre le château en état de recevoir la Cour, Ancellet livra pour cette résidence une soixantaine de pièces, dont plusieurs commodes et secrétaires garnis de cuivres dorés qui lui furent payés en moyenne 200 livres [7]. Nommé membre du comité de la Section des Quinze-Vingts à la première assemblée électorale de Paris, cet ébéniste devint juré des affaires criminelles pendant la Terreur [8]. Il vivait encore en 1803 [9].

Son fils FRANÇOIS, ancien volontaire national [10], lui succéda sous l'Empire et fournit à l'État des bureaux ordinaires en bois noir pour les administrations publiques [11].

ANDRISS (SÉBASTIEN), né à Fribourg-en-Brisgau vers 1720, alla de bonne heure travailler à Strasbourg. Au XVIIIe siècle, la fabrication des meubles de luxe était active en Alsace, où les navires hollandais qui remontaient le Rhin pouvaient apporter à peu de frais les bois exotiques utilisés par cette industrie. Cependant le chef-lieu de la province ne possédait pas une corporation spéciale de menuisiers-ébénistes ; ceux-ci se rattachaient à l'importante communauté des charpentiers (*Zimmerleut-Zunft*), dans laquelle ils formaient deux groupements : l'un pour les artisans de religion protestante, l'autre, dit « des menuisiers français », ouvert aux seuls catho-

1. Arch. nat. Y. 9326. *Reg. des Maîtrises.*
2. Id. Y. 10992, 21 juillet 1751 ; Y. 10995, 20 oct. 1754. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 22. Faillite du tap. H. Lelorin.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 1308. Journal du tapissier Lelorin : « 24 aoust 1757, avoir acheté de Mme Amant six chaises de canne vernie, 4 liv. 15 s. pièce ; — à la mesme : 6 fauteuils de canne à marchepied, 6 liv. 15 s. pièce... 5 sept. 1759 ; à la veuve Amant, un bidet en canne à dos, 27 iv. » etc. — Cf. Ibid., *Bilans*, cart. 26. Faillite de l'épicier Mayeux, 3 fév. 1768.
4. On le trouve cité en 1762 parmi les créanciers de la faillite du march.-ébéniste Genty (Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 20). — V. aussi Arch. nat. Y. 14086, 8 fév. 1759.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* (1782-1789). — Arch. nat. H². 2118.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 878 et 2904. Journal des tapissiers Presle frères, 1778-1787. — *Bilans*, cart. 35, bilan du march. J. D. Garnier, 1772 ; cart. 44A, bil. du march. H. Martinet, 1777 ; — cart. 72, bil. du tap. Law, 1788 ; — cart. 116, bil. du march. Carré, 1777, etc.
7. Arch. nat. O¹. 3540, 3541, 3654.
8. *Alm. gén. du Dép. de Paris*, 1791. — *Alm. national*, an II, p. 362.
9. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 94, bilan du march. Mennesson, 12 prairial an XI.
10. Ch. L. Chassin et L. Hennet, *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 114. — Arch. de la Préf. de Police, *Commissaires de police* ; Quinze-Vingts, No 1, 25 prairial an VI.
11. Arch. nat. O². 513 (mai-nov. 1811).

liques. Andriss se fit recevoir dans cette dernière maîtrise le 2 avril 1743 [1] et continua d'exercer jusqu'à la Révolution [2]. Il fut le parrain de Sébastien Erard, le célèbre facteur d'instruments de musique, baptisé à Strasbourg en 1752 [3].

ANDRY n'était pas, comme on l'a cru, un ébéniste, mais un marchand de meubles établi sous Louis XVI rue du faubourg Saint-Antoine, à *la Gerbe d'Or*.

ANGOT (Jacques) devint maître à Paris le 23 février 1743 [4]. Il habitait rue du faubourg Saint-Antoine en 1755, lorsqu'il porta plainte contre son ouvrier Joseph Borniche et son apprenti François Dufour pour lui avoir soustrait une somme d'argent provenant de la vente de deux tables à quadrille [5]. Plus tard, Angot vint se fixer en deçà de la Bastille, dans le passage de l'hôtel de Lesdiguières ; il y travaillait encore en 1785.

ANNEST (Crépin-Claude), menuisier parisien, fit enregistrer sa maîtrise le 30 décembre 1756 et résida rue Neuve-Saint-Denis jusqu'à la fin du règne de Louis XV [6]. Les Archives de la Seine ont recueilli un de ses mémoires concernant des ouvrages qu'il exécuta en 1758 pour un marchand de meubles [7]. Ce document donne un aperçu des prix qui se pratiquaient alors dans le commerce : on payait moins d'un louis le bois d'un sopha mouluré et sculpté de fleurettes ; des fauteuils pareillement ornés se vendaient sept à huit livres, et des chaises plus ordinaires n'en coûtaient que trois ou quatre.

ANSELIN (Jean-François), ayant passé maître menuisier-ébéniste à Paris le 10 janvier 1779 [8], demeura rue de Bethizy jusqu'en 1786 [9], puis rue de la Verrerie, n° 128, dans une maison qui devint sa propriété et qui était estimée 32.000 francs sous le Consulat. Au début de sa carrière, Anselin travaillait à la fois pour le meuble et le bâtiment. Une annonce insérée dans les *Petites Affiches* nous apprend qu'il confectionnait à cette époque « toutes sortes de tables de cuisine, d'office, de salle-à-manger, ainsi que des comptoirs de toutes grandeurs [10] ». Après la Révolution, il s'adonna spécialement à l'ébénisterie, produisant des commodes, chiffonniers et bureaux en acajou, ornés de bronzes que lui fournissait le fondeur Dyot. Ouvrier laborieux, mais piètre commerçant à en juger par la tenue de ses livres, Anselin se trouvait dans une situation difficile quand il quitta son métier en 1803 [11]. — On a eu tort de confondre cet artisan avec l'un de ses confrères, Nicolas Lancelin, vulgairement connu sous le nom d'*Ancelin le jeune* [12].

ARGUYOT (Charles), établi à Paris rue Cloche-Perce vers la fin du XVIIIe siècle, se fixa ensuite rue Saint-Antoine, près celle de Fourcy. Il faisait des meubles de fantaisie, comme des

1. Arch. mun. de Strasbourg, *Meisterstücke Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere* (1728-1780), sous le nom de « Sebastian Andres ».
2. Bibl. du musée des Arts décoratifs de Strasbourg. *Zimmerleut-Zunft Buchlein*, 1789.
3. Arch. mun. de Strasbourg. *Reg. paroissiaux*. N. 127, fol. 34 v°.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
5. Arch. nat. Y. 10996, 22 mai 1755.
6. Id. Y. 9328-9329. *Reg. des Maîtrises*. — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 65.
7. Arch. de la Seine. — Consulat. *Rapports*, cart. 4, 7 sept. 1758.
8. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 25 fév. 1786, p. 510.
10. *Ibid.*, 8 fév. 1783, p. 313.
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 6010. Livre du men.-ébén. Anselin (an VI) ; reg. 2578. Livre journal du march. Collignon, an VII. — Ibid., *Bilans*, cart. 93, bilan de J. F. Anselin, ancien men.-ébén., et de Marguerite Piou, son épouse, 11 ventôse an XI.
12. Alfred de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 167.

bonheurs-du-jour, des tables à trois fins, des guéridons octogones, pour la fabrication desquels il employait des bois d'acajou ronceux et chenillés. En 1798, il déposa plusieurs de ses ouvrages chez le marchand Collignon, boulevard Poissonnière[1]. Il eut aussi des relations avec les tapissiers Deuerbergue et Nélaton[2]. Sa maison est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1814.

ARMAND (Henry), né en 1737[3], reçu maître à Paris le 17 septembre 1766[4], habita successivement les rues de Lappe et de la Roquette[5] durant plus d'une vingtaine d'années. On a relevé son estampille **H. ARMAND** sur des pièces d'une bonne facture, telles qu'un bureau de dame en mosaïque à cubes ayant figuré dans l'ancienne collection F. Pouy à Amiens[6].

ARMAND (Jacques), menuisier-ébéniste à Paris, né en 1714[7], mort vers 1784. Après avoir exercé comme ouvrier libre, il acquit la maîtrise le 16 juin 1763[8]. Il résidait en dernier lieu rue du faubourg Saint-Antoine dans la cour Saint-Louis, où sa veuve lui succéda. Son atelier ne semble avoir produit que de modestes ouvrages en noyer naturel ou couleur d'acajou[9].

Jean-Baptiste-François, fils du précédent, né en 1757[10], se spécialisa dans la fabrication des meubles de garde-robe. On trouvait chez lui tous les genres de bidets, depuis l'article de voyage dont les pieds pouvaient se dévisser et se loger dans la cuvette, jusqu'aux modèles de luxe qu'il vendait garnis de maroquin, avec des ustensiles et flacons dans le dossier[11]. Il continuait de travailler rue du faubourg Saint-Antoine, n° 44, en 1793[12].

ARNOULT, cité à tort comme ébéniste par plusieurs auteurs, était un ingénieur-mécanicien du temps de Louis XV qui avait de la réputation pour les machines de théâtre. Attaché à l'Opéra, il agençait également dans les maisons royales les scènes sur lesquelles se donnaient les spectacles de la Cour. En 1755, il entreprit la construction d'un *buffet mouvant* destiné aux petits appartements de Versailles[13]. Ce meuble, inspiré des « tables volantes », s'enfonçait par une trappe pour descendre dans les cuisines et reparaître ensuite chargé d'un nouveau service.

ARTZT (Jean-André), natif de Francfort-sur-le-Mein où son père était menuisier[14], vint travailler à Paris sous Louis XVI. En 1778, il épousa dans la chapelle de l'Ambassade de Suède la fille d'un sculpteur de Strasbourg, Marie Hoffmann, qui appartenait comme lui à l'Église luthérienne[15]. Ayant obtenu des lettres de maîtrise le 22 juillet 1785[16], Artzt exerça quelque temps rue Saint-Nicolas au faubourg Saint-Antoine, mais après la Révolution, il ne paraît plus

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578, brumaire an VII.
2. Ibid., *Bilans*, cart. 87, 7 therm. an VII ; cart. 99, 24 pluviose an XIII.
3. Arch. nat. Y. 13449, 10 mars 1787. A cette date il se disait âgé de 49 ans et demi.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
5. Arch. nat. Y. 14418, 11 oct. 1770; Y. 13448, 13 déc. 1786.
6. Vente à Amiens, 18 nov. 1907, n° 16. Le catalogue attribuait à ce meuble la marque HARMAND.
7. Arch. nat. Y. 14108, 29 mars 1779.
8. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris* 1782.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune.
10. Arch. nat. Y. 14108, *loc. cit.*
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441, 1786-1787.
12. Id. *Tables des Décès*. Q8. 52. Décès de J. F. Armand, son frère, 8 frimaire an II.
13. Arch. nat. O1. 2255, fol. 46.
14. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède* (1764-1806), p. 63 — Des notes que M. le comte Wrangel a tirées de ce registre ont été utilisées par M. A. Marcel dans le répertoire des *Artistes décorateurs du Bois*, Paris, 1912-1922.
15. Id., *ibid.* — Lors de son mariage cet ébéniste ne résidait point depuis longtemps à Paris, car il signa l'acte en écriture gothique : **Johann Andreas Artzt.**
16. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.



ÉTIENNE AVRIL.
Petite armoire en acajou, provenant du mobilier de Marie-Antoinette.
(Palais de Fontainebleau).



HENRI AMAND.
Chaise cannée Louis XV.
(coll. de l'auteur).





JEAN AVISSE.
Chaise Louis XV.
(coll. du comte Arnauld Doria).

avoir tenu d'atelier. On perd sa trace à partir de 1803[1]. Ses ouvrages signés **J. A. ARTZT** sont relativement rares. Le comte Antoine de Salverte possède de lui un secrétaire à panneaux de placages, encadrés de marqueteries en bois jaune qui simulent des rubans tortillés.

AUBÉ, marchand de meubles à Paris sous Louis XVI[2], figure comme ébéniste dans plusieurs éditions de l'*Almanach du Commerce* publiées vers la fin du XVIIIe siècle. Il résidait à cette époque rue des Prouvaires, n° 551. Sa maison, transférée plus tard place du Carrousel, existait encore en 1810[3].

AUBIN. *Voy.* Œben.

AUBRY (Louis), reçu maître dans la corporation parisienne le 31 août 1774, demeura rue de Grammont jusqu'à la Révolution[4], puis rue Saint-Nicolas, d'où il semble avoir disparu avant le Directoire. Il était en 1792 commissaire civil de la Section des Quinze-Vingts[5]. Ses productions signées **L. AUBRY** témoignent d'un talent très estimable. Cet ébéniste a laissé des ouvrages de marqueterie ornés de jolis cuivres dans le goût de Delafosse[6], et des pièces en acajou, également d'un travail soigné, telles qu'une commode demi-lune de l'ancienne collection Gutierrez de Estrada[7]. J'ai relevé sa marque sur un beau meuble d'entre-deux en bois moucheté, garni de baguettes à l'antique, avec des pieds en bronze patiné figurant des sphinx accroupis.

AUDEVILLE, compagnon ébéniste à Nantes, dirigeait dans cette ville, vers 1785, un atelier d'une quinzaine d'ouvriers au compte du marchand Lemasle. Il fut impliqué dans les poursuites que les maîtres-menuisiers nantais intentèrent contre son patron pour usurpation des privilèges de leur corps[8].

AUDRY (Jacques), menuisier en meubles, né en 1743[9], mort à Paris le 20 mai 1784[10]. Fils d'un artisan du faubourg Saint-Antoine[11], il prit la succession de son père comme ouvrier libre avant de gagner la maîtrise le 7 mai 1777[12]. Toute sa vie s'écoula rue de Lappe, où ses parents demeuraient lors de sa naissance et où sa veuve, Marie-Françoise Pasquier, continua de tenir boutique. Il ne manquait pas de talent, mais, faute de moyens, il végéta dans une situation médiocre. A sa mort on ne trouva chez lui qu'une dizaine de sièges et deux baldaquins de lit en cours d'exécution. J'ai rencontré une seule fois la marque **J. AUDRY** sur un petit canapé en bois sculpté et doré, à décor d'entrelacs ; cette pièce d'une très bonne facture appartient à Mme de Largentaye.

1. A cette date, il se remaria dans la chapelle de l'Amb. de Suède, ayant pour témoins les ébénistes Krier et Sinz. Sa seconde femme n'était pas, comme on l'a cru, fille d'un confrère, mais d'un maraîcher de Dijon. (Arch. de l'Égl. luthérienne de Paris. *Reg. cité*, p. 300).
2. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 13, 24 déc. 1784. — *Bilans*, cart. 69, bilan de l'ébén. Kopp, 28 oct. 1787.
3. *Alm. du Commerce*, 1811 (sous la rubrique des « marchands de meubles »).
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
5. *Alm. national*, 1793, p. 546.
6. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 174 et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X, 45). — Vente de Mme H... Paris, 14 mai 1914, etc.
7. Vente à Paris, 28 avril 1905, n° 180.
8. Arch. départ. de la Loire-Inf. E. 1623.
9. Arch. nat. Y. 14108, 1er nov. 1780.
10. Id. Y. 14114. Scellés chez Jacques Audry, m^e men., 20 mai 1784. — Cf. *Journal de Paris*, 23 mai 1784.
11. Cet ouvrier, qui était « menuisier en chaises de canne », faisait orner ses productions par le sculpteur François Joignot (Arch. nat. Y. 10988, 6 déc. 1742).
12. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.

AUFRÈRE (JEAN) n'était pas, comme on l'a dit, un ébéniste [1], mais un marchand tabletier, fournisseur de la Cour, du duc d'Orléans et du prince de Condé, dans la seconde moitié du règne de Louis XV [2]. Il tenait boutique rue Planche-Mibray, près du quai de Gesvres [3]. Parmi les ouvrages de sa profession, Aufrère vendait quelques meubles spéciaux, comme des tables de trou-madame ou de tric-trac, et des boîtes en marqueterie pour les accessoires de jeux.

AVISSE, famille de menuisiers parisiens qui se distinguèrent dans la fabrication des bois de lits et de sièges.

MICHEL, domicilié rue de Cléry, à l'*Image Saint-Joseph*, livra au Garde-meuble en 1740 huit fauteuils de toilette pour le château de Choisy [4]. Le procès-verbal des scellés apposés après la mort de sa femme, le 1er février 1744, mentionne au nombre de ses marchandises beaucoup de pièces garnies en cannage et quelques *perroquets* ou tabourets pliants [5].

GUILLAUME, fils du précédent, né en 1720 [6], se forma dans l'atelier paternel. Devenu maître le 24 décembre 1743, il s'établit à son compte rue Poissonnière [7]. Sous Louis XVI, on le retrouve rue du faubourg Saint-Denis d'où il disparut entre 1782 et 1785 [8]. Ses ouvrages sont marqués **G. AVISSE** en grandes lettres espacées irrégulièrement.

JEAN, né en 1723 [9], gagna la maîtrise le 10 novembre 1745 [10]. Dix-huit mois plus tard [11], il s'installa rue de Cléry, secondé dans son commerce par sa femme, Marie-Anne Gourdin [12], qui appartenait elle-même à une famille d'habiles menuisiers. La qualité de ses œuvres et leur prix modique [13] lui attirèrent bientôt les commandes d'une foule de marchands [14]. L'un d'eux, nommé Lacoursière, le chargea d'exécuter en 1763 une série de meubles, dont un lit à la polonaise destiné à la duchesse de La Tremoïlle [15]. Nous savons que Jean Avisse travailla pour la marquise de Chabannes, la comtesse de Fontenay et pour le chevalier de Lamotte, lieutenant de louveterie au département d'Auvergne, qui lui fit des achats considérables. Cependant, malgré ses talents et son activité, il dut déposer son bilan à deux reprises : une première fois en juin 1769, puis en décembre 1776 [16]. Dans l'intervalle, il s'était fait nommer « porte-guidon des gardes de l'Hôtel-de-Ville de Paris », en payant cette charge non moins de 6.000 livres, ce qui laisse supposer que des goûts d'ostentation l'entraînaient à dépenser au delà de ses moyens et pourraient avoir été l'une des causes de ses embarras pécuniaires. Ceux-ci, heureusement n'eurent pas de graves conséquences : Jusqu'à la Révolution, Avisse continua d'exercer avec suc-

1. L. Courajod. *Livre-journal de Lazare Duvaux, md-bijoutier ord. du Roy, 1748-1758*. Paris, 1873, Introd. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 10.
2. Arch. nat. O1. 3314, etc. — Bibl. nat. *mss. fr.* 7870, fol. 70. — Arch. du musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé* (1766-1772), cart. 1398, et *Reg. des ordonnances*, 12 juin 1772.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 395. Journal de l'ébén. Topino, fol. 16.
4. Arch. nat. O1. 3313, fol. 3, vo.
5. Ibid. Y. 12405. Scellés après décès de Marie Fournier, femme de Michel Avisse.
6. Ibid. Y. 12150, 22 fév. 1747.
7. Ibid. Y. 12405, *loc. cit.*
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
9. Arch. nat. Y. 12058, 19 avril 1771.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
11. Cf. Arch. nat. Y. 9326, *Reg. des Maîtrises*, 18 avril 1747.
12. Née en 1749, morte à Paris le 22 frimaire IV. (Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des décès*. Q8. 36).
13. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 4, 16 mai 1760.
14. Entre autres, les tapissiers Bourguereau, Planque, Herel, Pousse, Guidon, Pilan et Bertrand dit Sageret, nommés dans les bilans de J. Avisse auxquels il sera fait allusion plus loin. On peut citer encore, d'après d'autres documents conservés aux Arch. de la Seine, les marchands Michel Blin (*Bilans*, cart. 9, 1752) ; Jalouret (*Rapports*, cart. 4, 1760); Henri Lelorin (*Bilans*, cart. 22, 1764) ; Alex. Lelorin (*Ibid.*, cart. 74, 1789) etc.
15. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 5.
16. Ibid. *Bilans*, cart. 24 et 114.

cès dans la même rue de Cléry, n° 124[1]; il y demeurait encore, âgé de soixante-treize ans, au printemps de 1796[2].

Ce maître signait **IAVISSE** sans point séparatif entre l'initiale du prénom et le nom patronymique, de sorte que ses travaux sont fréquemment attribués à un prétendu *Lavisse*. On lui doit surtout de beaux sièges Louis XV, remarquables par la noblesse de leur dessin et leur sobre élégance. Le comte A. Doria possède à Paris un salon de ce genre, composé de douze pièces qui garnissaient naguère le château d'Orrouy, près de Crépy-en-Valois. Notre planche II donne la reproduction d'une chaise provenant de cet ensemble. Un mobilier analogue est conservé depuis le XVIIIe siècle dans la famille du marquis Lagergren au château de Tyresö en Suède. La collection de M. Émile Straus renferme un gracieux lit de repos en deux parties, orné comme les pièces précédentes de simples moulures accentuant le rythme harmonieux de ses lignes souples et nerveuses. Mais Jean Avisse a laissé aussi des meubles richement ouvragés par des sculpteurs de talent tels que J. F. Baillard, Claude Vinache, et Pierre Rousseau, établis tous trois rue de Cléry[3]. On peut citer en exemple un bois de bergère à décor de séquins faisant partie de notre Mobilier national[4], un fauteuil à fleurettes exposé au musée des Arts décoratifs et un joli siége sculpté de rocailles qui appartient à M. le duc de Trévise.

AVRIL (ÉTIENNE), né en 1748, mort à Paris le 24 juin 1791[5]. On l'appelait *Avril l'aîné*[6] pour le distinguer de son frère Pierre, également ébéniste. Ayant passé maître le 23 novembre 1774[7], il acquit une place honorable parmi les artistes industriels du temps de Louis XVI et mérita de travailler pour l'ameublement de la Reine au château de Saint-Cloud. D'aprés les documents de l'époque, il faisait « quantité de commodes, consoles, bibliothèques, secrétaires et chiffonniers en acajou et bois des Indes », outre les meubles de fantaisie comme des tables de chevet fermant à coulisse en dos de livres[8]. — Pendant la majeure partie de sa carrière, Étienne Avril demeura rue de Charenton, au coin de la rue Moreau, puis, vers 1788, céda cet atelier à son frère pour exploiter d'importants magasins sur le boulevard de la Porte Saint-Antoine. Il mourut peu après, encore dans la force de l'âge. Ses marchandises furent dispersées aux enchères dans trois ventes qui durèrent chacune plusieurs jours[9].

L'œuvre la plus connue sur laquelle figure sa marque **E. AVRIL** est une petite armoire en acajou provenant du mobilier de Marie-Antoinette et actuellement conservée au palais de Fontainebleau (pl. II). Malgré une certaine froideur, ce meuble doit beaucoup de charme à la finesse de son ébénisterie, la légèreté de ses bronzes et la grâce fragile des médaillons en biscuit de Sèvres qui égayent sa façade. L'Exposition de l'Union centrale des Arts décoratifs en 1882

1. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
2. *Annonces, Affiches, et Avis divers*, 20 germinal an IV, p. 3920.
3. Ces artistes, tous trois membres de l'Académie de Saint-Luc, figurent comme créanciers au bilan du maître en 1769.
4. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier national. Bois de sièges*, Paris, 1913, pl. XXIX.
5. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des décès*. Q8. 52. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1791, p. 2388.
6. Ce surnom l'a fait confondre avec un dessinateur d'ornements qui a signé ainsi deux *Cahiers de Vases* publiés sous Louis XV. L'auteur des recueils en question était né avant 1744, date à laquelle vint au monde son frère, Jean-Jacques Avril *le jeune*, graveur d'histoire, qui vécut jusqu'en 1831.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1791, p. 3404. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain, 1786-1787. — Chez Avril l'aîné se fournissaient également les marchands Prudot et Gabard (Ibid. *Bilans*, cart. 67 et 69), ainsi que Fr. Thomas, tapissier attitré du comte de Provence (Arch. nat. Y. 14108, 8 mai 1779).
9. *Annonces*, etc. 1791, p. 3404 ; 3803 ; 3871 et 3872.

montrait du même auteur un bonheur-du-jour en bois de rose, présenté par M. Mirault. L'ancienne collection du comte de Reiset renfermait un meuble-vitrine, en marqueterie à corbeille de fleurs, portant aussi l'estampille de ce maître. J'ai vu de lui d'autres jolies pièces, parmi lesquelles un cabinet serre-bijoux, sur pieds élevés et cambrés, revêtu de délicates mosaïques à quadrillages.

Quant à PIERRE, dit *Avril le cadet*, qui exerça la même profession comme artisan libre, on pourrait le passer sous silence s'il n'avait été l'un des Vainqueurs de la Bastille [1]. Il venait alors de reprendre l'ancien établissement de son frère rue de Charenton et conserva cet atelier jusque sous le Directoire [2]. Mais ses ouvrages eurent peu de succès. Tombé dans l'indigence, il finit ses jours à l'hôpital, le 14 avril 1806 [3].



BAILLIÈRE. *Voy.* Bayer.

BAILLY (ANTOINE), maître ébéniste à Grenoble vers 1730, était fils d'un menuisier français qui avait émigré à Ruremonde dans les Pays-Bas, probablement à la suite de la révocation de l'édit de Nantes [4].

BALTHAZAR (FRANÇOIS) exerçait comme artisan libre à Auxonne, en Bourgogne, dans la première moitié du règne de Louis XV. Le 28 septembre 1737, les maîtres menuisiers de Dijon saisirent deux commodes en prunier rougi que cet ébéniste livrait à un marchand de la ville sans l'avoir fait visiter par leur jurande. L'affaire donna lieu à un procès qui durait encore deux ans plus tard [5].

BAPST. *Voy.* Papst.

BARA (PIERRE), menuisier parisien, fit enregistrer sa maîtrise le 28 juin 1758 [6]. Il fut l'un des fournisseurs du tapissier Planque qui tenait rue Saint-Honoré un magasin réputé pour les sièges

1. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille.* N° 545. — Le même dossier renferme le document suivant relatif au fusil d'honneur que cet ébéniste reçut comme récompense civique : « Nous soussignés, Commissaires nommés par les Vainqueurs de la Bastille pour la vérification des noms et individus qui composent la liste déposée aux archives de l'Assemblée nationale, certifions que le sieur *Pierre Avril* est effectivement l'un desdits vainqueurs, qu'il est l'individu porté sur la liste et que le fusil qui lui appartient conformément aux Décrets de l'Assemblée nationale peut lui être délivré sans crainte de réclamation fondée. A Paris, le 12 janvier 1791. DEMARQUE, DE CLÉAND, PLOYER, ROSSIGNOL, COUHAUD ». On lit à la suite : « Je soussigné reconnois qu'en conséquence du certificat ci-dessus, M. Osselin m'a remis un fusil neuf avec sa bayonnette et le foureau de bayonnette, du modèle de 1777 et de la manufacture de Maubeuge, lequel fusil m'appartient aux termes du décret de l'Assemblée nationale. A Paris, le 17 janvier 1791. AVRIL. »

2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2578. Journal du march. Collignon, fol. 1, 25, etc.

3. Ibid. Enregistrement. *Tables des décès.* Q[8]. 68. — Il mourut « débiteur insolvable » du négociant Delor, march. de bois des Iles. (Ibid., *Bilans*, cart. 103, 1806).

4. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 29.

5. Arch. dép. de la Côte-d'Or, E. 3429. *Mémoire pour le sieur Couder, intimé, contre la Communauté des M[es] Menuisiers de la Ville de Dijon*, 1739.

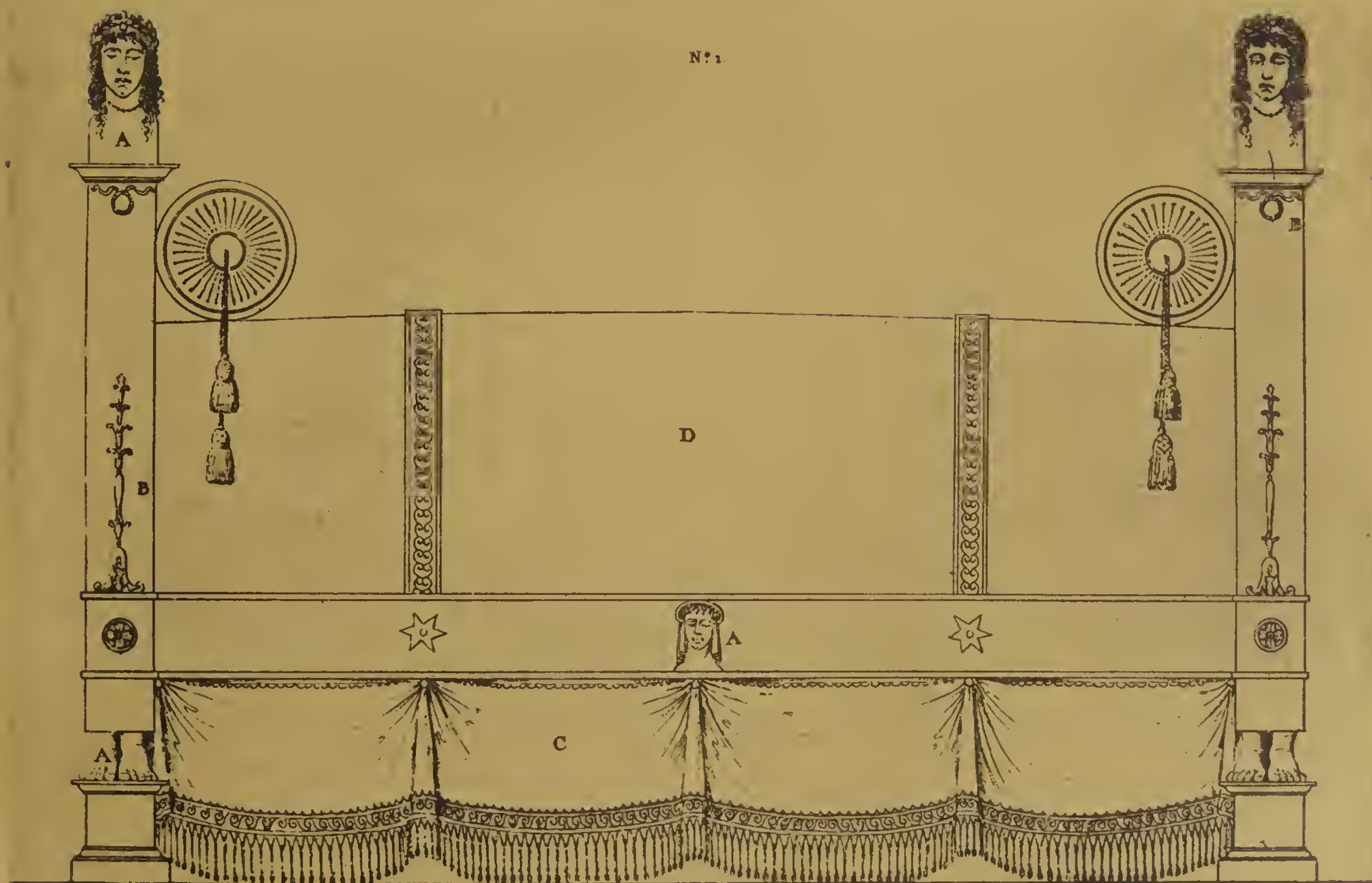
6. Arch. nat. Y. 9328. *Reg. des Maîtrises.*



PIERRE BARA.
Fauteuil Louis XV à décor de fleurettes.
(coll. de Mme Allez).



MATHIEU DE BAUVE.
Grand fauteuil d'apparat en bois doré.
(anc. coll. Aubert).



PIERRE BELLANGÉ.
Lit dans le genre antique, exécuté vers 1798, en bois d'acajou garni de bronzes dorés et patinés.
(d'après une gravure de Ransonnette).

de luxe [1]. Son atelier, situé rue de Cléry [2], continuait à prospérer en 1768 [3]. Cet artisan signait **P. BARA**, en grandes lettres irrégulières, que l'on trouve parfois estampillées à chaud. Sa marque figure sur un fauteuil de forme basse, dans le style de la Régence, à dossier en arbalète et décor de rocailles, qui fait partie du mobilier de Chaalis légué par M[me] Édouard André à l'Institut de France. L'ancienne collection Jacques Doucet renfermait quatre fauteuils Louis XV du même auteur [4]; ces gracieux ouvrages, dont notre planche III montre un exemplaire, appartiennent aujourd'hui à M[me] Allez.

BARIQUANT, fabricant et marchand de meubles, établi à Paris, rue Beautreillis, sous le Directoire, produisait des ébénisteries dans le goût antique, sur lesquelles il appela par voie d'annonces l'attention des amateurs [5]. Plus tard, il se fixa boulevard Saint-Martin, ayant un atelier rue de Bondy, derrière ses magasins. Le Garde-meuble impérial lui commanda plusieurs bureaux à cylindre en acajou moucheté [6]. Sa maison existait encore en 1822 [7].

BARNON (JEAN-BAPTISTE), devenu maître menuisier à Paris vers 1727, se consacra pendant une trentaine d'années à la fabrication des bois de sièges, rue de Bourbon-Villeneuve [8] (actuellement d'Aboukir). Retiré des affaires, il demeurait en 1761 rue Saint-Médard, dans le faubourg de Bercy [9].

BARON, ébéniste à Nantes, inscrit en 1774 sur les listes de la milice bourgeoise, habitait Haute Grand'rue, au centre de la ville [10].

BARON (GILLES), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 23 mars 1751 [11], exerçait rue de Charenton, où sa veuve lui succéda entre 1774 et 1782 [12]. On a relevé la marque **G. BARON** sur une console en bois sculpté et doré, présentant à la ceinture une fleur de lys dans un cartouche à rocailles, au milieu d'une frise de postes. Ce curieux spécimen du style hybride en honneur vers la fin du temps de Louis XV faisait partie de l'ancienne collection Louise Balthy [13].

BARRAULT (JOSEPH), né vers 1730, passa maître à Paris le 31 août 1768 et mourut le 8 décembre 1798, ayant résidé rue Traversière-Saint-Antoine, puis rue de Charenton [14]. Il a laissé son estampille **G. BARRAULT** sur des ouvrages en bois de rose d'une bonne fabrication courante.

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 21, 20 avril 1763.
2. *Ibid.*, cart. 27. Faillite du march. Alex. Carpentier, 28 sept. 1768.
3. On ne doit pas le confondre avec un homonyme, Charles-Vincent Bara, menuisier en bâtiments rue Neuve-Saint-Denis, lequel lui survécut plusieurs années.
4. Vente à Paris, juin 1912, n° 301 du catalogue.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VII, p. 5771 ; an X, p. 1915.
6. Arch. nat. O[2]. 513 (31 mai 1811).
7. *Alm. du Commerce.*
8. Arch. nat. Y. 12408, 24 juillet 1747 ; — Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 19, bilan du tap. Pousse, 22 sept. 1761.
10. *Nouvelles Archives de l'Art français.* t. XIV, p. 18.
11. Arch. nat. Y. 9327. *Reg. des Maîtrises.*
12. Ibid., Y. 12155, 4 déc. 1752 ; — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 88 ; — *Annonces, etc.*, 1782, p. 1739.
13. Vente à Paris, juillet 1917.
14. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès.* Q[8]. 55, 18 frimaire VII. — *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris.* — Cet ébéniste fournissait notamment le tapissier Claude Turpin, rue de la Tonnellerie, *au Roy de France* (Arch. de la Seine, *Livres de Commerce.* Reg. 372, et *Bilans*, cart. 48[A], 19 avril 1779).

BARRÉ était marchand de meubles à Paris, cour des Fontaines, dans le Palais-royal, vers le début de la Révolution. Bien que les annuaires de l'époque le désignent comme ébéniste [1], il ne paraît pas avoir eu d'atelier.

BARREAU (Étienne-Ovide) exploitait sous le Consulat une fabrique d'ébénisteries, rue de Charenton, n° 14. Il faisait avec succès toutes sortes de meubles au goût du jour, tels que des commodes, consoles, secrétaires et bureaux ornés de termes égyptiens, des lits et sièges étrusques, d'autres lits « en chaire-à-prêcher », des fauteuils sculptés de chimères, des chaises à planche simulant un bouclier [2]. Sa maison prospéra jusqu'au règne de Charles X [3].

BARTHÉLEMY (Charles), reçu maître dans la corporation parisienne le 10 septembre 1777, travailla rue des Petits-Champs-Saint-Martin [4]. On a trouvé son nom sur une table d'artiste de forme incurvée, offrant des marqueteries à grandes fleurs jaunes et vertes sur fond de bois de rose [5].

BARY (Michel), maître ébéniste à Paris, né vers 1690, mort en 1761. Sa femme lui survécut longtemps et figurait en 1791 sur l'état des « pauvres maîtres et veuves de maîtres » secourus par le Roi depuis la suppression dés communautés professionnelles [6]. Établi rue du Faubourg-Saint-Antoine, cet artisan produisait surtout des tables légères. Pendant une dizaine d'années, le marchand Migeon lui demanda des meubles de ce genre, dont un certain nombre à trois côtés pour jouer le tri qui faisait alors fureur dans les salons [7]. Une petite table en bois de rapport, signée **M. BARY**, figurait dans la collection du vicomte Clifden exposée à Bethnal-Green en 1893. J'ai eu l'occasion d'en voir d'autres qui m'ont paru se recommander par leurs formes agréables plutôt que par la qualité de leur facture.

Un frère de ce maître, Nicolas Bary, né en 1693 [8], exerça rue de Charenton comme ouvrier libre et fit des ouvrages du même genre [9].

BASTIN (Pierre-Joseph), passé maître à Paris le 7 janvier 1762, mourut vers 1786. Il demeurait rue du Faubourg-Saint-Antoine, vis-à-vis la rue de Charonne, où sa veuve lui succéda jusqu'à la Révolution [10]. Plusieurs pièces d'archives le montrent en relations d'affaires avec des marchands en vogue [11], mais sans fournir de renseignements sur ses travaux.

BAUCH (Jean), né à Merzig (Rhénanie), le 19 juillet 1764, habitait dans le Faubourg-Saint-Antoine, rue Trouvée, en 1789, lorsqu'il prit part au siège de la Bastille [12]. A cette époque Bauch exécutait des meubles en acajou pour les magasins de l'ébéniste J.-G. Frost [13]. Peu après, il se

1. *Alm. de Paris*, 1789, 2e partie ; — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869. Journal du march. Bonnichon ; Reg. 2976 et 2977. Journal du march. Trintzius, ans X et XI ; — *Rapports*, cart. 31. Litige avec le tapissier Caillet, 30 thermidor XI.
3. *Alm. du Commerce*.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
5. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 290 et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X.45).
6. Arch. nat. F⁴ 1241.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 (1751-1761).
8. Arch. nat. Y. 14086, 11 juillet 1759.
9. Ibid. Y. 14073, 4 fév. 1748. Ce document concerne « une table à jouer ployante, plaquée en palissandre, avec un damier dessus », que les jurés-menuisiers firent saisir à la sortie de son atelier.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 35, bilan du march. J.-D. Garnier, 20 mai 1772 ; cart. 72, bil. du tap. Math. Law, 26 juillet 1788.
12. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 20, sous le nom de « Beauche ou Bosche ».
13. Archives de la Seine. *Livres de Commerce*. Registre 2278.

maria, puis s'établit rue de la Roquette [1]. Il vécut jusque sous le règne de Louis-Philippe et fut pensionné en 1833 comme ancien héros du Quatorze Juillet.

BAUDIN (Noël), menuisier en meubles à Paris, né en 1719 [2], mort vers 1784. Il gagna la maîtrise le 30 juillet 1763 [3], ayant déjà dépassé la quarantaine. Domicilié d'abord rue Saint-Nicolas [4], il termina sa carrière rue du Faubourg-Saint-Martin. On lui doit des sièges largement traités, qui portent la marque **N. BAUDIN**. M. Émile Straus possède deux grands fauteuils à dossier lobé, sur lesquels se lit cette estampille. Un écran Louis XV du même auteur a fait partie de l'ancienne collection Labitte [5].

BAUDON-GOUBAUT travaillait sous le Consulat, dans la cour des Petites-Écuries, au faubourg Saint-Martin. Comme les hostilités avec l'Angleterre entravaient alors l'importation des bois exotiques, il essaya le premier de substituer l'orme galleux à l'acajou dans l'ébénisterie de luxe. Son initiative lui valut une mention honorable à l'Exposition de 1806, où il avait présenté plusieurs ouvrages fabriqués de la sorte, parmi lesquels une grande bibliothèque à deux corps. Ce dernier meuble faisait partie d'un ensemble de quatre pièces commandées par l'Empereur pour la somme de 6.000 francs [6]. Plus tard, Baudon résida rue de Bondy, connu à la fois comme ébéniste et comme facteur d'orgues [7].

BAUDRAY. *Voy.* Beaudret.

BAUMAN (Simon), menuisier de la cour de Suède, mort à Stockholm en 1713 [8]. Le château de Drottningholm conserve une armoire finement sculptée que cet artisan exécuta en 1699 pour la reine Hedwige-Éléonore, mère de Charles XII.

BAUMHAUER (Joseph), dit JOSEPH. *Voy.* ce nom.

BAUVE (Mathieu DEBAUVE ou de) fut reçu maître menuisier à Paris le 1er août 1754 [9]. Il habitait rue de Cléry, au *Saint-Esprit*. C'était un homme d'un caractère difficile, qui avait la réputation de « mépriser et insulter tous ses voisins ». Plusieurs eurent des démêlés avec lui, notamment ses confrères Boulard, Lebas et Delanois [10]. On a retrouvé une quittance de ce menuisier concernant deux bois de fauteuils qu'il avait faits pour un de ses clients, le chevalier de Villefranche, et dont il obtint, à la suite d'un procès, la somme de 314 livres [11]. Après sa mort survenue vers 1786, sa veuve lui succéda pendant une année ou deux. On connaît de nombreux sièges signés de la marque **BAUVE**. Le plus remarquable est un grand fauteuil d'apparat en bois doré, — probablement un ancien trône épiscopal, — qui a figuré dans la collection Alphonse Kann [12] (pl. III). Le musée d'Art industriel de Hambourg a recueilli du même auteur un fauteuil plus simple, datant aussi de la fin de l'époque Louis XV.

1. Arch. de la Seine. *Contrats de mariage*. Reg. 1983, 29 mars 1792. — *Alm. du Com.* de Favre et Duchesne, an VII, p. 155.
2. Arch. nat. Y. 12064, 22 août 1777.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 22, bilan du tapissier H. Lelorin, 1764.
5. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 207.
6. *Catal. de l'Exposition de 1806*, p. 53. — *Moniteur*, 12 oct. 1806. — Arch. nat. O². 503, 22 vendémiaire an XIV.
7. *Alm. du Commerce*, 1810.
8. Dr J. Böttiger. *Kungl.-Hofschatullmakaren och Ebenisten. Georg Haupt*. Stockholm, 1901, p. 109.
9. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
10. Arch. nat. Y. 12044, 5 août 1758. — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 13, 26 sept. 1784.
11. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 217.
12. Vente à Paris, 8 déc. 1920, no 285. Ce meuble a repassé aux enchères à la Galerie G. Petit, le 4 juin 1921.

BAVANT (Jean-Louis), fabricant et marchand de meubles à Paris, était maître tourneur depuis 1758 [1]. Lorsque la réforme de 1776 eut réuni le corps des tourneurs à celui des menuisiers-ébénistes, il devint député ou administrateur de la nouvelle communauté [2]. A la tête d'un important fonds de commerce, Bavant possédait rue Neuve-Saint-Roch des magasins et ateliers ayant une seconde issue rue de la Sourdière; il tenait en outre à bail des religieux jacobins une petite boutique dans l'impasse Saint-Hyacinthe. D'après les annonces de l'époque, on trouvait chez lui toutes sortes d'ébénisteries en acajou, en laque et en placage; des damiers, trics-tracs et autres articles de tabletterie, ainsi que des ouvrages de tourneur comme des rouets et des métiers à broder [3]. Il mourut le 11 avril 1785 [4], laissant deux fils qu'il avait associés à ses travaux. L'aîné, Jean-Nicolas, conserva l'établissement de la rue Saint-Roch jusqu'en 1803 [5]. Le second, Jean-Jacques, dit *Bavant le jeune*, était encore mineur à la mort de son père. Après la Révolution, il exploita un atelier boulevard Poissonnière et produisit de bons meubles en acajou, notamment des tables mécaniques « à la Tronchin » [6]. Il vivait encore au début de l'Empire [7].

BAYER (François), originaire d'Allemagne, se fit recevoir maître ébéniste, à Paris le 5 décembre 1764 [8]. Les pièces d'archives le désignent parfois sous les noms francisés de *Bayère* ou *Baillière*. Après avoir débuté avec succès pendant une dizaine d'années rue du Faubourg-Saint-Antoine [9], il alla s'installer rue Saint-Honoré, près de l'église Saint-Roch [10]. Il croyait sans doute arriver à une plus brillante situation au centre de la ville, mais son espoir fut déçu. Manquant de capitaux et accablé de charges, — car il avait une femme souvent malade et sept enfants à nourrir, — Bayer dut revendre son fonds moins de quatre ans plus tard. Le reste de son existence allait se consumer en vains efforts pour échapper à la ruine. Harcelé par ses créanciers, il émigre au faubourg Saint-Germain, tient boutique tour à tour rues de Taranne [11] et du Vieux-Colombier, fait deux fois faillite en 1780 et 1781 [12], puis végète dans la misère jusqu'en 1785, date à laquelle on perd sa trace [13].

Le pauvre homme méritait pourtant un autre destin. Ardent au travail, scrupuleux en affaires [14], il exerçait habilement son métier et pratiquait surtout la marqueterie ombrée avec beaucoup d'adresse et de soin. Ses talents, appréciés dans le commerce [15], lui avaient valu des clients de marque tels que la comtesse de Custine, les comtes de Brancas et de Saint-Cyr [16]. On connaît de jolies pièces signées **F. BAYER**. Les meilleures appartiennent au style transitoire de

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 23 oct. 1758.
2. Ibid. H². 2118.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1785, p. 1588, 1660, 1810.
4. Arch. nat. Y. 10806, *Scellés*.
5. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts, n° 1, 29 déc. 1790. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tapissier Bonnemain-jeune, 1786. — *Bilans*, cart. 90, faillite du march. Quentin, 12 thermidor IX. — *Alm. du Commerce*.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578. Journal du march. Collignon, an VII.
7. Ibid. *Bilans*, cart. 101, faillite du march. Guichemère an XIV.
8. *Liste générale des M*es *Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 38, bilan du march. Delisle. 17 novembre 1773.
10. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 939.
11. *Ibid*. 1777, p. 1397.
12. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 51, 2 mars 1780; cart. 56 21 fév. 1781. — *Livres de Commerce*. Reg. 6112.
13. Champeaux (*Le Meuble*, t. II, p. 172) a prétendu que cet ébéniste travaillait encore en l'an XI. C'est une erreur qui provient de la mauvaise lecture d'un texte de P. Mantz (*Revue des Arts déc.*, 1884, p. 378).
14. Arch. de la Seine. Consulat. *Rap.*, cart. 11, 16 janv. 1782.
15. Les bilans de Bayer citent parmi ses débiteurs les marchands Boudin, Delisle, Rivière, Francq, Lefèvre, Santaire, etc.
16. Cf. Bilans et livres du maître. Arch. de la Seine, *loc. cit.*

la fin du règne de Louis XV. Une petite table de ce genre, décorée d'un paysage, se trouve au South-Kensington Museum; elle passe pour avoir appartenu à Madame Sophie [1]. Dans l'ancienne collection Rikoff figurait une curieuse commode sur laquelle l'ébéniste a représenté des scènes de chasse à courre [2]. Ses productions plus tardives, exécutées dans des circonstances défavorables, ont en général un moindre mérite. A partir de 1780, Bayer, faute de ressources et de crédit, cessa même complètement de fabriquer des meubles, se bornant à entreprendre des raccommodages avec sa femme, Honorine Parent, qui seule à cette époque l'aidait dans ses travaux.

BAZIN (Denys) obtint sous la Régence la place de menuisier de la Chambre et des Menus Plaisirs aux appointements annuels de 300 livres [3]. Les comptes royaux mentionnent une quantité d'ouvrages livrés par ce fournisseur entre 1722 et 1734 [4]. Parmi les plus remarquables, on peut citer une suite de tabourets destinés au cabinet du Roi. Ces sièges, richement ornés de coquilles, gaudrons, feuilles et cartouches, avec des trophées d'amour sur les traverses, furent argentés par le peintre Goulet [5]. Lors des fêtes données à l'Infante en 1723, Bazin reçut la commande d'un « fauteuil à huit pans, remply d'ornemens de sculpture » pour servir à la jeune princesse dans la loge royale au théâtre de Versailles ; il exécuta en outre, pour la même loge, six *ployants* ou tabourets de cour, huit autres tabourets, deux sophas et un marchepied, traités dans le même goût que le fauteuil de l'Infante [6]. Cet artisan demeurait à Paris, rue des Petits-Carreaux [7]. Devenu veuf en 1736, il résilia l'année suivante ses fonctions de menuisier de la Chambre, mais continua de toucher la moitié de ses gages à titre de gratification jusqu'en 1740 [8], date probable de sa mort.

BEAUCE (Louis-Laurent), ancien ouvrier libre, était « agrégé » depuis dix ans à la communauté parisienne, quand il passa maître le 21 avril 1787 [9]. Domicilié précédemment rue du Faubourg-Saint-Antoine, il s'établit alors fabricant et marchand d'ébénisteries dans le passage Saint-Roch, rue Saint-Honoré [10]. Au printemps de 1791, le Garde-meuble royal lui acheta, pour le château de Saint-Cloud, quatre commodes et quatre secrétaires en acajou garnis de bronzes dorés, valant ensemble un millier de livres [11]. Sa maison ne disparut qu'en 1808 [12].

BEAUCLAIR (Benoit BUTTE, dit), ébéniste à Paris, né vers 1720, mort le 4 février 1803 [13]. La maîtrise lui fut conférée le 3 juin 1767 [14], alors qu'il habitait rue Saint-Nicolas ; il y exerça encore quelque temps [15] avant de transporter son atelier dans le faubourg Saint-Germain, d'abord

1. *Catalogue of the Jones Bequest in the South-Kensington Museum*, London, 1882, p. 62, nº 580.
2. Vente à Paris, 6 déc. 1907, nº 302 (18.020f).
3. *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1872, p. 88.
4. Arch. nat. O1. 2853 à 2861.
5. Ibid. O1. 2853 (1722).
6. Ibid. O12854.
7. Id. Y. 5211, 4 mai 1736.
8. *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1872, p. 90.
9. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 70, bilan du tap. Luchet, 28 sept. 1787.
11. Arch. nat. O1. 3540, 3541 ; O1. 3654.
12. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 101, faillite de l'hôtelier Poix, an XIV ; cart. 103, f. du march. de bois des Iles Ant. Delor, 1806 ; — *Alm. du Commerce*, an VII à 1808.
13. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 71, 15 pluv. an XI.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
15. Arch. nat. Y. 14096, 18 août 1769 ; — Y. 14418, 15 oct. 1770.

rue Coquillière [1], puis rue des Saints-Pères [2]. On le trouve en relations avec plusieurs grands marchands [3] et avec le ciseleur Desseule qui travaillait sans doute aux garnitures de ses meubles [4]. Il eut des continuateurs du même nom jusque sous le règne de Charles X.

BEAUDRET (Nicolas) fut l'un des ébénistes employés par la Couronne entre 1715 et 1729 [5]. Il résidait probablement à Versailles. Les *Comptes des Bâtiments* le nomment la première fois à l'occasion du payement de trois petites consoles « façon de bois de violette », qui lui avaient été demandées pour le palais de Trianon [6]. Plus tard, on le chargea d'exécuter, au château, de Versailles, divers travaux en bois de rapport dans les appartements du Régent et du duc de Bourbon [7]. Il fit encore un bureau de marqueterie destiné au Roi et pour lequel il toucha 200 livres [8].

BECKWITH, ébéniste et tapissier anglais, établi à Londres, Saint-Martin's lane [9], en société avec son confrère France, devint en 1785 fournisseur attitré de la cour britannique [10]. Il concourut à meubler les appartements de la Reine au palais de Saint-James. Parmi les ouvrages qu'il livra pour le service de cette princesse, figuraient des sièges laqués en blanc et cramoisi, avec lesquels s'assortissaient plusieurs écrans ornés de géraniums peints au naturel.

BECQUET, menuisier à Rambouillet, répara en 1784 des bois de lits et de sièges au château royal de cette ville [11].

BELANGER (Antoine), maître menuisier à Paris, rue de Cléry, près de la rue Saint-Claude, mourut en mars 1776 [12]. Son fils, également prénommé Antoine, passa maître le 15 décembre 1773 [13], et conserva le même atelier. A la Révolution, il fut élu membre du comité de la section de Bonne-Nouvelle [14]. D'après des annonces parues dans les *Petites Affiches*, ces deux artisans se firent connaître par d'ingénieuses inventions. Le premier imagina un métier à broder tournant et pliant en tous sens [15] ; le second confectionnait « des pieds de table nouveaux, très commodes pour les tables à manger ou autres » [16].

BELLANGÉ (Pierre-Antoine), fabricant de meubles à Paris, né probablement vers 1760, mort vers 1844 [17], tint une place éminente parmi les représentants de l'art industriel au commencement du XIXe siècle. Il se rattachait peut-être à la même famille que les menuisiers précédents, malgré l'orthographe dissemblable de son nom patronymique. Ce fut du reste comme menuisier qu'il obtint la maîtrise le 24 octobre 1788 [18]. Établi rue Neuve Saint-Denis, — où il devait exercer pendant presque toute sa carrière, — il se vouait alors à la production des bois

1. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1785.
2. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
3. Entre autres J. F. Coulon et Nic. Heaume (Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 42 et 43).
4. Ibid., cart. 51, 21 avril 1779.
5. Arch. nat. O1. 2215 à 2229.
6. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments*, t. V, col. 852.
7. Arch. nat. O1. 2222, fol. 301, 310, 312, 326; O1. 2223, fol. 36 ; O1. 2225, fol. 40 ; O1. 2226, fol. 48.
8. Ibid. O1. 2229, fol. 16 vo.
9. Th. Sheraton. *The Cabinet-maker's Drawing Book*, London, 1791. List of subscribers.
10. Record office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 456 et suiv.
11. Arch. nat. O1. 3629, 2.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 312.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. *Alm. National*, 1793, p. 541.
15. *Annonces*, etc., 12 déc. 1763, p. 849.
16. *Ibid.*, 30 mars 1778, p. 412.
17. C'est la date à laquelle son nom disparaît de l'*Almanach du Commerce*. Une partie des renseignements biographiques donnés dans le présent article sont tirés de cet annuaire.
18. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1789.

de lits et de sièges. Les frères Presle, tapissiers de renom, qui demeuraient dans son voisinage, rue Saint-Martin, lui en demandèrent un grand nombre destinés au comte de Girardin, à M. Grandet de la Villette, au marquis de Rosanbo et au comte des Cars [1]. Pour ce dernier, il exécuta notamment un curieux lit à trois dossiers, de forme chantournée, avec une riche ornementation de volutes et coquilles [2], ce qui prouve que le « goût moderne » en honneur sous Louis XV garda des adeptes jusqu'à la fin de l'Ancien régime. Parmi ses travaux de la même époque, on remarque des ouvrages encore plus singuliers, comme quatre chaises en acajou « dans le genre gothique » qu'il créa pour le comte Esterhazy [3].

Sous la Révolution, Bellangé, manquant de travail, voulut élargir le champ de son activité et décida d'entreprendre toutes sortes d'ébénisteries. Après la tourmente, il donna un nouvel essor à son commerce [4] grâce au concours d'habiles ouvriers, tels qu'un certain Xavier Hindermayer qui faisait pour lui des pièces artistiques décorées de marqueteries à figures [5]. Un livre de l'architecte Krafft nous a conservé les dessins de plusieurs meubles fabriqués sous la conduite de Bellangé vers la fin du XVIII[e] siècle [6]. Notre planche III donne le fac-similé d'une de ces gravures qui représente un lit dans le genre antique. Ayant brillamment conduit ses affaires, le maître occupait déjà sous le Consulat un des premiers rangs dans l'industrie parisienne. Il dut à sa haute situation d'être désigné à diverses reprises comme arbitre ou expert dans des procès engagés devant le tribunal de commerce [7]. A la fin de l'année 1811, il devint fabricant breveté du Garde-meuble impérial, qui lui avait déjà passé d'importantes commandes de sièges, lits et consoles pour le service des ministres et des grands-officiers civils [8]. Bellangé conserva les mêmes fonctions sous le règne de Louis XVIII, durant lequel il meubla le pavillon de Saint-Ouen [9]; il fut attaché par Charles X à la direction générale du mobilier de la Couronne, et nommé par Louis-Philippe « ébéniste du Roi », titre qu'il garda jusqu'à sa mort. Depuis 1825, il demeurait dans le passage Saulnier, rue Richer. A l'Exposition de 1827, la médaille d'argent lui avait été décernée pour de « très beaux meubles en bois indigènes et en bois exotiques », parmi lesquels figurait un siège d'ébène dans le goût romantique alors à la mode [10]. Bellangé participa encore avec honneur à l'Exposition de 1839, où il présenta des meubles en marqueterie de Boulle qu'il venait de terminer pour le Roi [11]. — Cet ébéniste ne paraît pas avoir signé habituellement ses ouvrages. Jusqu'à présent l'on n'a trouvé sa marque **P. BELLANGÉ** que sur un nombre assez restreint de sièges, tous en acajou. J'en ai vu quelques-uns de style Empire. D'autres, provenant d'un mobilier fait pour le duc de Bourbon à son retour d'exil, sont conservés dans les petits appartements du château de Chantilly. Notre Mobi-

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904.
2. *Ibid.*, p. 201.
3. *Ibid.*, p. 373.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 94, bilan du march. Mennesson, 12 prairial XI; cart. 102, bil. du tap. Decors, an XIV, etc.
5. Ibid. Consulat. *Rapports*, cart. 27,8 frimaire VIII.
6. J. Ch. Krafft et N. Ransonnette, *Nouvelle Architecture françoise* ou Collection des Edifices publics et Maisons particulières bâties à Paris... depuis 25 ou 30 ans. Paris [1801 et suiv.], pl. XC, n[os] 1[er] et 2.
7. Arch. de la Seine. Juridiction consulaire, *Rapports*, cart. 31, 30 therm. XI; cart. 38, 3 juillet 1810, etc.
8. Arch. nat. O[2]. 513, mai 1811. *Alm. du Commerce*, années 1812 et suiv.
9. *Bazar Parisien*, 1822, p. 28: « Bellangé, rue Neuve-Saint-Denis, 7, Breveté du Garde-Meuble de la Couronne. La qualité, la richesse et la grâce des objets d'ébénisterie qui sont sortis de ses ateliers, ainsi que l'ancienneté de son établissement ont acquis à M. Bellangé une réputation qu'il vient encore d'accroître par l'ameublement du pavillon de S. Ouen. »
10. *Exposition de 1827. Rapport du Jury.*
11. *Exp. de 1828. Ibid.*

lier national possède un remarquable fauteuil-gondole, avec les bras en volutes, qui date de la vieillesse du maître[1].

ALEXANDRE, fils et élève du précédent, fonda du vivant de son père une fabrique d'ébénisteries à Paris, dans le faubourg Saint-Martin, rue des Marais, n° 33. Lors de l'Exposition de 1839, le jury lui décerna cet éloge : « M. Bellangé fils s'est toujours fait remarquer par l'excellente confection de ses meubles et par ses imitations exactes et consciencieuses des diverses écoles. Il a présenté cette année un véritable assortiment de pièces capitales de divers styles, en acajou, en ébène, en chêne, en incrustations façon de boule (*sic*), qui prouvent tout à la fois la souplesse et la vigueur de son talent »[2]. — De ses ateliers provient un cabinet, orné de bronzes dorés et de plaques en porcelaine de Sèvres, qui fait partie du mobilier du roi d'Angleterre au château de Windsor[3].

BELLEMAIN. *Voy.* Beneman.

BELLIER, menuisier à Versailles (?), fournit en 1708 un bureau d'une valeur de 122 livres pour la surintendance des bâtiments du Roi[4].

BEN (JEAN), natif d'Echeviller, dans le diocèse de Liège, mourut à l'Hôtel-Dieu de Paris le 1er septembre 1754. Travaillant rue de Lappe, comme ouvrier privilégié du faubourg Saint-Antoine, il mit en œuvre, pour le célèbre ébéniste J.-F. Œben, des meubles en bois de rapport qu'il garnissait de cuivres achetés au fondeur Lépine[5].

BENEMAN (GUILLAUME BENNEMAN ou) fut le principal fournisseur de la cour de France dans les dernières années du règne de Louis XVI[6]. Originaire d'Allemagne, il semble avoir quitté son pays assez tard, déjà en pleine possession d'un talent qui s'était formé et développé hors de l'influence de notre école. Il ouvrit d'abord un atelier d'artisan libre au faubourg Saint-Antoine. Protégé peut-être par la Reine, — auprès de qui sa nationalité était une recommandation, — il fut chargé en 1784 de fournir quelques ouvrages destinés aux maisons royales. Justement à cette époque, Riesener tombait en disgrâce pour n'avoir point voulu s'accommoder aux réformes d'économie apportées dans l'administration du Garde-meuble. Beneman, plus modeste dans ses prétentions et plus souple de caractère, hérita des faveurs prodiguées jusqu'alors à son fameux compatriote. La bienveillance dont il était l'objet ne tarda pas à se manifester d'une manière significative : Au mois d'août 1785, le lieutenant de police adressait à la communauté des menuisiers de Paris l'« autorisation », — ou pour mieux dire l'injonction, — de recevoir cet ébéniste avec dispense des conditions et redevances d'usage[7]. La maîtrise lui fut conférée ainsi le 3 septembre[8], et le Garde-meuble consacra aussitôt une somme de 1.527 livres à lui procurer l'outillage nécessaire pour occuper seize ouvriers[9].

1. Cf. H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les Sièges*. Paris [1922], pl. XXVII.
2. *Exposition de 1839. Rapport du Jury.*
3. G. F. Lasking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 167.
4. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments*, t. V, col. 223.
5. Arch. nat. Y. 15058. *Scellés.*
6. Voy. au sujet de cet ébéniste : A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 250-262 ; E. Molinier. *Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 200-203 ; H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 26-27, etc.
7. Arch. nat. H² 2118.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
9. Arch. nat. O¹. 3638. Rapport de Hauré. Pièces justificatives.

1



2



GUILLAUME BENEMAN.

1. Grande commode à trophées guerriers, provenant du mobilier de la Couronne.
(Palais de Fontainebleau).

2. Grande commode au chiffre de Marie-Antoinette.
(Musée du Louvre).

Pendant les années suivantes, Beneman fut employé à des travaux considérables sous la direction du sculpteur Jean Hauré, qui avait assumé une sorte d'entreprise générale du mobilier de la Couronne. Outre une multitude de meubles ordinaires, ses fournitures comprenaient des pièces très riches, exécutées avec le concours des modeleurs Boizot, Martin et Michaud, des ciseleurs Thomire, Bardin, Forestier, des doreurs Galle et Feuchère [1]. Les premiers morceaux de ce genre qui sortirent de ses mains furent un secrétaire et une commode en mosaïque de bois de couleur, destinés aux appartements de Louis XVI à Compiègne [2]. Bientôt après, il termina, en collaboration avec le marqueteur Kemp, un magnifique bureau qui devait accompagner, dans le cabinet du Roi à Versailles, le secrétaire à cylindre fait pour Louis XV par Œben et Riesener [3]. Beneman livra ensuite au comte de Provence une commode ornée du chiffre de ce prince ; il fit pour le Dauphin une table en bois jaune de la Guadeloupe avec des cuivres de Ravrio, et venait de commencer de somptueux ouvrages pour l'ameublement de la Reine à Saint-Cloud, lorsque, échappant à la tutelle d'Hauré, il quitta le faubourg Saint-Antoine pour s'établir dans la petite rue du Forez, derrière le Temple.

Le musée du Louvre a recueilli quelques-unes de ses œuvres capitales exécutées entre 1787 et 1790. Ce sont d'imposantes commodes, d'une architecture massive et grandiose, en bois de rose ou d'acajou, couvertes d'une profusion de cuivres précieux. Deux d'entre elles, flanquées d'étagères, portent le chiffre de Marie-Antoinette formé par une large guirlande de fleurs qu'accompagnent des tiges de lis et une couronne de roses. Sur une troisième se détachent les attributs de l'amour. Deux autres, ornées de médaillons en porcelaine de Sèvres et de fines arabesques, se caractérisent par la disposition originale de leurs façades, où des baguettes de bronze découpent un grand panneau cintré entre une paire d'écoinçons. Elles proviennent de la chambre de la Reine à Fontainebleau. Ce palais conserve encore une commode majestueuse, décorée suivant le même principe dans un goût plus mâle. Beneman en fit l'ébénisterie avec son confrère Stöckel, d'après un dessin de Lalonde [4]. L'arc de métal qui traverse la façade surmonte un trophée d'armes et d'étendards ; des faisceaux de licteurs dressés aux angles, des pieds à larges griffes et une frise en feuilles de chêne achèvent de donner à ce meuble une très noble allure. Les comptes royaux font mention de deux commodes semblables, mais en laque de Chine, faites pour la chambre de Louis XVI à Saint-Cloud. Leurs ornements guerriers furent mis en œuvre par Thomire et Forestier, d'après les cires du sculpteur Jérôme-François Martin [5].

Beneman travailla pour la famille royale jusqu'à la chute de la monarchie [6]. Pendant la Terreur, on lui demanda de modestes ouvrages pour l'ancienne chapelle de la Conciergerie qui servait de prison aux députés girondins [7] ; il fut occupé aussi à faire disparaître les blasons,

1. Arch. nat., O^1. 3539 et suiv. ; O^1. 3543 ; O^1. 3638 à 3656. — Bibl. nat. *mss. fr.* 7817.

2. Arch. nat. O^1. 3638 (1er sem. 1786).

3. Ibid. O^1. 3639 (2e sem. 1786).

4. Cf. *Œuvres diverses de Lalonde*, 2e partie : *Premier cahier de Meubles et Ebénisteries*, pl. 6 ; et *Deuxième cahier*, pl. 2. — Lalonde et son confrère Bureau sont d'ailleurs cités dans les comptes du Garde-meuble pour avoir fourni des dessins à Beneman (Arch. nat. O^1. 3646).

5. Arch. nat, O^1. 3646.

6. Ibid. O^1. 3656. L'un de ses derniers ouvrages pour la Cour fut une commode de 1.300 liv. pour la chambre de Madame Élisabeth aux Tuileries.

7. Ibid. O^2. 483.

couronnes et autres emblèmes féodaux sur des meubles confisqués aux émigrés [1]. Son atelier recouvra de l'activité sous le Directoire. Il entretint alors des relations suivies avec le marchand Collignon, boulevard Poissonnière. L'an VI, ce négociant lui commanda, pour la somme de 1.400 livres, un secrétaire, une commode et un chiffonnier en acajou chenillé, garnis de vases, lyres, sphinx et mascarons de cuivre finement ciselé et doré au mat [2]. A la même époque, l'ébéniste eut un procès devant le tribunal de commerce avec le bronzier Thomire, qui lui devait quelques centaines de livres depuis 1790. Uue brouille était survenue entre les deux anciens collaborateurs, car Thomire proposait vainement de se libérer par son travail ; il ne put qu'obtenir un délai pour acquitter sa dette [3].

Le château de Fontainebleau conserve deux œuvres précieuses que Beneman a dû produire vers le début du Consulat. Ces pièces, — une commode accompagnée d'un secrétaire, — présentent une décoration originale, où l'on trouve encore d'agréables réminiscences du style Louis XVI. L'architecte Percier en donna les dessins. Ses croquis sont conservés a la Bibliothèque des Arts décoratifs [4] ; ils font partie d'un recueil de modèles ayant appartenu au marchand Biennais, qui soumissionna sans doute l'exécution de ces beaux meubles commandés par Bonaparte et chargea Beneman de les construire. La carrière du maître semble s'être terminée peu après. Sous le nom de « Bellemain, rue Forest, n° 6 », on le trouve mentionné pour la dernière fois dans l'*Almanach du Commerce* de l'an XII.

Les pièces marquées de son estampille **G. BENEMAN** sont assez nombreuses, mais beaucoup moins qu'on ne pourrait s'y attendre, étant données l'activité de cet ébéniste et l'abondance de ses fournitures pour la Cour à la veille de la Révolution. Nous devons donc croire qu'il négligea souvent de signer ses travaux. Pourtant ce maître est l'un des mieux représentés dans notre Mobilier national. Le musée du Louvre montre de lui sept ouvrages du premier ordre ; d'autres se trouvent dispersés dans les palais et les administrations de l'État. Des productions typiques de Beneman ont figuré aux ventes Hamilton, Wedderborn, Gutierrez de Estrada, L. Bouwens van den Boijen [5]. J'en ai rencontré plusieurs dans le commerce, entre autres un secrétaire en acajou, décoré d'une large frise à feuilles de pampre, et une *barbière*, ou table à raser, en citronnier incrusté d'ébène. Ces meubles, façonnés avec beaucoup de soin, ont presque tous des formes peu gracieuses. Leur auteur apparaît comme un très habile ouvrier plutôt qu'un brillant artiste ; il se révèle surtout plus allemand que français. On peut dire qu'il ne parvint jamais à s'assimiler le génie de notre race. A peine parlait-il notre langue. Quelques mots écrits de sa main, six mois après son admission à la maîtrise, trahissent son rude accent germanique : « *Resue de la som de deuse sant cenkant et cens livres et dies sous pour lé journé d'un uvriyé. A paris, ce 30 juin 1791. Benneman* » [6].

1. L. Tuetey. *Procès-Verbaux de la Commission des Monuments* (*Archives de l'Art français*, 3e série, 1902), t. I, p. LIV ; t. II, p. 87 et 213.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2579.
3. Ibid. Juridict. consul. *Rapports*, cart. 20, 26 frimaire an VI.
4. O. 151. — C'est M. Hector Lefuel qui m'a signalé ces dessins, ainsi que les deux meubles de Fontainebleau sur lesquels il a découvert l'estampille de Beneman.
5. A Londres, juin-juillet 1882 ; mai 1892 ; — à Paris, avril 1905 ; mars 1912.
6. Arch. nat. O[1]. 3540, 3. — Il est à remarquer que l'ébéniste signait toujours *Benneman*, au lieu d'orthographier son noms *Beneman* comme l'imprimait son estampille et comme l'écrivaient la plupart des contemporains.

BENOIST (JEAN-BAPTISTE) exploita un atelier de menuisier en meubles rue du Faubourg-Saint-Antoine, *aux deux Écussons*, entre 1799 et 1811 [1]. A cette dernière date l'État lui fit une importante commande de sièges en acajou, parmi lesquels soixante chaises de salle à manger, les dossiers à palmettes ornés d'une couronne de laurier [2].

BERGÉ (FRANÇOIS SCHEFFER, dit Berger ou). *Voy.* Scheffer.

BERGEMAN (JOHANN-FRIEDRICH). — M. Crespin possédait en 1885 un grand bureau en acajou portant l'estampille de J.-G. Frost (v. ce nom), et, sous un tiroir, l'inscription suivante : ***Nous avons bu autant de pintes de vin que ce bureau pèse de livres. Les ouvriers : Johann-Friedrich Bergeman, Georges-Pierre-Auguste Blucheidner. 24 novembre 1787*** [3].

BERLUY (PIERRE) était maître ébéniste à Paris, rue Coquillière, vers 1740 [4]. Il eut deux fils qui adoptèrent la même profession. L'aîné, FRANÇOIS, continuait à tenir l'ancien atelier paternel en 1753 ; il a laissé son estampille **F. BERLUY** sur ses meubles en marqueterie de bonne fabrication courante. Le second, JEAN-BAPTISTE, exerçait en 1744, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, mais, ruiné bientôt par son inconduite, il dut vendre son fonds et redevenir simple ouvrier [5].

BERNARD travaillait à Angers sous Louis XVI. Au musée Saint-Jean de cette ville, est conservé son chef-d'œuvre corporatif, — un panneau de tilleul sculpté de rinceaux, — derrière lequel subsiste une étiquette ainsi conçue : *BERNARD, ébéniste et facteur de forte-piano, fait toutes sortes de meubles en bois d'ébène et toutes sortes de bois étrangers. Il demeure rue de la Roë, n° 1000, à Angers* [6].

BERNARD (JACQUES), devenu maître menuisier-ébéniste à Paris, le 30 octobre 1760 [7], exerça rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois [8] et plus tard rue Joquelet [9], où il habitait encore en 1793 [10]. On manque de renseignements sur ses travaux. Ceux que lui ont attribués certains auteurs appartiennent en réalité à l'ébéniste Pierre Bernard (v. ci-après).

BERNARD (PIERRE), l'un des meilleurs ébénistes du temps de Louis XV, ne doit pas être confondu avec son homonyme et contemporain, le maître menuisier Pierre Bernard, auquel sera consacrée la notice suivante. Il naquit vers 1715 au faubourg Saint-Antoine, où son père était cordonnier. Ayant fait son apprentissage chez un de ses oncles, Pierre-Amour Bernard, ouvrier libre rue de Lappe [11], il s'associa d'abord avec son frère Nicolas pour exploiter un atelier dans la grande rue du faubourg, au-dessus de l'hospice des Enfants-Trouvés, sous l'enseigne du *Coq d'Or* [12]. Avant 1744, il s'établit à son seul compte, dans la même rue, près celle de Charonne [13].

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 86. bilan du tapissier J. P. Boucher, 7 messidor VII ; — cart. 94, bil. du march. Mennesson, 12 brumaire XI ; — cart. 96, bil. du march. Bonnet, 10 brumaire XII, etc. — *Alm. du Commerce*.
2. Arch. nat. O[2]. 513.
3. Bibl. des Arts décoratifs. *Mss. Champeaux*, X, 45.
4. Arch. nat. Y. 12141, 11-24 avril 1739 ; Y. 10987, 14 mars 1740 ; Y. 12143, 13 mars 1741.
5. Ibid. Y. 14069, 17 juillet et 15 sept. 1744 ; Y. 12156, 24 mars 1753.
6. V. Godart-Faultrier. *Inventaire des Musées d'Antiquités S. Jean et Toussaint de la ville d'Angers*. Angers, 1884, p. 623.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 67.
9. Aujourd'hui rue Léon-Cladel.
10. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 24. Décès de Joseph Bernard, son fils, 15 juin 1793.
11. Arch. nat. Y. 10987, 29 oct. 1739 et 21 mai 1741.
12. Ibid., *loc. cit.*
13. Ibid. Y, 10989, 6 juin 1744.

Ses talents furent alors récompensés par un brevet d' « ébéniste privilégié du Roi suivant la Cour », titre qui lui conférait les avantages de la maîtrise. Il ne semble pas avoir vécu après 1765.

Cet « habile artiste », — ainsi que le qualifiaient les contemporains, — faisait des meubles très précieux. Il les revêtait le plus souvent de jolies marqueteries à fleurs et les ornait de bronzes à rocailles d'une exquise fantaisie. On vantait ses armoires, ses commodes, ses bureaux, ses gaines d'horloges traités dans le style le plus gracieux; mais son goût délicat et son adresse manuelle convenaient surtout à l'exécution des petits secrétaires, tables de dame, coiffeuses et vide-poches. Plusieurs de ses ouvrages sont décrits sous son nom dans les catalogues des grandes ventes de l'époque, notamment celles du peintre Boucher en 1771 [1], du financier Bonnemet à la fin de la même année[2], et celle d'un autre amateur fameux, Blondel de Gagny, intendant des Menus-Plaisirs, dont le cabinet fut dispersé en 1776 [3]. J'ai trouvé une annonce des *Petites Affiches* où il est question d' « un bureau de Bernard » à vendre avec des commodes de Riesener[4]. Or ces sortes de mentions concernant des artistes industriels se rencontrent fort rarement dans les livres ou journaux du XVIIIe siècle et attestent toujours une véritable célébrité.

Sa marque est estampillée sur deux lignes de la manière suivante :

P. BERNARD



⚜ ÉBÉNISTE ⚜

L'auteur indiquait sa profession en toutes lettres pour se distinguer de son homonyme le menuisier, et il accompagnait le mot « ébéniste » de trois fleurs de lys par allusion à son privilège royal. On ne connaît qu'un petit nombre de pièces signées de cette empreinte. L'une des plus charmantes est une table coiffeuse qui appartient à Mme Blagé. Ce meuble, reproduit sur notre planche V, porte à chaque angle une agrafe de bronze aux armes royales, témoignant qu'il fut éxécuté pour une princesse de la maison de France, — peut-être pour l'une des filles de Louis XV. L'ancienne collection du prince Otto de Saxe-Wittgenstein renfermait un très riche bureau de Bernard, avec des chutes à bustes de femmes [5].

NICOLAS, frère aîné de Pierre, exerça la même profession, mais sans éclat. Né vers 1713 [6], il fit aussi son apprentissage dans l'atelier de son oncle [7]. Après avoir débuté comme ouvrier libre rue du Faubourg-Saint-Antoine, il passa maître en 1742 et se fixa rue du Faubourg-Saint-Martin, à *la Tour de Malines*[8]. On peut lui attribuer la marque **N. B.** qui se rencontre sur des commodes en tombeau et à la Régence d'une facture assez soignée.

1. « N° 1006. — Un vuide-poche fait par *Bernard*; il est en bois de rose et amaranthe, le dessus à fleurs de bois de violette entouré d'un quart de rond, chutes, sabots et ornements de bronze doré ».

2. « Grande pendule à équation... dans sa boîte en marqueterie de bois de rose et fleurs en bois violet, couronnée d'un groupe de deux enfans et richement ornée en bronze ciselé et doré ; le mouvement de *Lepaute*, la boîte et les ornements faits par *Bernard*.

« Deux superbes armoires à trois portes plaquées chacune en marqueterie de bois rose avec des fleurs de rapport en bois violet, richement ornées, de cartouches, consoles, chatons, carderons et chapiteaux en bronze ciselé et doré ; les serrures n'y sont pas négligées. (Ces deux armoires ainsi que le secrétaire [suivant] sont de *Bernard*, habile artiste, et peuvent tenir leur place dans les cabinets les plus distingués).

« Un grand secrétaire de même bois rose et fleurs de rapport en bois violet, garni en dedans de deux rangs de tiroirs, très richement orné de bronze ciselé et doré ».

3. « N° 975. Une belle commode de bois satiné et amaranthe, garnie richement de cartels, encadremens, fleurs, chutes, pieds de biche et ornemens de bronze doré, par *Bernard* ».

4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1782, p. 1434.

5. Vente à Munich, 28 oct. 1907, n° 281 et pl. XV du catal.

6. Arch. nat. Y. 12400, 11 juin 1743. Il se disait alors « âgé de 30 ans ou environ ».

7. Ibid. Y. 10987, 21 mai 1741.

8. Ibid. Y. 12400, *loc. cit.*



PIERRE BERNARD.
Toilette Louis XV, en marqueterie à fleurs, ornée de bronzes aux armes royales.
(coll. de Mme M. Blagé).



JACQUES BIRCKLÉ
Bureau Louis XVI en mosaïque de bois de couleur.
(anc. coll. Louise Balthy).

BERNARD (Pierre), cousin germain des précédents et fils de l'ébéniste Pierre-Amour Bernard, dut naître vers 1730, dans la maison de la rue de Lappe où travaillait son père et où lui-même demeura toute sa vie. Au lieu de pratiquer l'ébénisterie, comme les autres membres de sa famille, il préféra s'adonner à la fabrication des bois de sièges et se classa parmi les plus habiles dans cette spécialité. Reçu maître menuisier le 24 juin 1766 [1], député de sa corporation en 1781 [2], il se retira des affaires en 1786, devint bourgeois de Paris, et succomba le 15 octobre 1788, à la suite d'une opération qu'il avait subie chez un chirurgien du voisinage [3]. Cet artisan s'était montré fort actif; il travailla beaucoup pour la province et concourut notamment à meubler la ravissante *folie* de Méréville que le marquis de Laborde, banquier de la Cour, possédait près d'Etampes [4]. Ses ouvrages se recommandaient par leurs formes agréables et souvent par le goût recherché de leur ornementation. Le sculpteur Charles Joigny, qui habitait non loin de lui dans la même rue de Lappe, fut l'un des artistes auxquels il confiait le soin de les embellir [5].

Comme l'ébéniste du même nom, il signait **P. BERNARD**. Toutefois, pour différencier son estampille, il employa des fers caractéristiques dont l'un disposait sa marque en rond et l'autre en arc de cercle. Dans les deux cas l' **N** du mot Bernard est imprimé à contresens. Ce maître a laissé aussi des sièges sur lesquels sa signature se présente normalement en ligne droite, mais il ne semble avoir adopté cette frappe qu'après la mort de son homonyme. On voit au musée des Arts décoratifs un beau fauteuil de Bernard, richement sculpté dans le goût classique, avec un dossier original de forme carrée à coins coupés. Dans la vente de Mme la comtesse de Castries (mai 1901), figurait un salon du même auteur, se composant d'un grand canapé, de deux bergères et de deux fauteuils en bois doré. Mme la comtesse de Berthier-Bizy conserve tout un assortiment de sièges qui furent exécutés par ce fabricant pour le château de Bizy dans le Nivernais.

BERTET (Joseph), reçu maître menuisier à Paris le 3 octobre 1788 [6], demeura successivement rues de la Harpe et des Trois-Cannettes jusque sous le Directoire [7]. On a relevé sa marque **J. BERTET** sur des consoles Louis XVI en bois ajouré et sculpté à décor de fleurs.

BERTRAND (Charles), maître et marchand ébéniste à Paris, mourut en son domicile, rue des Gravilliers, le 25 juin 1738 [8].

BERTRAND (Jean-Pierre), né vers 1735, passa maître-ébéniste à Paris le 1er mars 1775 [9]. Établi rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 257, il produisait des petits meubles en bois de rose et en acajou moucheté, comme des tables à trois fins, à gradins et « en secrétaire à cylindre » [10]. Sous la Révolution, il fut élu membre du comité de la section des Quinze-Vingts, puis asses-

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
2. Arch. nat. H² 2118.
3. Ibid. Y. 14436. *Scellés*, 15 oct. 1788.
4. L. E. Lefèvre, *Le parc de Méréville* (*Gazette ill. des Amateurs de Jardins*, 1921, p. 19).
5. Arch. nat. Y. 14429, 28 avril 1781.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1789.
7. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
8. Arch. nat. Y. 12581. *Scellés*.
9. Id. Y. 14428, 17 juil. 1780. — *Liste générale*, 1782-1789.
10. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain-jeune (1783-1784).

seur de juge de paix [1], et fit nommer son parent, l'ébéniste Antoine Bertrand, commissaire aux accaparements [2]. Sa boutique est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1804.

BESSON (Charles), né en 1734, mort à Paris le 1er janvier 1808 [3]. Ayant gagné la maîtrise le 5 juillet 1758 et prêté serment deux ans plus tard [4], il s'installa rue Neuve-Saint-Martin, où il demeura le reste de son existence. A. de Champeaux a signalé la marque **BESSON** sur une commode de transition Louis XV à Louis XVI, présentant une décoration peu banale constituée par des panneaux de mosaïques en losanges dans des bordures de marqueterie à fleurs [5].

BETTINGER (Nicolas), ancien volontaire national [6], tenait en 1798 un atelier d'ébénisterie à Paris, rue Beauregard [7]. Sous l'Empire, il fournit au Garde-meuble plusieurs grandes armoires en acajou massif et des bois de lit à colonnes de bronze doré [8]. Sa maison existait encore en 1823 [9].

BEURTEAUX, maître tourneur à Paris, rue aux Ours, fut le fournisseur ordinaire du Garde-meuble de la Couronne pour les ouvrages de sa profession durant tout le règne de Louis XVI [10]. Cet artisan confectionnait des chaises de frêne paillées, dites *à la capucine*, au prix d'un louis la douzaine; des fauteuils en cabriolet, ornés de moulures et rosettes, valant un écu pièce et d'autres à lyre ou à gerbe, en merisier couleur d'acajou, qu'il vendait 6 à 9 livres [11]. Beurteaux faisait aussi des sièges de luxe profilés au tour pour la sculpture. Ses mémoires mentionnent des ouvrages de ce genre destinés au pavillon de Madame Élisabeth à Montreuil [12]. L'un de ses derniers travaux officiels fut la menuiserie de quatre grands fauteuils, avec des châssis mobiles dans les fonds et dossiers, qu'il remit en juin 1792 au sculpteur Pierre Laurent pour être terminés par cet ornemaniste [13].

BIENNAIS (Martin-Guillaume), « orfèvre, tabletier, ébéniste », né à Lacochère, près d'Argentan (Orne), le 29 avril 1764; mort à Paris le 26 mars 1843 [14]. D'abord simple ouvrier, il s'établit vers l'âge de vingt-cinq ans rue Saint-Honoré, près de la rue de l'Échelle, sous l'enseigne du *Singe Violet* [15], et donna une grande extension à son commerce. Outre des tabletteries en tous genres, des ouvrages d'argent et de vermeil, des porcelaines et des bibelots, on trouvait chez lui un choix de beaux meubles en acajou tels que des commodes, consoles, secrétaires,

1. *Alm. National*, 1793, p. 362 et 546. — Et. Charavay, *Assemblées Elect. de Paris*, Paris, 1890-1905, t. II, p. 43.
2. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*. Quinze-Vingts. N° 1, 20 mars 1791; 11 messidor II.
3. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q⁸. 46.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. Y. 9328. *Reg. des Maîtrises*, 31 mai 1760.
5. Bibl. des Arts décoratifs. *Mss. Champeaux*, X, 45.
6. Ch. L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nat. pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 90.
7. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
8. Arch. nat. O². 513, mai 1811.
9. *Alm. du Commerce*.
10. Arch. nat. O¹. 3535 à 3542; O¹. 3630 à 3656.
11. Id. O¹. 3651. (Duplicata d'une soumission de ce fournisseur faite en 1785).
12. Id. O¹. 3649.
13. Id. O¹. 3656.
14. *Discours prononcé aux funérailles de M. Biennais*, par M. A. Taillandier, dép. de la Seine, Paris, 1843. — Dans la courte notice qui suit, il ne sera guère question que des ébénisteries de Biennais, bien que celui-ci ait surtout laissé un nom comme orfèvre. C'est à ce titre qu'il obtint la médaille d'or à l'Exposition de 1806 et reçut du roi Louis-Philippe la croix de la Légion d'honneur. Il y aurait une intéressante monographie à écrire sur sa vie et ses œuvres. Jusqu'à présent on n'a publié sur lui que des renseignements très sommaires et parfois inexacts. (Voy. les sources bibliographiques indiquées par H. Vial, A. Marcel et A. Girodie dans *Les Artistes décorateurs du Bois*, Paris, 1912, t. I, p. 37, et par Thieme et Becker dans leur *Allgemeine Lexicon der bildenten Künstler*, Leipzig, t. IV, p. 10).
15. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 1006.

chiffonnières et guéridons; des toilettes d'hommes, de femmes et de lit; des écrans à glaces, etc.[1]. A l'Exposition de l'an IX, il présenta quelques spécimens des ébénisteries fabriquées sous la direction. Il les signait :

BIENNAIS AU SINGE
VIOLET A PARIS

Récompensé de la confiance qu'il avait eue dans l'étoile de Bonaparte en fournissant le jeune général à crédit, Biennais devint l'orfèvre attitré de Napoléon Ier et des deux Impératrices. Après avoir livré les instruments du sacre, il vendit à la Cour une quantité d'œuvres artistiques en bronze, en argent et en vermeil, exécutées pour la plupart sur les dessins de Percier[2]. Il continuait d'ailleurs à produire des meubles et notamment les tables à jeu des palais impériaux[3]. Mais il était réputé surtout pour les nécessaires de voyage, à la confection desquels il apportait le goût le plus délicat et les soins les plus minutieux. La duchesse d'Abrantès en parle dans ses *Mémoires*, disant que « personne ne les a jamais faits comme lui ». Un de ces nécessaires, qui provient de l'Empereur, se trouve au musée Carnavalet; le musée des Arts décoratifs a recueilli une pièce analogue et deux autres font partie de la collection de M. Puyforcat. Dans la vente Ferréol de Bonnemaison (1827), figurait un pupitre de quatuor, en acajou sculpté et incrusté d'ivoire, portant la signature de Biennais. On a relevé sa marque sur plusieurs chaises de toilette munies, dans leur dossier en accoudoir, d'un casier gainé pour tenir des flacons.

BILIZIG (Julien). — Au musée de la Bibliothèque de Grenoble, est conservé un lit breton de chêne sculpté, qui porte l'inscription : *Fait par moi Julien Bilizig, menuzier, l'an 1722*[4].

BILLIARD (Claude), né en 1688[5], était maître ébéniste à Paris, rue de Beaune, vers le milieu du règne de Louis XV[6]. Il demeura plus tard rue de Verneuil, où sa femme mourut le 4 avril 1760[7]. A cette date, Billiard, âgé de plus de soixante-dix ans, avait fini d'exercer et sous-louait sa boutique.

BIRCKEL (Jean-Frédéric), né à Beblenheim, en Haute-Alsace, le 9 octobre 1726; mort à Bonneuil-sur-Marne, le 12 mai 1809[8]. Il était agrégé à la corporation des menuisiers ébénistes de Paris, quand il se maria en 1783, dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, avec une jeune fille bavaroise, Marie-Frédérique Weber, qui appartenait comme lui à l'Église luthérienne[9]. La maîtrise lui fut conférée le 13 juin 1786[10]. Après avoir travaillé rue du Faubourg-Saint-Antoine, il changea plusieurs fois de domicile, et résidait rue de la Roquette, n° 40, à l'époque du Direc-

1. Cf. la carte-adresse de Biennais, reproduite dans le *Dict. de l'Ameublement* de Henry Havard, t. III, col. 1117.
2. La bibliothèque des Arts décoratifs à Paris possède un recueil des dessins originaux de Percier pour les ateliers de Biennais (O. 151).
3. Arch. nat. O². 505.
4. H. Vial, etc. *Les Artistes décorateurs du Bois*, Paris, 1912, t. I, p. 38.
5. Arch. nat. Y. 14016, 10 fév. 1743.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 3. Bilan du march.-bijoutier Carrelu, 12 avril 1742. — Arch. nat. Y. 11161. Scellés chez l'ébén. Burgevin, 2 juillet 1743, 32e opp.
7. Arch. nat. Y. 13523. Scellés chez Elizabeth Belon, femme de l'ébén. Billiard.
8. Arch. de l'Eglise luthérienne à Paris, Paroisse des Billettes. *Reg. des Décès*, 1809-1845.
9. Id., *Reg. des mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède* p. 100-101.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.

toire[1]. Il semble alors s'être retiré des affaires pour terminer ses jours à la campagne. On lui doit des ébénisteries de bonne fabrication courante, signées de l'estampille **F. BIRCKÉL**. Une petite table de dame, en bois de placage, portant cette marque, figurait dans l'ancienne collection Marcel Zambaux[2].

BIRCKLÉ (JACQUES), l'un des fournisseurs du Garde-meuble sous Louis XVI, né en 1734, mort à Paris le 7 mars 1803[3]. D'abord ouvrier libre rue de Charenton[4], il passa maître le 30 juillet 1764[5] et se fixa ensuite rue Saint-Nicolas. On le connaissait depuis longtemps comme un artisan actif et soigneux[6], quand il fut appelé en 1785 à travailler pour le mobilier royal. Pendant les quatre années suivantes, Bircklé produisit de nombreux ouvrages en acajou et en bois de rose, destinés au service des Enfants de France, du duc d'Orléans, du marquis d'Aumont, de M. de Calonne, des princesses de Tingry et de Lamballe[7]. En 1787, il fit plusieurs commodes de bois satiné, avec des ornements dorés d'or moulu, pour les appartements de la Reine à Saint-Cloud[8]. Il concourut encore activement à meubler le pavillon de Madame Élisabeth au Grand-Montreuil[9]. Ses fournitures pour la Couronne cessèrent en 1789, mais sa maison ne périclita pas sous la Révolution. Conservée après lui par son fils, elle existait encore en 1825[10].

Ses productions sont signées **I. BIRCKLE**. A l'Exposition centennale de 1900, M[me] Pierre Lefèvre présenta une commode de marqueterie provenant de l'atelier de cet ébéniste[11]. Un autre appartient à la Bibliothèque de la ville de Versailles, et, dans l'ancienne collection de M[me] la comtesse Benedetti, se trouvait un meuble analogue décoré d'une corbeille de fleurs[12]. Notre planche V montre un petit bureau du même auteur, ayant paru à la vente Louise Balthy (juillet 1917).

BIRCLET (LAURENT-CHARLES), dit *le Jeune*, était frère du précédent, bien qu'il écrivît son nom d'une manière différente. Dans sa jeunesse il travailla pour les magasins du marchand-ébéniste Migeon, fournisseur de la Cour[13]. Reçu maître le 20 octobre 1766[14], il continua d'habiter rue de Charenton, où il mourut, vers l'âge de quarante ans, au commencement de juillet 1776[15]. J'ai trouvé sa marque **L. C. BIRCLÉT** sur une commode Louis XV en bois de violette, d'une forme assez singulière, n'offrant que deux tiroirs de faible hauteur.

BIRGKAN (SÉBASTIEN) débuta comme ouvrier de l'ébéniste Beneman, qui l'employait en 1786 à des travaux pour la Couronne[16]. Après la suppression des communautés profession-

1. *Annonces, Affiches, Avis divers*, an IV, p. 3408 (sous le nom de « Frédéric Bezekel »).
2. Vente à Paris, nov. 1922, n° 230.
3. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 131, 16 ventôse XI.
4. Ibid. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon : « Birclet l'aîné, 1756 ».
5. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28. Bilan du march. ébén. J.-F. Coulon, 1768 ; cart. 42, bil. du march. ébén. Moreau, 1774 ; cart. 54, bil. de deffunts s[r] et d[e] Œben, lui vivant ébéniste du Roi, 10 janv. 1780 ; — *Livres de Commerce*. Reg. 878. Journal des frères Presle, tapissiers ; etc.
7. Arch. nat. O[1]. 3641 à 3650. — Bibl. nat. *mss. fr.* 7817.
8. Ibid. O[1]. 3648.
9. Ibid. O[1]. 3649 et O[1]. 3543.
10. *Alm. du Commerce*.
11. *Catalogue de l'Exp. cent. de 1900*, p. 56, n° 11. (La marque de ce meuble est signalée sous une forme inexacte : A. BIRKLE).
12. Vente à Paris, 13 juin 1912, n° 225.
13. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 : « Birclet-le-jeune, rue de Charenton, 1756 ».
14. Arch. nat. Y. 9328. *Reg. des Maîtrises*.
15. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 528.
16. Arch. nat. O[1]. 3638. Mém. de Hauré. Pièces justificatives des fournitures du Garde-meuble.



J.-B. BOULARD
Bois d'une grande bergère Louis XV.
(*Mobilier national*).



J.-B. BOULARD.
Cabriolet Louis XVI en bois peint, réchampi d'or.
(*Musée du Louvre*).



LÉONARD BOUDIN.
Commode Louis XV en marqueterie à fleurs
(*anc. coll. H. J. M...*).

nelles, Birgkan s'installa cour Saint-Martin, rue de Breteuil. Ses réclames disent qu'il tenait « fabrique et magasin de meubles curieux et utiles dans le genre le plus nouveau », et joignait à ses talents d'ébéniste ceux de mécanicien [1]. En 1794, manquant d'ouvrage, il soumissionna pour une fourniture de crosses de fusils destinées aux armées [2]. Quelques mois plus tard, il transporta son établissement rue Neuve-des-Petits-Champs, au coin de la rue de la Vrillière [3]. Il décéda le 10 août 1800 [4].

BIRKEL. *Voy.* Birckel.

BLANCHARD, fabricant de billards à Paris, se qualifiait en 1791 « menuisier de M. d'Orléans » [5]. Établi d'abord à la Haute-Courtille, il vint demeurer en 1792 sur la chaussée de Belleville, n° 299, près du boulevard [6]. Durant plusieurs années, il fit paraître dans les *Petites Affiches* de très nombreuses annonces pour ses marchandises.

BLANCHARD, famille parisienne de menuisiers en meubles.

Le premier connu, NICOLAS, maître en 1738, résidait rue de Cléry [7]. Il exerçait encore en 1749, date à laquelle il prit part à un procès contre des ouvriers chaisiers qui avaient formé une coalition pour faire augmenter leurs salaires [8]. Il a laissé l'estampille **BLANCHARD**, sans initiale de prénom, sur des sièges en noyer ornés de rocailles.

SILVAIN-NICOLAS, fils aîné du précédent, né en 1725 [9], obtint la maîtrise dès l'âge de dix-huit ans, le 17 août 1743 [10]. Il ouvrit ensuite une boutique, dans la même rue que son père, près de la porte Saint-Denis, sous l'enseigne du *Chat blanc* [11]. En 1758, ce menuisier fut désigné comme arbitre par les juges-consuls dans un litige entre son confrère Annest et un marchand de meubles [12]. Il mourut vraisemblablement avant la fin du règne de Louis XV. On lui doit des ouvrages de cette époque, signés **S. BLANCHARD**, parmi lesquels j'ai remarqué un petit tabouret oblong, d'un dessin fort gracieux.

JEAN-NICOLAS, dit *le Jeune*, frère du précédent, né vers 1730, se fit recevoir maître le 12 juin 1771 [13], sans doute après la mort de Silvain, dont il conserva l'atelier, rue de Cléry, *au Chat blanc* [14]. Il devint l'un des fournisseurs de la famille royale. En 1776, le comte d'Artois lui fit exécuter la menuiserie d'un ameublement destiné au salon particulier de la comtesse de La Marck, dans le château de Saint-Germain-en-Laye [15]. La commande comprenait treize pièces à dossier ovale qui furent ornées par le sculpteur J.-B. Rode [16]. Quelques années plus tard, en collaboration avec un autre sculpteur, Antoine Rascalon, Blanchard fit le salon d'été de Mesdames, tantes du Roi, au château de Bellevue. Ce magnifique mobilier, dont les bois coûtèrent

1. *Annonces*, etc., 1791, p. 4638; 1793, p. 3571.
2. *Ibid.*, 8 vendémiaire III, p. 114.
3. *Alm. du Commerce*, an VI.
4. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès.* Q8. 28, 22 thermidor VIII.
5. *Annonces, Affiches et Avis div.*, 1791, p. 1872, 2171, 2948.
6. *Ibid.* 1792, 2629, 2996, 3115, etc., p. 38, 417, 1619.
7. Arch. nat. Y. 14063, 10 déc. 1738. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 6, bilan du tap. Pingot, 6 déc. 1745.
8. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
9. Ibid. Y. 12408, 15 août 1747.
10. Ibid. Y. 9325. *Reg. des Maîtrises* (sous le nom de « Silvain-Nicolas Blanchin »).
11. Ibid. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749; Y. 12408, 15 août 1747.
12. Arch. de la Seine. Juridiction consulaire. *Rapports*, cart. 4, 7 sept. 1758.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1783-1785.
14. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 41, bilan du tap. Leseur, 1774.
15. Arch. nat. R1. 311.
16. Ibid. R1. 313.

7.800 livres, se composait de huit marquises (que l'on dénommait alors « fauteuils en tête-à-tête ») et d'un grand « canapé à confidents » qui n'avait pas moins de quatre mètres de longueur. Avec une riche parure d'attributs, de roses et d'ornements classiques, chacun des sièges portait à la ceinture un motif différent, traité en bas-relief, qui représentait des amours soutenant une guirlande de fleurs[1]. — Blanchard le jeune était employé aussi par des tapissiers en vogue; il livra notamment aux frères Presle de beaux sièges à décor de laurier pour le chevalier de Farjonnel[2]. Vers 1787, ce maître se retira des affaires et alla demeurer rue Sainte-Barbe, où il vivait encore sous le Directoire[3]. Ses productions sont marquées **N. BLANCHARD**. La Bibliothèque de la ville de Versailles possède de lui deux fauteuils Louis XV à dossier en médaillon et accotoirs très évasés. J'ai relevé sa signature sur une jolie chaise *coiffeuse* de même style. Une suite de quatre fauteuils Louis XVI, provenant de son atelier, passèrent en vente dans la succession de Mme Lelong, en octobre 1903.

BLANCHON (P.-J.), menuisier provincial du temps de Louis XVI, n'est connu que par son estampille. J'ai trouvé cette marque, frappée en grandes lettres avec les deux **N** à contresens, sur un fauteuil de bois peint, qu'un prêt temporaire avait fait entrer en 1912 au Musée municipal de Strasbourg. C'était un siège de forme assez recherchée, à dossier en lobe surmonté d'un nœud de ruban.

BLAYE (Antoine) eut une bonne notoriété comme fabricant et marchand de meubles vers la fin de l'Ancien régime. Il débutait modestement au faubourg Saint-Antoine, dans l'impasse de la Forge-royale, lorsque, le 22 juillet 1765, les jurés-menuisiers procédèrent à l'inspection de ses ouvrages. D'après le procès-verbal de leur visite, ils trouvèrent chez lui des « tables de nuit, chaises percées, tables à piquet, petites tablettes à lire, partie encommencée et l'autre finie », qu'ils reconnurent satisfaisantes à l'exception d'un fond de meuble[4]. Plus tard cet artisan devint maître tourneur et prit un fonds de commerce rue aux Ours. Après la fusion des tourneurs et des menuisiers, Blaye fut adjoint aux syndics de la communauté en 1786[5], et passa syndic l'année suivante. L'*Almanach de Paris* le cite à cette époque sous la rubrique des Ébénistes[6]. Il vivait encore en 1799[7].

BLERZY (Charles), menuisier à Paris, rue Saint-Bon[8], reçu maître en 1741[9], travailla jusque vers 1780. Il fit des cadres pour les tableaux du Roi[10].

BLUCHEIDNER (Georges-Pierre-Auguste), ouvrier allemand, était employé en 1787 chez l'ébéniste Frost à Paris. Sa signature manuscrite a été relevée sur un meuble provenant de cet atelier[11].

1. Ibid. O[1]. 3630 (1784).
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1961 (1785).
3. Ibid. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 36. Décès de sa femme, Marie-Elisabeth Petit, morte à 71 ans, le 1er brumaire an IV.
4. Arch. nat. Y. 14579. Procès-verbaux des visites faites par les Mes Men. chez les ouvriers privilégiés, 1764-1765.
5. Ibid. Y. 9334. *Reg. des Maîtrises*, 20 oct. 1786.
6. *Alm. de Paris*, 1788 et 1789, 2e partie.
7. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8] 39. Décès de Thérèse Espagnau, 10 messidor VII.
8. *Journal de Paris*, 27 oct. 1778.
9. Arch. nat. Y. 9324. *Reg. des Maîtrises*, 18 juin 1741.
10. Ibid. O[1]. 2262, fol. 331.
11. *Voy.* ci-dessus, art. Bergeman.

BLUMER (JEAN-CHRÉTIEN), menuisier-ébéniste et sculpteur, né à Wehen, dans la principauté de Nassau-Usingen, vers 1731; mort à Strasbourg, le 10 janvier 1807. Il était venu de bonne heure se fixer dans cette ville, où il épousa, en février 1765, Marie-Salomé Nercker-Seitz, fille et veuve de menuisiers[1]. Trois semaines plus tard, il y obtenait des lettres de maîtrise[2]. Le musée des Arts décoratifs de Strasbourg a recueilli plusieurs panneaux présentant chacun douze spécimens de moulures finement sculptées par Blumer au temps de Louis XVI. Ces modèles, que l'artiste avait suspendus dans son atelier, lui servaient sans doute à composer la décoration des grandes armoires en noyer qu'il fabriquait alors comme tous ses confrères alsaciens.

Il eut pour successeur son fils, auquel il avait donné les mêmes prénoms de JEAN-CHRÉTIEN. Celui-ci, né à Strasbourg en 1769, y vécut jusqu'en 1828, sur le quai des Bateliers, dans une maison qui porte aujourd'hui le n° 11 et qu'habite encore un de ses descendants[3]. Peu après la mort de son père, Blumer le jeune concourut à remeubler l'hôtel des Rohan, devenu palais impérial[4]. Il fournit pour cette résidence des sièges en merisier sculpté, des armoires peintes couleur gris de perle, des commodes et secrétaires en acajou ornés de figures. Parmi d'autres pièces destinées au service de l'Empereur, il livra « un écran de cheminée en acajou, porté sur des griffes de lion et surmonté d'un bel aigle en buis, le tout richement doré ». Ces ouvrages n'existent plus à Strasbourg. Quelques-uns furent donnés par Louis-Philippe à sa fille, la reine Louise, et font maintenant partie du mobilier royal de Belgique[5].

BOLTEN (HENRI), natif de Schæphuysen, dans la Gueldre prussienne, gagna la maîtrise à Paris le 30 juillet 1774[6] et reçut deux ans après des lettres de naturalisation[7]. Il demeura successivement rue Montmartre et rue Saint-Augustin jusqu'en 1789. Cet artisan produisait des ouvrages en bois teint imitant l'acajou et vendait notamment des tables à manger[8].

BOMBARDIER (EDME-GABRIEL), né en 1752, mort à Paris le 18 mars 1812[9]. Fils et petit-fils d'ébénistes établis comme ouvriers libres au faubourg Saint-Antoine[10], il exerça la même profession dans la grande rue de ce faubourg, à *la Boule Blanche*[11].

BONDAT (GEORGES), menuisier en meubles, passé maître à Paris le 20 février 1743[12], habita le quartier de la Villeneuve, où il vivait retiré des affaires en 1766[13].

BONDIN. *Voy.* Boudin.

BONDURAND (BON DURAND, dit). *Voy.* Durand.

1. Renseignements de M. E. Raueber, archiviste adjoint de la ville de Strasbourg.
2. Arch. mun. de Strasbourg. *E. E. Zunft der Zimmerleute Gerichts Protocollum*, 3e vol., fol. 29 v° (5 mars 1765).
3. Renseignements de M. E. Raueber.
4. Arch. nat. O². 505, 510, 558; O². 767, etc. Cf. P. Marmottan. *Le Palais impérial de Strasbourg*, Paris 1916, p. 19, 70, 78 à 81.
5. Renseignement de M. H. Haug, conservateur du musée des Arts décoratifs de Strasbourg.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. O¹. 236, fol. 3.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 2097.
9. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des décès*. Q⁸. 365.
10. Cf. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre du march. ébén. Migeon. Table des ouvriers.
11. Id. *Bilans*, cart. 38. Bilan du march. de bois Monbelet (1773).
12. Arch. nat. Y. 9325. *Reg. des maîtrises*.
13. Id. Y. 12053, 4 mai 1766.

BONNEMAIN (Antoine), reçu maître à Paris le 18 juillet 1753 [1], travailla longtemps et très activement rue Saint-Nicolas, mais ne paraît avoir produit que des ébénisteries communes [2]. Son fils et successeur, Pierre-Antoine, né en 1755 [3], résidait rue Traversière sous l'Empire. Au printemps de 1811, l'État lui fit une commande assez considérable de meubles en noyer et en bois noir [4].

BONZANIGO (Giuseppe-Maria) [5], sculpteur et marqueteur piémontais, né à Asti vers 1740, mort le 18 décembre 1820 à Turin, où il passa la majeure partie de sa vie. Cet artiste excellait dans de minutieuses sculptures sur bois et ivoire représentant des figures, fleurs et ornements, traités en bas-relief un peu dans la manière des camées antiques. Il composait aussi de petits tableaux en pièces de rapport pour servir de fond à ses ouvrages. Quoiqu'on le désigne comme ébéniste à cause de ses travaux d'incrustation, il ne fabriquait pas de meubles ; il se borna sans doute à en décorer un petit nombre, comme une grande armoire qu'on admirait chez lui et dont les panneaux portaient « un arbre généalogique, chargé des médaillons de tous les princes de l'Europe ». En 1787, Victor-Amédée III le nomma sculpteur royal aux gages de 200 livres. Après la mort de ce souverain, il fit un voyage en France et sculpta pour Napoléon un petit portrait de l'impératrice Marie-Louise, actuellement au Louvre. Beaucoup de ses gracieux chefs-d'œuvre sont conservés à l'Académie Albertine de Turin et au Musée civique de cette ville.

BOTTOM (Josip), menuisier d'art, probablement finlandais, est l'auteur d'une belle console en bois doré, à décor de guirlandes de roses et branches de laurier, avec tablette de jaspe, qui fait partie du mobilier royal de Suède au château de Drottningholm [6]. Ce meuble, signé à la plume en écriture slavonne : *Josip Bottom Peterhof, 1777, F.*, aurait été donné à Gustave III par l'impératrice Catherine après la paix de Varela.

BOUCAULT (Jean), menuisier en meubles, né vers 1705, mort à Paris le 22 janvier 1786 [7]. Ayant gagné la maîtrise le 8 avril 1728 [8], il s'établit rue de Cléry, sur la paroisse Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, dont il fut longtemps marguillier [9]. De 1758 à 1760, il fit partie de la jurande de sa communauté [10]. Après avoir exercé avec succès pendant plus d'un demi-siècle, il se retira des affaires et alla terminer ses jours dans une maison qu'il avait achetée à l'entrée de la rue du Faubourg-Saint-Martin [11]. On lui doit des ouvrages d'un dessin agréable et d'une excellente facture

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 21, bilan du tap. Heurtault, 27 juillet 1763 ; cart. 37, bil. du tap. Richard, 2 avril 1772 ; cart. 54, bil. de l'ébén. J.-F. Œben et de sa veuve, 12 janv. 1780 ; cart. 58, bil. du tap. Henriot, 1782 ; cart. 60, bil. du tap. Cecille, 12 mars 1783, etc.
3. Arch. nat. Y. 14102, 12 août 1775.
4. Id. O². 513
5. V. au sujet de cet artiste : P. Guisti. *Di G. M. Bonzanigo, intagliatore di legno e d'avorio nel secolo XVIII*, Torino, 1869. — D. C. Finocchietti, *Della scultura e tarsia in legno dagli antichi tempi ad oggi (Annali del Ministero di Agricolture, Industria e Commercio, n° 56*. Firenze, 1873). — De Mauri, *L'Amatore di Oggete d'Arte e di Curiosita*, Milano, 1907, p. 453-458. — Thieme et Becker. *Allgemeines Lexicon der bildenden Künstler*. Leipzig, 1910, t. IV, p. 331.
6. Dr J. Böttiger, *Konstsaml. å de Svenska Kongl. Slotten*. Stockholm, 1897, t. I, 4e fasc., pl. 99.
7. Arch. nat. Y. 15398. *Scellés*, 22 janv. 1786.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
9. Arch. nat. Y. 14065. 1er août 1740 ; Y. 12065, 16 déc. 1778. — V. aussi : Y. 12045, 14 mars-26 sept. 1757 ; Y. 12051, 29 mai 1764, etc.
10. Id. Y. 9328. *Reg. des Maîtrises* (sous le nom de « Jacques Boucault »). — Cf. *Alm. d'Indication Générale*... 1769.
11. Arch. nat. Y. 15398, *loc. cit.*

qui portent la marque **I. BOUCAULT**. Dans une collection de petits meubles et jouets anciens dispersée à l'hôtel Drouot en mars 1918, figurait une charmante bergère d'enfant exécutée par ce maître. Le comte de la Beraudière a possédé de lui un beau meuble de salon Louis XVI, en bois sculpté et doré, comprenant un très grand canapé, deux marquises et quatre chaises [1].

GUILLAUME, que l'on suppose neveu du précédent, devint maître menuisier à Paris le 17 décembre 1766 [2]. Il travailla jusqu'à la Révolution, d'abord rue de Charonne, puis rue Sainte-Marguerite [3], produisant aussi des bois de sièges qu'il signait : **G. BOUCAULT**. Deux petits fauteuils en médaillon, frappés de cette empreinte, parurent à la vente Barroux (1908).

BOUDHORS (PIERRE-PHILIPPE), natif de Strasbourg, fut reçu maître dans la communauté des menuisiers-ébénistes français de cette ville [4] le 12 juin 1780, ayant présenté une commode pour chef-d'œuvre corporatif [5].

BOUDIN (LÉONARD), habile ébéniste parisien, né en 1735 [6]. mort vers 1804. Pauvre et illettré, il gagnait obscurément sa vie au faubourg Saint-Antoine, lorsque l'ébéniste Migeon le chargea d'exécuter des meubles en marqueterie à fleurs et en vernis de style chinois pour le marquis de Castelmore, le chevalier d'Arc et M. d'Azincourt [7]. Ayant amassé un peu de bien, Boudin acquit la maîtrise le 4 mai 1761 [8] et s'installa ensuite rue Traversière. Dès 1770, l'*Almanach Dauphin* le signalait comme un artisan fameux. Les pièces d'archives montrent en effet que les commandes affluaient chez lui, provenant d'une foule de marchands en vogue, comme ses confrères Louis Moreau et Gérard Peridiez, la veuve Benezet-Damas, privilégiée de la Cour, et le tapissier Leclerc, rue de Bourbon, qui fit faillite en lui devant plus de 20.000 livres [9]. Le développement de ses affaires l'amena bientôt à ouvrir lui-même un magasin au centre de la ville. Tout en gardant son atelier, Boudin prit un fonds de commerce rue Fromenteau, entre le Palais-Royal et le Louvre, puis, en 1777, transféra son établissement dans le cloître Saint-Germain-l'Auxerrois. Les avis par lesquels il annonça son changement d'adresse informaient le public qu'il vendait toutes espèces de meubles dans le dernier goût, ainsi que des bronzes, des lustres et des curiosités exotiques [10]. Ses productions personnelles ne suffisant plus à alimenter sa maison, il fit travailler à son tour de bons ébénistes : Evalde et Denizot lui livraient des pièces en bois de placage, Gilbert des ouvrages décorés de marqueteries à motifs d'architecture, Topino des tables légères de laque et d'acajou [11]. Au reste, la difficulté de diriger simultanément son atelier

1. Vente à Paris, mai 1885, n° 902 du catalogue.
2. *Liste générale des M[es] Men.-Ebénistes de Paris*, 1782-1789.
3. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
4. V. ci-dessus, art. ANDRISS.
5. Arch. mun. de Strasbourg. *Meisterstücks Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere*, 1728-1780.
6. Arch. nat. Y. 14087, 3, 15, 22 août 1760.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 (1758 et suiv.).
8. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, 21 juin 1768 ; cart. 31, 26 avril 1770 ; cart. 45, 1775 ; cart. 44[A], 22 juillet 1777. — V. aussi *Ibid.*, cart. 26, bilan du march. Labrune, 1767 ; cart. 32, bil. du march. Simon Giraud, 1770 ; cart. 35, bil. du march. J.-D. Garnier, 1772 ; cart. 36, bil. du tap. J.-B. Letellier 1772 ; cart. 48[A], bil. du tap. Barbeillon 1779 ; cart. 72, bil. du tap., L. Bigot, 1788 ; cart. 115, bil. de Tricot-Ferrin, march. tap. à Versailles, 1777, etc.
10. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1777, p. 1580 ; — 1785, p. 3444.
11. La vente Wertheimer (Londres, 1892) renfermait une table en marqueterie signée conjointement par Evalde et Boudin. — A la vente de la vicomtesse de Rainneville (Paris, 1909) figurait un chiffonnier en bois de rose, portant les deux marques de Boudin et Denizot. — Dans celle de M[me] C. Quéniaux (1908) parut un secrétaire de Gilbert contresigné par Boudin. — Le livre de commerce de Topino (Arch. de la Seine. Reg. 395) mentionne des ouvrages fournis à ce marchand ébéniste entre 1772 et 1775.

du faubourg Saint-Antoine et son magasin près du Louvre, l'obligeait à utiliser de plus en plus la main-d'œuvre de ses confrères. Dans les dernières années du règne de Louis XVI, il avait fini par quitter son ancien état pour se consacrer à la profession de tapissier décorateur, ainsi qu'en témoignent les *Tablettes de Renommée* parues en 1791, puis les éditions successives de l'*Almanach du Commerce* publiées sous le Directoire et le Consulat.

Cet homme, parti de l'humble condition d'ouvrier à tâche pour devenir un des principaux négociants de son époque, avait donné un exemple remarquable d'intelligence et d'énergie. Non moins acharné au travail que subtil en affaires, il était parvenu à édifier sa fortune avec une âpreté tenace, souvent mesquine, et même retorse [1]. A cet esprit positif, il joignait un sen ment inné de l'art. Les nombreuses pièces qui nous sont parvenues portant sa marque **L. BOUDIN** attestent la finesse de son goût. Presque toutes se distinguent par leurs jolies lignes, leurs proportions harmonieuses, leur aspect léger et pimpant. On peut signaler, parmi les meilleures, des bureaux de dame ingénieusement agencés, des secrétaires ouvrant à coulisse et des commodes galbées de la plus souple et délicate élégance (pl. VI). Il serait toutefois téméraire d'attribuer au maître lui-même l'un quelconque de ces ouvrages. Nous savons en effet que Boudin ne se faisait pas faute de signer les meubles que lui apportaient ses fournisseurs et même ceux qu'il se procurait d'occasion. La preuve en est faite par une encoignure de l'ancienne collection Josse [2] sur laquelle on a relevé son nom avec celui de l'ébéniste J.-P. Latz, qui était mort depuis plusieurs années quand lui-même commençait sa carrière. En réalité Boudin employa son estampille comme une marque de commerce plutôt que de fabrique. Néanmoins sa signature n'est jamais négligeable, en raison de la compétence qui le guidait dans ses achats et de l'orgueil qu'il attachait à la renommée de sa maison.

BOULARD (Jean-Baptiste), menuisier parisien, un des fournisseurs ordinaires du mobilier de la Couronne, né vers 1725, inhumé le 29 mars 1789 [3]. Après avoir passé maître le 17 avril 1754 [4], il s'établit rue de Cléry et gagna peu à peu la réputation qui lui valut d'être attaché en 1777 au service du Garde-meuble. Depuis lors, il exécuta pour les maisons royales des travaux considérables, qui se montèrent à un total d'environ 60.000 livres [5]. Le plus important fut la menuiserie du magnifique lit de Louis XVI à Fontainebleau. Il l'entreprit en 1785, sous la direction du sculpteur Hauré, en collaboration avec cinq autres ornemanistes : Martin et Lena pour les modèles, Laurent, Metivier et Vassal pour l'exécution. Le corps du meuble, en fort bois de tilleul, était flanqué aux angles de colonnes en chêne. Au dossier, deux motifs à volutes accompagnaient une console d'acanthe soutenant une cassolette garnie de fleurs. Le dais à double châssis portait des branches de pavots, des guirlandes de laurier, des cornes d'abondance et, sur

1. Les archives du Consulat de Paris le montrent sans cesse en procès avec ses clients ou fournisseurs. (Arch. de la Seine, *Rapports*, cart. 7, différend avec le tap. Guénois l'aîné, 8 janv. 1773 ; cart. 8, litige avec le marchand Cellier. 19 oct. 1773 ; cart. 22, procès avec le march. Langlois, 7 vent. an VII ; cart. 28, procès avec le men. Faureson, 4 frim. an VIII ; cart. 31, différend avec l'hôtelier Miniac, 15 fruct. an XI ; cart. 41, litige avec son fournisseur Chevreau ; ibid. différend avec le me men. Clément, oct. 1777, etc.) — Ces affaires portent parfois sur des sommes insignifiantes et, dans plusieurs d'entre elles, la bonne foi de Boudin paraît fort douteuse.

2. Vente à Paris, mai 1894, no 158 du catalogue (reprod.).

3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 896.

4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — L'enregistrement de sa maîtrise eut lieu le 5 nov. 1755 (Arch. nat. Y. 9328).

5. Arch. nat. O1. 3534 à 3537 ; O1. 3543 ; O1. 3626 à 3655.

le dôme, un casque dont le cimier était fait pour recevoir un panache de vraies plumes[1]. Parmi les œuvres principales du maître, il faut mentionner aussi un riche ameublement destiné au cabinet intérieur du Roi à Saint-Cloud. Cet ensemble comprenait douze pièces, dont un « canapé en ottomane », une vaste bergère avec son « bout de pied », et un fauteuil à pupitre[2]. Boulard fournit encore une table de très grandes dimensions pour le conseil du Roi[3], le mobilier d'un des salons de la Reine à Versailles[4], le lit qui servit à Gustave III de Suède durant son séjour dans ce palais[5], et le berceau de la petite princesse Sophie, née en 1786[6]. Il livra des sièges pour les appartements de Madame Louise, de Madame Élisabeth, du comte et de la comtesse de Provence[7]. Chez Mme de Polignac, à Fontainebleau, on remarquait deux « sultanes à la turque » exécutées par ce menuisier[8]. Le comte d'Artois le fit concourir à l'installation de Bagatelle et lui demanda notamment, pour le salon de jeu, huit « grands fauteuils en causeuses » avec un écran assorti, qui furent ornés par le sculpteur J.-B. Rode[9]. Nous savons qu'il produisit aussi des ouvrages pour le marquis de Laborde au château de Méréville[10]. — Boulard eut plusieurs fois l'honneur d'arbitrer des litiges professionnels[11]; il termina sa carrière comme député ou administrateur de sa corporation[12]. Après lui, sa veuve, Anne-Louise Gillet (1732 † 1808), continua d'être employée par le Garde-meuble jusqu'à la chute de la monarchie[13], et plus tard ses descendants travaillèrent activement pour les palais impériaux[14]. Son atelier de la rue de Cléry ne disparut qu'en 1823.

Ce maître signait **I. B. BOULARD**. Il a laissé une quantité de beaux sièges qui datent pour la plupart du temps de Louis XVI et se caractérisent souvent par une ampleur de formes peu commune à cette époque. Notre Mobilier national en conserve de nombreux exemplaires[15]. L'un d'entre eux est exposé au musée du Louvre[16] (planche VI). Le palais de l'Élysée et le ministère de l'Intérieur renferment des meubles admirables signés par cet artiste. Dans l'ancienne collection Jacques Doucet figuraient deux tabourets de Boulard provenant du château de Compiègne[17]. D'autres ouvrages typiques du même auteur ont paru aux ventes du comte d'Armaillé, du vicomte de Bondy, de M. Beurdeley et du prince Murat[18].

BOULLE (André-Charles), célèbre ébéniste de Louis XIV, né le 11 novembre 1642 à Paris, où il mourut le 29 février 1732[19]. Il était fils d'un menuisier d'art. On suppose, sans en avoir pu

1. Id. O^1. 3635, 2e semestre 1785.
2. Id. O^1. 3646, 1er semestre 1788.
3. Id. O^1. 3535.
4. Id. O^1. 3631. Ce mobilier comprenait douze fauteuils carrés, à joues rampantes, les pieds portant consoles, et deux grandes bergères « en tête à tête », les quatorze pièces pareillement sculptées à décor de soleils en rosaces, d'acanthes sur les accotoirs et double doucine au pourtour.
5. Id. O^1. 3630, 1er semestre 1784.
6. Id. O^1. 3638, 1er semestre 1786.
7. Id. O^1. 3626, O^1. 3641.
8. Id. O^1. 3639.
9. Arch. nat. R^1. 310 ; R^1. 321.
10. L. E. Lefèvre. *Le parc de Méréville* (*Gazette illustrée des Amateurs de jardins*, année 1921, p. 19).
11. Arch. de la Seine. Juridiction consulaire. *Rapports*, cart. 5 (fév. 1753) ; cart. 9 (oct. 1775) ; cart. 15 (juin 1787), etc.
12. Arch. nat. H^2. 2118.
13. Id. O^1. 3538 à 3542 ; O^1. 3650 à 3655. On remarque parmi ses fournitures des tabourets pour l'Assemblée nationale et des meubles pour la chapelle des Tuileries.
14. Id. O^2. 483 ; O^2. 503 à 513 ; O^2. 558, etc.
15. Cf. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier national. Bois de Sièges*, où sont reproduits plusieurs ouvrages de J.-B. Boulard (pl. XVI, XXVI, XXIX, XXX, XXXVII).
16. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier des XVIIe et XVIIIe s.*, 2e éd. [1922], n° 218.
17. Vente de M. J. D..., Paris, mai 1906, n° 151 du catalogue.
18. Ventes à Paris, 5 juin 1890, n° 191 ; 21 mai 1891, n° 194 ; 11 mars 1898, n° 179 ; 22 mai 1902, n° 193.
19. V. au sujet de cet artiste : Ch. Asselineau, *André-Charles Boulle, ébén. de Louis XIV*, Alençon, 1854. — Jal, *Dict. crit. de Biographie*, 1872. — H. Havard. *Les Boulle*, Paris, s. d. — D. Guillemard, *Les Maîtres ornemanistes*, Paris, 1880. — J. Guiffrey, *Scellés et Inventaires d'artistes français* (dans les *Nouv. Arch.*

trouver la preuve, que des liens de parenté le rattachaient à un autre artisan du même nom, Pierre Boulle, natif du bourg de Verrières, au comté de Neufchâtel en Suisse, et qui fut ébéniste royal sous Louis XIII. Doué des aptitudes les plus variées pour la décoration, André-Charles cultiva dans sa jeunesse le dessin, la peinture et la sculpture, avec un succès qui lui mérita d'être reçu plus tard membre de l'Académie de Saint-Luc. Dès 1664, il s'établit comme ouvrier libre, sous les franchises de l'Université, dans une boutique dépendant du collège de Reims, près de l'abbaye Sainte-Geneviève, pratiquant à la fois la peinture et la marqueterie. En ce dernier genre d'ouvrages, il surpassa bientôt tous ses rivaux : il n'avait pas trente ans, lorsque Colbert le désigna au Roi comme « le plus habile de Paris dans son métier » [1], et lui fit obtenir, le 22 mai 1672, un logement aux galeries du Louvre. Dans la suite, Louis XIV combla Boulle des marques de sa faveur et le nomma son premier ébéniste par un brevet le qualifiant d'architecte, peintre, sculpteur en mosaïque, graveur, ciseleur, marqueteur et inventeur de chiffres. Comme hôte du souverain, l'artiste se trouvait soustrait au régime corporatif qui interdisait le cumul des professions, de sorte qu'il pouvait également travailler le métal et le bois. Avec une vingtaine de menuisiers et de marqueteurs, il comptait parmi ses ouvriers plusieurs spécialistes occupés à fondre, ciseler et dorer le bronze.

Les années qui suivirent son installation au Louvre furent les plus brillantes de sa carrière. La correspondance administrative et les comptes de l'époque prouvent l'importance de son rôle dans les vastes embellissements par lesquels Louis XIV transformait alors les maisons royales. Attaché au service des Bâtiments, Boulle eut à revêtir de riches incrustations des salles entières comme le cabinet des bijoux du Grand-Dauphin à Versailles, qui passait dans l'opinion des contemporains pour la principale curiosité du château et le chef-d'œuvre du maître. En même temps, il fournissait à la Couronne une profusion d'armoires, de bureaux, de commodes, de scabellons, d'horloges en marqueterie, aussi bien que des lustres et des girandoles de bronze doré. Il faisait même des sièges ornés d'écaille et de cuivre [2]. Des meubles magnifiques lui furent commandés pour le Roi, pour la Reine, pour le duc et la duchesse d'Orléans, le Grand Condé, le duc de Bourbon, le prince et la princesse de Conti. Sa renommée passa les frontières. Après les ducs de Lorraine et de Savoie, le roi d'Espagne Philippe V, l'électeur de Bavière, l'évêque de Cologne voulurent avoir des productions du grand ébéniste. Il travailla pour l'hôtel du prince de Condé [3] et pour la célèbre Julie d'Angennes, duchesse de Montausier [4]. Les financiers comme les seigneurs se disputaient ses œuvres, et l'on raconte qu'il obtint 50.000 livres d'un bureau vendu à Samuel Bernard.

Cependant Boulle vécut toujours dans la gêne. Les retards abusifs avec lesquels le Roi et beaucoup de ses clients s'acquittaient envers lui expliquent en partie sa mauvaise situation [5]. Possédé en outre par la fureur des collections, il achetait sans compter des tableaux, des

de l'Art français, 1883-1886). — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 60-97. — E. Molinier. *Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 56 et suiv. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, Paris, 1912, t. I, p. 56-61, et les sources originales indiquées dans ce dernier ouvrage.

1. *Correspondance administrative de Louis XIV*, t. VI, mai 1672.

2. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. II, col. 891 (10 fév. 1686), t. III, col. 664 (9 déc. 1692).

3. G. Macon. *Les Arts dans la maison de Condé*. Paris, 1903, p. 61.

4. Un bureau exécuté par Boulle pour l'héroïne de la *Guirlande de Julie* faisait partie de la vente après décès de Mme la marquise du Plessis-Bellière (Paris, mai 1897, n° 6).

5. J. Vaillant. *Arch. de l'Art français*, 1885, p. 88.



ANDRÉ-CHARLES BOULLE.
Grand bureau en marqueterie de cuivre et d'écaille, avec ornements d'argent,
exécuté vers 1725 pour l'Électeur Maximilien III de Bavière.
(coll. du duc de Buccleugh).

estampes, des objets d'art, empruntant à toutes mains pour satisfaire ses convoitises d'amateur. Ni son mariage contracté en 1677, ni la naissance de sept enfants ne purent l'assagir, pas plus que les remontrances de ses amis ou les menaces de Louvois qui parlait de le mettre à For-l'Évêque[1]. Chez les commerçants du voisinage, il laissait accumuler des dettes criardes. En 1864 et 1685, ses ouvriers durent le poursuivre afin d'obtenir l'arriéré de leurs salaires. Il eut aussi un procès avec l'aîné des Crozat, qui ne parvenait point à se faire livrer des meubles payés d'avance. D'autres créanciers, ayant obtenu contre lui des contraintes par corps, suppliaient le monarque de lever la sauvegarde dont leur débiteur jouissait au Louvre, — si bien que la patience de Louis XIV finit par se lasser. Mansart écrivait à Pontchartrain en 1704 : « Le Roy a bien voulu accorder cette fois encore à Boulle un arrest de surséance pour six mois, à condition que ce sera la dernière grâce que Sa Majesté luy fera là-dessus[2] ». La fin du maître fut assombrie par une catastrophe qui consomma sa ruine. Dans la nuit du 19 août 1720, un incendie embrasa ses ateliers, dévorant ses bois d'œuvre, ses modèles, une quantité de ses ouvrages et la majeure partie de ses collections. L'artiste évalua ses pertes à plus de 350.000 livres. Malgré son grand âge, il eut l'énergie de restaurer son établissement, qu'il continua de diriger avec une étonnante verdeur jusqu'en sa quatre-vingt-dixième année.

Durant sa longue période d'activité, Boulle varia peu sa manière. C'est à peine si l'on remarque dans ses premières productions des tendances plus classiques, un caractère plus architectural, tandis que les dernières se distinguent en général par plus de légèreté et de grâce. Celles-ci n'en restent pas moins une pure expression de l'art en honneur sous Louis XIV. Disciple de Lebrun, Boulle demeura toujours fidèle aux enseignements de ce maître qui avait développé chez lui le sens du grandiose, l'amour des larges et savantes ordonnances. On reconnaît aussi dans ses ouvrages l'influence de Berain, qui lui fournit des esquisses comme dessinateur de la Chambre. Sur le tard, il travailla parfois d'après les compositions de Robert de Cotte. Mais il fut lui-même l'architecte du plus grand nombre de ses meubles. Les musées du Louvre et des Arts décoratifs ont recueilli quelques-unes des études à la plume et à la sanguine où il fixait ses inspirations en traits alertes et nerveux. Il a laissé une suite de planches, publiée de son vivant chez le libraire Mariette, sous le titre : *Nouveaux Desseins de Meubles et ouvrages de Bronze et de Marquetterie inventés et gravés par André-Charles Boule.* Dans ces précieux documents s'affirment la sûreté de son goût, sa sereine fantaisie, sa pensée vive, claire et pondérée. Le style si français du maître marquait une double réaction contre la lourdeur morose des meubles flamands et l'exubérante somptuosité des cabinets italiens qui servaient jusqu'alors de modèles à nos artisans. Par des créations de la plus harmonieuse élégance, Boulle ne se borna pas à renouveler chez nous l'esthétique du mobilier ; il fonda véritablement la doctrine et les traditions qui ont fait de notre école d'ébénisterie la première du monde.

Par contre, il n'inventa point, comme on pourrait le croire, le genre de marqueterie auquel est attaché son nom. Depuis la fin du XVIe siècle, les Italiens incrustaient dans leurs meubles des pièces de rapport en cuivre, en étain, en ivoire, en nacre et en écaille, pour former de légers

1. M. Rousset. *Hist. de Louvois,* t. III, p. 381.
2. *Correspondance adm. de Louis XIV,* t. II, p. 843.

et capricieux ornements dont ils avaient emprunté l'idée aux artisans mauresques et aux décorateurs antiques. Marie de Médicis, puis Mazarin firent connaître ces sortes de travaux en France où on les imitait avant Boulle. Celui-ci n'innova rien à la technique de ses devanciers. Son mérite fut de la porter à la perfection et d'en tirer de merveilleuses ressources. Au reste, il ne se confinait pas dans un seul procédé de son art : Il employa parfois les bois de couleur pour représenter au naturel des fleurs, des oiseaux, des papillons, et certains de ses meubles n'offrent que des panneaux unis, faisant mieux ressortir la richesse des bronzes.

Les ouvrages de Boulle doivent beaucoup de leur splendeur à ces moulures vigoureuses, ces masques charmants, ces nobles bas-reliefs intimement associés à l'ébénisterie. Nous savons que l'artiste les modelait souvent lui-même, les faisait couler et achever sous ses yeux. Pour les composer, il s'inspirait surtout des chefs-d'œuvre de l'Antiquité dont il avait réuni une importante série de moulages. Il emprunta cependant quelques sujets à des sculpteurs contemporains, et en particulier à Girardon.

Dans les collections publiques et privées, une multitude de meubles passent avec plus ou moins de vraisemblance pour des productions du célèbre ébéniste, mais on en connaît peu qui puissent lui être attribués avec une pleine certitude. Il n'a signé en effet aucune de ses œuvres et nulle particularité saillante ne les différencie de toutes les imitations dues à ses émules ou à ses élèves. Sa facture personnelle est d'autant moins reconnaissable qu'un très petit nombre de ses travaux nous sont parvenus intacts. Les matières utilisées dans ses marqueteries, — les métaux, l'écaille et la corne, — forment un assemblage fragile, parce qu'elles adhèrent mal au bois et se dilatent inégalement sous l'influence de l'humidité ou de la chaleur. Par surcroît, les meubles de Boulle ont joui sous Louis-Philippe d'une vogue qui leur a été néfaste : beaucoup de ceux qui avaient survécu aux injures du temps et au vandalisme de la Révolution furent cruellement remaniés à cette époque.

Le musée du Louvre montre quatre œuvres indiscutées du maître : une paire de commodes en consoles qui ont fait partie de l'ameublement de Saint-Cloud et deux grandes armoires venant des Tuileries [1]. L'une des armoires offre sur ses vantaux de ravissantes incrustations en bois de rapport à décor de vases et de fleurs représentées au naturel. Dans la Bibliothèque mazarine, sont conservées les fameuses commodes qui ornaient primitivement la chambre de Louis XIV à Versailles. Ces pièces, si originales avec leurs corps en berceau et leurs supports galbés que terminent des bustes de sphinges, reproduisent, à quelques détails près, l'un des modèles gravés par Boulle pour son cahier de planches. Le South-Kensington Museum a recueilli une majestueuse armoire au monogramme du roi, où l'artiste fait valoir son talent spécial comme « inventeur de chiffres » [2]. La collection Wallace renferme plusieurs de ses productions authentiques, entre autres un petit bureau dont la forme rappelle celle des commodes du Louvre. A la vente San-Donato parurent deux superbes coffrets de mariage exécutés pour le Grand-Dauphin en 1680. Notre planche VII reproduit une pièce extraordinaire datant de la vieillesse de

1. Carle Dreyfus, *Musée du Louvre, Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*. Paris [1922], n°s 4 à 7 et pl. II à IV.

2. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 43, n° 405.

l'ébéniste et qui se trouve en Angleterre chez le duc de Buccleuch. C'est une sorte de bureau à pieds cambrés, soutenant des gradins à tiroirs et une pendule couronnée de figures allégoriques. Toutes les fontes de meuble sont en argent massif. Elles portent les armes et initiales de Maximilien-Emmanuel, électeur de Bavière, qui visita l'atelier de Boulle en 1723 et dut sans doute lui commander alors ce somptueux ouvrage.

BOULLE (Les fils de)[1]. — Des sept enfants d'André-Charles, quatre fils lui survécurent qui continuèrent ses traditions, portant tous le titre d'ébénistes du Roi. Nous sommes mal renseignés sur leurs travaux. Un mot de leur contemporain, le libraire Mariette, qui les appelle dédaigneusement « les singes de leur père », laisse entendre qu'ils s'appliquaient le plus souvent à recopier les modèles du fameux artiste dont ils avaient été les élèves et les collaborateurs. Toutefois d'autres documents font connaître qu'ils produisaient aussi des meubles dans le goût de la Chine, « ornés de pagodes et animaux en pierre de lard colorée[2] ». Le cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale possède une pièce de ce genre qui aurait été faite sous leur conduite. C'est une grande armoire de laque amarante, parsemée de petits bas-reliefs en stéatite, autour desquels règne une bordure terminale en écaille rouge incrustée de cuivre. La tradition leur attribue également un beau cartonnier plaqué d'écaille noire, qui se trouve, depuis le temps de Frédéric II, au château de Sans-Souci. Mais aucune œuvre des fils de Boulle n'a encore été identifiée d'une façon certaine. On ne peut donc préciser dans quelle mesure ceux-ci avaient hérité des talents de leur père ; nous savons seulement, par les détails biographiques recueillis à leur sujet, qu'ils ne suivirent que trop ses exemples de désordre.

L'aîné, JEAN-PHILIPPE, qui naquit vers 1680, mourut le 14 mai 1744. Il avait obtenu, par brevet du 29 mars 1725, la survivance du logement dans les galeries du Louvre, en qualité d' « ébéniste, marqueteur, ciseleur et doreur de Sa Majesté ». La protection du monarque ne l'empêcha point d'être appréhendé, quelques semaines plus tard, pour dettes s'élevant à la somme de 12.000 livres, et incarcéré à Fontainebleau jusqu'au mariage de Louis XV qui lui valut sa grâce. Les *Comptes des Bâtiments* mentionnent un important bureau qu'il exécuta en 1734 pour le service du Roi[3]. On connaît de lui plusieurs estampes représentant des ornements de marqueterie ; ces planches sont signées *I. P. BOULLE*[4].

PIERRE-BENOÎT, né vers 1682, cessa de travailler avec son père entre 1720 et 1725 et s'établit au faubourg Saint-Antoine, où il vécut dans une situation très modeste. Seul de sa famille, il se maria, mais sur le tard, et avec une femme d'humble extraction ne sachant « écrire ni signer ». Il habitait au cinquième étage d'une maison de la grande rue du faubourg, lorsqu'il expira le 20 mai 1741.

Comme le précédent, ANDRÉ-CHARLES quitta les galeries du Louvre avant la mort de son père et se fixa rue de Sèvres. On l'appelait pour cette raison *Boulle de Sève*, afin de le distinguer du grand Boulle dont il portait les noms de baptême et dont il fut, selon toute apparence, le plus habile continuateur. Il avait vu le jour le 11 décembre 1685. Ses talents de sculpteur lui

1. V. les sources indiquées à l'art. précédent (p. 31, note 19) et en particulier : H. Havard. *Les Boulle*. Paris, s. d.

2. *Catalogue de la coll. Gaignat*, 1768, cité par P. Mantz, *Les Meubles au XVIIIe siècle* (*Revue des Arts décoratifs*, 1884, p. 316).

3. Arch. nat. O[1]. 2234, fol. 214.

4. Defer. *Cat. des Ventes de Tableaux et d'Estampes*. Paris, 1865.

permirent, à vingt-quatre ans, d'être classé second au concours pour le prix de Rome. De son passage à l'Académie, il conserva des relations avec un certain nombre d'artistes, tels que le peintre Charles Parrocel et le sculpteur anversois Michel van der Voordt. Mais ces fréquentations ne servirent guère qu'à l'entraîner dans des habitudes de jeu, de paresse et de débauche. Complètement ruiné, réduit dans ses derniers jours à vivre de la charité d'une fidèle servante qu'il avait négligé de rémunérer depuis seize ans, il mourut le 28 juillet 1745, laissant une légion de créanciers. Plusieurs d'entre eux étaient d'anciens collaborateurs qui n'avaient pu obtenir le règlement de leurs comptes : le compagnon-ébéniste Laurent Huffelé ; les fondeurs Forestier, Confesseur, Boudet, Gosson ; les doreurs Autin et Clocquemain.

Le dernier des quatre, CHARLES-JOSEPH, dit *Boulle le jeune*, demeura toute sa vie aux galeries du Louvre, où il était venu au monde le 29 août 1688. Après avoir été l'associé de son père, puis de son frère aîné, il restait en 1745 le seul titulaire de l'ancien atelier paternel. Il loua peu après à l'ébéniste J.-F. Œben une partie du logement qu'il tenait de la bienveillance royale. Car il se débattait, lui aussi, dans de cruels embarras pécuniaires, à ce point qu'un jour il fut en butte aux injures et même aux violences d'un créancier pour une modique somme de 18 livres. Le 19 juin 1754, il termina son existence presque dans la misère.

Pas plus que ses frères, il ne laissa de descendants. Les héritiers appelés à recueillir sa maigre succession étaient trois cousins germains, dont l'un, Pierre Thielmant Boulle, exerçait obscurément l'état d'ébéniste. Agé alors d'une cinquantaine d'années, il demeurait rue de la Marche, dans le voisinage de l'église Saint-Nicolas-des-Champs.

BOULOGNE, menuisier-ébéniste à Paris, travaillait comme artisan libre dans l'enclos privilégié du Temple en 1759. A cette date, il eut un litige avec l'un de ses clients qui, sous prétexte de malfaçon, lui avait refusé quatre commodes en chêne sculpté et verni. Les experts désignés par les juges-conseils reconnurent ces meubles irréprochables et les estimèrent 120 livres pièce, prix fort élevé à l'époque pour de pareils ouvrages [1].

BOURGEOIS (ANTOINE), menuisier royal à Versailles, était l'un des principaux entrepreneurs attachés au service de la Couronne entre 1736 et 1762 [2]. En corrélation avec ses ouvrages de boiseries, il exécuta, pour les grands appartements de Versailles, des consoles et des bordures de tableaux qui furent sculptées par Louis Maurisan et dorées par Pollevert [3].

BOURRON (PIERRE-PAUL), fils d'un tourneur originaire de Pont-en-Royans dans le Dauphiné, naquit le 28 janvier 1718 à Grenoble, où il exerça brillamment l'état d'ébéniste-tourneur au moins jusqu'en 1793 [4]. Cet artisan s'adonnait surtout à des ouvrages de tabletterie ; il créa de jolies tabatières en buis, connues sous le nom de *bourronnes*, qu'il ornait de sculptures fantasques et charmantes. Par délibération du 29 juillet 1784, le Conseil de la ville de Grenoble l'exempta de toute contribution, « attendu, — disait le préambule —, que ce tourneur-ébéniste a porté

1. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 4 (24 sept.-8 oct. 1759).
2. Arch. nat. Y. 69, fol. 108. — O[1] 2236 à 2262.
3. Ibid. O[1]. 2243, fol. 302.
4. V. au sujet de cet artiste : Ed. Maignien. *Les Artistes Grenoblois*. Grenoble, 1887, p. 64 et suiv. — *Petite revue Dauphinoise*, 1886, p. 62. — *Revue de Vienne*, 1879, p. 268. — *Revue des Beaux-Arts*, t. XI, p. 302.

son art à un degré de perfection qui lui a acquis, même dans les provinces étrangères et dans la capitale du Royaume, la réputation due aux talens distingués », et qu' « à ces talens, le sieur Bourron joint une simplicité et pureté de mœurs et des sentimens de droiture qui en font un citoyen précieux et recommandable [1] ».

BOUSSELIN (Jean-François), menuisier-ébéniste, né en 1714, mort à Paris le 30 septembre 1797 [2]. Longtemps ouvrier libre au faubourg Saint-Antoine, il demeurait en dernier lieu rue du Pont-aux-Choux. Entre 1749 et 1760, il fournit à l'ébéniste Migeon des ouvrages en chêne et en noyer, parmi lesquels une « table de garde-robe » pour le lieutenant-général de Caraman, et une « armoire à tabac » pour l'Évêque de Mâcon [3].

BOUTIN (René), ébéniste à Paris, rue de Charonne, travaillait exclusivement pour la carrosserie de luxe [4]. Reçu maître en 1754, il fut juré de sa communauté de 1773 à 1775, puis député ou administrateur de cette corporation [5]. Il vivait encore en 1795.

BOUTRY (Jean) tenait un atelier d'ébénisterie, comme ouvrier indépendant, rue Saint-Nicolas, faubourg Saint-Antoine, vers le milieu du règne de Louis XV [6]. Il faisait des meubles en noyer et en merisier, entre autres des petits bureaux à renversement, dits *en cabriolet* ou *en culbute* [7].

BOUVIER (Guillaume-Eutrope), menuisier parisien, reçu maître le 29 mai 1739 [8], a laissé de bons bois de sièges signés **BOUVIER**. Il s'était retiré des affaires depuis assez longtemps, lorsqu'il décéda rue Saint-Victor, à la fin d'avril 1784 [9].

BRACONNIER. — Deux ébénistes de ce nom se trouvaient établis à Paris dans les dernières années du XVIIIe siècle [10]. Ils étaient probablement fils d'un ancien entrepreneur de bâtiments, Sébastien Braconnier, qui mourut en 1794. Un seul d'entre eux continua d'exercer sous l'Empire et résidait alors rue des Tournelles. Le Garde-meuble lui commanda quelques ouvrages d'acajou, notamment des toilettes de femme avec couvercles en cuivre ouvrant à coulisse [11]. Sa maison est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1824.

BRADBURN (John), fabricant et marchand de meubles à Londres, fut attaché au service de la cour britannique vers le début du règne de George III [12]. On remarque, parmi ses fournitures, deux grands supports de girandoles en bois sculpté et doré, qu'il livra en 1767 pour la chambre de la Reine à Saint-James. Ces piédestaux, taillés en gaine, étaient richement décorés, sur les quatre faces, de festons à bucrânes et d'autres ornements dans le goût gréco-romain que l'architecte Robert Adam venait d'introduire en Angleterre.

1. Arch. mun. de Grenoble. BB. 127.
2. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q^8. 55, 8 vend. VI.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491.
4. Arch. nat. Y. 14108, 1er déc. 1779, etc.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9332, 3 août 1773. — Id. H^2. 2118.
6. Arch. nat. Y. 10990, 20 septembre 1746 ; Y. 10993, 9 mai 1750, etc.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébéniste Migeon (1751-1757).
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
9. *Journal de Paris*, 2 mai 1784.
10. L'*Almanach du Commerce* pour l'an VII indique leurs adresses : rue Antoine, n° 250, et rue du Sépulchre, n° 690.
11. Arch. nat. O^2. 513.
12. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 454 (1763-1767).

BRANDT (GEORGES), originaire d'Allemagne, né vers 1746, mort à Paris le 27 juillet 1806 [1]. Cet artisan, qui demeurait rue de la Contrescarpe, devant les fossés de l'Arsenal, faisait des sièges d'ébénisterie finement façonnés. Sa marque **G. BRANDT** se rencontre sur des pièces de ce genre, en bois de rose à filets et en citronnier incrusté d'amarante.

BREGENZER (MATHIAS), natif de Schelklingen, dans le duché de Wurtemberg [2], résidait cour de la Juiverie, faubourg Saint-Antoine, en 1789. On le trouve cité à cette date parmi les fournisseurs de l'ébéniste Frost auquel il vendait des tables, des toilettes, des commodes et de grands buffets en acajou massif [3]. L'année suivante, Brezenger se maria, dans la chapelle de l'ambassade de Suède, avec une de ses compatriotes qui appartenait comme lui à l'Église luthérienne [4]. Il s'établit ensuite rue Saint-Honoré, n° 2, d'où il disparut vers 1800 [5].

BRÉMANT, famille d'artisans parisiens qui eurent une certaine réputation comme « menuisiers en bois de lits [6] ». Le fondateur de la maison, ETIENNE, était venu se fixer sous Louis XV rue Beauregard, à *la Croix-Rouge*; il mourut avant 1774. Son commerce fut continué par sa veuve, Louise Varoquin [7], par son fils, ETIENNE-CRÉPIN, reçu maître le 24 avril 1765 [8], et par son petit-fils, ETIENNE-FRANÇOIS, qui acquit à son tour la maîtrise le 19 mars 1785 [9]. Ce dernier demeurait encore, à l'époque du Directoire, rue Beauregard, n° 218 [10].

BREMARE (JEAN-BAPTISTE), fabricant de billards à Paris, fut admis dans la corporation des menuisiers-ébénistes le 5 mars 1777 [11], après avoir déjà tenu boutique rue de la Roquette depuis plusieurs années en vertu des privilèges du faubourg Saint-Antoine [12]. Il résida dans la suite rue Saint-Bernard jusqu'en 1806 [13]. Ce marchand était fournisseur ordinaire du comte d'Artois [14], auquel il livra notamment, pour le pavillon de Bagatelle, un beau billard en acajou avec des ferrures dorées par Prégermain.

BRESLER (JEAN), dit *Alsace*, — probablement originaire de la province qui lui valait son surnom, — pratiquait l'ébénisterie à Bordeaux du temps de Louis XVI. Il habita d'abord rue de la Taupe, puis rue Notre-Dame, dans le faubourg des Chartrons [15].

BRETON (VALENTIN-NOËL), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 3 octobre 1787 [16], s'installa rue de Cléry, près celle des Petits-Carreaux, où il demeurait encore au commencement du XIXe siècle [17].

1. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8 323 (sous le nom de « Prandt »).
2. Arch. de l'Église luth. à Paris. *Reg. des mariages célébrés en la chap. de l'Ambassade de Suède*, p. 177.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76. Bil. de J.-G. Frost, 28 sept. 1789. — *Livres de Commerce*. Reg. 2278.
4. Arch. de l'Egl. luth. à Paris, *loc. cit.*
5. *Alm. du Commerce*, an VIII.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1961 et 2904, Journal des frères Presle, tapissiers. ; Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1783-1786).
7. Arch. nat. Y. 12062, 4 avril 1775 ; *Alm. des Bâtimens*, année 1774, p. 88.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
9. *Ibid.* (1785-1789).
10. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 36, décès de son cousin Varoquin, 7 brumaire an IV.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
12. Arch. nat. Y. 14104. *Reg. de perception des taxes sur les ouvriers privilégiés* (1777).
13. *Journal de Paris*, 2 juillet 1779. — Arch. nat. Y. 14428, 26 avril 1780. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 105, faillite du march. de bois Cuvyer, 5 mai 1806. — Voy. aussi *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1780, p. 1418; an V, p. 2274, etc.
14. Arch. nat. R1. 318 à 337.
15. *Alm. du Commerce d'Arts et métiers pour la ville de Bordeaux...*, 1784, p. 254; 1785, p. 309; 1791, p. 90.
16. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1789.
17. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5871, Journal du tap. Brunel à Senlis (ans VI à XII).

BRIFFAULT (Louis), menuisier-ébéniste à Dijon, devenu maître en 1756[1], continuait d'exercer en 1780. Ce fut sur son témoignage, et celui de son confrère Joseph Thomas, que l'ébéniste Jean Demoulin obtint des lettres de maîtrise à Dijon, quand il revint de Paris travailler dans cette ville au service du prince de Condé[2].

BRIOIS (Jean-Claude) passa maître-menuisier à Paris le 19 novembre 1766[3]. Établi rue de Charenton, il produisait des sièges de luxe, à l'occasion desquels il eut des difficultés avec les syndics des peintres-sculpteurs, qui firent saisir chez lui plusieurs ouvrages sculptés en contravention des privilèges de leur corps[4]. Il décéda entre 1782 et 1785, laissant l'atelier à sa veuve. — M. le duc de la Roche-Guyon conserve dans son château de famille une suite de fauteuils remarquables qui portent l'estampille **J. C. BRIOIS**. Ces pièces, faites dans la période de transition des styles Louis XV à Louis XVI, associent un dossier contourné en viole avec des pieds carrés posant sur des toupies qu'enlace une feuille d'acanthe.

BRIZARD (Sulpice), menuisier parisien, né vraisemblablement vers 1735, mort après 1798[5]. Ayant épousé Marie-Geneviève Meunier[6], fille d'un artisan de son état, il acquit la maîtrise le 13 février 1762, selon les conditions de faveur accordées aux gendres de maîtres[7]. Trois ans après, il commença d'exploiter une boutique rue de Cléry, dans l'immeuble qui portait sous la Révolution le n° 262, et entreprit avec succès la fabrication des bois de sièges. Ses œuvres, signées **BRIZARD** ou **S. BRIZARD**[8], sont souvent composées avec une agréable fantaisie. Il a laissé dans le style Louis XV des bergères originales, dont la traverse antérieure offre un contour légèrement concave, au lieu de la forme bombée qui était de règle à l'époque. Plus tard, il créa de beaux modèles à dossier octogone. On lui doit aussi des chaises *voyeuses* d'une invention non moins recherchée. D'après un renseignement de Henry Havard, ce fabricant aurait été l'un des fournisseurs de la Couronne vers le début du règne de Louis XVI[9]. En tous cas notre Mobilier national possède de lui plusieurs ouvrages en bois doré qui datent de cette époque, outre une suite de petits sièges actuellement dégarnis et relégués dans les réserves du Garde-meuble[10]. Notre planche VIII montre une de ces dernières pièces, remarquables par leur très fine exécution. Sulpice Brizard est représenté au musée du Louvre, dans la collection Camondo, par quatre fauteuils ayant naguère appartenu au baron Double[11].

Pierre, que l'on suppose frère du précédent, s'adonna au même genre de travaux, mais avec une moindre notoriété. Reçu maître le 22 juillet 1772[12], il habita tour à tour rues de Cléry, de

1. Arch. mun. de Dijon. G. 149.
2. E. Fyot. Notice sur les ébénistes J. Demoulin et ses fils (*Revue de Bourgogne*, mai-juin 1914).
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
4. Arch. nat. Y. 14429, 23 avril 1781.
5. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
6. Cf. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q^8. 36 Décès de M.-G. Meunier, femme Brizard, 5 floréal an IV, âgée de 58 ans.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 22 fév. 1765.
8. On serait tenté de croire que le maître employa d'abord première de ces estampilles et ne fit usage de la seconde que pour se distinguer de son frère, quand celui-ci eut passé maître en 1772. C'est le contraire qui paraît vrai. J'ai toujours trouvé la marque S. BRIZARD sur les productions de cet atelier datant du temps de Louis XV ; celles d'une époque postérieure portent souvent l'empreinte BRIZARD, sans initiale de prénom. Mais cette anomalie pourrait s'expliquer par un simple accident survenu à l'instrument de frappe.
9. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 234.
10. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier national*, *Bois de Sièges*, Paris, s., d., pl. XXIII.
11. Carle Dreyfus, *Musée du Louvre. Mobilier des XVIIe et XVIIIe s.* 2e éd. [1922], n°s 223 à 226.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

l'Echiquier et d'Hauteville [1]. Il mourut le 2 septembre 1804, âgé de soixante-sept ans [2]. Ses productions sont marquées **P. BRIZARD**.

BROCHET (Jean-Baptiste) travaillait, comme artisan privilégié de l'Université, dans les bâtiments du collège de Boncour (aujourd'hui l'école Polytechnique), quand la maîtrise lui fut conférée le 14 juin 1741 [3]. Il résida ensuite rue Contrescarpe, derrière l'abbaye Sainte-Geneviève, d'où il disparut vers 1788. Cet artisan pratiquait à la fois la menuiserie et l'ébénisterie. Pour orner ses meubles, il employa des bronzes fournis par le fondeur Bouchard [4].

BROCSOLLE (Jacques), menuisier parisien, maître depuis le 20 février 1743 [5], possédait un atelier très actif dans le faubourg Saint-Germain, sur la place de l'Estrapade, à l'entrée de la rue des Postes. Il fabriquait des tables ordinaires et ployantes, dont quelques-unes de dimensions exceptionnelles, ayant jusqu'à douze et quinze pieds de long. Il faisait aussi des buffets, des sièges et des couchettes. Sa maison était en pleine prospérité, lorsqu'il succomba le 20 septembre 1763 [6].

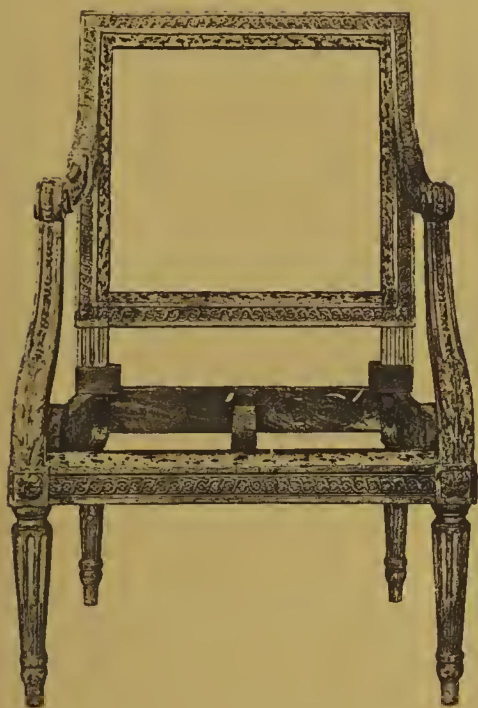
Louis, frère du précédent, devint maître le 20 décembre 1755 [7] ; il exerça jusqu'à la Révolution, d'abord rue Saint-Nicolas-du-Chardonnet, puis rue de la Corne. On le trouve cité dans le livre-journal du tapissier Bonnemain pour des fournitures de guéridons et de tables à coiffer [8]; mais il produisait principalement des bois de sièges. J'ai rencontré sa marque **L. BROCSOLLE** sur deux bergères Louis XV se singularisant par leur forme étroite et guindée.

BROUST fut l'un des menuisiers attachés au service du Garde-meuble sous la Régence. Il exécuta pour les maisons royales des fauteuils et des prie-Dieu [9].

BRULLE (Jacques), ébéniste à Paris, reçu maître le 8 novembre 1776 [10], mourut moins de trois ans après. Au mois de septembre 1779, eut lieu en son domicile, rue de la Pelleterie, la vente des ouvrages dépendant de sa succession ; elles comprenaient des meubles en bois des Iles, de belles tables en noyer et un tric-trac d'ébène [11]. Une table en marqueterie, signée de l'estampille **BRULLE**, figurait dans la collection du vicomte Clifden exposée à Bethnal-Green en 1893 [12].

BRUNELT (Christophe) travailla rue du faubourg Saint-Antoine, puis rue de Charenton, de 1791 [13] à 1798. Il s'établit ensuite marchand de meubles, boulevard Montmartre, n° 139 [14]. Avec des ébénisteries en acajou de fabrication courante, Brunelt faisait des secrétaires et commodes en merisier, valant 200 à 250 livres [15].

1. *Alm. des Bastimens*, 1774-1790.
2. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 345, 15 fructidor an XII.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
4. Arch. nat. Y. 14075, 28 nov. 1749.
5. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325.
6. Id. 14980. Scellés, 20 sept. 1763. — V. aussi Y. 12763. Scellés après décès de Geneviève Godheu, veuve du men. Jacques Brocsolle, le 15 janv. 1767.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441 (1783-1784).
9. Arch. nat. O1. 3309, fol. 309 v° ; 322 v° etc ; O1. 3310, fol. 12 v°, etc.
10. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9332.
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1779, p. 2059 et 2123.
12. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
13. Arch. de la Seine, *Contrats*, Reg. 1983, 4 mars 1791.
14. *Alm. du Commerce*, ans VII et suiv., sous les noms de « Brunet », « Brunel », Brunelle », et la rubrique des Ébénistes, puis des Marchands de meubles.
15. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 4173. Livre du march. Bansse (an VII) ; Reg. 9805, Journal du march. Bonnichon, an XI.



SULPICE BRIZARD
Petit fauteuil Louis XVI à décor d'entrelacs.
(Mobilier national).



JEAN ANTOINE BRUNS.
Fauteuil de bureau en acajou, époque du Directoire.
(coll. de l'État).



CAREL.
Bureau de dame, en marqueterie à fleurs de bois de bout, époque Louis XV.
(coll. Van Dyck).

BRUNS (Jean-Antoine), ébéniste du roi Louis XVIII, était un survivant de l'Ancien régime qui avait été admis dans la corporation parisienne le 17 mai 1782[1]. Fidèle aux habitudes de sa jeunesse, il signa toujours ses travaux avec sa marque de maîtrise **J. A. BRUNS**. On connaît quelques bons meubles en bois de placage datant des premières années de sa carrière, alors qu'il résidait rue Saint-Nicolas; mais sa renommée semble s'être développée surtout après la Révolution. Il fut un des rares ébénistes qui participèrent à l'exposition de l'an VI[2] et, vers cette époque, donna la mesure de ses mérites en exécutant pour le littérateur d'Aucour Saint-Just, une pièce remarquable qui fait maintenant partie des collections de l'État. C'est un fauteuil de bureau en acajou, de forme circulaire, orné de colonnes doriques et de gaines à têtes de sphinx, avec des riches incrustations de cuivre et d'écaille (planche VIII). Plus tard Bruns obtint des commandes officielles pour le service des ministres et des hauts dignitaires de l'Empire. Ses fournitures comprenaient principalement des tables à jeu, des consoles de salon et de grandes armoires en acajou massif[3]. Il continua d'être employé par le Garde-meuble sous la Restauration et fit pour Louis XVIII un guéridon à trois pieds, en racine d'orme, le dessus décoré d'une mosaïque en bois de couleurs, que l'on peut voir au palais de Fontainebleau avec des sièges provenant aussi de son atelier. Le titre d'ébéniste royal lui fut conféré en 1820[4]. Bruns, ayant plusieurs fois changé d'adresse, résidait alors rue Saint-Antoine, n° 205. — Cet habile fabricant laissa un fils qui, après avoir été son associé, lui succéda en 1824 comme fournisseur breveté de la Couronne[5].

BUCHETTE (François-Henry), ébéniste parisien, reçu maître le 2 mai 1770[6], exerça sur la butte Saint-Roch, d'abord rue des Orties et ensuite rue d'Argenteuil. Sa maison, qui paraît avoir eu peu d'importance, est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1807.

BURB. — On désigne parfois sous ce nom conventionnel l'auteur de beaux meubles Louis XV en laque et en marqueterie sur lesquels figure une estampille énigmatique formée des quatre lettres **B. V. R. B.** L'identité de ce prétendu « Burb » reste à découvrir (*Voy.* Introduction, p. xv).

BURETTE (Charles-Marin), fabricant de meubles, établi à Paris, rue Chapon, sous le Consulat, termina sa carrière rue d'Orléans-Saint-Marcel vers la fin de l'Empire. A l'Exposition de 1806, la médaille d'argent lui fut décernée pour des ouvrages « exécutés avec une précision remarquable »[7], notamment une table à jeu présentant des têtes égyptiennes ciselées en ronde-bosse et dorées au mat. En 1810, la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale ayant mis au concours la fabrication d'un meuble dans lequel ne devaient entrer que des bois d'arbres indigènes ou acclimatés en France, Burette remporta un prix de 400 francs pour un « très beau secrétaire » plaqué d'orme tortillard[8]. Il s'était fait une spécialité des ébénisteries en bois d'orme en articles tels que bibliothèques, comptoirs de boutique, et généralement tous les meubles de goût ».

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
2. *Catalogue de l'Exp. de l'an VI*, p. 6.
3. Arch. nat. O². 513, mai-nov. 1811.
4. *Alm. du Commerce*, 1821-1823.
5. *Bazar Parisien* 1825 : « Bruns fils, rue Saint-Antoine, n° 205. Breveté de la Couronne ; il fabrique la riche ébénisterie
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. *Exposition de 1806. Rapport du jury.*
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1810, p. 3815. Rapport de la Séance générale de la Société d'Encouragement, juillet 1810.

et inventa une machine qui facilitait le placage des loupes [1]. Ses soumissions pour la fourniture des palais impériaux donnent un aperçu de quelques pièces créées par lui, telles qu'un secrétaire en forme de piédestal et une table de bouillotte dont la ceinture offrait des marqueteries simulant des cartes entrecroisées [2].

BURGAT (Claude-Louis), menuisier parisien, né en 1717 [3], passé maître en 1744 [4], se consacrait à la fabrication des bois de sièges. Établi d'abord rue de Cléry, puis rue Feydeau [5], il mourut avant 1782, laissant une veuve qui tomba dans l'indigence et obtint un secours de Louis XVI en 1791 [6]. Cet artisan, qui signait C. L. BURGAT, a produit de fort gracieux ouvrages. Il est représenté dans les collections de l'État par deux fauteuils dissemblables, finement traités l'un et l'autre à décor de fleurs et rinceaux. Le premier rappelle encore le goût de la Régence, tandis que le second, d'un style plus capricieux, se rattache en plein épanouissement du style Louis XV [7]. Des sièges du même auteur font partie du mobilier royal de Suède au palais de Stockholm.

BURGEVIN (Jean-Claude), ébéniste parisien, né vers 1667 [8], mort le 2 juillet 1743 [9]. Ce maître produisit des meubles de luxe avec le concours du vernisseur J.-B. Gabriel, du fondeur Delamarre, des doreurs Pin et Ligois. Il résida successivement rue Saint-Honoré dans l'enclos des Quinze-Vingts [10], rue de Richelieu [11] et enfin rue Louis-le-Grand, au coin de la rue des Petits-Champs, où il s'éteignit âgé d'environ soixante-seize ans, après avoir travaillé jusqu'à ses derniers jours.

BURY (Ferdinand), dit *Ferdinand*, né en 1740 [12], mourut à Paris le 20 janvier 1795 [13]. Après avoir obtenu la maîtrise le 27 juillet 1774 [14], il s'installa en haut de la rue de Charonne, dans l'ancien écart de Fontarabie, ainsi dénommé depuis le mariage de Louis XIV. Outre des pièces importantes en marqueterie, en acajou, en bois jaune, cet ébéniste fabriquait abondamment des meubles de fantaisie, tels que des tables mécaniques, guéridons à crémaillère, tricoteuses, vide-poches et coffres à secrets; aussi employait-il surtout des ouvriers de nationalité allemande, qui avaient des aptitudes spéciales pour ces sortes d'ouvrages [15]. Une partie de ses bronzes provenaient de chez Antoine-André Ravrio, brillant ciseleur dont la réputation balança celle de Thomire. Le soin que Ferdinand Bury apportait à ses travaux lui mérita du succès [16], mais sa fin fut assombrie par des spéculations malheureuses auxquelles vinrent s'ajouter de cruels embarras causés par la Révolution [17]. Il laissa une renommée qui persistait encore au début

1. *Annonces*, etc. 4 nov. 1810, p. 4838-4839.
2. Arch. nat. O². 323.
3. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749, Instruction d'un procès intenté par les Mes Men. de Paris contre des ouvriers chaisiers. Burgat, plaignant et témoin dans l'affaire, déclarait avoir alors 32 ans.
4. *Alm. des Bastimens*, 1774-1776.
5. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 14, bilan du tap. Templeux, 1756 ; cart. 22, bil. du tap. Hossard, 1764, etc. — *Alm. des Bastimens, loc. cit.*
6. Arch. nat. F⁴. 1241.
7. M. Ern. Dumonthier a fait reproduire ces deux pièces dans son livre sur *les Bois de sièges du Mobilier national*, t. II, pl. 6.
8. Arch. nat. Y. 12371, 13 mars 1730.
9. Id. Y. 11161. Scellés, 2 juillet 1743.
10. Id. Y. 12371, *loc. cit.*
11. Id. Y. *Tables des scellés*, 12 janvier 1740.
12. Id. Y. 14108, 6 mai 1779.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an III, p. 2056.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
15. On peut citer parmi ses principaux collaborateurs les ouvriers ébénistes Georges Ott, Jean Hüff, et Georges-Louis Günther, connu dans le faubourg Saint-Antoine sous le surnom de *Guindé*. (Voy. ci-dessous. Bilan de Ferd. Bury, et Arch. nat. Y. 14115, 17 avril 1785.)
16. Cf. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782 ; cart. 72, bil. du tap. Math. Law, 1788, etc. — *Livres de Commerce*. Reg. 2278. Journal des march. Frost et Cie ; Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune.
17. Il dut déposer son bilan le 29 oct. 1789 ; ce document accusait d'ailleurs un excédent d'actif d'environ 1300 liv. Arch. de la Seine. *Bilans*. cart. 76.

du XIXe siècle, comme le prouve une annonce parue à cette époque dans les *Petites Affiches* pour appeler l'attention des amateurs sur un « secrétaire en acajou plein, ouvrage superbement traité de *Ferdinand* [1] ». Les contemporains ne le désignaient que sous cette appellation familière et lui-même en fit son nom de commerce ; néanmoins ses meubles sont signés : **F. BURY**. On connaît d'assez nombreuses pièces frappées de cette empreinte. Les plus remarquables présentent de riches revêtements en mosaïque de bois des Indes. Une commode de ce genre passa aux enchères à la vente Beurnonville (juin 1884). Une autre, après avoir figuré dans les collections Double et Rikoff, fut acquise par le comte Isaac de Camondo qui l'a léguée au Louvre [2]. Sur celle-ci l'estampille de Riesener accompagne la marque de Bury et semble attester une collaboration des deux maîtres.



CADOUT (FRANÇOIS) tenait un atelier de menuisier-ébéniste à Paris, rue de Charenton, sous le Directoire et le Consulat. Il était connu comme fabricant de petites tables en tous genres, telles que servantes, chiffonnières, tables de nuit, tables à déjeuner avec dessus de marbre, et tables dites « à trois fins », formant bureau, damier et tric-trac [3].

CAFFIERI (JACQUES), fameux fondeur et sculpteur du Roi (1678 † 1755), passe pour être l'auteur de très beaux meubles dont les cuivres portent l'inscription : ***fait par Caffieri.*** On a cru que, suivant l'exemple de Boulle et de Cressent, cet artiste pratiquait l'ébénisterie aussi bien que la ciselure [4] ; en réalité il ne travaillait pas le bois et laissait façonner par des hommes du métier les ouvrages de laque et de marqueterie que devaient enrichir ses magnifiques ornements. La commode célèbre qui lui est attribuée dans la collection Wallace à Londres fut construite par l'ébéniste Gaudreau.

CAGNARD (CLAUDE-ANTOINE), né probablement vers 1715, mort après 1798, exerça longtemps rue Traversière-Saint-Antoine, comme menuisier-sculpteur et marchand de sièges en bois canné [5]. Il compta parmi ses collaborateurs l'ouvrier Jérôme Dalmace, qui était comme lui sculpteur autant que menuisier [6]. Dans ses vieux jours cet artisan se retira rue Lenoir [7].

CAILLOIS (JACQUES-NICOLAS), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 31 mai 1760 [8], travailla rue Sainte-Barbe jusqu'au début du règne de Louis XVI [9]. Son estampille figure sur une

1. *Annonces, Affiches et Avis div.*, an VIII, p. 518.
2. Carle Dreyfus, *Musée du Louvre. Mobilier des XVIIe et XVIIIe s.*, 2e éd. [1922], n° 93.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2976 et 2977. Journal du march. Trintzius, — Id. *Bilans*, cart. 96. Faillite du march. Bonnet, an XII. — V. aussi au sujet de cet ébéniste, *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1793, p. 500.
4. A de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 142-143.
5. J. Guiffrey. *Scellés et inventaires d'Artistes français...* Paris, 1884-1886, t. II. Scellés après décès du sculpteur Pierre Lassus, 23 janv. 1742.
6. Arch. nat. Y. 14109, 24 mars 1780.
7. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q^8. 55. Décès de sa femme Marie-Mad. Desfossés, 13 messidor an VI.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9329.
9. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 70.

belle bergère à décor de fleurs, qui fait partie des collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Edouard André.

CAMBIER (Narcisse), ébéniste à Paris, rue de Charenton, eut en janvier 1794 un procès devant le tribunal de commerce avec une marchande pour laquelle il avait fait plusieurs meubles en acajou. Le principal objet du litige était un secrétaire garni de bronzes qui fut estimé 500 livres [1].

CAMBON (Pierre), maître menuisier et ébéniste de la corporation d'Avallon, exploita dans cette ville, entre 1751 et 1772, un atelier très actif où il occupait une quinzaine d'ouvriers [2].

CAMPBELL (Robert), ébéniste et tapissier à Londres, Marylebone street, était fournisseur attitré du prince de Galles et du duc d'York vers le milieu du règne de George III. Il inventa un genre de bureau dans le corps duquel se repliait une échelle de bibliothèque ayant six pieds de haut. Sheraton a donné un dessin de ce meuble dans son *Cabinet Maker's and Upholster's Drawing-book* publié en 1791.

CAMUS (Barthélemy), né en 1737, gagna la maîtrise à Paris le 6 janvier 1774 [3] et se fit connaître comme fabricant et marchand d'écrans rue Traversière-Saint-Antoine [4]. Il décéda rue de Longpont, le 30 juillet 1803 [5].

CANABAS (Joseph GENGENBACH, dit), ébéniste originaire d'Allemagne, né en 1712, mourut à Paris le 11 janvier 1797 [6]. Dès 1755, il se trouvait établi rue de Charonne, comme artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine. Ses talents furent employés à cette époque par les ébénistes Migeon et Œben qui lui achetaient notamment des « bureaux en limaçon », des « écrans à secrétaire » et des tables démontables pour servir en voyage et aux armées [7]. Ces meubles de fantaisie semblent avoir été la spécialité de Canabas. Devenu maître le 1er août 1766 [8], il continua d'en vendre un grand nombre [9]. Il fut amené alors à prendre un atelier plus considérable dans la grande rue du Faubourg, vis-à-vis de la rue Saint-Nicolas. Pendant la Révolution, Canabas réussit non sans peine à sauver sa maison [10], qui était redevenue très prospère lorsqu'il succomba sous le Directoire. Ses marchandises furent peu après dispersées en vente publique : elles comprenaient, d'après les annonces, des « secrétaires, commodes, guéridons, bureaux, tables à coulisse et à patins, tables de nuit à cylindre, consoles, toilettes d'hommes et de femmes, chiffonnières, fauteuils de bureau et autres objets, pour la plus grande partie en acajou massif, ornés en cuivre et dans le dernier goût [11] ».

1. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 20, 23 nivôse an II. — V. aussi Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts. No 1, 15 août 1791.
2. E. Chambon. *La corporation avallonnaise des Men.-Ebénistes*, 1906, p. 16 et pass.
3. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1784-1785).
5. Id. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 71, 10 thermidor an XI.
6. Id. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 55, 21 nivôse an V.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1755-1761). — Arch. nat. Z1m. 59. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi, 21 janv. 1763 (42e opp.).
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Journal des frères Presle, tap. (1787-1788). Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1785-1787), etc.
10. Arch. nat. D. XXIX *bis*, 6, no 94. Enquête sur l'affaire Schatzel (juin 1790).
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 2098, 2287, 2424.

1



2



3



MARTIN CARLIN.

1. Guéridon porte-lumières en marqueterie et porcelaine *(anc. coll. Jacques Doucet).*
2. Pupitre à musique provenant de la reine Marie-Antoinette (*South Kensington Museum*).
3. Meuble d'entre-deux en laque de chine, provenant de Mesdames de France (*Musée du Louvre*).

Ce notable fabricant marquait **I. CANABAſ.** — avec l'S final en forme d'un J renversé. Son estampille se rencontre souvent sur des petits meubles très sobres, quelquefois un peu secs, qui se caractérisent par la netteté de leur facture, leurs formes originales et leurs ingénieux agencements. J'ai noté parmi les plus typiques une sorte de tricoteuse, posant en bout sur une tige à crémaillère portée par trois patins inégaux. On a signalé du même auteur une table d'architecte munie d'un curieux mécanisme élévatoire [1]. Dans la quantité d'ouvrages qui portent sa signature, il suffira de mentionner encore deux jardinières de l'ancienne collection T. Broët [2] et un petit pupitre pliant que possède Mme la comtesse H. de Bernard.

Canabas eut pour élève et collaborateur son fils Pierre-Joseph [3]. Deux neveux du maître, — qui portaient le même nom de famille et le même surnom que leur oncle, — exercèrent aussi le métier d'ébéniste, tenant boutique l'un et l'autre rue de Charonne : François-Antoine, reçu dans la corporation le 19 mars 1779 [4], fut blessé au siège de la Bastille et obtint une gratification de 400 livres à titre de récompense civique [5] ; son frère François-Jean, qui resta ouvrier libre, fit faillite en 1783 [6].

CAREL, habile ébéniste qui florissait vers le milieu du règne de Louis XV, n'est malheureusement connu que par son estampille. D'après le genre de ses ouvrages et la provenance de certains d'entre eux, il paraît avoir résidé dans une ville du Sud-Est. On serait donc tenté de le croire fils ou parent d'un compagnon-ébéniste nommé Jacques-Philippe Carel, qui travailla chez Th. Hache à Grenoble et se maria dans cette ville en 1712 [7]. Or celui-ci était parisien de naissance et pouvait fort bien se rattacher à deux menuisiers homonymes, Etienne et Nicolas Carel, connus pour avoir assumé d'importantes entreprises dans les maisons royales entre 1660 et 1695 [8]. Quoi qu'il en soit, le personnage qui nous intéresse compta parmi les meilleurs artisans régionaux de l'époque. Ses meubles d'un dessin ferme et souple, un peu lourds, mais point disgracieux, gardent une piquante saveur de terroir. Presque tous sont ornés de marqueteries à fleurs ; quelques-uns présentent en outre, dans les bordures et surtout dans les intérieurs, une décoration plus fantaisiste, formée parfois de motifs à rocailles qui se détachent sur des bandes de bois jaune assemblées en point de Hongrie. — L'Hôtel-Dieu de Carpentras a longtemps conservé des œuvres remarquables du maître. C'étaient quatre grandes encoignures surmontées d'étagères, en bois d'acajou et d'amarante, offrant sur leurs panneaux galbés des gerbes de tiges fleuries dans des encadrements à losanges [9]. L'Exposition des Arts décoratifs, en 1882, montrait de cet ébéniste deux autres écoinçons appartenant à M. Topenas-Brunet. Une commode signée par lui se trouve chez Mme la vicomtesse Daru, au château du Martroy, près de Meaux. Notre planche VIII représente un petit bureau du même auteur qui figure dans la collection de M. Van Dyck.

1. A. de Champeaux. *Le Bois appliqué au Mobilier* et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X, 45).
2. Vente à Paris, 14 mai 1909, n° 55 du catalogue (reprod.).
3. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*, Q⁸. 55, 21 nivôse an V.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
5. Arch. nat. C. 35, 208¹, 25 août 1790. — T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 115. — *Procès-Verbaux de l'Assemblée Nat.*, t. XVI, n° 671, p. 32 (sous le nom de « Gengenback »).
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 60, 15 nov. 1783.
7. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*. Grenoble, 1887, p. 79.
8. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. I à IV.
9. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 175, et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs X, 45).

CARLIN (Étienne), — probablement frère de l'ébéniste Martin Carlin auquel est consacrée la notice suivante, — passa maître à Paris le 16 septembre 1753 [1] et résida rue du Vertbois jusqu'en 1789. Sa marque **E. CARLIN** figure sur une précieuse table à ouvrage, en marqueterie et porcelaine, que le legs Jones a fait entrer au Musée de Kensington [2].

CARLIN (Martin) [3], l'un des plus charmants ébénistes français, mourut à Paris dans les premiers jours de mars 1785 [4]. On ignore la date de sa naissance et l'on connaît peu son histoire. La rareté des renseignements recueillis sur son compte laisse deviner un homme sage et paisible qui menait ses affaires avec prudence, dédaignait la réclame et se dérobait aux honneurs. Durant toute sa carrière, il habita la même maison, rue du Faubourg Saint-Antoine, sous l'enseigne du *Saint-Esprit* ou de *la Colombe*. On le trouve mentionné pour la première fois en janvier 1763, dans le procès-verbal des scellés apposés après le décès de l'ébéniste J.-F. Œben, comme créancier d'une somme de 500 livres qui lui restait due par le défunt sur un paiement d'ouvrages [5]. A cette date, Carlin était encore artisan libre et ne prit rang de maître que le 30 juillet 1766 [6]. En 1772, il expertisa la succession d'un autre ébéniste fameux, Joseph Baumhauer [7]. Mais il ne paraît avoir joui lui-même d'une véritable notoriété qu'après l'avènement de Louis XVI. S'il n'obtint pas alors — comme on l'a prétendu — le titre d'ébéniste royal, nous savons du moins qu'il fut employé à d'importants travaux pour la Reine et pour Mesdames de France.

Les œuvres signées **M. CARLIN** qui ont été réunies dans le musée du Louvre proviennent pour la plupart de l'ancien château de Bellevue où résidaient les tantes du Roi. Ce sont des meubles somptueux, en ébène massif et en laque du Japon, dont la tonalité noire met en valeur des bronzes ravissants, dignes du ciseau de Gouthière. Trois pièces surtout, — une commode à portes et une paire d'encoignures, — se distinguent par la richesse pimpante de leur décoration, à laquelle concourent des couronnes, guirlandes et bouquets de fleurs mariant leurs dorures avec celles des laques, tandis qu'aux angles se profilent de minces et bizarres colonnettes inspirées des fresques de Pompéï [8]. L'art du temps de Louis XVI n'a rien produit de plus délicat. On n'oserait affirmer que Carlin inventa lui-même ces chefs-d'œuvre. Je croirais plutôt que les modèles en furent donnés par l'architecte J.-B. Cauvet qui composa une grande partie du mobilier de la Reine dans ce style précieux, d'une grâce si féminine ; mais l'ébéniste aurait néanmoins le mérite d'avoir su exprimer la pensée du dessinateur avec une merveilleuse élégance où se reconnaît la finesse de son goût et sa légèreté de main. Une seconde paire d'encoignures, dont les montants sont terminés par des masques de femmes [9], ornait le boudoir de Madame Adélaïde, et, dans la même pièce, se trouvait un curieux bureau garni d'étagères

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
2. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 80, n° 727.
3. V. au sujet de cet ébéniste : A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 240 et suiv. ; — E. Molinier. *Histoire des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 197 et suiv. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 86, et t. II, p. 217-218.
4. *Journal de Paris*, 9 mars 1785, p. 282.
5. Arch. nat. Z^1m. 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du roi, 21 janv. 1763 (44e opp.).
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
7. Arch. nat. Y. 14099. *Scellés*, 22 mars 1772.
8. Carle Dreyfus, *Musée du Louvre. Mobilier des XVIIe et XVIIIe s.*, 2e éd., Paris [1922], n°s 101 et 102.
9. Id. *ibid.*, n° 103.

sur les côtés [1]. La salle à manger de Bellevue renfermait un buffet en forme de console, également flanqué de gradins [2]. Ces derniers morceaux présentent une frise caractéristique simulant des draperies en festons, un des ornements dont l'artiste a fait le plus souvent usage. Carlin est encore représenté au Louvre par une splendide gaine d'horloge en bois de couleurs venant des Tuileries, une petite table d'ébène qui porte la marque du château de Saint-Cloud, et un baromètre récemment entré au musée dans la donation Schlichting [3]. Le Conservatoire des Arts et Métiers montre de lui une autre boîte de régulateur datée de 1779.

Mme la baronne Salomon de Rothschild vient de léguer à nos musées nationaux une ravissante petite table, finement façonnée par Martin Carlin, en bois de rose et en porcelaine de Sèvres. Jusqu'ici nos collections publiques ne permettaient pas d'apprécier le talent avec lequel le maître créait ces œuvres de fantaisie. Elles furent une de ses spécialités. Nous savons qu'il en fournit plusieurs à la reine Marie-Antoinette, entre autres un pupitre à musique et une table à déjeuner qui ont été recueillis par le musée Victoria et Albert à Londres. Un cabinet en bois des Iles, pareillement orné de porcelaines peintes, figure dans les galeries d'Hertford House Le baron Edmond de Rothschild et Lady Carnarvon possèdent d'admirables pièces du même genre. Celle que reproduit notre planche IX faisait partie de la vente Jacques Doucet; elle y obtint une enchère de 60.500 francs.

Carlin exécuta aussi quelques ouvrages d'acajou. On en voyait un agréable spécimen dans une vente anonyme qui eut lieu à l'hôtel Drouot le 2 décembre 1910. C'était un secrétaire d'apparence assez banale, mais, l'abattant ouvert, ce meuble offrait l'aspect inattendu d'un petit bureau à cylindre sous un casier muni d'une porte coulissante.

CARPENTIER (Louis-Charles), menuisier attitré du duc Philippe d'Orléans [6], petit-fils du Régent, tenait à Paris, rue de Cléry, près du boulevard, une maison renommée pour les bois de lits et de sièges. Reçu maître le 26 juillet 1752 [7], il fut un des jurés de sa corporation de 1765 à 1767 [8]. Pendant qu'il remplissait ces fonctions, et sans doute avant d'appartenir à la maison du duc d'Orléans, Carpentier travailla pour le prince de Condé [9]. Le Palais-Bourbon l'hôtel de Lassay, les châteaux de Chantilly et de Vanves reçurent un grand nombre de ses ouvrages. Une partie d'entre eux furent exécutés sous la direction de l'architecte Bellissard, avec le concours du sculpteur Charles Lachenais. La collaboration de ces artistes produisit notamment, pour le salon de compagnie du palais Bourbon, une paire de très riches canapés sur les dossiers desquels se détachaient des figures chinoises vêtues de lambrequins à grelots [10]. En 1772, on plaça dans la même résidence un magnifique lit de noyer doré qui avait coûté deux ans de travail. Ce meuble glorifiait la mémoire du Grand Condé. Des trophées militaires et des mufles

1. Carle Dreyfus. *Ouv. cité*, no 78.
2. Id. *ibid.*, no 79.
3. Id. *ibid.*, nos 84, 135 et 136.
4. *Catalogue of the Jones Bequest, in the South Kensington Museum*, London, 1882; nos 629 et 729.
5. *Catalogue of the furniture... in the Wallace collection*. London, 1906, p. 339; gal. XIX, no 3.
6. *Annonces Affiches et Avis divers*, 1778, p. 1740.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
8. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 64.
9. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Ordonnances, pour le paiement des travaux du Palais-Bourbon* (1769-1774); *Compte général de la Construction du Palais-Bourbon* (1769-1773); *Registre des dépenses du Prince de Condé*, art. 1389, 1764-1771; *Reg. des Ordonnances pour Paris, Chantilly, Vanves*, 1767-1774.
10. Id. Carton AC. 6. *Mémoire de Sculpture... fait pour S. A. S. Mgr le prince de Condé...* par Lachenais, sculpteur... 1772.

de lions ornaient les traverses reliant des colonnes cannelées en spire. Au chevet, l'Immortalité, sous les traits d'une jeune femme, couronnait de lauriers un médaillon du vainqueur de Rocroy, tenu par un enfant qui symbolisait le génie de la guerre. Sur le dais, trois autres enfants portaient le blason du prince et des cartels à son chiffre [1]. — Carpentier concourut aussi à l'ameublement de nombreuses demeures seigneuriales, telles que le château d'Hénonville en Beauvoisis [2], de Vernie et de Ségrie dans le Maine [3]. Il paraît avoir succombé vers 1787.

Ce maître, qui signait **L. C. CARPENTIER**, a laissé des sièges d'un très beau caractère. Il est représenté au musée Jacquemart-André par une suite de huit fauteuils et deux bergères, à dossiers contournés et pieds fuselés, qui datent de la fin du règne de Louis XV. Deux autres mobiliers, que Champeaux signalait dans son livre sur *le Meuble* comme appartenant au baron d'Ivry, ont passé par héritage l'un chez Mme Henri Schneider, l'autre chez Mme la comtesse H. de Gontaut-Biron. Le musée des Arts décoratifs de Strasbourg possède un joli fauteuil, de forme peu commune, sur laquelle le maître a plusieurs fois imprimé son estampille. Notre planche X montre une autre production de son atelier qui figurait dans l'ancienne collection Alphonse Kann.

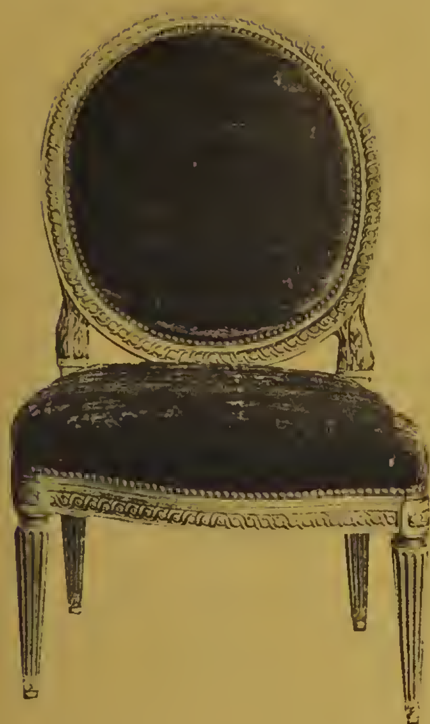
CARRÉ (L.-C.). — Le catalogue de la vente T. Broët (mai 1909) mentionne cette marque sur le canapé d'un beau mobilier de salon Louis XVI, ouvrage qui portait en réalité le poinçon de Louis-Charles Carpentier.

CASTRE, tourneur à Paris, rue des Cordeliers, est cité en 1781 dans l'*Almanach des Marchands du Royaume* « pour les chaises les plus à la mode ».

CATHERINET (JEAN-BAPTISTE), né en 1738 [4], passa maître menuisier à Paris le 11 décembre 1776 [5], fut député de sa corporation [6] et vécut au moins jusqu'en 1795 [7]. Établi rue du Faubourg-Saint-Antoine, il produisait des menuiseries ayant une certaine valeur artistique, comme des meubles d'église en chêne sculpté [8]. Je possède à la campagne une grande armoire de chêne, signée **J. B. CATHERINET**.

CAUMONT (JEAN), né en 1736 [9], gagna la maîtrise à Paris le 14 décembre 1774 et devint député ou conseiller de sa communauté [10]. Il tenait fabrique et magasin rue Traversière, dans la maison qui porta le n° 4 sous la Révolution [11]. A cette époque Caumont fit partie du comité de la section des Quinze-Vingts et fut élu juge de paix [12]. En 1794, le tribunal de commerce le

1. Arch. du Musée Condé à Chantilly, *loc. cit.*
2. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 168.
3. G. R. Esnault. *Dict. des Artistes et Artisans manceaux*, Laval, 1899, t. I, p. 111.
4. Arch. nat. Y. 13451, 29 oct. 1787.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. nat. H². 2118 (1782).
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 116, bilan du tap. Bigeon, 1777; cart. 48^A bilan du tap. Cl. Turpin, 1779. — *Livres de Commerce*. Reg. 372. Journal du tap. Turpin. — Id. Enregistrement. *Tables des Décès*, Q⁸. 51. Décès de sa femme, Louise Cornet, 6 pluviôse an III.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 11 juillet 1780.
9. E. Charavay. *Assemblée Electorale de Paris*, t. II, p. 43.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 74, bil. du tap. Brébant, 1789 ; cart. 116, bil. du tap. Bardeau, 1787. — *Livres de Commerce*. Reg. 2278, Journal de Frost et Cie ; Reg. 2441, Journal du tap. Bonnemain (1787), etc.
12. E. Charavay, *ouv. cité*, t. II, p. 43 et 520. — *Alm. royal des Tribunaux*, 1792. — *Alm. national*, 1793, p. 546.



LOUIS-CHARLES CARPENTIER.
Chaise en médaillon de bois doré.
(anc. coll. Alph. Kann.)



CLAUDE CHEVIGNY.
Bois de fauteuil, transition Louis XV à Louis XVI.
(Mobilier national).





MATHIEU-GUILLAUME CRAMER.
Bureau à cylindre en marqueterie, provenant du mobilier royal de Sardaigne.
(anc. coll. Eug. Kraemer).

désigna comme arbitre dans un procès intenté par l'ébéniste Cambier contre une marchande de meubles [1]. Il exerçait encore cinq ans plus tard [2].

Son estampille **J. CAUMONT** figure sur une console Louis XVI en bois sculpté et doré appartenant à notre Mobilier national. Toutes les autres pièces sur lesquelles on a trouvé cette empreinte sont des ouvrages en acajou ou en marqueterie, qui se distinguent souvent par une composition assez recherchée. Caumont faisait des tables de bois satiné massif, qu'il ornait de fines incrustations rappelant un peu les décorations peintes des ébénisteries anglaises [3]. M[me] Demachy possède de lui, au château d'Ognon, près Senlis, un secrétaire qui offre des motifs traités plus largement ; ce meuble porte sur l'abattant le dessin d'un bureau chargé d'instruments de musique au-dessous d'un dais à draperies.

CERCOUS travaillait sous le Consulat, dans la cour de la Juiverie, près des fossés de la Bastille. Il fournissait au commerce des bureaux étrusques, des consoles de style antique, des sièges à figures et à têtes de béliers [4]. Cet ébéniste ouvrit ensuite un magasin rue du Faubourg Saint-Antoine et l'exploita jusqu'à la fin du règne de Louis XVIII [5].

CERCUEIL (JOSEPH), menuisier parisien, prit rang de maître le 23 janvier 1787, après avoir été pendant dix ans « agrégé » à la corporation [6]. Il habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, faisant des bois de sièges, des cadres et des moulures sculptés [7]. Son atelier ne semble pas avoir survécu à la Révolution.

CHANTEREAU (JEAN-CHARLES), né en 1735 [8], devint maître menuisier-ébéniste à Paris le 29 octobre 1772 [9] ; il demeura rue Bourbon-le-Château, derrière l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, entre 1781 et 1790. Durant cette période, il fit paraître de nombreuses réclames pour des chaufferettes de son invention, qu'il confectionnait en chêne, en noyer et en acajou [10].

CHARDIN (JEAN), billardier du roi Louis XIV, faisait partie de la jurande des menuisiers de Paris en 1701 [11]. Après avoir résidé rue de Seine, il se fixa rue Princesse, au coin de la rue du Four, où il vivait encore vers 1730 [12]. Fournisseur ordinaire du Garde-meuble et des Menus-Plaisirs, ce fabricant exécuta pour les maisons royales nombre de beaux billards, dont plusieurs en bois d'ébène [13]. Il fut le père du célèbre peintre Siméon Chardin. Un autre de ses fils JUSTE, lui succéda comme billardier royal. Celui-ci, né en 1703 [14], reçu maître le 31 décembre, 1734 [15], devint juré de sa communauté en 1739 [16], et principal de ce corps en 1765 [17]. Les billards

1. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 20, 23 nivôse an III.
2. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts. N° 1, 22 fructidor VIII.
3. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 290 et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs X. 45).
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869, Journal du tap. Bonnichon, ans XI à XIII; Reg. 4275, Journal du tap. Decors, an XIV. — *Bilans*, cart. 94. Bil. du march. Mennesson, an XI ; cart. 96, bil. du tap. Bonnet, an XII, etc.
5. *Alm. du Commerce*.
6. *Liste générale des Maîtres Menuisiers-Ebénistes de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. Y. 14429, 24 avril 1781. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 878. Journal des frères Presle, tap. (1778-1779). — Id. Consulat. *Rapports*, cart. 13, 3 fév. 1783.
8. Arch. nat. Y. 14105, 26 juin-2 juillet 1777.
9. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
10. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1781, p. 2526 ; 1786, p. 3396 ; 1787, p. 3364 ; 1789, p, 775 ; 1790, p. 408 etc.
11. *Continuation du Traité de police*. Paris, 1722-1728, t. IV, p. 119 et suiv.
12. Jal. *Dict. crit. de biographie et d'histoire*. Paris, 1872, p. 363.
13. Arch. nat. O[1]. 3309 et suiv. — O[1]. 2853, fol. 283 ; O[1]. 2854, fol. 68, etc.
14. Arch. de la Seine. Enregistr. *Tables des Décès*. Q[8]. 65, 24 therm. an II.
15. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
16. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324, 4 août 1739.
17. Id. *ibid.* Y. 9328. 1[er] août 1765.

qu'il livrait au Garde-meuble étaient bâtis en chêne de Hollande, « sec au moins de quarante ans » ; ils avaient une longueur d'environ quatre mètres et reposaient sur quinze pieds en colonnes[1]. On peut voir plusieurs dessins de ces sortes de meubles dans les œuvres gravées de Lalonde[2]. Juste Chardin faisait à l'occasion d'autres ouvrages d'ébénisterie, car un de ses mémoires mentionne « 21 tables ambulantes, toutes de bois de noyer, garnies d'écritoire, encrier et poudrier de cuivre, avec un bouton de fer à chaque pied en place de sabot »[3]. Le nom de ce fournisseur reparaît régulièrement dans les comptes royaux jusqu'en 1776, date à laquelle Chardin cessa de travailler pour la Cour. Il s'éteignit à quatre-vingt-onze ans, le 11 août 1794, rue Révolutionnaire[4] (ci-devant Princesse), dans la maison qu'il habitait depuis son enfance et qu'il avait achetée en 1747 au marquis de Boulard[5].

CHARLES (Claude), devenu maître menuisier à Paris le 21 février 1738[6], demeura rue d'Argenteuil, puis rue des Rosiers-Saint-Germain, jusqu'à la fin du règne de Louis XV[7]. D'après une annonce parue dans les *Petites Affiches* en 1756, il fabriquait une sorte de « lit de camp qui se montait en deux minutes et coûtait six louis, bien conditionné et renfermé dans un sac, avec un tabouret brisé et une table[8] ».

CHARRIER (André), né en 1753[9], exerça rue de Charenton en vertu des privilèges du faubourg Saint-Antoine, et travailla très activement pour le commerce. En juillet 1790, le tapissier Poly devait à cet ébéniste plus de douze mille livres[10].

CHARTIER (Jacques-Charles-Denis), ayant passé maître à Paris le 31 mai 1760[11], exploita un fonds de marchand ébéniste-miroitier rue Saint-Antoine, près de la rue Royale (aujourd'hui de Birague). En 1775, il fournit à M. Delahante, fermier général, une suite de six meubles, — deux consoles, deux encoignures, une table demi-ovale et une table à déjeuner, — tous en bois de rose et de violette, garnis de jolies frises en bronze doré à fleurs et rosaces. Ces pièces, conservées dans la famille de leur premier possesseur, ont figuré à l'Exposition centennale de 1900[12]. Jacques Chartier mourut avant 1782, date à laquelle sa veuve continuait de tenir le magasin de la rue Saint-Antoine[13].

Etienne-Louis, sans doute fils du précédent, reçu maître ébéniste le 11 avril 1781[14], s'établit fabricant et marchand de meubles rue Neuve-des-Petits-Champs ; il y demeura jusqu'à la Révolution. On le retrouve ensuite marchand-tapissier rue de la Tonnellerie, d'où il disparut vers 1804[15].

1. Arch. nat. O[1]. 3312 et suiv. ; O[1]. 3543 ; O[1]. 3616 à 3625.
2. *Neuvième Cahier de meubles...*, pl. 1 à 5.
3. Id. O[1]. 3618, 1 (1766).
4. Arch. de la Seine. Enregist. *loc. cit.* — *Annonces, Affiches et Avis div.* an II, p. 8876.
5. Cf. *Bulletin de la Soc. hist. du VI[e] arr. de Paris*, t. II, p. 142 et suiv.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
7. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 69.
8. H. Havard, *Dict. de l'Ameublement*, t. III, col. 426.
9. Arch. nat. Y. 14112, 9 avril 1782 (sous le nom d' « André Charnier »).
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 78, bil. du tap. Poly, 5 juillet 1790.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrisés*. Y. 9328.
12. M. Delahante. *Une famille de financiers sous l'Ancien Régime.* — *Catalogue de l'Exp. Centennale de 1900*, p. 56, n° 19.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1782, p. 1204.
14. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
15. *Alm. du Commerce* (Tapissiers).

CHAUMONT (BERTRAND-ALEXIS), né en 1741 [1], gagna la maîtrise à Paris le 15 juillet 1767 [2] et travailla rue de Charonne au moins jusqu'en 1790 [3]. Il faisait des petits meubles en bois de rose, et notamment des tables chiffonnières montées sur roulettes [4].

CHAVIGNEAU (VICTOR-JEAN-GABRIEL), né en 1746, mort à Paris le 29 mars 1806 [5], avait son atelier dans la cour Saint-Joseph, rue de Charonne. D'abord ouvrier libre, puis agrégé pendant dix ans à la communauté des menuisiers parisiens, il passa maître ébéniste le 23 janvier 1787 [6]. On le trouve cité en 1791 sur la liste des patriotes qui, « ne pouvant voler au secours des frontières », voulurent contribuer à la défense nationale au moyen d'une souscription [7]. — Après lui sa maison fut conservée par sa veuve, Marie-Catherine Zendre (1755 ✝ 1812) [8], et par son fils qui exécuta pour le Garde-meuble impérial des tables à manger en bois de noyer [9].

CHAZERET (ÉTIENNE), menuisier-tourneur, établi à Paris, rue de Cléry, sous le Directoire, fabriqua spécialement des meubles en merisier. Avec ce bois il confectionnait des commodes, des secrétaires, des bureaux, des tables de nuit à cylindre, ainsi que des lits, fauteuils, chaises et tabourets [10]. Écrasé par ses charges de famille, — car le ciel l'avait gratifié de douze enfants, — il fit faillite en 1802 [11].

CHENAUX (PAUL) exploita un atelier de menuisier en meubles comme artisan libre, d'abord rue de Charonne (1783) [12], puis rue Saint-Nicolas. Il produisait des lits et des sièges de luxe que décorait le sculpteur Chapelle. Ses talents furent employés par le duc de Phelypeaux, fils du ministre de Louis XV. Après avoir été plusieurs fois en butte aux vexations des jurés-menuisiers, il cessa son commerce en octobre 1786 [13].

CHÊNEAUX (JACQUES) [14], menuisier en meubles à Paris, reçu maître le 24 mai 1756, demeurait rue du Bout-du-Monde, où il avait succédé à son père NICOLAS [15]. Il mourut vers 1782 [16]. Deux jolies chaises cannées portant la marque **I. CHENEAUX** faisaient partie de l'ancienne collection Doistau. Un fauteuil de bureau Louis XVI, frappé de cette estampille, figure au musée des Arts décoratifs de Strasbourg.

CHENÈDRE. *Voy.* Schneider.

CHENEVAT (JACQUES), devenu maître menuisier à Paris le 6 décembre 1763 [17], s'établit fabricant de bois de lits et de sièges, rue de Cléry, à *la Croix d'or* [18], d'où il disparut moins de dix

1. Arch. nat. Y. 14427, 3 sept. 1779.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 18 sept. 1790, p. 3464.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain (1783-1784). — Cf. Id. *Bilans*, cart. 42, bilan du m^e et march.-ébén. J.-F. Coulon, 1774; cart. 115, bil. de Tricot-Ferrin, march.-tap. à Versailles, 1777, etc.
5. Id. Enregist. *Tables des décès*. Q^8. 61.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
7. Ch. L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*. Paris, 1899, t. I, p. 95.
8. Arch. de la Seine. Enregist. *loc. cit.* Q^8. 365, 1er mars 1812.
9. Arch. nat. O^2. 513.
10. Arch. de la Seine, *Livres de Commerce*. Reg. 3899. Livre-journal de Chazeret.
11. Id. *Bilans*, cart. 88, 17 nivôse VIII; cart. 91, 4 floréal X.
12. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1783).
13. Id. *Bilans*, cart, 68, 4 oct. 1786 et *Livres de Commerce*, Reg. 4280.
14. Dans les documents contemporains, ce nom est écrit « Chesneau », « Chesnot », « Chenaut », etc.
15. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328. — Cf. Y. 12394, 7 mai 1741.
16. Son nom figure encore sur le tableau de la communauté qui parut à cette date, mais il dut succomber peu après la publication de cette liste : sa veuve décéda en juillet 1783 (*Ann. Aff. et Avis div.* 1783, p. 1678).
17. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
18. Id. Y. 13669. Scellés après décès du m^e men. J.-A. Gauthier, 4 juin 1767.

ans plus tard. On lui doit de bons ouvrages signés **I. CHENEVAT**, parmi lesquels une suite de six chaises en bois sculpté et doré, à décor de fleurs et rocailles, qui parurent à l'une des ventes Lelong en 1903.

CHERÉ (BENOIT) n'était pas, comme on l'a dit, un ébéniste, mais un marchand-bijoutier du temps de Louis XV, qui tenait boutique à Paris, quai des Orfèvres, sous l'enseigne du *Christ d'or* [1]. Comme beaucoup de ses confrères, il vendait des meubles précieux en même temps que des objets d'art et de curiosité. Au mois de novembre 1741, Cheré fournit à la Maison du Roi, pour les présents diplomatiques, un médaillier en bois d'amarante, plaqué à compartiments et enrichi de bronzes dorés, qui lui fut payé 240 livres [2].

CHEVALIER (JEAN-ÉTIENNE) exploitait, dans les dernières années du XVIIIe siècle, rue du Faubourg Saint-Antoine, no 266, un atelier assez important qui produisait des tables à jeu de bouillotte et autres ouvrages en acajou [3]. Sa maison est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1808.

CHEVALIER (MICHEL), maître ébéniste à Grenoble, florissait entre 1691 et 1720, date probable de sa mort. Il était le beau-père de l'ébéniste Thomas Hache [4].

CHEVALLIER *l'Aîné* (JEAN-MATHIEU CHEVALLIER, dit), notable fabricant et marchand de meubles à Paris, né en 1696 [5], mort en 1768 [6]. Lorsque la maîtrise lui fut conférée le 5 mars 1743 [7], il tenait déjà un magasin d'ébénisterie rue de Grenelle, près de la fontaine de Bouchardon, sous l'enseigne parlante : *A la Croix de Chevalier* [8]. Il donna dans la suite une grande extension à son commerce [9], eut des relations d'affaires avec André-Charles Boulle [10], l'un des fils du célèbre ébéniste, et concourut à meubler l'hôtel du duc de Talmont [11], ainsi que le château de Vilgénis acheté en 1744 par Mademoiselle de Sens [12]. Après une honorable carrière, il s'éteignit dans sa soixante-treizième année, ayant travaillé jusqu'à ses derniers jours. Son atelier disparut avec lui, mais le magasin fut conservé par sa veuve, Agnès Denié, qui ne mourut que huit ans plus tard [13].

Ce maître signait **I. M. CHEVALLIER**, bien qu'il écrivît son nom : *Chevallié*. Il est représenté au musée des Arts décoratifs par un petit secrétaire droit, en bois de placage, production d'ailleurs peu saillante de sa vieillesse. On connaît de lui quelques jolies tables, dont un spécimen faisait partie de l'ancienne collection Jacques Doucet [14]. Une superbe commode de cet ébéniste, en marqueterie à fleurs, richement ornée de bronzes à rocailles, dragons et magots, figurait en 1905 dans la vente Cronier, où elle obtint une enchère de 45.000 francs.

1. *Alm. Dauphin*, 1772 et années suiv.
2. Arch. du Ministère des Aff. Étrangères. *24e reg. des Présens du Roy*, 21 nov. 1741.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 94, bilan du tap. Decors, 12 prairial XI ; cart. 96, bil. du tap. Bonnet, 10 brumaire XII ; cart. 102, bil. du march. Mennesson, 20 frimaire XIV. — *Livres de Commerce*. Reg. 2976, Journal du march. Trintzius, an X.
4. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, 1887, p. 95 et 172.
5. Arch. nat. Y. 10988, 19 avril 1742.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 7 mars 1768, p. 201.
7. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325.
8. Id. Y. 10988, *loc. cit.* V. aussi : Y. 14108, 16 sept. 1747. — *Annonces*, etc., 1776, p. 404.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 2, bilan du tap. Anjubaut, 1740 ; cart. 3, bil. du tap. Deshayes à Versailles, 1742 ; cart. 18, bil. du tap. Caprez, 1759 ; cart. 27, bil. du tap. Pousse, 1768.
10. Arch. nat. Y. 13222, Scellés après décès de l'ébén. André-Charles Boulle, 28 juillet 1745.
11. Id. Y. 13385, Scellés après décès du duc de Talmont, 20 nov. 1759.
12. Arch. du Musée Condé à Chantilly. (Communication de M. G. Macon).
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 404.
14. Vente J. D... à Paris, 17 mai 1906, no 161.

CHEVALLIER *le Jeune* (CHARLES CHEVALLIER, dit), né vers 1700, mort à Paris le 4 février 1771, était frère du précédent et gendre de l'ébéniste Gaspard Coulon [1]. Reçu maître avant 1738, il devint en 1744 juré de sa communauté [2]. Charles Chevallier demeurait rue du Bac, entre les rues de Grenelle et Saint-Dominique, dans le voisinage du couvent des Dames de Sainte-Marie [3]. Il eut de la vogue [4], et l'*Almanach d'Indication... ou du Vrai mérite* le mentionnait en 1769 parmi les principaux artisans de son métier. A sa mort, on inventoria dans son magasin beaucoup de meubles « de bois des Indes à fleurs », avec des ouvrages « de laque et façon de laque », qui furent dispersés aux enchères en avril 1772 [5]. Ses travaux sont marqués : **C. CHEVALLIER**. Mme la comtesse Henri de Gontaut-Biron possède un gracieux chiffonnier en bois de rose, qui porte cette estampille et provient de l'ancien mobilier du château d'Hénonville en Beauvoisis.

CHEVALLIER (ANTOINE-MATHIEU CRIARD, dit). *Voy.* Criard.

CHEVIGNY (CLAUDE), devenu maître menuisier à Paris le 17 avril 1768 [6], exerça rue de Cléry jusqu'à la Révolution et se distingua dans la fabrication des sièges de luxe [7]. Il fit d'admirables ouvrages pour le duc de Choiseul à Chanteloup. De cette demeure provient un mobilier de salon signé **C. CHEVIGNY**, qui orne aujourd'hui l'hôtel de la Chambre de commerce de Tours. L'ensemble se compose d'un canapé, deux bergères, huit grands fauteuils, huit fauteuils plus petits, quatre chaises et un écran, richement sculptés à décor d'entrelacs et finement dorés [8]. Au château de Modave, en Belgique, se trouvent des sièges analogues que Chevigny exécuta pour la famille de Montmorency [9]. D'autres, de différents modèles, sont conservés, depuis la fin du règne de Louis XV, au château de La Roche-Guyon dans le Vexin. Parmi ces dernières pièces, on remarque une suite de fauteuils à contours mouvementés, sur des pieds en colonnes que terminent de larges palettes rondes, d'une invention singulière, ayant pour objet de prévenir l'usure des tapis. Le Mobilier national renferme plusieurs ouvrages de ce maître [10]. L'exemplaire que représente notre planche X a fait partie de l'ancien ameublement du palais de Fontainebleau.

CHIPPENDALE (THOMAS) [11], le plus célèbre des ébénistes anglais, naquit au comté de Worcester vers 1718 et fut inhumé à Londres le 13 novembre 1779. Il était fils d'un artisan qui pratiquait à la fois la menuiserie et la sculpture. Dès son enfance, son père l'avait amené à

1. Granges de Surgères. *Les Artistes français des XVIIe et XVIIIe siècles*, p. 46. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 11 fév. 1771, p. 112.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325, 4 août 1744.
3. Id. Y. 14015, 7 juillet 1740 ; Y. 14087, 3 août 1760.
4. Id. Y. 13230. Scellés après décès de la marquise de Feuquières, 3 avril 1743. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 2, bilan du march. mercier Aujubaut, 1740 (sous le nom de Chevallier jeune) ; cart. 14, bil. du tap. Templeux, 1756. — Id. *Livres de Commerce*. Reg. 3578. Journal du tap. Massé (1769), etc.
5. *Annonces*, etc., 1772, p. 260.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 47^A, bil. du tap. David, 1778 ; 48^A, bil. du tap. Beury, 1780 ; cart. 52, 65, 68^A, bilans de la veuve Migeon (1779-1786), cart. 52, bil. du tap. Barbeillon, 1780 ; cart. 75, bil. du tap. Bonnemain jeune, 1789 ; cart. 76, bil. du tap. Muret, 1789, etc.
8. L. Palustre. *Album de l'Exp. rétrospective de Tours, 1890*. Tours, 1891 (reprod.).
9. Id. *ibid.*
10. Ern. Dumonthier, *Le Mobilier national, Bois de sièges*, Paris, t. I, pl. 35.
11. BIBLIOGRAPHIE : John Aldam Heaton. *Furniture and Decoration during the XVIIIth cent.* London, 1889 ; — K. Warren Clouston. *The Chippendale Period in English Furniture*, London, 1897 ; — J. Munro Bell. *Chippendale, Sheraton and Hepplewhite*, 1900.— P. Mac-Quoid. *History of English Furniture*, 1904, t. III. — R.-S. Clouston. *English Furniture of the XVIIIth cent.* ; — Constance Simon. *English Furniture Designers*, 1907 ; — Cezcinsky. *Engl. Furniture of the XVIIIth cent.*, 1909. — *Dict. of National Biography*, 1908, t. IV, p. 259 ; — J.-G.-J. Penderel-Brodhurst, *Chippendale*, dans *The Encyclopædia britannica*, 11e éd., t. VI, p. 237 ; — Thieme et Becker. *Allgemeines Lexicon der Bildenten Künstler*, Leipzig, t. VI, p. 513-514, etc.

Londres où il se maria en 1748, puis s'installa dans Conduit-street, Long-Acre. Ses talents lui acquirent bientôt une brillante réputation, surtout comme sculpteur de sièges. Avant 1753, il vint se fixer au centre de la ville, à Saint-Martin's lane, et y monta de vastes établissements qui comprenaient un atelier pour vingt-deux ouvriers avec des magasins occupant trois immeubles. Le feu les détruisit en partie le 4 avril 1755, mais cet accident n'arrêta pas la prospérité croissante de l'entreprise. Chippendale venait de grandir sa renommée par un recueil de dessins qui donnait au public un aperçu de ses travaux. *The Gentleman's and Cabinet-maker's Director*, dédié au prince Guillaume-Henry, obtint le plus éclatant succès et ouvrit à son auteur les portes de la Société royale des Arts. La première édition, parue en 1754, fut suivie d'une seconde en 1759, puis d'une troisième en 1762, comportant des additions et des variantes qui tenaient compte des changements de la mode. La liste des souscripteurs imprimée en tête de ce livre montre que le maître avait une très large clientèle. Parmi nombre de seigneurs qui l'employaient à cette époque, on peut citer les ducs de Portland et de Northumberland, le comte de Dufferies, lord Morton, lord Poulett, lord Pembroke et sir Ed. Lascelles, le futur comte d'Harewood. Au mois de janvier 1766, la mort de son associé, James Rannie, obligea Chippendale à liquider ses marchandises en vente publique [1]. Depuis lors, il conserva seul les ateliers et magasins de Saint-Martin's lane, qu'il céda douze ans plus tard à son fils. Sa santé devait déjà être chancelante quand il abandonna la direction de sa maison, car il succomba peu après.

Le nom de cet artiste est resté populaire. Les Anglais s'en servent pour désigner, dans l'histoire de leur mobilier, une période qui s'ouvre sous le règne de George Ier, vers 1725, et qui se prolonge durant une quarantaine d'années, jusqu'au temps où triompha l'influence de l'architecte Robert Adam. On connaît le curieux ameublement alors en faveur dans le Royaume-Uni. Il présentait d'abord ce caractère distinctif d'être presque tout entier fabriqué en acajou, avant que l'emploi de ce bois n'eût commencé à se répandre sur le continent ; il réunissait en outre des pièces fort disparates. Beaucoup d'entre elles se rattachaient aux traditions hollandaises introduites en Angleterre par Guillaume d'Orange : c'étaient des meubles d'aspect un peu froid, mais d'une agréable netteté, et des sièges robustes au dossier à jour, avec des pieds courbes s'épatant à la base ou se terminant par des griffes posées sur une boule. D'autres sièges, ainsi que des tables, des vitrines, des étagères, pastichaient les formes anguleuses et déchiquetées du style chinois. Enfin l'art du Moyen Age, qui gardait au delà de la Manche de fervents admirateurs, inspirait des productions pseudo-gothiques, non sans analogie avec celles que le romantisme fit éclore en France aux alentours de 1830. Certes l'idée n'est pas blâmable d'avoir groupé toutes ces sortes d'ouvrages sous la dénomination du plus grand ébéniste de l'époque. Encore faut-il remarquer que celui-ci ne prit aucune part à leur invention et les trouva en pleine vogue lorsque s'ouvrit sa carrière. Bien plus : voulant faire œuvre de novateur, Chippendale fut

1. « To be sold by auction by Mr Previl some time this month on the Premises in St Martin's Lane : All the genuine stock in trade of Mr. Chippendale and his late partner Mr. Rannie, deceaded, Cabinet-Makers, consisting of a great variety of fine Cabinet work, chairs, and a parcel of fine seasoned feathers, Mohagany and other woods ; the business to be carried on in the future by Mr. Chippendale on the Premises upon his own Account ». — *Public Advertiser*, 3d March 1766.

amené presque aussitôt à dégager sa manière des formules déjà vieillies et à préconiser un tout autre style que celui auquel on attache son nom.

Il en tira les éléments de notre art Louis XV. Ce goût avait déjà conquis tout le reste de l'Europe ; seuls les Anglais étaient restés insensibles à ses séductions par orgueil national et par hostilité politique. Cependant, depuis la paix de 1748, leur animosité contre la France s'atténuait peu à peu et les conjonctures semblaient favorables pour les amener à la mode universelle du « rococo ». Chippendale s'y employa avec d'autant plus de zèle que le genre se prêtait à une ornementation luxuriante et lui permettait de faire briller davantage ses talents de sculpteur. On trouve dans son album des exemples nombreux d'ouvrages soi-disant « français » ; plusieurs se présentent même sous des appellations françaises, notamment une chaise-longue baptisée du nom suggestif de *péché-mortel*. Dire que ces compositions sont fort médiocres serait les juger avec indulgence. Elles ne valent guère mieux que celles imaginées vers la même époque en Allemagne ou en Italie. Comme la plupart des étrangers, Chippendale semble avoir fort mal compris le style qu'il prétendait imiter : il n'en saisissait pas l'esprit subtil, la grâce riante, le charme voluptueux, et n'en voyait que le côté fantasque et maniéré qu'il exagéra jusqu'à l'absurde. Ses commodes pataudes, ses consoles surchargées de sculptures hétéroclites, ses sièges tordus en tous sens et qui ne semblent tenir debout que par miracle suffiraient à faire prendre en horreur le goût dont ils se réclament. L'artiste s'est montré plus heureux dans ses tentatives pour rajeunir l'aspect du mobilier anglais en s'inspirant discrètement des nouvelles tendances. Les modèles qu'il dessinait dans les formes en usage avant lui ont une souplesse, une légèreté jusqu'alors inconnues. Sans rien perdre de leur caractère original, ils se parent de riches moulures, de coquilles, de rinceaux, de fleurs, et leurs pieds, plus mollement cambrés, finissent en volutes à la manière française. Certaines chaises que le dessinateur a conçues suivant ces principes, en découpant sur toute la hauteur de leurs dossiers des nœuds et des flots de rubans, sont des créations de la plus aimable fantaisie. L'engouement de Chippendale pour le genre Louis XV le poussait même à introduire des rocailles dans ses ouvrages chinois, et jusque dans ses cabinets et ses buffets gothiques, où ils produisent — on le devine — un effet assez imprévu.

Toutefois, malgré les efforts de ce maître et de son école, le « rococo » ne réussit pas à s'implanter en Angleterre. Il y arrivait trop tard. Au même moment, la découverte des ruines de Pompéï excitait une émotion intense chez les savants et les artistes ; leur enthousiasme allait bientôt gagner les salons et révolutionner la mode dans l'Europe entière, imposant partout à l'architecture, à la décoration, au mobilier, un style imité de l'art gréco-romain. Dès 1762, Chippendale composait, pour la troisième édition de son livre, plusieurs modèles dans le goût antique, et, durant le reste de sa période d'activité, il produisit le plus souvent des travaux de ce genre.

Malheureusement son œuvre n'est guère connue que par ses dessins. Comme tous les ébénistes anglais, il négligeait de signer ses meubles, de sorte qu'on n'a pu identifier avec certitude que fort peu de pièces faites sous sa conduite. Le château de Rowton, dans le Shropshire, en conserve plusieurs, qui sont accompagnées de factures attestant leur provenance. Lord Saint-

Oswald possède à Nostell-Priory, près de Wakefield, des sièges, des cadres, une gaine de baromètre en tulipier et un important bureau d'acajou que Chippendale exécuta pour cette demeure. Une autre résidence du comté d'York, Harewood-House, renferme des ouvrages plus nombreux fournis à sir Ed. Lascelles entre 1762 et 1774. Nous savons que ceux-ci furent presque tous dessinés par Robert Adam ; mais divers morceaux de sculpture ont certainement été imaginés par l'ébéniste lui-même, entre autres des cadres à rocailles et une grande console ornée de dauphins.

THOMAS *junior*, fils du précédent, lui succéda en 1778. Il exploita d'abord l'établissement de Saint-Martin's lane en société avec un sieur Th. Haig qui avait été longtemps comptable chez son père et qui vécut jusqu'en 1803. Dans la suite, Chippendale fils transféra la maison à Haymarket; il ne renonça au commerce que peu avant de mourir en décembre 1822. Ce fabricant travailla pour David Garrick à Londres [1], pour lord Townshew à Raynham-Hill, et a laissé au château de Stourhead, dans le comté de Wilts, de fort bons ouvrages datant de la première période de sa carrière industrielle. On lui doit un livre d'ornements qu'il publia en 1779 et dont il avait gravé lui-même les planches. Peintre de talent, il exposa plusieurs fois aux Salons de Londres vers la fin du XVIIIe siècle. Il faisait partie comme son père de la Société royale des Arts.

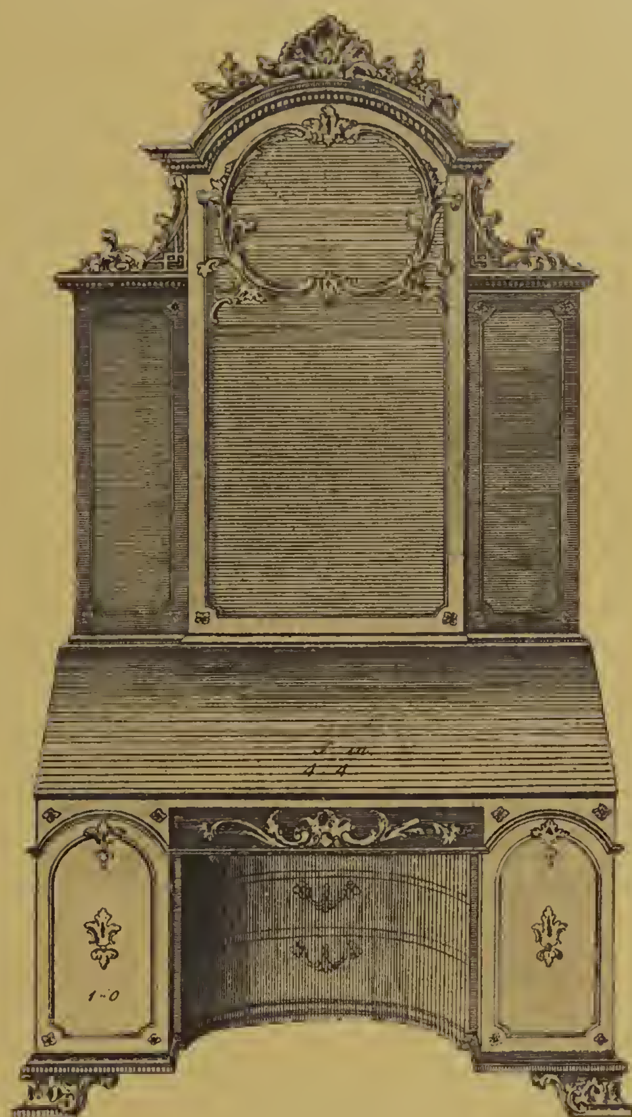
CHIROFLET exploitait sous le Consulat une fabrique de meubles à Paris, dans le faubourg Saint-Denis, rue Neuve-Saint-Jean, n° 21. Cet industriel prit part à l'Exposition de l'an IX, où l'on voyait des « chaises, fauteuils, lits en acajou et autres bois » provenant de sa manufacture [2].

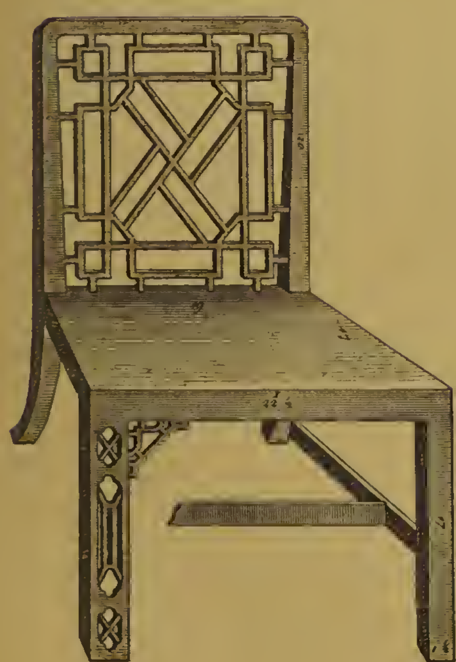
CHOQUET (CLAUDE) était ébéniste du Roi et du duc d'Orléans en 1723, lorsqu'il maria sa fille Marie-Anne, âgée de vingt-deux ans, à J.-B. Belin de Fontenay, habile peintre de fleurs [3]. Un autre membre de sa famille, CLAUDE-JULIEN, né en 1696, devint maître menuisier-ébéniste avant 1738 et mourut à Paris, rue de Beauvais, le 17 mars 1764 [4]. J'ai relevé la marque **CHOQUET** sur une grande commode en tombeau, dans le style de la Régence.

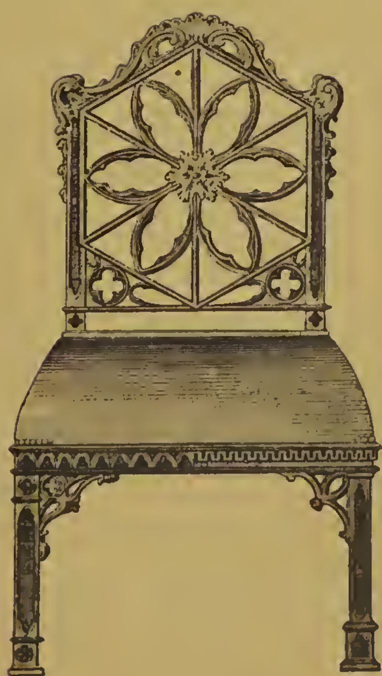
CHOLLOT (EDME), menuisier parisien, né vers 1695 [5], reçu maître en 1723, exerça rue des Gravilliers jusqu'en sa quatre-vingtième année [6]. Il a signé de jolies consoles à décor de fleurs et rocailles.

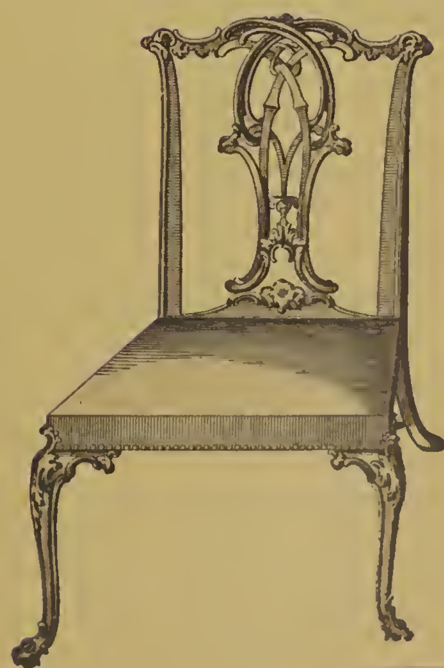
CIMETIERE (JACQUES-FRANÇOIS), l'un des Vainqueurs de la Bastille, était un ouvrier ébéniste du faubourg Saint-Antoine, qui abandonna ensuite sa profession pour s'établir marchand-limonadier rue de Charonne [7]. En 1792, il avait le grade de lieutenant à la 35e division de gendarmerie [8].

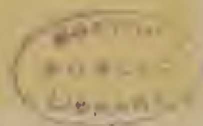
1. *Accounts of Chippendale, Haig and Co, for the furnishing of David Garrick's house in the Adelphi.* London, 1920.
2. *Catalogue de la Seconde Exposition publique des produits de l'Industrie française.* An IX, p. 8.
3. Jal. *Dict. crit. de biographie et d'histoire*, Paris 1872, p. 183 et 393.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers.* 1764, p. 228.
5. Arch. nat. Y. 15068, 13 mai 1765.
6. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 69.
7. Arch. nat. T. 514; 1. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 451 ; — Cf. A. de Champeaux, *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor, X, 45).
8. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 245.











THOMAS CHIPPENDALE

Dessins d'un bureau à bibliothèque et de sièges en différents genres, d'après des planches du *Cabinet Maker's Director* (1754-1762).

CLAISE (Pierre-Sébastien), maître ébéniste à Paris, rue Saint-Roch, expertisa en 1743 les marchandises dépendant de la succession de son confrère Burgevin [1].

CLÉMENT (Jacques-Marie), né à Paris en 1762, était compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part à l'assaut de la Bastille. Il pénétra l'un des premiers dans la vieille forteresse, mais eut un œil crevé dans la bagarre, probablement par la maladresse d'un frère d'armes. Volontaire soldé en 1790, puis incorporé dans la 35e division de gendarmerie, Clément vécut jusque sous le règne de Louis-Philippe et obtint en 1833 la pension de 250 fr. accordée aux anciens héros du Quatorze-Juillet [2].

CLÉRET (Pierre), passé maître menuisier à Paris avant 1738, exerça rue Saint-Nicolas jusque vers la fin du règne de Louis XV [3]. Il faisait des cadres et des petits meubles, tels que des étagères d'angle, en bois vernis imitant les laques de Chine. On connaît des productions de ce genre, signées **P. CLERET**.

COBB, ébéniste et tapissier à Londres, 72, Saint-Martin's lane, devint au début du règne de George III un des fournisseurs ordinaires de la cour britannique [4]. Il passe pour avoir mis à la mode dans son pays le genre de table à mécanisme élévatoire auquel fut donné en France le nom du docteur Tronchin [5]. Un auteur qui écrivait en 1828 nous a conservé un amusant croquis de ce personnage : « Cobb, dit-il, était peut-être un des hommes les plus orgueilleux de l'Angleterre. On le voyait toujours vêtu d'une manière aussi coûteuse que magnifique; c'est ainsi qu'il se pavanait dans son atelier pour en diriger les travaux [6] ».

COCHET. *Voy*. Choquet.

COCHOIS (Charles-Michel), maître et marchand ébéniste à Paris, décéda le 1er février 1764 [7], rue des Petits-Carreaux, où il se trouvait établi depuis une trentaine d'années [8]. Il a laissé son estampille **C. M. COCHOIS** sur de gracieux ouvrages se rattachant encore au style de la Régence, comme une petite table-bureau, en marqueterie de bois satiné, garnie d'ornements à rocailles et de chutes à têtes de femme, ayant figuré dans l'ancienne collection Aubert [9].

COCHOIS (Jean-Baptiste) faisait commerce de meubles à Paris, rue Coquillière, près de l'hôtel de Laval, quand il devint maître ébéniste le 22 décembre 1770 [10]. Plus tard, il habita rue Saint-Honoré, dans le voisinage de l'Oratoire [11], et, en dernier lieu, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 45, où il mourut en 1789 [12]. Ce fabricant se fit connaître par des ouvrages de luxe et de fan-

1. Arch, nat. Y. 11161, 2 juillet 1743.
2. Pierre Hugues. *Les derniers Vainqueurs de la Bastille* dans la *Revue Hebdomadaire*, 15 juillet 1911, p. 394; — J. Durieux, *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 49; — Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nat. pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 92.
3. Arch. nat. Y. 10990, 18 juin 1747; — Y. 15056, 14 nov. 1752; — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 35, bilan du tap. P. Saint-Gilles, mai 1772.
4. Record Office à Londres, *The Miscellaneous Accounts*, vol. 453-454 (1760 à 1763).
5. Constance Simon. *English Furniture Designers of the XVIIIth cent.* London, 1907.
6. J.-F. Smith. *Nollekens and his Time.*
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1764, p. 108.
8. Arch. nat. Y. 14015, 20 nov. 1737, 24 fév. 1740; Y. 14075, 21 juillet 1749, etc.
9. Vente de M. X... à Paris, Gal. G. Petit, 4 juin 1921, n° 53. — Ce meuble avait paru à la vente Alph. Kann, 8 déc. 1920, n° 309.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
11. *Journal de Paris*, 25 août 1780.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 24 sept. 1789, p. 2727.

taisie. Une annonce publiée dans le *Journal de Paris* du 9 juin 1778 invitait les amateurs à voir dans son magasin un lit à la duchesse qu'il venait d'exécuter pour un riche seigneur étranger. L'*Almanach sous verre* de 1783 signalait ses « jolis meubles changeants », tels qu'une sorte de chiffonnière qui devenait table de nuit, chaise d'aisance et bidet [1]... On trouvait chez lui des secrétaires déguisés en commodes; des tables mécaniques formant pupitre pour écrire debout; d'autres à plusieurs fins avec tapis de jeu, tric-trac et damier; des bureaux dits *à bascule* ou *à culbute* dont la partie supérieure se renversait sous la ceinture. Il vendait aussi des nécessaires de toilette et des articles de tabletterie [2].

COCHOIS (JEAN-CHARLES), demeurant à Paris, rue des Tournelles, sous le Consulat, produisait des sièges en acajou sculpté, ainsi que des commodes, secrétaires, consoles, bonheur-du-jour et athéniennes dans le goût antique, garnis de bronzes qu'il faisait ciseler par Tinot et dorer par Gobert. Son livre-journal conservé aux Archives de la Seine le montre en relations avec de nombreux marchands [3]. La pièce la plus remarquable mentionnée dans ce registre est un très grand bureau, de douze pieds de long, soutenu par quatre griffons. Il cessa son commerce en janvier 1804 [4].

COIGNARD (PASCAL), né en 1748 [5], acquit la maîtrise à Paris le 22 août 1777 et devint député ou conseiller de sa corporation [6]. Il exerça rue de Charenton, vis-à-vis l'hospice des Quinze-Vingts, au moins jusqu'en 1791 [7]. On a trouvé son estampille **P. COIGNARD** sur des bureaux et secrétaires en bois de rose et en acajou incrusté de bois jaune.

COLBAULT (PIERRE-BARTHÉLEMY), fils du maître menuisier Barthélemy Colbault, passa maître ébéniste à Paris le 4 mai 1770 [8], puis habita pendant une vingtaine d'années rue de la Tixeranderie, à l'angle de la rue des Mauvais-Garçons [9]. — La Bibliothèque de la ville de Versailles possède une table en acajou, avec dessus mobile formant pupitre à crémaillère, qui porte la marque **P. B. COLBAULT**. Cette pièce, finie avec soin, a fait partie de l'ameublement du château de Saint-Cloud.

ÇOLÈRE (JEAN KOLLER, dit), *voy.* Koller.

COLIN (ANTOINE), maître-ébéniste à Paris, résidait rue de la Chanverrerie, sur la paroisse Saint-Eustache, en 1738 [10].

COLLET (EDMOND), né en 1681 [11], était neveu de François Collet, maître ébéniste sous Louis XIV. Ayant épousé une calviniste, il adopta la religion de sa femme et fit son abjuration

1. *Alm. sous verre*, 1783, col. 226 et 334.
2. *Ibid.* — V. aussi Arch. nat. Y. 11505. Scellés après décès de Marguerite Malice, épouse de J.-B. Cochois, march. tabletier-ébéniste, 30 sept. 1780.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 4530.
4. Id. *Bilans*, cart. 97, bilan de J.-C. Cochois « fabriquant de meubles », 22 nivôse an XII.
5. Arch. nat. Y. 14429, 24 avril 1781.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118.
7. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts, nº 1, 22 fév. 1791.
8. *Annonces, Affiches et Avis div.* 1761, p. 579. — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331, 28 août 1770. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
9. Arch. nat. Y. 13447, 15 fév. 1786.
10. Arch. nat. Y. 12140, 9 mai 1738.
11. Bibl. du Protestantisme français, Paris. *Livre des catéchumènes de l'oratoire de la rue Dauphine* (mss.) cité par H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 112.

en 1729 à l'oratoire protestant de la rue Dauphine. Après avoir longtemps travaillé comme artisan privilégié rue de Lappe [1], au *Cygne rouge*, il mourut vers 1755, laissant quatre enfants, dont une fille mariée à Gilles Joubert, ébéniste du Roi [2]. Ses fils, Isaac-Edmond, né en 1709 [3], et Jean-Michel, de dix ans plus jeune [4], exercèrent sans éclat la même profession au faubourg Saint-Antoine [5]. L'aîné d'entre eux se qualifiait « bourgeois de Paris » en 1771, dans l'acte de mariage de sa fille avec l'ébéniste Mathieu-Guillaume Cramer [6].

COLLIGNON (Jean-Louis) possédait un important fonds de marchand-ébéniste à Paris, au coin du boulevard Poissonnière et de la rue des Fossés-Montmartre, dans les dernières années du XVIIIe siècle [7]. Les *Petites Affiches* du 23 brumaire an VII annonçaient la vente d' « une belle collection de meubles rares en acajou, faits sous la direction du cit. Collignon et provenant de ses magasins [8] ». Retiré des affaires, ce négociant habitait rue Saint-Fiacre en 1801 [9].

COLLOGNE tenait un atelier d'ébénisterie à Bordeaux, rue Judaïque, sous Louis XVI, en faveur des franchises accordées dans cette ville aux artisans forains [10].

COLOMBET (Jean-Baptiste) s'associa en 1789 avec le maître-ébéniste J.-G. Frost à Paris pour exploiter un magasin de meubles que celui-ci avait fondé rue Croix-des-Petits-Champs [11]. La maison fit faillite en décembre 1791 [12] et Colombet mourut l'année suivante [13].

COLSON exécuta en 1707 de menus travaux d'ébénisterie pour le service du prince de Condé [14].

COMBY (Pierre), menuisier à Toulouse, se fit recevoir maître dans cette ville en 1782. Il avait présenté pour chef-d'œuvre un prie-Dieu que la communauté vendit 40 livres [15], somme qui dénote un ouvrage d'un certain mérite artistique.

COPELAND (Henry), menuisier-ébéniste et dessinateur anglais, florissait à Londres, Gutter-lane, Cheapside, au début du règne de George III [16]. En 1766, il donna quelques modèles de sièges, d'une composition touffue et bizarre, pour un recueil anonyme, *The Chair-maker's Guide*, puis collabora dans le goût classique au *New Book of Ornaments*, publié en 1768 par son confrère Mathias Lock. On lui attribue l'invention d'un genre de dossier dont les sculptures à jour forment un assemblage de cercles enchevêtrés.

1. Arch. nat. Y. 10990, 21 nov. 1746; Y. 10994, 13 juin 1752.
2. Id. Y. 14990. Scellés après décès de Jeanne Collet, ép. de Gilles Joubert, 11 mai 1771.
3. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Ouv. cité.*, t. I, p. 112.
4. Arch. nat. Y. 15065, 22 sept. 1763.
5. Id. Y. 14090, 4 nov. 1763; Y. 15060, 21-22 août 1759.
6. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède*, 19 avril 1771, p. 28.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 3330. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 2578. Journal du march. Collignon.
8. *Annonces*, etc., an VII, p. 944.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 89. Bil. de J.-L. Collignon, ex-négociant, 24 pluviôse an IX.
10. *Alm. du Commerce des Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux...* 1785, p. 309; 1791, p. 90.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, 28 sept. 1789; *Livres de Commerce*, Seg. 2278.
12. Id. *Bilans*, cart. 80, 2 janv. 1792; cart. 113, 22 août 1792.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*. Scellés après décès de J.-B. Colombet, 28 oct. 1792, p. 4512.
14. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, année 1707, fol. 655.
15. Arch. dép. de la Haute-Garonne. E. 1320. *Comptes des Mes-Men. de Toulouse*, 1782-1783.
16. K. Warren Clouston. *The Chippendale Period in English Furniture*. London, 1897, p. 68-70; — Constance Simon. *English Furniture Designers of the XVIIIth cent.* Lond. 1907; — J. G. J. Penderel-Brodhurst. *Copeland* dans *The Encyclopædia britannica*, 11e éd., t. VII, p. 96.

COPPYN, ébéniste à Paris, devint sous le Directoire premier contremaître chez Henri Jacob rue de l'Echiquier, n° 20. Après avoir conduit les travaux de cette maison durant une dizaine d'années, il s'établit à son compte dans la même rue, n° 26, et fit paraître une annonce pour informer le public qu'il fabriquait des ouvrages « dans le même goût et dans la même perfection »[1]. Plus tard, Coppyn se fixa rue du Faubourg Saint-Denis. En 1811, le Garde-Meuble impérial lui commanda des bureaux en acajou destinés au service des ministres et des grands-officiers civils[2].

CORBISSIER (Pierre-François-Joseph), menuisier en meubles, né en 1737, mort à Paris le 3 août 1809[3]. Ayant passé maître en juillet 1768[4], cet artisan résida successivement rue Notre-Dame de Bonne-Nouvelle et rue des Petits-Carreaux[5]. Son nom ne figure pas sur le tableau de sa corporation publié en 1782, ce qui prouve qu'il avait cessé d'exercer avant cette date, bien que sa vie se soit prolongée longtemps plus tard. L'hôtel de ville de Compiègne renferme un petit fauteuil Louis XVI à dossier ovale, signé : **P. J. CORBISSIER.**

CORDIÉ (Guillaume), né vers 1725, se fit recevoir maître à Paris le 18 juin 1766, étant artisan libre rue de Charonne[6], où il demeura jusqu'à sa mort, qui survint entre 1785 et 1787. Il a laissé sa marque **G. CORDIE** sur un bureau à gradin, en bois de rose, conservé dans notre Mobilier national. La plupart de ses ouvrages se rattachent au style transitoire Louis XV à Louis XVI, comme une table-rognon qui dépendait de la succession de Mme la comtesse de Clermont-Tonnerre[7] et une table à écrire de l'ancienne collection Allard de Meeus[8]. On a vu de lui un curieux secrétaire à hauteur d'appui, ouvrant par un abattant au-dessus d'une petite armoire, entre deux corps de tiroirs superposés[9]. — La veuve de cet ébéniste, Marie-Madeleine Courtois, garda le même atelier jusqu'à la Révolution[10]. Elle se retira ensuite des affaires et finit ses jours quai des Célestins, le 18 juin 1800, dans sa soixante-dixième année[11].

CORMERAY (Pierre-Joachim), né en 1758, s'établit « marchand-miroitier-meubliste » à Nantes, quai Brancas, sous Louis XVI ; il possédait dans la même ville, rue Belair, une fabrique d'ébénisteries, où il occupa une trentaine d'ouvriers sous la conduite d'un compagnon nommé Guénerie. A la suite d'une instance engagée contre lui par la corporation des menuisiers nantais pour cette usurpation de leurs privilèges, il s'entendit en 1787 avec un maître ébéniste, Jacques Couillaud, auquel il fut censé louer l'atelier de Belair, mais qui lui servait en réalité de prête-nom[12]. L'année suivante, au cours d'un voyage à Paris, Cormeray dut déposer son bilan, dans lequel il estimait à près de 50.000 livres la valeur de ses marchandises[13]. Ce négociant com-

1. *Journal de Paris*, an XIV, p. 2797.
2. Arch. nat. O². 513.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q⁸. 322.
4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331.
5. *Alm. des Bastimens*, 1774-1777.
6. Arch. nat. Y. 14071, 23 sept. 1746. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
7. Vente à Paris, 13 déc. 1900, n° 365.
8. Id. Juin 1910, n° 194.
9. Id. Coll. de M. C..., 1er déc. 1910, n° 71.
10. En 1787 et 1788 la veuve Cordié fournit aux frères Presle, tap. rue Saint-Martin, de nombreux ouvrages en acajou et en marqueterie, entre autres « une table en bois de rose à 6 fins ». (Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, reg. 2904).
11. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 69, 29 prairial an VIII. (Cf. Arch. nat. Y. 14435, 11 mars 1787). V. aussi *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VIII, p. 4477.
12. Arch. dép. de la Loire-Inférieure, E. 1623.
13. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 72, 23 juil. 1788 ; cart. 112, 8 oct. 1778.

parut en 1794 devant le tribunal révolutionnaire, comme témoin à charge dans le procès des noyades de Nantes [1].

COSSON (Jacques-Laurent), reçu maître à Paris le 4 septembre 1765 [2], exerçait rue de Charonne sous l'enseigne de *Louis XIV* ou du *Grand-Monarque* [3]. En 1772, l'*Almanach des Marchands du Royaume* le signalait comme un ébéniste réputé. Après avoir travaillé pour les magasins de ses confrères Moreau et Migeon [4], il fournit à des tapissiers en vogue un grand nombre de pièces en acajou et en bois de rapport, notamment des bureaux avec serre-papiers, des secrétaires en forme de commodes à gradin, des tables de nuit à cylindre, des trou-madame montés sur roulettes [5]. Cosson fut élu député ou conseiller de sa corporation en 1784 [6]. Sous la Terreur, il maria sa fille Françoise au citoyen J.-F. Laurent, ex-vicaire de la paroisse Sainte-Marguerite, devenu membre de la Commune de Paris [7]. Il vivait encore en 1805 [8].

Ce maître, qui marquait **J. L. COSSON**, est représenté au musée du Louvre, dans la donation Schlichting, par un beau secrétaire en placages de bois satiné, garni d'encadrements à baguettes et rosaces. Le South Kensington Museum possède une petite table dont les fines marqueteries de bois et d'ivoire représentent des groupes de personnages, et qui porte l'estampille de Cosson conjointement avec celles des ébénistes Deloose et Jansen. On peut encore citer du même auteur deux précieux secrétaires ornés de porcelaines de Sèvres, ayant fait partie de la collection du vicomte Clifden exposée à Bethnal-Green en 1893 [9].

COUET (Louis-Jacques), ébéniste parisien, acquit la maîtrise le 12 octobre 1774 et devint député ou administrateur de sa communauté [10]. Après avoir habité rue de Buci jusqu'à la Révolution, il transféra son atelier rue Abbatiale. On le trouve mentionné pour la dernière fois dans l'*Almanach du Commerce* de l'an XIII. Une de ses productions, signée **J. L. COUET**, parut à l'Exposition des Arts décoratifs en 1882. C'était une table de nuit cylindrique présentant des marqueteries vertes sur fond de citronnier; elle appartenait alors à M. Léon Fould.

COUILLAUD (Jacques), maître ébéniste à Nantes, y demeurant rue du Port-Maillard, dirigeait en 1788 un important atelier pour le compte du marchand de meubles Cormeray. L'année suivante, il fut élu juré de sa corporation [11].

COULERU (Abraham-Nicolas) [12], un des meilleurs ébénistes régionaux de son époque, naquit à Bart, dans le comté de Montbéliard, en 1716. Destiné à l'état de tourneur-rouettier qu'exerçaient plusieurs membres de sa famille, il apprit ce métier dans sa jeunesse, puis

1. Réimpression du *Moniteur*, t. XXII, p. 776.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
3. Arch. nat. Y. 14114, 30 juin 1784 et *Alm. gén. des march. du Royaume*, 1772.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, 21 juin 1768 et 48A, 52, 65 (faillites de la veuve Migeon).
5. Id. *Livres de Commerce*. Journal des frères Presle, tap. Reg. 878, 1961 et 2904.
6. Arch. nat. H2. 2118.
7. Arch. de la Seine. *Actes d'État-Civil*, reg. 819, 17 avril 1792.
8. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 60, décès de J.-J. Cosson, sœur de l'ébén. 5 germ. an XIII.
9. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor. X. 45).
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H2. 2118.
11. Arch. dép. de la Loire-Inférieure, E. 1623.
12. Edm. Couleru. *Un vieux maître montbéliardais. Ab. Nic. Couleru*. Lausanne 1908; — Léon Narolin, *Hist. des corporations de Montbéliard*, Paris, 1910, t. I, p. 431 et suiv. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 119-120; t. II, p. 223.

voyagea en France afin de parfaire son instruction technique. Pendant un stage dans la capitale, il s'initia aux travaux de marqueterie et résolut d'adopter la profession d'ébéniste. Après avoir passé maître à Montbéliard en 1750, il ouvrit dans cette ville un atelier pour la fabrication des meubles de luxe. Son entreprise, patronnée par le duc Charles-Eugène de Wurtemberg, seigneur du pays, devint bientôt florissante. Jusqu'au début du règne de Louis XVI, Couleru produisit une quantité de commodes, bureaux et secrétaires, d'un aspect un peu lourd, mais soigneusement façonnés et décorés avec goût. Ses ouvrages étaient presque tous revêtus de marqueteries en bois des Iles, formant des compositions très variées à dessins de carrelages, rinceaux, fleurs et attributs. Il les signait, — ordinairement sur les côtés de chaque tiroir — au moyen d'un fer qui imprimait la marque.

✣ ANC ✣
MONTBELIARD

Ce maître eut pour élèves et collaborateurs son frère Marc-David (1731 † 1804), son fils Pierre-Nicolas (1755 † 1824) et son neveu Georges-David (1761 † 1845), qui furent aussi d'habiles ébénistes. Vers l'âge de soixante ans, il se retira dans son village natal, où il s'éteignit, presque centenaire, le 13 août 1812.

A Montbéliard même, et dans les environs, beaucoup de familles conservent avec orgueil des meubles de Couleru. Le Musée de la ville en possède plusieurs, parmi lesquels deux commodes qui proviennent d'un legs du docteur Bernier. Au musée des Arts décoratifs de Strasbourg, on voit de lui un assez curieux secrétaire en pupitre, offrant deux rangs de tiroirs dans la ceinture. Quelques œuvres de ce maître appartiennent encore à ses descendants ; l'une des plus précieuses est un coffret de marqueterie qu'il exécuta en 1751 pour la jurande de sa corporation.

COULON. Trois représentants de cette famille — sans doute trois frères — acquirent de la notoriété comme fabricants et marchands de meubles à Paris.

L'aîné, Gaspard, fut élu principal de sa communauté en août 1757 [1]. Il faisait alors, depuis une vingtaine d'années, le commerce d'ébénisterie au faubourg Saint-Germain, rue Princesse, sous l'enseigne de *la Toilette royale*, et avait réussi à se créer une brillante clientèle [2]. Dès 1738, le duc de Chevreuse est inscrit dans son livre-journal pour l'emplette d'un secrétaire à coffre-fort et d'une table de chasse ployante. Peu après, le duc de Villeroy, les princesses de Turenne et de Ligne, la marquise de Rochechouart, la comtesse de Caraman lui demandèrent des guéridons à patins ou des vide-poches à écran. Plusieurs tables légères, dites *ambulantes*, furent achetées chez lui par la princesse de Conti, fille du Régent. A partir de septembre 1752, Gaspard Coulon reçut chaque année des commandes pour le service du prince de Condé à Chantilly [3]. Le duc de Bouillon le faisait concourir à l'ameublement de ses hôtels à Paris et à Versailles, ainsi que de ses châteaux de la Villette et de Navarre. Ce maître fournissait encore la comtesse de

1. Archives nationales. *Registre des Maîtrises*. Y. 9328. — Cf. Abbé Jean Gaston, *Les Images des Confréries parisiennes avant la Révolution* (Société d'Iconographie parisienne, 1909, page 10).

2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1947.

3. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Comptes du prince de Condé* (1752-1763). *Reg. des Dépenses faites de 1766 à 1772*, pour fournitures datant des années 1763 à 1765.

Montmorency, la princesse de Salm, la marquise de Saint-Vallier, le président Chauvelin, sans compter les nombreux marchands qui entretenaient avec lui des relations d'affaires. Sa maison était en pleine prospérité lorsque, vers la fin de l'année 1767, il en céda la direction au plus jeune des trois Coulon, Jean-François, depuis longtemps associé à son entreprise. Cependant il continua d'habiter rue Princesse, où il vivait encore en août 1774 [1]. — On lui attribue l'estampille **COULON**, sans initiale de prénom, empreinte qui se rencontre sur des meubles très soignés, souvent en marqueterie de bois de bout, dans le style à la mode vers le milieu du règne de Louis XV.

BALTHAZAR devint, comme le précédent, syndic des menuisiers de Paris, dix ans plus tard, en 1766, après avoir été juré de sa corporation entre 1740 et 1742 [2]. On a retrouvé une de ses cartes-réclame ainsi conçue :

« *Au fort Bureau de l'Isle*, rue Plâtrière, COULON, maître et marchand Ebéniste, fait, vend et tient magasin de toutes sortes d'ouvrages d'Ébénisterie et Menuiserie, comme Secrétaires de toutes façons et à dessus de marbre, Commodes, Bureaux de travail garnis de leur bronze doré ou en couleur, Gardes-robes, Bibliothèques, Encoignures, Boëtes de Pendule, Buffets à dessus de marbre, Tables de quadrille et piquet ployantes, Tables en vuide-poche, Tables en écrans et à stors, Tables à l'Angloise, Tables à la Bourgogne, Tables ambulantes, Tables en pupitres, Tables de nuit et à dessus de marbre, Bidets à seringue garnis de maroquin et de canne, Bidets en tabourets, Trictracs en tables et ployant, Chaises percées, Fauteuils de canne de commodités et carreaux de maroquin ; toutes sortes de Tablettes, Toilettes vernies, Tables en toilettes de bois des Indes et toutes garnies ; toutes sortes de Coffres, Cabarets vernis de toutes façons, Servantes, Pupitres, Écritoires, Caves, Tabbagies, Crachoirs, Portes-missels, Portes-montres, Pries-Dieu, Écrans de toutes façons, Paravents, Serres-à-papier, Tables de lits, et généralement toutes sortes d'Ébénisteries de bois des Indes, Vernis de la Chine et de Marqueteries en fleurs et des plus à la mode, le tout à juste prix. A PARIS, 1751... [3] ».

La partie la plus intéressante de cette nomenclature est celle qui concerne les petites tables dont les ébénistes s'ingéniaient à varier les formes et à perfectionner les agencements pour répondre aux besoins, aux goûts et aux caprices de leur élégante clientèle. La fabrication de ces meubles de fantaisie semble avoir été une des spécialités de la famille Coulon.

Avant 1768, Balthazar alla s'installer rue du Faubourg Saint-Laurent [4] où il ne continua pas longtemps son commerce [4]. Il vivait retiré rue Aumaire en 1775 [5].

JEAN-FRANÇOIS, reçu maître le 10 janvier 1732 [6], fit partie de la jurande de son corps entre 1760 et 1762 [7]. Il habitait rue du Vieux-Colombier [8], mais s'était associé, comme on l'a vu, avec son parent Gaspard pour exploiter l'établissement de la rue Princesse, *A la Toilette Royale.*

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1774, p. 724.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324, 2 août 1740; Y. 9331, août 1766. En 1739, ce maître fut choisi comme expert pour estimer les marchandises dépendant de la succession de son confrère Albert Potier. (Arch. nat. Y. 15596, Scellés du 12 fév. 1739). Sept ans plus tard, il prisa de même les ouvrages de l'ébén. Guérard (Id. Y. 11762, 20 oct. 1746).
3. E. Molinier. *Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 252.
4. *Alm. d'Indication générale... ou du Vrai Mérite*, 1769.
5. On le trouve cité à cette date comme exécuteur testamentaire de son ami Gilles Joubert, ébén. du Roi. (Arch. nat. Y. 14994. Scellés du 14 oct. 1775).
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
7. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328, 5 août 1760.
8. Id. Y. 15061, 10 déc. 1760. — *Alm. d'Indication générale...* 1769.

Après 1767, il demeura l'unique propriétaire de ce magasin pour lequel il fit travailler d'habiles ouvriers tels que les ébénistes Bircklé, Marchand, Montigny et le menuisier Falconet [1]. Sous sa direction la maison conserva son ancienne renommée. Elle avait toujours la faveur du duc de Bouillon. De nouveaux clients lui étaient venus, parmi lesquels les princes de Croÿ, de Marsan et d'Asfeld, la comtesse de Maulde, le comte de Tressan, le comte et la comtesse Molé [2]. Toutefois, au mois de septembre 1774, des circonstances inexpliquées l'obligèrent à déposer son bilan, qui se soldait d'ailleurs par un excédent d'actif d'environ 22.000 livres [3]. Ce maître restait en 1785 le dernier survivant de sa famille et résidait alors rue des Marais dans le faubourg Saint-Martin [4]. Il a laissé d'agréables productions signées **J. F. COULON.**

COURDIN, *voy.* Gourdin.

COURTOIS (Jacques-Marin), menuisier parisien, fils d'un artisan du même métier, se fit recevoir maître le 27 août 1743 [5], et mourut avant la fin du règne de Louis XV. Établi rue de Charonne, il fabriquait des sièges garnis de canne [6].

COURTOIS (Nicolas-Simon) n'était pas fils du précédent, mais appartenait sans doute à la même famille. Né en 1724 [7], il devint maître menuisier le 19 novembre 1766 [8], alors qu'il habitait rue de Charenton, puis se transporta rue de Charonne, vis-à-vis la rue de Lappe [9], où il travailla jusque vers 1789. On lui doit des sièges d'une bonne facture, marqués **N. S. COURTOIS.** A la vente L. Coblenz (déc. 1904) figurait un meuble-baignoire, faisant lit de repos, qui portait son estampille. Je possède de lui un petit fauteuil dans le style de transition Louis XV à Louis XVI, avec le dossier en forme de hotte et les bras contournés.

CRAISSON (Louis), « ayant épousé la veuve d'un maître » [10], gagna la maîtrise à Paris, comme menuisier-ébéniste, le 14 novembre 1772 [11]. Il demeurait rue Traversière-Saint-Antoine. On le trouve cité en 1788 dans les comptes royaux pour la fourniture de quatre commodes en noyer destinées au château de Saint-Cloud [12]. Vers la même époque, les frères Presle, tapissiers rue Saint-Martin, lui achetaient des chaises ovales *à la d'Artois* et des bois de lits sculptés, parmi lesquels un « lit à la polonaise avec son impériale à dôme [13] ». Craisson exerçait encore rue Traversière, n° 19, en 1811, date à laquelle il livra au Garde-meuble impérial plusieurs secrétaires et commodes d'ébénisterie commune [14].

CRAMER (Mathieu-Guillaume), natif de Grevenbroich dans la principauté de Juliers, vint se fixer de bonne heure à Paris, où il épousa, le 19 avril 1771, en la chapelle de l'Ambas-

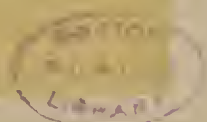
1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 42. Bil. de l'ébén. J.-F. Coulon, 24 sept. 1774.
2. Id. *Livres de Commerce.* Reg. 1947.
3. Id. *Bilans, loc. cit.*
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9325. — Cf. Id. Y. 14063, 17 août 1738; Y. 12401, 31 déc. 1743.
6. Id. Y. 10991, 15-16 juil. 1748.
7. Id. Y. 15069, 6 déc. 1766.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
9. Arch. nat. Y. 14095, 10 mars 1768.
10. Id. Y. 9332, 20 nov. 1772.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.* 1782-1789.
12. Arch. nat. O¹. 3646. Mémoire de Hauré, 1er sem. 1768; — O¹. 3650.
13. Arch. de la Seine, *Livres de Commerce.* Reg. 1961, p. 237, 242, 243, etc. — V. aussi. Id. *Bilans*, cart. 74. Bil. du tap. Brébant, 22 avril 1789; cart. 78, bil. du tap. l'ébén. Cramer, 31 mars 1790; cart. 97, bil. de l'ébén. J.-C. Cochois, 22 niv. XII, etc. Dans la plupart de ces documents le nom est écrit « Cresson » ou « Cressent ».
14. Arch. nat. O². 513. — Ce menuisier-ébéniste est inscrit dans l'état des commandes sous le nom de « Cresson père », mais signa sa soumission : *Craisson.* Il avait un fils établi dans la même rue, n° 32, auquel le Garde-meuble demanda également des ouvrages en noyer.

1



2





CHARLES CRESSENT.

1. Bureau de style Régence, en bois de placage, orné de chûtes à têtes de femme
(Musée du Louvre).

2. Grande commode de style Régence, provenant de M. de Selle.
(coll. Wallace à Londres).

sade de Suède, une fille de son confrère Isaac-Edmond Collet[1]. La maîtrise lui fut conférée le 4 septembre suivant[2]. Après avoir travaillé quelques années rue du Faubourg Saint-Antoine[3], il s'établit rue du Bac. Cet artisan, habile et minutieux, se distinguait dans la fabrication des ébénisteries de luxe. Avec toutes sortes de meubles en marqueterie et en acajou, on trouvait chez lui une quantité de petites tables « à musique, à jouer, à écrire, à déjeuner, à thé », des nécessaires de toilette, des rouets pouvant se mettre sur les genoux, et autres menus objets dans lesquels il faisait valoir la précision de sa main-d'œuvre[4]. Il eut pour collaborateurs le fondeur Hart, le doreur Monot[5], et le tabletier Compigné auquel il demandait des peintures sous verre pour décorer certains de ses ouvrages[6]. Comme beaucoup d'ébénistes, Cramer fut ruiné par la Révolution. Le 31 mars 1790, il dut suspendre ses payements, ayant encore en magasin plus de 15.000 livres de marchandises[7]. Il succomba peu après, probablement vers la fin de l'année 1794[8].

Ce maître, qui signait **M. G. CRAMER**, est représenté dans notre Mobilier national par une commode de la fin du temps de Louis XV offrant cinq panneaux de marqueterie, dont l'un montre un paysage animé de figures, les autres des vases de fleurs et des trophées d'attributs. Il existe, dans plusieurs collections, de charmantes tables provenant de son atelier[9]. L'œuvre la plus remarquable que l'on connaisse de lui est un bureau à cylindre qui parut à la vente de l'antiquaire Eugène Kræmer[10] et dont notre planche X montre une reproduction. Ce magnifique morceau, richement garni de bronzes dans le goût de Delafosse, provient de l'ameublement des rois de Sardaigne au palais de Turin.

CREMER (Ernest-Louis-Jean), né en 1731, se fit recevoir maître à Paris le 23 juillet 1777; il demeurait rue de la Roquette, où il mourut le 14 mai 1793[11]. On ne sait rien de ses travaux. Les renseignements qu'Alfred de Champeaux a cru fournir au sujet de cet ébéniste concernent un homonyme du dix-neuvième siècle[12].

CRÉPI (François-Barthélemy CRESPI, dit), également appelé *Romain*, était sans doute originaire de la ville qui lui valait ce surnom. Né en 1744[13], il vint dans sa jeunesse exercer au faubourg Saint-Antoine, où il travaillait déjà depuis une douzaine d'années lorsque la maîtrise lui fut conférée le 22 juillet 1778[14]. Crépi habita plus tard rue de la Pelleterie, puis rue de la Calandre jusqu'à la Révolution. Il faisait de jolis nécessaires en acajou bandés de cuivre[15].

1. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède*, p. 28.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
3. *Alm. des Bastimens*, 1774-1776.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 22 avril 1784, « Vente des Effets précieux faits par le sieur Cramer, ébéniste ».
5. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 78. Bil. de l'ébén. Cramer, 31 mars 1790.
6. L'ancienne collection F. Doistau renfermait une table ovale en acajou offrant sur le dessus une vue du Palais-Royal peinte par Compigné, tabletier du Roi (Vente à Paris, juin 1909, nº 328).
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, *loc. cit.*
8. En février 1795, ses enfants étaient orphelins mineurs. (*Annonces*, etc., an III, p. 2584).
9. Un meuble de ce genre figurait dans la succession de l'antiquaire L. Lévy (Paris, 19 juin 1917, nº 208); un autre parut à la vente du vicomte de Froissard-Broissia, 10 avril 1919, nº 35.
10. Vente à Paris, avril 1913, nº 162 du catalogue.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 52. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1793, p. 2176.
12. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 166. Il est question dans ce passage d'un procédé de teinture des bois, dit *de Boucherie* du nom de son inventeur, qui en fit la découverte sous le règne de Louis-Philippe.
13. Arch. nat. Y. 14094, 5-17 janv. 1767.
14. *Liste générale des Mes Men. Ebén. de Paris.*
15. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 1918.

CRESSENT (Charles)[1], célèbre ébéniste du Régent, né à Amiens le 16 décembre 1685, mort à Paris le 10 janvier 1768. Il était fils de François Cressent, sculpteur du Roi, et petit-fils d'un maître menuisier qui pratiquait aussi la sculpture. Lui-même étudia cet art auprès de son père pendant qu'il poursuivait son apprentissage professionnel dans sa ville natale, très probablement chez son aïeul, qui vécut jusqu'en 1707. Il vint ensuite se fixer à Paris, où il se fit recevoir membre de l'Académie de Saint-Luc le 14 août 1714. Ses talents pour la ciselure furent employés alors par les sculpteurs Girardon et Le Lorrain. Quelques années plus tard, au mois de septembre 1719, il épousa Claude Chevanne, veuve de Joseph Poitou, ébéniste du duc d'Orléans. Sa femme lui apportait un établissement considérable, occupant une suite de quatre maisons sises rue Notre-Dame-des-Victoires et dont la première faisait l'angle de la rue Joquelet (aujourd'hui rue Léon-Cladel). Cressent obtint peu après le même titre que son prédécesseur.

Au service d'un prince fastueux qui aimait les arts, goûtait les nouveautés et faisait embellir à grands frais sa résidence du Palais-Royal, le maître put donner la mesure de ses talents. On ne connaît malheureusement aucune des œuvres qu'il exécuta pour le duc Philippe d'Orléans, Régent de France ; mais d'autres pièces sorties de son atelier à la même époque montrent avec quelle noble fantaisie il savait exprimer dans ses travaux l'idéal d'élégance raffinée et de grâce voluptueuse auquel aspirait la société contemporaine. Deux ravissantes armoires ayant figuré à l'Exposition rétrospective de 1900 en offrent un exemple[2]. Malgré leur architecture classique, ces ouvrages n'ont rien de la solennité un peu théâtrale qui caractérisait les meubles du temps de Louis XIV. La douceur de leurs placages s'harmonise avec une décoration légère et capricieuse à laquelle concourent des coquilles baroques, des moulures bizarrement historiées et de fines consoles enguirlandées de fleurs portant des amours qui symbolisent les arts. Plus typique encore est une splendide commode de la collection Wallace, toute dessinée en lignes sinueuses qui se courbent, se brisent, rebondissent et s'étirent avec la plus harmonieuse souplesse (pl. XII). Le mouvement que suit le contour du tablier, — ce joli rythme « en arc d'arbalète » spécial au style de la Régence, — se trouve répété dans le profil même du meuble, formant, au milieu de la façade, une petite partie plane et dormante, entre les deux surfaces galbées où se découpent les tiroirs. Mais cette commode émerveille surtout par la magnificence de ses ornements. L'ébénisterie disparaît presque sous une éblouissante parure de bronze, un tourbillonnement de rocailles échevelées, de fleurs et de feuilles, parmi lesquelles se détachent deux admirables dragons empruntés à la Chine et un charmant masque de femme inspiré de Watteau. Rien qu'à voir la prédominance des cuivres sur le bois dans certaines créations du maître, on pourrait deviner qu'elles furent conçues par un artiste jaloux de faire briller ses talents pour la sculpture. Cressent modelait en effet les appliques de ses œuvres ; il les faisait même fondre sous ses yeux et

1. Bibliographie : P. Mantz. *Les Meubles du XVIIIe s.* (*Revue des Arts décoratifs*, 1884). — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 123 à 136. — E. Molinier. *Hist. gén. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 101 et suiv. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 124-126 ; t. II, p. 224-225, — et surtout la remarquable monographie de Mlle M.-J. Ballot : *Charles Cressent, sculpteur, ébéniste et collectionneur*, publiée dans les *Archives de l'Art français*, nouv. pér., t. X, Paris, 1919.

2. *Exp. Univ. de 1900. Catalogue de l'Exp. rétrospective de l'Art français*, p. 182 et 299. — Ces armoires ont été reproduites dans l'ouvrage de E. Molinier, *Hist. gén. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, pl. VIII. Elles se trouvent actuellement à Paris chez M. E.-M. Hodgkins.

souvent les ciselait de sa main, malgré les règlements corporatifs qui interdisaient de cumuler deux professions. Plusieurs fois il fut appelé en justice pour ses empiètements sur les privilèges des bronziers. Le Régent vivait encore lorsque les premières poursuites s'exercèrent contre son ébéniste; elles aboutirent le 5 novembre 1723 à une sentence de police lui faisant défense d'utiliser des cuivres qui ne sortaient pas de l'atelier d'un fondeur. Douze ans plus tard, Cressent dut soutenir un procès contre les doreurs; puis, en 1743, cité de nouveau devant le tribunal du Châtelet, il fut condamné à l'amende avec l'ouvrier Jacques Confesseur qui consentait à couler ses bronzes.

Outre les ornements de ses meubles, l'artiste produisait des candélabres et de belles pendules en cuivre doré. Un de ses cartels, représentant *l'Amour vainqueur du Temps*, orne la chambre des requêtes à la cour de Cassation. Il ciselait aussi des médaillons, des statuettes et des bustes. On lui doit un portrait de grandeur naturelle, en bronze patiné, du duc Louis d'Orléans, fils du Régent, personnage qui ne joua qu'un rôle effacé dans l'histoire, partageant sa vie entre les œuvres pies et les travaux d'érudition. Ce prince, à la mort de son père, avait fait de Cressent son ébéniste attitré et lui conserva son patronage jusqu'en 1743, date à laquelle il se retira du monde pour finir ses jours à l'abbaye de Sainte-Geneviève. Malgré l'austérité de ses mœurs, il tenait de famille le goût des belles choses. Nous en trouvons la preuve dans une armoire qu'il fit exécuter pour sa collection numismatique. C'est un meuble sobre et gracieux, traité dans le pur style Louis XV, en marqueterie de bois satiné, avec des cadres à rocailles d'une légèreté exquise. Quand le prince mourut en 1752, les Génovéfains reçurent en souvenir de lui son médaillier surmonté de son buste. Le cabinet des Antiques de la Bibliothèque nationale a recueilli ces deux précieux spécimens des travaux du maître comme ébéniste et comme sculpteur.

Avec les ducs d'Orléans, Cressent fournissait plusieurs souverains étrangers. Nous savons qu'il reçut des commandes du roi Jean V de Portugal et du prince Charles-Albert, électeur de Bavière. Parmi ses clients figuraient les personnages les plus fastueux et les amateurs les plus éclairés de l'époque : le duc de Richelieu, le comte de Sainte-Maure, Crozat, Julienne, le marquis de Marigny, frère de Mme de Pompadour, Bonnier de La Mosson, Blondel de Gagny, les fermiers généraux Daugny et Verdeillon-Desfournets, M. de Selle, trésorier général de la Marine [1]. Ce dernier possédait les armoires à figures d'enfants et la grande commode aux dragons signalées plus haut. Il avait encore acheté à Cressent deux pendules en cartel, un bureau avec son serre-papiers, et un superbe cabinet orné « dans le goût antique », ce qui constituait une originalité remarquable pour un ouvrage exécuté en pleine floraison du style rocaille. Les volets de cette armoire portaient les médaillons des douze Césars et l'on voyait sur le socle des guerriers romains accompagnant un éléphant chargé de trophées [2]. Les effigies du Roi et du Dauphin, qui décoraient aussi ce meuble martial, donnent lieu de croire qu'il fut inspiré par la victoire de Fontenoy, remportée en présence du « Bien-aimé » et de son fils au printemps de 1745.

1. M.-J. Ballot, *ouv. cité*. — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 135. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1764, p. 213. — Bibl. du Musée Carnavalet, *Mss*. Nouv. acquis., 92-99, n° 26, fol. 84 v°.

2. *Catalogue des Effets curieux du Cabinet de feu M. de Selle*... par Pierre Remy, Paris, 1761.

L'année suivante, Cressent renouvela, pour sa vie durant, le bail de la petite maison qu'il occupait rue Joquelet au coin de la rue Notre-Dame-des-Victoires. Il était alors veuf, mais vivait avec son père, le sculpteur du Roi, âgé de quatre-vingt-trois ans. Sa demeure comportait un atelier assez vaste occupant le rez-de-chaussée de l'immeuble. Une entrée spéciale desservait les étages, dont le premier était consacré aux pièces d'honneur et le second aux logements. Cressent y avait installé une importante collection à laquelle il consacrait depuis longtemps le fruit de son travail. Il possédait plus de cent cinquante tableaux de maîtres, dont une étude de Raphaël, une *Madeleine* du Titien, une *Vierge* de Dürer, des Holbein, des Téniers, et plusieurs grandes toiles de Rubens. Son cabinet renfermait en outre des médailles, des ivoires et d'autres objets précieux. Ce n'était peut-être point par seul amour des arts qu'il avait rassemblé toutes ces richesses, encore moins par spéculation, mais plutôt par vanité, car il penchait à se montrer un peu glorieux, faiblesse excusable chez un homme de son mérite. Quoi qu'il en soit, sa passion d'amateur l'entraînait à des folies ruineuses et devait empoisonner par de continuels besoins d'argent les dernières années de son existence. Dès 1748, sa situation était devenue si embarrassée qu'il dut organiser une vente aux enchères de sa collection et de ses marchandises. Celles-ci comprenaient alors une cinquantaine d'ouvrages. Cressent lui-même en rédigea le catalogue [1]. Dans une langue rugueuse et emphatique, il insistait sur les soins apportés à leur fabrication pour les rendre dignes d' « être placés dans les plus beaux appartemens » et de « satisfaire le goût des plus parfaits connoisseurs ». Il prônait par exemple « deux commodes d'un contour extraordinaire à toutes celles qui se sont faites jusqu'à présent, avec deux portes sur les côtés, enrichis d'ornemens et bronzes. Il y a sur le devant deux enfans qui balançent un singe, le tout parfaitement cizelé, d'or moulu, le marbre de Verret du plus beau »... Ces meubles se trouvent aujourd'hui en Angleterre, chez le baron James-Armand de Rothschild. On peut voir la réplique de l'une d'elles dans la collection Schlichting au Louvre [2]. Notre musée national renferme un autre chef-d'œuvre décrit dans la même brochure. C'est un bureau plat offrant des bustes de femme aux angles et des masques sur les côtés [3] (planche XII); il est accompagné d'un grand cartonnier que surmonte une statuette de Diane entre deux groupes de sculpture représentant le hallali d'un cerf et celui d'un sanglier [4]. Au Palais-royal de Munich se trouve une horloge ayant paru aussi à cette vente. On y remarquait encore une bibliothèque avec des bustes personnifiant les quatre parties du monde, une armoire montrant les figures des quatre saisons, un curieux secrétaire déguisé sous la forme d'une commode, et des encoignures ornées d'oiseaux à la poursuite d'un hibou... La gêne où Cressent se trouvait alors transparaît dans ce détail que plusieurs beaux morceaux — sans doute les derniers terminés — étaient garnis de cuivre simplement « mis en couleur », l'artiste avouant n'avoir pu les faire dorer « attendu la trop grande dépense ».

Cependant la réclame faite autour de sa vente lui attira des commandes appuyées par des avances de fonds qui lui permirent d'arrêter les enchères à l'une des premières vacations. Au

1. *Catalogue des differens Effets curieux du sieur Cressent, ébéniste des palais de feu S. A. S. Mgr le Duc d'Orléans*, Paris, 1748.
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] siècle.* 2[e] éd. Paris [1922], n° 32.
3. Id. *Ibid.*, n° 31.
4. Ce dernier morceau n'est pas exposé.

lieu de se tenir pour satisfait d'avoir conservé la meilleure partie de sa collection, l'incorrigible vieillard se remit à l'augmenter en s'endettant de nouveau. Le mauvais état de ses affaires l'amena même à modifier le genre de ses œuvres. Faute de pouvoir les garnir avec une égale richesse, il les revêtit de fines marqueteries à dessins de fleurs, ce qu'il n'avait jamais fait jusque là, s'étant attaché par principe à n'employer que des placages très discrets pour mieux faire valoir la beauté des bronzes. Du reste, il n'eut le temps de produire qu'un petit nombre de pièces dans cette nouvelle manière. Bientôt les fatigues de l'âge et la faiblesse de sa vue le forcèrent de quitter l'établi[1]. Comme il n'avait d'autres ressources que celles qu'il pouvait tirer de sa collection, il fit deux tentatives pour les réaliser en 1756 et en 1765[2], mais beaucoup d'objets restèrent invendus, peut-être parce qu'il les disputait aux amateurs avec trop d'âpreté. Quand il s'éteignit à quatre-vingt-deux ans, sa demeure était encore toute encombrée de tableaux, estampes, marbres, bronzes et meubles d'art, sans compter une argenterie assez considérable, ni une riche garde-robe contenant plusieurs habits de drap mordoré et des vêtements écarlates brodés en dorure. Dans son testament le défunt se qualifiait non seulement « ébéniste de feu S. A. R. Mgr le Duc d'Orléans, Régent du Royaume », mais aussi « sculpteur du Roi », titre qu'il avait dû obtenir en survivance de son père[3]. Il instituait pour légataire universelle la femme qui avait soin de son ménage en la chargeant d'acquitter ses dettes. Tout ce qui dépendait de sa succession fit l'objet d'une dernière vente à la requête des créanciers[4].

Cressent, quoi qu'on ait prétendu, n'a jamais signé ses bronzes ; il n'a signé que très rarement ses meubles. C'était le cas ordinaire chez les ébénistes de sa génération. Les règlements qui rendirent cette formalité obligatoire à Paris ne furent guère observés avant le milieu du règne de Louis XV, et, au début, uniquement pour les ouvrages destinés à circuler dans le commerce. Aussi le maître ne paraît avoir apposé sa marque **C. CRESSENT** que sur des productions de sa vieillesse offrant un intérêt secondaire. Ses œuvres capitales ne portent pas d'estampille; mais celles qu'on a pu identifier au moyen de traditions certaines ou d'anciens documents suffisent à justifier la très haute estime où le tenaient ses contemporains. Nous trouvons un écho de leurs sentiments dans les *Nouvelles littéraires* de l'abbé Raynal. Celui-ci, vers le milieu de l'année 1749, passant en revue les célébrités artistiques du jour, n'avait garde d'oublier cet « excellent ébéniste », qu'il louait à la fois comme artisan, dessinateur et sculpteur, vantant les belles formes et les savantes proportions de tout ce qui sortait de ses mains, la composition admirable de ses ornements, leur élégance et leur diversité. « Cressent, disait-il, a succédé à la réputation du fameux Boule dont le nom ne mourra jamais... [Il] doit avoir sa place parmi les grands artistes français[5] ».

CRESSON. — Cette famille parisienne ne fournit pas moins de dix maîtres à la corporation des menuisiers-ébénistes sous Louis XV et Louis XVI. Les notices suivantes sont consacrées aux plus connus, dans l'ordre alphabétique de leurs prénoms.

1. Avertissement au *Catalogue de la 2e Vente des Objets curieux du sieur Cressent, ébéniste de S. A. S. le Duc d'Orléans*. Paris, 1756. — Cf. Ch. Blanc. *Le Trésor de la Curiosité*, Paris, 1857.
2. Ibid. et *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1765, p. 181.
3. Arch. de la Seine. *Insinuations*. Reg. 249, fol. 227 v°.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1768, p. 200 et 247.
5. *Correspondance... de Grimm, Diderot, Raynal*, etc. Paris, 1877, t. I, p. 361.

CRESSON (Jacques-Louis), né à Paris en 1743, se fit recevoir maître ébéniste, comme fils de maître, dès l'âge de seize ans, le 31 juillet 1759 [1], mais renonça plus tard aux travaux de sa profession pour exploiter un magasin de meubles rue des Deux-Écus. Il se retira des affaires vers le début de la Révolution. Sous-lieutenant de la Garde nationale au bataillon de Saint-Honoré, puis investi de diverses fonctions concernant la vente des biens nationaux, Jacques-Louis Cresson devint administrateur de police et membre du Conseil général de la Commune [2]. Mis hors la loi avec tous ses collègues dans la nuit du 9 Thermidor, il monta sur l'échafaud le 29 juillet 1795 [3].

CRESSON (Jean-Baptiste) tenait un atelier de menuiserie en meubles, rue de Cléry, vers le milieu du XVIIIe siècle [4]. Il a laissé son estampille **I. B. CRESSON** sur de jolis sièges dans le goût de la Régence, sculptés de fleurs, feuillages, coquilles et palmettes. Une chaise de cette sorte se trouve chez M. Pillaut.

CRESSON (Louis), habile menuisier en sièges, né en 1706, mort à Paris au mois de juillet 1761 [5]. Ayant gagné la maîtrise comme fils de maître le 28 janvier 1738 [6], il s'établit rue de Cléry, à *l'Image de Saint-Louis* son patron [7], sur la paroisse Notre-Dame de Bonne-Nouvelle dont il devint l'un des marguilliers [8]. En août 1748, Cresson fut élu pour deux ans juré de sa communauté [9]. Pendant sa jurande, il engagea un important procès contre des ouvriers en meubles pour délit de coalition (sept.-déc. 1749). Le dossier de l'affaire montre qu'il était occupé alors à fabriquer des sièges de salon destinés au prince de Mérode-Grimberghen [10]. Il fut plus tard fournisseur ordinaire du duc d'Orléans [11] et du prince de Condé [12]. Vers la fin de sa carrière, il exécuta la menuiserie d'un appareil roulant, construit par ordre du médecin Bouvard et sous la direction de l'ingénieur Guérin de Montpellier, pour le jeune duc de Bourgogne devenu infirme. Cette machine, actionnée par des manivelles, était assez analogue à un chariot d'enfant. Elle comportait trois montants de bois sculpté, posant sur des roulettes et réunis par des traverses circulaires. Deux tiges mobiles soutenaient les accotoirs, recouverts de velours cramoisi à clous dorés et frange de soie. Tout l'intérieur du bâti reçut une garniture de même velours. Le travail, fait avec diligence « tant de jour que de nuit », fut terminé le 10 janvier 1760 [13]. — Louis Cresson mourut l'année suivante, dans la cinquante-sixième de son âge.

Ce fabricant employa deux marques différentes. Quelques-uns de ses ouvrages — probablement les plus anciens — sont signés **L. CRESSON**, avec l'**N** à contresens. La plupart portent une inscription semblable, imprimée correctement et en moins grands caractères. On rencontre ces empreintes sur de très beaux sièges Louis XV, comme celui que représente notre planche

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328.
2. Id. Q1. 1133 1a. — Actes de la Commune de Paris, 31 mars 1790. — *Alm. national* an II, p. 386. — Arch. nat. W. 434-977.
3. *Moniteur*, no 336, 6 fructidor an II. — Arch. nat. T. 1610.
4. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. — Y. 15055, 22-29 janv. 1751.
5. Id. Y. 14065, 31 déc. 1741-18 janv. 1742. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1761, p. 450.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
7. Id. Y. 14072, 13 fév. 1747.
8. Id. Y. 14065, 1er août 1740.
9. Id. Y. 9326, 1er août 1748.
10. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. (Déposition du march. tap. P. Deboize).
11. Bibl. nat. *Mss. fr.* 7870, fol. 66.
12. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Comptes du Prince de Condé* (1752-1756).
13. Arch. nat. O1. 2867, fol. 39 et 50. O1. 3004.

XIII et qui a figuré dans la collection Jacques Doucet [1]. Mme la baronne de Caix possède, du même auteur, un gracieux fauteuil de bureau en noyer ciré. D'autres productions intéressantes de ce maître ont été signalées par Alfred de Champeaux dans ses notes manuscrites léguées à la bibliothèque des Arts décoratifs, et par A. Maze-Sencier dans son *Livre des Collectionneurs.*

CRESSON (MICHEL), frère du précédent, se distingua aussi dans la fabrication des sièges de luxe. Né en 1709 [2], il acquit la maîtrise le 30 août 1740 [3] et succéda directement à Louis Cresson comme juré-menuisier, de 1750 à 1752 [4]. Son atelier était situé dans la même rue de Cléry, sous l'enseigne du *Gros-Chapelet* [5]. Après la mort de son frère, il fut appelé à fournir des ouvrages pour l'ameublement du prince de Condé au Palais-Bourbon et au château de Chantilly [6]. Il exerçait encore en 1773. — On lui doit de nombreux ouvrages marqués **M. CRESSON**, notamment un fauteuil en noyer ciré et sculpté à décor de rocailles, qui figure dans le mobilier de l'abbaye de Chaalis appartenant à l'Institut. Chez M. le duc de Trévise se trouve un beau siège du maître. Celui-ci était représenté également par des pièces remarquables dans les anciennes collections de M. Zarine [7], de l'antiquaire G. Hœntschel [8] et de Mme Monna-Delza, comtesse Patrimonio [9].

CRESSON (RENÉ), frère des précédents, né vers 1705, se fit recevoir maître menuisier à la même date que Louis, le 28 janvier 1738 [10] ; il mourut avant 1749. Son estampille : **CRESSON LAINE**, a été relevée sur des sièges de style Régence, dont un spécimen faisait partie de la vente du vicomte de Bondy, à la Galerie Durand-Ruel, en mai 1891.

CREUTZ (BARTOLD), ébéniste d'origine allemande, passé maître à Stockholm en 1753, vécut dans cette ville jusqu'en 1808 [11]. Il travaillait activement pour l'exportation. En 1766-1767, il expédia sur Dantzig une trentaine de meubles marquetés en bois de couleur, avec des ornements de bronze doré.

CRIAERD ou CRIARD, famille flamande dont plusieurs membres furent maîtres ébénistes à Paris.

ANTOINE florissait dans la première moitié du règne de Louis XV. Il eut, vers la fin de cette période, des relations d'affaires avec le fabricant et marchand de meubles Migeon, dans le voisinage duquel il habitait au faubourg Saint-Antoine [12]. Ses travaux sont signés en grandes lettres **A. CRIAERD**. Les collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Edouard André renferment une commode en tombeau, à placages d'amarante, qui porte cette estampille.

MATHIEU, frère cadet du précédent, né en 1689 [13], gagna la maîtrise le 29 juillet 1738 [14]. Établi rue Traversière-Saint-Antoine, il pratiqua son métier avec succès et travailla notamment pour

1. Vente à Paris, 8 juin 1912, no 287.
2. Arch. nat. Y. 14065, 31 décembre 1741-18 janv. 1742.
3. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
4. Id. *Ibid.*, Y. 9327, 1er août 1750.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 19. Bil. du tap. Doyen, 1761.
6. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Ordonnances*, (1767-1768).
7. Vente à Paris, déc. 1917, no 56 du catalogue (reprod.).
8. Vente à Paris, mai 1919, no 459.
9. Id., 25 juin 1921, no 198.
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
11. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt.* Stockholm, 1901, p. 99, 100, 103, 113.
12. Arch. de la Seine. *Livre de Commerce*. Reg. 5491. Table des ouvriers (sous le nom de « Criard l'aîné »).
13. Arch. nat. Y. 14091, 4-12 déc. 1764.
14. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.

les magasins de J.-F. Œben, ébéniste du Roi [1]. Après la mort de sa femme, en 1767 [2], il céda la maison au plus jeune de ses fils pour aller demeurer rue de Grenelle, où il s'éteignit à l'âge de quatre-vingt-six ans, vers le 1er février 1779 [3]. Il marquait en grandes lettres **MCRIAERD**, sans point séparatif entre l'initiale du prénom et le nom de famille, ce qui fait parfois attribuer ses ouvrages à un prétendu *Moriaerd*. Les productions de son atelier se caractérisent en général par des formes très mouvementées et par la fantaisie luxuriante des ornements. Ces pièces sont souvent revêtues de marqueteries à compartiments ou à fleurs [4]. Mathieu Criard fabriquait également de belles commodes en laque, dont un spécimen a figuré dans l'ancienne collection Demachy [5]. On connaît de lui quelques pièces originales, offrant des panneaux peints en camaïeu dans le goût de Pillement avec des garnitures argentées (planche XIII).

Antoine-Mathieu, fils aîné du précédent, né vers 1724, se fit recevoir maître le 22 avril 1747 [6], mais n'exerça pour son compte que deux ans plus tard [7]. Il résida successivement rues de Charenton [8], de Richelieu [9] et Saint-Thomas-du-Louvre [10], avant de se fixer rue du Bac, où il prit la succession de son confrère Charles Chevallier décédé en 1771. A partir de cette époque, on le trouve fréquemment désigné lui-même sous le surnom de *Chevallier*. Il avait dépassé la soixantaine lorsqu'il cessa son commerce, et succomba peu après, le 24 décembre 1787 [11]. Cet artisan a laissé de bons ouvrages signés **M. CRIARD**. Il est représenté au musée des Arts décoratifs par une petite table de chevet en bois de violette.

Sébastien-Mathieu, dit *Criard le jeune*, frère du précédent, né en 1732, collabora d'abord avec son père, dont il conserva ensuite la maison comme marchand de meubles [12]. Retiré des affaires il termina ses jours rue Cerutti, le 21 janvier 1796 [13].

CROUËN (Jacques), né en 1735, devint maître menuisier-ébéniste à Paris le 16 janvier 1765, et mourut le 12 septembre 1797 [14]. Il habita rue Basse-du-Rempart, puis rue Taitbout, travaillant à la fois pour le meuble et le bâtiment [15]. Le marquis de Gouffier fut un de ses clients [16].

CRUCHET (Gabriel), fils et petit-fils de menuisiers tourangeaux, obtint la maîtrise à Tours le 18 avril 1748. Juré de sa corporation en 1766, puis syndic en 1774, il figure encore sur le rôle de la capitation imposée à sa communauté en 1787. Il faisait des armoires, des secrétaires, des tables à jeu, en chêne et en noyer [17].

1. Arch. nat. Z1m. 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, janv. 1763. (58e opp.). V. aussi Arch. de la Seine, Reg. 5491. (sous le nom de « Criard le jeune »).
2. Arch. nat. Y. 12171. Scellés chez Jacqueline Godelard, épouse de l'ébén. Math. Criard, 29 août 1767.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 116.
4. V. notamment. Vente A. B[ergaud], Paris, 1er mars 1920, no 158 du catalogue (reprod.).
5. Vente à Paris, 24 mai 1912, no 88 du cat. (reprod.).
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
7. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9326, 29 juillet 1749.
8. Arch. de la Seine. *Livre de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (sous le nom de « Criard fils »), 1749.
9. Arch. nat. Z1m. 39. Scellés chez l'ébén. J.-F. Œben, janv. 1763.
10. Arch. nat. Y. 12171, 29 août 1767.
11. Id. Y. 14579. *Scellés.* — Cf. *Journal de Paris*, 29 déc., 1787, p. 1571, et *Annonces, Affiches et Avis divers*, 14 janv. 1788, p. 122.
12. Arch. nat. Y. 14102, 8 juillet 1775; Y. 14421, 14 mai 1773.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 10, 1er pluv. an IV.
14. Id., *ibid.*, Q8. 11, 16 fructidor, an IV; — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
15. *Annonces*, etc., 1775, p. 334; *Alm. des Bastimens*, 1776 et suiv.
16. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 58, 3 déc. 1782.
17. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, E. 437 à 439; 490A; 492; 496.



LOUIS CRESSON.
Fauteuil Louis XV à décor de rinceaux et palmes.
(*anc. coll. Jacques Doucet*).





MATHIEU CRIÆRD.
Commode Louis XV peinte en camaïeu vert et garnie de bronzes argentés.
(*collection particulière*).

CUCCI (DOMENICO) [1], dit *Dominique Cuccy*, fameux ébéniste et bronzier italien, natif de Todi, près de Rome ; mort, vraisemblablement à Paris, vers le mois de septembre 1705. Appelé en France par Mazarin, aux alentours de 1660, — date à laquelle il pouvait avoir une trentaine d'années, — Cucci prit bientôt une place éminente dans la pléiade d'artistes qui concouraient à l'embellissement des palais de Louis XIV. Il était logé aux Gobelins, où Colbert l'avait installé dès la fondation de cette manufacture consacrée à la fabrication des meubles de la Couronne En novembre 1664, six mois après son mariage avec la fille du peintre Gougeon, il reçut des lettres de naturalisation faisant l'éloge de ses travaux pour « les grands cabinets d'ébène, sculture, mignature, pierreries, orphèvrerie et autres ornemens » destinés aux maisons royales [2]. L'artiste venait alors d'entreprendre, pour la galerie d'Apollon au Louvre, deux chefs-d'œuvre que les documents de l'époque dénomment *les Temples de la Gloire et de la Vertu* [3]. C'étaient de splendides armoires dans le goût florentin, ouvrant par des volets comme un triptyque et décorées à l'intérieur avec une richesse inouïe. Des tables soutenues par six termes à bustes d'atlantes leur servaient de support, et elles avaient pour couronnements des groupes de bronze doré qui montraient Louis XIV conduisant le quadrige du Soleil au-dessus du temple de la Gloire, tandis que Marie-Thérèse symbolisait la Vertu sous la figure de Diane menant un attelage de quatre cerfs [4]. Ces meubles grandioses ont malheureusement péri comme toutes les ébénisteries du même artiste. Dès 1747, ils tombaient en ruine, et le Garde-meuble les donna au Muséum du Jardin du Roi, pour l'intérêt que leurs pierreries pouvaient encore offrir dans une collection de curiosités.

Peu après l'achèvement de ce travail, Cucci commença les magnifiques ouvrages connus sous le nom des *Cabinets de la Paix*. En bois d'ébène incrustés d'étain, chargés de cuivres précieux, couverts de lapis, de jaspe et d'agate, ils formaient des portiques à colonnes de marbre, que surmontait un fronton orné des armes royales. Ces portiques encadraient les statues assises du monarque et de son épouse, auxquels le sculpteur avait donné les attributs de Mars et de Minerve. Derrière les volets, dans des niches de lapis, d'autres figures de bronze doré représentaient quatre Héros escortant le Roi et quatre Vertus accompagnant la Reine. Les deux meubles étaient portés par des cariatides qui personnifiaient les principaux fleuves du monde [5].

Entre 1670 et 1684, l'artiste créa, pour les grands et petits appartements de Versailles, plusieurs morceaux analogues, parmi lesquels un somptueux cabinet destiné à la chambre de Louis XIV. Il produisit encore des armoires, des piédestaux, des boîtes de clavecin. Toutes ces pièces offraient des cuivres admirables que Cucci modelait et ciselait lui-même dans son atelier des Gobelins. Il était d'ailleurs attaché au service des Bâtiments non seulement comme ébéniste, mais aussi comme fondeur. A ce dernier titre, il exécuta la merveilleuse balustrade de l'escalier des Ambassadeurs à Versailles et entreprit plus tard de renouveler toutes les gar-

1. BIBLIOGRAPHIE : A. de Champeaux, *Le Meuble*, t. II, p. 43 et suiv. ; Id. *Dict. des Fondeurs-Ciseleurs* ; — E. Molinier, *Hist. générale des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 47 et suiv. — Jal. *Dict. crit. de biographie et d'histoire*, p. 461 ; — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 128-129.

2. Arch. nat. Z. 6007, fol. 43.

3. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. I (1er mai 1664-10 juillet 1665).

4. Arch. nat. O^1. 3336, fol. 139 v°.

5. J. Guiffrey. *Ouvr. cité*, t. I, col. 680 et 735. — Arch. nat. O^1. 3336. fol. 111 v°.

nitures des portes et des croisées du château. Ce fut son dernier ouvrage, qu'il laissait inachevé au moment de sa mort.

CUDOT (Louis-Médéric), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 15 septembre 1773, travaillait pour le meuble et le bâtiment. Il exerça rue Buffault jusqu'en 1790[1].

CUNY (Pierre-Philippe KŒNIG, dit), né à Berlin en 1761, était compagnon ébéniste « sans ouvrage » au faubourg Saint-Antoine, lorsqu'il prit part à l'émeute du 28 avril 1789, l'un des prodromes de la Révolution. Grièvement blessé d'une balle tirée sur lui pendant qu'il jetait des meubles par les fenêtres de la maison Reveillon, il succomba peu après à l'infirmerie de la Force[2].

CURIAU (Louis-Victor), ébéniste parisien, né en 1768, mort le 22 janvier 1812[3]. Il se trouvait établi à l'époque du Directoire rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 28, où il demeura le reste de son existence[4].



DADOUMONT (Guillaume-Joseph), ébéniste à Paris, rue Vieille-du-Temple, ne semble avoir travaillé que pour la carrosserie de luxe[5]. Il avait acquis la maîtrise le 6 juillet 1768 et mourut une quinzaine d'années plus tard ; sa veuve continua son commerce rue Poissonnière[6].

DAGUERRE (Dominique), souvent désigné comme ébéniste, était un marchand privilégié de la Cour qui prit vers 1778 la succession de son confrère Poirier, rue Saint-Honoré, vis-à-vis l'hôtel d'Aligre, *à la Couronne d'Or*. Associé successivement avec les sieurs Francotay et Lignereux, il sut maintenir et même accroître la renommée déjà ancienne de cette maison. La baronne d'Oberkirch lui consacre quelques mots dans ses *Mémoires*, à la date du 25 mai 1784 : « De l'hôtel Thélusson, dit-elle, nous allâmes chez Desguerres (*sic*), marchand-ébéniste fameux, demeurant rue Saint-Honoré, pour voir ses meubles. On ne pouvait approcher de son magasin, tant il y avait du monde. La foule se pressait devant un buffet de salle à manger d'un travail admirable; il devait être porté en Angleterre chez le duc de Northumberland ». — Fournisseur ordinaire du Garde-meuble[7], Daguerre livra pour le service du Roi des pièces fort riches, notamment un secrétaire de laque, décoré à l'intérieur de mosaïques bleues sur fond de bois gris. En 1785, il assuma la fabrication d'un magnifique serre-bijoux destiné à renfermer les

1. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1775, p. 796. *Alm. de Paris*, 1787 et 1788, 2[e] partie. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
2. Arch. nat. Y. 15101, 28 avril 1789. — Cf. Y. 5180, 1[er] juillet 1789 ; et Y. 13454, 18 mai 1789.
3. Archives de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 365.
4. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII ; — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 96, bil. du tap. Bonnet, 8 brumaire an XIII ; — *Alm. du Commerce*, 1807.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p, 203.
6. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris.*
7. Arch. nat. O[1]. 3453, — O[1]. 3615, fol. 218. — O[1]. 3632 à 3654. — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817.

diamants de la Couronne. Ce cabinet, plaqué en ébène, présentait des incrustations de jaspe et de lapis, avec des frises dorées d'or moulu et des bas-reliefs dorés au mat; une doublure de tôle rendait les tiroirs inviolables[1]. Daguerre entreprit d'autres précieux ouvrages pour les Enfants de France, pour Madame Élisabeth à Montreuil et pour le comte d'Artois au pavillon de Bagatelle[2]. Outre des ébénisteries, il faisait exécuter sous sa direction des bronzes d'ameublement : il fournit au fermier-général Grimod de la Reynière quatre grandes girandoles et au comte de Vaudreuil d'autres candélabres à dix lumières que Thiéry mentionne avec admiration dans le *Guide des Amateurs à Paris* (1787)[3]. On trouvait aussi chez lui des porcelaines, des cristaux, des bijoux et toutes sortes de curiosités. La Reine, qui l'honorait de sa faveur, lui confia une partie de ses objets d'art après les journées d'octobre[4]. Au printemps de 1793, ce marchand se retira des affaires et eut pour successeur son ancien associé Lignereux[5]. Plusieurs années après, les annonces de ventes continuaient à signaler spécialement les meubles « de Daguerre », dont le nom restait une recommandation pour les connaisseurs[6]. Un superbe secrétaire d'acajou, vendu par lui à mon trisaïeul en 1784, est conservé chez M. Roger de Salverte, au château de Rouvres, près Dijon.

DAHLIN (Nils), fournisseur de la cour de Suède, reçu maître à Stockholm en 1761, mourut dans cette ville le 4 novembre 1787[7]. Il a laissé au château royal de Tullgarn un bureau de forme contournée, sur pieds cambrés, en laque noir, richement orné de bronzes à rocailles. Cette table est accompagnée d'un grand serre-papiers de même style (planche XIV). Les deux pièces, qui ont appartenu à la reine Louise-Ulrique, portent la marque **N. DAHLIN** avec la date de 1771[8]. D'autres productions de l'artiste offrent des compositions nuancées à dessin de fleurs ou d'attributs. Ses ouvrages, traités dans le goût français, ont une noble et charmante élégance.

DAHLSTRÖM (Karl-Fredrik), ébéniste suédois, obtint des lettres de maîtrise à Stockholm le 29 avril 1765. Sa signature manuscrite figure sur une importante commode en marqueterie, dans le genre rococo allemand, qui fait partie du mobilier royal de Suède au palais de Stockholm[9].

DAMOIS (Antoine), établi rue Traversière au faubourg Saint-Antoine vers la fin du règne de Louis XVI[10], exerça jusqu'en 1811. On le trouve cité à cette date, dans les comptes du Garde-meuble impérial, pour la fourniture de secrétaires, commodes et buffets en noyer[11].

DAMON (Jean), ébéniste parisien, né en 1750, travaillait dans l'enclos Saint-Denis sous le Directoire[12] ; il résida ensuite rue de la Vieille-place-aux-Veaux, où il mourut le 14 mars 1808[13].

1. Arch. nat. O[1]. 3635.
2. Id. R[1]. 321 (mars-avril 1779).
3. *Ouvrage cité*, t. II, p. 546. — Cf. A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, p. 234. — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 264.
4. Ch. Ephrussi. *La Collection de Marie-Antoinette* (*Gazette des Beaux-Arts*, 1879, p. 389 et suivantes). — V. aussi Arch. nat. O[1]. 3650, mémoire de Daguerre et C[ie], 12 oct. 1789.
5. *Journal de Paris*, 21 mars 1793, p. 320.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IV, p. 5061, 5097, 7039, etc.
7. D[r] John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*. Stockholm, 1901, p. 114 et pl. III et IV.
8. Id. *Konstsamlingarna å de svenska Kungliga Slotten*, Stockholm, 1897, t. I, 1[er] fasc. pl. 24-25.
9. Id. *Ibid.*, t. II, pl. 149.
10. Arch. nat. Y. 13450, 11 août 1787. Dans ce document, il est qualifié indûment « maître » ; il était artisan libre.
11. Id. O[2]. 513, mai-nov. 1811.
12. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII, p. 158.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Table des Décès*. Q[8]. 321.

DANKBAR (Karl) florissait à Vienne (Autriche) sous le règne de l'empereur Joseph II. — A. de Champeaux a mentionné dans son livre sur *le Meuble* un petit bureau de style classique, en bois de rapport, à personnages et paysages sur fond blanc, signé dans la marqueterie *Karl Dankbar in Wien*[1]. Ce meuble se trouve aujourd'hui chez le prince Murat, au château de Rocquencourt.

DANNINVAL (Claude-François-Xavier), reçu maître ébéniste à Paris le 18 septembre 1788, exploita jusqu'au début de l'Empire un fonds de marchand de meubles, rue Saint-Honoré, vis-à-vis la rue de la Sourdière, à *la Tête noire*[2].

DARNAULT (Charles), l'un des marchands ordinaires de la Cour sous Louis XV[3], tenait à Paris, rue de la Monnaie, près le Pont-neuf, sous l'enseigne du *Roy d'Espagne*, un magasin considérable d'ébénisteries, de glaces et d'objets d'art. L'étiquette de sa maison figure sur une commode recueillie par le South Kensington Museum à Londres[4]. Les fils Darnault, qui continuèrent le commerce de leur père, furent les fournisseurs attitrés du comte et de la comtesse de Provence[5].

DAUTRICHE (Jacques VAN OOSTENRYK, dit), originaire des Pays-Bas, vint se fixer à Paris avant 1743. D'abord simple ouvrier, puis artisan libre, il était déjà connu comme un marqueteur de talent lorsqu'il se fit recevoir maître ébéniste le 24 mai 1765[6]. Il obtint ensuite des commandes pour les maisons royales et pour l'ameublement du comte d'Artois au palais du Temple[7]. Après avoir longtemps résidé rue Traversière, Dautriche habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, non loin de l'asile des Enfants-Trouvés, quand il succomba vers la fin de l'année 1778. Son entreprise fut continuée par sa veuve, Élisabeth Hannot[8], qui la transmit bientôt à leur fils Thomas-Jacques.

Ce maître signait ses travaux du pseudonyme **J. DAUTRICHE**, traduction française de son nom flamand. Notre Mobilier national conserve de lui deux belles commodes en bois de rapport ; l'une, d'époque Louis XV, à panneaux de fleurs, est exposée au musée du Louvre (planche XIV). Dans l'ancienne collection Rikoff figurait une pièce de la même époque, présentant des mosaïques en carrelages d'un dessin peu commun[9]. On a vu d'autres bons meubles de marqueterie frappés de son estampille dans les ventes de l'antiquaire Chappey[10] et de M. Allard de Meeus[11]. Ses ouvrages en acajou sont plus rares. Le baron de Beurnonville possédait une commode de ce genre reposant sur des pieds à cannelures obliques et ornée de jolis bronzes dans la manière de Thomire[12].

1. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 201, et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X, 45).
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1789. — *Alm. de Paris*, 2e partie, 1788-1789. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IX, p. 4749 ; — *Alm. du Commerce*, 1805.
3. Arch. nat. O¹. 3050.
4. N° 23739.
5. *Alm. Dauphin*, 1789, sous le nom d' « Arnault frères ». — Arch. nat. R⁵. 522, 534.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328 ; — Y. 10990, 3 sept. 1746 ; Y. 14085, 31 juillet 1758, etc. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, Livre des ouvriers du maître et march.-ébén. Migeon (sous le nom de D'Hautriche). — Id. *Bilans*, cart. 20, bil. de l'ébén. Genty, 1762.
7. Arch. nat. R¹. 312.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782. Cf. *Annonces*, etc. 1793, p. 1915.
9. Vente à Paris, 6 déc. 1907, n° 299 du catalogue (reprod.).
10. Id. 1907, n° 1485.
11. Id. juin 1910, n° 203.
12. Id. 3 juin 1884, n° 168.



NILS DAHLIN.
Serre-papiers en laque de Chine, exécutée en 1771 pour Gustave III de Suède.
(Château Royal de Tullgarn).





JACQUES VAN OOSTENRYK, dit DAUTRICHE
Commode Louis XV en marqueterie à rosace de placages contrariés, fleurs et rinceaux.
(Musée du Louvre).

Thomas-Jacques, fils du précédent, né à Paris en 1744 [1], exerça la même profession, mais sans acquérir la maîtrise. Après avoir travaillé pour le compte de sa mère, il prit vers 1783 la direction de l'ancien atelier paternel. Cet ébéniste fut un des Vainqueurs de la Bastille [2] et se signala ensuite par son ardeur démagogique. Le 1er mai 1793, se qualifiant « président par intérim des sections du faubourg Saint-Antoine », il vint à la barre de la Convention donner lecture d'une adresse dont la violence scandalisa cette assemblée, pourtant difficile à émouvoir par des violences de langage [3]. Peu après, fidèle à ses convictions, Dautriche, — alors âgé de quarante-neuf ans, — partit combattre les insurgés de l'Ouest. Il reçut devant Dol, le 22 novembre 1793, une blessure à laquelle il ne semble pas avoir survécu [4].

DAVAUX. *Voy.* Devaux.

DAVID (David RŒNTGEN, dit). *Voy.* Rœntgen.

DAVIGNON (Denis), maître menuisier à Paris, fut un des entrepreneurs des Bâtiments du Roi, depuis 1685 jusqu'en 1707, date de sa mort [5]. Il exécutait principalement des travaux de grosse menuiserie, mais eut quelquefois l'occasion de fournir pour les maisons royales des bancs, des armoires et d'autres meubles d'utilité. En 1704, on lui commanda deux grandes tables ployantes en bois de noyer, destinées au pavillon des Globes à Marly [6].

DEBAUVE. *Voy.* Bauve.

DEBERGUE (François), menuisier à Valenciennes, faisait des bois de sièges ornés de riches sculptures. En 1756, les maîtres sculpteurs de cette ville lui intentèrent des poursuites pour usurpation de leurs privilèges. Un jugement du 17 juin 1758 déclara leurs saisies valables et condamna Debergue à l'amende [7].

DEBON (François), menuisier en meubles, originaire de Normandie, exerçait comme artisan libre, à Paris, rue Saint-Nicolas, du temps de Louis XVI, livrant au commerce des bois de sièges et de couchettes [8]. Il continua plus tard son industrie rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 105. En 1811, le Garde-meuble impérial lui demanda des ouvrages en bois de hêtre pour les salons des ministres et des grands-officiers de la Couronne [9].

Son fils André-François, également menuisier-chaisier, né à Caen en 1765, fut un des Vainqueurs de la Bastille et obtint à ce titre une pension sous la monarchie de Juillet [10].

DECANT (Denis), menuisier parisien, reçu maître le 31 mars 1764 [11], fabriquait spécialement des sièges garnis de canne [12]. Après avoir demeuré rue de Charenton, il s'installa rue des Ménétriers, d'où il disparut entre 1782 et 1785.

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille.* Paris, 1911, p. 58.
2. Arch. nat. C. 35, 208¹, 22 avril 1790; T. 514¹, 5, Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 464.
3. *Répertoire* de Tutey, t. VIII, n° 2095. — *Moniteur*, 4 mai 1793 (Réimpression, t. XVI, p. 288).
4. J. Durieux. *Ouv. cité.*
5. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. I à V.
6. Id. *Ibid.*, 5 oct. et 14 déc. 1704.
7. Maurice Hénault. *Sculpteurs contre menuisiers* (dans la *Gazette des Beaux-Arts des Départements*, 1900, p. 702 et suiv.). Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 136.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune, 1784-1785.
9. Arch. nat. O². 513.
10. Id. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 389. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille.* Paris, 1911, p. 58.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* 1782.
12. Arch. nat. Y. 14093, 5 mai 1766.

DEFORGE (Michel), maître ébéniste à Paris, florissait vers le début du règne de Louis XV. Il tint sur les fonts baptismaux à Versailles, en 1727, un fils de son confrère Louis Voisin, ébéniste du Roi [1].

DEFRICHE (Pierre), admis à la maîtrise dans la communauté parisienne le 9 juillet 1766 [2], travailla rue Sainte-Marguerite jusque vers 1788. Il eut d'actives relations d'affaires avec le marchand-tapissier Turin, rue Saint-Honoré [3]. On a trouvé son estampille **P. DEFRICHE** sur des meubles de qualité courante, en bois de placage à filets de citronnier.

DEHM était fabricant d'ébénisteries à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 270, vers la fin du xviiie siècle. Il faisait de beaux ouvrages en acajou ronceux, enrichis de bronzes précieusement ciselés. Sous le Directoire, il vendit au marchand Collignon, boulevard Poissonnière, plusieurs de ses productions, entre autres un secrétaire à colonnes valant 4000 livres [4]. Il continua d'exercer durant tout le règne de Napoléon Ier [5].

Le même artisan — ou un homonyme — résidait rue de la Grande-Truanderie au temps de Charles X. Fournisseur de la duchesse de Berry et du duc d'Orléans, cet industriel fut un des premiers qui confectionna les marqueteries à la mécanique. Il imagina en outre de recouvrir ses bâtis d'une feuille de métal avant de les plaquer, pour prévenir les fentes que les bois produisent en travaillant. Des meubles exécutés suivant ces procédés lui valurent une mention honorable à l'Exposition de 1823 [6].

DEJON (Jean-Nicolas), né à Paris en 1757, était probablement fils de l'ébéniste Pierre Dejon, dit *Nassau*, que l'on trouve cité en 1752 parmi les ouvriers du maître J. Dubois [7]. Lui-même travaillait de ce métier dans le faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part à l'insurrection du 14 juillet [8]. Nommé membre du comité des Vainqueurs de la Bastille, il se signala par son ardeur révolutionnaire, notamment lors de l'agression dont fut victime son camarade Kabers [9]. Après le 10 août, Dejon se fit élire capitaine de gendarmerie. Destitué cinq mois plus tard, ce turbulent personnage termina ses jours à la prison de la Force, le 15 janvier 1801 [10].

Antoine-Marie, dit *Dejon le jeune*, né à Paris en 1761, frère du précédent et comme lui compagnon ébéniste, prit également part au siège de la Bastille. Il fut pensionné à ce titre en 1833 [11].

DELACOUR (Jean-François), reçu maître à Paris le 24 février 1768, exerça rue du Faubourg Saint-Antoine jusque vers 1783 [12]. — L'Exposition de l'Art français au xviiie siècle, organisée à Bruxelles en 1904, montrait un coffret à décor de fleurs et paysages, en marqueterie de bois de couleur avec incrustations d'ivoire, signé **DELACOUR**.

1. Arch. mun. de Versailles. État-civil. Paroisse Notre-Dame, 1727. *Baptêmes*, fol. 84.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5479 ; *Bilans*, cart. 43, bil. du tap. Turin, 23 avril 1774.
4. Id., *ibid*. Reg. 2579. Journal du march. Collignon.
5. *Alm. du Commerce*, 1805-1814. Sa femme, Marie-Adrienne Krieger, mourut le 10 juin 1811, à 45 ans (Arch. de la Seine. Q^{8}. 356).
6. *Bazar Parisien*, 1825.
7. Arch. nat. Y. 10994, 16 juin 1752 ; Y. 14086, 24 août 1759 ; Y. 14111, 12 déc. 1781.
8. Id. T. 514^{1}, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 517. — C. 35, 208^{1}. Procès-verbal du 9 avril 1790.
9. Id. Y. 14606, 12 fév. 1791.
10. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 59. — Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q^{8}. 56. 30 niv. an IX.
11. J. Durieux. *Ouv. cite*. — Cf. *Moniteur* du 3 nov. 1832.
12. *Liste générale des Maîtres Menuisiers-Ebénistes de Paris*, 1782.

DELACROIX. *Voy.* Lacroix.

DELAFOSSE, (François), dit *La Fosse*, tenait un atelier d'ébénisterie dans le faubourg Saint-Antoine vers le début du règne de Louis XV. Le chroniqueur Barbier raconte dans son *Journal* comment la femme de cet artisan, étant paralytique, se trouva soudain guérie lorsque passa sous ses fenêtres la procession de la Fête-Dieu, en juin 1725. Voltaire fut un des témoins entendus dans l'enquête ecclésiastique à laquelle l'événement donna lieu. Il écrivit peu après à la présidente de Bernières : « J'ai dans le monde un petit vernis de dévotion que le miracle du faubourg Saint-Antoine m'a donné... On m'a invité en cérémonie à assister au *Te Deum* qui sera chanté à Notre-Dame en actions de grâces de la guérison de Madame La Fosse...[1] ». Celle-ci, — née Anne-Barbe Charlier, — vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingts ans; elle s'éteignit rue de l'Égout, paroisse Saint-Paul, en 1760[2].

DELAISEMENT (Nicolas-Denis) se fit recevoir maître menuisier à Paris le 18 octobre 1776 et devint quatre ans plus tard député ou conseiller de sa communauté[3]. Il demeura rue de Cléry au moins jusqu'en 1792[4], produisant des sièges en hêtre, en noyer et en acajou, qu'il estampillait **DELAISEMENT**. Beaucoup de ses ouvrages imitent les modéles de Jacob, mais j'en ai vu plusieurs d'un style très personnel, comme des fauteuils de boudoir remarquables par la forme étroite et haute de leurs dossiers rectangulaires décorés de marguerites. Les collections du Garde-meuble renferment une marquise signée par Delaisement, que M. Ernest Dumonthier a fait reproduire dans son livre sur *les Bois de sièges du Mobilier national*[5]. A la vente du baron Franchetti (Paris, 1894) figurait un ameublement de salon provenant de ce maître. Un petit canapé du même auteur se trouve chez Mme la vicomtesse Daru, au château du Martroy, prés Meaux.

DELAÎTRE (Louis), ébéniste parisien, travaillait depuis plusieurs années comme artisan libre rue de Lappe, quand il gagna la maîtrise le 19 novembre 1738[6]. Il résida plus tard rue Saint-Nicolas, d'où il disparut vers 1750. C'était un individu brutal, dont les violences provoquaient les plaintes de ses voisins et confrères. Un jour, il faillit même tuer un malheureux gagne-denier qui avait eu l'imprudence de lui rappeler une dette de « trois sols et demy »[7]. Au reste, Delaître pratiquait son métier avec talent et fournissait des marchands en vogue[8]. Il a laissé de jolis meubles qui portent l'estampille **L. DE**
LAITRE imprimée sur deux lignes. Notre planche XV reproduit une petite commode-console, à un tiroir, en bois de violette, sur laquelle figure cette empreinte.

DELANG (Guillaume), né à Bréda (Hollande) le 4 octobre 1754, était ouvrier ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part à l'insurrection du Quatorze-Juillet. Enrôlé ensuite

1. Œuvres de Voltaire. *Correspondance*, 20 août 1725.
2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 9 juin 1760.
3. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118.
4. *Annonces*, etc., 1792, p. 1408.
5. *Ouv. cité*, t. I, pl. 27.
6. Arch. nat. Y. 9324. *Reg. des Maîtrises*, sous le nom de « Louis Delaistre ».
7. Id. Y. 10982, 1er juillet 1731 ; Y. 10987, 14 mars 1740, 24 juillet 1740 ; Y. 10991, 22 sept. 1748, etc.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers du maître et march. ébén. Migeon (1744-1746).

dans la gendarmerie, il fit campagne en Vendée et passa sous-officier. Delang se remit plus tard à l'établi. Sous le règne de Louis-Philippe, étant presque octogénaire, il reçut en 1832 un secours de 500 francs et fut pensionné l'année suivante comme ancien Vainqueur de la Bastille [1].

DELANOIS (Louis), fameux menuisier parisien, également connu sous le nom de *Lanoix*, né en 1731 [2], mort vers le milieu de l'année 1792. Après avoir travaillé dans sa jeunesse aux gages de la veuve J.-B. Lerouge [3], il passa maître le 27 juillet 1761 [4], et commença par exploiter un petit atelier rue de Bourbon-Villeneuve [5]. La finesse, l'élégance et l'originalité de ses productions attirèrent chez lui les marchands à la mode et plusieurs personnages de marque, au nombre desquels figuraient le prince de Beauvau et le comte d'Orsay [6]. Obligé bientôt de s'agrandir, il transporta son établissement rue des Petits-Carreaux, dans une maison attenante à l'ancienne cour de l'Étoile, aujourd'hui disparue. Cette impasse, qui débouchait rue Thévenot, était bordée par de vastes chantiers. Delanois les utilisa pour entreprendre le commerce des bois d'industrie, qu'il mena désormais de front avec la fabrication des meubles [7].

Ses mérites lui avaient valu la protection de Mme du Barry. La comtesse, que des conseillers éclairés guidaient dans le choix de ses fournisseurs, s'était adressée à lui dès le début de sa fortune pour meubler le logement qu'elle venait d'obtenir dans le château de Fontainebleau [8]. Elle l'attacha depuis lors à son service, en collaboration avec le sculpteur Guichard et le doreur Cagny. Pour ses appartements de Versailles, la favorite fit exécuter un lit triomphal dont la menuiserie seule coûta 3000 livres. Ce lit de bois doré, à colonnes et à dôme en forme d'alcôve, offrait de ravissantes sculptures représentant partout des roses et des myrtes, les fleurs préférées de la comtesse. Des motifs semblables ornaient les chaises de sa chambre, parmi lesquelles on en remarquait « une grande pour le Roi ». Le salon comprenait treize fauteuils, treize chaises et un splendide canapé, le tout en noyer finement sculpté de guirlandes et doré du plus bel or bruni. Une suite de trente et une chaises garnissait la salle à manger ; la galerie en avait dix-neuf montrant les attributs de la guerre et de l'amour, de la chasse et de la pêche. Les mêmes artistes fournirent pour le pavillon de Louveciennes des chefs-d'œuvre d'une égale richesse [9].

Tandis qu'il était occupé à ces travaux, Delanois entreprit, avec le concours du sculpteur Coulonjon, de très beaux meubles commandés par le roi de Pologne, Stanislas II Poniatowski. Quelques années plus tard, lors des fêtes données à Paris après le sacre de Louis XVI, il exécuta un trône pour le monarque, un fauteuil d'apparat pour la Reine, des tabourets et banquettes pour leur suite, outre un immense canapé qui mesurait « 24 pieds de long » et pouvait tenir quinze personnes. Entre 1770 et 1777, il livra au prince de Condé quantité d'ouvrages, destinés

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille* p. 60.— Arch. nat., T. 514[1]. 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 613. — C. 35. 208[1]. Pr.-verb. du 9 avril 1790 (sous le nom de « Guillaume Delon »). — *Moniteur* du 3 nov. 1832.

2. Arch. nat. Y. 12058, 4 mai 1771.

3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1167 (12 nov. 1759-fév. 1760) ; il était payé alors 15 livres par semaine.

4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*

5. Arch. nat. Y. 12051, 14 juin 1764.

6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 4245. Livre des ouvrages faits par Delanois.

7. Cf. Arch. nat. Y. 14229. 26 fév. -3 mars 1780. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 78. Faillite de Delanois, 27 sept. 1790.

8. Arch. de la Seine, *Livres de Commerce*, reg. 4245.

9. Id. *Ibid.*, et Bibl. nat. *Mss. fr.* 8158. Comptes de Mme du Barry (1770-1772).



LOUIS DELAITRE.
Commode-console Louis XV en bois de violette.
(coll. de l'auteur).



LOUIS DELANOIS.
Chaise exécutée en 1769 pour Mme du Barry.
(Kunstgewerbe Museum à Berlin).



LOUIS DELANOIS.
Petite marquise en gondole, époque Louis XV.
(Musée du Louvre, coll. Camondo).

au Palais Bourbon, au château de Chantilly et aux autres résidences du prince à Versailles, Fontainebleau et Vanves [1]. Le comte d'Artois et le duc de Chartres furent aussi ses clients, avec le cardinal de Rochechouart, le prince de Rohan-Guémené, archevêque de Bordeaux, le vicomte Choiseul, la marquise d'Hautefort, la présidente Molé. Il eut des correspondants en province et de même à l'étranger, comme les sieurs Choné et Satou à Saint-Pétersbourg, par l'intermédiaire desquels il vendit pour 15.000 livres de marchandises [2]. Grâce à son activité et à son entente des affaires, Delanois parvint à une brillante situation. Propriétaire de la maison qu'il occupait rue des Petits-Carreaux, il possédait à Paris et à Saint-Denis plusieurs autres immeubles estimés ensemble 600.000 livres. Mais la Révolution causa sa ruine. Acculé à la faillite en septembre 1790, il dut désintéresser ses créanciers par l'abandon général de ses biens [3]. Il survécut peu de temps à cette catastrophe. Les *Petites Affiches* du 6 août 1792 annonçaient la vente après décès des objets dépendant de sa succession [4].

Aux Archives de la Seine est conservé le *Livre des Ouvrages et Fournitures de Meubles faits à crédit* par Delanois depuis 1761 jusqu'en décembre 1777. C'est un beau registre, tenu avec soin, l'un des plus complets qui nous soient parvenus dans ce genre. On peut y suivre d'année en année, presque de mois en mois, les transformations successives du mobilier pendant la période qui vit naître, se développer et s'épanouir le style Louis XVI, — transformations auxquelles cet artiste contribua dans une mesure appréciable par ses constants efforts pour pressentir et devancer la mode. Son livre le montre créant sans relâche des ouvrages « d'une forme nouvelle », « d'une nouvelle composition », et leurs signalements, quoique trop succints pour en donner une idée exacte, suffisent parfois à faire ressortir la singularité de leur aspect ou les ingénieux perfectionnements dont les dotait leur auteur. Tel est le cas pour un « fauteuil Dagobert » datant de 1770, des chaises « en forme d'éventail » qu'il vendit au prince de Condé en 1775, un canapé se divisant en trois fauteuils, une ottomane munie d'un tiroir sous le siège, ou encore un curieux lit pliant qui se changeait en bergère.

Le nom de ce maître, oublié depuis un siècle, fut révélé aux collectionneurs lors de l'Exposition universelle de 1889. La section rétrospective du Trocadéro renfermait en effet trois chaises d'un merveilleux travail, signées **L. DELANOIS**. Elles reparurent en 1891 à la vente du vicomte de Bondy, avec trois autres pièces similaires, mais différentes dans les détails, qui portaient la même estampille. Ces œuvres précieuses ont malheureusement quitté la France pour enrichir le musée d'Art industriel de Berlin. Leur style recherché et leur fastueuse élégance m'avaient fait supposer qu'elles devaient provenir de Mme du Barry. Les papiers de la comtesse, que possède la Bibliothèque nationale, m'en ont fourni la preuve. Elles dépendaient de deux suites de sièges exécutées pour le salon de Louveciennes et minutieusement décrites dans un mémoire du doreur Cagny qui fut chargé de les peindre [5]. Notre planche XV montre une de

1. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Ordonnances pour le paiement des travaux du Palais-Bourbon* (1772-1777). *Comptes des Dépenses de Chantilly* (1772-1778); *Reg. des Ordonnances* (1772-1778).
2. Arch. nat. Y. 14229, 26 fév.-3 mars 1780.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 78, 27 sept. 1780.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 3400 et 4532 ; 1793, p. 1925.
5. « Pour le Salon du Pavillon [Luciennes] : Vingt et une chaises très riches de sculptures, apprêtées, réparées et couchées de teinte de beau blanc. Détail d'une : le dossier orné de fleurons, branches de myrte et d'olives, branches de giroflées tour-

ces chaises. Un écran, qui sans nul doute a fait partie du même ensemble, figurait dans la vente Georges Hœntschel [1].

Au musée du Louvre, Delanois est représenté, dans le legs Camondo, par un lit de repos en deux parties, et une paire de petites marquises d'une forme trapue et très joliment mouvementée [2] (planche XV). L'Exposition forézienne, organisée à Roanne en 1890, montrait de lui plusieurs pièces appartenant au comte de Gatellier. Je possède deux larges fauteuils Louis XV qui se rattachent au début de sa carrière.

DELAPORTE, famille d'artisans parisiens que l'on trouve souvent dénommés *Laporte*. — Les plus anciens étaient entrepreneurs des bâtiments du Roi; ils travaillèrent pour Louis XIV à Versailles et à Compiègne [3]. L'un d'eux, François, cité dans les comptes de la Couronne dès 1690, résidait encore rue Beauregard en 1730 [4]. Vers cette époque MARTIN tenait un atelier de menuiserie en meubles rue des Filles-Dieu Saint-Sauveur; il vécut jusqu'en 1756 [5], produisant des bois de sièges qu'il signait **M. DELAPORTE**. — Deux de ses neveux s'adonnèrent à la même profession. ANTOINE-NICOLAS, après avoir gagné la maîtrise le 7 juillet 1762 [6], s'établit rue de Cléry où il continuait d'exercer en 1785. Il eut l'occasion de fournir quelques ouvrages pour les Menus-Plaisirs [7]. On lui doit des sièges de bonne qualité, portant la marque **A. N. DELAPORTE**. — MARTIN-NICOLAS, frère du précédent, se fit recevoir maître le 24 avril 1765 [8] et demeura rue des Filles-Dieu, ayant sans doute repris l'ancien atelier de son oncle. C'était un fabricant très actif, favorablement connu dans le commerce [9]. En 1781, il exécuta des bois de couchettes pour l'hôtel des Écuries du comte d'Artois à Paris et pour la maison des jockeys de ce prince à Saint-Mandé [10]. Il mourut vers le 20 décembre 1784 [11]. — Un autre menuisier du nom de Delaporte travaillait à la fois pour le meuble et le bâtiment, dans le même quartier, rue Neuve-Égalité (ci-devant de Bourbon-Villeneuve) [12], au commencement du dix-neuvième siècle [13].

A cette famille se rattachent encore le doreur Nicolas-Pierre Delaporte, établi rue Chapon vers 1760, et le sculpteur Nicolas-Martin, qui habitait rue Traversière-Saint-Antoine une vingtaine d'années plus tard. Ce dernier employait le sigle **N. DLP. S** (*Nicolas De La Porte sculpsit*) que l'on trouve sur des sièges Louis XVI, conjointement avec des estampilles de menuisiers.

DELAROUE (CLAUDE), parfois désigné comme ébéniste dans les documents de l'époque, était un marchand-mercier de Paris qui fit commerce de meubles, de glaces et d'étoffes, rue de la Verrerie, à *la Toilette royale*, entre 1746 et 1785. Son aïeul et son père avaient été « lustriers

nantes et formant le bouquet, entrelacs, perles et rosettes; les pieds à cannelures torses avec fleurons et rosettes... Plus vingt et une autres grandes chaises, aussi très riches de sculpture, ornées de branches d'olivier, rais de cœur en feuille d'acanthe et piastres, feuilles d'olive ; les pieds cannelés ornés de rosettes et graines ». Bibl. nat. *Mss. fr.* 8158, fol. 151.

1. Vente à Paris, 2 avril 1919, no 326 (reprod.).
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. Paris [1922], nos 207, 208 et 209.
3. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. II, III et V.
4. Arch. nat. Y. 12372, 18 juillet 1730.
5. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749; Y. 12043, 3 août 1756. — Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 9. Faillite du tap. C.-F. Loyal (1752).
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
7. Arch. nat. O¹. 2872, fol. 24 vo, no 93.
8. *Liste générale...*, 1782.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*. cart. 44, bil. du tap. Lucet, 1775 ; cart. 44A, bilan du tap. Leclerc, 1777; cart. 52, bil. du tap. Laforest, 1780 ; cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782, etc.
10. Arch. nat. R¹. 329 et 332.
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 3406.
12. Aujourd'hui la rue d'Aboukir.
13. *Annonces...*, an IX, p. 3834.

du Roi », titre dont hérita son frère Jérémie Delaroue et qu'un de ses neveux continua de porter jusqu'à la Révolution. Lui-même, qualifié « marchand ordinaire de la Cour », livra principalement au Garde-meuble des lustres et des girandoles. Ses fournitures comprenaient en outre quelques ébénisteries [1], et surtout des meubles de toilette qu'il vendait garnis de précieux ustensiles de porcelaine, de cristal et de vermeil. En 1771, il dirigea l'exécution d'un magnifique cabinet à bijoux, commandé par Louis XV pour le mariage de la comtesse de Provence. Ce cabinet, construit en chêne, avait la forme d'un grand coffre à contours bombés que flanquaient des pilastres en consoles et que surmontait une couronne héraldique. Tout le bois apparent offrait des sculptures dorées ; le reste du fût était recouvert de velours cramoisi brodé d'or. Il reposait sur quatre pieds en gaîne reliés par des traverses portant un vase fleuri entre deux figures d'enfants qui symbolisaient l'Hymen et l'Amour [2]. Delaroue était aussi fournisseur du comte d'Artois, qui lui fit réparer des marqueteries de Boulle et lui commanda de très beaux meubles en bois de rapport [3]. L'un de ces ouvrages, destiné à la chambre du prince dans le pavillon de Bagatelle, se composait de deux écoinçons entre lesquels glissait une table mobile pouvant servir de toilette ou de bureau ; les trois pièces étaient revêtues de mosaïques en bois bleu et richement garnies de bronzes à sujets guerriers. Pour les petits appartements du Temple, Delaroue livra de superbes commodes ornées de porcelaine. La comtesse d'Artois lui demanda, pour son boudoir au même palais, une table à écrire en bois satiné, dont la décoration comportait des médaillons de tôle peinte, représentant des figures dansantes d'après l'antique.

DELASSON, ancien officier des chasses du prince de Conti, retiré à Paris, dans l'hôtel du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, rue de Breteuil, occupa ses loisirs entre 1766 et 1790 à confectionner des marqueteries en paille de couleur imitant les travaux des ébénistes [4]. Il ornait de cette manière non seulement de menus objets comme des boîtes ou des écritoires, mais aussi des meubles de fantaisie qui se vendaient surtout à l'époque des étrennes. On trouvait chez lui, d'après ses réclames, « des commodes à la Bourgogne, des bureaux de dame, des chiffonnières galantes, des tables badines à écrire ou à coudre, des toilettes, des secrétaires, des encoignures, des écrans à pied et toutes sortes d'autres jolis morceaux méritant les suffrages des curieux... ». Ces ouvrages de paille devaient être fort agréables dans leur fraîcheur. On en trouve parfois des spécimens assez bien conservés, comme une petite table-rognon, décorée de fleurs et d'oiseaux, qui faisait partie de l'ancienne collection Aubert [5].

DELAUNAY (JEAN), menuisier en meubles, fit enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris, le 13 novembre 1764 [6]. Il demeurait rue Saint-Martin, où il mourut en avril 1778 [7]. On a relevé son estampille **J. DELAUNAY** sur des sièges de bonne fabrication courante, parmi lesquels quatre petits fauteuils, dans le style de transition Louis XV à Louis XVI, que Mme la vicomtesse de Banville possède au château de Rosel en Normandie.

1. Arch. nat. O1. 2869 à 2887; O1. 3314; O1. 3617 à 3631.
2. Id. O1. 3031, 11.
3. Id. R1. 321 à 335.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, passim. et notam. 1768, p. 976 ; 1771, 5 déc. ; 1777, p. 22 ; 1785, p. 3468 ; 1788, p. 3589 ; 1790, p. 4095 ; — *Journal de Paris*, 19 déc. 1780, 26 déc. 1781, etc.
5. Vente à Paris, 4 juin 1921, no 77 du catalogue.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328 et 9330.
7. *Journal de Paris*, 18 avril 1778 ; *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 607.

DELAURIER, maître ébéniste à Strasbourg, était syndic de la corporation des menuisiers français de cette ville en 1775 [1].

DELBOUILLE tenait, sous le Directoire, fabrique et magasin de meubles au faubourg Saint-Antoine, rue de la Roquette, n° 2. Sa maison, transférée dans la suite rue Traversière, existait encore en 1825 [2].

DELENONCOURT (JOSEPH), menuisier parisien, appartenait à une famille d'artisans du métier. Après avoir gagné la maîtrise le 7 juillet 1764 [3], il s'établit rue Neuve-Saint-Laurent, où il travaillait encore au début de la Révolution. Dans les réserves du Garde-meuble se trouve un fauteuil canné, de style Louis XV, qui porte sa marque : **J. DELENONCOURT** [4].

DELETTRE (JEAN-JACQUES), menuisier parisien, maître depuis le 22 octobre 1782 [5], habita successivement rue Basse-Villeneuve et rue du Faubourg Saint-Denis, dans le passage du Bois-de-Boulogne, jusqu'en 1792. Il fit des ouvrages pour les frères Presle, tapissiers renommés [6].

DELION. — Un ébéniste de ce nom répara des meubles pour le service du Roi au château de Choisy, en 1785 [7].

DELION (JEAN), maître menuisier à Paris, florissait dans la première moitié du règne de Louis XV. On lui doit de jolis sièges signés **I. DELION** en grandes lettres, ou **J. DELION** en plus petits caractères. Un tabouret de forme oblongue, provenant de son atelier, faisait partie de l'ancienne collection du baron L. d'Ivry.

CLAUDE, fils du précédent, reçu maître menuisier le 21 juillet 1757 [8], décéda dix-huit mois plus tard, le 7 février 1759 [9], âgé seulement d'une quarantaine d'années. Durant sa courte période d'activité, cet artisan, qui demeurait rue Saint-Sauveur, paraît s'être consacré spécialement à la fabrication des bois de lits. Il eut pour successeurs sa veuve Jeanne Desportes, puis son frère LOUIS-HYACINTHE. Celui-ci, né en 1721 [10], gagna la maîtrise le 4 septembre 1766 [11] ; il habitait encore rue Saint-Sauveur, n° 44, lorsqu'il décéda le 22 janvier 1793 [12].

DELISLE (HONORÉ-NICOLAS), fabricant et marchand de meubles à Paris, exploita rue du Faubourg Saint-Antoine, près de l'Abbaye, une petite boutique pour laquelle travaillèrent les ébénistes Bayer et Rebour. Il réussit mal dans son commerce, et fit faillite à deux reprises, en 1773 et en 1785 [13]. A cette dernière date, le comte de Caraman lui devait une somme de 1.400 livres.

DELLENOOZ (LAMBERT), d'origine flamande, se fit recevoir maître menuisier-ébéniste à

1. Arch. mun. de Strasbourg. *Meisterstücke Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere* (1728-1790). Cf. ci-dessus art. ANDRISS.
2. *Alm. du Commerce*, an VII et suiv., sous les noms de « Demouille », « Debouille », etc.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
4. M. E. Dumonthier a donné une reproduction de ce fauteuil dans son livre sur *les Bois de sièges du Mobilier national*, t. II, pl. 8.
5. *Liste générale...*, 1785-1789.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Journal des frères Presle, reg. 2404 (1787-1788). — *Bilans*, cart. 81, bil. des mêmes, 6 sept. 1792.
7. Arch. nat. O¹. 3636. Dépenses courantes du Garde-meuble de la Couronne. Pièces justificatives, 21 sept. 1785.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328.
9. Id. Y. 1100, Scellés du 7 fév. 1759.
10. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q⁸. 32, 22 janv. 1793.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
12. Arch. de la Seine, *loc. cit.* — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1793, p. 156.
13. Id. *Bilans*, cart. 38, 17 nov. 1773 ; cart. 65, 21 oct. 1785. — V. aussi cart. 51 et 56, bil. de l'ébéniste Bayer ; cart. 48^A et 65, bil. de l'ébén. Rebour.

Paris, le 19 janvier 1737 [1]. Il exerça d'abord rue de la Roquette, puis rue Traversière-Saint-Antoine [2], produisant des meubles de chêne, tels que des armoires à baguettes feuillées et des buffets dans la forme de commodes. En 1746, il eut un litige avec le tapissier Morand au sujet de deux bibliothèques que ce marchand jugeait défectueuses, mais qui furent reconnues par les experts « bonnes, loyales et bien conditionnées » [3]. Vers la même époque cet artisan travaillait pour les magasins de l'ébéniste Migeon [4]. Il mourut à l'Hôtel-Dieu, le 14 mars 1754 [5].

DELMONT (Jean-Baptiste) tenait un atelier d'ébénisterie à Paris, rue Saint-Nicolas, n° 4, entre 1791 et 1799 [6]. On le trouve cité dans le livre-journal du marchand Collignon pour la fourniture de plusieurs tables à jeu en bois d'acajou [7].

DELOOSE (Daniel), dont le nom indique une origine flamande, fit partie d'une promotion de douze ébénistes et menuisiers de Paris créés maîtres, dans des conditions de faveur, par l'édit royal du 13 août 1767 [8]. Après avoir longtemps demeuré rue Saint-Nicolas, il s'était installé depuis peu rue du Faubourg Saint-Antoine, presque en face de la rue Traversière, quand il succomba vers le début de l'année 1788. Une annonce insérée dans les *Petites Affiches* du 15 avril suivant pour la vente de son fonds de commerce, mentionne parmi les marchandises du défunt « une belle commode, un secrétaire et deux encoignures faisant un même meuble » avec nombre d'ouvrages « de bois d'acajou et de bois satiné, à fleurs ombrées et médaillons » [9]. Cet habile ébéniste marquait ses travaux de l'estampille **D. DE LOOSE**. Il a signé, conjointement avec ses confrères Jansen et Cosson, une petite table qui appartient au South Kensington Museum et dont les marqueteries de bois et d'ivoire représentent des personnages en costumes du temps. L'ancienne collection V. Demonts renfermait une autre petite table décorée par le maître suivant la même technique [10]. La face de ce meuble montre une dame orientale, au visage et aux mains d'ivoire, étendue sur une sorte de divan à rocailles. Le dessus porte un bouquet de lis permettant de supposer que ce gracieux ouvrage fut exécuté pour une princesse de France. Dans la vente du vicomte de Froissard-Broissia (avril 1919) [11], figurait un bonheur-du-jour par Deloose, en citronnier incrusté de mosaïques à carrelages. Mme la comtesse F. de Bernard possède un petit bureau en bois de rose, orné de marqueteries analogues. Les productions de cet artiste, souvent très fines, se caractérisent en général par la simplicité de leurs garnitures.

DELORME (Adrien FAIZELOT-), notable fabricant et marchand de meubles à Paris, fils de François Faizelot-Delorme auquel est consacrée la notice suivante, passa maître ébéniste le 22 juin 1748 [12], et s'établit rue du Temple. Au mois d'août 1768, il fut élu juré de sa communauté, en remplacement de son père qui venait de mourir [13]. Les Almanachs de l'époque le

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9323.
2. Id. Y, 10987, 16 sept. 1741 ; Y. 10990, 11 janv. 1746 ; Y. 12150, 2 sept. 1747 ; etc.
3. Arch. de la Seine. Juridict. consul. *Rapports*, cart. 3, 4-9 mai 1746.
4. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Table.
5. Arch. nat. Y. 10995. Scellés du 14 mars 1754.
6. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires*. Quinze-Vingts, n° 1, 22 fév. 1791. — *Alm. du Commerce*, an VII.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2579.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1788, p. 1067.
10. Vente de M. D... à Paris, 25 mai 1921, n° 249.
11. Vente du Vte de F...-B.., 10 avril 1919, n° 34.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
13. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331.

citent comme « l'un des plus habiles et des plus renommés pour les ouvrages de marqueterie [1] ». Il exerça avec le même succès jusqu'en 1783, puis se retira des affaires après avoir liquidé en vente publique ses marchandises, qui comprenaient « quantité de commodes, coins, serre-papiers et bureaux, ornés de fontes dorées, à dessus de marbre et albâtre [2] ».

Ses ouvrages, signés **DELORME**, témoignent d'une aimable et brillante fantaisie. Les premiers en date sont presque tous revêtus de vernis européens imitant les laques d'Extrême-Orient. A l'Exposition du Goût chinois en Europe au XVIIIe siècle, organisée par l'Union centrale des Arts décoratifs en 1910, on pouvait voir deux pièces de cette sorte : une commode en tombeau de la collection Ed. Guérin et un petit cartonnier appartenant à M. Jacques Pereire [3]. Une encoignure de même style, rehaussée de dorures sur fond rouge, faisait partie de l'ancien mobilier du château de Valmer (Indre-et-Loire) [4]. Vers la fin du règne de Louis XV, l'artiste modifia sa manière et s'appliqua surtout à des travaux en bois de rapport. De cette période datent plusieurs belles commodes ayant figuré aux ventes Rikoff, Kraemer et Lévy [5], un petit bureau de la collection Massey-Mainwaring à Londres [6] et de nombreux secrétaires à portes coulissantes comme celle qui est représentée sur notre planche XVI. Le musée du Louvre a recueilli, dans la donation Camondo, une œuvre ravissante du maître : c'est une minuscule table à ouvrage décorée de paniers et vases de fleurs dans des encadrements contournés. Elle provient de Mme Campan, qui l'avait reçue en présent de la famille royale [7].

DELORME (FRANÇOIS FAIZELOT-), maître ébéniste à Paris, né en 1761, mort subitement le 11 février 1768 [8]. Il était juré de sa corporation dans les deux dernières années de sa vie [9]. Ce fabricant, établi rue Tiquetonne, produisait principalement des ouvrages laqués « façon de la Chine ». On lui attribue la marque **F. D.** qui a été relevée sur plusieurs beaux meubles de cette sorte, parmi lesquels une paire d'encoignures de l'ancienne collection Ch. Stein.

Il fut le père d'Adrien Faizelot-Delorme, auquel a été consacré le précédent article, et laissa deux autres fils qui exercèrent la même profession : JEAN-LOUIS, devenu maître en 1763 [10], conserva la maison de la rue Tiquetonne jusqu'au début du règne de Louis XVI [11] ; ALEXIS, ayant gagné la maîtrise le 1er août 1772 [12], exploita rue Saint-Denis un petit magasin de meubles qui disparut en 1786 [13].

DELORME (GUILLAUME), né en 1757 à Pont-de-Poix (île de Saint-Domingue) [14], devint maître ébéniste à Paris le 28 septembre 1786 [15]. Il résidait rue et cul-de-sac Saint-Sébastien, dans le quar-

1. *Tablettes de Renommée*, 1777, supplément. — V. aussi *Alm. d'Indication... ou du Vrai Mérite*, 1769. — *Alm. gén. des Marchands du Royaume*, 1780.

2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 28 fév. 1783, p. 495 ; 29 avril 1783, p. 1031.

3. N°s 14 et 15 du catalogue.

4. Vente à l'Hôtel Drouot, 20 fév. 1917, n° 81.

5. Ventes à Paris, déc. 1907, n° 301 ; avril 1913, n° 159 ; juin 1917, n° 197.

6. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor. X, 45).

7. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd., Paris [1922], n° 43. Cf. Molinier. *Hist. des Arts appliqués à l'Ind.*, t. III, p. 145 (reprod.).

8. Arch. nat. Y. 12171. Scellés et Informations, 11 fév. 1768. — *Annonces, Affiches et Avis divers*. 1768, p. 148.

9. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331, août 1766.

10. Id. *Ibid.*, Y. 9328, 20 sept. 1763.

11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 42^A, faillite du boucher Hubié, 25 fév. 1777.

12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.

13. Il avait eu l'année précédente un procès devant le consulat de Paris avec son confrère Nic. Virrig. (Arch. de la Seine, Consulat. *Rapports*, cart. 14, 12 oct. 1785).

14. Arch. nat. W. 546, 1.

15. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* (1787-1789).

tier de Popincourt. Sous la Révolution, manquant d'ouvrage, il se fit charron et « entrepreneur des attirails de l'armée ». Fougueux jacobin, Guillaume Delorme fut nommé capitaine des canonniers de sa section, qu'il conduisit à l'assaut de la Convention dans la journée du 1er prairial an III. Arrêté avec les principaux auteurs de cette insurrection et condamné à mort par une commission militaire, il périt sur l'échafaud, le 27 mai 1795 [1].

DEMAY (Jean-Baptiste-Bernard), menuisier parisien, admis à la maîtrise le 4 février 1784 [2], résidait rue de Cléry, où il travailla avec succès durant une trentaine d'années. Dès le début de sa carrière, il obtint des commandes pour le mobilier de la Reine. Sa marque **J.-B. B. DEMAY** figure sur les jolies chaises volantes, ornées du chiffre de Marie-Antoinette, qui se trouvent au Petit-Trianon et dont notre planche XVI reproduit un spécimen [3]. On connaît beaucoup d'ouvrages frappés de la même empreinte, entre autres un gracieux fauteuil que possède le musée des Arts décoratifs et deux chaises *à la Montgolfière* exposées au musée Carnavalet [4]. Après la Révolution, le maître employa une nouvelle estampille qui imprimait sur deux lignes les mots : **DEMAY = RUE DE CLERY**. C'est le poinçon avec lequel il a signé, sous le Consulat, une suite de chaises originales, en noyer incrusté d'ébène, maintenant dans les bureaux du ministère des Affaires Étrangères (pl. XVI). Plus tard il fournit au Garde-meuble des sièges de salon et de salle à manger pour le service des grands-officiers de la Couronne [5]. Son atelier disparut vers la fin de l'Empire, ruiné sans doute par la crise qui sévissait alors sur toute l'industrie française.

DEMOULIN (Jean), ébéniste du prince de Condé, né à Selongey (Côte-d'Or), le 13 août 1715 ; mort à Dijon, le 2 juillet 1798 [6]. Fils d'un vigneron, il paraît avoir fait son apprentissage dans la métropole de la Bourgogne où florissaient d'excellents menuisiers. Au dire de son biographe, M. E. Fyot, il ne vint s'établir à Paris qu'après s'être marié en 1749 ; mais je crois y avoir relevé sa trace quatre ans plus tôt. A cette époque demeurait rue du Faubourg Saint-Antoine un maître ébéniste inscrit dans le livre de son confrère Migeon sous l'appellation de « Desmoulins » [7] ; l'identité de cet artisan avec celui qui nous occupe est d'autant plus vraisemblable que les Demoulin de Selongey prononçaient leur nom « D*é*moulin » et souvent l'écrivaient ainsi. En tous cas l'artiste fit dans la capitale un long séjour, durant lequel il fabriqua les ouvrages qui portent la contremarque de la jurande parisienne avec son estampille **J. DEMOULIN**. Parmi les premiers en date, on peut citer une commode que Mme Demachy possède au château d'Ognon près Senlis. Ce meuble, d'une construction un peu lourde, offre des marqueteries en bois de violette et des cuivres dans le goût de la Régence. Le maître semble avoir produit plus souvent des pièces laquées de style chinois ; il leur donnait des formes galbées d'une charmante souplesse et les relevait par de riches ornements à rocailles. Le musée de Tours montre une magnifique commode de ce genre, qui provient de l'ameublement du duc de Choiseul au châ-

1. Arch. nat., *loc. cit.* — Cf. *Moniteur*. Réimpression, t. XXIV, p. 526-540.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
3. Cf. H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les Sièges*. Paris [1922], pl. XX. L'auteur consacre à ces ouvrages une étude technique faisant ressortir tous les détails de leur construction.
4. Ces chaises proviennent de l'ancienne collection Nadar.
5. Arch. nat. O². 513, mai-nov. 1811.
6. V. l'intéressante biographie illustrée de cet ébéniste par M. E. Fyot dans la *Revue de Bourgogne*, mai-juin 1914, p. 198-211.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 (1745-1756).

teau de Chanteloup [1]. Une œuvre analogue figurait à la vente Lucile Verneuil (mars 1884)[2]. J'ai eu l'occasion d'en voir une autre chez M. Davis à Londres. Ces ébénisteries, dont l'exécution nécessita le concours de très habiles vernisseurs et bronziers, attestent la prospérité de l'entreprise que dirigeait Demoulin. Vers le début du règne de Louis XVI, celui-ci retourna en Bourgogne, sans doute sur l'invitation du prince de Condé, gouverneur de cette province, qui désirait l'attacher à son service. Le 29 janvier 1780, il obtint à Dijon de nouvelles lettres de maîtrise. Il ouvrit alors, rue de Condé, un important magasin qu'il exploita jusqu'en 1788. Une de ses arrière-petites-filles, M[me] Numa Moyne, conserve un portrait qui le représente aux approches de la cinquantaine, sous l'aspect d'un bourgeois cossu, mais dur à lui-même comme aux autres. Sa forte carrure et sa mine sévère laissent deviner avec quelle âpre volonté il s'était poussé dans la vie.

Il eut pour successeurs ses fils Jean-Baptiste et Bertrand, nés tous deux à Paris, l'un en 1750, l'autre cinq ans plus tard. L'aîné avait passé maître à Dijon le 8 mai 1783. Ces ébénistes gardèrent l'ancienne marque de leur père, en y ajoutant quelquefois une étiquette imprimée dont le texte débute ainsi : « Les Frères Demoulin, marchands ébénistes brevetés par chef-d'œuvre de S. A. S. le prince de Condé, rue Condé, à Dijon, tiennent le magasin le mieux assorti de la Province en meubles d'ébénisterie, riches, médiocres et communs, en noyer du pays et étranger, en bois des Isles et en acajou ondé et moucheté... ». A Dijon même, et dans les environs, existent encore beaucoup d'ouvrages sortis de leur atelier. L'un des plus remarquables appartient à M[me] Salles, née Eiffel ; c'est un secrétaire Louis XVI, dont les panneaux de marqueterie, à décor de vases, fleurs et attributs, présentent des bordures originales en incrustations de bois jaune, dessinant des losanges séparés par des perles.

Les frères Demoulin saluèrent l'aube de la Révolution avec un enthousiasme que la Terreur même ne refroidit pas. Leur civisme attira sur eux la faveur de l'Administration, qui leur commanda en 1792 seize boîtes d'ébénisterie pour le service du jury criminel. Après la mort de leur père, ils quittèrent le commerce, mais sans renoncer complètement à leur métier qu'ils continuaient de pratiquer par plaisir dans leurs vieux jours. Jean-Baptiste succomba le 17 octobre 1837 ; Bertrand ne s'éteignit qu'à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, le 7 avril 1853.

DENISART (Jean), né en 1683, était en 1735 maître et marchand ébéniste à Paris, rue Saint-Benoît, sous l'enseigne de l'*Annonciation* [3].

DENIZOT (Jacques), ébéniste parisien, né vers 1684[4], mort avant la fin de l'année 1760[5]. Il tenait fabrique et magasin de meubles rue de Richelieu, près de la rue Traversière-Saint-Honoré (actuellement rue Molière), sur laquelle ses magasins avaient une seconde issue[6]. De 1738 à 1740, il fut juré de sa communauté[7]. Il laissa deux fils : Jean-Jacques, lieutenant à la Légion royale, et Pierre, dont l'article suit.

1. Paul Vitry. *Le Musée de Tours*, 1912, pl. 92.
2. Le catalogue de la vente attribue par erreur à ce meuble l'estampille DUMOULIN.
3. Arch. nat. Y. 12137, 19 sept. 1735.
4. Id. Y. 10989, 24 mars 1745.
5. Id. Y, 10880, Scellés chez Marie-Marguerite Lamouche, veuve de l'ébén. Jacques Denizot, 21 déc. 1760.
6. Id. Y. 12133, 17 déc. 1732 ; Y 12136, 8 nov. 1734 ; Y. 12141, 15 oct. 1739.
7. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9323, 5 août 1738.



J.-B. B. DEMAY.
Chaise sculptée au chiffre de Marie-Antoinette
(*Petit Trianon*).



ADRIEN FAIZELOT-DELORME.
Petit secrétaire Louis XV en marqueterie à fleurs.
(*coll. Victor Rosenthal*).



J.-B. B. DEMAY.
Chaise en noyer incrusté d'ébène, époque du Consulat.
(*Ministère des Affaires Étrangères*).

DENIZOT (Pierre), ébéniste du comte d'Artois, né vers 1715, mort à Paris le 28 mai 1782[1]. Fils du précédent, il gagna la maîtrise le 1er août 1740[2], mais ne demanda l'enregistrement de ses lettres que vingt ans plus tard[3], ayant sans doute continué jusqu'alors de collaborer avec son père. Il dirigea ensuite un commerce d'ébénisterie rue Neuve-Saint-Roch, se classa parmi les premiers fabricants de la capitale[4], fut juré-comptable de sa corporation de 1764 à 1766[5], et devint en 1776 fournisseur attitré du comte d'Artois, dont il conserva la faveur pendant le reste de sa vie[6]. Ses travaux pour le prince comprenaient toutes sortes d'ouvrages ordinaires et de luxe, au nombre desquels figuraient de belles commodes richement garnies de bronzes. En 1777, il livra au palais prieural du Temple six pièces de ce genre. L'année suivante, il en exécuta plusieurs pour le salon et le vestibule du pavillon de Bagatelle. Peu après il construisit une grande commode, en acajou massif, destinée au service du jeune duc d'Angoulême. Parmi ses autres fournitures, on remarque une curieuse armoire de bois peint, portant des cuivres dorés d'or moulu, pour le palais du Temple; une table à cavagnole, ayant six pieds de diamètre, pour le château de Saint-Germain-en-Laye, et des « servantes rondes en lanternes tournant sur leur pivot », pour la salle à manger de Maisons. — Denizot fut employé aussi par le comte de Provence : il travaillait à quatre commodes que lui avait demandées Monsieur, quand la mort le surprit en pleine activité[7]. Une vente aux enchères de ses marchandises eut lieu à la fin de l'année 1782[8]. Dans sa succession figuraient des bijoux, des objets d'art, attestant qu'il avait acquis une large aisance. Il possédait aussi des livres d'histoire et de théâtre[9].

Les goûts affinés de ce maître se manifestent, autant que son habileté technique, dans les élégantes productions signées de sa marque **P. DENIZOT**. La plus précieuse fait partie d'une collection privée en Autriche. C'est un bureau de dame, galbé, chantourné, découpé avec une brillante fantaisie et tout marqueté de bois clair à décor de fleurs. Le dessus se rabat par moitié pour former pupitre, tandis que l'autre partie de la tablette peut s'élever au moyen d'un mécanisme à crémaillère faisant apparaître un serre-papiers muni de tiroirs[10]. Cette pièce remarquable aurait appartenu à l'une des filles de Louis XV. Le South Kensington Museum montre une commode du même auteur, revêtue de fines mosaïques à carrelages dans des bordures de bronze doré[11]. Son estampille figure sur un curieux meuble en prie-Dieu qui se trouve chez M. Labouret à Senlis; ce meuble, de style Louis XV, a la forme d'une petite armoire surmontée d'un pupitre, avec un tiroir dans le bas servant à s'agenouiller. Parmi les ouvrages de

1. Arch. nat. Y. 13974. Scellés après décès de Pierre Denizot.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 17 juin 1760.
4. *Alm. d'Indication:..ou du Vrai Mérite*, 1769; — *Alm. gén. des marchands du Royaume*, 1781.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 1er août 1764. — H². 2118.
6. Id. *Apanage d'Artois*. R¹. 310 à 318.
7. Id. Y. 13974, *loc. cit.* « 4 commodes destinées pour Monsieur et qui ne sont point achevées ». La prisée des marchandises du défunt fut faite par ses confrères J.-F. Leleu et P. Garnier.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1782, p. 1750; [Vente des] « Meubles et Effets du feu sieur Denizot, ébén., auj. [29 juillet 1782] et jours suiv. Quantité de bois de rose, d'amaranthe, d'acajou, d'ébène et autres... ». *Ibid.*, p. 2719 : « Fonds d'Ébénisterie du feu sieur Denizot, savoir : nombre de commodes, armoires, bureaux à cylindre et autres, tables de jeu, à l'Angl. en bois d'acajou massif, secrétaires, toilettes, encoignures, trictracs, chiffonnières, écrans, tables rondes et ovales, garnis de fontes et ornemens dorés d'or moulu, fontes et modèles en cuivre. Aujourd'hui 27 [novembre] et jours suiv. rue Neuve-Saint-Roch ». — V. aussi *Ibid.*, p. 2774.
9. *Ibid.* 1782, p. 1751.
10. On peut voir une reproduction de ce meuble dans un des albums de la Bibl. des Arts décoratifs, 339, 2.
11. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 62, n° 574 (Repr. dans le *Portefeuille des Arts décoratifs*, pl. 362).

Pierre Denizot, on peut citer encore un bureau à cylindre en bois satiné provenant du château de Chevrette, près Villeneuve-Saint-Georges [1], un secrétaire en marqueterie à dessins de vases, fleurs et oiseaux que possédait M. T. Broët [2] (planche XVII), et un autre beau secrétaire en acajou, acquis par M. W. Massey-Mainwaring à la vente des collections d'Hamilton Palace [3].

DENOTTE (JEAN), menuisier à Tours, reçu maître le 11 avril 1753, fut élu juré de sa communauté en 1759, et se vit encore attribuer les mêmes fonctions en 1766 et 1775. Durant plus de trente années, il exploita, sur la paroisse Saint-Étienne, un des principaux ateliers de la ville. Denotte ne se bornait pas à confectionner des meubles usuels en bois du pays; il occupa chez lui de bons marqueteurs, comme les Allemands Pierre Pill et Gaspard Rœtters [4].

DEPLAYE (PIERRE-EDME), devenu maître menuisier-ébéniste à Paris le 31 mai 1786, habita tour à tour les rues Saint-Anne, du Mont-Blanc et d'Hauteville jusque sous le Consulat [5]. Il semble avoir fabriqué spécialement des bois de sièges en acajou [6].

DERNY, maître tourneur à Paris, rue aux Ours, était fournisseur attitré de la Couronne sous Louis XV [7]. Avec des chaises garnies de paille et d'autres ouvrages ordinaires ressortant de son métier, il livrait au Garde-meuble des pièces plus artistiques, soigneusement ébauchées pour la sculpture, telles qu'une bergère à banquette formant lit de repos, et une console de salle à manger destinée à porter une fontaine. Sur le terme de sa carrière, il entreprit la menuiserie de vingt-quatre magnifiques guéridons de bois doré qui devaient orner la Galerie des glaces au château de Versailles. Douze de ces piédestaux étaient surmontés par des vases de fleurs et les douze autres par des figures allégoriques de grandeur naturelle. Derny se chargea de les profiler au tour, avant de les remettre aux sculpteurs Pierre-Edme Babel et Toussaint Foliot. Il mourut en 1769, pendant l'exécution de ce travail. Sa veuve resta attachée au service du Garde-meuble jusqu'en 1778 [8]; elle céda ensuite la maison au tourneur Maucourant.

DESFORGES (JEAN), maître ébéniste à Paris, exerçait rue du faubourg Saint-Antoine en 1739 [9]. On le suppose de la même famille que le marqueteur Denis Desforges qui avait collaboré aux travaux de Boulle [10].

DESFRICHES. *Voy.* Defriche.

DESGODETS (CLAUDE-JOSEPH) débuta vers 1740 comme ouvrier libre rue du Faubourg Saint-Antoine, au coin de la rue Saint-Nicolas. Il produisait de belles boîtes d'horloges dont il commandait les bronzes à des fondeurs renommés, comme J.-J. de Saint-Germain, auteur de la pendule de l'*Enlèvement d'Europe* qui est au Louvre. En 1745, Desgodets porta plainte contre

1. Vente en juillet 1899, nº 1 du catalogue.
2. Vente à Paris, 14 mai 1909, nº 43.
3. Vente des coll. d'Hamilton Palace, Londres, 1882, nº 1793.
4. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 435, 439, 490 B, 492, 495, 496.
5. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1787-1789. — *Alm. des Bâtimens*, 1790. — *Alm. du Commerce*, an VII. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IV, p. 2814, etc.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 587. Journal du tap. Brunet.
7. Arch. nat. O¹. 3617 à 3621.
8. Id. O¹. 3622 à 3626 (1770-1778).
9. Id. Y. 15596, 12 fév. 1739.
10. Cf. *Sentence et arrêt rendus contre A.-C. Boulle au profit de ses ouvriers, 1685*, publiés par J. Guiffrey dans les *Nouvelles Arch. de l'Art fr.*, 1881, p. 316 et suiv.

son confrère Goyer qu'il accusait d'avoir pillé ses modèles d'ornements [1]. — Après sa réception à la maîtrise, le 17 novembre 1749 [2], il demeura rue des Vieux-Augustins. Sa maison est mentionnée dans l'*Almanach des Bâtimens* jusqu'en 1776.

DESHÊTRES (JACQUES), menuisier en meubles, passé maître à Paris le 12 juin 1747 [3], se consacra dans le quartier de la Villeneuve à la fabrication des bois de sièges [4]. Il mourut avant la fin du règne de Louis XV.

DESIER. *Voy.* Dester.

DESJARDINS (PIERRE), menuisier-ébéniste du Roi à la manufacture des Gobelins, obtint ce titre en 1767 [5]. Ses fonctions lui attribuaient le privilège d'acquérir la maîtrise sans frais, faveur dont il usa le 14 janvier 1774 [6]. Trois ans plus tard, Desjardins se fit nommer garde des bâtiments de la manufacture, place qui lui rapportait 600 livres de gages et un habillement de cérémonie en drap bleu à galons d'argent [7]. Il avait cessé de vivre en 1782.

DESORMEAUX (LOUIS), maître menuisier à Versailles, établi rue Royale entre 1772 et 1777, travaillait à la fois pour la construction et le mobilier [8].

DESPEAUX (AUGUSTIN), ébéniste-tourneur à Paris, exploitait sous la Révolution, rue de la Roquette, une fabrique et un magasin d' « ouvrages creusés en acajou massif », tels que des coffres-forts, boîtes à déjeuner, nécessaires de voyage, etc. [9]. Sa maison paraît avoir disparu vers 1806.

DESTER (GODEFROY), reçu maître à Paris le 27 juillet 1774 [10], exerça rue du Faubourg Saint-Antoine au moins jusqu'en 1790 [11]. Les pièces d'archives ne m'ont fourni sur lui aucun autre détail, mais les nombreux meubles signés de sa marque **G. DESTER** attestent que cet ébéniste dirigeait une maison florissante, dont le succès se justifiait par son goût et son talent. Il produisit surtout des meubles légers, d'une charmante finesse. Notre planche XVII représente un petit secrétaire, pour la construction duquel il employa des panneaux de citronnier moiré, offrant une jolie tonalité vieil-or que relèvent des filets en bois de rose. On peut rapprocher de cette pièce un bureau de dame, à mosaïques de citronnier et d'érable teint, qui parut à la vente du baron L. d'Ivry [12]. Les collections de San-Donato renfermaient, du même auteur, une petite bibliothèque vitrée provenant de la chambre de Voltaire au château du marquis de Villette [13]. Comme autres exemples de ses œuvres, il suffira de mentionner un bonheur-du-jour, en marqueterie à décor d'ustensiles, que possède Mme la comtesse de Malherbe, et une gracieuse commode en laque de style chinois qui se trouve chez le comte d'Oilliamson, au château de Fontaine-Henry, dans le Calvados.

1. Arch. nat. Y. 10989, 24 mars, 4-6 mai 1745.
2. Id., *Reg. des Maîtrises*, Y. 9326.
3. Id., *ibid.* (sous le nom de « Jacques Deshaîtres »).
4. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
5. Id. O¹. 2046.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9332.
7. Id. O¹. 2047 et 2048 (28 déc. 1777).
8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 36. Bilan de L. Desormeaux, m^e-men. à Versailles, 5 mai 1772; cart. 115, autre bilan du même, 15 mai 1777.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an II, p. 7755, 8138; an IV, 6729, 6859; an V, p. 3630, 3852, 4063, 4782, etc. — *Alm. du Commerce*.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Arch. nat. D. XXIX *bis*, 6, n° 94. Instruction de l'affaire Schatzel.
12. Vente à Paris, mai 1884, n° 289.
13. Vente à Florence, mars 1880, n° 1761. (Par suite d'une faute d'impression ou d'une mauvaise lecture de la marque, le catalogue attribuait à ce meuble l'estampille DESIER).

DESTRUMEL (GUILLAUME-ANTOINE) était en 1740 maître menuisier en meubles à Paris, rue de Bourbon-Villeneuve (actuellement d'Aboukir), sous l'enseigne de *la Bonne Foy*[1]. Il succomba peu après[2], laissant quatre enfants : l'aîné, JACQUES-PHILIPPE, également maître menuisier, conservait le même atelier en 1753[3]; son autre fils, Louis, fut sculpteur à Nantes ; ses filles épousèrent deux fabricants de sièges, Jacques Malot et Jean-Étienne Saint-Georges[4].

DETROULLEAU (JEAN-BAPTISTE), ébéniste parisien, né en 1737[5], reçu maître le 5 octobre 1767[6], travailla rue de Charonne. En 1782, sa veuve lui avait succédé[7] ; elle habitait alors rue du Parc-Royal.

DEVAILLY, menuisier-ébéniste à Paris, fournissait en 1791 des bureaux en bois noir aux marchands Frost et Cie, rue Croix-des-Petits-Champs[8].

DEVAUX (AUGUSTIN), né en 1760[9], tenait sous le Directoire fabrique et magasin de meubles à Paris, rue Chantereine, ayant pour associé le marchand Poindrel[10]. Il exerça ensuite rue des Trois-Frères, jusqu'en 1803[11].

DEVAUX (LOUIS-SIMON), que l'on trouve dénommé aussi *Davaux* et *Duvaux*, exécuta en 1755 des ouvrages de marqueterie, se montant à la somme de 1596 livres, dans la bibliothèque des petits appartements du Roi au château de Fontainebleau[12]. Peu auparavant, cet ébéniste s'était présenté comme créancier à la succession de son confrère Joseph Boulle[13]. Il demeurait rue du Faubourg Saint-Antoine, où il décéda le 15 octobre 1757[14].

DEVOLZ exploitait un atelier de menuisier-ébéniste, comme artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine, rue Traversière, vers le début du règne de Louis XVI. Il fabriquait spécialement des tables de noyer. Lorsqu'il cessa son commerce en mai 1799, il avait chez lui une centaine de ces tables valant ensemble 2.400 livres[15].

DHOLLANDE travaillait à Paris, rue de Bercy, vers la fin du dix-huitième siècle[16]; il s'installa plus tard rue Saint-Antoine, n° 75. En 1811, on le trouve cité dans les comptes du Garde-meuble impérial pour la fourniture de cinq toilettes d'homme en acajou « à chiffonnière et couvercle »[17].

DICOP (NICOLAS), ébéniste lorrain, vécut à Metz où il était né le 4 août 1760 et où il se maria à vingt-trois ans, ayant déjà ses lettres de maîtrise. Établi d'abord rue Tarson, il habitait rue du Loup sous le Directoire[18]. Le *Tableau général du Commerce*, publié à Paris en 1790,

1. Arch. nat. Y. 14065, 10 oct. 1740.
2. Id. Y. 14068, 11 janvier 1743. Sa femme était alors veuve.
3. Id. Y. 15057, 1er janvier 1753.
4. Id. Y. 12997, *Scellés*, 24 avril 1775.
5. Id. Y. 14100, 17 juillet 1773.
6. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331 (sous le nom de « J.-B. d'Etroulleau »).
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278.
9. A. de Champeaux, *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
10. *Alm. du Commerce*, an VI.
11. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 93. Faillite de Devaux, anc. men., 29 ventôse an XI.
12. Arch. nat. O^1. 2255, fol. 258.
13. J. Guiffrey. *Scellés et Inventaires d'artistes français*, Paris, 1884-1886, t. II, p. 197 et suiv.
14. Arch. nat. Y. 5213.
15. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 51, 3 mai 1779.
16. *Alm. du Commerce*, an VII.
17. Arch. nat. O^2. 513.
18. Renseignements communiqués par le commandant Gélinet, arch. mun., et par M. E. Fleur, bibl. adj. de la Ville de Metz.



GODEFROY DESTER.
Secrétaire Louis XVI en bois de citronnier.
(coll. particulière).



PIERRE DENIZOT.
Secrétaire Louis XVI en marqueterie à fleurs.
(anc. coll. T. Broët).

le signale comme un notable fabricant de meubles qui produisait des ouvrages de marqueterie destinés surtout à l'exportation [1].

DIETLER (Johann-Heinrich), marqueteur et sculpteur allemand, naquit à Brême où il fut baptisé le 27 février 1701. Après avoir travaillé à Neuwied-sur-le-Rhin, — qui était alors, comme de nos jours, un des principaux centres de l'ébénisterie en Allemagne, — il se mit sous les ordres de l'architecte J.-J. Schacht, que les chartreux de Mayence avaient fait venir de Hambourg pour exécuter les stalles de leur église. Ces stalles ont été transférées depuis dans la cathédrale de Mayence. En noyer sculpté, partiellement dorées et ornées de petites peintures représentant des sujets religieux, elles portent de riches incrustations en bois de couleur dans le genre des marqueteries hollandaises. Une vingtaine d'artistes et d'artisans furent employés à cette œuvre importante qu'ils terminèrent en 1726. Schacht partit alors pour Vienne, emmenant avec lui la plupart de ses collaborateurs ; mais Dietler, qui venait de se marier à Mayence, resta dans cette ville et continua de s'y adonner à l'ébénisterie d'art.

DIEUDONNÉ, famille parisienne de menuisiers en meubles, dont le premier représentant connu, Étienne, fut juré de sa corporation de 1738 à 1740 [3]. — Charles, fils du précédent, exerçait rue de Bourbon-Villeneuve en 1749 [4]. — Étienne II, probablement frère de Charles, fit enregistrer sa maîtrise le 27 juin 1740 [5] et s'installa rue de Cléry. Il faisait des bois de lits et de sièges en collaboration avec les sculpteurs Charles Regnier et François Boudoux [6], tous deux membres de l'Académie de Saint-Luc. Ses ouvrages sont signés : **E. DIEUDONNE**. On a vu de lui une minuscule chaise Louis XV, garnie de canne, dans une collection d'anciens jouets et meubles d'enfants dispersée à l'hôtel Drouot le 9 mars 1918. — Cet artisan eut pour successeur son fils Claude, né en 1739 [7], reçu maître le 30 mai 1765 [8], et dont la marque **C. DIEUDONNE** se rencontre sur des jolis sièges de style classique. Après sa mort, survenue vers 1780, l'établissement passa sous la direction de sa veuve, Pétronille Vinatier, qui fit faillite quelques années plus tard [9]. — Étienne III, frère cadet de Claude, gagna la maîtrise le 27 août 1768 [10] comme menuisier-ébéniste ; il confectionnait des commodes ordinaires et des chaises de garde-robe [11]. Après avoir résidé rue Geoffroy-Langevin [12], il transporta son atelier rue Saint-Dominique, paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas, d'où il avait disparu en 1785.

DIMANCHE (Henry), né à Metz le 15 mars 1759, est cité dans le *Tableau général du Commerce* parmi les principaux ébénistes de cette ville vers la fin du règne de Louis XVI. Il y travaillait encore, rue Mazelle, en 1797 [13].

1. Gournay, *ouv. cité*, p. 463.
2. V. au sujet de cet ébéniste : Dr Fr. Schneider. *Eine Künstlerkolonie des XVIII. Jahrh. in der Karthause zu Mainz*, Mayence, 1902. — Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrh. Dekoration und Mobiliar.* Berlin, 1905, p. 175. — Ferd. Luthmer. *Deutsche Möbel.*, p. 125-126, etc.
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324, 4 août 1738.
4. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
5. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
6. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
7. Id. Y. 12058, 19 avril 1771. Cf. Y. 12065, 14 déc. 1778.
8. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9330.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 71. Faillite de Pétronille Vinatier, veuve Dieudonné, 6 nov. 1788.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
11. Arch. nat. Y. 14429, 27 janv. 1781.
12. Id. Y. 14108, 30 sept. 1779.
13. Renseignements communiqués par M. E. Fleur, bibl. adj. de la Ville de Metz, et le commt Gélinet, arch. municipal. — Gournay, *ouv. cité*. Paris, 1789-1790, p. 463.

DITZINGER (GUSTAF-ADOLF), ébéniste suédois, élève de Georges Haupt, gagna la maîtrise à Stockholm en 1788, ayant présenté pour chef-d'œuvre un bureau à cylindre surmonté d'une armoire. Il mourut au mois de mars 1800 [1]. Une petite table en marqueterie, qui porte sa signature manuscrite : *G. A. Ditzinger,* fait partie du mobilier royal de Suède au palais de Stockholm.

DOIRAT (E.) florissait en France, probablement à Paris, vers le début du règne de Louis XV. Son estampille figure sur une gracieuse commode de style Régence, en mosaïque de bois violet à compartiments quadrillés, qui se trouve dans la collection Dutuit au Petit-Palais des Beaux-Arts. Parmi les ouvrages du même auteur, on peut citer une commode de bois satiné, garnie de bronzes dorés à rocailles, mascarons et dauphins, ayant appartenu à l'ancienne collection Charles Stein [2].

DOMAILLE (HENRY-GILLES), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 7 octobre 1778, exerça rue Verte, dans le quartier du Temple, durant une dizaine d'années [3]. Le marquis de Gouffier fut un de ses clients [4].

DORAT. *Voy.* Doirat.

DOURLET (ROLAND), l'un des Vainqueurs de la Bastille, né à Rocroy vers 1740, était un ancien soldat devenu menuisier-ébéniste au faubourg Saint-Antoine [5]. En 1792, il reprit du service comme gendarme, puis passa dans les vétérans sous le Directoire [6]. A cette époque, un de ses fils était fabricant de meubles boulevard Poissonnière [7]; un autre, qui obtint le grade de capitaine, fut tué à Saint-Domingue.

DOYEN (JOSEPH), maître ébéniste à Paris, rue du Temple, se suicida le 19 août 1743 [8].

DROUILLY (CLAUDE-FRANÇOIS), menuisier en meubles, fit enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris le 27 juillet 1748 [9]; il résida ensuite pendant une vingtaine d'années rue de Charenton, « au-dessus de celle de la Planchette » [10]. On lui doit de bons sièges Louis XV en noyer sculpté, qui portent la marque **C. F. DROUILLY**.

Un ouvrier en chaises, de la même famille, PIERRE-PHILIPPE, né à Paris en 1760, prit part à l'insurrection du 14 juillet 1789. Il abandonna ensuite sa profession pour le métier des armes. Canonnier volontaire en 1791, puis gendarme, il fit campagne en Vendée avec le grade de capitaine, et fut blessé le 17 juillet 1793 au combat de Vihiers, où il s'était montré, au dire de

1. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt.* Stockholm, 1901, p. 55, 56, 67, 119.
2. Vente à Paris, mai 1886, n° 380. — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois,* t. II, p. 231 (sous le nom de « F. Dorat »).
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris,* 1782-1787. — *Almanach de Paris,* 1786, 2e partie (sous le nom de « Demaille »).
4. Arch. de la Seine, *Bilans,* cart. 58. Faillite du marquis de Gouffier, 3 déc. 1782.
5. Arch. nat., T. 514 [1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille,* n° 137. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille.* Paris, 1911, p. 67.
6. J. Durieux, *ouv. cité.*
7. *Alm. du Commerce,* ans VII et VIII (sous le nom de « Dorlet »).
8. Arch. nat. Y. 15606.
9. Id. *Reg. des Maîtrises,* Y. 9326.
10. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749; Y. 14092, 30 oct. 1765; — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce,* Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon, 1749.

Rossignol, un « officier courageux et instruit ». En 1800, il obtint le commandement d'une compagnie de canonniers garde-côtes[1].

DROUIN (JEAN-BAPTISTE) s'établit à la Révolution fabricant et marchand de meubles rue de la Roquette[2]. Il mourut le 25 janvier 1808, âgé de cinquante-cinq ans[3].

DUBOIS exploitait un atelier d'ébénisterie au faubourg Saint-Antoine, rue Traversière, sous le Directoire. De l'an V à l'an VII, il vendit au marchand Collignon plusieurs beaux ouvrages d'acajou moucheté et moiré, entre autres une commode à colonnes, richement garnie de bronzes dorés par Rabut, qui lui fut payée 5.700 livres[4].

DUBOIS. — Deux fréres de ce nom exerçaient la profession d'ébéniste à Bordeaux du temps de Louis XVI. L'aîné résida d'abord rue Saint-Martin, puis rue Judaïque ; le second s'établit, aprés 1785, dans le même quartier, à côté de l'église Saint-Seurin[5].

DUBOIS (ADRIEN), menuisier en sièges à Paris, gagna la maîtrise comme gendre d'un maître, le 14 janvier 1741, et fut juré de sa corporation de 1748 à 1750[6]. Il habitait la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine[7].

DUBOIS (J.), menuisier-ébéniste au Mans, rue de l'Écrevisse, publia dans les *Affiches* de cette ville, le 1[er] juillet 1771, une annonce informant le public qu'il faisait et vendait « toutes sortes de marquetterie et de tabletterie, telle que Commodes, Bureaux, Trics-Tracs, Tables à jouer et Tables de nuit, Écritoires de toutes façons, Malles et Coffres de toutes grandeurs ».

DUBOIS (JACQUES), notable ébéniste parisien, né vers 1693, mort le 23 octobre 1763[8]. Longtemps ouvrier privilégié du faubourg Saint-Antoine, il ne gagna la maîtrise qu'aux approches de la cinquantaine, le 5 septembre 1742[9]. Dix ans plus tard il fut élu juré de sa corporation[10], titre avec lequel il figure dans l'*Almanach des Communautés du Royaume* qui parut à cette époque. Jacques Dubois demeurait rue de Charenton, vis-à-vis l'hôtel des Mousquetaires noirs[11], dans une maison qu'il acheta sur ses économies et que sa famille conserva jusqu'à la Révolution. En janvier 1763, à la mort de son confrère J.-F. Œben, les héritiers lui demandèrent de priser les marchandises du fameux ébéniste[12]. Quelques mois après, il succombait à son tour, foudroyé par une congestion[13].

Ce maître employait la marque **IDUBOIS**, sans point séparatif entre l'initiale de son prénom et son nom patronymique. Il a signé ainsi de nombreux ouvrages ; mais c'est à tort qu'on

1. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, nº 476. — C. 35, 208[1]. Pr.-verb. du 22 avril 1790; — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 68.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 81, bil. du tap. Guibert, 1792. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 321.
4. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2579. Journal du march. Collignon. — *Alm. du Commerce*, an VII.
5. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la Ville de Bordeaux*... années 1784, p. 254 ; 1785, p. 309 ; 1791, p. 90.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324 et 9326.
7. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
8. Id. Y. 14090. Procès-verbal de police sur la mort subite de Jacques Du Bois.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325.
10. Id. *Ibid*. Y. 9327, 3 août 1752.
11. Id. Y. 10998, 6 avril 1757.
12. Id. Z[1m]. 39. Scellés après le décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi, 21 janv. 1763. — J. Dubois s'était acquitté des mêmes fonctions à la mort de l'ébén. Cl. Revault (Arch. nat. Y. 14084. Scellés du 16 octobre 1757).
13. Id. Y. 14090. Information à l'occasion de la mort de Jacques Dubois, 23 oct. 1763.

le croyait jusqu'à présent l'auteur de toutes les pièces qui portent son estampille. Sa veuve, Marie-Madeleine Brachet [1], lui succéda en effet pendant une vingtaine d'années et continua d'apposer le même poinçon sur les meubles exécutés chez elle par son fils René. Une des notices suivantes sera consacrée à cet homme de talent, qui fut ébéniste de la reine Marie-Antoinette. Nous verrons qu'il faut lui restituer beaucoup d'œuvres admirables, composées dans un style trop tardif pour avoir été faites du vivant de son père.

Jacques Dubois n'en mérite pas moins une place d'honneur parmi les artistes industriels de l'époque Louis XV. Un seul de ses travaux suffirait à lui assigner ce rang. Je veux parler du splendide meuble d'encoignure qui se trouve aujourd'hui chez le baron Alphonse de Rothschild à Vienne (planche XVIII). Cette pièce, d'une richesse et d'une fantaisie extraordinaires, est considérée avec raison comme un des exemples les plus typiques du genre rocaille. Elle passe pour avoir été réalisée sur les dessins de Nicolas Pineau, ornemaniste connu par la brillante bizarrerie de ses inventions. A côté de ce morceau magistral, il convient de citer une fort jolie commode ayant fait partie de l'ancienne collection Lepic, dispersée à Paris en 1897. Dans l'*Histoire des Arts appliqués à l'Industrie*, Molinier donne une reproduction de cet ouvrage, remarquable par l'élégance de ses lignes et la souplesse légère des cuivres qui découpent sur sa façade leurs volutes flamboyantes [2]. On connaît d'autres pièces en bois de rapport exécutées par Dubois père, mais cet ébéniste semble avoir produit le plus souvent des meubles laqués « dans le goût de la Chine ». Les expositions organisées par l'Union centrale des Arts décoratifs ont montré de lui quelques commodes et bureaux dans ce genre, appartenant au comte A. de Gontaut-Biron, à M. M. Gutierrez de Estrada, G. Arnoux et David Weill [3].

DUBOIS (Louis), fils aîné du précédent, né en 1732 [4], adopta d'abord la profession d'ébéniste. Après avoir fait enregistrer ses lettres de maîtrise le 10 juillet 1754 [5], il s'établit à son compte, dans la même rue de Charenton, et fabriqua des meubles de luxe qu'il signait **L. DU BOIS**. L'ancienne collection Benedetti comprenait une belle commode en marqueterie à fleurs et coquilles, frappée de cette empreinte [6]. Plus tard, Louis Dubois cessa de pratiquer l'ébénisterie pour se consacrer à la sculpture décorative [7]. En 1768, il fut reçu membre de l'Académie de Saint-Luc et travaillait encore vers la fin du règne de Louis XVI [8].

DUBOIS (René), ébéniste de la reine Marie-Antoinette, né en 1737, vécut jusqu'aux premiers jours de décembre 1799 [9]. Fils et élève de Jacques Dubois dont on a parlé plus haut, il obtint la maîtrise dès l'âge de dix-sept ans, le 25 juin 1755 [10], mais ne quitta pas la demeure familiale, rue de Charenton, où il continua de collaborer avec son père jusqu'à la mort de ce dernier en

1. Cf. Minutes de Me Péronne, not. à Paris. *Contrat de mariage de René Dubois et de Barbe-Marguerite Anthiaume*, passé dev. Me Dosfaut, le 4 oct. 1772.
2. E. Molinier, *ouv. cité*, Paris s. d., t. III, p. 142.
3. *Catalogue de l'Exposition de l'Art français sous Louis XIV et Louis XV*, Paris, 1888, no 220 ; — *Catalogue de l'Exp. du Goût chinois en Europe au XVIIIe siècle*, Paris, 1910, p. 9 et 10. — Cf. H. Cordier. *La Chine en France au XVIIIe s.* Paris, 1910, p. 52. — A. Guérin. *La Chinoiserie en Europe au XVIIIe s.*, Paris, 1911, pl. 14, etc.
4. Arch. nat. Y. 11593, 26 août 1776.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9337.
6. Vente à Paris, 13 juin 1912, no 222.
7. Arch. nat. Y. 14090, 23 oct. 1763.
8. Stanislas Lami, *Dict. des sculpteurs de l'École française au XVIIIe siècle*. Paris, 1910, t. I, p. 293.
9. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des décès*. Q8. 28, frimaire an VIII.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.



JACQUES DUBOIS.
Meuble d'encoigure à gradins, torchères et pendule, exécuté vers 1750.
(coll. du baron Alph. de Rothschid à Vienne).

1763. Il s'associa ensuite avec sa mère, Marie-Madeleine Brachet, qui conservait la direction nominale de l'entreprise, de sorte qu'il signa ses ouvrages avec l'ancien poinçon paternel : **IDUBOIS**. L'adoption de cette marque servait d'ailleurs à le distinguer d'un autre René Dubois, qui exerçait alors à Paris la même profession.

Joignant la maturité du talent à l'ardeur de la jeunesse, le maître débuta dans des circonstances favorables pour faire valoir ses mérites. C'était l'heure où le style se transformait en revenant aux traditions classiques, et cherchait des formules nouvelles que les artistes avaient toute liberté d'imaginer à leur guise. René Dubois se fit bientôt remarquer par ses créations singulières et charmantes. Dès 1772, les *Tablettes de Renommée* le citaient comme un des premiers ébénistes de la capitale. Fournisseur du prince de Soubise [1], honoré des commandes de la Cour pour laquelle il exécuta deux précieux meubles en laque du Japon actuellement au musée du Louvre [2], Dubois fut chargé, à la même époque, d'entreprendre un important bureau pour l'impératrice de Russie. Cette pièce admirable, après avoir appartenu au prince Kourakin, se trouve maintenant dans les galeries d'Hertford House à Londres [3]. Malgré ses lignes très simples, elle produit un effet surprenant par sa tonalité vert pâle et la délicatesse raffinée de ses bronzes. On remarque surtout aux angles quatre ravissantes consoles représentant des sirènes dont la double queue s'enlace en spirale. Ce meuble est accompagné d'un serre-papiers laqué dans le même ton et orné de statuettes qui montrent l'Amour caressant Psyché, entre les figures de la Guerre et de la Paix [4].

La collection Wallace renferme encore une superbe commode qui aurait été commandée à Dubois pour le mariage de Marie-Antoinette [5] (planche XIX). Ce meuble, d'une forme très originale, offre, sur ses panneaux en laque noire, des réseaux de bronze doré dont le dessin semble inspiré de l'art chinois. Ses montants portent des sirènes pareilles à celles qui décorent le bureau de l'impératrice Catherine. On a voulu faire honneur à Falconet de ces gracieuses cariatides, mais ne serait-ce pas Dubois lui-même qui les aurait inventées ? L'importance attribuée dans ses compositions aux accessoires plastiques prouve que cet ébéniste, frère d'un sculpteur, avait du goût pour la sculpture. S'il ne modelait pas, comme Boulle et Cressent, les garnitures de ses meubles, on ne peut douter qu'il guidait par ses ordres et ses conseils les artistes auxquels il confiait le soin de les fondre. Du reste, certains de ses ouvrages sont garnis d'autres figurines qui procèdent d'une conception similaire, bien que, de toute évidence, elles ne soient pas sorties des mêmes mains. Ce sont des enfants dont le corps potelé se termine en rinceaux. On les voit sur une commode du musée de Kensington [6] et sur un très beau secrétaire appartenant à M. Charles-Stuart Wortley [7]. Ce dernier meuble est rehaussé en outre par une large bande de grecques, riche et noble ornement que l'ébéniste employa beaucoup dans ses productions du

1. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes de la maison du Maréchal Prince de Soubise* (1750-1775).
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle.* 2e éd. Paris, [1922], n°s 62 et 63. — Id. *Documents d'art. Le Mobilier français.* Epoque Louis XV. Planche 31.
3. *Catalogue of the Furniture... in the Wallace Collection.* London, 1906, p. 349 (Gal. XX, n° 17).
4. *Ibid.*, p. 348 (Gal. XX, n° 15).
5. *Ibid.*, p. 341-342. (Gal. XIX, n° 16).
6. South Kensington Museum. N° 464-1895.
7. H. Clouzot. *L'Ameublement français sous Louis XV*, Paris, s. d., p. 16, pl. III.

temps de Louis XV. Il utilisait aussi à cette époque des clous de cuivre, ciselés en rosaces ou taillés en cône, pour ponctuer ses marqueteries à carrelages.

Durant toute sa carrière, l'artiste persévéra dans cette recherche d'originalité qui semble avoir été sa préoccupation dominante. Il fut, sous Louis XVI, un des premiers à fabriquer des bonheur-du-jour dans la forme d'un pupitre surmonté d'une petite vitrine. Sa marque se rencontre fréquemment sur des meubles de ce genre. L'un deux, orné de marqueteries à fleurs, figurait dans l'ancienne collection Jacques Doucet[1] ; j'ai vu une pièce analogue, en bois de citronnier, chez M. Davis à Londres ; Mlle Puyforcat possède un autre spécimen offrant des placages quadrillés. Celui que représente notre planche XIX se distingue par sa jolie décoration de peintures en grisaille[2].

Ce fut sans doute le caractère exceptionnel des œuvres de René Dubois qui attira sur lui la faveur de Marie-Antoinette, fort engouée des nouveautés audacieuses dans les choses de l'art comme de la mode. Après avoir travaillé pour la Dauphine, le maître devint ébéniste de la Reine. On le trouve qualifié ainsi pour la première fois dans l'*Almanach général des Marchands* qui parut en 1779. La même année, il se séparait de sa femme, Barbe-Marguerite Anthiaume[3], et, depuis lors, abandonna l'établi afin de se vouer uniquement au commerce des meubles. Ayant quitté le faubourg Saint-Antoine, il ouvrit un magasin rue Montmartre, au coin de la rue Saint-Eustache[4]. Sa mère mourut vers 1784[5], et lui-même se retira des affaires avant la Révolution. Il habitait rue des Orfèvres, quand il s'éteignit sous le Directoire.

DUBOIS (René) — probablement cousin de l'homonyme auquel est consacrée la notice précédente — passa maître ébéniste à Paris le 29 juillet 1757[6]. Pendant une trentaine d'années, il demeura rue de la Verrerie, occupé aux travaux de sa profession, puis exploita un fonds de marchand-mercier rue Saint-Honoré, près des Halles, ayant pour spécialité de vendre des jouets et des pièces mécaniques[7]. Il mourut le 3 janvier 1792[8]. Comme fabricant de meubles, il avait été employé par le comte d'Arquian, gouverneur de Cosne-sur-Loire[9]. Ses ouvrages sont signés **R. DUBOIS**. Dans l'ancienne collection Allard de Meeus figurait de lui une pièce assez curieuse: c'était un tout petit guéridon ovale, en bois de rose, muni de deux bobèches, sur une tige à crémaillère soutenue par trois patins simulant des jambes humaines[10].

DUBOST (Claude), maître ébéniste à Versailles, rue de la Paroisse, fut syndic-adjoint de sa communauté en 1788 et syndic l'année suivante[11].

DUBREUILH (Jean-Melchior) tenait un atelier de menuisier-ébéniste comme artisan libre, rue de Charenton, vers le milieu du règne de Louis XVI[12] ; il habita ensuite rue de la Roquette.

1. Vente de M. J. D... à Paris, 17 mai 1906, no 166 du catalogue (reprod.).
2. Cette pièce dépendait de la succession de l'antiquaire L. Lévy. Vente à Paris, 19 juin 1917, no 207.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 29 avril 1779, p. 948. Cf. ci-dessus, page 96, note 1.
4. *Alm. des Bastimens*, 1787-1790.
5. Le nom de la veuve Jacques Dubois disparaît du tableau de la communauté entre 1782 et 1785.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 3478 ; 1788, p. 3583 ; 1790, p. 4130 ; 1791, p. 4738.
8. Id. 1792, p. 88.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 56. Faillite de M. de Béchon, comte d'Arquian, 17 mai 1781.
10. Vente à Paris, juin 1910, no 199 du catalogue.
11. *Alm. de Versailles*, 1788 et 1789.
12. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 51. Bilan de l'ébén. Bayer, 2 mars 1780. — Arch. nat. Y. 13444, 13 déc. 1783.

Son nom se lisait au bas d'une adresse à la Convention en date du 25 juin 1792, dénonçant les menées du député Chabot dans le faubourg Saint-Antoine en vue de provoquer à l'assassinat du Roi[1].

DUBREUILHY, ouvrier marqueteur, travaillait en 1780 à Orléans chez l'ébéniste Gailliard. Sa signature au burin : *Du Breuilhy*, figure, avec celle de ce maître sur un petit meuble en bois de couleur, à décor d'ornements et paysages, que le marquis de Chanaleilles possède au château de la Renardière, près d'Ardon (Loiret).

DUBUISSON (NICOLAS-RENÉ), né en janvier 1728[2], fut nommé ébéniste du Roi et attaché au service du Garde-meuble de la Couronne, comme successeur de son confrère Quervelle, en 1778[3]. Après avoir résidé jusqu'alors dans le faubourg Saint-Antoine[4], il alla s'établir à Versailles, place Saint-Louis. Ses fonctions consistaient surtout à entretenir et à réparer le mobilier garnissant le château de Versailles, celui de Marly et les deux Trianon. Parmi ses ouvrages destinés aux mêmes palais, on peut mentionner des commodes et toilettes revêtues de marqueteries, un jeu de loto renfermé dans un coffret en bois de rose, un écritoire d'acajou pour le service personnel de Louis XVI[5]. En 1783, la comtesse de Provence fit concourir cet ébéniste à l'aménagement du pavillon qu'elle venait d'acheter au Grand-Montreuil. Le sieur Imbert, intendant de la princesse, le chargea d'exécuter deux bibliothèques de palissandre à cannelures de cuivre et divers meubles en bois de rose avec des filets de bois bleu[6]. L'année suivante, Dubuisson fournissait à Madame Élisabeth un prie-Dieu brisé, sur six pieds ronds, en acajou poli à l'anglaise[7]. Il reçut du président Bernard la commande de quatre belles armoires, dans la forme de piédestaux, en ébène incrusté de cuivre[8]. Cet artisan travailla aussi pour Madame Victoire, pour le comte d'Artois, pour la princesse de Lamballe, la duchesse de Maillé, les princes de Poix et de Lambesc, le comte et la comtesse d'Angiviller, le comte Édouard de Dillon[9], etc. Au mois de décembre 1785, il dut déposer son bilan, qui cite au nombre de ses créanciers le fondeur Ravrio et le doreur Labbé[10]. D'après ce document, la mauvaise situation de ses affaires provenait des pertes que lui avaient causées les réformes nouvellement introduites, par mesure d'économie, dans les services du Garde-meuble.

DUBUT (JEAN-FRANÇOIS), fabricant et marchand d'ébénisteries à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, « près de la grille des Enfans-Trouvés », mourut vers le commencement de l'année 1778. Ses marchandises, dispersées en vente publique le 11 mai suivant, comprenaient des « bibliothèques, secrétaires en armoire unis et à cylindre, tables à la Duchesse, vuide-poches, tables ovales et rondes, à gradins et à cylindre, tables dites *Mignonettes*, tables de nuit,

1. Arch. nat. D. XL, 14, nº 60. — Cf. *Moniteur* du 27 juin 1792.
2. Aux Archives de la Seine est conservé son livre de commerce intitulé : *Journal pour servir à inscrire les ouvrages de commande... chez M. Dubuisson, ébéniste du Roi*. A l'intérieur de la couverture de ce registre, on lit l'inscription suivante : « Dubuisson a 43 ans et 2 mois ce 11 mars 1771 ».
3. Arch. nat. Y. 453, nº 40.
4. Id. Y. 14098, 6 sept. 1771.
5. Id. O¹. 3534 ; O¹. 3634, 2 ; O¹. 3626 à 3632.
6. Id. R¹. 534 : « Mémoire d'ouvrages d'Ébénisterie fait et fournie (*sic*) par les ordres de M. Imbert, Intendant de Madame, comtesse de Provence... par Dubuisson, Ébéniste du Garde-meuble. »
7. Arch. de la Seine, *loc. cit.*, 19 janv. 1784.
8. Id. *ibid.*, 11 août 1783-30 juillet 1784.
9. Id. *ibid.*, passim.
10. Id. *Bilans*, cart. 65, 15 déc. 1785.

bureaux, encoignures, commodes, chiffonnières, toilettes, paravents et écrans, le tout en bois des Indes [1] ». Cet ébéniste, — que l'on a confondu avec un homonyme, Gilles-Ambroise Dubut, menuisier en carrosses, — devait être un artisan privilégié du Roi, car il possédait le droit de marque sans avoir la maîtrise. Il employa pour signer ses ouvrages deux poinçons différents, dont l'un frappait son nom **I. F. DVBVT** à l'antique, et l'autre imprimait **J. F. DUBUT** en caractères modernes. La pièce la plus remarquable que l'on connaisse de lui est une table en bois de placage qui a fait partie de l'ancienne collection Jacques Doucet et dont l'ornementation comporte deux mascarons souffleurs placés au milieu des principales faces de la ceinture [2]. On peut citer, comme autres exemples de ses travaux, une vitrine en bois satiné ayant appartenu à Mme la vicomtesse J. de Rainneville [3] et une console demi-ronde en acajou qui parut dans la vente de Mme de Basili-Gallimaki [4] (planche XIX).

DUCOURNEAUX. — Le catalogue de la vente Lucile Verneuil (mars 1884) signalait cette estampille sur une commode de forme chantournée, en marqueterie à fleurs, richement ornée de bronzes à rocailles. On connaît par les tableaux de la communauté des menuisiers parisiens un Jean Ducourneaux qui travailla rue de Bondy, après avoir passé maître le 8 juin 1782 ; mais la date de son admission ne permet guère de lui attribuer un meuble de pur style Louis XV.

DUEZ (Nicolas-Joseph), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 30 juin 1788, s'établit rue Dauphine [5], puis résida successivement rues des Filles-Saint-Thomas et de la Tixeranderie jusque vers la fin de l'Empire [6]. En 1811, le Garde-meuble de la Couronne lui commanda une série de « somnos » ou tables de nuit, et plusieurs grandes armoires en noyer à tablettes coulissantes [7].

DUFOUR (Charles-Joseph), ébéniste parisien, né en 1740 [8], obtint ses lettres de maîtrise le 3 décembre 1759, dans des conditions de faveur, « comme ayant épousé une des cent filles de l'hôpital de la Miséricorde » [9], maison où étaient recueillies les orphelines d'artisans. Après avoir demeuré rue de Bercy jusqu'en 1769 [10], il travailla dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine. En 1772, il fut chargé avec son confrère Martin Carlin de priser les ouvrages dépendant de la succession de Joseph Baumhauer, dit *Joseph*, ébéniste privilégié du Roi [11]. Il mourut ou se retira des affaires avant 1782. Ses ouvrages portent la marque : **C. I. DUFOUR.** De son atelier provient une belle commode Louis XV, en laque amarante à contrefond noir, qui a figuré dans l'ancienne collection Demachy [12].

DUFOUR (Louis), reçu maître menuisier à Paris le 17 octobre 1764 [13], habita au faubourg Saint-Germain, rue de Vaugirard, et plus tard rue Saint-Hyacinthe, où il exerçait encore en 1790 [14].

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 655 et 759.
2. Vente à Paris, juin 1912, n° 331 du catalogue (reprod.).
3. Id., avril 1902, n° 319.
4. Id., nov. 1913, n° 198.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1789.
6. *Alm. du Commerce*, ans VI et suiv. — Dans les premières éditions de cet annuaire, le nom est écrit « Dhuet » ou « Dhuel ».
7. Arch. nat. O¹. 513.
8. Id. Y. 14092, 16 nov. 1765.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328.
10. Id. Y. 14096, 8 juin 1769.
11. Id. Y. 14099. *Scellés*, 22 mars 1772.
12. Vente à Paris, 17 mars 1917, n° 110 du catalogue (reprod.).
13. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
14. Ibid. — *Alm. des Bastimens*, 1774-1790. — Cf. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 41, juillet 1775.



RENÉ DUBOIS.
(sous le nom de J. Dubois, son père).
Bonheur-du-jour à peintures en grisaille.
(*anc. coll. L. Lévy*).



JEAN-FRANÇOIS DUBUT.
Console cintrée en acajou,
époque Louis XVI.
(*anc. coll. Basili-Callimaki*).



RENÉ DUBOIS.
(sous le nom de J. Dubois, son père).
Commode en laque noire et bronze doré, exécutée pour Marie-Antoinette Dauphine.
(*coll. Wallace à Londres*).

Il eut pour spécialité la fabrication de meubles mécaniques comme des tables pliantes, des échelles de bibliothèque, des fauteuils de malade pouvant servir de roulette et se transformer en lit[1]. Cet artisan créa en 1777 le genre de bureau à crémaillère auquel on donna plus tard le nom du docteur Tronchin. Son invention est annoncée par les journaux de l'époque dans les termes suivants : « Le sieur Dufour, maître menuisier-méchanicien, vient d'imaginer une table qui se hausse et s'abaisse en faisant tourner une simple manivelle. Tout le méchanisme est caché dans le milieu de la table et dans les pieds de cette dernière, ce qui n'exclut pas les tiroirs... Cette table est très commode pour les asthmatiques qui ne peuvent guère écrire que debout[2] ».

DUFRESNE (François-Pierre), né le 11 mai 1759, s'établit en 1782 comme ouvrier libre rue de Charenton et travailla pour les ébénistes Kirschenbach, Caumont et Bircklé[3]. On le trouve nommé parmi les Vainqueurs de la Bastille[4].

DUFRESNE (Michel-Philippe BIZET, dit), menuisier parisien, devint maître en 1742 et juré de sa communauté en 1761[5]. Il demeurait rue Saint-Honoré, dans le voisinage de l'église Saint-Eustache. Bizet-Dufresne semble avoir produit surtout des meubles à transformations. Le *Mercure de France*, au mois de décembre 1750, signalait ses « lits en forme de buffets, de bibliothèques, de secrétaires, qui peuvent également servir aux valets et aux maîtres, débarrassent extrêmement les appartemens et fournissent d'ailleurs toutes les commodités de la garde-robe ». A la suite de cette annonce, le rédacteur du journal ajoutait : « Nous avons eu la curiosité de voir le sieur Dufresne et nous avons été enchantés de la justesse de ses idées et de l'élégance de son travail. Cet ouvrier nous a paru plein d'émulation et nous le croyons pour le moins aussi sensible au plaisir d'exceller dans sa profession qu'à l'avantage d'y trouver sa fortune. Nous invitons les curieux à voir les inventions d'un homme qui a une sorte de génie et toute la docilité qu'il faut pour profiter des bons conseils qu'on lui donnera[6] ». S'étant retiré des affaires vers 1768, Dufresne alla demeurer rue du Faubourg Montmartre, à *la Boule rouge* ; il vivait encore en 1784[7].

DUGENEST (Philippe-Christophe), compagnon ébéniste, domicilié rue du Faubourg Saint-Antoine, fut un des Vainqueurs de la Bastille[8].

DUGUERS *de Montrosier* (Pierre-Louis-Arnulphe), né dans le Palatinat français, à Landau, le 19 octobre 1758 ; mort à Neuilly-sur-Seine, le 1er octobre 1806[9]. D'après son acte de baptême, il était fils de « très noble seigneur Arnulphe Duguers, chevalier de Saint-Louis, et de dame

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 6 nov. 1765 ; — *Mercure de France*, nov. 1765 ; — *Alm. sous verre*, 1768, col. 7 et 62 ; — *Dict. de l'Industrie*, 1762, t. II, p. 402.
2. *Journal de Paris*, 1er oct. 1777 ; — *Mercure de France*, oct. 1777.
3. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 12, 21 juin 1784.
4. Arch. nat. C. 35, 208[1]. Pr.-verb. du 9 avril 1790 ; — T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 207.
5. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325, 21 fév. 1742 ; Y. 9328 août 1761. — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 64.
6. *Mercure de France*, déc. 1750, I, p. 211.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 1083.
8. Arch. nat. T. 514[1]. 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 134. — J. Durieux, *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911 (sous le nom de « Dugenet »).
9. V. au sujet de ce personnage, Paul Marmotan, *L'Odyssée d'un ancien militaire... Duguers* (*Bulletin de Neuilly*, 1913, p. 79-87) et les sources indiquées dans cette monographie.

Anne-Françoise Contamine ». Destiné à suivre comme son père la carrière des armes, il obtint à seize ans un brevet de sous-lieutenant au régiment d'Anhalt-Infanterie, mais quitta le service dès 1779. On le retrouve sous le Directoire résidant à Neuilly-sur-Seine, où il louait le parc des Sablons pour y donner des bals et des concerts. Peu après, il s'associa avec un sieur Hutin, marchand-ébéniste à Paris, boulevard Italien, n° 2, et entreprit de fabriquer des meubles d'art dans le goût pseudo-antique alors à la mode. En 1806, il présentait à l'Exposition des produits de l'Industrie plusieurs ouvrages de sa composition, en acajou richement paré de bronzes [1]. Le plus remarquable était une pendule figurant un monument à la mémoire de Frédéric le Grand sur un socle soutenu par des faisceaux ; cette pièce, achetée par Napoléon Ier, existe encore dans les réserves du Mobilier national. Avec d'autres meubles à décor architectonique, l'envoi de Duguers comprenait une table singulière de forme octogone, ornée du chiffre de l'impératrice Joséphine ; elle portait six petites caisses de fleurs, un vase à bouquets, un bassin de cristal pour des poissons rares et une cage renfermant des oiseaux mécaniques. Les œuvres du maître ont été gravées au trait dans un in-folio de 15 pages, intitulé : *Recueil des dessins de Meubles, Pendules et Candélabres composés et exécutés par L. Duguers à l'occasion de l'Exposition. A Paris, chez l'auteur, au parc des Sablons.* Lorsque cette plaquette parut vers la fin de 1806, Duguers venait de succomber dans sa quarante-huitième année, au moment où il pouvait se croire sur le chemin de la fortune.

DUHAMEL (FRANÇOIS DUHAMELLE ou), ébéniste parisien, né en 1723, reçu maître le 3 février 1750 [2], vécut jusqu'au 2 février 1801 [3]. Il demeurait rue du Faubourg Saint-Antoine, et avait pour spécialité la fabrication des gaînes d'horloges. En 1775, il fut chargé de priser les marchandises de son confrère Antoine Foullet, après le décès de cet ébéniste, qui s'était voué au même genre de travaux [4]. Sa période d'activité semble avoir cessé trois ou quatre ans plus tard. Le Conservatoire des Arts et Métiers possède de lui un somptueux ouvrage, signé **DUHAMEL**. C'est un régulateur de forme très mouvementée, en marqueterie à dessins de fleurs et d'oiseaux, avec de beaux bronzes à rocailles dans la manière de Caffieri. On l'attribuait jusqu'ici à un homonyme, Martin Duhamel, établi vers la même époque rue de la Calandre comme menuisier en bâtiments.

DULIN (JEAN-BAPTISTE), menuisier-ébéniste à Paris, résidant sur les confins des faubourgs de Saint-Antoine et de Popincourt, près de la porte du Pont-aux-Choux, perfectionna le mobilier de voyage et de campagne. Une annonce parue dans le *Mercure de France* en février 1762 fait connaître qu'il fabriquait des lits, secrétaires, fauteuils et meubles de garde-robe « à l'usage des militaires aux armées et à l'épreuve des plus fortes secousses ». — LOUIS, fils du précédent, devint maître menuisier le 3 août 1761 ; il s'installa rue de Grenelle avec son frère ANTOINE qui obtint à son tour la maîtrise le 23 juillet 1763 [5]. Ces deux artisans continuèrent de produire

1. *Catalogue de la IVe Exp. des Prod. de l'Ind. française*, Paris, sept. 1806, p. 53.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des décès.* Q^8. 55, 13 pluviôse an IX.
4. Arch. nat. Y. 13402. Scellés chez l'ébén. A. Foullet, 24 sept. 1775. — V. aussi Y. 14110, 4 janv. 1781.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.

des meubles pliants et démontables, notamment des tables à coulisses pour salles à manger [1]. Après la mort de leur mère (août 1788), ils rompirent leur association. Louis conserva seul l'atelier de la rue de Grenelle, tandis qu'Antoine alla s'établir rue du Bac. L'un et l'autre cessèrent d'exercer vers 1791.

DÜMLER (JOHANN-ANDREAS) [2], ébéniste bavarois, né à Hersbruck en Franconie le 29 décembre 1650, mort à Nuremberg le 6 janvier 1723. Fils d'un pasteur, il était destiné à une profession libérale; mais le goût et les aptitudes qu'il manifesta dès l'enfance pour l'ébénisterie décidèrent ses parents à le mettre en apprentissage chez un menuisier, nommé Conrad Ritz, auprès duquel il demeura jusqu'à sa vingtième année. Il voyagea ensuite afin de parfaire son instruction professionnelle. En 1677, il arrivait à Nuremberg où un savant lui donna l'idée de se spécialiser dans la fabrication des instruments de mathématiques. Depuis lors Dümler consacra ses talents à ces sortes d'ouvrages, qu'il exécutait avec beaucoup d'adresse en buis sculpté ou en ébène incrusté d'ivoire [2].

DUMOUCHEL, tourneur à Versailles, fut un des fournisseurs ordinaires du Garde-meuble de la Couronne entre 1785 et 1789 [3]. Il livra pour les résidences royales une quantité de chaises communes, dites *à la capucine*, avec d'autres sièges paillés d'une qualité moins ordinaire, en bois de merisier, à pieds cannelés et dossier en gerbe. Cet artisan habitait l'*Hôtel de Limoges*. On désignait ainsi un des faubourgs de Versailles qui s'était peuplé sous Louis XIV d'ouvriers limousins employés aux constructions du Roi.

DUPAIN (ADRIEN-PIERRE), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 10 décembre 1772 [4], demeurait rue de Charonne, près de la rue de Lappe. Sous Louis XVI, il obtint des commandes pour les résidences royales et, en particulier, pour le service de la Reine au château de Saint-Cloud. Il fournissait à la même époque de nombreux tapissiers [5]. Les frères Presle, rue Saint-Martin, lui firent exécuter « un lit en chaire-à-prêcher, très richement sculpté », pour M. Grandet de la Villette, ainsi que des « tête-à-tête », des « ottomanes » et une grande banquette, de onze pieds et demi de long, pour le comte des Cars [6]. En 1793, ce menuisier, manquant de travail, confectionna des caisses de munitions destinées aux armées de la République [7]; mais, sitôt la crise passée, il se remit à fabriquer activement des bois de lits et de sièges. Son atelier prospérait encore en 1805 [8]. — Les productions de ce maître portent une marque curieuse : les lettres qui composent son estampille **A. P. DUPAIN +** sont disposées en cercle et frappées toutes à contresens. Le musée du Louvre montre de lui une jolie chaise, finement sculptée, peinte en vert, et que recouvrent des soieries à bouquets de fleurs tissées à Lyon dans l'atelier de Phi-

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 10 juin 1781, p. 1352.
2. D[r] Th. Hampe, *Dümler* (*Allgem. Lexikon der Bildenden Künstler*, publié sous la dir. du Prof. Ulrich Thieme, Leipzig, t. X, p. 55).
3. Arch. nat. O[1]. 3537, 4 ; O[1]. 3538, 3 ; O[1]. 3635 à 3650.
4. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
5. Arch. de la Seine. Consulat. *Bilans*, cart. 48[A], 50, 52, bilans du tap. Beury (1779-1780) ; cart. 67, bil. du tap. Prudot, 1786 ; cart. 114, bil. du tap. Bertault, 1776 ; cart. 116, bil. du march. Carré, 1777 ; bil. du tap. Bimuler, 1777 ; etc. — Id., *Rapports*, cart. 9, 22 oct. 1775.
6. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Livre des frères Presle, 1787-1788.
7. Id. *Rapports*, cart. 20, 12 pluv. an III.
8. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 3930. Journal du tap. Benoist, an XIV.

lippe de la Salle[1]. Deux précieux fauteuils de Dupain, ayant fait partie de l'ancien ameublement de Marie-Antoinette, furent présentés à l'Exposition des Arts décoratifs en 1882 par Mme la vicomtesse de Janzé, née Choiseul-Gouffier. A la vente du vicomte J. de Bryas, en avril 1898, on voyait du même auteur un riche mobilier de salon, comprenant deux canapés et six fauteuils, dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI (planche XXI).

DUPERRON, maître et marchand tabletier, qui tenait boutique à Paris, rue des Arcis, sous l'enseigne parlante du *Cardinal Duperron*, succéda en 1783 à son confrère Macré comme fournisseur ordinaire du Garde-meuble[2]. Parmi les ouvrages qu'il livrait pour le service du Roi, on remarque des boîtes de marqueterie garnies de jetons, des damiers et tric-tracs plaqués d'ivoire, des tables à jeu de diverses sortes, en bois de rose et en acajou, avec des ornements dorés d'or moulu. A la mort de sa femme, en 1789[3], Duperron se retira des affaires. Son fils, qui prit la suite de son commerce, continua d'être employé par la Couronne jusqu'à la chute de la Monarchie[4].

DUPONT (Jean-Pierre), menuisier en meubles à Paris, fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 14 mars 1769[5]. Il exerçait rue de Lappe[6], d'où il disparut vers le commencement du règne de Louis XVI. Ses travaux sont signés **J. P. DUPONT** en petites lettres. J'ai relevé cette marque sur une bergère à oreilles d'un dessin très gracieux et d'une belle facture.

DUPRÉ (Denis), menuisier à Chantilly, fournit des sièges ordinaires pour le service du prince de Condé au château de cette ville, en 1764 et 1765[7].

DUPRÉ (Jean-Auguste), menuisier en meubles à Paris, né en 1707[8], reçu maître le 27 août 1743[9], avait son atelier rue de Lappe[10].

DUPRÉ ou DUPREZ (Pierre), ébéniste parisien, né en 1732, mort le 26 novembre 1799[11]. Fils d'un compagnon menuisier et neveu d'un sculpteur du Roi[12], il usa d'abord des franchises du faubourg Saint-Antoine pour s'établir comme artisan libre dans la Grande rue de ce faubourg, près de la Forge royale. En 1765, il reçut la visite des jurés de la corporation, qui reconnurent ses ouvrages « fabriqués en bons bois et sans aucune défectuosité[13] ». La maîtrise lui fut conférée l'année suivante, le 17 décembre 1766[14]. Après avoir travaillé jusqu'à la Révolution, cet ébéniste se retira rue Lenoir, où il termina ses jours. Le catalogue de la vente Th..., qui eut lieu à Paris en mars 1908, signalait la marque **DUPRE** sur un secrétaire à hauteur d'appui, en bois de placage, datant de la fin de l'époque Louis XV.

1. Carle Dreyfus, *Musée du Louvre. Mobilier des XVIIe et XVIIIe siècles*, 2e éd. [1922], no 234. — Id. *Documents d'Art. Le Mobilier français*. Ep. Louis XVI, planche 49.
2. Arch. nat. O1. 3537 à 3542 ; O1. 3633 à 3650.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 892.
4. Arch. nat. O1. 3652 à 3656.
5. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331.
6. Id. Y. 14101, 12 sept. 1774.
7. Arch. du Musée Condé à Chantilly. — *Reg. des Dépenses du prince de Condé* (1766-1772), art. 1391 ; et *Reg. des Ordonnances*, 21 oct. 1767, 10 juin 1768.
8. Arch. nat. Y. 10992, 14 juillet 1749.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325.
10. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749; Y. 10993, 28 fév. 1750, etc.
11. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 55, 4 frimaire VIII.
12. Arch. nat. Y. 14100, 6, 13, 30 oct., 13 nov. 1773. — Ce sculpteur, Guillaume Dupré, était directeur de l'Académie de Saint-Luc lorsqu'il mourut en son domicile rue du Faubourg-Saint-Denis, le 2 fév. 1767 (St. Lami, *Dict. des sculpteurs de l'Ecole française au XVIIIe siècle*. Paris, 1910, t. I, p. 311).
13. Id. Y. 14579. Pr.-Verb. des visites faites pour les jurés des Mes Menuisiers-Ebénistes.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

DURAND. — En 1790-1791, un artisan de ce nom était « ébéniste de l'hôtel du Garde-meuble » à Paris, où il dirigeait un petit atelier pour l'entretien et la réparation du mobilier de la Couronne. Il touchait à ce titre des appointements annuels de 1.200 livres [1].

DURAND (Bon), dit *Bondurand* ou *Durand le jeune*, pour le distinguer de son frère Antoine, qui exerçait la même profession comme ouvrier libre [2], gagna la maîtrise à Paris le 18 février 1761 [3]. Il épousa plus tard une fille de l'ébéniste Cordié [4]. Son atelier, situé rue de Charenton, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas, prospéra jusqu'à la Révolution [5]. On connaît quelques ouvrages très estimables signés **B. DURAND**, tels qu'un petit secrétaire en marqueterie, avec abattant et porte à coulisse, ayant figuré dans l'ancienne collection Vial [6].

DURAND (François), ébéniste parisien, établi rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 49, sous le Directoire et le Consulat, produisait des meubles d'un certain luxe, en acajou chenillé et en bois jaune à filets d'amarante [7].

DURAND (Hugues) était maître ébéniste à Grenoble vers le milieu du règne de Louis XV [8].

DUSAUTOY (Jean-Pierre), ébéniste parisien, né en 1719, mort le 17 janvier 1800 [9]. Longtemps ouvrier libre, il ne devint maître que le 1er septembre 1779 [10], à l'âge de soixante ans, mais continua de travailler avec succès dans sa vieillesse, cour Saint-Joseph, rue de Charonne [11]. Son estampille, **I. P. DUSAUTOY**, se rencontre assez souvent sur des meubles en acajou d'une élégante simplicité, comme une petite table chiffonnière qui dépend des collections de Chaalis. Un plus grand nombre de ses ouvrages présentent des marqueteries d'un aspect un peu sec, accompagnées de frises ou de bordures en bois noir et jaune, formant par alternance des dessins à rayures, chevrons et damiers. On voit dans le palais de Stockholm deux secrétaires de ce genre acquis par le roi Gustave III du vivant de leur auteur. Une paire d'écoinçons, décorés de motifs d'architecture et qui proviennent du même atelier, font également partie du mobilier de la Couronne de Suède au château de Drottningholm [12].

Sur la liste des Vainqueurs de la Bastille, figurent les compagnons ébénistes Étienne Dusautoy *l'aîné* et son frère Nicolas-François [13], que l'on suppose fils de Jean-Pierre. Celui-ci laissa

1. Arch. nat. O¹. 3538, 3 ; O¹. 3540, 1 ; O¹. 3655, 2.
2. Id. Y. 14579. Visites des jurés menuisiers de Paris, 4 déc. 1764.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Journal des frères Presle, tap., p. 182 et 216.
5. Id. *Ibid.* Parmi les pièces que ce fournisseur livra aux frères Presle en 1787 et 1788, on note plusieurs commodes d'acajou poli, valant de 120 à 150 liv. ; une commode plaquée de bois de rose et d'amarante, un chiffonnier en acajou à 8 tiroirs, etc. En 1788, le tap. Bonnemain jeune lui acheta « une toilette de bois d'acajou avec miroir à pivot, 120 l. » (Reg. 2441). — On le trouve cité encore comme fournisseur de Migeon père (Reg. 5491). V. aussi *Bilans*, cart. 20, bilan du me et md ébén. D. Genty, 1762 ; cart. 69, bilan du march. miroitier Bonnemain aîné, 1787, etc.
6. Vente à Paris, 7 mai 1918, n° 129 du catalogue. — Deux encoignures Louis XV en bois de rose, portant la même estampille, faisaient partie de la succession Caclard (1re vente, fév. 1911, n° 232).
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578. Journal du march. Collignon.
8. E. Maignien. *Les Artistes Grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 129.
9. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q⁸. 55. 27 nivôse an VIII.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Le journal du tap. Bonnemain jeune mentionne en 1784 et 1785 divers ouvrages achetés à ce fabricant, entre autres une table de nuit à cylindre, une petite commode, des tables en acajou, en bois de rose et en marqueterie à fleurs (Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 2441).
12. Dr John Böttiger. *Konstsamling. à de Svenska Kungl. Slotten*, Stockholm, 1897, t. I, 3e fasc. pl., 64, 65 et 66.
13. Arch. nat. C. 35, 208¹. Pr.-verb. du 22 avril 1790. — T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 157 et 186.

en tous cas des descendants qui lui succédèrent sous l'Empire et obtinrent alors des commandes de l'État [1]. Leur maison est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1845.

DUSSAULT (Philippe-Nicolas), reçu maître à Paris le 19 octobre 1774 [2], semble s'être fait une spécialité des meubles mécaniques et de fantaisie. On a relevé sa marque sur plusieurs pièces de cette sorte, parmi lesquelles une curieuse petite table d'artiste, en acajou, le dessus ouvrant par le milieu pour former un pupitre garni de cuir, entre deux parties fixes à dessus de marbre [3]. Cet ébéniste habita successivement cour Saint-Joseph, au faubourg Saint-Antoine, et rue Neuve-Saint-Étienne, près du boulevard Poissonnière. En 1794 une annonce publiée dans les *Petites Affiches* invitait le public à venir admirer chez lui le secrétaire monumental que David Rœntgen avait exécuté quelques années auparavant pour Louis XVI. Ce magnifique ouvrage était devenu bien national, et Dussault, chargé de le vendre, en faisait une réclame pour sa maison [4].

DUVAL (Jacques-Charles), né à Paris en 1754, était ouvrier ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part à l'insurrection du Quatorze-Juillet [5]. Il s'établit ensuite rue de Charonne, où il mourut le 16 avril 1796 [6].

DUVALLET, menuisier en meubles, fournit en 1789 des banquettes et des tabourets pour le château de Versailles [7].

DUVAUX. *Voy.* Davaux et Devaux.



ECKSTEIN, famille d'artisans suédois qui se distinguèrent à Stockholm dans la fabrication des meubles de luxe [8]. — Jean-Conrad obtint ses lettres de maîtrise en 1750, ayant présenté comme chef-d'œuvre un cabinet d'ébénisterie. Cet artisan, auprès duquel le fameux Georges Haupt fit son apprentissage, travaillait encore en 1767. Il est représenté au musée du Nord à Stockholm par un damier tric-trac, marqué au fer : **I. C. EST.** — Jean-Nicolas, que l'on suppose frère du précédent, exerça entre 1758 et 1776; il faisait des pièces en marqueterie dans le goût français du temps de Louis XV. Sa signature autographe, ***Iohan Niclas Eckstein Stockholm anno 1766,*** figure sous un des tiroirs d'une belle commode à fleurs et carrelages conservée au château royal de Drottningholm [9]. — Charles-Gustave, menuisier en meubles, passé maître en 1765,

1. Arch. nat. O[1]. 513.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
3. Vente anonyme, hôtel Drouot, 16 fév. 1920, n° 104.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 22 nivôse an II, p. 5651-5652.
5. Arch. nat. C. 35. 208[1]. Pr.-verb. du 22 avril 1790. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin, *loc. cit.*, n° 120. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 71 et 72.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 51, 28 floréal IV.
7. Arch. nat. O[1]. 3543.
8. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*. Stockholm, 1901, *pass.*
9. Id. *Konstsamlingarna å de Svenska Kungl. Slotten*. Stockholm, 1897, t. I, 3e fasc., pl. 63.

mourut en 1785 après avoir été syndic de sa corporation. Il exécuta pour le palais royal de Stockholm des bois de lits et de sièges sculptés. — FRÉDÉRIC-AUGUSTE, peut-être fils du précédent, fut aussi fournisseur de la cour de Suède pour des ouvrages similaires. Sa carrière se prolongea jusqu'en 1814.

EFVERBERG (JONAS), habile marqueteur suédois, s'établit d'abord comme artisan libre à Drottningholm où le roi Gustave III faisait de fréquents séjours. En 1770, ce prince lui accorda une gratification de 4.500 dallers pour récompenser « son rare talent et son savoir reconnu ». Efverberg s'installa ensuite à Stockholm et s'y fit recevoir maître en 1775. Il mourut deux ans plus tard [1]. Avec de menus ouvrages tels que des tabatières et des coffrets, cet artiste produisait de beaux meubles en bois des Iles.

EKSTRÖM (KARL-FREDRIK), menuisier-ébéniste suédois, devint maître à Stockholm en 1795, ayant présenté pour morceaux de réception un chiffonnier et une table à jeu. Il vécut jusqu'en 1839 [2]. Le musée du Nord a recueilli une commode en acajou portant l'inscription manuscrite : *C. F. Ekström, snickare och schatullmakare i Stockholm.*

ELLEAUME (JEAN-CHARLES), ébéniste parisien, que les documents de l'époque désignent souvent sous le nom d'*Alleaume*, fut admis à la maîtrise le 6 novembre 1754 [3]. Durant plus de trente années, il exerça rue Traversière-Saint-Antoine et produisit des ouvrages recherchés dans le commerce [4]. On connaît beaucoup de meubles marqués de son estampille **I. C. ELLEAUME**. Ce sont pour la plupart des commodes Louis XV agréablement dessinées et faites avec soin. Une pièce remarquable de ce genre parut dans une vente anonyme à la galerie Georges Petit, le 17 mai 1920 ; elle offrait de jolies marqueteries à fleurs et attributs, dans des compartiments irréguliers bordés de rinceaux en bois sombre et de motifs à rocailles. Chez le comte d'Oilliamson, au château de Fontaine-Henry, se trouve une petite commode signée par cet ébéniste ; d'autres ont figuré dans les anciennes collections F. Pouy à Amiens et Civialle à Paris [5]. L'Exposition organisée aux Champs-Élysées en 1882 par l'Union Centrale des Arts décoratifs montrait du même auteur un joli bureau en bois de rose et d'amarante à dessins quadrillés.

ELLIOT (CHARLES), ébéniste et tapissier anglais, demeurant à Londres, New-Bond street, était fournisseur breveté du roi George III et de son fils le duc d'York [6]. Parmi les ouvrages qu'il livra pour le service de la Cour depuis 1783 jusqu'en 1790, on remarque plusieurs buffets à étagères latérales et des petits bureaux à côtes pliants, connus sous le nom de *Pembroke-tables* [7].

1. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Eben. G. Haupt*, p. 53, 103, 116.
2. Id. *Ibid.*, p. 120.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 25, bilan de l'ébén. Fleury, 1767 ; cart. 32, bil. du march. ébén. Fromageau, 1770 ; cart. 35, bil. dn march. J.-D. Garnier, 1772 ; cart. 36, bil. de l'horloger Leroux, 1773, etc.
5. Ventes à Amiens, 18 nov. 1907 ; — à Paris, 26 fév. 1911.
6. Th. Sheraton. *The Cabinet Makers Drawing Book.* London, 1791. List of subscribers.
7. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 456 et suiv.

ENGSTROM (Mathias), ébéniste suédois, passé maître à Stockholm en 1758, fut deux fois syndic de sa corporation en 1779 et 1790[1]. Il fabriquait des meubles dans le goût français. Le musée du Nord possède de lui une grande commode en tombeau, richement garnie de bronzes à rocailles.

EPHLÉ. *Voy.* Huffelé.

ERARD ou ERHART (Louis-Antoine)[2], ébéniste alsacien, né en 1685, fut élu en 1732 juré des maîtres menuisiers français de Strasbourg. Sa maison périclita plus tard. Quand il mourut en 1768, il laissait sa famille dans une situation pénible. Il fut le père de Sébastien et de Jean-Baptiste Erard, qui illustrèrent son nom; un autre de ses fils, Antoine, devint maître menuisier à Strasbourg en 1773.

ERARD (Sébastien)[3], le célèbre facteur d'instruments de musique, mérite une mention dans ce livre pour avoir pratiqué l'ébénisterie au début de sa brillante carrière. Fils de l'artisan auquel nous avons consacré la précédente notice, il naquit à Strasbourg le 5 avril 1752. Ses parents le destinaient à l'architecture, mais des revers de fortune leur firent abandonner ce projet. Obligé de se vouer à des travaux plus modestes, Sébastien Erard se rendit à Paris dès l'âge de seize ans et se plaça chez un luthier. Son génie inventif devait s'annoncer bientôt par la création d'un clavecin mécanique qu'il exposa en 1776 dans le cabinet du Pahin de la Blancherie. Ce chef-d'œuvre attira sur le jeune artiste l'attention des savants et des curieux. La duchesse de Villeroy l'accueillit dans son hôtel, où il construisit pour sa protectrice un des premiers pianos faits en France. Il fournit ensuite à la Reine un autre instrument du même genre comportant des innovations remarquables. Son succès provoqua la jalousie des maîtres luthiers, qui le dénoncèrent pour exercice illégal de leur profession. Les menuisiers lui intentèrent également un procès parce qu'il confectionnait à cette époque les bâtis de ses pianos[4]. Erard obtint alors de Louis XVI un brevet de privilège qui lui permettait de faire valoir ses talents, sans crainte de nouvelles poursuites. S'étant associé avec son frère Jean-Baptiste, il fonda, rue de Bourbon-Villeneuve, une manufacture qui prit un rapide essor et dut être transférée peu après dans de plus vastes locaux, 13, rue du Mail. Quand la Révolution éclata, les frères Erard avaient fait fortune. Pour échapper à la ruine, ils passèrent en Angleterre et ouvrirent à Londres une succursale de leur maison. Sébastien, qui continuait de se signaler par de nombreux perfectionnements apportés au piano et à la harpe, ne revint se fixer à Paris qu'en 1812. Fournisseur de la Couronne dans les dernières années de l'Empire et sous la Restauration, il obtint trois fois la médaille d'or aux Expositions de l'industrie française et reçut ensuite la croix de la Légion d'Honneur. Erard mit le comble à sa renommée en

1. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 99, 100, 114 et pl. 51.

2. Arch. municipales de Strasbourg. *Meisterstücks Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere.* — *E. E. Zunft der Zimmerleute Gerichts Protocollum*, vol. I, 1714-1741. — Ed. Sitzmann. *Dictionnaire des hommes célèbres de l'Alsace*, Rixheim, 1909-1910, t. I, p. 449.

3. Ed. Foucaud. *Les Artisans illustres*, Paris, 1841, p. 184 et suiv. — Ed. Sitzmann, *ouv. cité* — Constant Pierre. *Les Facteurs d'instruments de musique*, 1893, p. 142. — A. Ernst, *Erard* (*Grande Encyclopédie*, t. XVI, p. 159), etc.

4. Dans les comptes de la communauté pour l'année 1781, il est fait état d'une amende de 32 liv. 10 sols payée par « le sieur Errard, ouvrier sans qualité, sur lequel a été saisi un piano-forte et deux boëtes, l'une de menuiserie et l'autre d'ébénisterie » (Arch. nat. H². 2118).



Dessin de l'architecte Bellangé pour l'armoire à bijoux de Marie-Antoinette Dauphine.
exécuté par M.-B. EVALDE en 1770,
avec le concours du sculpteur Bocciardi et du ciseleur Gouthière.

construisant le magnifique orgue des Tuileries, qui fut malheureusement brisé par la populace lors du pillage de ce palais à la chute de Charles X. Il succomba quelques mois plus tard, le 5 août 1831, en son château de la Muette.

ERSTET (Jean-Ulric), reçu maître à Paris en 1740[1], s'établit comme fabricant et marchand de meubles rue des Prouvaires[2], puis rue des Vieux-Augustins, près de la place des Victoires. Cet ébéniste inventa une sorte de table formant bureau et tric-trac, qu'il façonnait en bois de placage et qu'il vendait six louis[3]. En 1772 et 1773, il fit paraître dans les *Petites Affiches* plusieurs annonces relatives à ses marchandises[4]. Il mourut vers le commencement du règne de Louis XVI. Ses productions sont signées **J. U. ERSTET**. — A la vente Roussel (mars 1912) figurait un gracieux ouvrage marqué de son nom. C'était une commode de forme contournée sur des pieds élevés, en bois de rapport, présentant sur la façade une corbeille de fleurs et enrichie de bronzes à rocailles finement ciselés.

ERTEL. *Voy.* Hertel.

ESCOFFIER (Étienne), né vers 1695, était maître ébéniste à Grenoble sous la Régence[5].

ETROULLEAU (d'). *Voy.* Detroulleau.

EVALDE (Maurice-Bernard EWALD, dit), natif d'Allemagne, devint maître à Paris le 5 octobre 1765[6] et s'installa rue du Bac, à l'angle de la rue Saint-Dominique. Peu auparavant il avait épousé Marie-Jeanne Meunier, fille d'un concierge du comte de Provence[7]. Grâce peut-être aux protections que lui valut ce mariage, Evalde fut bientôt appelé à travailler pour la Cour. Sous les ordres de l'architecte Belanger, dessinateur des Menus-Plaisirs, il exécuta en 1770 l'ébénisterie d'un splendide cabinet à bijoux que Louis XV avait commandé pour la corbeille de Marie-Antoinette (planche XX)[8]. Cet ouvrage, qui a malheureusement disparu sous la Révolution, était une sorte d'armoire en bois de noyer richement sculpté et doré, offrant des panneaux recouverts de velours cramoisi à broderies d'or. Elle reposait sur une table à huit pieds reliés par des traverses soutenant l'aigle d'Autriche. Outre les sculptures sur bois dues à Bocciardi, le meuble comportait des précieux ornements de bronze doré, parmi lesquels deux médaillons à l'effigie du Dauphin et de la Dauphine, ciselés par Gouthière d'après des cires de Houdon[9].

Evalde devint un ébéniste en vogue. Il compta au nombre de ses clients le duc d'Orléans, les ducs d'Aumont et de Luynes, les duchesses de Chaulnes et de Chevreuse, le vicomte de Montmorency-Laval, la marquise de Bussy, la comtesse de Périgord, les comtes de Narbonne, de Maurepas, d'Haussonville[10]. Secondé par d'habiles ouvriers, la plupart d'origine allemande, ce

1. *Alm. des Bastimens* 1776, p. 73, sous le nom de « Erster ». Cette faute est corrigée dans l'édition de 1777.
2. Arch. nat. Y. 12144, 18 sept. 1742.
3. *Dict. de l'Industrie*, 1762, t. II, p. 430 (sous le nom de « Erstel »).
4. *Annonces, Affiches, Avis divers*, 1772, p. 569 ; 1773, p. 181 (sous les noms de « Erotel » et de « Erotet »).
5. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 131.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331.
7. Id. Y. 11692. Scellés après l'absence de Maurice-Bernard Evald, m^e men.-ébén., 6 sept. 1774. Contrat du 10 sept. 1767.
8. Bibl. nat. Cabinet des Estampes. H^a. 58, fol. 32.
9. Arch. nat. O^1. 3027. V. aussi O^1. 2875, n°s 196 et 411.
10. Ces renseignements, et ceux qui suivent, sont puisés dans le procès-verbal des scellés apposés au domicile de l'ébéniste le 6 sept. 1774 (Arch. nat. Y. 11692).

maître fabriquait surtout des meubles de fantaisie, qu'il garnissait de cuivres fondus chez Leriche, place de la Bastille, et dorés par Jean Lantru, rue du Vieux-Colombier. Mais la prospérité de sa maison fut de courte durée. Moins de cinq ans après son mariage, en février 1772, Evalde perdit sa femme et, à partir de ce moment, le désordre se mit dans ses affaires. Dix-huit mois plus tard, il était perdu de dettes. Pour échapper à ses créanciers qui le menaçaient d'une contrainte par corps, il prit le parti de s'enfuir à l'improviste le 4 août 1774, emmenant sa petite-fille, avec laquelle il disparut pour toujours. Il abandonnait chez lui une quantité de marchandises qui comprenaient notamment des *bibliothèques de voyage* en bois de noyer, plusieurs *bureaux à tambour* en bois de rose, une petite *table à café* en acajou, et une curieuse « *theyière* » de même bois, à couvercle et tiroir, sur des pieds de griffon. Dans son magasin figuraient aussi des meubles de marqueterie décorés de paysages ou de fleurs. On a relevé son estampille **M. B. EVALDE** sur quelques pièces de cette dernière sorte, habilement traitées dans un goût un peu mièvre.

EVRARD (Gaspard), maître ébéniste à Paris, résidait rue Ventadour, vis-à-vis l'hôtel de Pontchartrain, en 1728, quand il déclara la mort de son beau-père, le menuisier Guillaume Gosselin, entrepreneur des bâtiments du Roi [1]. En 1743, il fut créancier de la succession de son confrère Burgevin [2]. Il habitait alors rue Saint-Dominique.



FABRY (la veuve) tenait un atelier d'ébénisterie à Paris vers la fin du règne de Louis XVI. Elle exécuta des tables et des rafraîchissoirs en acajou pour les marchands Frost et Colombet, rue Croix-des-Petits-Champs [3].

FAIZELOT-DELORME. *Voy.* Delorme.

FALCONET (Pierre), maître menuisier en meubles à Paris, né en 1683 [4], exerça rue de Cléry, sous l'enseigne de *la Fidélité*, entre 1738 et 1750 [5]. Il eut pour successeur son fils Louis, qui obtint des lettres de maîtrise le 9 septembre 1743 et mourut vers 1775 [6]. La veuve de ce dernier conserva la maison jusqu'en 1782 [7]. On doit à leur atelier de remarquables ouvrages signés **FALCONET**. J'ai vu cette empreinte sur deux grandes bergères en confessionnal, de style Régence, munies de joues démontables se fixant par des écrous, qui se trouvaient il y a quelques années chez M.M. Parguez-Perdreau. — M[me] la comtesse Henri de Gontaut-Biron

1. Arch. nat. Y. 11147, 11 avril 1728.
2. Id. Y. 11161. *Scellés*, 2 juillet 1743, 25[e] opp.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg 2278.
4. Arch. nat. Y. 12394, 3 mars 1741.
5. Id. Y. 14063, 10 déc. 1738; Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
6. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 42. Bilan du m[e] et m[d] ébéniste J.-F. Coulon, (1774).
7. Arch. de la Seine. *Ibid.*, cart. 47[A]. Bilan du tap. J.-B. David, 1[er] déc. 1778 : « M[me] V[ve] Falconnet, menuisière à la Villeneuve, *à la Fidélité*, 2261 liv. » — *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782.

possède un bel écran de Falconet fils, richement sculpté d'acanthes, lauriers, fleurettes et pommes de pin, avec un fronton à volutes couronné d'une grenade; ce meuble fut exécuté vers la fin du règne de Louis XV pour le baron Ogier d'Ivry au château d'Hénonville. Parmi d'autres pièces intéressantes frappées de la même estampille, on peut citer un siège en gondole ayant figuré dans l'ancienne collection de M. Jean Périer, de l'Opéra-Comique[1], et un mobilier de salon Louis XVI qui appartenait avant la guerre à M. H. de Mumm[2].

FAROY (Jean-Louis), compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine, né en 1735[3], fut un des Vainqueurs de la Bastille[4].

FAVILLOT. — L'*Almanach Dauphin* de 1772 signalait à Paris, dans le quartier de la Villeneuve, un artisan de ce nom « menuisier ordinaire du Roy pour le Garde-meuble ». Le personnage ainsi désigné n'est autre que Nicolas-Quinibert Foliot, cité correctement dans les éditions postérieures du même annuaire.

FEILT (Jean-Gaspard), ébéniste-marqueteur d'origine allemande, obtint à Paris des lettres de maîtrise qu'il fit enregistrer au Châtelet le 25 avril 1771[5]; il résida ensuite rue du Temple, d'où son atelier disparut avant 1782. Ses ouvrages, signés **G. FEILT**, témoignent d'un talent très estimable. On a relevé son poinçon sur un cabinet en bois de rose dans la collection du général Knox à Londres[6]. Celle de Mme la comtesse Henri de Gontaut-Biron renferme de lui une petite armoire offrant de fines marqueteries en bois de couleur, avec incrustations de nacre, à décor de fleurs, oiseaux et papillons.

FELIZET (Edme-Jean), maître ébéniste à Paris, demeurait en 1734 rue Baillif, dans le voisinage de la place des Victoires[7].

FÉLIX (Laurent), reçu maître à Paris le 31 juillet 1755[8], exerça durant une trentaine d'année rue Saint-Victor, près de l'ancienne abbaye de ce nom. En 1771, il inséra une annonce dans les *Petites Affiches* pour vendre « une châsse d'un nouveau goût, faite de bois de violette et garnie d'écaille avec des figures et autres embellissements de fonte[9] ». On connaît de bons ouvrages marqués **L. FELIX**. Je possède une commode en tombeau, plaquée de palissandre et ornée de bronzes à rocailles, qui porte cette estampille. Au Salon des Artistes français de 1921, les magasins du Bon-Marché avaient exposé une gracieuse petite table Louis XVI en bois de rose, frappée de la même empreinte.

FERCHEMENN. *Voy.* Forschmann.

FERDINAND (Ferdinand BURY, dit). *Voy.* Bury.

FERMET (Jean-Bénigne-Athanase) travaillait à Paris comme artisan libre en 1753, lorsque

1. Vente à Paris, 20 avril 1912.
2. Vente à Ay (Marne), nov. 1921.
3. Arch. nat. Y. 15065 31 août 1763.
4. Id. C. 35, 208[1]. Procès-verbal du 16 avril 1790. — T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, no 403.
5. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331, sous le nom de « Jean-Gaspard Peilt ».
6. A. de Champeaux, *Notes mss.* (Bibliothèque des Arts décoratifs, X, 52).
7. Arch. nat. Y. 12136, 18 août-20 sept. 1734 (sous le nom de « Phelizé »).
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1771, p. 841.

le marchand Lazare Duvaux lui acheta six commodes en acajou massif pour Mme de Pompadour au château de Crécy [1]. Après avoir passé maître le 24 juillet 1759 [2], Fermet s'établit rue de Seine, et vivait encore à la fin du règne de Louis XV [3]. Cet ébéniste fut un des premiers en France à produire des meubles d'acajou, qu'il garnissait parfois de cuivres argentés [4].

FERRÉ, menuisier parisien, est cité en 1728 et 1729 dans le livre-journal du tapissier Courteille, pour des fournitures assez importantes comprenant des bois de lits, de sièges et d'écrans, parmi lesquels deux bergères destinées à la marquise de Montboissier [5].

FEUERSTEIN (JOSEPH), né en 1733 à Bregenzerwald [6], dans le Tyrol bavarois, vint de bonne heure exercer la profession d'ébéniste à Paris et y passa maître le 29 avril 1767 [7]. Il habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, « en deça des Enfans-Trouvés » [8], produisant des meubles précieux en bois de placage et en acajou, qu'il ornait de bronzes dorés par Habert [9]. Après 1790 [10], il cessa son industrie sans quitter sa demeure, où il mourut le 30 novembre 1809 [11]. — Cet habile artisan, qui signait **I. FEVERSTEIN**, est l'auteur d'une belle commode en mosaïque à rosaces ayant figuré dans la collection de Mme la marquise de Ganay, née Ridgway [12]. Mme la duchesse de Brissac possède de lui une autre commode de la fin du temps de Louis XV, décorée de marqueteries originales représentant des emblèmes astronomiques (planche XXI).

Un ébéniste de la même famille, JEAN-PHILIPPE FEUERSTEIN, né à Bregenzerwald en 1749 [13], reçu maître à Paris le 22 juillet 1785 [14], exploita un atelier rue Saint-Nicolas avec son frère GEORGES. Tous deux prirent part au siège de la Bastille [15].

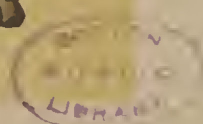
FIEDLER (JOHAN-CHRISTIAN), menuisier d'art et marqueteur allemand, florissait à Gœrlitz en Silésie dans la seconde moitié du XVIIIe siècle [16]. On prétend qu'avant de s'établir, il avait travaillé en Angleterre. Nommé ébéniste de la cour de Prusse sous Frédéric le Grand, il obtint confirmation de ce titre par lettres patentes de Frédéric-Guillaume II en septembre 1786. La même année, Nicolaï publia sa *Description de Berlin et de Potsdam*, où il consacre quelques mots à cet artiste dont il vante le talent pour les marqueteries à figures. Le seul ouvrage de Fiedler identifié jusqu'à présent se trouve au musée d'Art industriel de Hambourg. C'est une grande « scribanne », genre de meuble alors fort répandu en Allemagne, servant à la fois de commode, de secrétaire et d'armoire. Par ses formes mouvementées, cette pièce se rattache encore au style rococo, mais sa décoration est conçue dans le goût classique. Les marqueteries, fortement

1. L. Courajod. *Livre Journal de Lazare Duvaux 1748-1758*, Paris, 1873, t. II, p. 171.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9329.
3. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 74.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 18 janv. 1759. — Cf. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 232.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 4893.
6. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 188.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
8. *Annonces*, etc., 1788, p. 2945.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 71. Faillite du doreur Habert, 30 mai 1788.
10. Arch. nat. D. XXIX *bis*, 6, n° 94. Instruction de l'affaire Schatzel, juin 1790.
11. Arch. de la Seine. Enregist. *Table des Décès*, Q^8. 322.
12. Carle Dreyfus. *La Collection de Mme la Marquise de Ganay* (*Les Arts*, 1909, n° 96, p. 14). — Vente à Paris, mai 1922, n° 139.
13. Arch. nat. Y. 14438, 4 sept. 1790; — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *ouv. cité*, t. I, p. 188.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
15. Arch. nat. T. 514^1, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n°s 279 et 280.
16. Justus Brinckeman. *Das Hamburg. Museum*, Leipzig, 1894, p. 627. — Thieme et Becker, *Allgemeines Lexikon der bildenten Künstler*, t. XI, p. 539.



ADRIEN-PIERRE DUPAIN.
Canapé en bois sculpté et doré, dans le style de transition Louis XV à Louis XVI.
(anc. coll. du vicomte J. de Bryas).





JOSEPH FEUERSTEIN.
Commode fin Louis XV en marqueterie, à décor d'emblèmes astronomiques.
(coll. de Mme la duchesse de Brissac).

ombrées au burin et recouvertes d'un épais vernis jaune, montrent des scènes champêtres, des fleurs, des vases, des festons de lauriers, et, au milieu de l'abattant, le profil du roi Frédéric en empereur romain. Sur l'un des panneaux, l'auteur a signé son œuvre : *J. C. Fiedler 1775.*

FILON (GABRIEL-CÉCILE), fabricant et marchand de meubles à Paris, né en 1726, mort le 3 avril 1798[1]. Élève de son père, le maître menuisier Jean-Claude Filon, il gagna la maîtrise le 8 juillet 1750[2] et s'installa rue Mauconseil, en face de la Halle-aux-cuirs. Sous la Révolution il céda la maison à son fils GABRIEL-ISIDORE, qui se retira lui-même du commerce en janvier 1797, après avoir liquidé ses marchandises aux enchères. Cette vente comprenait, d'après les annonces du temps, « quantité de bons meubles d'ébénisterie... en bois de rose, palissandre, citron, acajou, vieux laque et bois peint[3] ».

FISSNER (SIMON), gendre de l'ébéniste Wovitz[4], était lui-même fabricant de meubles à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 137, à la fin du XVIIIe siècle[5].

FLAMION, menuisier à Versailles, fournit en 1783 des couchettes et des tables pour l'hôtel des pages du comte d'Artois[6].

FLÉCHY (PIERRE), né en 1715[7], travailla rue du Faubourg Saint-Antoine, d'abord comme artisan privilégié, puis, après 1756[8], comme maître ébéniste. Il vécut au moins jusqu'en 1769. Ce fabricant produisait des meubles en bois de rapport qui semblent avoir été fort appréciés dans le commerce[9]. On connaît d'assez nombreuses commodes et encoignures portant son estampille **P. FLECHY**. Traitées avec goût, dans de jolies formes onduleuses, elles sont souvent décorées de marqueteries à fleurs d'une coloration un peu dure.

FLERCKMANN (LOUIS), cité parmi les ébénistes parisiens dans l'*Almanach général des Marchands* (1772), était un maître layetier qui demeurait rue du Faubourg Saint-Antoine et qui s'adonnait très activement au commerce des bois d'industrie[10]. Après que sa corporation se fut réunie à celle des menuisiers, Flerckmann devint l'un des syndics de la nouvelle communauté[11].

FLEURY (ADRIEN), maître ébéniste à Paris, habita successivement les rues Traversière et de Charonne entre 1740 et 1754[12], avant de se fixer dans le faubourg Saint-Germain, rue Saint-Hyacinthe, paroisse Saint-Cosme. Au mois de janvier 1767, il déposa son bilan avec un inventaire sommaire de ses marchandises, qui comprenaient des pièces d'une certaine valeur en mar-

1. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 12 et Q⁸. 39, 14 germinal an VI.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 1786.
4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Donations*. Reg. 144, 21 niv. an II.
5. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII (sous le nom de « Fissué »). — *Alm. portatif des commerçants de Paris*, 1806.
6. Arch. nat. *Apanage d'Artois*. R¹. 329.
7. Id. Y. 14087, 15-22 août 1760.
8. Id. *Reg. des Maîtrises*, 30 déc. 1756.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 14, bil. du tap. Templeux, 1756 ; cart. 19, bil. du tap. Heurtault, 1761 ; cart. 20, bil. du m^e et m^d ébén. D. Genty, 1762. — *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1748-1758) ; Reg. 3578. Journal du tap. Massé (1769), sous le nom de « Flégy ».
10. Arch. nat. Y. 14113, 7 août 1783 ; Y. 13452, 28 janv. 1788, etc. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 52, bil. de la veuve Migeon, 1780 ; cart. 66, bil. de l'ébén. Upton, 1785, etc.
11. Arch. nat. H². 2118, 1782-1784.
12. Arch. nat. Y. 10987, 24 juillet 1740 ; Y. 15053, 3 août 1749 ; Y. 10995, 7 oct. 1754.

queterie nuancée et en vernis de la Chine[1]. Il mourut moins de huit ans plus tard[2]. Ses productions sont signées en grandes lettres **A. FLEURY**. Les collections de Chaalis léguées à l'Institut par M[me] Edouard André renferment une commode en bois de placage qui porte cette estampille.

François, frère du précédent, fut aussi maître ébéniste à Paris. Il résidait rue Traversière, ayant conservé sans doute le premier atelier d'Adrien, qu'il continua d'exploiter jusqu'au début du règne de Louis XVI. En 1747, cet artisan porta plainte contre les jurés de sa communauté pour avoir fait saisir indûment plusieurs ouvrages frappés de sa marque, dont « une commode de palissandre, en S par les côtés, à pieds galbés »[3]. François Fleury pourrait avoir employé le poinçon aux initiales **F. F.** qui se rencontre sur des meubles d'une bonne qualité, dans le style en honneur vers le milieu du XVIII[e] siècle.

FOLIOT, famille parisienne d'habiles menuisiers en meubles et sculpteurs ornemanistes, dont la plupart furent attachés au service de la Couronne.

Le plus ancien florissait vers la fin du règne de Louis XIV. Entre 1700 et 1708, le prince Henry-Jules de Condé lui fit exécuter de nombreux ouvrages, en collaboration avec le sculpteur Guyot et le peintre-doreur Goulet. Il menuisa un bois de lit pour la chambre du prince dans son hôtel à Paris, un autre lit à la polonaise pour la princesse, née Anne de Bavière, et des meubles pour leur fille, « Mademoiselle d'Anghein », en remplacement de ceux qu'elle avait donnés à l'Hôtel-Dieu lors de sa petite vérole[4]. — Ce maître aurait été le père de Nicolas qui suit. On suppose qu'il eut aussi pour fils le sculpteur Toussaint Foliot, nommé en 1757 recteur de l'Académie de Saint-Luc.

Nicolas fut menuisier du Garde-meuble royal à partir de 1723[5] et juré de sa communauté de 1736 à 1738[6]. Outre des bois de sièges et de couchettes, il produisit des armoires en chêne et des tables en noyer. Son atelier était situé rue de Cléry, dans une maison qui lui appartenait, sous l'enseigne du *Duc de Bretagne*[7]. Il mourut avant la fin de l'année 1749, laissant trois fils. L'aîné entra dans la corporation des merciers et devint marchand ordinaire de la Cour; les deux autres, — Nicolas-Quinibert et François, — lui succédèrent comme menuisiers du Roi.

Nicolas-Quinibert, né vraisemblablement vers 1708, s'établit de bonne heure à son compte dans la même rue de Cléry. Dès ses débuts, il travailla pour le maréchal duc d'Estrées, riche et singulier amateur, qui mourut en 1737[8]. Il fut juré de sa corporation de 1750 à 1752[9] et marguillier de la paroisse Notre-Dame de Bonne-Nouvelle[10]. Devenu fournisseur ordinaire du Garde-meuble en remplacement de son père, il reçut de cette administration des commandes considérables[11]. Au cours de la seule année 1767, Quinibert Foliot livra pour les

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 25, 14 janvier 1767.
2. Arch. nat. Y. 15976. Scellés chez Marie-Françoise de Launoy, veuve du m[e] ébén. Ad. Fleury, 25 avril 1775.
3. Id. Y. 15051, 12 oct. 1747.
4. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, 1700 à 1709.
5. Arch. nat. O[1]. 3309 et suiv.
6. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9323, août 1736.
7. Arch. nat. Y. 12044, 9 février 1758.
8. Id. Y. 10754. Scellés chez le maréchal duc d'Estrées, 27 déc. 1737.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327, 1[er] août 1750. — Cf. *Statuts, Privilèges, Ordonnances et Règlemens de la Communauté des Maistres Menuisiers... de Paris...* 1751.
10. Arch. nat. Y. 12405, 1[er] février 1744.
11. Id. O[1]. 3616 à 3626.

châteaux de Versailles, Trianon, Compiègne, Fontainebleau et Saint-Hubert, soixante bois de lits, cinquante écrans ou paravents, quatre canapés, trente-deux bergères, cent trente-cinq fauteuils, quatre cent soixante-huit chaises, vingt et une banquettes et quatre-vingt-quatre tabourets, d'une valeur totale de 18.200 livres [1]. Il venait alors de fournir la menuiserie d'un dais grandiose destiné au trône du Roi à Versailles. Ce baldaquin, exécuté sur les dessins du peintre Peyrotte, fut sculpté par Guillaume Dupré et doré par la veuve Bardou ; il portait des trophées allégoriques, autour d'un globe aux armes royales que surmontait l'aigle de Jupiter, et devait recevoir des superbes tentures dont les broderies représentaient l'histoire de ce dieu d'après les compositions de Lebrun [2]. En 1770, avec le concours du sculpteur Babel, Foliot produisit, pour Marie-Antoinette, un lit à la duchesse, au chevet duquel on voyait des dauphins et sur le dôme des enfants tenant les attributs de l'amour [3]. Il entreprit peu après la menuiserie d'un mobilier somptueux offert par le Roi à la comtesse de Provence [4]. Ses mémoires mentionnent aussi des travaux faits pour le comte d'Artois et pour M[me] du Barry [5]. Il succomba le 8 mai 1776 [6]. Sa veuve, née Desaux, continua de servir le Garde-meuble jusqu'en 1784 [7].

On doit à ce maître de très belles œuvres marquées **N. Q. FOLIOT**. La plus célèbre est le mobilier de la chambre de Louis XV à Versailles, légué au musée du Louvre en 1911 par le comte Isaac de Camondo qui en avait fait l'acquisition à la vente Double. Cette suite se compose de dix pièces, — un grand canapé, un autre plus petit, quatre fauteuils et quatre chaises, — que recouvrent d'admirables tapisseries des Gobelins et d'Aubusson. Les bois, très finement sculptés et dorés, ont une charmante souplesse ; ils offrent sur tous leurs pourtours des baguettes enguirlandées de fleurettes, avec une rangée de feuilles d'eau et des motifs d'acanthe qui annoncent les premières tendances du goût vers le style classique. Un seul de ces sièges est signé par l'habile artisan qui en exécuta les menuiseries [8] ; nous en donnons une reproduction sur la planche XXII. L'ancienne collection Charles Wertheimer à Londres renfermait un magnifique meuble de salon à décor de rocailles, comprenant deux canapés et douze fauteuils exécutés dans l'atelier de Quinibert Foliot [9]. Deux bergères du même auteur parurent à la vente du baron Jérôme Pichon [10]. Chez M[me] Demachy, au château d'Ognon près Senlis, se trouve un grand fauteuil qui porte son estampille avec des marques de l'ancien Garde-meuble.

François, dit *Foliot le jeune*, frère du précédent, se fit recevoir maître menuisier le 1[er] août 1749 [11] et conserva l'atelier de son père, rue de Cléry, au *Duc de Bretagne*. Il était en outre sculp-

1. Arch. nat. O[1]. 3620, 1.
2. Id. O[1]. 3619, 1.
3. Id. O[1]. 3622 (juillet 1770).
4. Id. O[1]. 3623, 1.
5. Id. O[1]. 3616 et O[1]. 3623.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 508.
7. Arch. nat. O[1]. 3534 ; O[1]. 3627-3628.
8. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Catalogue du Mobilier des XVII[e] et XVIII[e] s.* [1922], n° 165. — H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les sièges.* Paris [1922], pl. XV. L'auteur consacre à ce meuble une intéressante étude technique ; il s'est trompé toutefois en attribuant à l'époque de la Régence un ouvrage qui date en réalité des alentours de 1765.
9. E. Molinier. *Le Mobilier français du XVIII[e] s. dans les coll. étrangères* (*Les Arts*, 1902, n° 1, p. 19 et suiv.). — Un des recueils des documents de la Bibl. des Arts décoratifs, coté 354, 7, contient les reproductions de plusieurs pièces de cet ensemble.
10. Vente à Paris, 9 avril 1897, n° 1146.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.

teur. A ce dernier titre, il devint en 1754 membre de l'Académie de Saint-Luc[1]. Son double talent fut employé par la Couronne, pour laquelle il exécuta notamment un « pied de table » en bois doré, dont la riche décoration comportait des écussons aux armes royales, des palmettes à jour et des guirlandes de fleurs. Cette console devait soutenir une grande tablette en mosaïque de marbre représentant une vue de la forêt de Saint-Germain-en-Laye[2]. Foliot le jeune employait le poinçon **F. FOLIOT**, qui servit à ses continuateurs jusque sous le règne de Louis XVI. Il mourut le 20 août 1761[3], s'étant marié deux fois. Sa première femme, Geneviève Ferret, lui avait donné un fils, Toussaint, qui obtint le titre de sculpteur du Roi et travailla très activement pour le Garde-meuble entre 1764 et 1789[4]. D'une seconde union avec Jeanne Chasseigne lui vint un autre fils, Toussaint-François. Celui-ci n'avait que treize ans lorsqu'il perdit son père, mais sa mère assuma la direction de l'entreprise durant sa minorité. A cette période se rattachent six chaises précieuses, marquées **F. FOLIOT**, qui garnissent le salon d'angle des appartements du Pape au palais de Fontainebleau. Leur composition rappelle beaucoup celle des sièges exécutés par Quinibert pour la chambre de Louis XV ; elles ont presque la même forme, avec un décor analogue, d'une égale finesse ; quoique différentes dans les détails, elles paraissent avoir été faites pour accompagner ce magnifique ensemble.

TOUSSAINT-FRANÇOIS, né en 1748[5], prit ses lettres de maîtrise le 26 juillet 1773[6]. Succédant alors à sa mère, il exploita l'atelier de la rue de Cléry où avaient travaillé son père et son aïeul. Attaché comme eux au service du Garde-meuble, il fournit à la Cour une quantité de beaux ouvrages auxquels collabora souvent son frère le sculpteur[7]. L'un de ses principaux travaux fut un lit grandiose commandé, lors de l'avènement de Louis XVI, pour la chambre d'hiver du Roi à Versailles, et dont le dais portait un pélican se sacrifiant à ses petits, touchante image de l'amour du souverain pour son peuple. Dessiné par Gondouin, ce meuble fut sculpté par Babel, doré par la veuve Bardou, puis garni par le tapissier Caplin de velours bleu céleste et de riches passementeries d'or[8]. Parmi les autres pièces que livra Foliot fils, on remarque un lit à colonnes, avec impériale à la chinoise, pour la chambre de la Reine au château de Choisy ; les berceaux du Dauphin, de Madame Royale et du duc de Normandie ; la menuiserie d'un trône destiné à l'hôtel de l'Ambassade de France à Constantinople ; une suite de soixante-dix-huit fauteuils pour l'Académie des Sciences au Louvre ; des sièges pliants de jardin pour Mesdames, tantes du Roi. Ce maître quitta les affaires en 1786, et, depuis lors, vécut de ses rentes[9]. On ne connaît qu'un petit nombre de ses productions, la plupart n'ayant pas dû recevoir d'estampille. Celles qu'il a signées présentent l'ancienne marque de son père, **F. FOLIOT**, comme un gracieux « bout de pied », d'époque Louis XVI, que possédait naguère M. Allard de Meeus[10].

FONBONNE (FRANÇOIS), reçu maître menuisier à Paris le 14 juillet 1762, exerça pendant

1. Stan. Lamy. *Dict. des sculpteurs de l'Ecole française au XVIIIe siècle*, t. I, p. 345.
2. Arch. nat. O¹. 3316, fol. 149 vo.
3. Id. Y. 12048. *Scellés*, 20 août 1761. — Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 27 août 1761.
4. Arch. nat. O¹. 3543, O¹. 3616 à 3630, O¹. 3734 à 3737. Cet artiste demeurait rue Meslay. Il fut le père du sculpteur Louis-Pierre Foliot, reçu à l'Académie de Saint-Luc en 1768.
5. Id. Y. 14228, 18 sept. 1779.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebénistes de Paris*, 1782-1785.
7. Arch. nat. O¹. 3543 ; O¹. 3624 à 3637.
8. Id. O¹. 3624, 2 (1er août 1774).
9. Id. Y. 13452, 29 fév. 1788.
10. Vente à Paris, juin 1910, no 163 du catalogue (reprod.).



NICOLAS-QUINIBERT FOLIOT.
Fauteuil dépendant du mobilier de la chambre de Louis XV à Versailles.
(Musée du Louvre, coll. Camondo).



PIERRE-ANTOINE FOULLET.
Commode en marqueterie, dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI.
(anc. collection de Mlle Marquis).

une trentaine d'années rue Sainte-Anne, au *Palais* [1]. Une jolie bergère Louis XV, à décor de feuillages et bouquets de roses, signée **F. FONBONNE**, faisait partie de l'ancienne collection Alphonse Kann [2].

FONTAINE. — Un ébéniste de ce nom tenait, vers la fin du règne de Louis XVI, fabrique et magasin de meubles à Rouen, rue Pigeon. Sa maison existait encore sous l'Empire [3].

FONTAINE (JEAN-MICHEL), ébéniste parisien, admis à la maîtrise le 4 février 1767 [4], s'installa bientôt après rue Coquillière. En 1772, il déposa son bilan, qui nommait parmi ses créanciers le fondeur Garin [5]. On le retrouve ensuite rue de la Tonnellerie, d'où il disparut vers 1783.

FORGET (PIERRE), menuisier en meubles, né en 1723, mort à Paris le 6 juillet 1789 [6]. Après avoir passé maître le 25 septembre 1755 [7], il exploita, rue de Charonne, « vis-à-vis celle de Lappe », un atelier de dix établis qui paraît avoir été très actif [8]. A son décès, on inventoria chez lui plus de 400 bois de sièges, outre des bois de lits, des meubles de garde-robe et de nombreuses tables en noyer [9]. Dans ses marchandises figuraient une cinquantaine de chaises et fauteuils à pieds de biche, ce qui prouve que le style Louis XV n'avait pas encore perdu toute faveur à la veille de la Révolution. L'ancienne collection de Mme la duchesse d'Avaray renfermait des sièges signés par cet artisan [10].

FORGEOT (LOUIS-NICOLAS), qualifié maître ébéniste dans un document de police du 30 janvier 1785 [11], était en réalité un artisan libre qui exerçait rue de Charenton en vertu des franchises du faubourg Saint-Antoine. Né vers 1746 [12], il vivait encore en 1813 et habitait à cette époque rue de Miromesnil [13].

FORSCHMANN (AUGUSTIN), né en 1727 [14], se fit recevoir maître ébéniste à Paris le 7 janvier 1773 [15]. Il travailla ensuite durant une quinzaine d'années dans le passage de la Trinité, près de la rue de Clichy [16].

FORSTER (RICHARD), ébéniste parisien, devenu maître le 9 juillet 1788, s'établit rue des Fossoyeurs [17]. Deux ans plus tard il déposa son bilan, qui citait au nombre de ses débiteurs le baron d'Espagnac, l'architecte Chéon et l'ingénieur Schneider [18]. Il demeura ensuite rue du Faubourg Saint-Honoré, où il mourut le 30 octobre 1794 [19].

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Alm. de Paris*, (2e partie), 1786-1787. — *Alm. des Bastimens*, 1774-1790.
2. Vente à Paris, 8 déc. 1920, n° 287 du catalogue.
3. *Tableau de Rouen*, par Gallier père, 1788, p. 309 ; — *Tableau des Négocians de la Ville de Rouen*, 1808, p. 103.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 35, 4 mai 1772.
6. Arch. nat. Y. 15068, 12 août 1765 ; Y. 14240, *Scellés*, 7 juillet 1789.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
8. Arch. nat. Y. 15062, 22 août 1761 ; Y. 14433, 30 oct. 1785 ; — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 43, bilan du march. Nic. Heaume, 1774 ; cart. 56, bil. du tap. Guyard, 1781 ; cart. 57, bil. du tap. Drulin, 1781 ; cart. 60, bil. du men. Sené le jeune, 1783, etc.
9. Arch. nat. Y. 14240. *Scellés*, 7 juillet 1789.
10. Vente de Mme la duchesse d'A..., Paris, juin 1919, n° 75.
11. Arch. nat. Y. 14115.
12. Id. Y. 14093, 4 fév. 1766.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 372. Décès de Marie-Anne Valtet, sa belle-sœur.
14. Arch. nat. Y. 14086, 5 oct. 1759.
15. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris* (sous le nom de « Ferchemenn »).
16. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 2259.
17. *Liste générale des Mes Menuisiers-Ebénistes de Paris*, 1789. L'ancienne rue des Fossoyeurs est devenue la rue Servandoni.
18. Archives de la Seine. *Bilans*, cart. 79, 22 novembre 1790.
19. *Annonces*, etc., an III, p. 240.

FORTUNIOS (JEAN-DAVID), maître ébéniste à Paris, résidait rue de Charonne en 1737, lorsqu'il perdit sa femme, Marguerite Jouan, probablement sœur de l'ébéniste de ce nom [1].

FOUGÈRE (?) est cité dans le *Tableau général du Commerce du Royaume* parmi les principaux fabricants de meubles à Metz vers la fin du règne de Louis XVI.

FOULET (JEAN-BAPTISTE), ouvrier de l'atelier du maître ébéniste Claude-Charles Saunier, exécuta les marqueteries d'un superbe secrétaire qui fait maintenant partie de la collection Wallace à Londres [2] (planche LIX). Les décorations de ce meuble représentent des morceaux d'architecture, des fleurs et des attributs, traités avec la plus minutieuse adresse. Un des panneaux est signé au burin : ***J. B. Foulet.***

FOULLET (ANTOINE), ébéniste parisien, fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 17 février 1749 [3], et devint juré de sa corporation en 1756 [4]. Établi rue du Faubourg Saint-Antoine, en face de la rue Saint-Nicolas, il travaillait spécialement pour les horlogers [5], produisant des gaînes de régulateurs en bois des Indes, qu'il orna de bronzes fondus chez Hebau, rue des Arcis. A sa mort, le 24 septembre 1775, il laissait en cours d'exécution une douzaine de boîtes de pendule dont la prisée fut faite par ses confrères Lieutaud et Duhamel, réputés tous deux pour le même genre d'ouvrages [6].

PIERRE-ANTOINE, fils du précédent, devint maître le 11 avril 1765 [7] et bientôt après s'installa pour son compte dans la même rue du Faubourg Saint-Antoine. En janvier 1769, il déposa son bilan qui mentionne parmi ses créanciers le vernisseur Lemaire [8]. Il continua ensuite son industrie rue de Charonne jusque vers 1780 [9]. On lui doit de beaux meubles en marqueterie ombrée, à décor de fleurs, attributs et scènes galantes, qui portent l'estampille **P. A. FOULLET**. Certaines de ces pièces offrent des panneaux bizarrement échancrés d'un aspect très original. A la vente de Mlle Marquis, en février 1913, figurait une magnifique commode de Foullet fils, qui fut adjugée à M. E.-M. Hodgkins sur une enchère de 50.000 francs (planche XXII).

FOUREAU (LOUIS), reçu maître ébéniste à Paris le 27 novembre 1755 [10], exerça pendant plus de trente années rue du Faubourg Saint-Denis. Il a laissé sa marque **L. FOUREAU** sur de nombreux ouvrages en vernis européen imitant les laques de Chine. Le comte Horace de Choiseul possédait naguère une commode de cette sorte [11]. Un meuble analogue, décoré en dorure sur fond rouge, fait partie de la collection F. Halphen à Paris [12]. On peut citer de cet ébéniste, dans un autre genre, une commode en marqueterie à vases de fleurs, ayant appartenu à Mme A.-L. Guérin [13].

1. Arch. nat. Y. 5210, 29 avril 1737.
2. *Catalogue of the Furniture... in the Wallace Collection*, London, 1906, p. 312 (Gal. XVIII, n° 30).
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
4. Id. *Ibid.* Y, 9328, 3 août 1756.
5. Id. Y. 14089, 28 mai 1762. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 17, bilan de l'horloger Bailly, 1759 ; cart. 18, bil. de l'horloger Caranda, 1760 ; cart. 21, bil. de l'horloger Masson, 1763, etc.
6. Arch. nat. Y. 13402. Scellés chez l'ébén. A. Foullet, 24 sept. 1775.
7. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, 13 janv. 1769.
9. Arch. nat. Y. 14425, 6 avril 1777.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
11. Vente du comte H. de C..., Paris, 7 mai 1897, n° 90.
12. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 195.
13. Vente à Paris, 25 juin 1909, n° 354 (reprod.).

FOURRÉ (MARTIN), menuisier parisien, était attaché au service du Garde-meuble en 1793 pour la réparation des lits et des sièges du Mobilier national[1].

FRANC (FRANÇOIS), menuisiér-ébéniste, né en 1722, mort le 6 janvier 1799[2]. Ayant gagné la maîtrise comme fils de maître le 24 mars 1756[3], il exploita un atelier rue de Charenton, vis-à-vis le couvent des Dames anglaises[4]. Il travaillait activement pour le commerce, mais ne paraît avoir produit que des meubles ordinaires[5]. Après 1791[6], il se retira rue Moreau, où il termina ses jours.

FRANC (M.-C.), habile ébéniste que l'on peut supposer père du précédent, n'est connu que par son estampille. Celle-ci figurait, avec la marque du château de Bellevue, sur une pièce remarquable ayant paru dans une vente anonyme à l'hôtel Drouot le 5 mai 1893. C'était un grand bureau plat dans le style de la Régence, en bois de rose et de violette, enrichi de bronzes finement ciselés : chutes à têtes d'homme et de femme couronnées de pampre, appliques à mascarons, entrées de serrure représentant des sphinx, poignées formées par des dauphins.

FRANCASTEL, famille parisienne dont les membres se succédèrent de 1754 à 1792 comme menuisiers de la Chambre et des Menus-Plaisirs du Roi.

JEAN-BAPTISTE, né en 1725[7], fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 26 juillet 1743[8]. Fils de Charles Francastel, entrepreneur de bâtiments rue Saint-Denis, il travaillait dans l'atelier paternel lorsqu'il épousa la fille d'Antoine Pleney, menuisier de la Chambre. En 1754, il obtint la survivance des fonctions de son beau-père, qui lui céda son établissement rue Montmartre, près des boulevards. Il succomba peu après, en 1758[9], âgé seulement de trente-trois ans.

Sa veuve, née Claire-Élisabeth Pleney, le remplaça en qualité de « menuisière de la Chambre du Roi », aux gages annuels de 300 livres. Chargée à ce titre des travaux que nécessitaient les fêtes et cérémonies de la Cour, elle fournissait aussi à l'occasion des sièges et couchettes, des meubles de commodité, des tables, buffets et armoires de chêne ou de hêtre[10]. On remarque parmi ses ouvrages deux toilettes en beau bois de Hollande, à dessus brisé et à pieds pliants, qui lui furent commandées en 1770, pour servir durant le voyage de Marie-Antoinette lors de son arrivée en France[11].

JEAN-BAPTISTE-ANTOINE, dit *Francastel l'aîné*, fils des précédents, né en 1749[12], devint menuisier de la Chambre et des Menus-Plaisirs comme successeur de sa mère, qui lui transmit son fonds par acte notarié du 20 octobre 1771[13]. Il fut attaché aussi à la maison du comte et de la comtesse d'Artois[14]. En dehors de ses ouvrages de grosse menuiserie et de décoration, il exécuta

1. Arch. nat. O[2]. 483.
2. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q[8]. 55.
3. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris,* 1782-1789. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises,* 30 déc. 1756.
4. Arch. de la Seine. *Bilans,* cart. 45, bilan du tap. Grandin, 10 mai 1775.
5. Id. *Ibid., loc. cit.,* ; cart. 51, bilan du tap. Ducamp, 1779 ; cart. 69, bil. du tap. Gabard-Latour, 1787 ; cart. 71, bil. du tap. Froyez, 1788. — *Livres de Commerce.* Reg. 372. Journal du tap. Turpin ; Reg. 5479. Journal du tap. Thurin ; Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon, etc.
6. *Alm. des Adresses de Paris,* 1791. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police.* Quinze-Vingts, n° 1, 5 avril 1791.
7. Id. Y. 12408, 6 mars 1747.
8. Id. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9325.
9. Id. O[1]. 2866, fol. 62.
10. Id. O[1]. 2866 à 2876 ; O[1]. 3010 ; O[1]. 3018 O[1]. 3104 et suiv.
11. Id. O[1]. 3114, 3, ch. III, n° 24.
12. Id. Y. 14105, 15 sept. 1777.
13. Id. Y. 11386. Scellés après décès de Claire-Élisabeth Pleney, veuve Francastel, 9 nov. 1771.
14. *Nouv. Arch. de l'Art français,* 1872, p. 104.

quelques pièces d'ameublement telles que des lits, des écrans et des fauteuils sculptés [1]. Il demeurait rue du Faubourg Saint-Denis, n° 29, quand il mourut d'une fluxion de poitrine le 16 septembre 1787 [2].

PIERRE, dit *Francastel le jeune* ou *Francastel-Crépy*, charpentier de son état, résidant rue du Faubourg Montmartre à *la Boule-Rouge* [3], hérita du titre et des gages de son frère aîné. En raison de sa charge, il concourut à l'installation de l'Assemblée des États Généraux et fournit des sièges pour les salles de la Noblesse et du Clergé [4]. Après la chute de la monarchie, Pierre Francastel eut vite fait d'oublier la constante protection que la Cour avait accordée à sa famille. Au mois de septembre 1792, il acceptait d'entreprendre, dans les jardins du Temple, les travaux destinés à empêcher l'évasion de l'infortuné Louis XVI [5]. Cette preuve de civisme lui valut de traverser sans encombre les orages de la Terreur : il était encore attaché au service du Garde-meuble en 1794 [6].

FRANCE devint en 1785 ébéniste breveté du roi George III d'Angleterre. Il tenait fabrique et magasin de meubles à Londres, Saint-Martin's lane, en société avec son confrère Beckwith [7].

FRANCE (FRANÇOIS RÜBESTÜCK, dit *Frantz* ou). *Voy.* Rübestück.

FRÉGET (PIERRE-LOUIS), compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine, prit part en 1789 au siège de la Bastille. Il habita ensuite rue Saint-Dominique, au Gros-Caillou [8].

FRESSENET — parfois désigné dans les comptes royaux sous le nom de *Fresnay* — était un des menuisiers attachés au service de la Couronne sous Louis XIV. Employé d'abord à la construction de la Ménagerie de Versailles (1677) [9], il devint fournisseur du Garde-meuble, qui lui commanda des armoires en chêne, des scabellons et d'autres ouvrages du même genre [10]. Fressenet exécuta notamment la menuiserie de beaux « pieds de table » en bois doré, qui furent sculptés par Legrand, Bellard, Charmeton et Goupil [11]. Il travaillait encore pour le mobilier royal en 1704.

FRETEL (BASTIEN), né en 1730 [12], était agrégé depuis moins de dix ans à la communauté des menuisiers-ébénistes de Paris lors de la dissolution des corps de métiers [13]. Ancien artisan libre, il résidait au faubourg Saint-Antoine, rue Saint-Nicolas, où il mourut le 29 juillet 1796 [14]. — Son atelier fut conservé par un successeur du même nom qui produisait spécialement des tables à manger [15] et en livra plusieurs au Garde-meuble impérial [16].

1. Arch. nat. O¹. 3043, 1.
2. Id. Y. 11205. Scellés du 16 sept. 1787. — Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 2599, et 1788, p. 1012.
3. Arch. nat. Y. 11205, *loc. cit.*
4. Id. O¹. 3652.
5. Id. O¹. 3542, 1.
6. Id. O². 3542, 4.
7. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts.* Vol. 456 et suiv. — Th. Sheraton. *The Cabinet Dictionnary*, London, 1803. List of subscribers.
8. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 89.
9. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. I.
10. Arch. nat. O¹. 3306 à 3308.
11. Id. O¹. 3306, fol. 86 v°.
12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q⁸. 55, décès de Sébastien Fretel, 10 therm. an IV.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782 et suiv.
14. Arch. de la Seine, *loc. cit.*
15. Id. *Bilans*, cart. 94, bil. du march. Mennesson, 12 prairial an XI ; *Livres de Commerce.* Reg. 2579, Journal du march. Collignon ; Reg. 2976 et 2977. Livre du march. Trintzius (ans X et XI), sous le nom de « Fortelle », etc.
16. Arch. nat. O². 513.

FRICHET, menuisier-ébéniste à Paris, établi dès 1798 rue des Petites-Écuries et ensuite rue du Faubourg Saint-Denis, n° 42, fut un des fournisseurs de Napoléon Ier [1]. Les commandes qu'il reçut de l'État comprenaient principalement des ouvrages en bois de hêtre destinés à la dorure. En 1807, Frichet livra pour le palais des Tuileries six chaises richement sculptées, offrant au dossier une couronne de l'Immortalité avec le chiffre de Joséphine ; ces meubles devaient être recouverts de tapisseries à l'aiguille exécutées par l'Impératrice [2].

FRITSH (JEAN), né en 1745 [3], possédait un atelier d'ébénisterie rue de Charonne, n° 159, au début de la période révolutionnaire [4].

FROIDEVEAU. *Voy.* Froydeveau.

FROMAGEAU (JACQUES-ANDRÉ), menuisier-ébéniste à Paris, né en 1735, mort le 23 décembre 1810 [5]. D'abord ouvrier libre [6], il devint maître le 24 juillet 1765 [7], exerça rue Bergère (1782), puis rue Grange-Batelière jusqu'en 1803 [8], et termina ses jours à l'hôpital. Nous manquons de renseignements sur les travaux de cet artisan. Ceux que lui ont attribués certains auteurs appartiennent en réalité à son homonyme, J.-B. Fromageau, dont parle la notice suivante.

FROMAGEAU (JEAN-BAPTISTE), fabricant et marchand de meubles à Paris, né vers 1726 [9], était fils d'un maître menuisier. Élevé dans la même profession, il fit enregistrer ses lettres de maîtrise au Châtelet le 5 novembre 1755 [10]. Il résidait à cette époque rue Traversière [11], où il demeura encore une douzaine d'années avant de transporter ses ateliers et magasins dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine. Contrairement aux coutumes alors en vigueur, suivant lesquelles chaque homme de métier se spécialisait dans une seule branche de son art, Fromageau produisait des ébénisteries de luxe aussi bien que des ouvrages de menuiserie [12]. Il conduisait d'ailleurs ses affaires avec beaucoup d'activité et leur donna un essor considérable [13]. En 1770, il avait chez lui plus de 30.000 livres de marchandises, parmi lesquelles des commodes de diverses formes, « à cartels, dés et trophées » ; des secrétaires en pente et en armoire; des buffets, bureaux et toilettes ; des tables dites *ambulantes*, *mignonettes*, *à l'anglaise*, *à la chinoise*, *à la Pompadour*; des « chiffonnières en rognon », vide-poches, damiers et trictracs, outre des meubles de garde-robe comme les tabourets en forme de livres, connus sous le nom d'*Histoires des Pays-Bas* [14]. Jusqu'en 1777, sa maison est citée dans l'*Almanach Dauphin* parmi les plus

1. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII ; — Arch. nat. O^1. 504, 505, 513, etc.
2. Arch. nat. O^2. 504.
3. Id. Y. 14437, 23 nov.-10 déc. 1789.
4. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
5. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 356.
6. Arch. nat. Y. 14091, 3 oct. 1764 ; Y. 14579. Procès-Verbaux des Visites pour les Jurés des Mes Men.-Ebén. de Paris, 1764.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 40, décès Craunier, 9 vent. an IX.
9. Arch. nat. Y. 14092, 22 oct. 1765. A cette date, il se disait « âgé de près de 40 ans ».
10. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
11. Id. Y. 15052, 1er juillet 1748.
12. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers du march.-ébén. Migeon (1761-1762). Reg. 3578. Journal du tap. Massé (1769). Sous le nom « Fromajaux », il est cité dans ce dernier document pour des fournitures comprenant des fauteuils en cabriolet, des sièges à la reine, des lits et baldaquins, avec des meubles plaqués en bois de rose et d'amarante.
13. Id. *Bilans*, cart. 18. Bilan du tap. Morlet, 1759; cart. 19, bil. du tap. Dumont fils, 1760 ; cart. 21, bilans du tap. Foucault et du tap. Hugot, 1763 ; cart. 26, bil. du tap. Guillard dit Renaud, 1768 ; cart. 28, bil. du march.-ébén. Moreau, 1768 ; cart. 42, bil. du tap. Prié, 1774 ; cart. 43, bil. du tap. Turin ; cart. 44^A, bilans du tap. Massé et du tap. Richard, 1778 ; cart. 46, bil. du tap. Labatte, 1776 ; cart. 114, bil. du tap. Berthier, 1776, etc.
14. Id. *ibid.* cart. 32, bilan de J.-B. Fromageau, 17 juillet 1770.

importantes de la capitale. Peu après, Fromageau vendit son fonds, se retira quelque temps à Versailles [1], puis revint à Paris où il tenait en 1781 l'*Hôtel de Russie*, rue de Richelieu [2].

Ce maître marquait tantôt **I. B. FROMAGEAV** à l'antique, tantôt **J. B. FROMAGEAU** en caractères modernes. L'une et l'autre estampille se rencontrent sur des bois de sièges et sur des meubles en laque ou en marqueterie, qui se rattachent pour la plupart à la période de transition des styles Louis XV à Louis XVI. On connaît d'assez nombreuses pièces signées par ce fabricant. Il suffira de mentionner un beau mobilier de salon ayant appartenu à M. Rodolphe Kann [3] et une commode à fleurs et attributs qui figure dans les collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Edouard André.

FROST (Jean-Gotlieb), notable marchand-ébéniste, né à Berlin vers 1746, mort à Paris le 8 juillet 1814 [4]. On le suppose élève de David Rœntgen, chez lequel il aurait travaillé en Allemagne avant de se fixer en France. A la fin de 1782, il se maria dans la chapelle de l'Ambassade de Suède [5], et trois ans plus tard, le 14 décembre 1785, obtint des lettres de maîtrise [6]. Aussitôt après sa réception, il appela sur lui l'attention du public par une réclame ainsi conçue : « Le sieur Frost, successeur du sieur David Rœntgen, ébéniste-méchanicien du Roi et de la Reine, tient à présent, rue Croix-des-Petits-Champs, le grand magasin d'Ébénisterie que ce dernier avoit ci-devant rue de Grenelle S. H., et continue de vendre des meubles très recherchés pour leur forme et leur poli [7] ». En réalité sa maison devait être une succursale des établissements que Rœntgen possédait à Neuwied. Commandité par son fameux compatriote, Frost imitait les modèles de cet artiste, usant des mêmes secrets pour durcir ses bois et des mêmes procédés techniques pour dissimuler leurs assemblages. Il employait surtout des ouvriers de nationalité allemande qu'il faisait travailler à façon. Parmi ses principaux collaborateurs, on peut citer le maître-ébéniste Richter, les artisans libres Bauch Bregenzer, Grüber, Grundler et Kabers. Les bronzes de ses meubles lui étaient souvent fournis par Ravrio; il en achetait d'autres à Bécard, à Valleur jeune, et les faisait dorer chez Martin, Rémond et Jubert [8]. Au reste ses productions se recommandaient par leur fini précieux, plutôt que par la richesse des ornements. Son livre-journal, conservé aux Archives de la Seine, montre qu'elles comprenaient une grande variété d'ouvrages, presque tous en acajou : armoires de garde-robe, bureaux plats et à cylindre, toilettes de dames, pupitres mécaniques, écrans à secrétaire et à plateau de marbre, petites tables munies d'une glace, tables en X que l'on nommait *en ciseaux*, tables dites *à la franc-maçon*, ornées d'emblèmes rituels, etc... Durant plusieurs années, Frost eut de la vogue. Fournisseur des Menus-Plaisirs et de la Ville de Paris, cet ébéniste comptait au nombre de ses

1. Id. *ibid*, cart. 42. Bilan du serrurier Venaty, 1774 : « Fromageot, ébén. à Paris, retiré à Versailles » ; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777.

2. Id. *ibid.*, cart. 57, bil. de l'ébén. Kirschenbach, 1781 : « J.-B. Fromageau, m^e men. demeuran rue de Richelieu et y tenant présentement l'*Hôtel de Russie* » ; cart. 59, bil. du men. Porot, 1781.

3. *Catalogue de la coll. Rodolphe Kann*, Paris, 1907, t. II, p. 75 et pl. 194.

4. Arch. de l'Égl. luthérienne à Paris. Paroisse des Billettes. *Reg. des Décès de 1809 à 1815*, p. 18. Le défunt est dit « âgé de 67 à 68 ans ».

5. Id. *Reg. des mariages célébrés dans la chapelle de l'Ambass. de Suède de 1764 à 1806*, p. 93. Mariage de J.-G. Frost et de M.-Th. Wuhrer, native de Ribeauvillé en Alsace, 20 déc. 1782.

6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1786-1789.

7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 27 déc. 1785, p. 3453.

8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, bilan de Frost, 28 sept. 1789; cart. 80, bil. de Frost et Cie, 2 janvier 1792; cart. 113, vérif. des créances, 22 août 1792. — *Livres de Commerce*, Reg. 2278. Livre-journal de Frost et Cie. — De ces documents sont tirés la plupart des renseignements qui suivent.

clients la vicomtesse de Talleyrand, le marquis de Clermont-Amboise, les barons de Staël et de Batz. Mais en septembre 1789, le trouble que la Révolution apportait aux affaires le réduisit à la faillite. Son fonds fut alors acheté par J.-B. Colombet, avec lequel il tenta de relever l'entreprise sous la raison sociale « Frost et Cie ». Pour parer à la crise qui sévissait en France, les directeurs cherchèrent des débouchés à Londres, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. Leurs efforts ne purent sauver la maison, qui croula définitivement le 24 décembre 1791. Colombet mourut peu après[1]. Quant à Frost, il abandonna le négoce pour devenir fonctionnaire. Sur la fin de sa vie il était employé à la Préfecture de Police dans le bureau des passeports[2].

On trouve de fort beaux meubles signés **J. G. FROST**. Aux mérites de l'exécution, ils joignent ceux d'une composition savante et soignée, dont le caractère architectural ne manque pas d'élégance malgré une certaine lourdeur. J'en ai vu dans le commerce, il y a quelques années, un remarquable spécimen. C'était un large secrétaire à hauteur d'appui, en acajou massif, avec des colonnes engagées aux angles et une corniche de bronze. Champeaux a signalé dans la collection Crispin un bureau à cylindre, d'une forme spéciale, portant l'estampille de Frost, ainsi que les signatures manuscrites des ouvriers Bergeman et Blucheidner, avec la date du 24 novembre 1787[3]. Une annonce parue quelques mois plus tard dans les *Petites Affiches* semble concerner ce dernier ouvrage[4].

FROYDEVEAU (René), ébéniste alsacien, naquit le 26 juin 1727 à Strasbourg, où il mourut le 23 octobre 1802[5]. Il était fils d'un ancien juré des menuisiers français de cette ville[6]. Reçu dans leur communauté le 10 mars 1758, il fut deux fois investi des mêmes fonctions que son père, en 1765 et en 1772[7]. Il exerçait encore vers la fin du règne de Louis XVI[8]. Le musée des Arts décoratifs de Strasbourg renferme une table à jeu pliante, en noyer finement sculpté à rinceaux et rocailles, portant une inscription de l'époque au nom de ce maître.

FÜSS (Jacob), né en 1738[9] à Laufen (Wurtemberg), vint se fixer à Paris avant 1769, date à laquelle il se maria dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, en présence de ses confrères Jacques Bircklé et François Franc[10]. Après la Révolution, il s'établit fabricant et marchand de meubles dans le cloître [Saint] Honoré[11]. Son nom ne figure plus dans les annuaires à partir de 1806.

1. *Annonces*, etc., 28 oct. 1792, p. 4512.
2. Arch. de l'Égl. luth. à Paris. *Reg. des Décès*, *loc. cit.*
3. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. I, p. 278 ; *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X. 45).
4. *Annonces*, etc. 23 août 1788, p. 2387 : « [A vendre :] Bureau à cylindre de 4 pieds 4 pouces de long, en bois d'acajou, avec des tiroirs jusqu'au bas au nombre de 16... ; chez le sieur Frost, ébéniste, rue Croix-des-Petits-Champs, nº 23 ».
5. Renseignements de M. E. Raueber, arch. adj. de la ville de Strasbourg.
6. Arch. mun. de Strasbourg. *Meisterstücks Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere.* (V. ci-dessus art. Andriss.)
7. Id. *ibid.*
8. Musée des Arts décor. de Strasbourg. *Wahltafel der Schreinermeister in Strassburg, 1789.*
9. Arch. nat. Y. 14435, 10 janv. 1787.
10. Arch. de l'Égl. luth. de Paris. *Reg. des mariages célébrés à l'Amb. de Suède de 1764 à 1806*, p. 19. Mariage de Jacob Füss et de Marie-Catherine Stumpff, 2 juillet 1769.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 95, bil. du march. Trintzius. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — *Alm. du Commerce*, 1806, sous le nom de « Foux ».



GAILLIARD florissait à Orléans sous le règne de Louis XVI. Le *Calendrier historique de l'Orléanois* pour les années 1783 et suivantes le nomme parmi les artistes qui honoraient cette province. Son atelier, situé rue du Bœuf, paroisse Saint-Paterne, disparut vers 1787. On peut mentionner, comme exemple de ses travaux, un petit meuble d'entre-deux revêtu de fines marqueteries à décor d'ornements et paysages, qui se trouve chez le marquis de Chanaleilles, au château de la Renardière, près d'Ardon (Loiret). Sur le devant de cette pièce l'inscription suivante est calligraphiée au burin : ***Faict à Orléans, le 5 Janvier 1780, par Gaillard, Me Ebéniste rue du Bœuf.*** L'une des faces latérales porte la signature d'un ouvrier nommé Dubreuilhy.

GAILLIARD (ANTOINE), menuisier parisien, reçu maître le 19 septembre 1781 [1], exerça rue Saint-Nicolas jusqu'à la Révolution, puis transporta sa boutique rue de Charenton, n° 18. Il vivait encore dans les dernières années de l'Empire. Cet artisan fabriquait avec succès des bois de lits et de sièges [2]. Au début de sa carrière, il eut des démêlés avec les syndics des peintres-sculpteurs qui l'accusaient de contrevenir aux privilèges de leur corps [3]. Vers la même époque, le duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld-d'Enville le fit travailler pour le château de La Roche-Guyon, où sont conservés quatre fauteuils en cabriolet signés par ce maître. Plus tard le Garde-meuble impérial lui demanda des mobiliers de salon et de salle à manger destinés au service des grands-officiers de la Couronne [4]. On a relevé son estampille : **A. GAILLIARD**, sur d'assez nombreuses pièces datant du temps de Louis XVI. L'une des meilleures est un fauteuil en gondole, sculpté de rubans, qui faisait partie de la vente Pihouée (juin 1906).

GALET (JEAN-BAPTISTE) fit enregistrer ses lettres de maîtrise au Châtelet de Paris le 13 mai 1754 [5]. Après avoir habité rue Sainte-Marguerite [6], il exploita une fabrique et un magasin de meubles dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine [7]. En 1780, ayant perdu sa femme Marie-Catherine Leblanc [8], il se retira des affaires et succomba peu après, au mois de novembre 1784 [9]. *L'Almanach général des Marchands du Royaume* le citait, vers la fin du règne de Louis XV, comme un des principaux ébénistes de la capitale. Son atelier semble en effet avoir été très actif. J'ai souvent rencontré l'estampille **I. B. GALET** sur des ouvrages d'un bon style, mais d'une qualité assez modeste, tels que des secrétaires en pente, poudreuses et bureaux de dame, présentant des placages unis ou des marqueteries à fleurs.

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
2. Arch. de la Seine. Consulat. *Bilans*, cart. 64, bilan du tap. Barat, 1784 ; cart. 71, bil. du tap. Froyez, 1788 (où Gailliard figure comme créancier d'une somme de 4460 liv.) ; cart. 79, bil. du tap. Letellier, 1790 ; cart. 96, bil. du march. Bonnet, an XII ; — *Rapports*, cart. 30, procès avec le tap. Mabille, an X ; — *Livres de Commerce*. Reg. 2976 et 2977, Journal du march. Trintzius, ans X et XI.
3. Arch. nat. Y. 13443, 31 déc. 1782.
4. Id. O². 513 (1811). Cette commande se montait à 7.000 francs ; elle comprenait 48 chaises de salle à manger en acajou sculpté ; 4 mobiliers de salon composés chacun d'un canapé, deux bergères, six fauteuils, six chaises et deux tabourets ; plus 64 autres ouvrages pour des ameublements de chambre.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327.
6. Id. Y. 10995, 4 mai 1753.
7. Id. Y. 14087, 2 janvier 1760 ; Y. 14090, 7 déc. 1763 ; etc
8. *Journal de Paris*, 21 mars 1780.
9. *Ibid.*, 23 nov. 1784.





PIERRE GARNIER.
Grand bureau plat, avec cartonnier et écritoire, en bois de placage, époque fin Louis XV.
(anc. coll. du Marquis de Biron).

GALLIGNÉ (PIERRE-ANTOINE), ébéniste parisien, résidait rue de Charenton au moins depuis une douzaine d'années [1], quand il fut reçu maître le 5 octobre 1767 [2]. Il mourut avant 1782. Sa marque **A. GALLIGNE** figure sur une commode de forme bombée, en bois de rose, appartenant à M. Lavallée, conservateur de la bibliothèque et des collections de l'École des Beaux-Arts [3].

GAMBARD, ébéniste à Versailles, domicilié rue Dauphine, travailla pour le service de la Cour entre 1771 et 1779 [4]. Ses mémoires ne mentionnent que des fournitures de minime importance, parmi lesquelles deux bibliothèques en bois noir qui lui furent payées 150 livres.

GAMICHON (JEAN-BAPTISTE) exerça rue Mauconseil, puis rue de Cléry, depuis 1790 jusqu'en 1805 [5]. Ce fabricant produisait de fort bons meubles en acajou, marqués au moyen de deux fers dont l'un imprimait le nom **GAMICHON** et l'autre les mots **A PARIS**. Il a surtout laissé des commodes dans le style du Consulat et de l'Empire. Le marquis de Noailles possède une pièce de ce genre au château de Champlâtreux. Une autre, avec le tiroir du haut formant secrétaire, appartient à Mme la vicomtesse Ulric du Pontavice.

Le même artisan ou un homonyme, demeurant 16, rue du Faubourg Saint-Denis, présenta des ébénisteries en bois d'érable, de citronnier et d'amarante à l'Exposition industrielle de 1827 [6].

GARBARD. *Voy.* Gambard.

GARNIER (FRANÇOIS) fut un des jurés de la communauté des menuisiers-ébénistes parisiens, de 1742 à 1744 [7]. Après avoir longtemps exercé rue du Faubourg Saint-Antoine « près celle de Charonne [8] », il se retira rue des Moineaux, paroisse Saint-Roch, où il mourut le 20 octobre 1774 [9]. Ses ouvrages sont signés de l'estampille **FGARNIER**, sans point séparatif entre l'initiale du prénom et le nom de famille. J'ai vu de fort jolies pièces frappées de ce poinçon, entre autres un petit secrétaire droit, à placages de bois rose, le devant profilé en arc d'arbalète.

GARNIER (PIERRE), fils du précédent, né vers 1720, gagna la maîtrise pendant la jurande de son père, le 31 décembre 1742 [10]. Il s'installa ensuite rue Neuve-des-Petits-Champs, et se classa parmi les premiers ébénistes de son époque. On le trouve cité comme tel dans les *Tablettes de Renommée* [11] et dans l'*Almanach général des Marchands du Royaume* [12]. Il était fournisseur de la dernière duchesse de Mazarin, née Durfort de Duras [13]. En 1778, le marquis de Menars le chargea de meubler son hôtel de la place des Victoires et lui commanda notamment de

1. Arch. nat. Y. 10996, 29 nov. 1755 ; Y. 15068, 14 sept. 1765 (sous les noms de « Pierre-Antoine Galinier » ou « Galignier »).
2. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331.
3. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du bois*, t. II, p. 237.
4. Arch. nat. O¹. 2884, fol. 16, nº 196 ; O¹. 3051 à 3056.
5. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VII, p. 2436. — *Alm. du Commerce*.
6. *Exposition de 1827. Catalogue*, p. 60.
7. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325, 2 août 1742.
8. Id. Y. 10985, 29 mai 1738 ; Y. 10990, 6 mai 1747. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 2, bilan du march. Anjubaut, nov. 1740 ; etc.
9. Arch. nat. Y. 11399. *Scellés*. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1774, p. 880.
10. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Editions de 1772 à 1777.
12. Année 1779, p. 388.
13. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 205.

précieuses armoires en ébène pour la bibliothèque de cette demeure [1]. Entre 1784 et 1789, Garnier livra une quantité d'ouvrages à M. Germain Baron, secrétaire du Roi et receveur général des finances [2]. Sa période d'activité se prolongea jusqu'à la fin du Directoire [3]. Les *Petites Affiches* du 11 germinal an VIII annonçaient la vente après décès de son fonds d'ébénisterie, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 462. Le journal ajoutait : « On n'entrera pas dans le détail des effets du cit. Garnier, connu depuis 50 ans par la bonté de ses constructions : tout éloge serait superflu [4] ».

Les œuvres nombreuses sur lesquelles a été relevée la marque **P. GARNIER** attestent en effet le goût délicat de ce maître, non moins que son habile technique. Au musée Jacquemart-André figure une production de sa jeunesse : c'est une grande commode Louis XV, richement ornée de bronzes à rocailles qui forment deux étages de courbes aux harmonieux contrastes [5]. Le musée du Louvre montre de lui un somptueux secrétaire en laque de Chine, très noblement traité dans le goût de Delafosse [6], style auquel se rattachent aussi un grand bureau que possédait naguère le marquis de Biron [7] (planche XXIII) et le beau cartonnier de M. le duc de Valençay qui parut à l'Exposition rétrospective de Tours en 1890 [8]. Le South Kensington Museum a recueilli de cet ébéniste une petite table en acajou, portée sur des pieds d'une forme singulière et offrant à la ceinture des plaques en porcelaine de Sèvres [9]. Pierre Garnier, qui cultivait avec talent toutes les branches de son métier, a laissé beaucoup de pièces en marqueterie à décor de fleurs. Dans l'Exposition de l'Art français sous Louis XIV et Louis XV, qui eut lieu à Paris en 1888, on voyait une commode de ce genre prêtée par Mme Burat [10]. Une autre, de la plus charmante élégance, se trouve chez Mlle de Savignies, à Vineuil (Oise).

GARRÉ (Louis-Guillaume), reçu maître à Paris le 6 février 1741 [11], s'établit sur la butte Saint-Roch, où il habita successivement les rues de Richelieu, d'Argenteuil et des Orties, jusqu'au début du règne de Louis XVI [12]. Une annonce publiée dans les *Petites Affiches* du 23 avril 1770 appelait l'attention des amateurs sur une grande pendule en marqueterie à vendre chez cet artisan [13].

GASPARD. *Voy.* Rœtters et Schneider.

GASSAUX (Nicolas), ébéniste parisien, exerçait sous le Directoire rue de Charonne, n° 6 [14]. Il mourut le 21 mai 1799, âgé de cinquante-deux ans [15].

1. Bibl. Carnavalet. *Nouv. acq.* n° 106 (Cf. H. Vial, etc., *loc. cit.*).
2. *Livres des Comptes de M. G. Baron* (Mss. orig. en ma possession). Ces registres mentionnent, entre autres fournitures de Garnier, plusieurs tables à jeu de brelan et de trictrac, un pupitre à écrire debout, deux serre-papiers, etc.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès* Q⁸. 13. Décès de sa femme, Magdeleine-Antoinette Oger, morte à 68 ans, le 23 germ. an VII.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VIII, p. 3047.
5. Léon Deshairs. *La Tapisserie et le Mobilier au Musée Jacquemart-André* (*Gazette des Beaux-Arts*, 1914, 1er sem., p. 130. Reprod.).
6. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. [1922], n° 66. Ce meuble ornait précédemment un des salons du ministère de la Justice.
7. Vente à Paris, juin 1914, n°s 363-364.
8. L. Palustre. *Album de l'Exp. rétrosp. de Tours*, Tours, 1891, pl. XXVI.
9. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 68, n° 626.
10. *Catal. de l'Exp. de l'Art fr. sous Louis XIV et Louis XV*, Paris, 1888, p. 62, n° 185.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
12. Id. Y. 13523. Scellés chez Elisabeth Belon, femme de l'ébén. Billiard, 4 avril 1760. — *Alm. des Bastimens*, 1774-1776.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1770, p. 393.
14. *Alm. du commerce* de Favre et Duchesne, an VII, p. 158.
15. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 55, 2 prairial an VII.

GAUDA (VINCENT) était fabricant et marchand de meubles à Paris vers la fin du règne de Louis XV. Ayant subi une condamnation pour fraude en matière de gabelle, il ne pouvait prétendre à la maîtrise et tenait boutique dans l'enclos Sainte-Marie-du-Temple, un des lieux privilégiés où s'abritait le travail libre. Cependant Gauda n'échappa point aux vexations des jurés-menuisiers, qui saisirent un jour chez lui pour 400 livres d'ouvrages[1]. Son carnet de vente, conservé aux Archives de la Seine, montre qu'il fournissait d'importants magasins comme ceux du bijoutier Carré, rue Fromenteau, et entretenait des relations avec quelques négociants de province à Lyon et à Rouen[2]. Il fit faillite en juin 1774[3].

GAUDREAU (ANTOINE-ROBERT), fameux ébéniste du Roi, né vraisemblablement vers 1680, mort en 1751[4]. Attaché au service du Garde-meuble de la Couronne depuis 1726[5], il travailla aussi pour la Surintendance des Bâtiments, qui le fit concourir aux décorations intérieures de la Bibliothèque royale et du palais des Tuileries[6]. En 1744, ce maître fut élu principal ou syndic des menuisiers parisiens[7], fonction qu'il conserva durant une année, suivant les statuts alors en vigueur. Il demeurait rue Princesse, où il exerça jusqu'à ses derniers jours[8].

Les contemporains tenaient ce maître dans une très haute estime qui persista même après sa mort. Malheureusement, comme les autres ébénistes de sa génération, Gaudreau négligeait de signer ses œuvres, et l'on n'a pu identifier encore que deux pièces sorties de ses mains. Elles suffisent toutefois à justifier sa renommée.

La première est le célèbre médaillier de Louis XV que possède la Bibliothèque nationale. Gaudreau l'exécuta au cours de l'année 1738, en collaboration avec les frères Slodtz qui firent le croquis du meuble et très probablement les maquettes des bronzes[9]. Cette pièce, d'une merveilleuse richesse, avait été commandée pour l'un des cabinets du Roi dans les petits appartements de Versailles[10]. Par sa structure, elle imite d'assez près la commode aux dragons de Charles Cressent, avec une ampleur plus massive, des lignes plus tendues, et cette dissemblance peu appréciable que la partie médiane sépare des portes au lieu de tiroirs. Mais la décoration des deux pièces est très différente. Celle du médaillier se prêtait à moins de caprice. Pour correspondre à la destination du meuble, elle devait se maintenir dans une note plus grave, et même offrir certaines réminiscences de l'Antique. Elle y réussit sans disparate. Au milieu de la façade, parmi des rocailles, des palmes, des rubans et des fleurs, se détache un

1. Arch. de la Seine. *Bilans* ; cart. 41, bilan de Vincent Gauda, 11 juin 1774.
2. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 4493.
3. Id. *Bilans*, *loc. cit.*
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 19 juillet 1751, p. 153. — V. au sujet de ce maître : A. de Champeaux, *Le Meuble*, t. II, p. 137 à 139. E. Molinier. *Histoire des Arts appliqués à l'industrie*, t. III, p. 126, 137 et suiv. ; H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 207.
5. Arch. nat. O¹. 3310 à 3315. V. aussi O¹. 2860, fol. 62 v°.
6. Id. O¹. 2241, fol. 192-193 ; O¹. 2242, fol. 174-176 ; O¹. 2243, fol. 157 ; O¹. 2244, fol. 145, et O¹. 2246, fol. 168.
7. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325, 4 août 1744.
8. *Annonces*, etc., *loc. cit.* — Sa veuve, Marie-Denise Maingot, se retira chez les dames Trinitaires de Reuilly ; elle succomba dans leur couvent le 12 sept. 1764 (Arch. nat. Y. 12665. *Scellés*).
9. On connaît quatre artistes de ce nom, fils du sculpteur Sébastien Slodtz et petit-fils par leur mère de l'ébéniste Cucci. Trois d'entre eux, Sébastien-Antoine (1695 ? † 1754), Paul-Ambroise (1702 † 1758), René-Michel, dit Michel-Ange (1705 † 1764), obtinrent successivement le titre de dessinateurs de la Chambre et du Cabinet du Roi ; le quatrième, Dominique-François (1711 † 1764), fut peintre du Roi et des Menus-Plaisirs. Les deux premiers paraissent seuls avoir collaboré à l'exécution du médaillier de Louis XV. Le dessin de ce meuble et celui de la grande commode dont nous parlons plus loin doivent sans doute être attribués à Sébastien-Antoine.
10. Arch. nat. O¹. 3312. — Cf. Germain Bapst, *Les Médailliers de la Biblioth. nationale*, dans la *Chronique des Arts*, 1892, p. 84.

masque de femme dans le goût classique ; les flancs galbés portent des médaillons à fond bleu d'après des camées romains, et, sur les pieds en consoles, débordent des têtes de bélier. Le mérite d'avoir combiné ces motifs d'art ancien avec les fantaisies du style Louis XV revient tout entier à l'architecte du meuble, comme le prouve son esquisse originale conservée au cabinet des Estampes [1]. Il suffit cependant de comparer le projet à l'ouvrage définitif pour apprécier avec quelles lumières pratiques et quelle sûreté de goût l'ébéniste mit au point les idées du dessinateur. On peut même dire que Gaudreau les transfigura dans ce morceau magistral, qui doit à lui seul un saisissant caractère de puissance et de grandeur.

Le *Journal du Garde-Meuble* m'a permis d'identifier une production non moins importante que le maître réalisa aussi d'après un dessin des Slodtz. C'est une superbe commode de la collection Wallace à Londres, attribuée jusqu'à présent au sculpteur Jacques Caffieri (pl. XXIV). L'inscription : *fait par Caffieri* qui se lit sur l'une des appliques donnait à croire que cet artiste pratiqua l'ébénisterie en même temps que la ciselure. Voici le texte qui restitue à son véritable auteur un des chefs-d'œuvre de l'industrie française :

« Du 15 avril 1739. *Livré par GAUDREAUX, ébéniste, et CAFFIERI, fondeur-cizeleur. Pour servir dans la nouvelle chambre du Roy à Versailles.* Une belle commode de bois violet à placage et compartimens de bois satiné en mozaïque, chantournée, à dessus le marbre sarancolin, aïant par devant 2 grands tiroirs fermant à clef, ornés sur le milieu d'un cartouche d'ornemens et sur le reste de grandes feuilles, filets et portans ; le tout de bronze doré d'or moulu. Sur les côtés sont deux armoires qui s'ouvrent en guichets, avec panneaux d'ornement aussi de bronze doré assortissans à ceux de devant. Le dedans des tiroirs et des armoires sont de bois d'acajou, de cèdre de la Chine et de bois violet à placages. La commode est portée sur 4 pieds en consolles et roulots de bronze doré. Elle a 5 pieds 11 pouces de long par derrière sur 30 pouces de profondeur et 33 de haut [3]. »

L'année suivante, l'ébéniste du Roi reçut la commande d'une table de campagne qui devait faire partie des bagages militaires de Louis XV. Ce meuble en noyer, garni de poignées et serrures d'argent, reposait sur des pieds amovibles afin de pouvoir se placer dans un coffre. Le dessus ouvrait par des volets masquant trois compartiments : celui du milieu formait pupitre ; un autre, gaîné de velours, renfermait des instruments de mathématiques ; le dernier servait de serre-papiers, et chaque casier avait un double-fond pour recevoir des étuis d'or. Gaudreau fournit aussi à la Reine des meubles singuliers, tels qu'un bureau en bois de placage avec tablette à pupitre et plateau d'entre-jambes formant porte-livres. Il créa encore des pièces remarquables destinées à la Dauphine, à Madame Infante, à Mesdames de France, à Mademoiselle de Clermont, à M[me] de Pompadour. L'un des derniers travaux mentionnés sous son nom dans les registres du Garde-meuble est une table à ouvrage « en limaçon », qu'il livra au printemps de 1751 pour le cabinet commun de Mesdames Henriette et Adélaïde à Versailles.

1. Bibl. nat. *Estampes*. Recueil Hd. 64. (Ce dessin a été reproduit par Champeaux dans le *Portefeuille des Arts décoratifs*, pl. 42.)

2. Bibl. nat., *Ibid.*, *loc. cit.*

3. Arch. nat. O[1]. 3312, fol. 171.







ANTOINE GAUDREAU.
Commode exécutée en 1738 pour la chambre de Louis XV à Versailles, d'après le dessin ci-dessus des frères SLODTZ, avec le concours du sculpteur JACQUES CAFFIERI pour les bronzes.
(coll. Wallace à Londres).

François-Antoine, fils du précédent, obtint le titre d'ébéniste du Roi après la mort de son père, auquel il survécut peu de temps: sa veuve décéda rue Saint-Paul en octobre 1760[1].

GAUDRON (Auburtin) fut un des principaux « menuisiers en ébène » employés par la Couronne sous le règne de Louis XIV. On l'appelait *Gaudron le jeune* pour le distinguer de son frère, habile horloger. Ce maître résidait à Paris, rue Saint-Honoré, sur la paroisse Saint-Eustache. En 1670, il fit, avec l'ébéniste Golle, la prisée des meubles dépendant de la succession d'Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans[2]. Seize ans plus tard, il devint le fournisseur attitré du Garde-meuble[3], qui lui demanda une quantité d'ouvrages en marqueterie de cuivre et d'étain, en bois de rapport, en noyer incrusté d'ébène, et quelques pièces « peintes de figures grotesques à la chinoise ». Gaudron livra de somptueux bureaux pour servir au Roi dans ses diverses résidences. Celui qui fut placé en 1703 au palais de Trianon offrait des compositions en bois de couleur, représentant un mascaron entouré de guirlandes, avec des sphinx de part et d'autre, et une fleur de lys à chaque angle. Cette table s'ouvrait par deux couvercles ornés au revers des chiffres du monarque, chiffres qui se répétaient sur la ceinture au milieu de fleurs et d'oiseaux. L'artiste exécuta pour Mme de Maintenon plusieurs cabinets également en marqueterie nuancée. Il reçut d'importantes commandes pour le duc et la duchesse de Bourgogne, les ducs d'Anjou et de Berry, le duc de Chartres, la duchesse du Maine, la princesse de Savoie. En 1689, il construisit une balustrade de bois noir, composée de quatorze parties pliantes, qui devait entourer le lit de la reine d'Angleterre à Saint-Germain-en-Laye. On peut encore citer parmi ses travaux un grand jeu de tourniquet à 75 tiroirs, et une curieuse niche ornée de bronzes dorés pour les chiens familiers du Roi[4]. Gaudron continua d'être attaché au service du Garde-meuble jusqu'en 1710, date probable de sa mort. — A l'Exposition de l'Art français sous Louis XIV et Louis XV, organisée à Paris en 1888, figurait un des ouvrages faits par cet ébéniste pour le duc de Bourgogne à Marly. C'était une petite table décorée de dauphins et fleurs de lys en marqueterie de bois et d'ivoire; elle appartenait alors au comte d'Armaillé[5].

GAUMONT. — Un menuisier de ce nom fournit en 1711 des pupitres de musique pour la chapelle royale à Versailles[6].

GAURAY (Jean), menuisier à Versailles, fut un des entrepreneurs des bâtiments du Roi sous Louis XIV[7]. On le trouve cité en 1704 et 1705 dans les comptes du prince de Condé pour des fournitures de « cadres à tableaux »[8].

GAUTHIER (François) était maître menuisier à Paris avant 1730. Son atelier, situé rue de

1. Arch. nat. Y. 15820. Scellés chez Marie-Marguerite Haudonville, veuve de Antoine Gautreau, ébén. du Roi, 28 oct. 1760.
2. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 232.
3. Arch. nat. O¹. 3306 et 3308. V. aussi O¹. 2985.
4. Cette niche en ébénisterie fut garnie intérieurement par le tapisssier Doublet de tripe de velours rouge, avec des coussins de même étoffe à houpettes et galons aurore (Arch. nat. O¹. 3307, fol. 287).
5. *Catalogue de l'Exp. de l'Art. franç. sous Louis XIV et Louis XV*, Paris, 1888, nº 214.
6. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtimens du Roi*, t. V, col. 408.
7. Id., *ibid.*, t. I à V (1680 à 1711).
8. Arch. du Musée Condé à Chantilly.

Cléry, produisait des bois de sièges et des couchettes, ainsi que des tables et des commodes en noyer[1].

Jacques-Alexis, que l'on suppose fils du précédent, travailla comme maître menuisier en meubles dans la même rue de Cléry, à *la Croix d'or*. Il mourut le 4 juin 1767, « âgé de soixante-dix ans ou environ », suivant la déclaration de son confrère et parent François Reuze[2].

GAUTHIER ou GAUTIER (Jean), menuisier-ébéniste, reçu maître à Paris le 11 septembre 1754[3], demeurait rue du Cœur-Volant, et avait ses chantiers rue Saint-Thomas, près le palais du Luxembourg[4]. Connu surtout comme entrepreneur de gros ouvrages, Gauthier faisait aussi des armoires sculptées et des meubles d'église[5]. Après sa mort, survenue le 2 avril 1785[6], son établissement fut conservé par sa veuve.

GAUTIER (Jean) exerçait avec succès la profession d'ébéniste à Strasbourg vers le début du règne de Louis XV. Ses talents furent employés par M. Feydeau de Brou, intendant d'Alsace, et par le maréchal du Bourg, gouverneur militaire de cette province[7].

GAUTRON (Marc), menuisier parisien, admis à la maîtrise le 25 octobre 1785, résida rue de Cléry, n° 39, jusqu'à la Révolution[8]. Sa marque **M. GAUTRON** figure sur deux gracieux fauteuils finement sculptés, qui font partie de la collection Dutuit au Petit-Palais des Beaux-Arts.

GAUTRUCHE. — J'ai relevé cette estampille, sans initiale de prénom, sur un bois de fauteuil du temps de Louis XVI ; elle paraît devoir être attribuée à la veuve Pierre Gautruche, qui exploitait alors à Paris, rue Saint-Etienne-Villeneuve, un atelier de menuiserie fondé par son mari en 1743[9].

GAY (Jacques), menuisier en meubles, passé maître à Paris le 23 juin 1779, s'installa rue de Cléry où il travailla durant une vingtaine d'années[10]. Il signait **GAV** (la dernière lettre de sa marque ayant l'aspect d'un **V** plutôt que d'un **Y**). On voit au musée du Louvre, dans la donation Schlichting, un précieux fauteuil d'enfant, très richement sculpté et doré, qu'il exécuta pour le fils aîné de Louis XVI. Cette sorte de petit trône présente un dossier à fronton surmonté d'un aigle et d'un amour ; les accotoirs s'appuient sur des dauphins ; au-dessus des pieds se détachent des fleurs de lys, et le devant de la ceinture porte le masque du Soleil (planche XXV). Dans la Salle de bains au palais de Versailles se trouvent deux chaises à dossier ovale, sur lesquelles figure l'estampille de ce maître. Des ouvrages du même auteur font partie de l'ameublement du marquis de Noailles au château de Champlâtreux.

1. Arch. nat. Y. 13909. Scellés après le décès de la femme du maître, 24 sept. 1729. — Dès 1723 on voit figurer dans le journal du tap. Devaux plusieurs acomptes versés à un menuisier du nom de Gauthier pour un riche fauteuil destiné à l'abbé de Fontenay (Arch. de la Seine. *Livre de Commerce*. Reg. 2267).
2. Arch. nat. Y. 13669. *Scellés*, 4 juin 1767. Cf. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
4. *Annonces, Affiches et Avis div.*, 1785, p. 1306 et 1388.
5. *Ibid.*, 1768, p. 185 ; 1769, p. 505 ; 1770, p. 606, etc.
6. *Ibid.*, 1785, p. 886.
7. Ernest Polaczek, *Das Handwerk der Französischen Schreiner der Stadt Strassburg* (*Elsasische Monatschrift*, 1910, p. 325).
8. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1787-1789 ; — Arch. de la Seine. Juridiction consulaire. *Rapports*, cart. 15. Différend avec le sculpteur Lourdelet, sept. 1787. — *Alm. de Paris*, 2e partie, 1788-1789.
9. Arch. nat. *Reg. des Maitrises* Y. 9325, 11 avril 1743. — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 88, et années suivantes. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* 1782-1789.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, bil. du tap. Cailloué, 1789.

GEBHAUER (JEAN-BAPTISTE), ébéniste parisien auquel la maîtrise fut conférée le 7 octobre 1786 [1], exerça rue Taitbout jusque sous le Directoire [2].

GENGENBACH. *Voy.* Canabas.

GENTY (DENIS), notable fabricant et marchand de meubles à Paris, habitait le faubourg Saint-Antoine quand il se fit recevoir maître le 13 mars 1754 [3]. On le retrouve, quelques années plus tard, installé rue de l'Échelle-Saint-Honoré, au coin du passage des Tuileries. Il eut de la vogue et compta dans sa brillante clientèle la marquise de Houchin [4], la comtesse de L'Hôpital [5], le marquis de Nesle, premier écuyer de la Dauphine, le marquis de Chambonnas, lieutenant-de-roi en Languedoc, M. de Malézieu, gouverneur de La Rochelle, MM. de Bertier de Sauvigny et d'Andrezel... Cependant les dépenses qu'il avait engagées avec une précipitation téméraire pour activer son commerce l'entraînèrent dans une catastrophe. Le 6 avril 1762, il dut déposer son bilan [6]. Ses magasins contenaient alors de nombreuses commodes, dont une en bois d'olivier, des secrétaires et toilettes en marqueterie et en laque de Chine, des tables *en marmotte* et *à la Pompadour*, des coffres à secret, caves à flacons, etc. Parmi ses créanciers figuraient des ébénistes de talent comme Macret, Hédouin, Dautriche, Lacroix, qui avaient travaillé pour sa maison avec le vernisseur Regnault, le fondeur Guinand, les doreurs Caron et Fagard. Ne pouvant se relever de sa faillite, Genty céda son fonds à son confrère Louis Moreau. Il vivait encore en 1770 [7].

Ce maître, qui signait **D. GENTY**, a laissé des meubles traités avec beaucoup de goût dans le plus charmant style Louis XV (*Voy.* pl. XXV). On peut citer en exemple une commode que possède le musée d'Art industriel de Francfort, un cabinet présenté par le marquis de Gourgue à l'Exposition rétrospective de 1888 [8], et de fort jolis bureaux en pupitre ayant paru aux ventes de Mme Roussel [9], de Mme H. Vian [10], de M. Alfred Bergaud [11]. La collection du baron Maurice de Rothschild renferme de lui une précieuse petite table, à placages de bois satiné, le dessus formé par un plateau en porcelaine tendre de Sèvres dont le décor représente les *Amours moissonneurs*. Chez M. Jacques Doucet se trouve une autre petite table du même ébéniste, offrant un jeu de l'oie en marqueterie et des appliques à fleurs de lys.

GENY (F.), habile menuisier français qui florissait dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, n'est connu que par son estampille. Peut-être faut-il l'identifier avec un ouvrier homonyme ayant travaillé chez les maîtres chaisiers de Paris avant 1750 [12]. En tous cas, l'on ne trouve point d'autre trace de son séjour dans la capitale et ses productions ne portent jamais la contremarque de la jurande parisienne. Je serais assez tenté de le croire un artisan privilégié de la Cour qui dut s'établir auprès d'une des résidences royales, probablement à Versailles. Geny

1. *Liste générale...* (1787-1789).
2. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII, p. 158 (sous le nom de « Gebert »).
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrisès*. Y. 9327. — Id. Y. 14085, 31 juillet 1758.
4. Isabelle-Claire-Eugénie de Houchin, mariée en 1724 à Alexandre-Maximilien-François de Croix, marquis de Houchin.
5. Louise Eynard de Ravanne, mariée en 1741 à Jacques-Raymond de Galluccis, comte de L'Hôpital-Sainte-Mesme.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 20.
7. Id., *ibid.*, cart. 31, bilan de l'ébéniste Péridiez, 26 avril 1770.
8. *Catalogue de l'Exposition de l'Art fr. sous Louis XIV et Louis XV*. Paris 1888, n° 187 (sous le nom de « Gentil »).
9. Vente à Paris, mars 1912, n° 254 (reprod.).
10. Id., déc. 1919, n° 162.
11. Id., mars 1920, n° 157.
12. Arch. nat. Y. 9523. 15 sept.-31 déc. 1749.

exécutait de beaux sièges dans le goût classique. Notre planche XXV en montre un spécimen aussi remarquable par sa forme originale que par sa brillante facture. D'autres ouvrages intéressants du même auteur faisaient partie des anciennes collections Allard de Meeus et Louise Balthy[1].

GEOFFROY (Marie-Joseph), l'un des représentants du département de Seine-et-Marne à la Convention nationale, était un menuisier, fils de menuisier, né à Fontainebleau le 23 janvier 1754[2]. On le connaissait dans cette ville sous le nom de *Geoffroy jeune*. Intelligent et consciencieux, il acquit une bonne réputation professionnelle qui lui mérita d'être employé à divers travaux pour la Couronne. En 1787, l'Administration des Domaines le chargea de meubler l'ancien hôtel de Savoie à Fontainebleau. Cette demeure historique, où avait jadis résidé Henri de Savoie, dernier duc de Nemours, servait alors de logement aux gardes de la porte[3], qui furent licenciés quelques mois plus tard. Pendant la période révolutionnaire, Geoffroy commença d'« épurer » les boiseries du château en grattant les emblèmes monarchiques ; mais les circonstances — fort heureusement — ne lui permirent pas de terminer cette tâche. Officier municipal depuis 1790, il fut élu en septembre 1792 membre de la Convention et dut se consacrer tout entier à ses devoirs de législateur. Son mandat expiré, Geoffroy devint un des quatre messagers d'État au Conseil des Anciens, puis remplit les mêmes fonctions au Tribunat. En dernier lieu, il était directeur des Contributions directes. Il mourut à Fontainebleau le 26 décembre 1826.

GEORGE exploitait un atelier d'ébénisterie à Toulouse, au temps de Louis XVI. Les comptes de la communauté des menuisiers toulousains font état d'une somme de 40 livres versée par cet ouvrier en 1782, pour l'accommodement d'une saisie dont ses marchandises avaient été l'objet[4].

GÉRARD travaillait à Bordeaux vers 1785. Il tenait boutique « au-delà de la porte Sainte-Eulalie[5] ».

GÉRARD (Ponce), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 13 mai 1773[6], demeura jusqu'à la Révolution dans la cour de la Juiverie, une ancienne impasse ouvrant sur le boulevard de la Contrescarpe, vis-à-vis les fossés de la Bastille. Cet artisan, qui marquait **P. GERARD**, est connu par de bons ouvrages. Quelques-uns imitent les modèles de Jacob, comme une chaise à pieds-consoles et dossier en gerbe, décrite dans le catalogue de la vente de M. Marcel Zambaux[7]. M[me] de Largentaye possède de lui deux bergères en bois sculpté et

1. Ventes à Paris, juin 1910 et juillet 1917. V. aussi les catalogues de la succession de l'antiquaire Achille Lacroix (mai-juin 1904, n° 265) et de M[me] C. Lelong (1903, n° 879).

2. V. au sujet de ce personnage : Th. Lhuillier, *Le Départem. de Seine-et-Marne à la Convention*, Paris, 1885 ; — Ern. Bourges. *Recherches sur Fontainebleau*, Fontainebleau, 1896 ; — Robinet, Robert et Chapelain, *Dict. hist. et biog. de la Révolution*, t. II, p. 35-36. — Je dois quelques renseignements complémentaires à l'érudition et à l'obligeance de M. Eugène Plouchart.

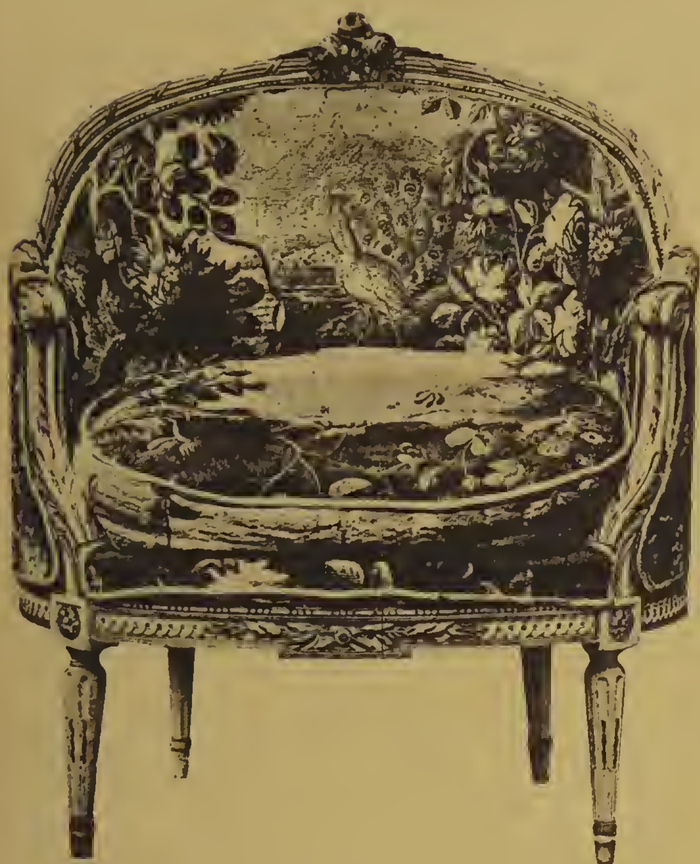
3. On nommait ainsi une compagnie de cinquante hommes d'élite qui gardaient, pendant le jour, les portes intérieures du palais où résidait le Roi. Ce service était confié la nuit aux seuls gardes du corps.

4. Arch. dép. de la Haute-Garonne, E. 1320.

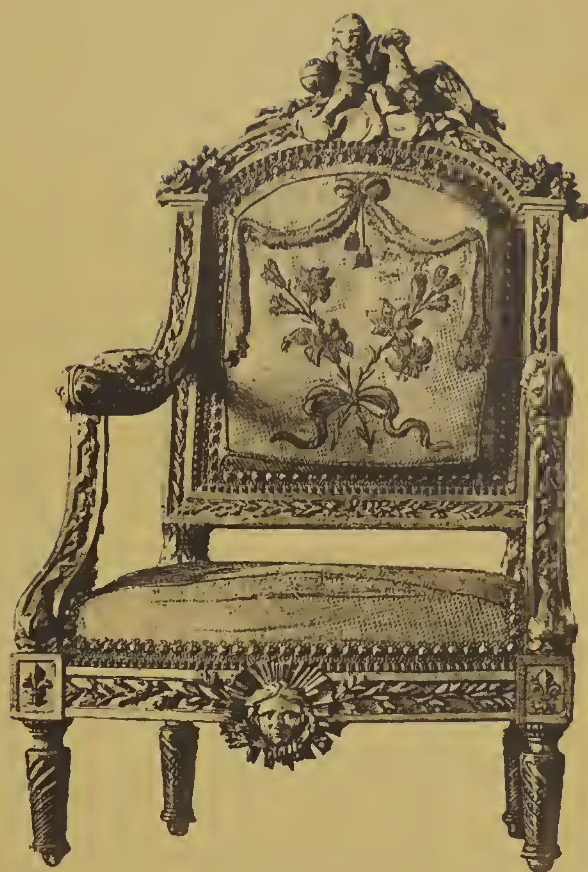
5. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la Ville de Bordeaux*, 1785, p. 309.

6. *Liste générale des M[es] Men-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

7. Vente à Paris, nov. 1922, n° 207.



F. GENY.
Petite marquise en gondole, ép. fin Louis XV.
(*coll. Meyer*).



JACQUES GAY.
Petit fauteuil du Dauphin fils de Louis XVI.
(*Musée du Louvre, coll. Schlichting*).





DENIS GENTY.
Bureau Louis XV en marqueterie de bois satiné.
(*collection particulière*).

doré, offrant un décor d'entrelacs sur tous les pourtours de leurs châssis. Un petit fauteuil de bureau, signé du même nom, appartenait naguère à M. Jean Périer de l'Opéra-comique[1].

GÉRARDIN (JEAN-BAPTISTE), maître menuisier en meubles à Paris, travaillait dans le quartier de la Villeneuve vers le milieu du règne de Louis XV[2].

GERMAIN (DENIS), menuisier parisien, acquit la maîtrise le 16 avril 1774, « en faveur des privilèges accordés aux ouvriers demeurant à la Manufacture royale des Gobelins »[3]. Il mourut peu après. Sa veuve exerça rue des Lavandières, près de la place Maubert, entre 1782 et 1790[4]. On attribue à cet atelier des sièges signés **GERMAIN**.

GIGUN (FRANÇOIS LEBE-), menuisier-ébéniste, devenu maître à Paris le 2 janvier 1786[5], résida rue des Boucheries jusqu'en 1789, puis rue du Paradis où il fit faillite au mois d'avril 1792[6]. Cet artisan confectionnait, en bois de chêne, des bureaux à cylindre et des tables à jeu dans la forme de consoles. Il vendait aussi des tables à manger, d'un modèle spécial, s'agrandissant pour tenir de 12 à 20 couverts au moyen d'une seule rallonge pliante[7]. Son bilan mentionne une créance de 3.500 livres sur M. de Préville, ancien conseiller au parlement de Normandie, « pour ouvrages de menuiserie et fournitures de meubles en ébénisterie » dans la maison de ce magistrat, rue Traverse.

GILBERT (ANDRÉ-LOUIS), notable ébéniste, né à Paris en 1746, mort dans cette ville le 3 avril 1809[8]. A l'âge de vingt-trois ans, étant ouvrier chez Noël Malle, il se rendit coupable d'un acte d'indélicatesse et dut s'engager dans la garde du guet pour éviter la prison[9]. Après avoir obtenu son congé, il reçut des lettres de maîtrise le 20 juillet 1774[10], et s'établit d'abord rue Traversière. En 1785, on le retrouve dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, « au coin de celle de Charonne ». Son atelier était en pleine prospérité lorsque la Révolution éclata. Bien qu'il n'eût rien à gagner au triomphe des idées subversives, Gilbert semble les avoir adoptées avec enthousiasme et fut un des Vainqueurs de la Bastille[11]. Il reprit alors du service dans la compagnie de chasseurs organisée par le futur général Hulin, passa en 1792 à la 35e division de gendarmerie, devint l'année suivante officier dans la légion de police, puis fut nommé lieutenant à la suite de la 59e demi-brigade en décembre 1799[12]. A cette époque Gilbert n'exerçait plus depuis longtemps. Ruiné par les troubles politiques qu'il avait contribué à faire naître, il finit ses jours à l'hôpital Saint-Antoine.

On connaît de nombreux ouvrages signés de sa marque **A. L. GILBERT**. Parmi ceux qui se rattachent aux débuts de sa carrière, il faut citer une commode ayant appartenu à M. Louis Sarlin[13] et un secrétaire qui dépendait de la succession Caclard[14]. Ces deux beaux meubles,

1. Vente à Paris, 20 avril 1912.
2. Arch. nat. Y. 9523. 15 sept.-31 déc. 1749.
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9332.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
5. *Ibid.* (1787-1789).
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 81.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 3426.
8. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q8. 322.
9. Arch. nat. Y. 14096, 24-27 nov. 1769. — Cf. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 92.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Arch. nat. T. 514¹, 5, Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 291.
12. J. Durieux, *ouv. cité*, p. 92 et 111.
13. Vente à Paris, mars 1918, n° 39 du catalogue (reprod.).
14. Id., fév. 1911, n° 229 du catalogue (reprod.).

à placages de bois satiné, se caractérisent par leur fière et sobre élégance. J'ai vu du même artisan une curieuse commode dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI, en mosaïques à quadrillages et rosettes d'un rouge vif sur fond jaune. Les productions ultérieures de Gilbert offrent pour la plupart des marqueteries nuancées d'un genre assez original. Ce maître se fit une spécialité d'imiter en bois de couleur les compositions à motifs d'architecture que le peintre Hubert Robert avait mises en vogue. Il exécutait ces petits tableaux dans la manière du fameux marqueteur David Rœntgen, en multipliant les pièces de rapport finement nuancées, sans toutefois s'astreindre à la minutie de l'artiste allemand. Notre planche XXVI donne un exemple de ses travaux en ce genre. Gilbert créa une quantité de meubles ainsi ornés de sujets pittoresques et fit paraître dans les *Petites Affiches* du 19 juillet 1780 une annonce concernant l'un deux — un secrétaire roulant surmonté d'une bibliothèque — dont les panneaux montraient des temples en ruine. L'ancienne collection Rikoff comprenait une petite table ovale, décorée, dans le même goût, de marqueteries en bois et ivoire représentant des paysages maritimes, palais et personnages[1].

GILLET (Louis), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 4 juin 1766, habita rue Thevenot, puis rue Guérin-Boisseau[2], où il travaillait encore en 1789. On lui attribue l'estampille **GILLET**, sans doute à tort, car cette empreinte se rencontre sur des meubles en marqueterie que leur style paraît dater de la première moitié du règne de Louis XV. Une grande commode de cette sorte, appartenant à M. Valpinçon, figurait à l'Exposition des Arts décoratifs en 1882. Une autre, de fort belle qualité, faisait partie d'une des ventes Eug. Kraemer[3].

GILLIER (Pierre), menuisier en meubles à Paris, auquel la maîtrise fut conférée en 1749[4], prit part la même année à un procès contre des ouvriers chaisiers pour délit de coalition[5]. Lui-même avait employé un certain J.-B. Tassilly, soldat invalide, accusé d'être l'un des instigateurs de la cabale. Gillier demeurait alors rue de Cléry, à *la Teste d'or*, où il continua d'exercer jusqu'en 1773[6].

GILLOW (les), ébénistes, tapissiers et décorateurs anglais, dirigèrent pendant plus d'un siècle une importante maison d'ameublement[7]. Le fondateur de l'entreprise fut Robert Gillow, né vers 1697 au bourg de Great-Singleton, dans le Lancashire, d'une famille qui professait la religion catholique. Après avoir débuté comme simple ouvrier, il s'établit en 1724 à Lancastre. Cette place était au XVIII[e] siècle le principal centre du mouvement maritime entre la Grande-Bretagne et l'Amérique. Gillow pouvait y acheter à bon compte le bois d'acajou avec lequel il fabriquait la plupart de ses meubles ; il y trouvait en outre des facilités pour exporter ses productions. En 1744, il ouvrit une succursale à Londres. Sa boutique, installée d'abord près de la Tamise, fut transférée quelques années plus tard dans

1. Vente à Paris, déc. 1907, n° 298.
2. *Liste générale des M*es *Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. Y. 12059, 27 sept. 1772 ; Y. 12060, 1er oct. 1773, etc.
3. Vente à Paris, avril 1913 (reprod.). Cette commode était accompagnée d'une pièce identique non signée, et d'un meuble à hauteur d'appui offrant une décoration similaire.
4. Ses lettres furent enregistrées le 14 mai 1750 (Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327).
5. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 38, bil. du march. de bois Monbelet, déc. 1773.
7. *The Growth of a great Firm*, et autres publications de la maison Waring et Gillow. — Thieme et Becker. *Allgemeines Lexicon der bildenten Künstler*. Leipzig, t. XIV, p. 46-47.

Oxford street, sur l'emplacement même où existent aujourd'hui les magasins de ses continuateurs « Waring et Gillow ».

RICHARD, fils du précédent, ajouta encore à la renommée de la maison. Né en 1734, il fut élevé en France, au collège de Douai, et s'adonna spécialement à l'étude de l'architecture. On lui doit les plans de la douane de Lancastre et d'autres édifices de cette ville ; mais il appliqua surtout ses talents à la décoration des intérieurs. Associé avec son père depuis 1757, il lui succéda jusqu'en 1780. Son commerce fut maintenu par ses fils ROBERT, RICHARD et THOMAS, puis par ses petits-fils GEORGE et RICHARD. Ce dernier se retira en 1830, ayant cédé ses établissements à la firme Waring, de Liverpool ; il mourut nonagénaire en 1866.

Les Gillow passent pour avoir construit les premières tables de salle à manger s'agrandissant par le milieu, au moyen de coulisses et de rallonges. Le fait est possible, bien qu'en général ces fabricants ne se soient guère montrés des novateurs. Ils auraient plutôt eu des tendances à retarder sur la mode. Moins jaloux de s'enrichir par une vogue passagère que de mériter une réputation durable, ils préféraient s'en tenir à des formules éprouvées qui assuraient l'élégance et la perfection de leurs travaux.

GINDON. *Voy.* Guidon.

GIRARDOT (JEAN), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 19 novembre 1738 [1], exerça rue Saint-Nicolas, puis rue de Charenton, au moins jusqu'en 1771. Il confectionnait des armoires et commodes ordinaires, à la fabrication desquelles il apportait peu de soins, si l'on en juge par les procès-verbaux que les jurés de sa communauté dressèrent contre lui à plusieurs reprises pour la mauvaise qualité de ses ouvrages [2].

Le menuisier JEAN-BAPTISTE GIRARDOT, que l'on suppose fils du précédent, obtint la maîtrise le 18 décembre 1776 [3] et s'établit rue Feydeau, où il demeurait encore en 1791 [4]. Les *Petites Affiches* du 2 janvier 1779 signalaient un beau bois de lit à la polonaise en vente chez cet artisan.

GIROUX (JACQUES), menuisier-ébéniste à Paris, né en 1736, reçu maître le 19 novembre 1766, mort le 7 juin 1801 [5]. Après avoir résidé rue Traversière, il transporta son atelier dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine. Il livrait au commerce des commodes et buffets en bois de noyer [6].

GIVERNE (DENIS) était maître ébéniste à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, en 1734 [7].

GODEFROY (GODEFROY PRZIREMBEL, dit). *Voy.* Przirembel.

GOLLE (CORNEILLE), issu d'une famille hollandaise, travaillait à Paris comme menuisier en

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
2. Id. Y. 13228, 11 nov. 1741 ; Id. Y. 14419, 27 avril 1771.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 20, décès de sa femme, Marie-Louise Delorme, 19 avril 1791.
5. Id., *ibid.* Q8. 55, 18 prairial, IX. *Liste générale...*, 1782-1789.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Journal des frères Presle, tapissiers (1787).
7. Arch. nat. Y. 12136, 20 sept. 1734.

ébène dans les premières années du dix-huitième siècle. Il était fils de Pierre Golle, un des ébénistes de Louis XIV, mort en 1684, et frère de Jacob Golle, graveur en taille douce [1].

GOODISON (Benjamin), fabricant et marchand de meubles à Londres, fut attaché au service de la Cour britannique entre 1729 et 1766 [2]. Il enrichit le mobilier royal de cabinets, bureaux et autres ouvrages en acajou poli et en bois laqué dans le genre chinois. On remarque parmi ses fournitures une grande table ovale, de 9 pieds de long sur 7 de large, pour le jeu du Roi à Windsor.

GORGU (Claude), menuisier parisien, reçu maître le 18 juillet 1770, travailla durant une vingtaine d'années, d'abord dans la cour de la Juiverie, et ensuite rue du Gindre [3]. Il a laissé des sièges de bonne fabrication courante, marqués **C. GORGU**.

GOSSELIN (Antoine), notable ébéniste, né à Sarton, près d'Amiens, en 1731, mort à Paris le 16 décembre 1794 [4]. Venu de bonne heure se fixer dans la capitale, il gagna la maîtrise le 9 juillet 1752, fut juré de sa communauté de 1772 à 1774, adjoint aux syndics en 1777, syndic l'année suivante, et continua de siéger au bureau de son corps, comme député ou administrateur, jusqu'à la Révolution [5]. Ce fabricant, qui exploitait un atelier très actif [6], rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue de Charonne [7], est cité avec honneur dans l'*Almanach général des Marchands du Royaume.* On lui doit de beaux meubles signés **GOSSELIN**, sans initiale de prénom. Le Musée industriel de Christiania possède de lui une commode en marqueterie datant de la fin du temps de Louis XV, et dont les décorations comportent un paysage habilement traité dans de jolis tons clairs.

Adrien-Antoine, fils du précédent, devint maître ébéniste pendant la jurande de son père le 9 novembre 1772 [8]. Il quitta Paris bientôt après, pour s'installer à Versailles, rue Duplessis. Entre 1785 et 1790, le Garde-meuble lui commanda un grand nombre d'armoires, commodes, tables de toilette et tables à jeu, destinées aux châteaux de Versailles et de Saint-Cloud [9]. Ce maître exécuta pour M. de Calonne une « table à l'anglaise, à roulettes, le milieu du dessus dormant, les côtés se levant et s'abaissant, le tout couvert d'un maroquin bleu à vignettes dorées [10] ». En 1789, il fit pour M. Necker un grand serre-papiers en acajou, qui offrait onze casiers et deux tablettes d'entre-jambes [11].

1. Jal. *Dict. crit. de Biographie et d'Histoire.* Paris, 1872, p. 146. — A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, p. 37. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 219-220.

2. Record-Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts.* Vol. 449 à 454.

3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 37, faillite du tap. Ch.-Ant. Richard, 1772 (sous le nom de « Gorju »).

4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q8. 52, 26 frim. an III. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an III, p. 1436. — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 221.

5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9332, 4 août 1772; Y. 9333, 8 oct. 1777. — Id. H2. 2118.

6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 19, bilan du tap. Dumont fils, 1760; cart. 28 et 42, bilans du tap. Léchevin, 1768 et 1774; cart. 44A, bil. du tap. Martinet, 1777; cart. 56, bil. du tap. Guyard, 1780, etc. — Id. *Livres de Commerce*, Reg. 2198. Journal du tap. P. Dumont (1759); Reg. 4177. Journal du tap. Martinet (1775). — Dans plusieurs de ces documents le maître est désigné sous le nom de Gosselin l'*aîné*, pour le distinguer de son frère Josse, dont il est parlé ci-après.

7. Arch. nat. Y. 10998, 14 juil. 1757; Y. 14086, 16 oct. 1759.

8. *Liste générale des Maîtres Menuisiers-Ebénistes de Paris*, 1782.

9. Arch. nat. O1. 3535, 2; O1. 3543; O1 3635 à 3650.

10. Id. O1. 3639, 2e semestre 1786.

11. Id. O1. 3650, 1er semestre 1789.



ANDRÉ-LOUIS GILBERT.
Secrétaire en marqueterie, à motifs d'architecture.
(anc. coll. de Mme C. Quêniaux).



JEAN GOURDIN père.
Fauteuil Louis XV en noyer ciré et canné.
(Musée des Arts décoratifs).



JEAN GOURDIN fils.
Fauteuil sculpté dans le goût de Delafosse.
(Musée des Arts décoratifs).



JOSSE, dit *Gosselin le jeune*, frère d'Antoine, passa maître le 29 décembre 1768. Établi rue de la Verrerie, il exerçait encore en 1785 [1]. Son estampille **J. GOSSELIN** a été relevée sur une commode en mosaïque à quadrillages de l'ancienne collection du Dr Delthil [2].

Deux ébénistes portant le même nom patronymique travaillaient au faubourg Saint-Antoine sous le Consulat et l'Empire. On les trouve cités l'un et l'autre dans les archives du Garde-meuble pour des fournitures d'ouvrages en noyer [3].

GÖTZ (MARTIN), né en 1745, mort le 31 juillet 1802 [4], appartenait peut-être à une famille alsacienne, dont un membre fut syndic des menuisiers de Strasbourg en 1694 [5]. Ayant acquis la maîtrise à Paris le 4 février 1784 [6], il exploita rue du Faubourg Saint-Antoine, dans la cour de la Boule Blanche, un atelier de « menuisier en miroiterie » [7]. Après 1790, il se retira rue Amelot, où il termina ses jours.

GOURDIN, famille parisienne de menuisiers en meubles.

Le plus ancien, JEAN, florissait rue de Cléry, près de la rue Saint-Philippe, entre 1737 et 1763 [8]. On lui doit de beaux sièges signés **PERE * GOURDIN**. Au musée des Arts décoratifs, il est représenté par un fauteuil en noyer canné et ciré, les pieds enlacés de rinceaux [9] (planche XXVI). Plusieurs ouvrages portant sa marque font partie du mobilier royal de Suède [10].

JEAN-BAPTISTE, fils aîné du précédent, reçu maître le 26 mars 1748 [11], s'établit près de son père, dans la même rue de Cléry, au *Nom de Jésus* [12]. Cet habile artisan, dont les talents furent employés par le prince de Soubise [13], exerça jusqu'en 1776 [14]. Il a laissé son estampille : **I. GOURDIN** sur des pièces d'un très noble caractère et d'une excellente facture, comme deux marquises qui passèrent en vente dans la succession de Mme Lelong (avril 1903) et une grande bergère à oreilles de l'ancienne collection Alphonse Kann [15]. Le roi d'Angleterre possède, au château de Windsor, une suite de dix fauteuils faits dans l'atelier de Gourdin l'aîné [16]. Notre planche XXVI montre de lui un beau siège sculpté d'entrelacs, qui se trouve au musée des Arts décoratifs.

MICHEL, dit *Gourdin le jeune*, frère du précédent, obtint ses lettres de maîtrise le 3 mai 1752 [17]. Il exerça également rue de Cléry — sans doute dans l'ancien atelier paternel — durant une trentaine d'années. D'après Henry Havard, il aurait été un des fournisseurs de la Couronne [18]. Je n'ai trouvé aucune pièce d'archives qui confirme cette assertion; mais les collections de l'Etat renferment plusieurs ouvrages du maître qui pourraient provenir de l'ancien Garde-meuble. M. Ernest Dumonthier, dans son livre sur *les Bois de sièges du Mobilier national*, a donné

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785. — Cf. Archives de la Seine. *Bilans*, cart. 56, bilan du tap. Guyard, 1784.
2. Vente à Paris, 25 nov. 1920, no 125.
3. Arch. nat. O2. 513 (mai 1811).
4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 59, 12 therm. an X.
5. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 221.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. D. XXIXbis, 6, 94. Instruction de l'affaire Schatzel, 1790.
8. Id. Y. 12050, 17 fév. et 7 sept. 1763.
9. Ce fauteuil fut acquis en 1886 à la vente Gilbert.
10. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 7.
11. Arch. nat. Y. 9326. *Reg des Maîtrises.*
12. Id. Y. 12039, 22 déc. 1750. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 19, bil. du tap. Doyen, 1760.
13. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du Maréchal Prince de Soubise*, 1774.
14. Arch. de la Seine. Bilans, cart. 48, bil. du tap. Ravary, 22 juin 1776.
15. Vente à Paris, déc. 1920, no 278.
16. G.-F. Laking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 130 (la marque est transcrite sous la forme J. COURDIN).
17. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
18. *Dictionnaire de l'Ameublement*, Paris, s. d., t. II, col. 233.

la reproduction d'une de ces pièces : un fauteuil de forme contournée à décor de fleurettes traité dans le meilleur style Louis XV[1]. La collection Wallace à Londres contient une suite de six chaises sculptées et dorées qui datent d'une époque postérieure[2] ; elles furent exécutées vers le début du règne de Louis XVI pour le service du prince de Conti au palais prieural du Temple ; après la Révolution, elles devinrent la propriété du duc d'Orléans et garnissaient le château d'Eu sous la monarchie de Juillet. Parmi beaucoup de morceaux remarquables du même artiste, j'ai vu naguère, chez M[me] Touzain-Barthélemy, un lit de repos orné de très fines sculptures imitant des guirlandes de roses, et, chez M. Guérault de Rennes, quatre tout petits fauteuils avec une décoration originale de fleurs et feuillages coloriés au naturel.

GOYER (François) fit enregistrer ses lettres de maîtrise au Châtelet de Paris le 19 juillet 1740[3]. Il résida ensuite quelque temps rue du Faubourg Saint-Antoine, à l'*Autruche*[4], avant de se fixer rue de Charonne, dans une maison sous l'enseigne de l'*Eau qui dort*[5]. Cet ébéniste produisit spécialement des boîtes d'horloges laquées dans le goût chinois, à l'exécution desquelles collaborait peut-être son frère Jean Goyer, vernisseur de talent, établi rue Poissonnière[6]. Un document conservé aux Archives de la Seine le montre en relations avec l'horloger Mercier-Sacriste, de Bordeaux, qui lui acheta plusieurs grandes gaînes de régulateurs en laque verte[7]. J'ai trouvé son estampille **F. GOYER** derrière les bâtis de pendules et de cartels, décorés de fleurs en dorure sur un fond pailleté d'or. Ces pièces se distinguent surtout par le style peu banal de leurs cuivres à rocailles. Le maître apportait un grand soin à la parure de ses ouvrages. On l'accusait même de piller sans scrupule les modèles d'ornements créés pour ses confrères[8]. En tous cas, il logeait chez lui des ouvriers bronziers pour les employer à des travaux de ciselure. Les jurés-fondeurs ayant, au cours d'une visite domiciliaire, constaté cette contravention à leurs privilèges[9], obtinrent le 14 mars 1766 une sentence de police qui déclarait valables les saisies faites chez le délinquant, et enjoignait à celui-ci d'opter dans le délai d'un mois entre la profession d'ébéniste et celle de fondeur[10]. Il mourut moins de deux ans plus tard.

Jean, fils du précédent, continua les traditions paternelles. Après avoir passé maître le 12 décembre 1760[11], il exerça pendant une vingtaine d'années rue de Charenton, vis-à-vis l'hôtel des Mousquetaires[12]. Sa marque **J. GOYER** figure sur une gaîne d'horloge en laque verte qui fait partie de notre Mobilier national.

GRAHAM (Joseph), ébéniste à Londres, fonda dans Saint-Paul's churchyard une manufacture de meubles dont il conserva la direction de 1760 à 1803[13]. Ses établissements, transportés

1. E. Dumonthier, *ouv. cité*, t. II, pl. 7.
2. *Catalogue of the Furniture and Objects of Art in the Wallace Collection*, London, 1906, p. 180 (l'estampille de ces meubles n'est pas indiquée).
3. Arch. nat. Y. 9324. *Reg. des Maîtrises.*
4. Id. Y. 10989, 24-25 mars ; 4 et 6 mai 1745.
5. Arch. nat. Y. 14091, 9 juin 1764 ; Y. 14095. Scellés après décès de Marie-Barbe-Charlotte Ledoux, veuve de l'ébéniste F. Goyer, 3 fév. 1768.
6. *Alm. d'Indication... ou du Vrai Mérite*, 1769.
7. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 5. — Extrait des livres des frères Rullier, march. forains, 24 sept. 1754.
8. Arch. nat. Y. 10989, 24 mars 1754.
9. Id. Y. 14092, 28 nov. 1765.
10. *Statuts, Règlemens et Privilèges des M[es] Fondeurs de Paris*, 1774, p. 240.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1776, p. 413.
13. *Kents Directory*, années 1760 et suiv. — Th. Sheraton. *The Cabinet-Maker's Drawing Book*, London, 1791. List of subscribers. — Id. *The Cabinet Maker's Encyclopædia*, London, 1803. List of subscribers.

ensuite dans Oxford street sous la raison sociale « Jackson and Graham », furent acquis plus tard par d'autres négociants, et finalement réunis en 1897 à la maison Waring et Gillow [1].

GRAND (JEAN-BAPTISTE), dit *Legrand*, que l'on trouve mentionné comme ébéniste dans divers documents contemporains, ne possédait pas d'atelier, mais tenait un magasin rue du Coq-Saint-Honoré, sous Louis XVI [2]. Sa maison figure dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1808.

GRANDJEAN (JEAN-LOUIS), fabricant et marchand de meubles à Paris, né en 1739 [3], reçu maître en 1766 [4], demeurait rue de Charonne, d'où il disparut vers 1780. Il vendait des commodes et bureaux en bois de placage, garnis de bronzes dorés à la feuille, qui valaient de 100 à 150 livres [5]. Ses confrères Gérard Peridiez et Henri Wirtz fournirent des ouvrages pour son commerce [6].

GRENIER. *Voy*. Garnier.

GREVENICH (NICOLAS), ébéniste d'origine étrangère qui paraît avoir été natif de Rhénanie, devint maître à Paris le 6 juillet 1768 [7], puis s'installa rue du Bac où il exerça longtemps avec succès. L'*Almanach général des Marchands du Royaume* le citait sous Louis XVI comme un des plus notables dans sa profession. En 1791, il reçut du Garde-meuble royal la commande de plusieurs écrans d'acajou pour le palais des Tuileries [8]. Sa maison, transférée dans la suite sur le quai Malaquais, subsista jusqu'au début de l'Empire [9]. Ce fabricant a laissé des ouvrages très soignés qui portent la marque **N. GREVENICH**, imprimée en petites lettres. Mme Demachy possède, au château d'Ognon près Senlis, un gracieux spécimen de ses travaux : c'est un secrétaire d'encoignure, à placages de bois rose, offrant sur la façade deux galbes symétriques profilés en arc d'arbalète. A la vente de Mme Niewstraten (mai 1904), figurait la commode demi-lune que représente notre planche XXVII ; une pièce analogue a fait partie de l'ancienne collection Polovtsoff [10]. M. Charles de Salverte possède à Pau un important bureau à cylindre, en acajou ronceux, exécuté par Grevenich pour M. Germain Baron, secrétaire du Roi et receveur général des Finances.

GRIFFET (JEAN-FRANÇOIS), reçu maître ébéniste dans la communauté parisienne le 28 juillet 1779, travailla successivement rue du Ponceau et rue Perdue au moins jusqu'en 1787 [11]. Ses productions sont signées **I. F. GRIFFET**. On peut voir de lui un petit secrétaire en bois de couleur dans les collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Edouard André.

GRIGAULT (JEAN-ÉTIENNE-ANNE), ouvrier ébéniste, né à Paris en 1755, fut un des Vain-

1. *The Growth of a great Firm*, publication de la maison Waring and Gillow. London, s. d., p. 9 et 13.
2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1782, p. 1744. — Arch. nat. Y. 10806. Scellés chez le march.-ébén. Bavant, 11 avril 1785.
3. Arch. nat. Y. 14093, 16 juillet 1766.
4. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 75.
5. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 6, 14 mars 1767 ; 20 août 1767; 18 août 1769.
6. Id. *Bilans*, cart. 31, bil. de l'ébén. G. Peridiez, 1770; cart. 115, bil. de l'ébén. H. Wirtz, 1777.
7. *Liste génerale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. O^{1}. 3655, 2.
9. *Alm. du Commerce*, 1805.
10. Vente à Paris, 27 mai 1910.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* (1782-1787). — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 62, faillite du tap. Rondet, 1784.

queurs de la Bastille. Après le 10 Août, il devint brigadier de gendarmerie, passa ensuite dans une compagnie de vétérans et quitta le service sous le Consulat[1].

GRÜBER, dit *Grubert*, établi vers 1790 rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Sainte-Marguerite, fabriquait des meubles en acajou tels que des écrans à plateau de marbre servant de table à déjeuner[2]. Il faisait aussi des chaises étrusques incrustées de cuivre, dans le genre de celles que Georges Jacob venait d'exécuter à cette époque d'après les dessins du peintre David[3]. On le retrouve plus tard rue Neuve-Égalité ou d'Aboukir qu'il habita jusqu'en 1808[4].

GRUNDLER possédait en 1780 un atelier d'ébénisterie, comme ouvrier privilégié, dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, près de l'asile des Enfants-Trouvés[5]. En 1791, il fournit des commodes en secrétaire et des pupitres de musique à la maison Frost et C[ie], rue Croix-des-Petits-Champs[6].

Selon toute apparence, cet artisan eut pour fils le général LOUIS-SÉBASTIEN GRUNDLER, né à Paris le 29 juillet 1774, mort dans sa propriété du Plessis (Aube) le 27 septembre 1833. Avant de se vouer à la carrière des armes, celui-ci avait appris le métier d'ébéniste dans le faubourg Saint-Antoine[7]. A dix-sept ans, il s'enrôla au 1[er] bataillon des volontaires de Sainte-Marguerite et fit campagne en Argonne contre les Prussiens. Il servit ensuite avec distinction en Italie, en Hollande, en Espagne, en Russie, conquit ses grades à la pointe de l'épée, devint baron de l'Empire et grand-officier de la Légion d'honneur. Créé comte par Louis XVIII, il fut nommé lieutenant-général par Charles X. Son nom est inscrit au côté nord de l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile.

GRUYÈRE (PIERRE-FRANÇOIS), fabricant de billards à Paris, rue de la Roquette, se fit recevoir maître menuisier-ébéniste le 20 juillet 1786[8]. Il continuait encore son commerce au début du dix-neuvième siècle[9].

GUELER (FRANÇOIS KELLER, dit), passé maître à Paris le 19 septembre 1786, habita d'abord rue du Vertbois[10], puis rue Beauregard, n° 186[11], d'où il disparut sous le Directoire.

GUÉNERIE, compagnon menuisier à Nantes, y dirigeait vers 1784 d'importants ateliers appartenant au marchand Cormeray (*Voy.* ce nom). A partir de 1787, Guénerie exerça pour son propre compte, comme « menuisier forain chambrelan », sur la paroisse Saint-Similien[12].

GUÉRARD (PIERRE), ébéniste parisien, venait de faire enregistrer ses lettres de maîtrise au

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 184. — Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 256.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278, Journal de Frost et C[ie] (1790-1791); Reg. 2441, Journal du tap. Bonnemain jeune (1786).
3. Id., *ibid.* Reg. 2278.
4. *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — *Alm. du Commerce*.
5. Arch. nat. Y. 14094, 19 août 1780. Dans ce document il est nommé « Grondeleur » et qualifié indûment « maître menuisier-ébéniste ».
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278.
7. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires Nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 92, « Groundlair, Louis-Sébastien, ébéniste », et t. III, p. 222.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1781, p. 751 et 1893; 1782, p. 588 et 1611, etc. — *Liste gén. des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
9. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 30, 9 frimaire an IX.
10. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
11. *Alm. du Commerce*, an VII, sous le nom de « Guelp ».
12. Arch. dép. de la Loire-Inf[re]. E. 1623.



NICOLAS GREVENICH.
Petite commode demi-lune, en bois de placage, époque Louis XVI.
(anc. coll. Niewstraten).



PIERRE-FRANÇOIS QUÉNIARD, dit GUIGNARD.
Commode en laque noire, à faisceaux de licteurs.
(Ministère des Finances).

Châtelet le 30 août 1740[1], lorsqu'il épousa la veuve du fabricant et marchand de meubles Albert Potier, et prit la succession de ce confrère rue du Temple, au coin de la rue de la Corderie [2]. Il succomba peu après, le 20 octobre 1746[3]. Le procès-verbal des scellés apposés chez lui le même jour mentionne dans sa boutique de nombreux ouvrages en bois des Indes, avec plusieurs pièces marquetées d'étain, de cuivre et d'écaille. Guérard comptait parmi ses clients le chevalier d'Orléans, grand prieur de l'ordre de Malte.

GUÉRIN (Jean-Louis), reçu maître à Paris le 7 octobre 1778, exerça jusqu'à la Révolution rue de la Poterie, près de la Grève[4]. On le trouve cité dans les livres du tapissier Bonnemain jeune pour quelques fournitures en bois de rose et en noyer couleur d'acajou[5]. Il a laissé sa marque **J. L. GUERIN** sur des ouvrages de bonne fabrication courante.

GUÉRIN (Philippe-Jean), compagnon ébéniste, né à Paris le 9 juillet 1742, fut un des Vainqueurs de la Bastille. Après avoir été volontaire de la garde nationale, gendarme, puis vétéran, il démissionna en 1799 pour s'établir débitant de bière rue des Droits de l'Homme[6].

GUÉRIN *de Montpellier*, que l'on a supposé un ébéniste, était ingénieur du Roi. Originaire du Bas-Languedoc, il mourut à Choisy le 11 avril 1763. L'erreur commise à son sujet vient de ce qu'il dirigea l'exécution de plusieurs meubles mécaniques, comme un chariot à manivelles destiné au jeune duc de Bourgogne, et la *table volante* de Choisy, construite pour les petits soupers de Louis XV[7].

GUESNON, famille parisienne de notables entrepreneurs de menuiserie, qui furent attachés au service de la Couronne à partir de 1706, et se succédèrent comme menuisiers de la Chambre du Roi jusqu'en 1784[8]. D'après les comptes des Bâtiments, ils furent occupés à de très importants travaux de décoration dans les maisons royales, mais ils ne semblent jamais avoir fourni d'ouvrages pour le mobilier de ces résidences. On a prétendu qu'un d'entre eux, Jean-François, était fabricant de cadres [9], parce qu'il menuisa pour M[me] de Pompadour, au château de Crécy, les boiseries servant de bordure à des tableaux de Boucher.

GUEUX. *Voy.* Legueux.

GUIART. *Voy.* Guillard.

GUICHEMERRE (Gabriel) tenait en 1798 fabrique et magasin d'ébénisteries à Paris, place de l'Indivisibilité, aujourd'hui place des Vosges. Il vendait de bons ouvrages au goût du jour, notamment des *athéniennes*, sortes de guéridons à trépied pouvant servir de cassolette ou de

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
2. Y. 15606. *Rôle de la Milice*, 1743.
3. Id. Y. 11762. Scellés après décès de l'ébén. P. Guérard, 20 oct. 1746.
4. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 1848.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441 (1784).
6. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille.* — Arch. nat. Y. 14435, 15 janv. 1787; C. 35, 218. Pr. verb. du 15 juin 1790; T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 223.
7. *Voy.* art. Cresson (Louis) et Joubert.
8. Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 250, et les sources indiquées dans cet ouvrage.
9. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 232.

jardinière [1]. Nombre d'ébénistes travaillaient pour sa maison, avec les fondeurs Kern et Lequine, les ciseleurs Dobo et Cormier, les doreurs Quantin, Desmarais, Hérouart [2]. Vers la fin du Consulat, Guichemerre alla s'installer sur le boulevard Saint-Antoine [3]. En 1811, il obtint du Garde-meuble une commande comprenant plusieurs grandes armoires en acajou munies de tiroirs en chêne [4]. Il mourut l'année suivante [5].

GUIDON est mentionné parmi les principaux ébénistes de Paris dans l'*Almanach général des Marchands du Royaume* pour les années 1772 à 1774. On aurait peine à deviner que cet artisan s'appelait en réalité « Gosselin », s'il ne se trouvait désigné correctement dans les éditions postérieures du même annuaire.

GUIGNARD (PIERRE-FRANÇOIS QUÉNIARD, dit), ébéniste parisien, né en 1740 [6], guillotiné le 30 juillet 1794. Fils d'un artisan libre, il venait de passer maître le 21 janvier 1767 [7], quand il s'établit fabricant et marchand de meubles rue de la Roquette. Il mena ses affaires avec succès et prit rang parmi les principaux commerçants du quartier [8]. Pour son malheur, il voulut jouer un rôle dans le drame de la Révolution : électeur départemental, puis président du comité de la section de Montreuil, Quéniard devint membre de la Commune insurrectionnelle du 10 Août [9]. Quoiqu'il paraisse avoir tenu dans ce conseil une place très effacée, le pauvre homme n'échappa point aux représailles qui suivirent la chute de Robespierre. Mis hors la loi avec tous ses collègues au soir du 9 Thermidor, il porta deux jours après sa tête sur l'échafaud [10].

On lui doit des productions très estimables signées du sobriquet qu'il tenait de famille et sous lequel il était connu dans le commerce : **P. F. GUIGNARD**. Notre Mobilier national conserve de lui une somptueuse commode en laque noire de style chinois, portant aux angles des faisceaux de licteurs en bronze doré. Ce morceau remarquable, que représente la planche XXVII, orne l'un des salons du ministère des Finances. D'autres ouvrages du maître offrent de fines marqueteries ombrées, comme le secrétaire à décor de gerbes fleuries et trophées de chasse qui figurait dans l'ancienne collection J. Lassalle [11]. Un plus grand nombre sont en acajou. Ces derniers rappellent souvent les ébénisteries anglaises par leur distinction un peu froide et les soins apportés à leur polissage. Le docteur Quenot possède un bureau de ce genre, en bois ronceux, avec des incrustations de citronnier qui simulent des cordons de perles.

Un ébéniste du même nom, FRANÇOIS GUIGNARD, sans doute fils du précédent, prit part au siège de la Bastille et s'enrôla en 1790 dans le 1er bataillon des volontaires de Sainte-Marguerite [12].

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5692. Livre de l'ébén. Guichemerre (ans VII et suiv.). — Reg. 2976. Journal du march. Trintzius, an X.
2. Id. *Bilans*, cart. 101, bilan de Gabriel Guichemerre, md de meubles, 21 brum. an XIV. — *Ibid*. bil du fondeur Kern, 5 frim. an XIV. — *Livres de Commerce*, reg. 5692.
3. Id., *ibid*. — *Alm. du Commerce*, 1805.
4. Arch. nat. O². 513 (mai-nov. 1811).
5. Sa veuve est citée comme marchande de meubles dans l'*Alm. du Commerce* de 1813.
6. Et. Charavay. *Assemblée Electorale de Paris*, Paris, 1890, t. I, p. 37.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. Y. 14438, 16 janv. 1790. — Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 71, bil. du tap. Froyez jeune, 1788; cart. 76, bil. du tap. Beaufillot, 1789; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777.
9. Et. Charavay, *ouv. cité*. — *Alm. national*, 1793, p. 362 et 395; an II, p. 391, sous le nom de « Queniar ».
10. Arch. nat. W. 434, 978; — T. 1632. — *Moniteur* du 8 fruct. an II.
11. Vente à Paris, déc. 1901, no 358 du catalogue. Cette pièce reparut à la vente Chappey en mars 1907.
12. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, no 308; — C. 35, 218. Pr. verb. du 15 avril 1790. — Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 90.

GUILLARD (Pierre), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 10 septembre 1777, habitait rue de Charenton, près de l'hospice des Quinze-Vingts[1]. En 1786, sous la direction du sculpteur Hauré, entrepreneur du mobilier de la Couronne, il exécuta un secrétaire en acajou faisant partie d'un lot de meubles destinés au château de Compiègne[2]. D'après l'*Almanach du Commerce*, sa maison existait encore en 1805.

GUILLAT (Claude-Alexis) était maître ébéniste-tabletier à Grenoble entre 1770 et 1779[3].

GUILLAUME (la veuve), tenait un atelier de menuiserie en meubles à Metz, dans les dernières années du règne de Louis XVI[4].

GUILLAUME (Simon), ébéniste parisien, s'établit avant 1751 rue de la Roquette[5], puis travailla rue du Faubourg Saint-Antoine au moins jusqu'en 1782[6]. Par son mariage avec une fille de l'ébéniste François Vandercruse-Lacroix, il devint le beau-frère des deux Œben et plus tard de Riesener, mais il n'eut lui-même qu'une modeste notoriété[7]. Le catalogue de la vente L. Coblentz (déc. 1904) signalait son estampille **GUILLAUME** sur une petite commode Louis XVI en marqueterie à fleurs. Une autre commode, en bois de placage, portant cette empreinte, figurait dans l'ancienne collection de Mme H. Vian[8].

GUILLEMAIN (Pierre), né en 1697, exerçait comme maître et marchand ébéniste à Paris, rue du Petit-Reposoir, vers le milieu du dix-huitième siècle[9]. Il avait été en 1732 juré de sa corporation et membre en charge de la confrérie de Sainte-Anne au couvent des Carmes Billettes[10].

GUILLEMART (François), notable ébéniste parisien, florissait sous Louis XIV et la Régence. Attaché depuis 1684 au service du prince Henry-Jules de Bourbon-Condé[11], il fut aussi employé par la Couronne. Cet artiste produisait à la fois des menuiseries sculptées et des ouvrages en bois de rapport. Au nombre de ses travaux, on peut citer douze grands guéridons dorés que le Garde-meuble lui demanda en 1687[12]; « deux tables de marqueterie de figuier d'Inde et d'ébène verte », exécutées en 1690 pour le prince de Condé à Chantilly[13]; un coffret de toilette destiné à la princesse du Maine[14], et deux commodes en bois violet qu'il fournit en 1708 pour la chambre de Louis XIV au château de Marly[15]. En 1717, il livra au duc de La Force un bureau, un serre-papiers et des armoires d'amarante[16]. Guillemart demeurait rue Princesse, où il mourut sans

1. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. *Livre de Commerce*. Reg. 1961. Journal des frères Presle, tap., 1785; — Id. *Bilans*, cart. 78, faillite du tap. Polly, 1790.
2. Arch. nat. O1. 3639. Mémoire de Hauré, 2e sem. 1786. — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 58 vo.
3. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 165.
4. *Tableau du Commerce du Royaume*, 1789-1790, p. 463.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1751).
6. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 233.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 395. Livre de l'ébén. Topino; Reg. 5491, livre de l'ébén. Migeon. — Id. *Bilans*, cart. 54, bilans des sieur et dame Œben, march.-ébén. 1780.
8. Vente à Paris, 19 déc. 1917, no 174.
9. Arch. nat. Y. 14071, 23 sept. 1746.
10. Abbé J. Gaston, *Les Images des Confréries parisiennes* (*Société d'Iconographie parisienne*, 1909, p. 10).
11. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du Prince de Condé*, 1684, fol. 103 vo.
12. Arch. nat. O1. 3306, fol. 63.
13. G. Macon. *Les Arts dans la Maison de Condé*, Paris, 1903, p. 61.
14. Arch. du Musée Condé à Chantilly, *loc. cit.*, 1694, fol. 153, art. 467.
15. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. V, col. 241.
16. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 234.

postérité le 8 avril 1724[1]. Parmi les pièces qu'il laissait en cours d'exécution, figurait une petite table décrite dans l'inventaire comme étant faite « *de merisier madagaony* ». Je ne connais pas de mention plus ancienne d'un meuble fabriqué avec ce bois de mahagoni, — vulgairement nommé acajou, — dont l'emploi ne devait se développer en France que trente à quarante ans plus tard.

La veuve du maître, Marie-Anne Lefort, continua le commerce de son mari. En 1725 et 1726, le Garde-meuble lui demanda divers ouvrages, dont un bureau de campagne pour le Roi et un prie-Dieu en palissandre pour la Reine[2].

GUINAND, mentionné comme ébéniste dans les comptes royaux en 1760[3], était un marchand de meubles qui exploita des magasins renommés à Paris, près de l'orme Saint-Gervais, sous l'enseigne de *la Paix*[4].

GUMLEY (JOHN), ébéniste et miroitier à Londres, fut le fournisseur attitré de la cour d'Angleterre depuis 1716 jusqu'en 1729, date de sa mort[5]. Il eut successivement comme associés deux de ses confrères, James Moore et William Juring. La plupart des meubles qu'il produisit pour le service du roi George Ier étaient en noyer poli et en bois laqué de style chinois. On y voit figurer plusieurs tables de toilette (*dressing-tables*), avec des encoignures (*corner-cupboards*) et des « servantes » (*dumb-waiters*), sortes d'ouvrages très appréciés alors pour leur nouveauté. Vers la fin de sa carrière, Gumley concourut à mettre en vogue les ébénisteries d'acajou qui obtinrent un grand succès dans son pays avant de se répandre sur le continent. Au mois de juillet 1725, il livra ses premiers essais de ce genre : deux commodes et une table à souper destinées au palais de Kensington.

GUYOT (NICOLAS), menuisier-ébéniste, né en 1735, mort à Paris le 21 novembre 1812[6]. Cet artisan, qui avait obtenu des lettres de maîtrise le 26 juillet 1775[7], demeura rue du Faubourg Saint-Antoine; il ne paraît avoir fait que des meubles ordinaires, comme des tables et bureaux de bois noir[8].

GYLLENBERG (PETTER), ébéniste suédois, se fit recevoir maître à Stockholm en 1767[9]. Le musée du Nord dans cette ville renferme un secrétaire de style rococo, en noyer avec filets d'ébène, signé des initiales **P. G. B.**

1. Arch. nat. Y. 10745. *Scellés*. — On a retrouvé le testament de cet ébéniste, daté du 3 déc. 1720, dans lequel il léguait une somme de 300 liv. à son ancien apprenti Pierre Sermon (Arch. de la Seine. *Insinuations*. Reg. 258, fol. 76).
2. Arch. nat. O^1. 3310, fol. 33, 43, 49 v°, 72 v°, etc.
3. Id. O^1. 2260 (fournitures pour le château de Saint-Hubert).
4. *Alm. Dauphin*, 1772-1777.
5. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 447 à 449.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 365.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1787).
9. Dr John Böttiger, *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 115.





HUBERT HANSEN.
Commode Louis XV en marqueterie à fleurs.
(anc. coll. Aubert).



JEAN-FRANÇOIS HACHE.
Grand bureau à cylindre, en marqueterie de bois des Alpes, daté de 1770.
(anc. coll. de Mme la comtesse D. de Bonvouloir).

HACHE. — Cinq ébénistes de ce nom exercèrent à Grenoble au XVIIIe siècle [1]. Leur famille était originaire du Languedoc. Le plus ancien, THOMAS, natif de Toulouse, avait passé maître à Grenoble, lorsqu'il épousa dans cette ville, en 1699, une fille de son confrère Michel Chevalier. Il mourut le 13 mars 1747, âgé de quatre-vingt-trois ans, après avoir été syndic de sa corporation.

Son fils PIERRE, qui naquit en 1703, eut de la notoriété comme fabricant et marchand de meubles. Celui-ci estampilla ses ouvrages au moyen de deux fers, dont l'un imprimait le nom **HACHE** et l'autre les mots **A. GRENOBLE.** Il a laissé de grandes commodes en marqueterie de bois des Alpes, faites avec soin, mais généralement traitées dans un goût assez lourd et garnies de cuivres médiocres. L'une des meilleures œuvres que l'on connaisse de lui est un coffret de l'ancienne collection Ph. Sichel, orné de motifs à rinceaux et d'armoiries sur le couvercle [2]. Pierre Hache succomba le 3 juin 1776. De son mariage avec Marguerite Blanc, — fille d'un certain *Blanc la Goutte*, auteur de poésies en patois local, — étaient venus onze enfants, parmi lesquels il forma trois élèves.

L'aîné d'entre eux, JEAN-FRANÇOIS, né à Grenoble le 10 janvier 1730, devint ébéniste du duc Louis-Philippe d'Orléans, gouverneur général du Dauphiné. Durant près d'une trentaine d'années, ce maître exploita d'importants ateliers et magasins situés place Claveyson, et donna un grand essor à son commerce. Il exécutait des meubles remarquables par la perfection de leurs assemblages et par le caractère original de leurs marqueteries, pour lesquelles il utilisa principalement des loupes ou racines d'arbres indigènes, tantôt employées au naturel, tantôt teintes en des colorations très vives. Beaucoup de ses productions sont conservées dans les familles du Dauphiné. Dernièrement un magnifique bureau à cylindre provenant de M. de Latour-Vidaud, premier président du parlement de Grenoble, obtint, dans une vente à la Galerie Georges-Petit, une enchère de 80.000 francs [3] (planche XXVIII). Ces pièces sont marquées **HACHE FILS A. GRENOBLE**, et parfois datées par une inscription manuscrite. Quelques-unes portent en outre, sous leur tablette de marbre ou dans un tiroir, une étiquette imprimée donnant la liste des multiples sortes d'ouvrages que fabriquait leur auteur. On connaît plusieurs variantes de ces réclames. Voici celle que j'ai trouvée sur un secrétaire Louis XV, qui appartient au marquis de Nettancourt :

« A GRENOBLE, *HACHE FILS*, Ebéniste de Monseigneur le duc d'Orléans, vend et fait en ébénisterie d'un genre nouveau et unique, en bois des Indes et autres de pays, louppes et racines teintes de diverses couleurs, avec des fleurs et marqueteries : toute sorte de Bureaux, Commodes, Secrétaires, Bibliothèques, Serre-papiers, Encoignures et Coins de cheminée, Tablettes pour mettre des livres, Tables de jeu, Tables de quadrille pliantes, Tables en mouchoir, Tables à

1. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*. Grenoble, 1887, p. 172-173. — J. Roman. *L'Art et les Artistes en Dauphiné*, Paris, 1909. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 237.

2. Vente à Paris, juin 1899, n° 513 du catalogue.

3. Vente à Paris, 17 mai 1920. Le bureau en question appartenait alors à Mme la comtesse Didier de Bonvouloir.

trictrac, Tables pour écrire et manger dans le lit, Tables en secrétaire, Tables en colimaçon Tables à dessus de marbre pour mettre sous les trumeaux avec tiroirs et une tablette qui se tire pour écrire, et généralement toute sorte de Tables. — Secrétaires en armoire, Secrétaires à culbute, Secrétaires de campagne plians, Secrétaires en encoignure, Trictracs et Damiers de tout prix, Bidets de toute espèce avec des seringues, Bidets à dossiers, Bidets en tabouret, Bidets de campagne plians, Chaises percées de toute façon, Chaises de commodité figurant trois tomes d'histoire et d'autres figurant un livre; toute sorte d'Ecrans et Pupitres, Porte-Missel, Pupitres à la Mahon, Chandelliers à crémaillère, Coffre-forts à secret, Magasin à tabac, Cassettes, Nécessaires, Quarrés de toilette, Moulins à caffé, Boëte de pendule, Coffre en cuisinière, Chaises pliantes en bâton, Tables de nuit, Vuide-poches, Chiffonnières, Bureaux de toilette, Cabarets, Ecritoires de toute façon, et généralement toute sorte d'ouvrages d'Ebénisterie. — Il fait aussi Chaises, Fauteuils, Sophas, Canapés, Duchesses, Perroquets, Chambranles de Cheminées, Buffets avec sculpture, Parquets, Fougères... Armoires, Commodes, Secrétaires et Tables en noyer. En un mot tous les ouvrages ci-dessus en Menuiserie, le tout du dernier goût et à juste prix. »

Après s'être enrichi par son travail et avoir recueilli en héritage la majeure partie des biens de son père, Jean-François Hache céda en 1784 son fonds de commerce à son frère Christophe. Il pensait finir ses jours dans un paisible repos, mais les événements politiques le tirèrent de sa quiétude. Élu en novembre 1791 membre de la Municipalité de Grenoble, il se signala par une sagesse et une modération qui excitèrent contre lui la rage des Jacobins. Ceux-ci le portèrent sur la liste des suspects avec cette mention : « D'un caractère vif et impérieux, ne pouvait qu'être l'ennemi de la Révolution parce qu'il tenait sa fortune des ci-devant nobles ». C'en était assez pour le faire jeter en prison, d'où il ne sortit qu'à la réaction de Thermidor. Il mourut en 1801, sans laisser de postérité.

Un frère du précédent, Jean-Joseph, dit *Hache-Lacondamine* (1745 † 1837), pratiqua peu de temps l'ébénisterie. Ayant épousé la fille d'un capitaine d'invalides, il obtint une place de vérificateur de douanes. On le retrouve ensuite préposé au grenier à sel de Lyon. Il fut le père du général baron Hache, anobli par Louis XVIII.

Le onzième enfant de Pierre, Christophe-André, dit *Hache-Lagrange*, né en 1748, s'établit d'abord maître et marchand ébéniste rue Marchande, puis, en 1784, prit la succession de son frère aîné place Claveyson. Il ne tarda pas à se retirer lui-même du commerce, mais continua d'habiter Grenoble où il s'éteignit le 21 juin 1831.

HAIMARD (Louis-Jacques), ébéniste parisien, reçu maître le 26 mai 1756, travailla successivement rues du Pont-aux-Choux et de Popincourt jusque vers 1783 [1]. Sa marque a été relevée, avec celle de son confrère Delaunay, sur une commode Louis XV de la collection Dehors à Dreux [2].

HALIE (Louis), menuisier-tourneur à Paris, rue Guérin-Boisseau, admis à la maîtrise le

1. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782. — *Alm. des Bastimens*, années 1774 et suiv.

2. H. Vial, etc. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 238.

18 juillet 1753, mourut entre 1782 et 1785 [1]. Vers la fin de sa carrière il exécuta quelques ouvrages pour les fêtes de la Cour, entre autres des sièges de frêne teint en bleu, avec des rechampissages blancs détachant les moulures [2].

HANNOT (Antoine-Simon), menuisier-ébéniste à Paris, présenta en 1744 à l'Académie des Sciences un lit de son invention pour malades et infirmes [3]. Devenu maître en 1758 [4], il exploita rue du Faubourg Saint-Antoine, sous l'enseigne parlante de l'*Anneau d'alliance,* un « magasin considérable de meubles et effets précieux en marqueterie », qui prospérait encore au début du règne de Louis XVI [5].

HANSEN (Hubert), résidait depuis plusieurs années à Paris, lorsqu'il y subit les épreuves pour passer maître ébéniste en avril 1747. Bien qu'on l'eût accusé d'avoir acheté son chef-d'œuvre, il fut admis à prêter serment le 12 juin suivant [6]. Établi ensuite rue de Charenton [7], il mourut après une courte période d'activité le 5 octobre 1756 [8]. Ses œuvres, signées **H. HANSEN**, témoignent d'un talent très estimable. Les plus importantes sont de belles commodes marquetées de fleurs en bois debout et richement garnies de bronzes à rocailles. Notre planche XXVIII montre une pièce de ce genre, qui a fait partie du cabinet de M. Aubert [9]. On peut citer, comme autres exemples des travaux de Hansen, une encoignure à décor de fleurs que possède Mme de Largentaye et des petites tables à carrelages ayant figuré dans les anciennes collections Chasles et Roussel [10].

Un ébéniste portant le même nom de famille exerça rue de Charonne entre 1790 et 1806 [11].

HARMAND. *Voy.* Armand.

HARMENSEN, — parfois désigné comme ébéniste dans les annuaires de l'époque, sous les noms francisés d'*Harmesson* ou d'*Hermessant* [12], — était un marchand d'origine scandinave, établi à Paris rue Poissonnière, puis rue Beauregard, dans les dernières années du règne de Louis XVI. En 1785, il fournit pour le service du Roi diverses pièces en acajou, parmi lesquelles un grand bureau à pupitre, accompagné d'un cartonnier qui avait onze pieds de long [13].

HARRIS (Daniel), menuisier-ébéniste américain, résidant à Newbury-port (Massachusetts), mourut en 1752. L'inventaire de sa boutique, conservé dans les archives de Salem, mentionne au nombre de ses marchandises plusieurs tables d'un certain luxe [14].

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris,* 1782. — *Alm. des Bastimens,* années 1774 et suiv.
2. Arch. nat. O[1]. 3050.
3. *Mercure de France,* fév. 1745, p. 126.
4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328, 29 nov. 1758.
5. *Alm. Dauphin,* 1772-1777. — Cf. Arch. nat. Y. 10997, 3 déc. 1756.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9326. — Cf. Id. Y. 10987, 24 oct. 1741 (sous le nom d' « Hubert Annisène ») ; — Y. 14018, 18 avril 1747 (sous le nom d' « Hubert Ensel »).
7. Id. Y. 10993, 17 déc. 1750. Il eut à cette époque un procès avec son propriétaire, pour avoir fait abattre des arbres fruitiers dans le jardin de l'immeuble afin d'y construire un hangar. Le bail datait du 4 nov. précédent.
8. Id. Y. 5213. *Scellés.*
9. Vente X... à Paris, gal. Georges-Petit, 4 juin 1921, n° 55.
10. Ventes à Paris, déc. 1907, n° 986. — mars 1912, n° 247.
11. Arch. de la Seine. *Bilans,* cart. 78, bilan du tap. Bonnemain jeune, 1790 (sous le nom de « Hanzen ») ; cart. 105, bil. de Imhoff et Raflin, 1806. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII, p. 158 : « Haussen, rue de Charonne, 139 ».
12. *Alm. de Paris,* 2e partie, 1787-1789.
13. Arch. nat. O[1]. 3072.
14. Esther Singleton. *The Furniture of our Fore-fathers.* London, 1902, p. 319.

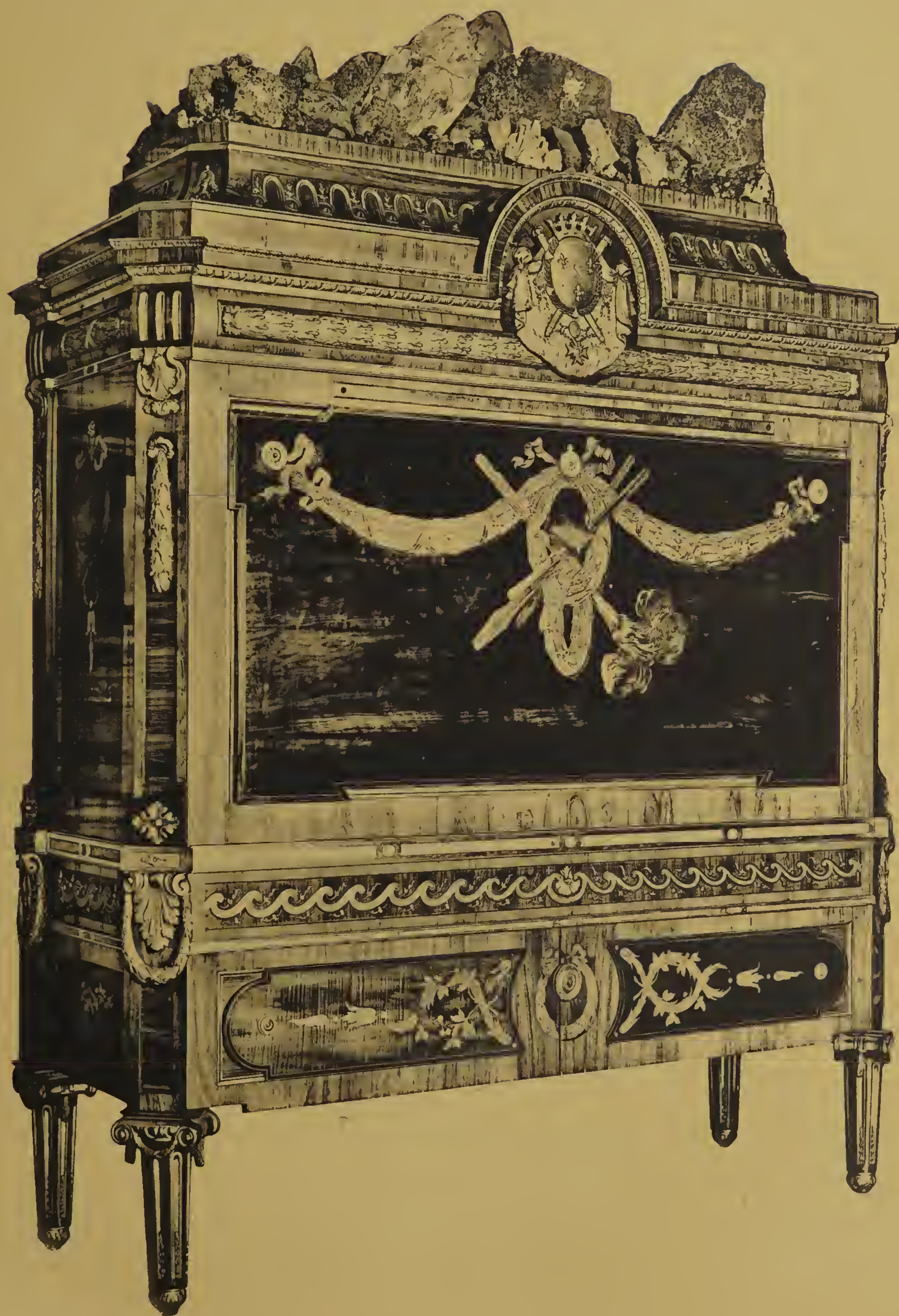
HAUPT (Elias)[1], menuisier de la Cour de Suède sous le règne de Frédéric I[er], appartenait à une famille d'origine bavaroise. Son père avait quitté Nuremberg vers 1660 pour pratiquer la menuiserie à Stockholm, où lui-même passa maître en 1708. Cet artisan exécuta pour les résidences royales une quantité de meubles usuels en bois de pays. Il succomba en 1744, peu après la naissance de son fils Georges, auquel est consacrée la notice suivante.

HAUPT (Georg), fameux ébéniste suédois[2], fils du précédent, né à Stockholm le 12 août 1741, mort dans la même ville le 23 septembre 1784. Dès l'âge de treize ans, il fut mis en apprentissage chez le maître Jean Eckstein, auprès duquel il demeura jusqu'en 1759. Il voyagea ensuite pour perfectionner son goût et ses talents. Après un séjour à Paris, où il passe pour avoir travaillé dans l'atelier de Leleu, il se rendit en Angleterre. Pendant qu'il se trouvait à Londres, en 1769, lui parvint un brevet le nommant ébéniste de la Cour de Suède, ce qui laisse supposer qu'il avait déjà envoyé dans sa patrie des productions témoignant de ses mérites. Revenu à Stockholm, Haupt entreprit sur ses propres dessins un important bureau dédié au roi Frédéric-Auguste et présenta cette pièce comme chef-d'œuvre pour obtenir la maîtrise, qui lui fut conférée, avec les félicitations de ses juges, le 14 décembre 1770. L'année suivante, il épousa une fille de son confrère Ch. Linning et alla s'installer dans la Smålands-gatan où il exerça le reste de sa vie. Gustave III venait de monter sur le trône. Ce prince, qui aimait le luxe et les arts, marqua pour Haupt une grande estime, le rémunérant avec magnificence et le pensionnant sur sa cassette. En 1779, veuf depuis peu, l'ébéniste de la Cour se remariait avec une jeune fille de Stockholm, Sarah Thuring, qui continua plus tard d'exploiter l'atelier. Il entrait dans sa quarante-quatrième année, lorsqu'il mourut subitement, foudroyé par une congestion.

Comme presque tous les ébénistes suédois du xviii[e] siècle, Georges Haupt a laissé une œuvre d'inspiration très française. Les enseignements qu'il avait reçus à Paris le rattachaient à notre école. Il était d'ailleurs tenu de suivre nos modes pour plaire à un souverain qui, dans les grandes choses comme dans les moindres, se montrait un admirateur passionné de la France. Les beaux meubles faits sous la conduite de Haupt reproduisent les formes en honneur chez nous vers la fin du temps de Louis XV et sous le règne suivant. A peine peut-on percevoir parfois, dans l'ensemble de leur structure, un peu de dureté ou de lourdeur qui leur donnent un aspect distinct, sans nuire sensiblement à leur élégance. La plupart sont enrichis de cuivres admirables, dont le style est si pur, la ciselure et la dorure si fines, qu'on les croirait volontiers de provenance parisienne. Mais, en imitant les modèles de nos maîtres, Haupt savait rester original. Il décorait en effet ses ouvrages dans un goût particulier, très délicat et un peu froid, où se manifestent des réminiscences de l'art anglais qu'il avait étudié à Londres. Leurs marqueteries comportent le plus souvent un sujet allégorique autour duquel s'enroulent ou se déploient des guirlandes de laurier. Ces compositions doivent beaucoup de leur caractère aux

1. D[r] John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 1, 68, 109.

2. Id. *ibid.*, et *Konstsamling å de Svenska Kungl. Slotten*, Stockholm, 1897, t. I, pl. 67 à 70, pl. 96; t. II, pl. 156 et 157. — W. Legran (Comte Wrangel). *Nagot om Georg Haupt och Svenska Slöjdföreningens Tidskrift*, 1910, p. 7 et suiv.



GEORG HAUPT.
Grand cabinet minéralogique, offert par le roi Gustave III de Suède au prince de Condé en 1774
(Musée Condé à Chantilly).

ressources que l'artiste tirait de la pyrogravure par la vigoureuse délinéation des contours et la netteté des hachures qui expriment les ombres. Quelquefois même, sans recourir à des incrustations en bois de couleur, il ornait ses panneaux d'un simple dessin au trait, rehaussé par des touches de peinture.

Les productions de son atelier ne portent point d'estampille, mais beaucoup d'entre elles sont signées de sa main, soit au stylet sur la façade, soit à la plume, au pinceau ou à la sanguine dans une partie intérieure. Certaines pièces ne portent que son nom de famille; d'autres encore présentent des inscriptions rédigées en suédois ou en français : « *fait à Stockholm par George Haupt, Ebéniste du Roy, l'an 17..* ». Plus rarement se rencontrent les formules latines : *Haupt fecit — Haupt inv. et exc.*

On peut admirer au château de Chantilly une des œuvres capitales du maître (planche XXIX). C'est un superbe cabinet, en forme de secrétaire, offert par Gustave III au prince de Condé avec une collection géologique jadis classée dans ses tiroirs. Les blocs de minerais et les cristaux de roche qui couronnent le meuble en indiquent la destination, ainsi que les principaux motifs de marqueterie représentant une torche en flammes et des outils de mineur. L'ébéniste exécuta ce travail en 1774 d'après une esquisse de son compatriote, l'architecte J.-E. Rehn[1], qui semble avoir fréquemment collaboré avec lui. — Au musée Albert et Victoria de Londres, Haupt est représenté par une belle commode que décore un groupe d'enfants. Beaucoup de ses ouvrages sont conservés dans les résidences royales de Suède, notamment une table de citronnier incrustée de bois noir à Gripsholm, un curieux lit de veille se repliant sous la forme de commode à Drottringholm et un secrétaire orné d'un profil d'homme à Tullgarn. Un autre secrétaire qui montre un amour jouant de la flûte se trouve au musée historique de Stockholm, où l'on voit aussi un médaillier de Gustave III sur lequel est dessinée l'effigie de ce monarque. Le musée du Nord possède un riche berceau que l'artiste fournit en 1778 pour l'héritier du trône. Il faut citer encore, parmi les meilleurs travaux de Haupt, un secrétaire présentant le portrait en pied d'une jeune femme chez Mme Fischerström, et une charmante table à thé, en acajou et porcelaine de Saxe, que possède le comte Ehrensvärd.

HAY (JACQUES DE), ébéniste parisien, s'associa en 1702 avec son confrère Picqueret pour s'établir dans la ville d'Avignon, où ces deux artisans travaillaient en 1708[2].

HÉBERT, marchand-ébéniste à Paris, florissait dans la première moitié du règne de Louis XV. Il fut un des experts chargés d'inventorier les meubles précieux dépendant de la succession du Régent[3]. On le trouve cité à diverses reprises comme fournisseur de la Couronne[4]. En 1746, il livra au Garde-meuble deux petits bureaux de dame, l'un en bois satiné à fleurs, l'autre en laque du Japon, pour les appartements de la Dauphine à Versailles.

1. Le dessin de Rehn a été reproduit dans l'article du comte Wrangel cité plus haut (*Svenska Slöjdföreningens Tidskrift*, 1910).
2. Arch. dép. de Vaucluse. B. 965. — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 241 ; t. II, p. 87 et 242.
3. Arch. nat. X1. 9162.
4. Id. O1. 3307 à 3314.

HEBERT (CHARLES), ébéniste parisien, domicilié rue de Charenton, n° 4, faisait partie du jury de jugement des affaires criminelles au temps de la Terreur [1].

HECKEL exerça rue du Faubourg Saint-Antoine entre 1797 et 1811. Sous le Directoire, il jouissait déjà d'une bonne réputation pour ses meubles en acajou « parfaitement établis dans un genre moderne [2] ». Il prit part à l'Exposition de 1806, y obtint une mention honorable [3], et soumissionna l'année suivante pour la fourniture des palais impériaux [4]. On trouve sur ses ouvrages une carte imprimée : *HECKEL, fabricant d'ébénisterie, Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 79*. Dans l'ancienne collection du marquis de Biron figurait une belle commode Empire, portant cette étiquette [5].

HECQUET fut l'ébéniste attitré du Garde-meuble de la Couronne de 1716 à 1726 [6]. Il produisit pour les maisons royales des cabinets, commodes, tables, scabellons et pupitres, la plupart plaqués en bois de violette ou de palissandre, à canaux et moulures de cuivre.

HÉDOUIN (JEAN-BAPTISTE), passé maître à Paris le 22 mai 1738 [7], résidait rue Traversière-Saint-Antoine, où il mourut après une longue carrière vers le milieu de janvier 1783 [8]. Cet ébéniste fournissait des marchands en vogue [9]. Il a laissé son estampille **I. B. HEDOUIN** sur de beaux meubles en bois de rapport, parmi lesquels on peut mentionner une armoire ayant appartenu au comte Horace de Choiseul [10], une commode de l'ancienne collection Boas-Berg dispersée à Amsterdam en 1905, et un secrétaire de forme allongée qui parut à la vente Doistau en 1909. Notre planche XXX représente cette dernière pièce, remarquable par le caractère de ses marqueteries traitées dans le style minutieux et spirituel des artistes d'Extrême-Orient.

HEIN (CONRAD-WILHELM HEINE, dit), ébéniste d'origine allemande, reçu maître à Stockholm en 1755 [11], est l'auteur de deux tables à jeu en noyer, de forme triangulaire sur pieds cambrés, qui font partie du mobilier royal de Suède au château de Gripsholm. Il les a signés de ses initiales ***C. W. H.***

HELT, gendre de J.-A. Wovitz, ancien maître ébéniste à Paris, exerçait la même profession rue du Faubourg Saint-Antoine en 1799 [12]. Il réussit mal dans ses affaires, et, lorsque sa femme mourut au mois de juillet 1805, il ne tenait plus d'atelier [13].

HENEAUX (I.-C.). — Plusieurs catalogues de vente ont signalé cette estampille sur des bois de sièges portant en réalité la marque de Jean Chêneaux.

1. *Alm. national*, an II, p. 344. — Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 3046.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, reg. 2579. Journal du march. Collignon, ans V et VI.
3. *Exposition de 1806. Catalogue des produits exposés*, p. 52. — *Rapport du Jury*.
4. Arch. nat. O². 623, p. 114.
5. Vente à Paris, juin 1914, n° 388 du catalogue.
6. Arch. nat. O¹. 3309 et 3310.
7. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 167. — *Journal de Paris*, 20 janv. 1783.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 1308. Journal du tap. Lelorin (1756). Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1746); — *Bilans*, cart. 20, bil. du march.-ébén. Genty, avril 1762.
10. Vente du comte H. de C..., Paris, 7 mai 1897, n° 86.
11. D[r] J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 11 et 113.
12. *Alm. du Commerce*, ans VIII et IX.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 72. Décès de Reine-Dorothée Wovis, femme Helt, 16 mess. an XIII. — Cf. *Bilans*, cart. 105, bil. du march. de bois Cuvyer, 5 mai 1806 (sous le nom de « Hel »).

HENNEBERT, marchand renommé du temps de Louis XV, faisait commerce d'ébénisteries et objets d'art à Paris, rue Saint-Honoré, sous l'enseigne du *Château royal de Madrid*[1]. Fournisseur du marquis de Menars en 1758[2], il reçut plus tard des commandes pour l'ameublement de Mme du Barry à Louveciennes[3].

HENNEQUIN, établi avant la Révolution, en vertu des franchises du faubourg Saint-Antoine, rue de Charonne, près de la cour Saint-Joseph, continuait de travailler à la même adresse sous le Directoire et le Consulat[4]. On le trouve cité à cette époque, dans les livres de plusieurs marchands de meubles, pour des fournitures de secrétaires, consoles et bois de lits en acajou[5].

HENRY (Jean), né en 1747, mort à Paris le 4 mai 1809[6], fut menuisier-ébéniste et marchand de bois exotiques rue de Charenton[7]. Il avait pris rang de maître le 5 octobre 1779[8].

HENRY (Jean-Baptiste), ébéniste parisien, fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 4 janvier 1777[9]; il demeurait rue Saint-Nicolas, où l'on perd sa trace moins de six ans plus tard[10]. La collection Dutuit au Petit-Palais renferme une commode marquée : **J. B. HENRY**. Ce meuble est orné de marqueteries assez frustes, dont le principal panneau représente des joueurs de quilles sur une place de village.

HENRY (Nicolas), reçu maître à Paris le 31 juillet 1773, tint boutique tour à tour rue de Vertbois et rue Tiquetonne[11]. En avril 1789, il inséra une annonce dans les *Petites-Affiches* pour vendre « un secrétaire d'un nouveau goût, plaqué d'un bois qui n'a pas encore paru et où se trouvent naturellement des figures et des animaux[12] ».

HEPPELWHITE (George)[13], ébéniste anglais dont le nom sert à désigner un des styles du mobilier de son pays, florissait vers le début du règne de George III. On prétend qu'il aurait été ouvrier à Lancastre, chez Robert Gillow, avant de partir pour Londres, où il installa ses ateliers et magasins à Cripplegate, sur la paroisse Saint-Gilles. Il mourut au mois de juin 1786 dans une situation aisée. Nous ne savons rien de ses travaux. Toute son illustration vient d'un recueil de gravures, — *The Cabinet Maker's and Upholster's Guide*, — que sa veuve Alice fit paraître en 1788, avec des concours anonymes, sous le nom collectif : « A Heppelwhite & Co ». Rien, du reste, n'empêche de croire que la majeure partie des spécimens d'ameublement présentés dans ce livre furent dessinés par George lui-même et peut-être réalisés de son

1. *Alm. Dauphin*, 1772-1777.
2. Bibl. Carnavalet. *Mss. Nouv. acq.* 94. Livre des dépenses du Mis de Menars, fol. 12, 17, etc.
3. Bibl. nat. *Mss. fr.* 8157-8160. *Comptes de Mme du Barry*.
4. *Ann., Aff. et Avis div.*, 1788, p. 1483 ; an XI, p. 263, etc.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2579. Journal du march. Collignon, p. 22 ; Reg. 2996. Journal du march. Trintzius, an X.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 322.
7. Arch. nat. Y. 14428, 14 fév. 1780.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9332.
10. Id. Y. 14112, 2 oct. 1782. Cet ébéniste ne figure pas sur le tableau de sa corporation publié à la fin de la même année.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782. — Arch. nat. Y. 14115, 9 mars 1785.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 28 avril 1789, p. 1256.
13. Bibliographie : John Aldam Heaton, *Furniture and Decoration during the XVIIIth cent.* London, 1889. — J. Munro-Bell. *Chippendale. Sheraton and Heppelwhite*, London, 1900. — R. S. Clouston. *English Furniture of the, XVIIIth cent.* — P. MacQuoid. *Hist. of English Furniture*. London, 1904, t. IV. — Constance Simon. *English Furniture designers*, 1907. — Cescinsky. *English Furniture of the XVIIIth cent.* — J.-G.-J. Penderel Brodhurst. *Heppelwhite* (*The Encyclopædia britannica*, 11th éd., t. XIII, p. 305-306) etc.

vivant. En tous cas, ces modèles méritaient la faveur qui les accueillit. Ils sont composés avec goût et ne manquent pas d'originalité. Moins directement inspirés de l'art gréco-romain que les savantes créations de l'architecte Robert Adam, ils procèdent d'une fantaisie plus libre, plus naïve, plus spontanée, qui les rattache davantage aux traditions nationales. Les exemples reproduits sur notre planche XXXI permettent d'apprécier leur fine et souple élégance.

HERICOURT (Antoine), notable fabricant et marchand de meubles à Paris, né entre 1730 et 1735, mort au début de 1792. Il gagna la maîtrise le 30 octobre 1773, devint député ou conseiller de sa corporation en 1782, adjoint aux syndics en 1786 et syndic l'année suivante [1]. Les magasins qu'il exploitait rue du Faubourg Saint-Honoré, vis-à-vis l'hôtel Montbazon, eurent une grande vogue. La baronne d'Oberkirch les visita lors de son second séjour à Paris en juin 1782 : « Après un repas conjugal, écrit-elle dans ses *Mémoires*, je me rendis chez un ébéniste appelé Ericourt (*sic*), qui faisait des meubles merveilleux. Il nous en montra de toutes les manières ; j'y passai plus de deux heures... » A diverses reprises ce maître fut chargé de fournir des tables à jeu pour les bals de la Cour et des meubles de fantaisie destinés aux présents du Roi [2]. Après sa mort, ses marchandises firent l'objet d'une vente aux enchères qui dura plusieurs jours [3]. On a relevé son estampille **A. HERICOURT** sur de très jolies pièces, telles qu'une paire d'encoignures en bois satiné que possédait feue Mme Casimir-Perier [4], et une petite console en laque de Chine ayant figuré dans l'ancienne collection du marquis de Biron [5] (pl. XXX).

Nicolas, frère du précédent, né en 1729 [6], mort le 16 avril 1790 [7], avait aussi pratiqué l'ébénisterie dans sa jeunesse, mais il abandonna ce métier de bonne heure pour s'adonner exclusivement au commerce des meubles. Cité comme fournisseur de la Couronne dès 1763 [8], Nicolas Héricourt compta parmi ses clients le prince de Condé [9], le duc d'Aumont [10] et l'archevêque de Tours [11]. Sa maison occupait de vastes locaux, en face de la Bastille, à l'entrée de la rue du Faubourg Saint-Antoine, du côté de la rue de Charenton sur laquelle les magasins avaient une seconde issue [12]. La veuve de ce marchand, Dorothée Kropper, conserva les mêmes établissements jusque sous le Directoire [13].

HERMESSENT. *Voy.* Harmesen.

HERMITE. *Voy.* Lhermite.

HERON. — Le catalogue d'une vente collective, qui eut lieu à la Galerie Georges-Petit le 13 mai 1922, signalait la marque **VEUVE HERON** sur un lit d'époque Louis XV, à deux dos-

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H2. 2118.
2. Arch. nat. O1. 3078-3079 ; O1. 3645-3646. Mémoires de Hauré. — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 1915.
4. Vente de Mme X..., 14 juin 1912, no 70 (reprod.).
5. Vente à Paris, 9 juin 1614.
6. Arch. nat. Y. 14090, 7-8 oct. 1763.
7. Id. Y. 14438. Scellés du 16 avril 1790.
8. Arch. nat. O1. 2869, fol. 33 vo.
9. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du Prince de Condé* (1755-1762) et *Reg. des ordonnances* (1770-1772). — Cf. G. Macon. *Les Arts dans la Maison de Condé*, Paris, 1913, p. 116.
10. Ch. Davillier. *Le Cabinet du duc d'Aumont*, Paris, 1870, p. 67 et suiv.
11. Arch. nat. Y. 14108. 13 juillet 1779. Ce prélat s'appelait Joachim-François-Mamert de Conzié.
12. *Tablettes de Renommée*, 1772-1777. — Arch. nat. Y. 14438. Scellés du 16 avril 1790.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 1131 ; 1792, p. 485 et 3766 ; an II, p. 7129 ; — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce* : Reg. 2579. Journal du march. Collignon, p. 22 (an VIII).

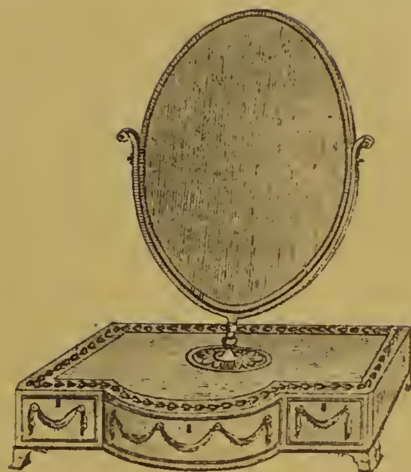


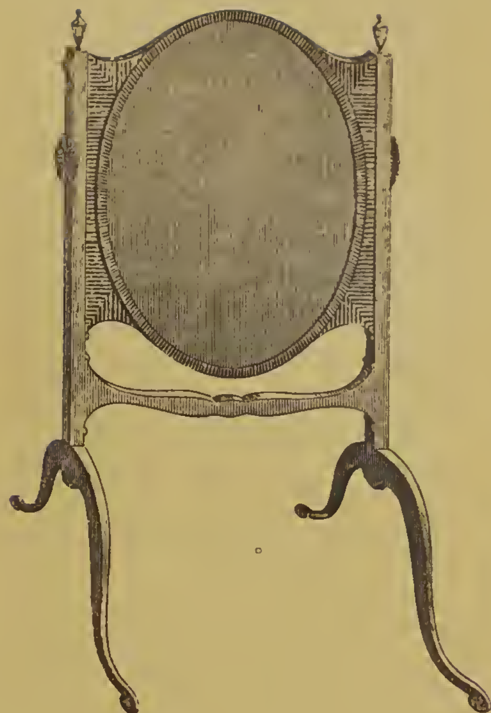
ANTOINE HÉRICOURT.
Petite console à portes, en laque noire de Chine.
(an. coll. du marquis de Biron).



JEAN-BAPTISTE HÉDOUIN.
Meuble d'entre-deux formant secrétaire, en marqueterie à fleurs et oiseaux.
(anc. coll. Doistau).









HEPPELWHITE.
Dessins de meubles,
d'après des planches du *Cabinet Maker's and Upholster's Guide* (1788).

siers renversés, en bois sculpté de fleurs et feuillages. On connaît un maître menuisier-ébéniste nommé Charles Héron, « du nombre des 6 créés par l'édit du mois de Juin 1725, à cause du mariage du Roy » ; il résidait en 1745 rue Culture-Sainte-Catherine [1].

HÉROUX, maître menuisier en meubles à Paris, exerçant vers la fin du règne de Louis XIV, fut un des premiers à produire en France des sièges cannés dont la mode venait d'Angleterre. Jaloux du succès obtenu par ces sortes d'ouvrages, les vanniers prétendirent s'en assurer le monopole et intentèrent en 1711 un procès à Héroux pour usurpation de leurs privilèges. Le lieutenant de police d'Argenson soutint dans cette affaire les droits des menuisiers [2] qui finirent, non sans peine, par obtenir gain de cause.

HERSTEL. *Voy.* Erstet.

HERTEL (Georges), reçu maître ébéniste à Paris le 5 mars 1779, travailla assez obscurément rue du Faubourg Saint-Antoine, puis rue des Tournelles, d'où son atelier ne disparut qu'en 1812 [3].

HERTIER (Jean-Baptiste-Nicolas) fut menuisier de la Chambre et des Menus-Plaisirs, aux appointements annuels de 300 livres, à partir de 1696 jusqu'en 1723, date de sa mort. Il était fils et petit-fils d'artisans qui avaient tenu le même emploi depuis le règne de Louis XIII [4]. Hertier faisait surtout des travaux de grosse menuiserie ; mais il eut aussi l'occasion de fournir pour le service de la Cour quelques meubles pliants ou démontables, comme des lits de veille à charnières et crochets, des échelles de bibliothèque en plusieurs parties, des tables brisées, et des chaises de garde-robe se ployant en cassettes [5].

HERVE (Francis), ébéniste et tapissier à Londres, établi Lower John street, Marylebone, vers 1790, produisait spécialement des sièges légers dénommés *cabriole-chairs* par allusion à nos petits fauteuils dits *cabriolets* [6].

HERVIEUX (Antoine-Marie), reçu maître-ébéniste à Paris le 7 octobre 1786, exerça rue de Lappe, puis rue Sainte-Marguerite, où il mourut le 30 juillet 1793 [7].

HEURTAUT (Nicolas), menuisier parisien, était fils d'un artisan du même métier et probablement neveu de son homonyme, le sculpteur Nicolas Heurtaut, membre de l'Académie de Saint-Luc. Né en 1720 [8], il gagna la maîtrise le 9 décembre 1755 [9] et s'installa rue de Bourbon-Villeneuve (aujourd'hui d'Aboukir), où il entreprit avec succès, pendant une vingtaine d'années, la fabrication des bois de lits et de sièges [10]. On en connaît d'excellents spécimens signés de sa marque **N. HEURTAUT** [11]. M. le duc de La Roche-Guyon possède, dans son château de famille,

1. Arch. nat. Y. 9324, 27 juil. 1740 ; Y. 10989, 6 oct. 1745.
2. De Boislisle et de Bretonne. *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances*, t. III, p. 378-379.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune, 1785. — *Alm. du Commerce*.
4. *Nouv. Arch. de l'Art français*, Paris, 1872, p. 89.
5. Arch. nat. O¹. 2830 à 2843, et notamment O¹. 2831, fol. 34 v° et 50 v° ; O¹. 2832, fol. 196, 198, 237, 241, etc.
6. *Universal British Directory*, London, 1790-1793.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1793, p. 3272.
8. Arch. nat. Y. 12058, 19-20 avril 1771.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 22. Bilan du tap. Hossard, 1764 ; — *Livres de Commerce*. Reg. 2929. Livre de J.-J. Moreau, men. et march. de bois, 1755, etc.
11. V. notam. vente G. Hœntschel, Paris, avril 1919, n° 306.

un très riche mobilier de bois doré que le maître exécuta pour cette demeure vers 1770. L'ensemble comprend deux canapés et douze fauteuils de formes singulières, à contours mouvementés et à décor classique, offrant sur tous leurs pourtours une rangée d'entrelacs interrompue par de larges rosaces en feuilles d'acanthe.

HILAIRE (Georges) exploita un atelier d'ébénisterie à Tours, après avoir passé maître dans cette ville en 1777 [1].

HINDERMAYER (Xavier), marqueteur d'origine allemande, domicilié en 1789 au faubourg Saint-Antoine, fut un des Vainqueurs de la Bastille [2]. On le retrouve ensuite rue Greneta où il semble avoir travaillé comme ouvrier chambrelan. Vers le début de l'année 1800, il eut un litige devant le tribunal de commerce avec le marchand Bellangé, pour lequel il venait de faire un meuble d'acajou inscrusté de figures en bois de couleur. Les ébénistes Riesener, Jacob et Molitor furent chargés d'expertiser cet ouvrage, dont ils fixèrent le prix à 2150 francs [3].

HIPP (Michel), habile menuisier en billards, né en 1745, mort à Paris le 3 août 1796 [4], résidait rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas, à l'*Etoile d'Or*. Il acquit la maîtrise le 15 octobre 1782 [5]; mais il avait auparavant exercé avec succès comme artisan libre, et, dès 1776, était devenu fournisseur du Garde-meuble pour les billards destinés aux maisons royales [6]. Hipp continua de recevoir des commandes de la Cour jusque sous la Révolution [7]. Sa dernière livraison fut celle d'un « billard d'enfant pour Mgr le Dauphin aux Thuileries », en juillet 1791.

HOBENNE. *Voy.* Œben.

HOFFENRICHLER (Jean), dit POTORANGE. *Voy.* ce nom.

HOFFMANN (Abraham), cité comme ébéniste dans *Le Livre des Collectionneurs* de A. Maze-Sencier et le *Dictionnaire de l'Ameublement* d'Henry Havard, était un menuisier de Paris, qui passa maître en 1776, puis habita tour à tour les rues Saint-Thomas et Saint-Jacques. Il ne fabriquait pas de meubles, mais produisait des ouvrages de menuiserie décorative, comme deux corps de bibliothèque qu'il exécuta en 1787 pour le service des Menus-Plaisirs [8]. Sous la Terreur, Hoffmann fit partie du jury de jugement des affaires criminelles [9].

HOFFMANN (Jean-Diebold), natif de Kleinmünchen (Haute-Autriche), se fit recevoir maître à Paris le 21 juin 1785; il s'installa ensuite dans le passage des Petits-Pères [10].

1. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 496.
2. Arch. nat. C. 35, 208¹. Pr.-verb. du 15 juin 1790 (sous le nom d' « Hendremier »); T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 374.
3. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 27, 23 pluviôse an VIII.
4. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 55. 16 thermidor an IV. Son fonds ne fut mis en vente que trois ans plus tard (*Annonces, Affiches et Avis divers*, 20 fructidor VII).
5. *Liste générale des Mes Men.-Eben. de Paris*, 1785-1789.
6. *Annonces, etc.*, 1779, p. 1668. — Arch. nat. O¹. 3537, 4.
7. Id. O¹. 3538; O¹. 3540, 3541; O¹. 3635 à 3654.
8. Arch. nat. O¹. 3080, n° 935.
9. *Alm. national*, an II, p. 344.
10. Arch. de l'Égl. luthérienne à Paris. *Registre des mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède de 1746 à 1806*, p. 81: Mariage de Johan-Diebold Hoffmann et de Maria-Dorothea Kammin, 13 nov. 1780. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.

HOLLANDE s'adonnait à l'ébénisterie et au commerce des bois exotiques rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 95, sous le Consulat et l'Empire[1]. En 1811 il fournit des tables de salle à manger au Garde-meuble de la Couronne[2].

HOLTHAUSEN (JEAN) prêta serment comme maître ébéniste à Paris le 17 août 1764[3]. Son atelier, situé rue Traversière, disparut avant 1782. On a relevé sa marque **J. HOLTHAUSEN** sur une petite table Louis XV en marqueterie, dans la collection Massey-Mainwaring à Londres[4].

HOSMER (JOSEPH), menuisier américain, demeurant à Boston vers le milieu du XVIIIe siècle, est l'auteur de deux chaises dissemblables recueillies par le musée de l'Antiquarian Society, à Concordia (États-Unis). Ces sièges rustiques, foncés en paille, témoignent d'une certaine recherche d'élégance dans la forme et l'ornementation de leurs dossiers à jour[5].

HOWELL (WILLIAM), ébéniste américain, travaillait à Boston, où il mourut en 1717. Il faisait des meubles dans le goût anglo-hollandais, en noyer incrusté d'ébène, avec des pilastres et des boutons de tirage en bois noir[6].

HUBERT (JEAN), natif de Lyon, était maître ébéniste à Grenoble en 1704[7].

HUE (PHILIPPE), menuisier à Caen, devint syndic de la communauté de cette ville en 1789. Établi rue de la Poste, il était connu comme fabricant d'armoires normandes[8].

HÜFF (JEAN-GEORGES), né à Harweiler (Palatinat) en 1753, vint travailler à Paris, où il épousa le 2 décembre 1782, dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, une jeune fille de Strasbourg, Anne-Barbe Lutz, qui appartenait comme lui à l'Église luthérienne[9]. Hüff était ouvrier chez Ferdinand Bury[10] lorsqu'il prit part au siège de la Bastille[11]. Incorporé ensuite dans la 35e division de gendarmerie, il fut blessé et fait prisonnier au combat de Vihiers en Vendée, le 18 juillet 1793. Il entra plus tard dans une compagnie de vétérans[12].

HUFFELÉ (LAMBERT), après avoir collaboré aux travaux d'André-Charles Boulle *de Sève*[13], fils du célèbre ébéniste de Louis XIV, s'établit à son compte rue du Faubourg Saint-Antoine. Il mourut le 13 juin 1766[14].

HULSTEN (JONAS)[15], ébéniste suédois, reçu maître à Stockholm en 1773, fut un des fournisseurs du roi Gustave III. Il a laissé dans son pays d'assez nombreux ouvrages qui portent

1. *Alm. du Commerce.* — Arch. de la Seine. Consulat. *Bilans*, cart. 101, faillite du march. Guichemère, an XIV. *Livres de Commerce*. Reg. 5692. Journal du même. *Rapports*, cart. 37, 8 juillet 1808, etc.
2. Arch. nat. O². 513.
3. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
4. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
5. Esther Singleton. *The Furniture of our Fore-Fathers*, London, 1902, t. II, p. 392.
6. Id. *Ibid.*, t. II, p. 390-392.
7. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 176.
8. Arch. dép. du Calvados. E. 6e liasse, et *Reg. des Maîtres Menuisiers, Tourneurs et Corps réunis de Caen* (1783-1789).
9. Arch. de l'Église luthérienne à Paris. *Reg. des mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède*, p. 92-93.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, faillite de l'ébén. Bury, oct. 1789.
11. Arch. nat. C. 35, 208¹. Pr.-verb. du 11 avril 1790; — T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 433 (sous le nom de « Georges Houff »).
12. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 104.
13. *Nouv. Arch. de l'Art français*, Paris, 1884-1886, t. II, p. 83.
14. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1766, p. 496 (sous le nom d' « Ephlé »).
15. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*. Stockholm, 1901, p. 13, 53, 54, 107, 117 et pl. 44.

tantôt une signature manuscrite, tantôt l'estampille **Hulsten** imprimée en caractères imitant l'écriture. Une de ses meilleures productions se trouve au Musée historique de Stockholm. C'est un grand bureau rectangulaire sur des pieds en gaîne, décoré de marqueteries représentant des guirlandes de laurier et des nœuds de rubans. Ce meuble porte un cartonnier mobile, de forme contournée, revêtu de mosaïques à quadrillages. Les deux pièces peuvent rivaliser avec les plus charmantes ébénisteries parisiennes pour l'élégance du dessin et la finesse du travail.

HUREY (François-Charles)[1], né à Paris en 1737, se fit soldat dès l'âge de treize ans et servit aux régiments de Vaubécourt et d'Aunis. Légèrement blessé pendant la campagne de Hanovre, il quitta l'armée en 1765 pour devenir ébéniste au faubourg Saint-Antoine. L'insurrection du 14 juillet réveilla ses instincts guerriers. Vainqueur de la Bastille, Hurey entra dans la Garde nationale, passa sous-officier à la 35e division de gendarmerie, puis lieutenant dans ce corps, et fut blessé par les Vendéens au combat de Vihiers (Maine-et-Loire). Il prit sous l'Empire sa retraite à Saumur.

Pierre[2], fils du précédent, né à Paris en 1769, était aussi compagnon ébéniste lorsqu'il participa au siège de la Bastille. Ayant suivi son père en Vendée comme brigadier de gendarmerie, il fut grièvement blessé près de lui dans l'affaire de Vihiers, et succomba peu après à l'hôpital de Chinon, le 31 juillet 1793.



IGOU (Balthazar-André), maître ébéniste à Paris au début du règne de Louis XV, était frère d'Antoine Igou, « vernisseur en façon de la Chine », qui exécuta des ouvrages de peinture et de dorure pour le Roi. Il mourut avant 1737[3], laissant trois fils. L'aîné, Guillaume, également maître ébéniste, exerça rue de la Roquette et se qualifiait en 1753 bourgeois de Paris[4]. Le second, André, peintre-vernisseur comme son oncle, devint membre de l'Académie de Saint-Luc[5]. Le dernier, Étienne, après avoir pratiqué l'ébénisterie, fit commerce de meubles rue du Faubourg Saint-Antoine, *Au Cabinet d'Auphin*, où sa veuve, Marie-Catherine Héricourt, lui succéda en 1749[6].

INCE (William), connu surtout comme dessinateur de meubles[7], était ébéniste, tapissier et miroitier à Londres. Depuis 1754, il exploitait, avec son confrère John Mayhew, d'importants

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 109. — Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 24.
2. Id. *Ibid.*, p. 110, et Arch. nat., *loc. cit.*, n° 304.
3. Arch. nat. Y. 12139, 5 avril 1737.
4. Id. Y. 10990, 7 juillet 1746 ; Y. 10992, 8 mars et 21 oct. 1749 ; Y. 10995, 16 juin 1753.
5. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 254.
6. Arch. nat. Y. 12139, 5 avril 1737 ; Y. 10992, 21 oct. et 24 déc. 1749 ; Y. 15054, 12 mars 1750.
7. On trouvera des commentaires sur l'œuvre gravée de W. Ince dans les nombreuses publications consacrées à l'histoire du mobilier anglais, et spécialement dans le livre de K. Warren Clouston, *The Chippendale period in English Furniture*, London, 1897, p. 77 et suivantes.



GOTTLIEB IVERSSON.
Secrétaire en acajou, exécuté en 1797 pour Gustave IV de Suède.
(Château royal de Gripsholm).

ateliers et magasins situés au cœur de la ville, dans Broad street, près de Carnaby-market. En 1762, voulant tenter un moyen de réclame qui avait déjà réussi à plusieurs maisons concurrentes, Ince et Mayhew firent paraître un recueil de modèles dédié au duc de Marlborough; ils y présentaient de nombreuses planches gravées d'après leurs dessins, avec des notices explicatives qu'ils avaient rédigées en deux langues, — en anglais et en français, — dans l'espoir, sans doute, de répandre leur livre à l'étranger. Cette supposition se confirme par le titre emphatique de l'ouvrage, *The Universal System of Household Furniture...*, titre que les auteurs ont traduit en ces termes : « *Le Système universel de Garniture de maison, contenant plus de trois cens Desseins du Goût le plus élégant, tant pour tout l'Utilité que pour l'Ornement, compilé pour l'assistance des Messieurs dans leur choix et des Ouvriers dans l'exécution des Meubles.* »

Les meilleures compositions de cet album portent la signature de W. Ince. Elles rappellent beaucoup les créations contemporaines de Chippendale dans un style moins nerveux, mais parfois plus délicat. La fantaisie un peu maniérée de l'artiste se prêtait surtout à l'invention des vitrines, des coiffeuses, des bureaux de dame et des guéridons pour servir le thé. Plusieurs de ses modèles eurent une vogue durable, entre autres une table vaguement inspirée de l'art gothique et dont les pieds simulaient des faisceaux de colonnettes : ce type de meuble continuait d'être en faveur vingt-cinq ans plus tard, comme le prouve un catalogue édité alors par la Société des ébénistes de Londres [1].

On ne peut dire jusqu'à quelle date se prolongea la période d'activité de William Ince. Nous savons seulement que ses magasins existaient encore, sous la même raison sociale, au début du dix-neuvième siècle [2].

INFROIT (ÉTIENNE-LOUIS), menuisier-sculpteur, né en 1720, mort à Paris le 29 juillet 1794 [3]. S'étant voué d'abord à la sculpture décorative, il devint membre de l'Académie de Saint-Luc le 14 août 1759 [4]. Il se fit alors connaître comme fabricant de cadres. Probablement à la suite de démêlés avec la corporation des menuisiers-ébénistes parce qu'il faisait lui-même les bâtis de ses ouvrages, Infroit sollicita sa réception dans cette communauté; qui lui conféra des lettres de maîtrise le 12 octobre 1768 [5]. Il résidait cour Saint-Joseph, rue de Charonne. Ses fils, Claude et Louis-Claude, dont l'un était menuisier et l'autre doreur, paraissent tous deux avoir collaboré à ses travaux. Après 1789 [6], il se retira rue Amelot où il termina ses jours. — On a relevé sa marque **E. L. INFROIT** sur quelques jolis cadres, en bois sculpté et doré, à décor d'ornements classiques.

IVERSSON (GOTTLIEB IVERSON ou), habile ébéniste suédois [7], né vraisemblablement vers 1750, mort en 1813. On le suppose fils d'Olof Iverson, qui fut doyen ou syndic de la corpora-

1. *The Cabinet-maker's Book of prices*, London, 1788.
2. *Universal British Directory*, London, 1803. — Th. Sheraton. *The Cabinet-maker's Encyclopædia*, London, 1804. List of subscribers.
3. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 51, 11 thermidor an III.
4. Stan. Lami. *Dictionnaire des Sculpteurs de l'École française au XVIIIe siècle*, Paris, 1910, t. II, art. « Infrois ».
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76. Bil. du march. de vin Lenfant, 23 juin 1789 (sous le nom d' « Enfroy »).
7. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 13, 53, 54, 107, 117; pl. 45 et 46.

tion des menuisiers de Malmœ. Le 21 mai 1778, il acquit la maîtrise à Stockholm, ayant présenté pour chef-d'œuvre un secrétaire dédié au roi Gustave III. Sous le règne de ce prince, Iversson rivalisa de réputation avec son confrère Haupt. Il imitait, lui aussi, notre style Louis XVI, produisant de beaux meubles en mosaïque de bois précieux ou en marqueterie nuancée à dessins d'attributs et de figures. Nommé ébéniste de la Cour en 1790, le maître conserva ce titre après l'avènement de Gustave IV, pour lequel il entreprit des travaux considérables dans les dernières années du siècle. A cette époque, la Révolution ayant discrédité nos modes, il s'inspira parfois du goût anglais, mais subit surtout l'influence allemande de David Rœntgen, comme le montre un curieux bureau en acajou, aux formes massives et architecturales que représente notre planche XXXII.

Les palais de Suède et de Norvège conservent les œuvres capitales de l'artiste [1]. Dans le nombre figure son morceau de réception, un secrétaire en marqueterie aux armes royales, rappelant le célèbre cabinet minéralogique de Georges Haupt, dont nous avons donné plus haut la reproduction. Le musée du Nord à Stockholm possède un bureau de dame exécuté par Iversson en 1792. Citons encore de lui une console en bois de rose que possède le marquis Lagergren, un secrétaire orné du blason de la famille Wrangel qui se trouve chez le comte C.-G. Sparre, et une table sculptée appartenant au baron Rålamb. Les ouvrages de cet ébéniste sont souvent signés et datés par une inscription manuscrite; d'autres portent une étiquette gravée, où se lisent son nom et son titre : *GOTTLIEB IVERSSON Kongl: Slottssnickare och Schatullmakare i Stockholm.*



JABODOT (CLAUDE), après avoir travaillé chez les ébénistes Claude Revault et Mathieu Criard [2], s'établit rue du Faubourg Saint-Antoine, probablement dans les derniers mois de 1757. L'année suivante, on le trouve cité sur les états de payements des Menus-Plaisirs pour la fourniture d'une cassette en marqueterie à fleurs destinée au jeune duc de Bourgogne [3].

JACKSON (JOSEPH) exploita une fabrique et un magasin d'ébénisterie à Londres, Bull-head court, Jewin street, depuis 1754 jusque vers 1793. Sa maison fut réunie ensuite à celle de son confrère Graham [4].

JACOB (les), célèbres artistes industriels qui, durant près d'un siècle, s'illustrèrent dans la fabrication des meubles [5].

1. Dr J. Böttiger. *Konstsamlingarna å de Svenska Kungliga Slotten*, Stockholm, 1897, pl. 24, 73, 74, 170, 171.
2. Arch. nat. Y. 14084. Scellés après décès de l'ébén. Revault, 16 oct. 1757.
3. Id. O[1]. 2866, fol. 63 v°. — O[1]. 3002.
4. Th. Chippendale. *The Cabinet-maker's Director*, London, 1754. List of subscribers. — *Kents Directory*, 1754 et suiv. — *Universal British Directory*, 1793.
5. BIBLIOGRAPHIE : P. Lafond. *Une famille d'ébénistes français : Les Jacob* (dans le *Bulletin de la Société des Beaux-Arts des Dép.*, 1894, p. 1331 et suiv.). — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 293 à 296 et 302 à 309. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie.

Le premier d'entre eux fut GEORGES JACOB, né au village de Cherny en Bourgogne, le 6 juillet 1739; mort à Paris, le 5 juillet 1814. Vers l'âge de seize ans, il vint dans la capitale apprendre le métier de menuisier-ébéniste et s'initier à la sculpture décorative. On a des raisons de croire qu'il fit un stage, comme compagnon, dans l'atelier de Louis Delanois, sous l'influence duquel se seraient développés la finesse de son goût et son génie créateur. Le 4 septembre 1765, Jacob gagna la maîtrise, ayant présenté pour chef-d'œuvre un petit modèle de fauteuil que possèdent encore ses descendants. Il débuta ensuite rue de Cléry, vis-à-vis la rue Saint-Philippe, avant de s'installer dans un vaste immeuble de la rue Meslay, où ses établissements devaient s'étendre à mesure que grandissait leur renom. Dès 1773, il reçut des commandes du Garde-meuble royal [1], qui l'employa dans la suite à des travaux de diverses sortes : on le chargea notamment de restaurer des meubles de Boulle, et l'une des pièces de la série des médailliers de Louis XIV exposés au Louvre présente son estampille. Toutefois les goûts de ce maître le portaient de préférence vers la menuiserie d'art. Georges Jacob consacra le meilleur de son talent à produire des bois de sièges et de lits, des écrans, des consoles, des torchères, dont il composait les dessins et entreprenait lui-même les sculptures. Dans cette spécialité il surpassa tous ses rivaux par la perfection de sa technique, et plus encore par la brillante fantaisie qui lui faisait donner aux œuvres les plus modestes un cachet particulier de noblesse et de grâce. Nul ne réagit davantage contre les routines du métier, trouvant toujours des formes nouvelles de la plus harmonieuse élégance. On peut lui attribuer l'invention des châssis circulaires, des accotoirs rampants et des pieds en console qui caractérisent beaucoup de ses ouvrages. Il s'inspira souvent des modèles anglais ; l'un des premiers en France, il façonna des dossiers en lyre ou en gerbe, et fut aussi l'un des premiers à fabriquer des sièges d'acajou. La hardiesse de ses créations lui mérita la faveur de Marie-Antoinette, qui aimait les nouveautés singulières. Jacob exécuta pour cette princesse une quantité d'ouvrages dans le goût allégorique du temps. Les plus extraordinaires furent ceux destinés au boudoir de la Reine à Versailles et dont la décoration comportait des torches et des carquois, attributs de l'Amour, des sphinx, images du Mystère, des épagneuls, symboles de la Fidélité, des motifs à têtes de coqs et à têtes d'aigles, emblèmes de la France et de l'Autriche. Plusieurs pièces dépendant de cet ensemble se trouvent dans les collections du Kunstgewerbe-Museum à Berlin [2]. Le musée des Arts décoratifs de Paris possède d'autres très beaux sièges, avec les pieds en carquois, les accoudoirs ornés de cornes d'abondance et les dossiers surmontés de l'aigle autrichien dans une couronne de roses. Ces meubles faisaient partie d'une suite de cinquante-six sièges que l'artiste créa pour le salon des jeux de la Reine, au château de Saint-Cloud [3]. Il fournissait également la comtesse de Provence, qui lui demanda, entre autres morceaux, des pièces à « pommes chinoises » [4].

Les Artistes décorateurs du Bois, t. I, p. 255 à 260, et t. II, p. 244. — Ern. Dumonthier. *Les Sièges de Georges Jacob*, Paris, 1921 ; Id. *Les Sièges de Jacob frères*, Paris, 1922 ; — et surtout l'importante étude de M. Hector Lefuel sur *Georges Jacob* (act. sous presse). M. Lefuel a bien voulu, avant la publication de son ouvrage, me communiquer quelques renseignements inédits pour la présente notice ; je lui en exprime encore ma bien vive reconnaissance.

1. Id. O[1]. 3537. — V. aussi O[1]. 3541, 3543, 3641, 3646, etc.
2. Cf. Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1905, p. 105 et 106, fig. 57 à 59.
3. Arch. nat. O[1]. 3646 (1er sem. 1786).
4. Id. R[5]. 322.

Le comte d'Artois le chargea de remeubler le palais du Temple, les châteaux de Saint-Germain et de Maisons, puis le fit concourir à l'installation de Bagatelle avec le sculpteur Rode et le doreur Ramier [1]. Le prince de Condé l'employa aux embellissements du Palais-Bourbon, de Chantilly, de Vilgénis, et commanda chez ce fameux fabricant les meubles destinés à l'hôtel de sa fille, la princesse Louise, rue Monsieur [2]. Georges Jacob avait encore pour clients le duc de Chartres [3], le prince de Conti [4], une foule de grands seigneurs, parmi lesquels les ducs de Liancourt et de La Rochefoucauld d'Enville [5], et des étrangers de marque comme la princesse Kinsky [6]. Il eut même l'occasion de fournir des sièges pour le mobilier royal de Suède [7]. Nommé en 1780 député ou conseiller de sa communauté [8], ce maître fut élu syndic-adjoint en 1788 et aurait dû passer syndic l'année suivante si, avant l'époque prévue pour le renouvellement du bureau, la Révolution n'eût désorganisé les corps de métiers qu'elle visait à détruire.

Jacob venait alors de grandir sa renommée par une œuvre qui prouvait, mieux qu'aucune autre, son habileté professionnelle et la souplesse de son talent. Depuis quelques années, les idées politiques répandues dans la société française avaient suscité un fol engouement pour tout ce qui évoquait le souvenir des Grecs et des Romains. Un de leurs plus fervents admirateurs, le peintre Louis David, voulut posséder un mobilier exactement copié sur l'antique. Il en composa les modèles d'après les décorations des poteries toscanes et chargea Georges Jacob de réaliser son projet en utilisant des bois d'acajou sombres, qui devaient imiter la patine du bronze. L'adresse avec laquelle l'ébéniste sut traduire les idées du dessinateur contribua dans une large mesure au succès de ce genre nouveau, d'où allait naître le style Empire. On s'enthousiasma pour les meubles étrusques, et David, qui s'était lié d'amitié avec son collaborateur, continua de lui fournir des esquisses de lits et de sièges dans le même goût archaïque. Plus tard, quand son exaltation républicaine l'eut porté au pinacle, il usa de son influence pour faire meubler par Jacob la nouvelle salle des séances de la Convention dans le palais des Tuileries. Il inventa lui-même une chaise curule drapée de pourpre, qui devait servir de siège présidentiel. Les stalles des sept cent soixante députés, les banquettes du public, les bureaux des secrétaires et la grande tribune soutenue par deux griffons furent dessinés par les architectes Percier et Fontaine, alors jeunes débutants qui arrivaient de Rome. Quelques mois suffirent à Georges Jacob pour mener à bien cette immense entreprise.

Peu après, en pleine Terreur, Simon Julien peignit de lui un portrait qui se trouve encore dans sa famille. Le maître y apparaît sous les traits d'un solide Bourguignon, dont l'âge n'avait pas affaibli la vigueur, ni la fortune gâté la bonhomie. Son costume tricolore, — habit

1. Arch. nat. R[1]. 313 à 335.

2. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des ordonnances des trav. du Palais Bourbon* (1785-1786) ; — *Reg. des ordonnances* (Chantilly, etc.), 1783-1788.

3. Arch. nat. F[17]. 1263. Rapport des commissaires Boizot, Lemonnier et Desmarets sur les œuvres d'art et objets précieux trouvés dans la Maison-Égalité (ci-dev. Palais-Royal), 22-24 frimaire an II).

4. *Annonces, Affiches et Avis divers.* Vente du cabinet du prince de Conty, an VI, p. 1685.

5. *Ibid.* Vente de l'hôtel de La Rochefoucauld, faub. [Saint-] Germain, an V, p. 4249. D'autres ouvrages exécutés par Jacob pour le château de La Roche-Guyon font encore partie de l'ameublement de cette demeure.

6. *Catalogue de la vente du mobilier du chât. des Granges*, Paris, 2 juillet 1920, n° 103.

7. Des pièces signées de son estampille sont conservées, depuis le règne de Gustave III, dans le pavillon de chasse du château de Drottningholm.

8. Arch. nat. H[2]. 2118.

1 2 3





4 5 6







GEORGES JACOB.
1. Chaise en acajou avec dossier à palmette (*coll. de l'auteur*).
2. Fauteuil en bois peint, à dossier lobé et pieds en consoles (*anc. coll. Allard de Meeus*).
3. Chaise en acajou faite pour le pavillon chinois de la princesse Kinsky (*anc. mobilier du château des Granges*).
4. Fauteuil à décor symbolique, provenant du boudoir de Marie-Antoinette à Versailles (*Kunstgewerbe Museum à Berlin*).
5. Fauteuil à têtes d'aigles provenant de la Reine (*coll. de Mme Henri Schneider*).
6. Fauteuil provenant du mobilier de la Reine à Saint-Cloud (*Musée des Arts décoratifs*)

1



2





GEORGES JACOB

1. Secrétaire en acajou et citronnier, exécuté vers 1795 pour Cambacérès *(appartenant à Mme P. de Monicault)*.

2. Console en bois sculpté et doré, provenant de l'ancien mobilier royal *(Musée du Louvre)*.

bleu, gilet rouge et large cravate blanche, — affiche un civisme que lui dictait la prudence. Car ses biens suffisaient à le rendre suspect. Plusieurs fois des envieux le dénoncèrent au Comité du Salut public ; mais, protégé par David qui siégeait dans ce terrible Conseil, il ne fut ni arrêté, ni emprisonné comme le voulait une tradition aujourd'hui reconnue inexacte. Après le 9 Thermidor, il se remit avec ardeur au travail. Depuis le début de la Révolution, il avait étendu le champ de son activité : au lieu de se vouer presque uniquement à la menuiserie en sièges, il fabriquait toutes sortes d'ébénisteries en acajou, en érable, en citronnier, avec des incrustations d'ébène et d'amarante. On connaît quelques meubles de ce genre exécutés sous sa conduite au temps du Directoire. Ce ne sont pas les ouvrages qui lui font le moins d'honneur par leur composition originale et la délicatesse de leur facture. Au printemps de 1796, Georges Jacob transmit à ses fils la direction de la maison ; toutefois les circonstances le décidèrent à y rentrer bientôt comme administrateur et conseiller artistique. Il ne devait s'éteindre qu'après le retour des Bourbons, le dernier jour de sa soixante-quinzième année.

La production de ce maître dépasse en abondance celle d'aucun de ses contemporains. Il a laissé d'innombrables pièces marquées de son poinçon : **G. JACOB.** Les quelques spécimens reproduits dans ce livre donnent un aperçu de leur mérite et de leur diversité. Sur la planche XXXIII sont groupés des sièges créés par lui à diverses époques. La planche suivante montre deux de ses chefs-d'œuvre comme sculpteur et comme ébéniste : une merveilleuse console en bois doré qui provient de l'ameublement des Tuileries sous Louis XVI, et un secrétaire de style antique signé par l'artiste au terme de sa carrière. Ce dernier ouvrage, fait en 1795 pour Cambacérès, le futur archichancelier de l'Empire, appartient aujourd'hui à Mme Pierre de Monicault.

Les traditions de Georges Jacob furent continuées par ses fils Georges et François-Honoré unis sous la raison sociale de « Jacob frères ». Tous deux étaient nés à Paris, le premier à la date du 26 mai 1768, l'autre le 6 février 1770. Dans l'entreprise qu'ils dirigèrent ensemble jusque vers la fin du Consulat, l'aîné s'occupa de l'administration commerciale et le second de la partie technique. Celui-ci se faisait appeler *Jacob-Desmalter*, du nom d'une propriété que son père possédait en Bourgogne. Amoureux de son métier, très intelligent, très doué pour les arts, il allait acquérir parmi les hommes de sa génération une renommée comparable à celle de Boulle au dix-septième siècle et de Riesener au dix-huitième. La chance le servit dès le début. Le général Bonaparte, en revenant d'Italie, commanda aux frères Jacob, pour sa chambre à coucher rue Chantereine, un curieux mobilier militaire dont le lit simulait une tente et les sièges des tambours. Ces pièces historiques, données au général Lefèvre-Desnouettes, ont passé par héritage au comte d'Harambure, qui les conserve dans son château de Boran (Oise). Plus tard le Premier Consul fit appel aux mêmes ébénistes pour remeubler les anciennes résidences royales dévastées par la Révolution. Après avoir produit jusqu'alors des ouvrages d'un goût très sobre, qui valaient surtout par le caractère et la pureté du style, les Jacob commencèrent à fabriquer des morceaux plus richement ornés de sculptures et de bronzes. Parfois ils les relevèrent aussi avec des incrustations en bois de couleur et de bas-reliefs de porcelaine imitant les biscuits de Wedgwood. Une médaille d'or leur fut décernée à l'Exposition de l'an IX,

où ils avaient présenté notamment deux commodes garnies de camées[1]. Ils se surpassèrent au concours de l'année suivante[2]. Leur envoi comprenait entre autres morceaux, plusieurs trépieds en brûle-parfums et une somptueuse console de bois sculpté et doré, couverte d'une mosaïque italienne. — Ces industriels employaient la marque **JACOB FRERES RUE MESLEE** qu'ils imprimaient sur deux lignes, en lettres hautes et grêles. M. Ernest Dumonthier, administrateur du Garde-meuble, a publié un album dans lequel sont reproduits plus de quarante sièges du Mobilier national qui portent cette empreinte. On la rencontre également sur beaucoup d'ébénisteries faisant partie des collections de l'État. Notre planche XXXV montre l'une des plus remarquables. C'est un bureau construit pour le Premier Consul dans la forme d'un arc de triomphe; il figure parmi les souvenirs de Joséphine au château de la Malmaison.

L'aîné des frères Jacob mourut prématurément le 30 vendémiaire an XII (23 octobre 1803) et François-Honoré forma une nouvelle association avec son père, sous le nom de « Jacob Desmalter et Cie ». Depuis lors ses œuvres portèrent l'inscription **JACOB. D. R. MESLEE** disposée comme la précédente sur deux lignes, en caractères analogues. Quand il fut nommé ébéniste de l'Empereur, sa fabrique avait pris un développement prodigieux. On y comptait non moins de quinze ateliers, dont sept de menuiserie, d'ébénisterie et de tournage, trois pour la sculpture, la peinture et la dorure sur bois, trois autres pour le travail des bronzes, un pour la tapisserie et le dernier pour la serrurerie mécanique. De cette puissante manufacture, — qui occupa jusqu'à huit cents ouvriers — allaient sortir une multitude de meubles et de sièges destinés à tous les palais que Napoléon faisait restaurer dans ses vastes États. Le trône impérial de Fontainebleau, l'armoire à bijoux de Marie-Louise, les buffets en ébène de Versailles et les vitrines en acajou du cabinet des Antiques à la Bibliothèque nationale donnent une idée de ce mobilier grandiose que Jacob exécuta principalement d'après les dessins de Percier et Fontaine, avec le concours des ciseleurs Thomire et Ravrio. Il fournissait en outre les cours de Hollande et de Westphalie, le roi Charles IV d'Espagne et le tsar Alexandre.

Vers la fin de l'Empire, la maison faillit disparaître, ruinée par la crise qui paralysait alors toute l'industrie nationale; mais elle se releva rapidement sous le règne de Louis XVIII. A cette époque Jacob remeubla le palais de l'Elysée pour le duc de Berry et fut chargé d'importants travaux par l'empereur du Brésil. Le 1er janvier 1825, il renonça aux affaires et vécut ensuite dans la retraite jusqu'au 15 août 1841.

Il eut pour successeur son fils Georges-Alphonse Jacob-Desmalter (1799 † 1870), qui continua de travailler pour la Couronne pendant la seconde période de la Restauration et sous la monarchie de Juillet. Les productions de cet ébéniste présentent différentes estampilles. La plus commune est la marque **·IACOB**, frappée avec l'ancien poinçon de son aïeul, dont il avait fait disparaître l'initiale du prénom. Adroit dessinateur, élève de Percier et de Guérin,

1. *Seconde Exposition publique des produits de l'Industrie française, an IX, Catalogue*, p. 14; — *Procès-verbal des opérations du Jury*, p. 14-15.

2. *Troisième Exposition... an X.* — *Catalogue*, p. 13. — *Procès-verbal des opérations du Jury*, p. 66.

Alphonse Jacob créa quelques ouvrages d'une composition très recherchée ; malheureusement les goûts de son époque et les principes d'économie qui prévalaient alors le forcèrent à déchoir dans la pratique industrielle. En 1847, découragé de ne pouvoir mieux réagir contre la décadence de son art, il céda ses établissements à son confrère J. Jeanselme, pour consacrer le reste de sa vie à l'architecture et au dessin.

JACOB (Henri), habile menuisier-ébéniste de Paris, n'avait aucune parenté avec les précédents [1] ; mais comme la similitude de nom lui faisait une réclame profitable, il chercha par tous les moyens à créer une confusion entre sa maison et celle de ses homonymes. Dès qu'il eut passé maître, le 29 septembre 1779 [2], — quatorze ans après Georges Jacob, — il leva boutique dans le voisinage de ce dernier, rue de Bourbon-Villeneuve (actuellement d'Aboukir), et se mit à plagier les modèles de son fameux confrère. Il y réussit avec une telle virtuosité qu'il mérita lui-même une brillante réputation et obtint aussi des commandes de la Cour. Parmi les pièces qu'il livra pour le service de la Reine, figuraient des sièges de bois doré avec des montants en carquois, des meubles de salon « en acajou de la plus belle qualité », des *voyeuses pour femmes* dans le dossier desquelles se découpait un trophée d'amour [3]. Après 1789, il transporta son établissement rue de l'Échiquier, n° 10 [4]. Continuant d'imiter l'autre Jacob, il venait alors de renouveler sa manière et s'appliquait à l'ébénisterie. Il ouvrit peu après une succursale pour la vente de ses marchandises sur le boulevard Bonne-Nouvelle, au coin de la rue Saint-Etienne. On trouvait dans ce magasin, d'après les annonces du temps, « quantité de meubles de beau genre et de bon goût, en bois d'acajou de choix », tels que des bureaux à cylindre surmontés d'une bibliothèque, des secrétaires en *bonheur-du-jour*, des consoles avec fonds de glace, des tables à thé, des chaises et fauteuils garnis de crin [5]... Sa maison disparut au début de l'Empire [6].

Ce maître a laissé sa marque **H. JACOB** sur des morceaux d'une excellente facture, qui pastichent presque toujours les créations de Georges Jacob. Le palais de Fontainebleau conserve une de ses meilleures œuvres : un très beau lit en bois doré, de la fin du règne de Louis XVI, offrant au chevet des guirlandes de pavots et aux angles des faisceaux de licteurs [7]. Un prie-Dieu qui porte son estampille fait partie des collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Edouard André. On peut voir différents sièges signés de lui aux Archives nationales et dans le musée des Arts décoratifs de Strasbourg. Celui de Berlin a recueilli du même auteur un curieux tabouret de pied, dont le dessus amovible recouvre une glace. Notre planche XXXV reproduit ce précieux spécimen d'un genre de petit meuble connu sous le nom de *tabouret indiscret*.

JACOT (Antoine-Pierre), ébéniste parisien, exerçait depuis une vingtaine d'années comme

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 16 germinal an VIII, p. 3130.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
3. Arch. nat. K. 505.
4. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 80, bil. du tap. Destors, 1791.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VIII, p. 2725, 2742, 2743.
6. *Journal de Paris*, an XIV, p. 2797.
7. Ce meuble se trouve dans le « Salon des Officiers », dépendant des appartements du Pape. Sa marque a été découverte par M. Lefuel.

artisan libre dans le faubourg Saint-Antoine[1], quand il obtint des lettres de maîtrise le 23 juillet 1766[2] en vertu d'une autorisation spéciale du Roi, car il était calviniste, et les statuts en vigueur ne permettaient de recevoir que les catholiques. On le retrouve en 1772 au marché d'Aguesseau[3] (qui est devenu la rue Montalivet), puis rue de la Madeleine (actuellement de Boissy-d'Anglas), d'où il disparut peu avant la Révolution. Ses ouvrages, d'une fabrication soignée, portent la marque : **A. P. JACOT**. Mme la comtesse Henri de Gontaut-Biron possède de lui une gracieuse table chiffonnière, en mosaïques à quadrillages verts encadrant des rosettes. Cet ouvrage, qui date de la fin du règne de Louis XV, provient de l'ancien ameublement du baron Ogier d'Ivry au château d'Hénonville. Dans une vente anonyme faite à l'hôtel Drouot le 30 mai 1922, figurait tout un mobilier de chambre exécuté chez ce fabricant à une époque plus tardive. L'ensemble comprenait une commode, un secrétaire, une table de nuit, une coiffeuse et deux encoignures, de même style et décor, en bois de placage à filets de couleur et canaux simulés.

Isaac, fils aîné du précédent, devint maître menuisier-ébéniste à Paris le 7 octobre 1786 et s'installa aussi dans le quartier de la Ville-l'Evêque, à l'entrée du faubourg Saint-Honoré[4]. Quelques mois plus tard, il déposa son bilan, qui citait parmi ses clients MM. de Girardin, de Pommery, de Vassé, de Martinville, et, parmi ses fournisseurs, l'habile bronzier Ravrio[5]. Ayant rétabli ses affaires, il prit un autre atelier rue Basse-du-Rempart[6]. Le 26 vendémiaire an III, cet artisan devint membre de la Commission de police de la Commune de Paris au traitement de 4.000 livres, emploi dont il se désista aussitôt[7]. Il travaillait encore sous le Directoire[8].

JACQUET (E.), menuisier en meubles du temps de Louis XVI, n'est connu que par son estampille. J'ai vu cette empreinte sur une fort jolie bergère appartenant à M. A. Groult.

JANSEN (Georges), ébéniste d'origine scandinave, né en 1726[9], passa maître à Paris le 8 avril 1767[10]. Il résida successivement rue Traversière[11], et dans la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, à l'angle de la rue Sainte-Marguerite[12]. Il paraît avoir renoncé au commerce en 1785. Cet ébéniste, qui signait **G. JANSEN**, pratiqua la marqueterie avec succès. Il est l'auteur d'une petite table qui fait partie du legs Jones au musée de Kensington et dont le dessus offre de fines applications de bois et d'ivoire représentant des personnages dans un jardin orné de portiques[13]. L'ancienne collection de Mme Roussel renfermait une belle armoire du même auteur, décorée sur la façade d'une rosace en placages contrariés[14].

1. Arch. nat. Y. 10991, 14 déc. 1748 ; Y. 14086, 22 oct. 1759, etc. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers du march.-ébén. Migeon (1747 à 1750).
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
3. Arch. nat. Y. 14099, 15 fév. 1772 ; Y. 14103, 19 fév. 1776, etc.
4. *Liste générale...* (1787-1789).
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 70, 11 juillet 1787.
6. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*; Place Vendôme, 18 mai 1792.
7. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 260.
8. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*. Différend avec le march.-miroitier Langlois, 4 vendém. an IV. — *Alm. du Commerce*, an VI.
9. Arch. nat. Y. 14109, 8 oct. 1780 : « Georges Yannesenne, ébéniste, âgé de 54 ans ».
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
11. Arch. nat. Y. 14098, 25 nov. 1771 (sous le nom de « Ennesenne »).
12. Arch. nat. Y. 14109, *loc. cit.*
13. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 76, no 696. La même collection renferme une réplique de ce petit meuble portant les trois estampilles de Jansen, Cosson et Deloose.
14. Vente à Paris, mars 1912, no 252 du catalogue.



HENRI JACOB.
Fauteuil Louis XVI en bois doré,
dépendant d'un mobilier de salon du cardinal Fesch.



HENRI JACOB.
« Tabouret indiscret » en bois sculpté et doré.
(*Kunstgewerbe Museum à Berlin*).



JACOB FRÈRES
Bureau en acajou, exécuté pour le Premier Consul.
(Château de la Malmaison).

JAVOY (CLAUDE), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 29 septembre 1779 [1], travailla rue d'Argenteuil jusque vers 1783, puis partit pour Nantes où il s'établit rue des Hauts-pavés. Profitant du prestige que lui donnait sa qualité d'artisan parisien, il accapara bientôt les commandes des principaux marchands de la ville. Aussi fut-il en butte aux persécutions des menuisiers nantais, qui arguaient de leurs privilèges pour essayer d'évincer ce concurrent. Javoy dut soutenir contre leur jurande un long procès, qu'il réussit à gagner en 1787 [2].

JEAN (PAUL-FRANÇOIS), menuisier parisien, domicilié rue du Faubourg Saint-Antoine, sous l'enseigne du *Saint-Esprit*, devint maître le 5 octobre 1784 [3] et fit faillite au printemps de 1789 [4]. Il fabriquait des sièges de luxe, avec le concours des sculpteurs Joigny, Cresson, Duclos et Mancien [5]. Sa marque, **P. F. JEAN**, se rencontre sur des pièces assez originales, traitées dans un style ferme et nerveux.

SIMON, sans doute frère du précédent, se consacra aussi à la menuiserie en meubles. Après avoir gagné la maîtrise le 24 juillet 1787 [6], il résida rue Amelot, produisant des ouvrages estimables qu'il signait de l'estampille **SIMON JEAN** imprimée sur deux lignes. On peut mentionner, comme exemples de ses travaux, plusieurs sièges ayant paru à la vente du marquis d'Ivry [7] et une paire de chaises « voyeuses » qui dépendaient de la succession Henri B.-Lasquin [8]. Je possède de lui un petit fauteuil en cabriolet, finement sculpté à rais de cœur sur tous les pourtours des châssis.

JELPCKE (ALBERT-HENRY), natif de Kœnigshütte dans le grand-duché de Brunswick, demeurait à Paris, rue de Charenton, en 1796, lorsqu'il épousa la veuve d'un ouvrier ébéniste nommé Ernest Dannel [9]. Il s'établit peu après rue Beauregard, n° 184 [10]. Sa maison existait encore au début de l'Empire [11], mais semble avoir eu peu d'importance.

JENSEN (GERRIT), ébéniste à Londres, faisait probablement partie de la colonie d'ouvriers hollandais et flamands venus en Angleterre avec Guillaume d'Orange. En 1696, ses talents furent employés par John Hervey, plus tard comte de Bristol [12]. Après avoir exécuté un parquet de marqueterie dans la salle du trône à Saint-James, il livra pour le mobilier royal de nombreux ouvrages, tels que des commodes en noyer à garnitures de cuivre poli, des toilettes munies d'une glace oscillante, des cabinets et encoignures en laque, des tables d'ébène incrustées d'ivoire [13]. Ses travaux officiels cessèrent en 1714, à l'avènement de George Ier.

JET exerça sous Louis XVI à Bordeaux, en vertu des franchises accordées dans cette ville aux artisans libres. Il tenait boutique rue Saint-Seurin [14].

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
2. Arch. dép. de la Loire-Inférieure, E. 1623.
3. *Liste générale...*, 1785-1787.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, 19 mai 1789.
5. Id. *Ibid.* — V. aussi : cart. 72, bilan du tap. Law, 1788 ; cart. 76, bil. du tap. Duru, 1789 ; cart. 80, bil. du tap. Romain jeune, 1791.
6. *Liste générale...*, 1788-1789.
7. Vente à Paris, mars 1914, n° 105.
8. Id., déc. 1919, n° 283.
9. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède de 1794 à 1806*, p. 257. Mariage de A.-H. Jelpcke et de Catherine André, 1er déc. 1796.
10. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne pour l'an VII (sous le nom de « Jelpèche »).
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3436. Journal de Roussel et Portarieu, march. de bois exotiques, an XIV.
12. E. Singleton. *Dutch and Flemish Furniture*, p. 286.
13. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 443 à 446.
14. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*, 1785, p. 309 (sous le nom de « Ilt ») ; 1791, p. 90.

JOHNSON. *Voy.* Jensen.

JOLLAIN (Adrien-Jérome), reçu maître ébéniste à Paris le 1er août 1763 [1], appartenait à une famille d'horlogers, et travailla spécialement pour les ouvriers de cette profession, auxquels il vendait des boîtes de pendule [2]. On a relevé sa marque **A. J. JOLLAIN** sur des ouvrages de ce genre en marqueterie à cubes et à fleurs. Il a laissé aussi des commodes décorées dans le même goût. Ce fabricant habitait le cloître Saint-Jean-de-Latran, où sa veuve lui succéda vers 1788.

JOLY (Jean-Alexandre), natif de Nancy, devint maître ébéniste dans cette ville le 8 février 1786 [3].

JOMBERT. *Voy.* Joubert.

JONES (Benjamin), menuisier-ébéniste américain, établi à Beverley, près de Boston, mourut en 1776. Outre des bois de sièges, il fabriquait des tables et des commodes, en noyer, en merisier et en érable [4].

JOSEPH (Joseph BAUMHAUER [5], dit) fut un des ébénistes attachés au service de la Cour sous Louis XV. Natif d'Allemagne, il vint dans sa jeunesse se fixer à Paris, où il épousa vers 1745 Reine Chicot, fille et sœur de maîtres menuisiers. Malgré ses talents et les facilités que son mariage lui donnait pour accéder à la maîtrise, il végéta durant de longues années dans une situation subalterne, ce qui pourrait s'expliquer par l'inconduite que lui attribuent certains documents de police [6]. En février 1767, Joseph était encore ouvrier aux gages de son compatriote François Reizell [7]. Mais bientôt après, — peut-être grâce à la protection du duc d'Aumont qui devait le favoriser de ses commandes, — il obtint un brevet d'ébéniste privilégié du Roi lui conférant les prérogatives des maîtres sans l'incorporer à la communauté des menuisiers parisiens [8]. Depuis lors il signa ses travaux de l'estampille ⚜ **JOSEPH** ⚜, où son nom se trouve inscrit entre deux fleurs de lys par allusion à ce privilège royal. Sur la fin de sa carrière, il possédait un atelier de huit établis rue du Faubourg Saint-Antoine, à *la Boule blanche*. Sa maison était en pleine prospérité lorsqu'il succomba le 22 mars 1772 [9].

Cet artiste a laissé des œuvres somptueuses traitées dans un goût un peu lourd, mais avec une admirable finesse. Habile dans toutes les branches de son métier, Joseph semble avoir donné ses préférences aux marqueteries en bois de rapport; il faisait aussi de belles pièces en laque de Chine, utilisait parfois l'acajou et imitait avec succès les meubles de Boulle.

1. *Liste générale des MesMen.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 47, bilan de Pierre Jollain, me horloger, rue Transnonain, déc. 1776; cart. 36, bil. de Leroux, me horloger, mai 1772; cart. 48A, bil. de J. Buzot, me horloger, déc. 1779, etc.
3. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle. E. 347-348.
4. E. Singleton. *The Furniture of our Fore-fathers*, London, 1902, t. II, p. 323.
5. Jusqu'à présent cet artiste n'était connu que par sa marque. On ignorait même son nom de famille, qui figure dans les pièces d'archives sous les formes les plus fantaisistes, telles que « Pamauer », « Paumaver », « Pomavert », etc.
6. Arch. nat. Y. 14093, 1er avril 1766; Y. 14094, 17 fév. 1767.
7. Id. Y. 14094, *loc. cit.*
8. Id. Y. 14099. Scellés du 22 mars 1772 après décès de « Joseph Baoumhaoure, ébéniste privilégié du Roi ».
9. Id. *Ibid.* Les ébénistes Martin Carlin et Charles Dufour furent chargés de priser les marchandises du défunt. Parmi ses ouvrages en cours d'exécution ou venant d'être terminés, se trouvaient une armoire et un bureau plaqués d'ébène, une commode en tombeau plaquée en bois des Indes, et une très grande table en acajou massif ayant 9 pieds de long.

Notre Mobilier national conserve de lui trois productions de cette dernière sorte qui ornent l'une des galeries du XVIIIe siècle au palais de Versailles. Ce sont de petites armoires rectangulaires, divisées sur la façade et les côtés en nombreux compartiments, dont chacun renferme une mosaïque florentine représentant des fleurs ou des oiseaux. Ces précieux ouvrages furent achetés par la Couronne à la succession du duc d'Aumont [1]. Dans le mobilier du roi d'Angleterre au château de Windsor, figure un magnifique meuble d'entre-deux, également en ébène incrustée de cuivre, qui porte le poinçon de Joseph [2]. Le South Kensington Museum montre une de ses commodes de laque richement ornée de bronzes à rocailles [3] (planche XXXVI). Une commode de même style en marqueterie à fleurs faisait partie de l'ancienne collection Charles Stein [4]. Deux autres de la plus brillante qualité parurent à la vente du duc de Leeds, à Londres, en 1901.

Gaspard-Joseph Baumhauer, dit *Joseph fils*, né en 1747 [5], prit en 1772 la succession de son père dont il transféra l'établissement rue de la Roquette [6]. On suppose qu'il hérita du même titre et employa la même estampille. Certains meubles signés ⚜ **JOSEPH** ⚜ semblent en effet d'une époque trop tardive pour être assignés au premier ébéniste de ce nom, — entre autres un secrétaire d'acajou qui provient de l'ancien mobilier des Tuileries et qui se trouve maintenant à Versailles.

JOUBERT (Gilles), fameux ébéniste du Roi, né en 1689, mort à Paris le 14 octobre 1775 [7]. Les contemporains le désignaient parfois sous le nom de *Joubert l'aîné* pour le distinguer de son frère Pierre, entrepreneur de menuiserie au faubourg Saint-Antoine. On ignore la date de son accession à la maîtrise, qui eut lieu probablement vers le début de la Régence. Aprés avoir été juré de sa communauté [8], il la présida, comme principal ou syndic, de 1749 à 1750 [9]. Joubert habitait alors rue Traversine-Saint-Roch [10], mais il acheta ensuite une maison rue Sainte-Anne [11] où il devait demeurer le reste de ses jours. Marié à Michelle Collet [12], fille d'un confrère, il était cousin par sa femme de l'ébéniste Pierre Migeon, et la recommandation de ce parent, très en faveur auprès de Mme de Pompadour, pourrait avoir attiré sur lui la bienveillance du Roi. Le Garde-meuble commença de l'employer en 1748 [13]. La même année il termina pour le Dauphin un petit secrétaire de marqueterie qui contenait une écritoire en argent fournie par l'orfèvre Ballin [14]. Il fit ensuite des tables spéciales servant à jouer le quadrille, le piquet, la comète, le brelan et l'hombre ; un jeu de cavagnole pour la Reine ; une commode pour Madame Adélaïde ; une autre pour Madame Louise [15]. En 1754, on lui demanda une importante série de meubles

1. *Catalogue des Effets précieux... de feu M. le duc d'Aumont*, Paris, 1782, no 113. — Cf. A. de Champeaux, *Le Meuble*, t. II, p. 166.
2. G.-F. Laking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 144 et pl. 36.
3. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 73, no 668.
4. Vente à Paris, mai 1886, no 380 du catalogue (reprod.). Ce meuble a figuré ensuite dans la coll. Ch. Wertheimer à Londres.
5. Arch. nat. Y. 14105, 29 oct. 1777.
6. Id. *Ibid.* — Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 46, faillite du me doreur M.-F. Noël, juillet 1778.
7. Arch. nat. Y. 149-4. *Scellés.*
8. Id. Y. 14018, 18 avril 1747.
9. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326, 2 août 1749.
10. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. La rue Traversine est aujourd'hui la rue Molière.
11. « La 1re porte cochère à gauche par la rue Saint-Honoré ». *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1763, p. 701.
12. Arch. nat. Y. 14490, *Scellés* du 11 mai 1771.
13. Id. O1. 3314, fol. 91.
14. Id. *Ibid.*, fol. 121.
15. Id. O1. 3315, fol. 61 vo, 70, 106, 120, etc.

destinés aux nouveaux logements du château de la Muette [1]. Quelques mois plus tard, il livra deux somptueux écoinçons qui devaient accompagner, dans les petits appartements de Versailles, le magnifique médaillier d'Antoine Gaudreau. Ces pièces sont ainsi décrites dans le *Journal du Garde-meuble* : « 16 mai 1755. — *Livré par le sieur* JOUBERT, *ébéniste* : deux armoires en encoignures de bois violet à placages en mosaïque à dessus de marbre griotte d'Italie,... avec venteau par devant fermant à clef, orné de cartouches, trophées de médailles, guirlandes de fleurs et bas reliefs, représentent l'un la Poësie et la Musique, et l'autre la Sculpture et la Peinture, sur camayeux façon de lapis; le tout de bronze ciselé et doré d'or moulu [2] ». Notre planche XXXVI montre l'une de ces encoignures qui se trouvent actuellement dans le cabinet des Antiques de la Bibliothèque nationale.

Vers la même époque, l'artiste travaillait à la *table volante* de Choisy, exécutée sous la direction de l'ingénieur Guérin de Montpellier pour les petits soupers de Louis XV. C'était une table ronde autour de laquelle pouvaient s'asseoir douze personnes. Elle comportait une bordure dormante où se plaçaient les couverts; le centre formait un plateau mobile qu'une machine actionnée à bras d'hommes faisait descendre sous le plancher et remonter avec de nouveaux mets. Quatre petits buffets agencés de même présentaient aux convives les vins et les liqueurs. Les appareils servant à mouvoir ces meubles furent construits par le mécanicien Sulpice; les bâtis en chêne eurent pour auteur Pierre Léchaudelle, menuisier du Roi aux Gobelins, et Joubert les habilla d'élégantes marqueteries, que relevaient des bronzes dus au ciseau de Forestier [3].

A partir de 1758, le maître devint « ébéniste ordinaire du Garde-meuble de la Couronne », dont il n'avait été jusqu'alors qu'un fournisseur occasionnel. Dans la période suivante, il produisit deux superbes boîtes de régulateurs pour la chambre de Louis XV à Versailles. Ces gaines, qui devaient recevoir les mouvements de deux pendules à équation, l'une solaire, l'autre lunaire, étaient ornées de bronzes aux attributs d'Apollon et de Diane; la première avait comme couronnement des fleurs, symboles du Jour; la seconde portait une étoile, emblème de la Nuit [4]. L'artiste livra encore, pour le service du monarque, une toilette de campagne en acajou massif, qui renfermait quantité de flacons et d'ustensiles dans ses compartiments doublés de moire bleue à passepoil d'argent [5].

Au début de l'année 1763, Gilles Joubert fut appelé à priser les marchandises dépendant de la succession de son confrère J.-F. Œben, ébéniste du Roi [6]. Il obtint ensuite lui-même ce titre auquel il put bientôt adjoindre celui de doyen de sa corporation [7]. Comme insensible au faix des ans, il continuait à faire preuve d'une activité qui, loin de diminuer avec l'âge, semblait toujours grandir [8]. De 15.000 livres en 1764, ses fournitures officielles montèrent à 20.000 livres en 1765, à 27.000 livres l'année suivante, pour atteindre 50.000 livres en 1769, et dépasser 80.000 livres en 1771 [9]. Dans cette dernière période de sa carrière, le maître

1. Arch. nat. O^1^. 3316, fol. 226.
2. Id. O^1^. 3316, fol. 22 v° et 23.
3. Id. O^1^. 2255, fol. 231 ; O^1^. 2256, fol. 236; O^1^. 2258; O^1^. 2259, fol. 224 (sous les noms de « Jaubert », « Jonbert » et « Jombert »). Le montant total de ses travaux pour la table mécanique de Choisy s'élève à 15.500 livres.
4. Id. O^1^. 3317, fol. 186.
5. Id. O^1^. 3318, fol. 216.
6. Id. Z^1m^. 39. *Scellés*, 21 janv. 1763.
7. Id. Y. 14990. *Scellés*, 11 mai 1771 ; — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 62.
8. Id. O^1^. 3616 et suiv.
9. « Garde de mon Trésor Roïal, m^e^ Pierre-Joseph Micault D'Harvalay. Païez comptant au Trésorier général de mon Argen-



GILLES JOUBERT.
Encoignure en bois de placage, exécutée en 1755 pour le cabinet des Médailles du Roi.
(*Bibliothèque nationale*).



JOSEPH BAUMHAUER, dit JOSEPH.
Commode Louis XV en laque noire de style chinois.
(*South Kensington Museum*).

exécuta de très riches ouvrages destinés au Petit Trianon, que Louis XV venait de faire bâtir en l'honneur de M[me] du Barry[1]. Il fut chargé aussi de compléter l'installation du château de Saint-Hubert, où le Roi logeait avec la cour pendant ses déplacements de chasse en forêt de Rambouillet[2]. Mesdames de France continuaient à lui demander de magnifiques commodes, tantôt en laque noire, tantôt en marqueterie ombrée à décor de fleurs, attributs et motifs d'architecture[3]. Pour la Dauphine et la comtesse de Provence, Joubert créa également des meubles précieux que les *Tablettes de Renommée* signalaient dans leur édition de 1772. L'un des plus admirables, qui vint orner la chambre de Marie-Antoinette dans le château de Versailles, était une commode en mosaïque, aux angles de laquelle se détachaient des figures d'enfant représentées à mi-corps en bronze surdoré d'or moulu[4]. L'ébéniste du Roi ne cessa ses fonctions qu'au mois de juin 1774[5], peu avant de s'éteindre dans sa maison de la rue Sainte-Anne, en sa quatre-vingt-septième année[6].

Ce maître n'a signé qu'une minime partie de ses travaux. Il était déjà au déclin de l'âge quand l'emploi des marques se généralisa dans sa communauté, et il ne montra guère d'empressement pour se plier à la règle qui les rendait obligatoires. On connaît en effet peu de pièces frappées de son poinçon **JOUBERT**. Alfred de Champeaux avait relevé cette empreinte sur deux petites tables enrichies de porcelaines[7]. Elle a été trouvée depuis lors sur une table à jeu en marqueterie de la collection du baron de Gunsbourg[8] et sur plusieurs commodes en laque noire à décor chinois, dont l'une faisait naguère partie de l'ameublement de M[me] la duchesse d'Avaray au château de Mareil-le-Guyon[9]. Par contre les belles encoignures de la Bibliothèque nationale ne portent pas d'estampille. C'est à Germain Bapst que revient le mérite d'avoir découvert leur auteur en feuilletant les registres du Garde-meuble[10]. Des recherches méthodiques permettraient sans doute d'identifier quelques autres productions de cet habile et laborieux artiste.

JOUVET, industriel parisien, demeurant dans la rotonde du Temple, inventa sous le Consulat une « nouvelle marqueterie applicable aux bois et aux métaux ». Il en présenta des échantillons à l'Exposition de l'an IX[11].

terie, Menus-Plaisirs et Affaires de ma Chambre, m[e] Antoine-François Hébert, la somme de 83384 liv. 8 sols, 9 den. pour employer au fait de sa charge, même icelle délivrer à *Joubert*, Ébéniste, pour son payement des ouvrages par luy faits et fournis pendant l'année 1771, par mes ordres, tant pour mon service que pour celuy de mes petits fils et petites filles, en mes Maisons Roïalles, scavoir: 68779 liv. 18 s. 3 d. pour 21 commodes, 5 bureaux, 3 tables à écrire, 3 armoires en bibliothèque, 2 encoignures, 1 table de nuit, 1 chaise d'affaires et 3 bidets de différens bois des Indes à placages et enrichis de bronzes cizelés surdorés d'or moulu, faisant ensemble 39 pièces à 1763 liv. 11 s. 9 d. chacune; 5301 liv. 19 s. pour 13 commodes, 2 bureaux, 2 secrétaires et 2 encoignures d'ouvrages en marqueterie garnis de bronze en couleur d'or, faisant ensemble 19 pièces à 279 liv. 1 s. chacune; et 5998 liv. 13 s. 6 d. pour 111 pièces d'ébénisterie commune à 54 liv. 10 s. chacune, le tout l'un portant l'autre; y compris 2279 liv. 10 s. 3 d. tant pour 209 journées d'ouvriers à 6 liv. par jour employés dans mes Maisons Roïalles aux réparations d'ébénisterie que pour menues fournitures et ports desdits ouvrages, et 1029 liv. 8 s. 9 d. pour les trois deniers pour livre de 82355 liv. attribués audit Trésorier. — Fait à Versailles, le 3 juillet 1772 ». (Arch. nat. O[1]. 3623).

1. Id. O[1]. 3620.
2. Id. O[1]. 3619, 1. (1767).
3. Id. O[1]. 3318, fol. 225; O[1]. 3617 et suiv.
4. Id. O[1]. 3622. — V. aussi O[1]. 3623, 1.
5. Id. O[1]. 3319, fol. 136 v°.
6. Id. Y. 14994, 14 oct. 1775. — On lit dans les *Affiches* du 13 nov. suiv., p. 1019-1020, une annonce concernant la « Vente de meubles et effets du feu S[r] Joubert, Ébéniste du Roi; rue Saint-Anne, butte Saint-Roch ».
7. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 159.
8. Vente du baron de G..., Paris, mai 1914, n° 120.
9. Vente de la duchesse d'A..., Paris, juin 1919, n° 108.
10. G. Bapst. *Les Médailliers de la Bibliothèque nationale* (*Chronique des Arts*, 1892).
11. *Seconde Exposition des produits de l'Industrie française, an IX. Catalogue*, p. 28.

JULLIEN (Martin), menuisier en meubles, gagna la maîtrise à Paris le 23 juillet 1777[1] et devint député ou conseiller de sa corporation[2]. Il résida rue des Petits-Carreaux durant une dizaine d'années, puis boulevard Poissonnière jusque sous le Directoire[3]. Les *Petites Affiches* du 21 août 1781 annonçaient la vente de « beaux bois de fauteuils, chaises et banquettes, en noyer et en hêtre, exécutés sur le dernier modèle » par ce fabricant. Ses œuvres, qu'il marquait : **M. JULLIEN**, imitent parfois, dans un goût plus simple, certains sièges de Jacob. L'ancienne collection Anthony Roux renfermait une paire de grandes bergères Louis XVI, en bois sculpté et doré, portant son estampille[4].

JULLIENNE (Denis), menuisier parisien, reçu maître le 31 juillet 1775[5], se rattachait sans doute à un autre Denys Julienne qui avait été tapissier de Louis XIV et du duc de Bourgogne au début du XVIIIe siècle[6]. Établi rue de Charenton, cet artisan se vouait avec succès à la confection des bois de lits et de sièges. Il fut employé par les frères Presle, marchands en vogue, qui lui passèrent des commandes pour le marquis de Girardin[7]. Sa maison existait encore en 1805[8]. On lui doit d'agréables ouvrages signés tantôt : **D. IULLIENNE**, tantôt avec une seconde marque : **D. JULLIENNE**, qu'il paraît avoir utilisée après l'autre et durant une plus longue période. Deux fauteuils à médaillon provenant de son atelier figuraient dans l'ancien ameublement du château de la Merantais, près Versailles[9]. Le vicomte d'Anglemont possède un joli canapé du même auteur.

JURING (William), ébéniste à Londres, s'associa au mois de novembre 1727 avec son confrère John Gumley, fournisseur ordinaire de la cour britannique ; il fut attaché ainsi au service du roi George II jusqu'à la mort de son collaborateur en 1729[10].



KABENHOFER (André), ancien compagnon-ébéniste au faubourg Saint-Antoine, se trouvait établi rue de Seine, à l'époque du Directoire[11].

KABERS (Jean-Baptiste), dit *Louvain*, fut un des Vainqueurs de la Bastille. Né en 1746 dans la ville du Brabant à laquelle il devait son surnom[12], il était venu à Paris comme menui-

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
2. Arch. nat. H². 2118.
3. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
4. Vente à Paris, mai 1914, no 162 du catalogue.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Jérôme Trabouillet. *Etat de la France*, 1712.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1961 et 2904 (1785-1788). — V. aussi *Ibid*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1787). *Bilans*, cart. 52, bilan du tap. Laforest, 1780 ; cart. 67, bilan du tap. Prudot, 1786 ; cart. 76, bil. du tap. Beaufillot, 1789 ; cart. 81, bil. du tap. Guibert, 1792, etc.
8. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 3930. Journal du tap. Benoist (an XIII).
9. Vente à Paris, juillet 1920, no 47 du catalogue.
10. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 449.
11. Arch. nat. Y. 14112, 23 mars 1782. — *Alm. du Commercé*, an VI.
12. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 36-37.

sier en carrosses[1], métier qu'il quitta pour celui d'ébéniste. Après 1792, il entreprit le commerce de meubles rue Saint-Louis, dans le quartier du Marais[2].

PIERRE-LOUIS, dit *Louvain le jeune*, frère du précédent, né dans la même ville en 1753[3], travaillait en 1789 rue du Faubourg Saint-Antoine, au *Bras d'or*. Il se qualifiait « menuisier en tables », ayant la spécialité de ces sortes d'ouvrages qu'il confectionnait dans toutes les formes et grandeurs, principalement en bois d'acajou[4]. Avec son frère, il prit part au siège de la Bastille, où il fut estropié par une chevrotine, ce qui lui valut une pension en décembre 1790[5]. Pierre Kabers possédait alors, outre son atelier du faubourg Saint-Antoine, un petit magasin d'ébénisterie tenu par sa femme, Marie Rouillard, sur le boulevard Saint-Martin, en face de l'Opéra. Voyant qu'il parvenait tant bien que mal à se tirer d'affaire en ces temps pénibles, on l'accusa de s'être vendu aux aristocrates. Renié par les Vainqueurs de la Bastille, diffamé dans les journaux de Marat et de Fréron, le malheureux allait devenir une des victimes de la Révolution. Au matin du 27 janvier 1791, comme il sortait de son logis, des ouvriers fanatiques le rouèrent de coups, le traînèrent dans la rue avec des cordes et le laissèrent pour mort sur le pavé[6]. Le soir même circulait à Paris un libelle intitulé : *Graue détail de la Revolution arrivée aujourd'huy au fauxbourg S. Antoine, dans laquelle un mouchard a été massacré par le Peuple*[7]. Pourtant Kabers vivait encore. A peine remis de ses blessures, il fut arrêté comme suspect et traduit devant le Tribunal révolutionnaire. Ses juges le mirent hors de cause[8]. Mais, peu après, le 30 décembre 1792, une bande de forcenés l'assaillit de nouveau, et cette fois l'un des agresseurs le tua net d'un coup de sabre[9].

KAESHAMMER (FRANÇOIS DE PAULE-JOSEPH), menuisier-ébéniste et sculpteur de talent, né à Strasbourg le 28 janvier 1747[10], appartenait à une famille allemande, originaire de Gengenbach, dans le margraviat de Bade. Son père, JEAN, était venu pratiquer la menuiserie à Strasbourg ; il s'y maria en 1739 et fut plus tard membre du Sénat de la ville[11]. Formé dans l'atelier paternel, François Kaeshammer acquit la maîtrise quelques jours avant d'avoir accompli sa vingt-quatrième année, le 3 janvier 1771[12]. Le morceau qu'il présenta pour sa réception fait partie des collections municipales de Strasbourg[13]. C'est un coffret dans la forme d'un petit sarcophage, en bois de cerisier, finement sculpté à décor de perles, postes, tores de lauriers et cordons de sequins. L'une des faces porte les armes de France et l'image de sainte Anne, patronne des menuisiers. Sur le côté opposé se lit l'inscription suivante : **Boëte de la Communauté des Maîtres Menuisiers Français de la Ville de Strasbourg. Agrée par Mrs les XV**[14]**. Fait pour chef-d'œuvre et donné pour présent à ladite**

1. Arch. nat. Y. 14427, 14 juin 1779.
2. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts, n° 1, 20 nivôse an III.
3. Arch. nat. W. 245, n° 19.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278. Journal de Frost et Cie (sous le nom de « Kambers »).
5. J. Durieux. *Ouv. cité*, p. 36.
6. Id. Y. 14606, 12 fév. 1791.
7. Imprimé chez Tremblay, rue Basse-du-Rempart, n° 11.
8. Arch. nat. W. 245, n° 19.
9. *Arch. parlementaires*, t. LVI, p. 229.— *Chronique de Paris*, 2 janv. 1793.
10. Renseignement de M. Raeuber, arch. adj. de la ville.
11. *Ibid.* La mère de François Kaeshammer, Jeanne Durand, avait été mariée en premières noces au maître menuisier J.-B. Froydevaux.
12. Arch. mun. de Strasbourg. *Meisterstücks Protocoll E. E. Handwerks den Französischen Schreinere.*
13. Cf. Ernst Polaczek. *Das Handwerk der Französischen Schreinere der Stadt Strassburg* (*Elsasser-Monatschrift*, 1910, p. 325).
14. On désignait ainsi les quinze plus anciens maîtres qui formaient le bureau de la communauté.

Maîtrise par François de Paule-Joseph Kaeshammer, l'an MDCCLXXI. — Cet artisan continuait à travailler au début de l'Empire. Il fut alors chargé de fournir des meubles pour l'ancien hôtel des Rohan, dont Napoléon avait fait son palais à Strasbourg [1]. Cette demeure historique renferme encore deux belles consoles en bois sculpté, qui datent des premières années du XIX[e] siècle et passent pour être des ouvrages de Kaeshammer.

KAMBERS. *Voy.* Kabers.

KAMBLY (MELCHIOR)[2], fameux ébéniste de la cour de Prusse, né à Zurich (Suisse) en 1713, mort vers 1785. Après avoir fait son apprentissage à Schaffhouse, il étudia le dessin, la sculpture et la ciselure, puis, en 1748, se mit au service de Frédéric-le-Grand, qui faisait fleurir dans ses États les industries et les arts. Nommé sculpteur royal, Kambly concourut dans une large mesure à l'embellissement des palais de ce monarque. Il revêtit plusieurs de leurs salons avec de splendides lambris en cèdre que relevaient des appliques de bronze doré; mais il donna surtout la mesure de ses talents dans les meubles somptueux qu'il dessina lui-même et fit entièrement façonner sous sa conduite. Notre planche XXXVII représente un de ses ouvrages. Cette grande commode, plaquée d'écaille noire, avec une tablette en lapis incrusté d'argent et de vermeil, orne la « Chambre bleue » du Nouveau palais de Potsdam. Dans la « Chambre rouge », une autre commode en écaille porte des chutes à têtes de femme et un dessus en mosaïque de marbres. La même résidence conserve un superbe régulateur de palissandre et une importante armoire en écoinçon décorée de marqueteries à fleurs sur fond d'ébène. Au Stadtschloss de Potsdam, on admire un pupitre à musique, en écaille et nacre, dont le maître fit plusieurs répétitions en bois de cèdre : deux d'entre elles sont exposées dans le pavillon de Mon-Bijou à Berlin. Outre ses fournitures pour l'ameublement du roi de Prusse, Kambly exécuta des cadres, des tables, des boîtes d'horloges que ce souverain offrit au sultan Mustapha III en 1762 ; il créa encore de précieuses ébénisteries destinées à la reine Louise-Ulrique de Suède et qui garnissent actuellement le château de Tullgarn.

Les œuvres de cet artiste sont, de toutes les productions du rococo allemand, celles qui se rapprochent davantage de notre style Louis XV. Sans avoir jamais travaillé en France, ni probablement sous la direction d'un de nos compatriotes, Kambly savait reconnaître la supériorité de nos dessinateurs, de nos ébénistes, de nos bronziers, et montrait une louable ambition de se rattacher à leur école. Dès son arrivée à Berlin, il avait commencé par reproduire un bel ouvrage français que possédait le roi Frédéric et qui se trouve encore dans le château de Sans-Souci. Cette pièce, attribuée aux fils de Boulle, est un cartonnier de bureau en écaille noire, richement orné de motifs à rocailles et de figures allégoriques. Le maître s'en inspira plus tard pour composer beaucoup de ses meubles, s'efforçant de rappeler, dans leurs formes allongées ou élargies, les contours caractéristiques de ce modèle. Néanmoins ses constructions trahissent

1. Arch. nat. O[1]. 558 (1805-1806).

2. BIBLIOGRAPHIE. R. Dohme et C. Gurlitt. *Möbel aus den Kgl. Schloessern zu Berlin und Potsdam*, Berlin, 1889, pl. 11, 34, 35, 39, 44, 50. — Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1905, p. 156, 161 et 163. — Rich. Graul et P. Seidel. *Jahrbuch der K. P. Kunstsammlungen.* — *In Potsdam für Friedrich den Grossen angefertigte Möbel. Die Kunstsammlungen Friedrich's des Grossen auf der Pariser Weltaustellung 1900*, p. 87-97, etc.



GERMAIN LANDRIN.
Table de toilette Louis XV, en forme de cœur.
(Anc. coll. Victorien Sardou).



MELCHIOR KAMBLY.
Grande commode en écaille noire, faite vers 1755 pour le roi Frédéric II de Prusse.
(Nouveau Palais de Postdam).

nettement le goût d'un étranger. Trop souvent leur ampleur massive, l'exagération de certaines lignes, la mollesse des galbes leur prêtent un aspect lourd et flasque. Elles rachètent ce défaut par l'élégance de leur parure. Habile sculpteur, Kambly prodiguait sur ses ouvrages des ornements d'une fantaisie et d'une diversité charmantes. Pour ses travaux de bronze, il s'était adjoint le fondeur Schwitzer, natif de Strasbourg, et un doreur français nommé Morel.

KANS (JEAN), reçu maître à Paris le 3 septembre 1783, résida cour Saint-Joseph, rue de Charonne [1]. En 1790, il se plaignait d'être fort éprouvé par la Révolution, ayant chez lui une quarantaine de pièces à vendre, pour lesquelles il ne trouvait pas d'acheteurs [2].

KASSEL (GEORGES), natif de Strasbourg, travaillait comme artisan libre à Paris en 1776, lorsqu'il se maria dans la chapelle luthérienne de l'Ambassade de Suède, en présence de ses confrères Jacques Bircklé et Jean Stumpff [3]. Après avoir obtenu des lettres de maîtrise le 5 octobre 1779, il s'installa rue des Vieilles-Thuileries [4]; il y tenait encore boutique douze ans plus tard [5].

KEMP (GUILLAUME), ébéniste d'origine allemande, devenu maître à Paris le 3 octobre 1764, avait son atelier rue de la Roquette [6]. C'était un artisan estimé pour sa main-d'œuvre adroite et minutieuse [7]. En 1786, il collabora avec son confrère Benneman à la construction d'un bureau grandiose destiné au cabinet de Louis XVI dans le palais à Versailles : Kemp exécuta pour ce meuble deux panneaux de marqueterie aux chiffres du Roi et six autres représentant des fleurs, fruits et madrepores, d'après les cartons du peintre Gérard Van Spaendonck [8]. — Ses travaux sont signés **G. KEMP** en grandes lettres. La collection Cavendish-Bentnick à Londres renferme un bureau portant cette estampille. Je l'ai relevée sur des pièces faites avec beaucoup de soin, parmi lesquelles une gracieuse table de lit en bois de rose.

KÉRÈS, patronné par une dame d'Albertas, s'établit en 1779 à Marseille où n'exerçaient alors que deux autres ébénistes, bien que leur profession fût libre dans cette ville [9].

KINDERMANN (MICHEL), qui devint un notable menuisier de Paris, avait débuté comme ouvrier ébéniste et travaillé dans sa jeunesse chez Claude Revault [10]. Il abandonna ensuite la fabrication des meubles pour celle des boiseries. Ayant gagné la maîtrise en 1764, il résida rue de Sèvres, puis rue de Vaugirard, fut un des syndics de sa corporation et mourut en 1796 [11].

KINTZ (GEORGES), reçu maître ébéniste à Paris le 18 décembre 1776, habita successivement rue du Faubourg Saint-Antoine et rue Daval jusqu'en 1805 [12]. Il avait été un des députés ou

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
2. Arch. nat. D. XXIXbis, 6, n° 94. Instruction de l'affaire Schatzel.
3. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède*, p. 50. Mariage de G. Cassel et de B. Bossardt, 9 avril 1776.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
5. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.* — *Alm. de Paris*, 2e partie, 1786.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 878, p. 230, 262. — Cf. Id. *Bilans*, cart. 116, faillite du march. Carré, 1777, etc.
8. Arch. nat. O^1. 3639. Mém. de Hauré, 2e sem. 1786. — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7815, fol. 124.
9. Arch. nat. F^12. 158, n° 9700. — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 271.
10. Arch. nat. Y. 14084. Scellés après décès de l'ébén. Cl. Revault, 16 oct. 1757.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H^2. 2118. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IV, p. 6683, 6729, 6859.
12. *Liste générale* ..., 1782-1789. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578. Journal du march. Collignon, fol. 22, 24, 25. — Id. *Bilans*, cart. 94, faillite du march. Mennesson, an XIII.

conseillers de sa communauté[1]. Cet artisan, qui écrivait son nom *Kinds*, mais qui marquait **G. KINTZ**, a laissé de bons ouvrages en acajou et en bois de rapport, notamment des consoles-dessertes à tablettes d'entrejambe.

KIRSCHENBACH (JEAN-JACQUES) exerçait depuis plusieurs années comme ouvrier libre, lorsque la maîtrise lui fut conférée le 8 avril 1778[2]. Établi rue du Faubourg Saint-Antoine, en face de la rue de Charonne, cet ébéniste s'adonnait avec sa femme, Marie Lôtesse, au commerce des meubles et des bois d'industrie[3]. Il travailla pour la marquise de Montesquiou. De nombreux marchands lui achetèrent des pièces en acajou massif et en noyer couleur d'acajou, telles que des bureaux à cylindre, des tables à damier, des nécessaires de toilette[4]. Sa maison existait encore en 1790[5].

KLANCK (JOHANN-CHRISTOPH), ébéniste allemand, florissait à Francfort au milieu du XVIIIe siècle. Après avoir étudié son art à Vienne et à Berlin, il se fit connaître par d'admirables ouvrages de marqueterie, composés avec des bois teints qu'il nuançait et assemblait à la perfection. Il semble avoir produit surtout des boîtes et des tabatières décorées de petits personnages. Klanck exécuta pour le roi d'Espagne, Ferdinand VI, une cassette sur laquelle il avait représenté des sujets d'histoire et qui lui fut payée cent ducats, valant un millier de livres d'argent français. — Miné par les tourments que lui infligeait une épouse acariâtre, il fit une maladie de langueur et succomba, dans la force de l'âge, en 1762[6].

KOBIERSCKY (JEAN-GEORGES), ébéniste à Paris, était fils de GEOFFROY-HENRY, qui avait exercé la même profession à Copenhague[7]. Avant 1789[8], il s'établit sur la place de la Porte Saint-Antoine et entreprit avec succès la fabrication des cartonniers de luxe. Le Garde-meuble lui demanda plusieurs ouvrages de ce genre, valant de 500 à 1300 livres[9]. L'un d'eux était plaqué à compartiments de bois satiné et de bois jaune; un autre offrait deux corps de casiers en acajou verni, flanqués de colonnes et de pilastres. Au printemps de 1791, cet artisan construisit encore un beau serre-papiers en acajou, avec des ornements dorés au mat, pour le cabinet de Louis XVI aux Tuileries[10]; il livra en même temps des tables et encoignures destinées au palais de Saint-Cloud[11]. L'année suivante, Kobierscky épousa une jeune orpheline, Marie-Françoise Formy, nièce de Jacques Hardouin-Mansart, ancien architecte du Roi; mais, à cette époque, ruiné sans doute par la Révolution, il avait dû fermer son atelier et n'avait pour toute fortune que ses outils de travail[12].

1. Arch. nat. H². 2118. (Comptes de l'exercice 1781-1782.)

2. Id. Y. 14100. *Reg. de perception des taxes des ouvriers privilégiés*, 1773. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 32, faillite de J.-B. Fromageau, 17 juillet 1770. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 57, bilan du J.-J. Kirschenbach, 20 août 1781.

4. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1783-1784). *Bilans*, cart. 48^A, bilan du tap. Lambert, 1779; bil. du tap. Lefèvre, 1779; cart. 52 et 68, bil. de la veuve Migeon, march.-ébén. 1780-1786; cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782, etc.

5. Id. *Bilans*, cart. 78, faillite du m^e men. Delanois, 27 sept. 1790.

6. H.-S. Hüsgen. *Artistisches Magazin*, Frankfurt, 1790, p. 341-342. (Communication de M. Rob. Schmidt, direct. du Kunstgewerbe Museum de Francfort.)

7. Minutes de Me Cousin, notaire à Paris. Contrat de mariage de Jean-Georges Kobierscky et de Marie-Françoise Formy, 26 avril 1792.

8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 89. Faillite du march. Busoni, 8 fructidor an VII. Kobierscky figure au bilan de ce commerçant « pour fournitures antérieures à 1789 ».

9. Arch. nat. O¹. 3538 à 3541; O¹. 3653 à 3655. Dans plusieurs de ces documents, le nom est écrit « Robierski ».

10. Id. O¹. 3654, 2.

11. Id. O¹. 3541, 1.

12. Minutes de Me Cousin, not. à Paris, *loc. cit.*

KOCKE (Bernard), habile ébéniste, natif de Gros-Edern en Rhénanie, vint avant 1739 exercer sa profession à Strasbourg. Ses talents lui méritèrent la faveur du cardinal Louis-Armand de Rohan, évêque de la ville. Kocke produisit, pour la bibliothèque de ce prélat, six petites armoires d'une charmante élégance, façonnées en acajou clair et finement parées de bronzes à rocailles[1]. Sur la présentation de ce chef-d'œuvre, il fut reçu dans la communauté des menuisiers français de Strasbourg[2], le 19 janvier 1741, avec les vives félicitations de ses juges[3]. Bientôt après, Kocke forma le projet de se rendre à Paris, ayant peut-être l'intention de s'y établir. En vue de son voyage, il demanda des lettres de recommandation au cardinal de Rohan, son protecteur. On ignore ce qu'il devint dans la suite.

L'ancien palais épiscopal de Strasbourg conserve encore cinq des précieuses bibliothèques que le maître créa pour cette résidence. La sixième, soustraite pendant la Révolution, figurait dans l'importante collection de M. Rodolphe Kann[4], récemment acquise par M. Duveen.

KŒCHLY (Joseph), probablement d'origine suisse, devint maître ébéniste à Paris le 3 septembre 1783[5]. Il travaillait cour Saint-Joseph, rue de Charonne, où il décéda le 14 janvier 1798, âgé de cinquante ans[6].

KŒNIG résidait à Bordeaux, rue Surson, dans le faubourg de Chartrons, vers 1790[7].

KŒNIG (Pierre-Philippe). *Voy.* Cuny.

KOFFTER (Jean-Mathieu), né à Vienne (Autriche) en 1736, mourut à Paris le 4 avril 1796[8]. Arrivé en France avant la fin du règne de Louis XV[9], il exploita une fabrique et un magasin de meubles cour du Puits, n° 18, dans l'enclos de Saint-Jean-de-Latran, un des lieux de franchise qui abritaient le travail libre. En 1791, Koffter adressa au comité de la section une lettre où il se disait académicien de sa ville natale et faisait valoir les services qu'il avait rendus à l'État en formant de nombreux élèves dans le dessin et l'ébénisterie[10]. Après sa mort eut lieu une vente publique de ses marchandises qui comprenaient, suivant les annonces, « quantité de meubles de laque, d'acajou, de rose, de placage, garnis de cuivres dorés d'or moulu »[11].

KOHL (Pierre-Nicolas-Joseph), ébéniste à Paris, né en 1743, mort le 26 octobre 1798[12]. Ayant acquis la maîtrise, le 23 juin 1779[13], il s'installa rue Poissonnière, où il paraît avoir pratiqué à la fois la menuiserie en sièges et l'ébénisterie commune. Cet artisan compta parmi ses clients le prince de Nassau qui lui devait en 1783 une somme de 634 livres[14]. Dans

1. Ernst Polaczek. *Das Handwerk der Französischen Schreiner der Stadt Strassburg* (*Elsasser Monastschrift*, 1910, p. 321 et suiv.); — *Anzeiger für Elsassischer Alterthumskunde*, Strasbourg, 1913, p. 404 et suiv.
2. *Voy.* ci-dessus art. Andriss.
3. Arch. mun. de Strasbourg. *Meisterstucks Protocoll E. E. Handwerks der Französischen Schreinere.*
4. *Catalogue de la Collection Rodolphe Kann*, Paris, 1907. *Objets d'art*, t. II, p. 85, n° 206 (reprod.).
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789. — Cf. Arch. nat. D. XXIX bis, 6, n° 94. Affaire Schatzel, juin 1790. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q8. 55, 25 nivôse an VI.
7. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*, 1790, p. 90.
8. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des décès.* Q8 84, 15 germ. an IV (sous le nom de « Jean-Mathieu Koefler »).
9. *Bilans*, cart. 34, bilan du tabletier Molé, 31 juillet 1771.
10. Bibl. nat. *Mss. fr.* Nouv. acq. 2673, fol. 26.
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 12 ventôse an V, p. 2003.
12. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 272.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 61, bilan du maître et de Geneviève Parent, son épouse, 10 déc. 1783.

ses dernières années, il tenait boutique boulevard Bonne-Nouvelle, près de la porte Saint-Denis[1].

KOLLER (Jean), natif de Hohenstaufen (duché de Wurtemberg)[2], était compagnon ébéniste au faubourg Sant-Antoine en 1791, lorsqu'il s'enrôla dans le 10[e] bataillon des Volontaires nationaux, commandé par Santerre[3]. Après s'être marié six ans plus tard[4], il exploita rue Saint-Nicolas un petit atelier de meubles et fournit au commerce des ouvrages d'un prix modique, principalement des secrétaires et commodes d'acajou « à figures et à griffes »[5]. Il travaillait encore en 1807[6].

KÖNIG. *Voy.* Kœnig.

KOPP (Maurice), reçu maître à Paris le 23 février 1780[7], s'établit fabricant et marchand ébéniste rue de la Sourdière. Sa maison fut achalandée par une brillante clientèle dont faisaient partie le duc de Liancourt, le maréchal de Beauvau, le président de La Briffe, le comte et la comtesse de La Marck. Peut-être commit-il la faute de donner à son entreprise une importance qui excédait ses moyens, car, le 28 octobre 1787, il dut se déclarer en faillite[8]. On a trouvé sa signature **M. KOPP** sur quelques meubles assez insignifiants ; l'un des meilleurs est une petite armoire en bois de placage, qui parut dans la vente après décès de l'antiquaire L. Lévy en juin 1917.

KRAUSE (Chrétien) fut un des élèves et collaborateurs de David Rœntgen à Neuwied-sur-le-Rhin. Cet habile marqueteur concourut à décorer le bureau monumental que son maître vendit à Louis XVI en 1779, et dont les panneaux représentaient des scènes allégoriques symbolisant les sept Arts libéraux[9].

KRIEG (Michel), ébéniste d'origine allemande, plus connu sous le nom francisé de *Krique*, faisait partie en 1769 de la corporation des menuisiers d'Orléans[10]. Il exerça dans cette ville, rue des Pastouraux, paroisse Saint-Martin, jusqu'à la Révolution[11]. Les contemporains avaient une haute estime de ses talents : Un annuaire local, le *Calendrier historique de l'Orléanois*, publié sous Louis XVI, le cite au nombre des artistes qui honoraient cette province.

KRIER (Charles), né en 1742[12], résidait depuis plusieurs années dans le faubourg Saint-Antoine[13], quand il obtint des lettres de maîtrise le 12 janvier 1774[14]. Il s'établit alors rue du Bac, où il continua de travailler durant une trentaine d'années[15]. Ses productions, marquées

1. *Annonces*, etc., an IV, p. 6300. — *Alm. du Commerce*, an VI.
2. Arch. de l'Égl. luthérienne de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Ambassade de Suède*, p. 258. Mariage de Jean Koller et de Marie-Henriette Mangin, 11 avril 1797.
3. Ch. L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nat. pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 118 (sous le nom de « Jean Colère »).
4. Arch. de l'Égl. luth. de Paris, *loc. cit.*
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869. Journal du march. Bonnichon (ans XI et XII) ; Reg. 3930, Journal du tap. Benoît (an XII).
6. Id. *Bilans*, cart. 107, bilan de Roblâtre, ébén. en voitures, 19 février 1807.
7. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris.*
8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 69.
9. Pahin de la Blancherie. *Nouvelles de la République des Lettres et des Arts*, 1779, p. 58.
10. *Statuts, Privilèges des Maîtres Menuisiers d'Orléans*, 1769, p. 129.
11. C. Bloch. *Cahiers des Doléances du Bailliage d'Orléans*, Orléans, 1907, t. II, p. 210.
12. Arch. nat. Y. 14111, 12 juillet 1781.
13. Id. Y. 14419, 29 juillet 1771.
14. *Liste générale des M[es] Mén.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
15. *Alm. de Paris*, 1789, 2[e] partie. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — *Alm. du Commerce*, an XI et suiv. — Arch. de

1



2



3



1. Petite table à dessus de porcelaine.
(Musée du Louvre, coll. Camondo).

ROGER VANDERCRUSE, dit LACROIX.

2. Secrétaire en marqueterie à fleurs de bois de bout.
(anc. coll. Doistau).

3. Petite table à ouvrage en marqueterie.
(anc. coll. Georges Petit).

C. KRIER, se caractérisent en général par une certaine lourdeur de style. Mais cet ébéniste soignait la composition de ses ouvrages et, pour les garnir, utilisait des cuivres peu communs, tels que des listels à torsades ou des chutes en pendentifs ajourés. Un exemple typique de ses travaux faisait partie de l'ancienne collection Victorien Sardou. C'était un secrétaire à placages de bois satiné et filets d'amarante, avec une petite armoire au-dessus de l'abattant et trois rangs de tiroirs dans le bas [1]. M[me] la vicomtesse Daru possède au château du Martroy, près de Meaux, une commode en marqueterie du même auteur. J'ai relevé aussi son nom sur de bons meubles en acajou.



LABOURIER exerçait la profession d'ébéniste à Bordeaux, rue des Herbes, vers la fin du règne de Louis XVI [2].

LABRY (François), menuisier en meubles, passa maître à Paris le 21 mai 1777 [3]. On ignore l'adresse de son atelier, qui n'eut qu'une brève existence. A la suite d'embarras pécuniaires, cet artisan se trouvait sans domicile fixe en 1782 et cessa d'appartenir à sa corporation moins de trois ans plus tard. Il a laissé cependant quelques pièces très estimables, signées **F. LABRY** en lettres hautes et grêles. M[me] la comtesse de Berthier-Bizy conserve un canapé en corbeille, deux bergères et une console de bois sculpté qui portent cette estampille et proviennent de l'ameublement du château de Bizy, dans la Nièvre.

LACOMBE, se qualifiant « sculpteur et menuisier en meubles », tenait boutique à Paris rue Saint-Benoît sous le Directoire [4]; il demeura ensuite rue du Faubourg Saint-Denis, n° 67. En 1811, il fournit à l'Administration impériale un mobilier de salon composé de vingt-quatre sièges en bois de hêtre, « richement sculptés, dorés et rechampis en bleu » [5].

LACROIX (Roger VANDERCRUSE, dit), né en 1728, mort à Paris le 19 mai 1799 [6], compta parmi les grands ébénistes de sa génération. Il était fils d'un ouvrier libre, François Vandercruse [7], plus connu sous le pseudonyme de *Delacroix* ou *Lacroix*, traduction française de son nom flamand. Outre un frère qui fut maître horloger, il avait cinq sœurs dont trois épousèrent des ébénistes : l'aînée, unie d'abord à Jean-François Œben, devint en secondes

l'Égl. luthérienne à Paris. *Reg. des Mariages célébrés à l'Amb. de Suède*, p. 300 (3 avril 1803). — Arch. de la Seine. *Rapports*, cart. 27, 24 floréal an VII. *Bilans*, cart. 75, bilan du march.-bijoutier Messin, août 1789; cart. 105, bil. du march. Muller, juin 1806.

1. Vente à Paris, 29 avril 1909, n° 282 du catalogue (reprod.). — Une console traitée un peu dans le même genre figurait dans la vente de la société « Styles » (Paris, 4 déc. 1922, n° 81, reprod.).

2. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*, 1791, p. 90.

3. *Liste générale M*[es] *Men.-Ebén de Paris*, 1782.

4. *Alm. du Commerce*, an VII.

5. Arch. nat. O². 513.

6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 55, 30 floréal an VII.

7. Cet ébéniste, qui exerçait rue du Faubourg Saint-Antoine en 1747, mourut avant 1756 (Arch. nat. Y. 10990, 17 sept. 1747. — Y. 10997, 18 oct. 1756). Sa femme, née Marie-Françoise Dupuis, lui survécut jusqu'au 8 juin 1764 (*Annonces, Affiches et Avis divers*, 1764, p. 436).

noces la femme du célèbre Riesener; la deuxième se maria avec Simon Œben le jeune, et l'autre avec Simon Guillaume [1]. Après avoir gagné la maîtrise le 6 février 1755 [2], Roger prit la succession de son père, dont l'atelier était situé rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas [3]. L'élégance de ses ouvrages lui mérita bientôt la vogue. Il travailla pour la Couronne, fut un des fournisseurs du duc d'Orléans, et — probablement par l'intermédiaire du marchand Poirier — reçut des commandes pour le mobilier de la comtesse du Barry à Louveciennes. Juré de sa communauté de 1768 à 1770, adjoint aux syndics en 1781, il passa syndic l'année suivante, puis continua de siéger au bureau de ce corps comme député ou administrateur [4]. Sous la Révolution, Lacroix se retira des affaires, mais ne renonça pas complètement à son métier, qu'il pratiquait encore par plaisir dans ses vieux jours [5].

Cet artiste s'appliqua surtout aux travaux de marqueterie. Il ornait le plus souvent ses œuvres avec des mosaïques nuancées et des petits tableaux en bois de rapport dans la composition desquelles il apportait beaucoup de fantaisie et de goût. L'un des premiers, il fabriqua, dès la fin du règne de Louis XV, des meubles en citronnier incrusté d'ébène. Il imagina aussi de fort jolies décorations en camaïeu, à dessins de fleurs ou de sujets chinois. On connaît un nombre considérable de pièces sorties de son atelier. Les unes sont signées **R. LACROIX**, dans la forme ordinaire, tandis que les autres ont une marque conventionnelle composée des lettres **R. V. L. C.**, initiales des mots Roger Vandercruse La Croix. Par exception, quelques ouvrages du maître portent à la fois ses deux estampilles [6].

Notre Mobilier national conserve de lui une commode en bois satiné, ouvrant à cinq tiroirs et deux portes ; ce meuble, qui vient des Tuileries, orne maintenant le palais de Versailles. La donation Camondo a fait entrer au Louvre une ravissante petite table du même auteur, avec une frise de grecques et un dessus en porcelaine de Sèvres [7] (pl. XXXVIII). Au musée des Arts décoratifs, cet ébéniste est représenté par un bureau de dame fermant à coulisse. Le South Kensington Museum montre un beau spécimen de ses commodes en marqueterie dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI [8].

Lacroix n'a rien créé de plus charmant qu'une suite de petits meubles à décor de barbeaux qui passent, non sans vraisemblance, pour provenir de Mme du Barry. Ces pièces présentent des filets d'un bleu vif disposés en losanges, entre lesquels des fleurettes de pareille couleur se détachent sur un fond bleu pâle. Le prince d'Arenberg possède un guéridon revêtu de ces gracieuses mosaïques. Des ouvrages analogues ont figuré dans les collections du mar-

1. Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I. p. 139-140.

2. *Liste générale Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 69, faillite du march.-miroitier Bonnemain. 1784-1787.

4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331, 2 août 1768 ; Y. 9333, 4 oct. 1781. — Id. H² 2118.

5. « Vente... après le décès du cit. Vandercruze dit Lacroix, ébéniste, savoir : outils d'ébéniste, sergent, valet, presse, rabots, ciseaux, établis, scie..., rue du faubourg Antoine, n° 52, près la rue Nicolas ». *Annonces, Affiches, Avis divers*, an VII, p. 5622.

6. Entre autres morceaux sur lesquels figurent ces deux empreintes, nous citerons le bureau de Mme la comtesse Greffulhe, mentionné par A. de Champeaux dans son ouvrage sur *le Meuble* (t. II, p. 165); une table à écritoire décrite dans le catalogue de la vente Balletta (mai 1912); une paire d'encoignures qui dépendaient de la troisième vente E. Kraemer (juin 1913); et une chiffonnière appartenant à M. P. de Monicault.

7. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et et du XVIIIe siècles*. 2e éd. [1922], n° 44.

8. Don de Mrs J.-A. Bonop, 375-1901.

quis de Breteuil et du comte de la Béraudière [1]. Celle de Mme la comtesse Henri de Gontaut-Biron renferme une chiffonnière de bois jaune, à quadrillés et pointillés noirs, que l'artiste exécuta vers 1770 pour le Palais-Royal et qui servit plus tard à Madame Adelaïde d'Orléans. Une petite table en bois de rose et marqueteries à fleurs, ayant appartenu à la marquise de Montesson, se trouve chez M. Roger de Salverte, au château de Rouvres, en Bourgogne. Parmi d'autres œuvres remarquables de Lacroix, il faut mentionner les somptueux bureaux de Mme la comtesse Greffulhe, de Mme Michel Ephrussi, de M. Sommier et du baron Maurice de Rothschild. Quantité de meubles signés par cet ébéniste ont passé aux enchères depuis une vingtaine d'années [2]. Notre planche XXXVIII reproduit un secrétaire, en marqueterie de bois de bout, qui parut à la vente Félix Doistau [3], et une précieuse petite table à ouvrage de l'ancienne collection Georges Petit [4].

Pierre-Roger Vandercruse-Lacroix, fils du précédent, né vers 1750, reçu maître à Paris le 3 août 1771 [5], s'établit à Versailles. En 1785 [6], il devint ébéniste du Garde-meuble aux gages annuels de 1600 livres [7]. La fonction avait alors perdu beaucoup de son importance; elle consistait surtout à entretenir et à réparer le mobilier royal. Tout en s'acquittant de cette tâche, Lacroix fils fournissait la Cour de tables à jeu, pupitres à musique, écrans et paravents [8] Son ouvrage le plus notable fut une grande armoire en acajou, à six portes grillagées, pour servir de vestiaire dans l'antichambre de la Reine à Saint-Cloud [9]. Il mourut en 1789 [10].

LAFOLIE (Pierre) fit enregistrer ses lettres de maîtrise au Châtelet de Paris le 5 novembre 1755 et travailla rue Sainte-Marguerite jusqu'en 1777 [11]. Cet ébéniste, qui signait **P. LAFOLIE**, est connu par quelques pièces d'une composition recherchée et d'une très bonne facture, Dans l'ancienne collection du comte Jacques de Bryas, on voyait de lui une table en vide-poche, décorée d'une corbeille de fleurs au milieu d'entrelacs, le dessus faisant couvercle à charnières sur un compartiment intérieur [12]. Un autre joli spécimen des productions de ce maître appartenait naguère à M. Alphonse Kann : c'était un tout petit meuble de forme carrée, en bois de placages, muni de deux poignées de support et contenant neuf tiroirs masqués par un volet [13].

LAFOSSE. *Voy.* Delafosse.

LAGARDÈRE (Jean), né en 1753 [14], fut menuisier en billards à Paris sous Louis XVI. Il tenait boutique place la Porte-Saint-Antoine [15].

LAINÉ (Louis), menuisier-ébéniste à Paris, rue de Charenton, reçu maître en 1740 [16], eut des relations d'affaires avec le marchand Migeon et le tapissier Pingot vers le milieu du règne de

1. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
2. Cf. H. Vial, A. Marcel, A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 140; t. II, p. 128.
3. Vente à Paris, juin 1909, n° 325 du catalogue.
4. Id., mars 1921, n° 206.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. nat. O[1]. 3536, 2 (sous le nom de « Lacroix fils »).
7. Id. O[1]. 3537 1.
8. Id. O[1]. 3543; O[1]. 3629; O[1]. 3640 à 3656.
9. Id. O[1]. 3646, 1er sem. 1788. Ce meuble lui fut payé 2500 liv.
10. Id. O[1]. 3538, 2.
11. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 44A, faillite du march. de bois Varel, 1777, etc.
12. Vente à Paris, 1898, n° 296 du catalogue.
13. Id., 8 déc. 1920, n° 320.
14. Arch. nat. Y. 14111, 16 sept. 1781.
15. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 1932; 1788, p. 956, 1556, etc.
16. Archives nationales, *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324, 19 juillet 1740.

Louis XV[1]. — GUILLAUME, peut-être frère du précédent, exerça la même profession comme artisan libre rue du Faubourg Saint-Antoine. Des ouvrages lui furent demandés par J.-F. Œben, ébéniste du Roi à l'Arsenal[2].

LAMBERT (ANTOINE) fit partie d'une colonie d'artistes et d'artisans français engagés en 1717 par l'architecte Leblond pour travailler à Saint-Pétersbourg au service du czar Pierre-le-Grand[3].

LAMOUROUX s'adonnait au commerce des meubles sous Louis XVI, dans le passage de l'Orangerie, entre le jardin des Tuileries et la rue Saint-Honoré[4]. Comme beaucoup de marchands-ébénistes, il se disait « ébéniste » par abréviation, quoique ne fabriquant pas lui-même. On le trouve cité en 1788 dans les comptes de la Couronne pour la fourniture d'un secrétaire en bois d'acajou qui lui fut payé 240 livres[5].

LAMY (RENÉ), maître menuisier à Tours, fut juré de sa corporation en 1741 et 1754, puis syndic en 1778, et mourut vers 1782. Cet artisan, qui possédait rue du Godet un des principaux ateliers de la ville, travaillait à la fois pour le meuble et le bâtiment[6].

LANCELIN (NICOLAS), entrepreneur de menuiserie à Paris, était également connu sous l'appellation d'*Ancelin* et surnommé *le jeune* ou *le cadet* pour le distinguer de son frère Louis-Joseph, qui appartenait au même corps de métier. Né vers 1737[7], il passa maître le 29 avril 1766[8] et s'installa rue Saint-Denis, en face du couvent des Filles-Dieu, où sa maison existait encore en 1789[9]. Avant de se consacrer, comme son frère, aux travaux de grosse menuiserie, il s'était intéressé à l'ébénisterie d'art. Roubo lui attribue la première idée d'une machine pour canneler les bois de placage. Cet auteur nous a conservé en outre la description et le dessin d'un des meubles faits par Lancelin le jeune dans les dernières années du régne de Louis XV[10]. C'était une gaine d'horloge en bois des Indes massif, de forme pyramidale, portant une lanterne ronde couronnée d'un vase en bronze doré. D'autres cuivres, à motifs de lauriers, rubans et rosaces, paraient cet ouvrage, dont Roubo vante la belle ordonnance et l'habile exécution.

LANDRIN (GERMAIN), notable ébéniste parisien, reçu maître le 16 janvier 1738, devint juré de sa communauté en 1746 et fut élu principal en 1772[11]. Il exerça avec succès pendant près d'un demi-siècle, d'abord rue du Faubourg Saint-Antoine vis-à-vis la rue Traversière[12], et ensuite rue de Charonne[13]. Après avoir travaillé pour les magasins de confrères fameux, tels que Denis

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon, 1746 (sous le nom de « Lesné, maître men. rue de Charenton »). — *Bilans*, cart. 6, faillite du tap. Pingot, 1745.
2. Arch. nat. Z^1 m. 39. Scellés chez J.-F. Œben, 21 janv. 1763 (43e opp.).
3. Arch. des Affaires étrangères. *Moscovie*, *1717*, 2e vol., fol. 216.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 3 oct. 1783, p. 2465 ; — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 15, 18 oct. 1786 (sous le nom de « Lamorat »).
5. Arch. nat. O^1. 3646, mém. de Hauré, 1er sem. 1788; O^1. 3648 (pièces justificatives dudit mémoire). Dans ces deux documents le nom est écrit « Amouroux ».
6. Arch. départ. d'Indre-et-Loire. E. 488, 491^A, 492, 495, 496.
7. Arch. nat. Y. 13448, 28 oct. 1786.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 2643.
10. Roubo. *L'Art du Menuisier*, Paris, 1768-1774, t. III, p. 999 et pl. 333.
11. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782 ; — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9326, 2 août 1746 ; Y. 9332, 4 août 1772.
12. Arch. nat. Y. 15052, 1er juillet 1748. — *Alm. d'Indication générale... ou du Vrai Mérite*, 1769.
13. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 65.

Genty et J.-F. Œben [1], il entreprit lui-même le commerce des meubles, secondé à cette époque par son fils, qui se qualifiait bourgeois de Paris [2]. Il s'éteignit dans un âge avancé, entre 1782 et 1785.

On a relevé son estampille, **G. LANDRIN**, sur des productions très soignées, rappelant les divers styles en honneur durant sa longue carrière. Le musée des Arts industriels à Hambourg montre une de ses commodes traitée encore dans le goût de la Régence, en marqueterie de bois violet avec des bronzes à rocailles. M[me] Demachy possède de lui au château d'Ognon, près de Senlis, un grand bureau surmonté d'un gradin, le milieu de la table formant pupitre entre deux casiers à couvercles. Dans la collection Victorien Sardou, cet ébéniste était représenté par une coiffeuse en cœur, à décor de tiges fleuries [3] (pl. XXXVII). La deuxième vente Eug. Kraemer comprenait une charmante production de la vieillesse du maître : une table de dame, en mosaïque à carrelages, contenant dix petits tiroirs dissimulés derrière une porte à coulisse [4].

LANGLOIS (Pierre-Eloi), menuisier en meubles, né en 1738, mort à Paris le 5 novembre 1805 [5]. La maîtrise lui fut conférée le 7 septembre 1774 [6]. Jusqu'à la Révolution, il résida rue de Lappe [7], puis transporta son établissement dans la cour de la Juiverie [8], une ancienne impasse qui ouvrait sur le boulevard de la Contrescarpe, devant les fossés de la Bastille. Cet artisan fournit des bois de sièges pour le marquis de Laborde au château de Méréville [9]. Ses ouvrages, de bonne fabrication courante, sont signés : **P. E. LANGLOIS.**

LANGON (Jean-François-Marcoul), menuisier parisien, gagna la maîtrise le 24 mai 1769, et travailla rue du Faubourg Saint-Antoine, « place des carosses », jusque vers 1788 [10]. Une bergère Louis XV, marquée de son estampille : **J. F. M. LANGON**, a figuré dans l'ancienne collection Chrétien [11]. J'ai vu de lui différents modèles de sièges en médaillon, que l'on appelait de son temps *à la d'Artois*.

LANNUIER (Nicolas-Louis-Cyrille) tenait un magasin de meubles à Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, vis-à-vis les écuries du duc de Chartres [12], lorsqu'il se fit recevoir maître-ébéniste le 23 juillet 1783 [13]. Ce marchand vendait des pièces de luxe, comme des tables mécaniques et des bureaux à cylindre richement garnis de bronze [14]. De 1786 à 1788 il livra au prince de Condé plus de 5000 livres d'ouvrages destinés au château de Chantilly [15]. Sa maison, transférée plus tard rue du Petit-Lion, prospérait encore en 1804 [16].

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 20, bil. de l'ébén. Genty, 1762. — Arch. nat. Z[1m]. 39. Scellés chez J.-F. Œben, ébén. du Roi, 21 janv. 1763, (32[e] opp.).
2. Arch. de la Seine. *Bilans*. cart 54, faillite des sieurs et dame J.-F. Œben, 10 janvier 1780.
3. Vente à Paris, 29 avril 1909, n° 280.
4. Id. mai 1913, n° 158 (reprod.).
5. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 60, 14 brumaire an XIV.
6. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris.*
7. Arch. nat. Y. 14103, 15 mai 1776; Y. 14425, 10 janv. 1777, etc. — *Liste générale...* (1782-1789).
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1791, p. 1483.
9. L.-E. Lefèvre. *Le Parc de Méréville* (*Gazette ill. des Amateurs de Jardins*, 1921, p. 19).
10. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris.*
11. Vente à Paris, mai 1914, n° 387.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 2019.
13. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
14. *Annonces*, etc. 13 mai 1783; 28 avril 1784; 22 mars 1787, etc.
15. Arch. du Musée Condé à Chantilly. Comptes du Prince de Condé. *Reg. des Ordonnances* (Chantilly, etc.). 8 nov. 1787, 18 oct. 1788.
16. *Alm. du Commerce*, an VII (sous le nom de « Lamneyer »). — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 4530. Journal de l'ébén. J.-C. Cochois, an XII, etc.

LAPIE l'*Aîné* (NICOLAS-ALEXANDRE) fit enregistrer ses lettres de maîtrise au Châtelet de Paris le 17 août 1764 [1]. Moins de treize ans plus tard, le 8 février 1775, cet ébéniste succombait en son domicile rue de Charenton [2]. Il avait employé pour signer ses travaux la marque **N. A. LAPIE**, dont on voit plusieurs empreintes à l'encre sur le procès-verbal des scellés apposés chez lui après sa mort. Le même document mentionne, parmi les pièces qu'il laissait en cours d'exécution, une vingtaine de petites tables dites *chiffonnières*. Ses marchandises furent dispersées en vente publique le 2 mars suivant [3].

LAPIE *le Jeune* (JEAN), frère du précédent, né vers 1734 [4], devint maître à Paris le 31 juillet 1762 [5]. Il exploita, dans la même rue de Charenton, un atelier et un magasin où s'approvisionnaient de nombreux tapissiers [6]. Sans produire d'œuvres très importantes, Jean Lapie apportait dans sa fabrication beaucoup de diversité et de fantaisie. Il faisait toutes sortes de meubles en marqueterie à fleurs, en mosaïque à carrelages, en bois gris, en bois de rose, en acajou et en vernis dans le goût chinois. On trouvait chez lui des commodes surmontées d'une armoire, d'autres en encoignure, des tables à transformations, des écrans garnis de cuivres argentés, etc. Le tapissier Maugé, rue Saint-André-des-Arts, lui acheta plusieurs ouvrages avec des portes articulées à dos de livres, entre autres une curieuse « commode en secrétaire », déguisée sous l'aspect d'une bibliothèque [7]. Eprouvé par la Révolution, cet ébéniste fit faillite le 1er juillet 1790 [8]. La pièce la plus marquante sur laquelle j'ai relevé son estampille : **J. LAPIE**, est une petite table de salon, d'une forme très gracieuse, en bois de violette à filets de citronnier.

LAPIE (JEAN-FRANÇOIS), ébéniste parisien, né en 1720, mort le 18 février 1797 [9]. Après avoir obtenu la maîtrise le 15 décembre 1763 [10], il travailla d'abord rue de Charenton, associé peut-être avec l'un des frères Lapie, ses parents. Il s'établit ensuite rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 264, où il demeura durant le reste de sa carrière. Dans l'ancienne collection Jaluzot figurait un secrétaire Louis XV, en bois de rose et de palissandre, signé de sa marque **J. F. LAPIE** [11].

Son fils CHARLES, né à Paris le 27 janvier 1757, fut un des Vainqueurs de la Bastille [12]. Il servit dans la gendarmerie sous la Terreur, puis continua son métier d'ébéniste au faubourg Saint-Antoine [13]. En 1833, il obtint une pension de 250 francs comme ancien héros du Quatorze-Juillet.

LAPIERRE (F.), menuisier lyonnais du temps de Louis XVI, produisit des beaux bois de sièges, qu'il marquait : **F. LAPIERRE ALVON** (*sic*). Ses ouvrages se distinguent par leur brillante facture et leurs formes originales. Beaucoup d'entre eux présentent au dossier une garniture à médaillon dans un pourtour rectangulaire. M. R. Anginieur possède au château de Magny

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
2. Id. Y. 13402. Scellés du 8 fév. 1775.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 27 fév. 1775, p. 188.
4. Arch. nat. Y. 14093, 6 fév. 1766.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Son bilan déposé en 1791 mentionne parmi ses débiteurs les marchands Lefèvre et Delahalle. V. aussi : Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 41, faillite du tap. Leseur, 1774 ; cart. 50, bil. du tap. Tillolay, 1779 ; cart. 52, bil. du tap. Beury, 1780, etc.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5088. Journal de l'ébén. J. Lapie (années 1765 et suiv.). Reg. 5248. Livre du tapissier Maugé (1779-1780).
8. Id. *Bilans*, cart. 79.
9. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 55. 30 pluviôse an V.
10. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Vente à Paris, nov. 1905, n° 57.
12. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911.
13. On le trouve mentionné comme héritier de son père dans le document cité ci-dessus, note 9.

(Nièvre), un mobilier de salon comprenant six fauteuils de ce modèle, avec un grand canapé et deux tabourets.

LAPLANCHE, « menuisier en chaises », établi, comme artisan libre, cour des Neveux, au faubourg Saint-Antoine, fut molesté en 1771 par la jurande des sculpteurs parisiens pour usurpation des privilèges de ce corps [1]. On doit peut-être l'identifier avec un sculpteur homonyme, Pierre-Jean-Baptiste Laplanche, qui résida plus tard rue du Faubourg Saint-Martin et fut employé en 1785 à des travaux de décoration par l'Intendance des Menus [2].

LAPORTE. *Voy.* Delaporte.

LARDÉ, menuisier-mécanicien à Paris, rue de Sèvres, vis-à-vis l'hospice des Incurables, créa en 1794 un sopha perfectionné pouvant servir de lit, de canapé et de coffre [3], genre de meuble qui eut un grand succès et dont la vogue persista durant plus d'un demi-siècle. Au reste, Lardé n'était pas un fabricant de sièges, mais un entrepreneur de grosse menuiserie ; il avait obtenu en 1792 une récompense nationale pour ses ouvrages et inventions [4].

LARDIN (André-Antoine), ébéniste parisien, né en 1724 [5], mort le 10 août 1790 [6]. La maîtrise lui fut conférée le 1er juillet 1750 [7]. Il habita rue de Charenton sous l'enseigne du *Bois de Boulogne* [8] jusque vers la fin du règne de Louis XV, puis se fixa rue Saint-Nicolas, dans la maison qui portait le n° 6 à l'époque révolutionnaire. Ce fabricant travaillait activement pour le commerce. En 1777, le marchand Carré lui devait une somme de 3000 livres [9]. Deux ans plus tard, il vendit, en une fois, au tapissier Bocquet, six commodes, deux secrétaires, un chiffonnier, deux toilettes et deux tables de quadrille [10]. A son décès, on trouva chez lui une dizaine de pièces en cours d'exécution et plusieurs magasins remplis de meubles [11]. Ses ouvrages portent l'estampille **LARDIN**, imprimée en grandes lettres sans initiale de prénom. Une commode en bois de placage, provenant de son atelier, faisait partie de la vente organisée en 1917 par le Syndicat de la Presse au profit des Éprouvés de la guerre. Une pièce analogue figurait dans l'ancienne collection de la princesse d'Altora-Colonna [12]. La meilleure production que j'ai vue de cet ébéniste est un petit meuble en demi-lune, décoré de marqueteries représentant un paysage sur la façade et des corbeilles fleuries sur les côtés, au-dessous d'une frise de feuilles stylisées.

Lardin eut pour collaborateurs, puis pour associés [13], ses deux fils, André-Antoine et Louis-François, qui s'étaient fait recevoir maîtres le même jour, le 14 septembre 1774 [14]. Après la mort de leur père, l'aîné s'installa rue Traversière, n° 41, tandis que le plus jeune conservait

1. Arch. nat. Y. 10993, 14 déc. 1751.
2. Id. O1. 3072, n° 907. — Cf. St. Lami. *Dict. des Sculpteurs de l'École franç. au XVIIIe siècle*, t. II, p. 29.
3. *Almanach sous Verre*, an II, col. 714.
4. Arch. nat. F4. 1302, 17 juin 1792.
5. Id. Y. 14104, 21 mai 1777.
6. Id. Y. 14120. Scellés après décès de l'ébén. Lardin, 16 août 1790. — Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 2468.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. Y. 14092, 22 fév. 1765.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 116, bilan du march. Carré, 26 juillet 1777.
10. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 3720, 4 janv. 1779.
11. Arch. nat. Y. 14120, *loc. cit.*
12. Vente à Paris, 15 nov. 1922, n° 280.
13. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, bilan du tap. Duru, 1789.
14. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9332.

l'atelier de la rue Saint-Nicolas[1]. L'un et l'autre s'adonnaient encore à leur industrie sous le Directoire.

LAROQUE (PIERRE), menuisier parisien, débuta comme artisan libre[2], avant d'obtenir ses lettres de maîtrise le 11 juin 1766[3]. Établi rue Saint-Nicolas, il continua de fabriquer des bois de sièges jusqu'à la Révolution. En 1782, les syndics de la communauté des peintres sculpteurs saisirent une ottomane et plusieurs fauteuils qu'il avait fait orner par des ouvriers non qualifiés[4]. Il marquait : **P. LAROQUE**. On connaît d'élégants spécimens de ses travaux dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI.

LAROUE. *Voy.* Delaroue.

LAROZE exerça la profection d'ébéniste à Bordeaux entre 1784 et 1791. Il résidait « au canton de la Rode »[5].

LARZILLIÈRE (JEAN-GÉRARD) était maître menuisier-ébéniste à Paris vers le début du règne de Louis XV. En 1739, il déclarait habiter le faubourg Saint-Antoine depuis trente ans et avoir toujours vécu de façon à s'acquérir de l'honneur[6]. Domicilié rue Popincourt, il possédait un atelier rue Beaubourg, dans le cul-de-sac Berthaut[7].

LATHUILE (JEAN-PIERRE), menuisier parisien qui exerça rue d'Argenteuil entre 1737 et 1785, passe à tort pour être l'auteur d'une belle commode du Mobilier national, signée de la marque incomplète **I. P. LAT...**[8] Ce meuble est une œuvre de Jacques-Pierre Latz, dont l'article suit.

LATZ (JACQUES-PIERRE) fut un des ébénistes attachés au service de la Cour sous Louis XV. Né dans l'électorat de Cologne vers 1691, il vint en 1719 se fixer à Paris. Après avoir reçu des lettres de naturalisation en juillet 1736[9], il obtint un brevet d'ébéniste privilégié du Roi[10] qui lui attribuait les prérogatives de la maîtrise. Ce fabricant tenait un établissement considérable rue du Faubourg Saint-Antoine, dans une maison à l'enseigne du *Saint-Esprit* ou de *la Colombe* que devait habiter plus tard l'ébéniste Martin Carlin. Avec le concours d'un habile chef d'atelier, le flamand Jean Tillmans[11], il produisait des commodes, des bureaux, des gaines d'horloge, des boîtes et pieds de cartels, remarquables par leurs délicates marqueteries et peut-être encore davantage par la richesse de leurs garnitures. Latz soignait en effet beaucoup les ornements de ses meubles. Au-dessus de sa boutique il avait organisé un atelier clandestin où il

1. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de Police*. Quinze-Vingts, N° 1, 20 nivôse an III. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.

2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers du march.-ébén. Migeon (1756-1758). Laroque est cité dans ce journal pour la fourniture de « chaises privées » et autres ouvrages garnis de canne.

3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.

4. Arch. nat. Y. 13443, 21 déc. 1782.

5. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*, 1785, p. 309 ; 1791, p. 90.

6. Arch. nat. Y. 10986, 18 juillet 1739.

7. Id. Y. 15047, 4 octobre 1740.

8. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 168. — H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. I, col. 893. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 284.

9. « LOUIS, par la grace de Dieu, etc... salut : Notre amé Jacques-Pierre Latz, originaire de l'Archevêché et Electorat de Cologne, âgé d'environ quarante-cinq ans, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, Nous a fait représenter qu'il y a dix-sept ans qu'il est venu s'établir en notre bonne ville de Paris, où il a toujours travaillé avec succés du métier d'Ebéniste, et qu'il désireroit finir ses jours sous notre obéissance s'il Nous plaisoit luy accorder Nos Lettres de Naturalité ainsi qu'il Nous en a très humblement fait suplier. A ces causes..... » (Arch. nat. K. 175. N° 220).

10. Arch. nat. Y. 10987, 24 oct. 1741.

11. Id. *Ibid*.



JEAN-BAPTISTE LEBAS.
Petit canapé sculpté dans le goût de Delafosse.
(*Musée des Arts décoratifs*).





JACQUES-ANTOINE LECLERC.
Commode demi-ronde en laque de Coromandel
(*anc. coll. Casimir-Périer*).

surveillait leur mise en œuvre. Cette infraction aux règles corporatives semble avoir été longtemps ignorée des jurés-fondeurs. Mais en 1749 ceux-ci provoquèrent chez le délinquant une descente de police, au cours de laquelle furent saisis tous ses outils de ciselure, avec une quantité de pièces en cuivre brut ou fini, et plus d'un millier de modèles pour des ouvrages de fonte [1]. Latz mourut peu après, vers l'âge de soixante ans. Sa veuve, Marie-Anne Seignat, garda la même boutique, en confiant la direction des travaux à l'ébéniste Jacques Sellier qui avait remplacé Tillmans dans l'emploi de contre-maître. Elle continua de fabriquer des meubles précieux, et, pour les parer de bronzes dignes des traditions de la maison, elle eut recours à des spécialistes de talent, comme le ciseleur Vedy, les doreurs Autin et Gobert. Au reste sa gestion fut de courte durée, car elle succomba le 7 décembre 1756 [2].

Sans appartenir à la communauté des menuisiers de Paris, cet artisan possédait lui-même et transmit à sa femme le droit de marque, en vertu du privilège que lui avait octroyé le Roi. Il signait ses travaux de l'estampille : **I. P. LATZ**, imprimée en petits caractères. Cette empreinte figure, partiellement effacée mais néanmoins reconnaissable, sur une fort jolie commode en bois de rose et d'amarante qui fait partie de notre Mobilier national. M. de Chalambert possède à Montigny, près de Crépy-en-Valois, une commode analogue, en marqueterie nuancée représentant une corne d'abondance d'où s'échappent des fleurs. Une encoignure qui provient du même atelier parut à la vente Josse en mai 1894 [3] ; Molinier l'a reproduite dans son *Histoire des Arts appliqués à l'Industrie* comme un parfait exemplaire du style Louis XV [4]. On ne saurait trop louer en effet sa sobre et charmante composition, la souplesse de ses lignes et la légèreté de ses bronzes à rocailles accompagnés de motifs en ailes d'oiseau. J'ai vu chez M. E.-M. Hodgkins un autre chef-d'œuvre de Latz : un secrétaire en pupitre d'une forme très gracieuse et de la plus brillante facture. La décoration de ce meuble comporte des dauphins et des fleurs de lys, paraissant témoigner qu'il aurait appartenu à Marie-Josèphe de Saxe, dauphine de France.

LAURENT (Jean), maître menuisier-ébéniste à Paris, né en 1706, mort le 10 juillet 1766 [5]. Établi rue de Charenton, il faisait des meubles en chêne et en noyer, tels que des « armoires à tambour » et des buffets à portes brisées et à dessus de marbre, qu'il vendait de 60 à 90 livres [6].

LAURENT (Laurent FELIX, dit). *Voy.* Félix.

LAURIOT (Nicolas), né vers 1729, travaillait rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 215, où il mourut le 16 novembre 1793 [7]. Un fils ou neveu du précédent tenait un atelier d'ébénisterie dans la même rue sous le Consulat. On le trouve cité dans le livre du marchand Trintzius pour des fournitures de petites tables à ouvrage connues sous le nom de *tricoteuses* [8].

1. Arch. nat. Y. 10992, 2 déc. 1749.
2. Id. Y. 10997. Scellés chez M.-A. Seignat, veuve Latz.
3. Ce meuble avait appartenu précédemment au baron Léopold Double. Il porte les deux estampilles de J. P. Latz et de L. Boudin ; mais cette seconde marque fut certainement apposée après coup, car l'atelier de Latz avait disparu depuis cinq ans lorsque Boudin prit rang de maître.
4. E. Molinier. *Ouv. cité*, t. III, p. 139, 145-146.
5. Arch. nat. Y. 14086, 13-15 nov. 1759 ; Y. 14093. Scellés après décès de l'ébén. J. Laurent.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1308. Journal du tap. Lelorin (1758-1763).
7. Id. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q[8]. 52. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an II, p. 8312.
8. Id. *Livres de Commerce*. Livres du march. Trintzius, Reg. 2976 (an X) ; Reg. 2978 (an XI).

LAVER (CHRISTOPHE), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 11 juin 1788, exerça rue de Cléry jusqu'en 1805[1]. Il a laissé sa marque **C. LAVER** sur d'assez jolis sièges en bois peint, datant de la fin du temps de Louis XVI ; plus tard il exécuta principalement des ouvrages en acajou et en merisier[2].

LAVISSE. *Voy.* Avisse.

LAVOCAT, menuisier-machiniste, qui résida entre 1779 et 1793 à Champigneulles, près Nancy, s'intitulait « mécanicien de la cour de Bruxelles ». Il fit paraître dans *l'Almanach sous Verre* plusieurs annonces concernant des fauteuils de son invention à l'usage des infirmes et des goutteux[3]. Lavocat avait imaginé encore un *fauteuil magique* « dont les bras se joignent dès qu'on y est assis et d'où l'on ne peut sortir que par un procédé particulier ». La correspondance de Metra et les romans licencieux de l'époque montrent que ces sortes de sièges ne servaient pas uniquement à d'innocentes facéties[4].

LEBAS (JEAN-BAPTISTE), habile menuisier en meubles à Paris, né en 1729[5], mort après 1795[6]. Fils d'un artisan du métier[7], il obtint ses lettres de maîtrise le 29 juillet 1756[8] et fut juré de sa communauté de 1769 à 1771[9]. Après avoir exercé rue de Cléry, au *Saint-Esprit*, durant près de vingt-cinq ans, il se retira rue Beauregard. Ce fabricant, qui signait : **I. LEBAS**, acquit une vogue justifiée par l'élégance de ses travaux[10]. Mme du Barry le fit concourir à l'installation du pavillon de Louveciennes[11]. Il fournit au comte d'Artois un magnifique mobilier de salon composé de deux canapés et de seize fauteuils, offrant sur leurs dossiers des garnitures ovales dans des bordures d'une richesse et d'une fantaisie singulières. Ce mobilier fut acheté plus tard par Talleyrand pour le château de Valençay, où il servit au roi d'Espagne Ferdinand VII durant sa captivité en France. Plusieurs pièces dépendant de cet ensemble figuraient à l'Exposition rétrospective de Tours en 1890[12]. Notre Mobilier national compte parmi ses richesses quelques ouvrages de Jean-Baptiste Lebas, entre autre une chaise Louis XV d'un gracieux modèle[13] et deux petits canapés finement sculptés dans le goût de Delafosse. Notre planche XXXIX montre l'un de ces morceaux, prêté par l'État au musée des Arts décoratifs ; son pendant se trouve au musée du Louvre[14]. Des sièges du même auteur font partie de l'ameublement du roi de Suède, dans le château de Gripsholm[15].

Marié très jeune avec une fille du menuisier François Bouillette[16], J.-B. Lebas eut deux fils, BAR-

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1789. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 96, bilan du tap. Rondet, an XII ; cart. 98, bil. du march. Bellier, 20 frimaire an XIV.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3436. Livre de Roussel et Porterieu, march. de bois exotiques, an XIV. Reg. 3930, Journal du tap. Benoist, an XII.
3. *Alm. sous Verre*, 1779, col. 104 ; — 1793, col. 674.
4. Cf. H. Havard, *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 660-661.
5. Arch. nat. Y. 12042, 18-24 nov. 1755 ; Y. 14230, 9 juillet 1781.
6. Il vivait encore lors du décès de son fils Jean-Jacques, le 12 thermidor an III (Arch. de la Seine. Q^8. 36).
7. Arch. nat. Y. 12039, 11 fév. 1750.
8. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. nat., *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331, 1er août 1769.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 42^A, bil. du march. Hercouët-Lavigne, 1771 ; cart. 55, bil. du tap. Thibault, 1780 ; cart. 57, bil. du tap. Chevreau, 1781. Dans ce dernier document J.-B. Lebas est mentionné pour une créance de 11.748 livres.
11. Bibl. nat. *Mss. fr.* 8158. *Comptes de Mme du Barry* : « Le Bas, men., juin 1773, 1665 liv. ; sept. 1773, 1665 liv. »
12. L. Palustre. *Album de l'Exp. rétrospective de Tours 1890*, Tours, 1891, pl. XXIX.
13. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier national. Bois de sièges*, t. II, pl. 8.
14. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. [1922], n° 210.
15. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Eben. Georg Haupt*, Stockholm, 1911, p. 6.
16. Arch. nat. Y. 12048, Scellés après décès de Louise Bégée, veuve Bouillette, 28 juillet 1761. — Le maître n'avait que 22 ans lors de la naissance de son fils aîné.

THELEMY et JEAN-JACQUES, qui furent ses élèves et collaborateurs. L'aîné gagna la maîtrise le 13 août 1771, l'autre le 7 novembre de l'année suivante [1]. Vers 1781, ils s'associèrent en vue de continuer l'entreprise paternelle et prirent pour marque commune l'estampille **LEBAS**, sans initiale de prénom. Deux chaises à lyre provenant de leur atelier faisaient partie de l'ancienne collection Muhbacher [2]. Jean-Jacques mourut le 31 juillet 1795, à l'âge de quarante-cinq ans [3]; son frère continuait d'habiter rue de Cléry, nº 271, au commencement du XIXe siècle.

LEBATTU (JEAN), maître menuisier à Nantes, rue Bouteiller, paroisse de Châtenay, faisait avec succès des bois de lits et de sièges. Il devint un des jurés de sa communauté en 1786 [4].

LEBE-GIGUN. *Voy.* Gigun.

LEBESGUE, famille d'ébénistes parisiens. — CLAUDE florissait vers le début du règne de Louis XV. On a relevé son estampille **C. LEBESGUE** sur une belle commode en bois d'ébène, ornée de marqueteries en cuivre et de bronzes à rocailles, qui parut à l'Exposition des Arts décoratifs en 1882 [5].

FRANÇOIS, que l'on suppose frère du précédent, s'établit fabricant et marchand de meubles rue du Faubourg Saint-Antoine, où il décéda le 18 septembre 1765 [6].

CLAUDE-PIERRE, probablement fils de Claude, passa maître le 6 mai 1750 [7], fut juré de sa corporation de 1769 à 1771 [8], et mourut en août 1789 [9]. Il possédait un atelier très actif rue Saint-Nicolas [10]. *L'Almanach général des Marchands* (1781) le cite parmi les principaux ébénistes de Paris, mais cette indication semble se référer à l'abondance plutôt qu'au mérite de ses ouvrages.

ROBERT-CLAUDE, fils du précédent, né en 1749 [11], gagna la maîtrise le 13 août 1771 et devint en 1778 député ou conseiller de sa corporation [12]. Il exploita un fonds de marchand de meubles au faubourg Saint-Germain, d'abord rue du Four, et ensuite rue de la Poterie, nº 3. La Révolution le fit membre du comité de la section des Arcis, puis juré du Tribunal criminel institué après la journée du 10 Août [13]. En 1793, Fouquier-Tinville le proposa pour remplir les mêmes fonctions auprès du Tribunal révolutionnaire [14].

LEBLANC livra au Garde-meuble, le 24 octobre 1748, une commode de forme chantournée, offrant des placages de mosaïque en différents bois des Indes et des ornements de bronze doré, pour servir dans les appartements de Madame Infante et de son époux don Philippe, au château

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
2. Vente à Paris, mai 1907, nº 317 du catalogue.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q8. 36, 12 thermidor an III.
4. Arch. dép. de la Loire-Infre, E. 1623.
5. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
6. Arch. nat. Y. 14092, Scellés après décès de l'ébén. Fr. Lebesgue. — V. aussi Y. 11277, scellés après décès de Renée Bernard, sa veuve, 29 août 1783.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331, 1er août 1769. — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 65.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1789, p. 2515.
10. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 21 et 24, faillites du tap. Hugot, 1763-1766; cart. 22, bil. du tap. S. Gilles, 1764; cart. 57, bil. du tap. Drulin, 1781; cart. 114, bil. du tap. Berthault, 1776, etc.
11. E. Charavay. *Assemblée Électorale de Paris*, Paris, 1890-1905, t. II, p. 34 et 589.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H2. 2118.
13. E. Charavay, *loc. cit.*
14. « Paris, 20 sept. 1793, l'an II de la République une et indivisible. — L'accusateur public salue le citoyen Nicolas et l'invite à mettre sur la liste des candidats pour jurés du Tribunal le citoyen *Robert-Claude Lebesgue* de la section des Arcis et qui était au jury d'accusation du Tribunal du 17 août 1792. C'est une excellente acquisition à faire parmi les jurés. Le citoyen Nicolas est invité à ne pas l'oublier. Salut et fraternité. — A.Q. FOUQUIER » (*Papiers inédits trouvés chez Robespierre*, t. I, p. 268).

de Versailles[1]. — On n'a pu identifier avec certitude ce fournisseur de la Couronne. Peut-être faut-il voir en lui un marchand de Versailles qui se nommait en réalité *Leblond*, et dont la maison existait encore rue de la Pompe sous le règne de Louis XVI[2].

LEBLOND (Gabriel), artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine, travaillait rue de Charenton vers le milieu du XVIII[e] siècle avec ses deux fils, dont le plus jeune, né en 1735, portait aussi le prénom de Gabriel[3]. Ces ébénistes fabriquaient spécialement des tables de fantaisie en merisier, en acajou et en marqueterie à fleurs. Ils produisirent en grand nombre des plateaux de lits à glace et pupitre, des petits bureaux pouvant s'adapter sur un fauteuil, des vide-poches, des tables pliantes sur des pieds en X que l'on dénommait *en ciseaux*, et des secrétaires à renversement dits *en cabriolet* ou *à culbute*[4].

LEBLOND (Jean-François), reçu maître-ébéniste à Paris le 28 juin 1751, s'établit dans le cloître Saint-Germain-des-Prés. Son atelier, qui semble avoir eu peu d'importance, ne disparut que sous le Directoire[5].

LECHARTIER (Jacques), menuisier parisien, admis à la maîtrise le 9 septembre 1773, résida rue de Charenton jusqu'en 1789[6]. Il a laissé son estampille **J. LECHARTIER** sur de jolis sièges, dont quelques-uns offrent un riche décor d'entrelacs, lauriers et cordons de sequins. M. le comte de Bernard du Breil possède deux fauteuils traités par lui dans les formes souples et mouvementées du style rocaille, ce qui constituait une singularité à l'époque tardive où cet artisan obtint le droit de marque.

LECLERC (Charles-Michel), fabricant et marchand de meubles, né en 1743, mort à Paris le 1[er] novembre 1805[7]. Après avoir passé maître le 19 septembre 1786, il exploita un atelier et un magasin rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Sainte-Marguerite[8]. En 1792, cet ébéniste fut élu officier municipal de la section des Quinze-Vingts[9]. On trouve dans les *Petites-Affiches* plusieurs réclames concernant ses marchandises et, en particulier, des « petits meubles pour étrennes[10] ». J'ai relevé sa signature **C. M. LECLERC** sur une table de lit en acajou, à tiroir et pupitre.

LECLERC (Claude), menuisier-ébéniste à Paris, gagna la maîtrise le 12 octobre 1785[11]. Établi d'abord rue de Charenton, à *l'Agneau Pascal*, il se fit connaître sous Louis XVI comme « menuisier en fauteuils »[12]. Plus tard, ayant transféré son atelier rue de Charonne, n° 7, Claude Leclerc

1. Arch. nat. O[1]. 3314, fol. 113.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 68 et 115, faillites du march. Hutin, 1777 et 1786.
3. Arch. nat. Y. 447, n° 39. — Y. 14086, 10 nov. 1759.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre de l'ébén. Migeon, où ces fournisseurs sont inscrits sous les noms de « Le Blond » (1747), « Le Blond l'aîné » (1752-1759), « Le Blond le jeune » (1753-1760).
5. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Alm. des Bastimens*, 1774 et suiv. — *Alm. de Paris*, 2[e] partie, 1787-1789 (sous le nom de « Leblanc »). — *Alm. du Commerce*, an VII.
6. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 75, faillite du tap. Bonnemain jeune, 29 août 1789.
7. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 60, 10 brumaire an XIV.
8. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789. — Arch. nat. Y. 14436, 8 nov. 1788.
9. *Alm. National*, an II, p. 387 et 391. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*. Quinze-Vingts, n° 1, 11 messidor an II.
10. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 20 déc. 1787, 17 avril 1788, fin oct. 1791.
11. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
12. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 60, bilan du tap. Brianchon, 1783; cart. 71, bil. du tap. Dambreville, 1788; cart. 73, bil. du tap. Hecquet, 1788; cart. 78, bil. du tap. Delaine, 1790, etc.

entreprit également des ouvrages d'ébénisterie en acajou et en noyer. Au printemps de 1811, le Garde-meuble impérial lui commanda des tables et des armoires destinées au service des grands-officiers de la Couronne [1]. — Sa marque **C. LECLERC** se rencontre sur de beaux sièges datant de la première période de son activité. Plusieurs petits fauteuils signés par lui ornent l'un des salons du Ministère des Finances. A la vente après décès du baron La Caze figuraient deux remarquables bergères du même auteur. Ces pièces, composées et décorées avec beaucoup de goût, présentent des accotoirs d'un modèle original, dans la forme de consoles à volutes [2].

LECLERC (Jacques-Antoine), né en 1744, mourut à Paris le 30 janvier 1792 [3]. Maître ébéniste depuis le 29 septembre 1779 [4], il travailla rue du Faubourg Saint-Antoine, en face de la rue des Barres, puis dans la cour de la Juiverie, près des fossés de la Bastille. Ses productions sont estampillées **J. A. LECLERC**. L'ancienne collection Casimir-Périer comprenait une paire de précieuses commodes, en laque de Coromandel, frappées de cette empreinte [5] (planche XXXIX).

LECOMTE, menuisier à Chantilly, fut employé par le prince de Condé à de modestes ouvrages pour l'ameublement du château de cette ville, entre 1769 et 1771 [6].

LEDUC (Pierre), maître menuisier en meubles, né vers 1685, mort à Paris le 25 juin 1765 [7]. Il résida rue de Cléry, à *la Providence*, fabriquant des sièges de luxe, des bois d'écrans et de paravents, qu'il signait **LEDUC**. En 1749, il exécuta pour le tapissier Nicolas de la Voizière de nombreux ouvrages, parmi lesquels une douzaine de fauteuils à châssis mobiles, faits pour recevoir une garniture de canne en été et d'étoffe en hiver [8]. Dans sa vieillesse, Leduc se retira rue de la Chanverrerie où il termina ses jours.

LE FEBVRE, ébéniste renommé du temps de Louis XIV, était fils du tapissier Claude Le Febvre, dit Saint-Claude, que Fouquet avait employé au château de Vaux. Il demeurait à Paris, rue Saint-Denis, au *Chesne vert*. Abraham du Pradel le cite comme un émule de Boulle dans les travaux de marqueterie [9].

LEFÈVRE (Louis-Michel), menuisier en meubles, devenu maître à Paris le 17 novembre 1749 [10], exerça rue Saint-Nicolas jusqu'en 1781, date probable de sa mort [11]. Il employait chez lui un sculpteur nommé Bonnard [12]. A l'Exposition du Goût chinois en Europe au XVIII[e] siècle, organisée en 1910 par l'Union centrale des Arts décoratifs, on voyait un gracieux fauteuil Louis XV, portant la marque **L. M. LEFEVRE**. Je possède deux petits fauteuils analogues, sous leur

1. Arch. nat. O[1]. 513.
2. Vente à Paris, mai 1911, n° 128 du catalogue (reprod.).
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 52.
4. *Liste générale des M*[es] *Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
5. Vente de M[me] X..., Paris, 14 juin 1912, n[os] 68 et 69.
6. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des dépenses*, 1766 à 1772, art. 1392.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1765, p. 484.
8. Arch. nat. Y. 9523. Instruction d'un procès contre des ouvriers chaisiers qui avaient formé une coalition pour faire augmenter leurs salaires, 15 sept.-31 déc. 1749.
9. Abr. du Pradel, *Livre Commode des Adresses de Paris* (1692), Ed. E. Fournier, t. I, p. 285.
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9326.
11. Id. Y. 14092, 30 janv.-10 juin 1765. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 45, bilau du tap. L. Grandin, 1775 ; cart. 57, bil. du men.-ébén. J.-J. Kirschenbach, 1781. Son nom ne figure pas sur le tableau de la communauté publié l'année suivante.
12. Arch. nat. Y. 14107, 29 oct. 1778.

ancienne peinture rouge. Le docteur de Saint-Germain a trouvé du même auteur une large bergère de malade, munie aux bras de tirants en fer pour soutenir une tablette.

LEGENDRE (Victor), compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine, fut un des Vainqueurs de la Bastille[1].

LEGRAND. *Voy.* Grand.

LEGRY (Jean-Louis-François), né en 1745[2], reçu maître à Paris le 29 septembre 1779, travailla rue de Charenton au moins jusqu'en 1792[3]. Il a laissé des ouvrages très estimables signés **I. L. F. LEGRY.** Une exposition qui eut lieu au musée des Arts décoratifs en 1910 montrait de lui un secrétaire en laque verte et or de style chinois[4]. M. de Savignies possède, au château de Coye (Oise), un autre secrétaire, où cet ébéniste a fait valoir son talent pour la marqueterie dans de fines compositions nuancées représentant des fleurs et des attributs.

LEGUEUX se trouvait établi sous Louis XVI comme fabricant et marchand de meubles à Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré, vis-à-vis le couvent des Jacobins[5]; il vendait de beaux ouvrages enrichis de bronzes dorés, comme des « tables à musique formant à volonté quatre pupitres[6] ». Maître tourneur de son état, il devint député ou conseiller de la communauté des menuisiers-ébénistes quand les tourneurs se furent réunis à cette corporation[7].

LEHAENE (Pierre-Joseph) venait d'être reçu maître ébéniste à Paris le 14 février 1789[8], lorsqu'il prit part au siège de la Bastille et fut élu membre du comité des Vainqueurs[9]. A cette époque, il demeurait rue Traversière-Saint-Antoine. On le retrouve sous le Directoire rue des Tournelles, produisant des meubles de luxe et de fantaisie, en acajou et en citronnier, comme des tables à thé, des tricoteuses, des athéniennes, des écrans à glace[10]. — Lehaene eut pour élève, pour associé, et plus tard pour successeur, son fils Jean-Antoine, né à Paris le 8 novembre 1784, et qui se distingua dans sa profession[11] : Après s'être acquitté avec succès de diverses commandes officielles, ce fabricant fut chargé en 1829 de la fourniture générale du mobilier de la Couronne. Il continua de travailler pour les résidences royales jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe.

LEHMANN (Christian-Friedrich), originaire d'Allemagne, obtint le 25 mars 1755 un brevet le nommant ébéniste de la cour de Danemark[12]. Il résidait depuis longtemps à Copenhague et s'était fait connaître par d'importants travaux. Dès 1735, il avait exécuté pour le roi Christian VI un cabinet monumental qui figure dans les collections historiques du château de Rosenborg[13]. Ce somptueux ouvrage, tout en bois de rose incrusté de nacre et d'ivoire, ne vaut

1. Arch. nat. T. 514[1] 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 109.
2. Id. Y. 14113, 23 janv. 1783.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Donations*, Reg. 144.
4. Jacques Guérin. *La Chinoiserie en Europe au XVIIIe siècle.* Paris, 1911, p. 23 (reprod.).
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1779, p. 1660. — *Alm. de Paris*, 1788 et 1789 (2e partie).
6. *Annonces*, etc., 1788, p. 2331.
7. *Ibid.*, 1779, p. 1660. — Arch. nat. H[2]. 2118.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9334.
9. Id. T. 514[1] 5. Papiers du dép. Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 648. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille.* Paris, 1911, p. 144.
10. *Alm. du Commerce*, ans VII et suiv. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2579, Journal du march. Collignon (an VI); Reg. 2976 et 2977, Livres du march. Trintzius (ans X et XI).
11. *Bazar Parisien*, 1825. — *Alm. du Commerce.* — Ed. Foucaud. *Les Artisans illustres*, Paris, 1841, p. 496 et suiv.
12. Communication de M. le directeur du Musée des Arts décoratifs de Copenhague.
13. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 201. Une reproduction de ce cabinet figure dans les collections de documents de la Bibl. des Arts décoratifs (Recueil coté 340, 4).

que par la finesse de sa facture. Le style en est affreux et la composition extravagante. Sa partie inférieure, formant bureau, sert de piédestal à une énorme armoire gondolée qui s'élargit depuis la base jusqu'au faîte, pour se terminer par un fouillis de rocailles où niche un Amour jouant de la flûte.

LELARGE (JEAN-BAPTISTE). Trois membres de la même famille, — l'aïeul, le père et le fils, — portant tous le même prénom, furent maîtres menuisiers en meubles à Paris dans le cours du dix-huitième siècle.

Le plus ancien résidait rue de Cléry en 1749, quand il prit part à des poursuites exercées par sa corporation contre des ouvriers qui avaient fomenté une cabale afin de faire augmenter leurs salaires [1]. On voit dans le dossier du procès que Lelarge confectionnait à cette époque des bois de couchettes pour François Lefèvre, marchand-tapissier au faubourg Saint-Germain.

JEAN-BAPTISTE II, né en 1712 [2], fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 14 janvier 1738 [3]. Marié à une fille du menuisier Étienne Saint-Georges [4], il s'établit du vivant de son père, non loin de ce dernier, dans une maison où demeurait sa belle-famille, rue de Cléry, en face de la rue Saint-Philippe [5]. Il décéda vers l'âge de soixante ans, laissant l'entreprise à sa veuve qui la transmit bientôt à leur fils.

Ce troisième JEAN-BAPTISTE LELARGE, né en 1743 [6], devint maître le 1er février 1775 [7] et assuma depuis lors la direction de l'atelier. Joignant à beaucoup d'activité un goût très délicat, il gagna la vogue et obtint des commandes pour la Couronne. En 1789, il comptait parmi les notables de son quartier ; à ce titre il fut nommé électeur, puis membre du comité de la section de Bonne-Nouvelle [8]. Plus heureux que beaucoup de ses confrères, Lelarge put sauver son établissement pendant la Terreur. La vente d'un immeuble qu'il possédait dans le quartier du Marais l'aida ensuite à rétablir ses affaires [9]. Il continua d'exercer rue de Cléry jusqu'à sa mort, qui survint le 8 octobre 1802 [10].

On ne connaît aucune pièce signée par le premier de ces artisans. Les deux autres ont employé la même estampille **I. B. LELARGE**, sans que cette similitude de marque puisse causer une confusion entre leurs travaux. Le père, qui exerçait sous Louis XV, ne semble avoir produit que des ouvrages assez ordinaires. Les créations du fils, traitées dans le genre classique, sont souvent du premier ordre. La pureté de leurs lignes, la justesse des proportions, la grâce et l'harmonie de tous les détails prouvent le soin que ce maître apportait à l'étude de ses modèles. Il faisait surtout des sièges en médaillon, que l'on appelait *à la d'Artois*. C'est le type auquel se rattache le beau fauteuil représenté sur notre planche XLI et qui figure au musée du Louvre [11]. Le Mobilier national renferme d'autres brillants spécimens de ses travaux.

1. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749 (sous le nom de « Lelarge père »).
2. Id. Y. 12040, 11 oct. 1753. Scellés et information après décès de Jeanne-Madeleine Gareau, veuve Saint-Georges.
3. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
4. Id. Y. 12040, *loc. cit.*
5. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749 (sous le nom de « Lelarge fils »).
6. Id. Y. 14108, 1-4 sept. 1779.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris* (1782-1789).
8. Ét. Charavay. *Assemblée électorale de Paris, 1790*, p. 22.
9. *Annonces, Affiches et Arts divers*, 22 messidor an II, p. 8515.
10. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^{8}. 43, 5 brumaire an XI.
11. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier des XVIIe et XVIIIe siècles*, 2e éd., Paris [1922], n° 199.

Le Petit Trianon en a recueilli quelques-uns provenant de l'ancien mobilier du palais de Fontainebleau. Des œuvres du même auteur sont exposées dans le Musée municipal de Strasbourg, dans le South Kensington Museum à Londres et le musée des Arts industriels à Hambourg. Parmi celles qui ont passé en vente publique depuis quelques années, on peut citer quatre tabourets ornés d'entrelacs ayant appartenu à M. Jacques Doucet [1], un grand canapé de l'ancienne collection Rikoff [2] et plusieurs morceaux remarquables que possédait naguère M. Marcel Zambaux [3], notamment un curieux fauteuil dans le style du Directoire, à dossier renversé et à décor de petites grecques. J'ai trouvé le poinçon de Lelarge sur une suite de chaises étrusques, en acajou massif, d'une singulière élégance. Ces pièces, comme la précédente, datent de la vieillesse du maître. Elles montrent que son goût ne s'était pas émoussé en s'adaptant sur le tard aux nouvelles exigences de la mode.

LELEU (Jean-François), né en 1729, mort à Paris le 3 septembre 1807 [4], fut un des plus fameux artistes industriels de son époque. D'abord humble ouvrier au faubourg Saint-Antoine [5], il se plaça encore jeune chez J.-F. Œben, ébéniste du Roi qui exploitait une importante fabrique de meubles dans les bâtiments de l'Arsenal. A la mort de ce maître, en janvier 1763, Leleu pensa que la veuve Œben lui confierait la direction de l'atelier ; mais il fut supplanté par son camarade Riesener, ce dont il conçut un violent dépit [6]. Comme il avait gagné de quoi s'établir, il prit des lettres de maîtrise le 19 septembre 1764 [7] et leva boutique sur la chaussée de la Contrescarpe, devant les remparts de la Bastille [8]. Il n'y fit qu'un bref séjour. Obligé bientôt d'agrandir son installation, il la transporta rue Royale [9], près de la place du même nom, qui est maintenant celle des Vosges. Peu d'années lui avaient suffi pour s'imposer à l'attention des connaisseurs par l'élégance recherchée de ses travaux [10]. Vers la fin du règne de Louis XV, il fournit à la Cour plusieurs œuvres que possède encore notre Mobilier national. En même temps, il produisait des pièces somptueuses pour Mme du Barry, comme un bureau paré de porcelaines peintes, qui, après avoir émigré à Florence, dans le palais de San-Donato [11], est aujourd'hui l'un des joyaux de la collection de Lady Carnarvon à Londres.

1. Vente J. D..., Paris, 17 mai 1906, no 150 du catalogue.

2. Vente à Paris, déc. 1907, no 329.

3. Id. nov. 1922, nos 190, 195, 209 et 215.

4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 321.

5. Arch. nat. Y. 10995, 3 janv. 1753.

6. Sa rancune ne s'était pas apaisée deux ans plus tard, comme le prouve ce curieux document de police : « L'an mil sept cent soixante cinq, le mardy treize aoust, neuf heures du matin, en notre hotel et par devant nous, Antoine-Charles Crespy, conser du Roy, comre au Chastelet de Paris, est comparu *Henry Riesener*, compon ébéniste, demt rue de la Contrescarpe, fossés de la Bastille, faubg St Antoine, psse Ste Marguerite, lequel nous a rendu plainte contre le nommé *Leleu*, mtre ébéniste, demeurant susdite rue de la Contrescarpe, et contre un de ses compagnons. Et dit qu'en haine de ce que le plaignant conduit les ouvrages de la Vve Aubenne à l'Arsenal, chès laquelle ledit Leleu travailloit, il l'a fait plusieurs fois insulter par sa femme, même l'a menacé de la maltraiter où il le trouveroit ; que, rentrant chès lui hier sur les dix heures du soir, chargé de deux planches, il a fait rencontre dud. Leleu et dud. compagnon, qui en le voyant sont venus à lui, et led. Leleu lui a porté plusieurs coups de poings sur la teste et jetté son chapeau dans les boües et auroient poussé les choses plus loing s'ils n'avoient pas vu venir du monde. Et comme le plaignant est dans l'intention de se pourvoir contre led. Leleu et led. compagnon pour raison de tout ce que dessus, il est venu nous rendre la présente plainte de laquelle il nous a requis acte... » (Arch. nat. Y. 14092). — Dans la suite Leleu et Riesener paraissent s'être réconciliés et même avoir travaillé en collaboration. Le legs Schlichting au musée du Louvre renferme un beau secrétaire en acajou qui porte conjointement l'estampille de ces deux artistes (no 122 du catalogue).

7. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.

8. Arch. nat. Y. 14092, 13 août 1765.

9. La rue Royale-Saint-Antoine porte aujourd'hui le nom de Birague.

10. Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1768, p. 388. — *Tablettes de Renommée*, 1772. — Plus tard, on le trouve cité parmi les principaux ébénistes-marqueteurs de Paris dans l'*Alm. gén. des Marchands du Royaume*, 1779 et années suiv.

11. Vente des collections de San-Donato, Florence, 1880, no 1534 du catalogue.

1



2



JEAN-FRANÇOIS LELEU.

1. Petite commode en bois des Iles, provenant du mobilier royal (*Petit Trianon*).

2. Grande commode en acajou, présumée provenir du prince de Condé (*coll. Wallace à Londres*).

Leleu fournissait également le prince de Condé. Entre 1772 et 1777, il envoya au Palais-Bourbon et à l'hôtel de Lassay une quantité de meubles valant plus de 60.000 livres. Durant les dix années suivantes, il continua de recevoir des commandes pour les châteaux de Chantilly, de Saint-Maur et de Villegénis, ainsi que pour l'hôtel de la princesse Louise, rue Monsieur [1]. Les archives du Musée Condé conservent plusieurs mémoires de l'ébéniste, où celui-ci donne une minutieuse description des ouvrages qu'il créa pour ces résidences. Au nombre des plus précieux figuraient un bureau à cylindre orné de douze têtes de lion [2] et une grande commode offrant des mosaïques à fleurs de lys avec le chiffre du prince incrusté sur fond bleu [3]. Outre de pareils morceaux, Leleu exécutait pour ses clients des travaux relevant de l'ébénisterie commune et même de la simple menuiserie. Car cet actif artisan ne dédaignait aucune tâche et se chargeait volontiers de garnir toute une maison depuis les salons jusqu'aux mansardes. C'est ainsi qu'il fabriqua pour le château de Marais, près de Dourdan, un mobilier très divers dont le marquis de Noailles possède à Champlâtreux quelques spécimens, comprenant des pièces en bois de noyer avec une superbe commode de laque polychrome. Leleu entreprit dans les mêmes conditions l'ameublement du château d'Hénonville en Beauvoisis : chez Mmes la baronne d'Ivry, la comtesse Henri de Gontaut-Biron, la marquise de Courcy, née de Nantois, et chez le comte de La Panouse, sont dispersés des ouvrages que le maître livra pour cette demeure. Ses talents furent employés aussi par le marquis de Laborde au château de Méréville [4].

Élu juré de la communauté le 2 août 1774 [5], Leleu remplissait encore cette fonction quand Turgot fit dissoudre les organisations professionnelles en février 1776. On sait qu'un édit royal les rétablit cinq mois plus tard. De nouvelles élections attribuèrent alors à notre ébéniste une

1. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Compte général de la Construction du Palais Bourbon* (1773-1778); *Reg. des ordonnances...* (1772-1777); *Comptes du Prince de Condé*, Chantilly, etc. (1775-1787). — Cf. G. Macon. *Les Arts dans la Maison de Condé*, Paris, 1903, p. 116, 136, 138 et 139.

2. Arch. du Musée Condé à Chantilly. Série A.C. cart. 7. *Mémoires d'Ouvrages faits et fournis pour S. A. S. Mgr le Prince de Condé, par Leleu, ébéniste, rue et près de la place Royale, 1772* : « Palais-Bourbon. Salon rose. Avoir fourni un bureau à cylindre de 2 pieds 6 p. de long, 18 p. de profondeur, 3 pieds 3 p. de haut. Le corps d'en haut est composé de six tiroirs de bois satiné massif, plaqué en mosaïque, et la tablette ferrée d'une machine faisant jouer l'abattant qui est garni d'un velours vert. Le corps d'en bas est composé de ciuq tiroirs en bois d'acajou massif, dont un ovale où est posée la serrure, faisant fermeture de toute la pièce par d'autres machines. Ledit secrétaire est à pieds carrés et angles renforcés. Au-dessous ce sont des consoles en bois d'amarante massif, cannelées en cuivre lisse, les pieds plaqués en bois d'amarante et rose, filets noirs et blancs, les panneaux et l'abattant en mosaïque nuancée... Le corps dudit secrétaire est orné de 4 sabots à boules et feuilles d'eau; dans les angles des pieds, quatorze bouts de guirlaudes à feuilles de chesne; au-dessous huit doubles feuilles d'eau, les carrés à grains de chapelet, douze testes de lion, une moulure unie pour le pilastre, dix-huit baguettes et fleurons à laurier, six feuilles d'ornemens, dix fleurons à rouleaux. Sur les côtés et devant sont cinq cadres à laurier dans un ovale, dans le milieu un soleil; pour le carderon est une moulure à feuilles d'acanthe. Le corps d'en haut, les côtés ornés de deux demi-cercles de doubles portes à jour. La partie cintrée de devant et la frise du même ornement. Au dessus est une moulure unie faisant cadre du marbre, le tout bien fini et doré d'or moulu, pour ce 4760 livres. »

3. Id. *Ibid.* « Chambre à coucher de S. A. S. Du 28 déc. 1772... Avoir fourni une commode de 5 pieds 10 p. de long; 3 pieds 3 p. de haut; 2 pieds 6 p. de profondeur. Le bâti en chesne de Vauge. Sur le devant sont trois tiroirs, dont un dans la frize où est posée la serrure faisant fermeture par une machine des deux grands en dessous. Aux deux parties circulaires, sont deux portes en dedans plaquées en bois satiné et amarante filets noirs et blancs, et trois tiroirs dans chacune plaquée de bois de rose. Dans la frize au dessus sont deux tiroirs ferrés chacun de leur serrure, tous les dedans garnis en mohère bleue... Les frizes de ladite commode plaquées en bois d'amarante, filets noirs et blancs. Dans le panneau du devant est un ovale à moulure, le fond bleu et le chiffre incrusté, deux guirlandes de fleurs, deux branches d'olivier. Dans les parties circulaires, deux bouquets de fleurs; les panneaux des côtés en mosaïque à fleurs de lys. Le tout nuancé. Ladite commode est ornée de six sabots à boules et feuilles d'eau, les pieds ronds cannelés en cuivre lisse, six chapiteaux, six doubles entrelacs et rosaces, six grandes feuilles d'ornemens. Au dessus est une grande moulure à oves, une frise repercée à jour, une moulure plate à ruban, une autre moulure à filets. Au dessus des chapiteaux, cinq cadres à feuilles d'eau, quatre portans, le tout monté à écroües. Lesdits bronzes faits sur cire, bien finis et dorés d'or moulu... Pour ce, 10715 livres. »

4. L.-E. Lefèvre. *Le parc de Méréville* (*Gazette ill. des Amateurs de Jardins*, 1921, p. 19).

5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9332.

des deux places de syndic prévues par les statuts. L'année suivante, après l'expiration de son mandat, il fut nommé député ou conseiller de son corps, au bureau duquel il continua de siéger jusqu'à la Révolution [1]. — Depuis 1780, Leleu avait pris pour associé son gendre, Antoine Stadler [2], auquel il céda sa maison vers 1792. Enrichi par son travail, il termina ses jours dans une situation prospère [3].

Ce maître signait ordinairement de la marque **J. F. LELEU** qui porte son nom inscrit dans un petit cadre festonné. Il employa en outre une seconde estampille n'imprimant que les initiales **J. F. L.** On lui doit des œuvres nombreuses, fort variées, souvent très originales, et dont les plus simples évitent presque toujours la banalité par certains détails de leur structure ou de leur décoration. Habilement dessinées, dans un style un peu sec, elles ont en général moins de grâce que de noblesse.

La majeure partie sont en bois de placage. A ce genre se rattachent une grande commode de forme cintrée qui orne la chambre de Marie-Antoinette au Petit-Trianon, et deux petits meubles, l'un à porte, l'autre à tiroirs, que l'on a placés dans la salle à manger du même palais. La planche XL montre une de ces dernières pièces, remarquables par le motif en losange qui se découpe sur leur façade. Il en existait, dans la collection Luce à Versailles, une réplique provenant du mobilier de Mme du Barry [4]. Une jolie commode de Leleu, également en bois de placage, fut acquise par Mme la comtesse de Béarn dans la vente Jacques Doucet [5]. Les meubles en marqueterie signés par cet artiste ne sont pas rares. Il suffira de mentionner un curieux secrétaire, orné de carrelages octogones, appartenant au comte Moïse de Camondo, un beau meuble d'entre-deux que possède Mme la comtesse H. de Gontaut, et surtout l'admirable secrétaire de la collection Wallace à Londres, richement décoré de vases et paniers fleuris [6]. Les galeries d'Hertford House renferment encore le chef-d'œuvre que représente notre planche XL [7]. Ce meuble est en acajou clair, d'une tonalité très douce. Ses lignes à la fois fermes et souples, l'élégance robuste de ses six pieds cannelés que surmontent des chapiteaux à volutes, la finesse des ornements, le goût ingénieux avec lequel ils sont distribués, tout concourt à la beauté de cette pièce, une des plus parfaites qui soient sorties des mains de Leleu. Les fleurs de lys posées dans sa frise permettent d'en attribuer la commande au prince de Condé. On peut voir au musée du Louvre, dans la donation Schlichting, une commode assez analogue, mais avec des colonnes détachées aux angles et des pieds tors garnis de perles [8].

Le château de Chantilly, dévasté sous la Révolution, ne contient plus aucun des meubles dont l'artiste embellit cette résidence. Il s'y trouve représenté néanmoins par une œuvre extraordinaire dont le duc d'Aumale fit l'acquisition à la vente de lord Hamilton [9]. C'est un

1. Arch. nat. H^3. 2118.
2. Cf. Id. O^1. 3634 (6 juin 1785) : Fournitures au Garde-meuble de tables à jeu par « *Leleu*, ébéniste, et *Stadler*, son gendre ».
3. Arch. de la Seine. Enregist. Q^8. 321.
4. P.-E. Mangeant. *La collection Luce* (*Versailles illustré*, t. III, p. 75).
5. Paris, 1912, n° 329 du catalogue (reprod.).
6. *Catalogue of the Furniture... in The Wallace Collection*, London, 1906, p. 314, Gal. XVIII, n° 52.
7. *Ibid.*, p. 159. Gal. IX, n° 13.
8. Carle Dreyfus. *Le Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. [1922], n° 92. — Id. *Musée du Louvre. Le Mobilier français*, Ep. Louis XVI, planche XXI.
9. *Catalogue of the Hamilton Collection*, London, 1882, p. 179, n° 1456.

bureau pompeux et bizarre, en ébène massive, lourdement chargé de cuivres dans le goût de Delafosse. La richesse des ornements constitue d'ailleurs le seul mérite de cette table monumentale, aussi peu plaisante d'aspect qu'impropre à tout usage. En cherchant trop la singularité, Leleu a commis quelques erreurs de ce genre. Elles ne doivent pas empêcher de rendre justice à la hardiesse de son talent.

LEMAIRE (Claude), — parfois désigné dans les documents contemporains sous les noms de *Lemaître* ou de *Lemaize*, — était un menuisier de Paris, entrepreneur des bâtiments du Roi, qui avait obtenu de Louis XV, en 1728, un logement au château de la Muette. Il y fut employé durant le reste de sa carrière à des travaux pour la Couronne [1]. En dehors de ses gros ouvrages, Lemaire réparait le mobilier de cette maison royale [2]. Nous savons qu'en 1786 il restaura également des ébénisteries chez la marquise de Monconseil à Passy [3]. Il dut mourir peu après cette date, mais sa veuve continua d'être logée à la Muette, où elle mourut en juin 1791 [4].

LEMAÎTRE (François-Noël) tenait fabrique et magasin de meubles à Paris, rue Saint-Nicolas, entre 1775 et 1786 [5]. Il produisait des ouvrages de bonne fabrication courante, la plupart en bois de rose ou en mosaïque à fleurons. Les frères Presle, tapissiers rue Saint-Martin, lui firent exécuter une sorte de chiffonnier renfermant un coffre-fort et muni d'une tablette à écrire [6].

LEMARCHAND (Charles-Joseph), notable ébéniste parisien, ne doit pas être confondu avec un homonyme, Charles-Jacques-Urbain Lemarchand [7], dont il pouvait être le fils ou le neveu. Son parent travaillait déjà depuis une douzaine d'années rue Saint-Louis au Marais, lorsque Charles-Joseph fit partie d'une des dernières promotions de maîtres, le 13 mai 1789 [8], et s'installa rue des Tournelles [9]. Il résida ensuite rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 65, et rue du Pas-de-la-Mule, n° 6, jusque sous la Restauration [10]. Dès 1791, on le trouve cité dans les comptes du Garde-meuble pour la fourniture de dix-huit commodes en acajou, destinées au château de Saint-Cloud [11]. Après la tourmente révolutionnaire, Lemarchand se distingua dans l'ébénisterie d'art. En 1803, il vendit au négociant Bonnichon plusieurs ouvrages précieux parmi lesquels deux bonheur-du-jour de la plus fine qualité [12]. Sous l'Empire il obtint des commandes pour les palais de Napoléon et a laissé au château de Compiègne une importante console soutenue par des griffons de bois doré [13]. On a relevé sa marque **LEMARCHAND** sur d'autres pièces de même style, comme un petit secrétaire en acajou, très richement paré de bronzes, que possédait naguère le marquis de Biron [14].

1. Arch. nat. O[1]. 2228 à 2278.
2. Id. O[1]. 3629. Compte rendu des dépenses du s[r] Longroy, concierge garde-meuble de château de la Muette, 1784.
3. Id. T. 206[1], 3. — Cf. H.-G. Duchesne, *Le château de Bagatelle*, Paris, 1909, p. 281.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1791, p. 2256.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 115, faillite du march. ébén. F.-N. Lemaître, 30 juillet 1777. — Cf. *Ibid.*, cart. 68, bilan de la veuve Migeon, marchande-ébén., 1786; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777, etc.
6. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 878, p. 251. V. aussi, p. 68, 121, 140, 198, etc.
7. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 312. — P. Lafond. *Le Mobilier sous la République et l'Empire*, Paris, 1906, p. 58. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 303, etc.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9334.
9. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
10. *Alm. du Commerce*.
11. Arch. nat. O[1]. 3540, 1; O[1]. 3541; O[1]. 3654, 1.
12. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869.
13. Cf. A. Maze-Sencier. *Les Fournisseurs de Napoléon I[er]*, p. 285.
14. Vente à Paris, juin 1914, n° 378. Ce meuble avait figuré en 1889 dans la vente du château de Chenonceaux (n° 529 du catalogue).

Cet ébéniste mourut vers 1818, mais l'établissement qu'il avait fondé devait longtemps lui survivre [1]. Son successeur, LOUIS-ÉDOUARD LEMARCHAND, fournisseur breveté de la Couronne sous Charles X et Louis-Philippe, créa de singuliers ouvrages garnis d'ornements en acier [2] et imita avec succès les meubles de Boulle [3]. L'entreprise passa plus tard sous la direction de son ancien associé, ANDRÉ LEMOINE, dont le fils, HENRY LEMOINE, devint l'ébéniste attitré de Napoléon III et ne termina sa brillante carrière industrielle qu'en 1893. La maison fut alors réunie à celle de Ch. Jeanselme.

LEMASLE exploitait un magasin d'ébénisterie à Nantes, place Saint-Nicolas, vers la fin du règne de Louis XVI. Sans appartenir à la corporation des menuisiers, il faisait fabriquer à ses frais la majeure partie de ses marchandises, dans un atelier où il occupait une douzaine d'ouvriers [4]. En 1795 existait encore à Nantes, vis-à-vis la Bourse, une manufacture de meubles dirigée par les frères Lemasle, sans doute fils du précédent [5].

LEMATHIEU. *Voy.* Mathieu.

LEMÉE (JEAN). — Une vente publique qui eut lieu à Angers en 1876 comprenait une armoire du pays, à panneaux sculptés, portant l'inscription : *Fait par Jan Lemée l'an 1770* [6].

LE MILLE, Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, est signalé dans l'*Almanach général des Marchands du Royaume* (1772-1778) parmi les principaux fabricants de meubles à Paris. Cette mention concerne l'ébéniste L.-N. Malle, dont le nom a été défiguré par une transcription fautive.

LENNUYÉ. *Voy.* Lannuyer.

LENOBLE (ÉTIENNE), maître tourneur à Paris, ancien juré de sa corporation [7], devint en 1777 l'un des deux syndics de la communauté des menuisiers-ébénistes [8], auxquels les tourneurs s'étaient réunis l'année précédente. Il résida dans le faubourg Saint-Germain, d'abord rue des Saints-Pères, puis rue Saint-Benoît. Attaché au service des Menus-Plaisirs en 1785, il obtint de cette administration des commandes nombreuses, et fournit notamment pour le théâtre de Versailles cent vingt chaises de bois peint, à pieds-gaînes et dossier renversé, garnies en paille satinée de diverses couleurs [9]. Il faisait aussi des sièges d'acacia et d'olivier. Plus tard son fils confectionna des ouvrages analogues pour les palais impériaux [10].

LENOIR (?) a été cité de nos jours tantôt comme un ébéniste-marqueteur, tantôt comme un menuisier en meubles, qui demeurait à Paris, rue de Cléry, et aurait travaillé pour la Couronne sous Louis XVI [11]. Je n'ai trouvé aucune pièce d'archives qui confirme l'existence de cet artisan.

1. *Alm. du Commerce* (Didot-Bottin), années 1819 et suiv.
2. *Bazar Parisien*, Paris, 1825, p. 168.
3. Deux morceaux de ce genre, signés L. E. LEMARCHAND, sont exposés dans la Galerie d'Apollon au Musée du Louvre.
4. Arch. dép. de la Loire-Inf. E. 1623.
5. *Annonces, Affiches et Avis div.*, an III, p. 3804, 4128, 4250.
6. C. Port. *Les Artistes angevins*, 1881, p. 329. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 303.
7. Arch. nat. Y. 14065, 30 nov. 1763.
8. Arch. nat. H². 2118.
9. Id. O¹. 3070, 2 ; O¹. 3072 ; O¹. 3078 ; O¹. 3540.
10. Id. O². 483 ; O².505 ; O². 510 ; O². 558, etc.
11. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 233. — A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, p. 40. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 305.



J.-B. LELARGE.
Fauteuil Louis XVI en médaillon
(Musée du Louvre).



BALTHAZAR LIEUTAUD.
Gaine d'horloge en bois d'ébène, époque Louis XVI.
(Palais de Versailles).



J.-B. LEROUGE.
Fauteuil de bureau Louis XV.
(coll. de l'auteur).

LENOIR (Daniel-Joseph) exploita un atelier d'ébénisterie à Paris, place des Vosges, entre 1798 et 1812 [1]. Il livra au Garde-meuble impérial des tables à jeu et des lavabos en acajou [2].

LEPAGE (Guillaume-Joseph), ébéniste parisien, reçu maître le 12 février 1777, exerça rue des Bourdonnais jusqu'à la Révolution [3]. Dans la collection Jones léguée au South Kensington Museum, figure une boîte de cartes, en mosaïque à décor d'armoiries, signée : *Fait par Le Page, 1776* [4]. On a relevé une inscription semblable, avec la date de 1777, dans un secrétaire qui passa en vente à l'hôtel Drouot le 6 mai 1909 et qui présentait, non seulement sur la face et les côtés, mais encore sur les tiroirs intérieurs, des marqueteries à paysages et motifs d'architecture, inspirées des compositions de Hubert Robert. Dans son livre sur *le Meuble*, Champeaux consacre à ce maître quelques lignes élogieuses et cite de lui un beau bureau conservé par ses descendants [5].

Le compagnon ébéniste Claude-Louis Lepage, qui se rattachait sans doute à la même famille, fut à dix-sept ans un des héros du Quatorze-Juillet ; il obtint en 1833 la pension de 250 francs attribuée par le gouvernement de Louis-Philippe aux anciens Vainqueurs de la Bastille [6].

LEPENDU (Jean-Baptiste) acquit la maîtrise à Paris le 12 juin 1782 [7]. Il était le gendre de l'ébéniste Magnien [8]. Établi d'abord rue du Ponceau, il changea plusieurs fois de domicile et résidait en dernier lieu rue de Rivoli, d'où il disparut vers 1812 [9].

LERAT (Claude) appartenait à une famille parisienne qui produisit de nombreux ouvriers-chaisiers. L'un d'entre eux, devenu soldat, fut tué devant Namur en 1746 ; un second se fit religieux chez les frères Augustins de la place des Victoires ; d'autres travaillaient vers 1750 dans les ateliers de Quinibert Foliot et de Lelarge fils [10]. — Claude exerça la même profession. Après avoir été artisan libre [11], il passa maître le 24 décembre 1785 [12] et continua d'habiter au faubourg Saint-Antoine, rue Sainte-Marguerite, puis rue de Charonne, jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle [13]. Son estampille se rencontre sur de fort bons ouvrages. Mme la comtesse de Berthier-Bizy en possède quelques exemplaires provenant du château de Bizy (Nièvre). D'autres sièges remarquables, signés de la même empreinte, font partie du Mobilier national et garnissent aujourd'hui l'antichambre du Petit Trianon. L'ensemble comprend quatre fauteuils et un canapé, traités dans un goût original où prédominent encore les fantaisies de l'art Louis XV. Il est curieux de constater ces réminiscences de la rocaille longtemps après le

1. *Alm. du Commerce*, ans VII et suiv. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 89, bil. du march. Moiselet, an IX ; cart. 94, bil. du march. Mennesson, an XI, etc. — Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2976, Journal du march. Trintzius (an X) ; Reg. 5692, Journal du march. Guichemère (an XIII), etc.
2. Arch. nat. O[2]. 513 (mai 1811).
3. *Liste générale des M*es *Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
4. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*. London, 1882, p. 47, n° 444.
5. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 292.
6. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 145. — Arch. nat. C. 35, 208[1]. Pr.-verb. du 25 avril 1790. — T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 424.
7. *Liste générale des M*es *Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q[8]. 322. Décès de Françoise Roche, femme Maignien, 4 sept. 1809.
9. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VIII, p. 3901. — *Alm. du Commerce*, an VII à 1812.
10. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. Instruction du procès intenté par les M*es* Men. de Paris contre des ouvriers en meubles.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 55, bil. du tap. Boucret, 20 mars 1781.
12. *Liste générale des M*es *Men.-Ében. de Paris*, 1787-1789.
13. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 96, bil. du tap. Bonnet, 10 brumaire an XII.

triomphe du style classique, car les pièces dont il s'agit ne peuvent être antérieures à l'année 1785, date où Lerat obtint le droit de marque attaché à la maîtrise. Peut-être furent-elles copiées sur des modèles plus anciens de Jacob ou de Sené. La singulière hardiesse de leur dessin et l'élégance recherchée de leurs détails rendent cette supposition fort plausible.

LEROUGE (JEAN-BAPTISTE), menuisier parisien, fit enregistrer ses lettres de maîtrise le 17 février 1749 [1]. Établi rue de Charenton, en face de l'hôtel des Mousquetaires, à l'*Image de saint Pierre* [2], cet artisan faisait de jolies chaises, la plupart en noyer verni. En 1757, sa veuve, Jeanne Ruelle, lui succéda, ayant sous ses ordres de très bons ouvriers dont plusieurs — comme Louis Delanois, Guillaume Boucault et Pierre Forget — se distinguèrent dans la suite. D'après son livre-journal (1758-1762) [3], elle vendait toutes sortes de sièges « de canne, de garniture et à carreaux » ; des couchettes ordinaires et de luxe ; des meubles de jardin et de commodité. Parmi ses marchandises, on remarque des *lits à l'angloise formant sopha*, des *duchesses coupées* ou chaises-longues en deux parties, des *fauteuils à jeu d'eau* pour la toilette intime, des *baignoires de tout à l'entour* faisant lits de repos... La veuve Lerouge reçut des commandes pour le duc de Fleury au château de Plessis-lez-Tournelles ; mais elle semble avoir travaillé principalement pour le commerce [4]. Malgré son activité et le mérite de sa fabrication, elle n'eut pas la chance de réussir dans ses affaires. Le 16 mai 1763, elle dut déposer son bilan, qui cite au nombre de ses créanciers les sculpteurs Joseph Ruelle et Félix Gosselin [5].

Les ouvrages de cet atelier sont marqués **I. B. LEROUGE** en grandes lettres. Notre planche XLI montre un siège de bureau portant cette estampille. Elle figure sur une autre pièce en bois ciré et canné qui se trouve chez M. Émile Straus et qui provient de la princesse Mathilde : c'est un exemplaire assez rare de *fauteuil à double dossier*, construit en équerre pour se placer dans une encoignure.

LEROUX. *Voy.* Roux.

LEROY (FÉLIX), menuisier en meubles à Paris, acquit la maîtrise comme fils d'un maître le 17 février 1749 [6] ; il exerça ensuite rue de Cléry jusque vers la fin du règne de Louis XV [7]. Ses productions sont signées **F. LER^OY** (*sic*). J'ai relevé cette empreinte sur deux petites chaises d'un modèle original à dossier bi-lobé. M. le duc de La Roche-Guyon conserve, en son château de famille, divers ouvrages que Félix Leroy fournit pour cette résidence dans la dernière période de son activité. Ce sont de beaux sièges de forme rectangulaire, reposant sur des pieds en gaîne creusés de trois canaux à chaque face.

LEROY (JEAN-FRANÇOIS), né en 1755, était compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part à l'insurrection du Quatorze-Juillet. Il servit dans la gendarmerie de 1792 à

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 6, faillite du limonadier Belleville, fév. 1747. — Arch. nat. Y. 15062, 16 juillet 1761.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1167.
4. Son bilan la montre en relations d'affaires avec les march. Héricourt et Carré, les tap. Proquez, Dumont, Panseron, etc. V. aussi : Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre du march.-ébén. Migeon (1758-1759) ; *Bilans*, cart. 21, faillite du tap. Planque, 1763, etc.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 21.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
7. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749 ; — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 22 et 35, bilans du tap. Saint-Gilles, 1764 et 1772.

1794, puis reprit son métier et vécut assez tard pour obtenir en 1833 la pension de 250 francs attribuée aux anciens Vainqueurs de la Bastille [1].

LEROY (Louis), maître menuisier-ébéniste à Paris, établi rue Saint-Nicolas entre 1756 et 1764, confectionnait des armoires à coulisses, des bureaux, des tables de nuit en chêne et en noyer [2].

Louis-Gabriel, fils du précédent, né en 1730 [3], gagna la maîtrise le 22 juin 1754 [4]. Après avoir collaboré avec son père, il abandonna la fabrication des meubles pour se consacrer à des travaux de menuiserie mécanique rue du Faubourg Saint-Denis. Cet artisan se qualifiait en 1785 « menuisier-machiniste de Sa Majesté et pensionnaire du Roy [5] ».

LESUEUR (François) demeurait rue de Lappe quand il passa maître le 22 septembre 1757 [6]. On le trouve cité dans le livre du marchand-ébéniste Migeon pour la fourniture de quelques secrétaires *en culbute* [7], ainsi nommés parce que leur partie supérieure se renverse entre les pieds. Le catalogue d'une vente anonyme qui eut lieu à l'hôtel Drouot le 4 avril 1914 signalait l'estampille **F. LESUEUR** sur une table à ouvrage de forme contournée, en marqueterie de bois fruitier, ouvrant à couvercle et tiroirs.

LETELLIER (Jacques-Pierre), menuisier parisien, reçu maître en 1747, exerça rue du Faubourg Saint-Antoine, puis rue de Charenton jusqu'à la fin du règne de Louis XV [8]. Il fabriquait toutes sortes de sièges ordinaires, de luxe et de commodité, notamment des « canapés de canne faisant la chaise percée » [9]. Dans l'ancienne collection Alphonse Kann figurait une grande bergère à oreilles, signée **J. P. LETELLIER**.

Ce menuisier eut deux fils qui adoptèrent l'un et l'autre la profession d'ébéniste.

L'aîné, qui portait aussi les prénoms de Jacques-Pierre, né vers 1745, devint maître le 16 décembre 1767 [10] et travailla rue du Faubourg Saint-Antoine durant plus d'une vingtaine d'années [11]. Il a laissé son nom sur de bons ouvrages en marqueterie à décor de grecques. Un meuble d'entre-deux, en bois satiné, portant son estampille faisait partie de l'ancien mobilier du château de la Mérantais, près Versailles [12].

Pierre-Antoine, dit *le jeune*, frère du précédent, leva boutique comme artisan libre dans la même rue du Faubourg Saint-Antoine. Il fit faillite en février 1787 [13], et, l'année suivante, fut l'objet d'une contrainte par corps que les juges-consuls avaient décrétée contre lui à la requête de ses créanciers [14].

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911; — Arch. nat. C. 35,208[1], Pr.-verb. du 11 avril 1790; T. 514[1], 5, Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, nº 466.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 14, bil. du tap. Templeux, 1756; id. *Livres de Commerce*. Reg. 1308. Journal du tap. Lelorin (1763); Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1756-1759), etc.
3. Arch. nat. Y. 15064, 9 fév. 1763.
4. *Liste générale des M*[es]*-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
5. Arch. nat. Y. 14433, 27 juillet 1785.
6. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre du march.-ébèn. Migeon (1754-1759).
8. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 78. — Cf. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749; Y. 10996, 6 oct. 1755; Y. 14098, 25 fév. 1771, etc.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre du march.-ébén. Migeon (1753-1761).
10. *Liste générale des M*[es] *Men.-Ébén. de Paris*.
11. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 116, bilan du tap. Bimulev, 1777; cart. 65, bil. du tap. Henzner, 1785; cart. 76, bil. du tap. Beaufillot, 1789.— Arch. nat. Y. 14098, 28 oct. 1771; Y. 14115, 26 oct. 1785.
12. Vente à Paris, 2 juillet 1920, nº 69 du catalogue.
13. Arch. de la Seine. Consulat. *Bilans*, cart. 67 et 113, 28 fév. 1787. *Rapports*, cart. 15, 4 juin 1788.
14. Arch. nat. Y. 14436, 11 fév. 1788.

LÉTONNÉ (Henri), reçu maître menuisier à Paris le 9 juin 1773, habita successivement sur le quai d'Orléans, près du Pont-Rouge, et rue de l'Ile-Saint-Louis, jusqu'en 1791 [1]. Il fabriquait des bordures de glaces, de tableaux et d'estampes, qu'il signait **H. LETONNE**. Le duc de Trévise possède un petit cadre ovale en bois doré qui porte cette empreinte. Deux autres, à décor de rubans, se trouvent dans la collection de M. Hector Lefuel.

LEVASSEUR (Étienne), né en 1721 [2], prit rang parmi les principaux ébénistes de son époque. Après avoir travaillé chez l'un des fils de Boulle [3], il s'installa comme ouvrier privilégié rue du Faubourg Saint-Antoine, au *Cadran bleu*. On possède le procès-verbal d'une visite que les jurés-menuisiers firent chez lui en mai 1765 et au cours de laquelle toutes les pièces examinées dans sa boutique furent reconnues loyales et conformes aux règlements [4]. Ayant épousé ensuite une fille de l'ébéniste Nicolas Marchand, il acquit la maîtrise, dans les conditions de faveur accordées aux gendres de maîtres, le 2 avril 1767 [5]. Sous Louis XVI, Levasseur consacra une partie de son activité à copier et à réparer les marqueteries de Boulle qui eurent alors un regain de vogue. Les enseignements qu'il avait reçus chez les descendants du grand artiste lui permirent d'exceller dans cette spécialité. Il produisait également de précieuses ébénisteries en laque, en acajou et en citronnier incrusté d'amarante. Ses talents furent employés par la Cour qui lui demanda des ouvrages destinés aux châteaux de Versailles et de Saint-Cloud. Il exécuta aussi d'importants travaux pour les tantes du Roi et pour de riches amateurs comme le fermier général Mulot de Pressigny [6]. En 1782, ses confrères l'élurent député ou administrateur de la communauté [7]. Il ne semble pas avoir exercé après la Révolution, mais continua d'habiter rue du Faubourg Saint-Antoine où il s'éteignit à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 8 décembre 1798 [8].

Ce maître est l'un des mieux représentés dans notre Mobilier national. On y retrouve, frappés de son estampille **E. LEVASSEUR**, plusieurs ouvrages qu'il créa pour Mesdames Adélaïde et Victoire au château de Bellevue. Ce sont des meubles en acajou moiré, garnis de cuivres dans le goût pompéïen, avec des galeries à balustres entourant leurs tablettes de marbre. Le musée du Louvre en a recueilli deux spécimens : une sorte de grande commode à trois vantaux et un bureau peu banal que surmonte un gradin muni de casiers et tiroirs [9] (planche XLII). Deux encoignures qui proviennent du même ensemble ont été placées dans un des salons du palais de Fontainebleau. Des consoles en écoinçon, portant aussi la marque du Garde-meuble de Bellevue, ornent actuellement le boudoir de Marie-Antoinette au Petit-Trianon. La chambre

1. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.

2. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q8. 55, 18 frimaire an VII.

3. En 1822, le petit-fils d'Étienne Levasseur fit publier dans le *Bazar Parisien* une annonce dans laquelle il disait que son aïeul avait été un collaborateur du fameux Boulle ; mais quand celui-ci mourut en février 1732, son prétendu élève n'avait pas douze ans. Levasseur dut faire son apprentissage dans l'atelier de l'ébéniste André-Charles Boulle, dit *Boulle de Sève*, qui portait les mêmes prénoms que son père avec lequel on l'a plus d'une fois confondu.

4. Arch. nat. Y. 14579. Pr.-verb. des visites faites pour les Mes Menuisiers de Paris.

5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328. — Le procès-verbal mentionne la réception d'Étienne Levasseur comme « fils » au lieu de « gendre » de maître. Cette erreur, dont on trouve d'assez nombreux exemples, provient de ce que les conditions d'admission étaient les mêmes dans les deux cas.

6. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 248.

7. Arch. nat. H2. 2118.

8. Arch. de la Seine. Enregist. *loc. cit.*

9. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. Paris [1922], p. 33, no 95 et p. 29, no 73.



ÉTIENNE LEVASSEUR.
Bureau en acajou, à gradin et armoires, provenant du mobilier de Mesdames de France à Bellevue.
(*Musée du Louvre*).



PIERRE MACRET.
Grande commode Louis XV en laque noire de style chinois.
(*anc. coll. du baron Lepic*).

de la Reine dans ce palais a reçu une jolie table, faite pour les Tuileries, et dont la décoration diffère peu de celle des pièces précédentes.

Le Louvre montre encore deux cabinets en ébène et trois superbes scabellons à lambrequins de corne teinte sur lesquels figure le poinçon de Levasseur [1]. Ces morceaux de style Louis XIV se trouvaient au château de Saint-Cloud à la fin de l'Ancien régime. On les considère comme d'excellentes copies de Boulle; mais je les crois plutôt des productions authentiques du dix-septième siècle, simplement restaurées par l'ébéniste qui les a marquées de son nom. Celui-ci a laissé beaucoup de meubles dans le même genre, notamment un cabinet que le roi d'Angleterre possède au château de Windsor [2] et une petite table exposée dans le musée de Chaalis. Le catalogue des trésors d'Hamilton palace, dispersés à Londres en 1882, mentionne son estampille sur deux magnifiques commodes en ébène, ornées d'applications de cuivre et d'étain bordant des panneaux de laque [3]. D'autres ouvrages remarquables du maître ont été signalés chez le baron d'Aubigny, dans la collection Luce à Versailles, et dans la succession de l'antiquaire Chappey [4].

Les traditions de cet ébéniste industriel furent maintenues au dix-neuvième siècle par son fils PIERRE-ÉTIENNE, qui avait épousé une fille de l'ébéniste Roger Lacroix, puis par son petit-fils LEVASSEUR JEUNE, établi rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 114, sous les règnes de Charles X et de Louis-Philippe. Ce dernier continuait à imiter les marqueteries de Boulle. Il exécuta pour la reine Isabelle d'Espagne des meubles richement incrustés de lapis et de nacre [5].

LEVESQUE (ALBERT) tenait un atelier d'artisan libre rue du Faubourg Saint-Antoine, près de la rue Saint-Nicolas, lorsque, en septembre 1748, la jurande des menuisiers porta plainte contre lui pour avoir tenté d'expédier en province plusieurs caisses renfermant de ses ouvrages, ce qui constituait une contravention aux privilèges corporatifs [6]. Afin d'éviter des poursuites, il sollicita la maîtrise, qu'il obtint peu après, le 17 février 1749 [7]. Levesque fut juré de sa communauté de 1758 à 1760 [8]. Il demeurait alors rue Sainte-Avoye [9], d'où il disparut vers la fin du règne de Louis XV. — Cet ébéniste s'appliquait à de minutieux travaux en bois de rapport; il faisait des meubles de fantaisie, comme des tables ployantes avec dessus en damier et des écrans portant un petit secrétaire [10].

LEXCELLENT (NICOLAS), menuisier en meubles, domicilié à Paris, dans le cloître Saint-Jean-de-Latran, passa maître le 18 juillet 1764 [11] et mourut vers 1788. On lui doit des sièges de bonne fabrication courante, signés **N. LEXELANT** (*sic*). — Il eut pour successeurs sa veuve Jeanne Monfroy [12] et plus tard son fils LEXCELLENT JEUNE, qui fit faillite en novembre 1806 [13].

1. Carle Dreyfus. *Ibid.*, n° 123; n° 126; n°s 132, 133 et 134.
2. G.-F. Laking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 120.
3. *The Hamilton Palace Collection*, London, 1882, p. 205, n° 1805.
4. A. de Champeaux. *Ouv. cité.* — P.-E. Mangeant. *La collection Luce* (*Versailles illustré*, t. III, p. 74). — Vente à Paris, mars 1907, n° 1486.
5. Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 312-313.
6. Arch. nat. Y. 15052, 6 et 20 sept. 1748.
7. Id. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9326.
8. Id., *ibid.* Y. 9328. 2 août 1758.
9. *Alm. d'Indication Générale... ou du Vrai Mérite*, 1769.
10. Arch. nat. Y. 15052, *loc. cit.*
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q^8. 322, 16 déc. 1809.
13. Id. *Livres de Commerce.* Reg. 2869. Journal du march. Bonnichon, an XI; Reg. 3930. Journal du tap. Benoist (an XIII). *Bilans*, cart. 107, faillite de Lexcellent, ancien menuisier.

LHERMITE (Martin-Étienne), né vers 1730, était fils de Jean-Baptiste Lhermite, menuisier en bâtiments, et frère d'un menuisier en carrosses [1]. Devenu maître ébéniste le 9 décembre 1755 [2], il exerça rue de Charenton, vis-à-vis le couvent des Dames anglaises [3]. Son confrère Migeon acheta chez lui une quantité d'ouvrages, entre autres des bureaux « plaqués de bois de rose en point de Hongrie » et une « table de lit en cabaret » marquetée à fleurs [4]. Cet artisan mourut jeune, entre 1761 et 1766. Il a laissé sa marque **LHERMITE** sur des meubles de luxe, et notamment sur des commodes à rocailles, d'un style très mouvementé.

LHEUREUX (Denis), menuisier en bois de sièges, passé maître à Paris le 15 février 1748 [5], avait son atelier rue de Bourbon-Villeneuve [6], qui est devenue la rue d'Aboukir.

LHUMOT (Barthélemy) se fit recevoir maître ébéniste à Nancy, le 24 juillet 1786 [7].

LIDONS (Louis) obtint à Paris des lettres de maîtrise, comme menuisier-ébéniste, le 16 mars 1777 [8]. Il habita d'abord rue des Petits-Champs-Saint-Martin, puis rue Guérin-Boisseau jusqu'en 1791. D'après son livre de commerce conservé aux Archives de la Seine, cet artisan confectionnait surtout des ouvrages ordinaires en chêne et en sapin ; il produisit quelques meubles plaqués en bois de rose et des consoles dorées à dessus de marbre [9].

LIEUTAUD (Balthazar) était fils d'un compagnon ébéniste de Paris et probablement cousin d'un habile horloger qui porta les mêmes nom et prénom. Ayant adopté la profession de son père, il gagna la maîtrise le 20 mars 1749 [10], et se spécialisa dans la fabrication des boîtes de pendules [11]. Ses ouvrages en ébène, en laque ou en bois des Iles étaient garnis de beaux cuivres ciselés par Caffieri le jeune, par Charles Grimprelle et Edme Roye. Après avoir résidé rue de la Pelleterie, il se fixa rue d'Enfer où il succomba le 10 mai 1780 [12]. Sa veuve, Nicole Godard, continua son industrie jusqu'en 1784 [13].

On connaît des œuvres importantes, signées de son estampille **B. LIEUTAUD**. Notre Mobilier national possède de lui une somptueuse gaîne d'horloge qui orne maintenant le palais de Versailles. Faite de plusieurs corps rectangulaires en bois d'ébène, elle porte un couronnement formé par le char du Soleil et des appliques en bas-relief qui symbolisent les saisons (planche XLI). Il existe plusieurs répliques de ce régulateur ; l'une d'elles se trouvait naguère chez Mme la vicomtesse de Saint-Georges. Au South Kensington Museum, Lieutaud est représenté par un coffre de pendule, en bois satiné, que surmonte une statuette assise du Temps [14]. Une autre horloge d'un grand caractère, marquée du nom de ce maître, parut à la vente Lesrel, en mai 1907.

1. Arch. nat. Y. 14093, 24 mai 1766.
2. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
3. Id. Y. 14086, 13-15 nov. 1759.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre de l'ébén. Migeon (1755-1761).
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
6. Id. Y. 9523. 15 sept.-31 déc. 1749.
7. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle E. 348.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3983. — Cf. *Bilans*, cart. 63, faillite de Louis Lidons, menuisier, 30 juin 1784.
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
11. Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 21, faillite de Denis Masson, me horloger, 25 janv. 1763.
12. Arch. nat. Y. 15083. Scellés du 13 mai 1780.
13. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782. — *Alm. des Bastimens*, 1784.
14. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*. London, 1882, p. 61, no 567.

LIGNEREUX (Martin-Eloy), notable marchand et fabricant de meubles, né à Cuvilly, dans le Valois, en 1750; mort à Paris, le 30 janvier 1809 [1]. Vers le milieu du règne de Louis XVI, il s'associa avec le négociant Daguerre, un des fournisseurs de la Cour, établi rue Saint-Honoré, près du Palais-Royal. Après la retraite de Daguerre [2], Lignereux exploita un magasin à son propre compte, rue Vivienne, en face de la rue Colbert, continuant à vendre des bronzes, des porcelaines, des cristaux et toutes sortes de curiosités, ainsi que des ébénisteries d'art créées sous sa direction [3]. En 1798, il maria sa fille à Jacob-Desmalter et, pendant quelques années, rivalisa avec son gendre dans la fabrication des meubles précieux. A l'Exposition industrielle de l'an IX, il présenta une commode en bois d'acajou, un secrétaire, une console, des tables à thé [4], qui furent trouvés « remarquables par l'élégance et la richesse, par l'accord de toutes les parties, par le choix de formes appropriées à leur destination, enfin par l'exactitude et le fini du travail [5] ». Le Jury, avouant son embarras de choisir entre lui et les frères Jacob pour l'attribution d'une médaille d'or, leur décerna en commun cette haute récompense. Lignereux participa encore à l'Exposition de l'an X, où ses produits lui méritèrent de nouveaux éloges [6]. Il paraît avoir quitté les affaires au début de l'Empire.

LIMONNE (Jean-Baptiste), menuisier-ébéniste à Paris, fournissait au Garde-meuble, sous Louis XV, des meubles usuels en chêne et en noyer [7]. La maîtrise lui avait été conférée le 11 janvier 1737, en vertu des privilèges attribués aux ouvriers qui instruisaient les enfants pauvres à l'hôpital de la Trinité [8]. Il habitait rue du Mûrier, paroisse Saint-Roch, où il mourut le 31 juillet 1761 [9].

Son fils Jean-François exerça la même profession à Versailles, rue de l'Orangerie. En 1780, il obtint la succession de Quervelle comme ébéniste particulier de Louis XVI et resta attaché au service de ce monarque jusqu'en octobre 1789 [10]. François Limonne travaillait également pour le Garde-meuble, qui lui commanda de nombreux ouvrages destinés au château de Versailles et au pavillon de Madame Élisabeth à Montreuil [11]. Sa principale production fut une table pour la salle à manger du Roi, qui lui fut payée 1400 livres. Cette table, construite en acajou, avait 20 pieds de long sur 8 de large et se démontait en plusieurs parties; elle reposait sur dix jambes à sabots et chapiteaux dorés d'or moulu [12].

LINNING (Christian), ébéniste suédois, reçu maître à Stockholm en 1744, décéda dans cette ville en 1779 après avoir été syndic de sa corporation [13]. Le château royal de Drottningholm renferme une petite table de forme contournée sur pieds cambrés, en marqueterie de bois des

1. Communication de M. Hector Lefuel.
2. *Journal de Paris*, 21 mars 1793, p. 320.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IX, p. 1431, 1497; an X, p. 541.
4. *Seconde Exposition publique des Produits de l'Ind. fr., An IX, Catalogue*, p. 13.
5. *Id. Procès-Verbal des opérations du Jury*, p. 14-15.
6. *Troisième Exposition...* an X, catalogue, p. 12. — *Rapport du Jury*, p. 56.
7. Arch. nat. O[1] 3111, 3112.
8. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9323.
9. Id. Y. 13254, *Scellés*.
10. *Comptes particuliers de Louis XVI*, publiés par le comte de Beauchamp, Paris, 1909, p. 78 à 99.
11. Arch. nat. O[1] 3361; O[1] 3534, 3535, 3538; O[1] 3629 à 3655.
12. Id. O[1] 3635 (2e sem. de 1785).
13. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 11, 21, 23, 52, 68, 81, 85, 104, 111.

Iles, ayant appartenu à la reine Louise-Ulrique et qui porte l'inscription suivante : *af Linning 1763.*

JOHAN-CHRISTIAN, fils du précédent, termina son apprentissage chez son père en 1769, passa maître dix ans plus tard, et fut nommé peu après ébéniste de la Cour. Il vécut jusqu'en 1801 [1]. Parmi ses meilleurs ouvrages conservés dans les résidences royales de Suède, on peut mentionner une table de nuit à cylindre en acajou garni de bronzes dorés et une commode dont les marqueteries représentent un médaillon orné d'une tête antique [2]. Cet artisan signait ses travaux au moyen d'une étiquette indiquant son nom, son titre et son adresse : *Kongl. Hof-Schattullmackerer och Hof-Snickaren Ioh.* CHRIST. LINNING *uti Stockholm, N° 172, Kopman-gatan.*

LISSON-DUBOIS, maître menuisier à Versailles, établi rue Notre-Dame au début du règne de Louis XVI, travaillait à la fois pour le meuble et le bâtiment [3]. Il fabriquait des armoires, commodes, buffets et boîtes d'horloge en noyer mouluré, des lits et des sièges de luxe, des consoles sculptées, des cadres et des plateaux. En 1775, il fournit à un de ses clients, le sieur Soudin, « une belle table à jouer octogone », probablement l'une des premières que l'on ait faites dans cette forme.

LOCHON (JULIEN), dit *Percheron*, fut attaché au service des Bâtiments du Roi, de 1684 à 1713, comme ébéniste et comme fondeur. Ses travaux d'ébénisterie consistaient surtout à réparer des parquets en bois de rapport [4].

LOCK (MATHIAS), menuisier, sculpteur et dessinateur anglais, demeurait à Londres, Tottenham-court, entre 1752 et 1769. Durant cette période, il publia quatre recueils de planches assez médiocres contenant des modèles de tables, consoles, cadres et trumeaux [5]. Le South Kensington Museum possède plusieurs dessins originaux de Mathias Lock, avec des annotations de sa main faisant connaître les noms et les salaires de ses ouvriers.

LOISON. — J'ai vu en Normandie une bergère moulurée du temps de Louis XVI, marquée à chaud, en grandes lettres, du nom de ce menuisier inconnu.

LOOSE (DANIEL de). *Voy.* Deloose.

LORENS (LAURENT), d'origine suédoise, exerçait comme artisan libre à Paris, rue de Charonne, où il mourut le 19 janvier 1739 [6]. Il avait alors pour collaborateur un de ses compatriotes, Samuel Pasch, qui, après s'être formé en France, devint ébéniste de la Cour de Stockholm [7].

LORIOT (ANTOINE-JOSEPH), parfois cité comme ébéniste, était un ingénieur-mécanicien qui reçut de Louis XV un logement dans les galeries du Louvre et qui vécut jusqu'en 1782. Cet artiste ne produisait pas de meubles, mais il inventa diverses sortes de tables mécaniques.

1. Dr J. Böttiger. *Ouv. cité*, p. 54, 68, 82, 106, 118.
2. Id. *Konstsamligarna å de Svenska Kungliga Slotten*, Stockholm, 1897, t. I, pl. 25; t. II, pl. 173.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 5538. Livre du men. Lisson-Dubois.
4. J. Guiffrey, *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. II à V.
5. *A new Drawing-book of Ornaments* [1752]; — *A new Book of Ornaments*, 1768; — *A new Book of Pier-frames, Tables, etc.*, 1769; — *A new Book of Foliage*, 1769.
6. Arch. nat. Y. 14787. Scellés après décès de l'ébén. Lorens.
7. Cf. Dr J. Böttiger, *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 112.

LOUASSE (NICOLAS), menuisier-ébéniste à Paris, se fit recevoir maître le 27 juin 1781 [1]. Il habitait Grande rue du Faubourg Saint-Antoine. On le trouve mentionné en 1786 dans le livre-journal des frères Presle, tapissiers en vogue, pour la fourniture d'un « petit bureau à porte grillée » [2].

LOUIS (JEAN-PIERRE), fils de Charles-Borromée, menuisier en bâtiments, gagna la maîtrise à Paris le 5 septembre 1787 et prit la succession de son père, rue du Jour [3]. Après la Révolution, il remonta sa boutique rue Saint-Nicolas, n° 21, se vouant avec succès à la menuiserie en meubles [4]. Il fournit à l'Administration impériale de nombreux sièges pour les ministres et les grands-officiers de la Couronne [5]. Sous le règne de Louis XVIII, il fut employé par le duc de Bourbon [6]. Les collections de l'État renferment quelques sièges d'époque Empire signés **J. LOUIS**. On voit d'autres fauteuils portant la même marque au palais de Fontainebleau et dans les petits appartements du château de Chantilly.

LOVIAT (JEAN-FRANÇOIS), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 24 mai 1779, devint un des députés ou conseillers de la corporation [7]. Il travaillait rue du Vertbois, où il paraît avoir résidé jusqu'en 1806 [8]. Un membre de sa famille fut plus tard menuisier breveté du duc d'Angoulême [9].

LOZERAY possédait un atelier d'ébénisterie à Paris, rue Feydeau, sous le Directoire [10]. On connaît une suite de sièges signés **LOZERAY** et offrant cette particularité que les motifs et attributs représentés par leurs sculptures sont reproduits en couleurs sur les tapisseries qui les recouvrent [11].

LUCAS, ébéniste parisien, habita successivement les rues de la Roquette et des Tournelles entre 1799 et 1813. Il était fabricant de nécessaires [12].

LUCIEN (JACQUES), né en 1748 [13], reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 16 novembre 1774 [14], exécuta pour le Garde-meuble royal une quantité de commodes, secrétaires, bureaux, tables de nuit et tables à jeu en bois de noyer [15]. Des ouvrages de ce genre lui furent demandés notamment pour le service de Madame Victoire, de Madame Élisabeth et de la princesse de Lamballe. Sous la Révolution, Lucien devint membre du comité de la section des Quinze-Vingts et juré des affaires criminelles [16]. Son atelier, situé rue Traversière-Saint-Antoine, existait encore en 1811 [17].

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 3492, p. 463.
3. *Liste générale... — Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
4. Arch. de la Seine, *loc. cit.* Reg. 2749. Journal du tap. Pupien-Martigny (an IX); Reg. 5871. Journal du tap. Brunel de Senlis (ans VI à XII).
5. Arch. nat. O². 513 (mai 1811).
6. Renseignement de M. G. Macon.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118.
8. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an X, p. 4018. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 106, bil. du march. Pelletier, 25 mars 1806.
9. *Alm. du Commerce*, 1823.
10. *Alm. du Commerce*, an V. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 6125.
11. Ce mobilier faisait partie de l'ancienne collection Kotschoubey, dispersée à Paris en juin 1906.
12. *Alm. du Commerce*, ans VIII et suiv.
13. Arch. nat. Y. 14112, 23-24 mai 1782.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
15. Arch. nat. O¹. 3639 à 3646 (mémoires de Hauré). — V. aussi Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817.
16. E. Charavay, *Assemblée Electorale de Paris, 1791-1792*, p. 34. — *Alm. national*, an II, p. 345.
17. Arch. nat. O². 513.

LUNDELIUS (Anders), ébéniste suédois résidant à Stockholm, faisait partie en 1783 d'une petite société de menuisiers indépendante de la corporation locale, mais que celle-ci finit par absorber neuf ans plus tard[1]. Sa signature manuscrite figure sur une belle commode en marqueterie, à décor de vases et festons de fleurs, conservée dans le mobilier royal de Suède[2]. Le musée du Nord à Stockholm montre de lui une petite table en acajou, faite également avec beaucoup de soin.

LURIN, établi rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 267, sous le Directoire et le Consulat, confectionnait de bons meubles au goût du jour, tels que des bureaux mécaniques à la Tronchin, des tables à thé montées sur roulettes, des écrans munis d'une glace[3].

LUTZ (Gérard-Henri), né en 1736 à Hanovre, vint se fixer à Paris avant 1765, année où il se maria, dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, avec une de ses compatriotes qui appartenait comme lui à l'Église luthérienne[4]. Reçu maître quelques mois après, le 10 octobre 1766[5], Lutz travailla rue des Gravilliers durant tout le règne de Louis XVI. On ignore ce qu'il devint plus tard ; nous savons seulement qu'il mourut à l'hôpital de Bicêtre le 4 avril 1812[6]. — Je possède un meuble important signé de son estampille **G. H. LUTZ**. C'est une commode en tombeau, richement garnie de bronzes dorés, avec des chutes à têtes de femme dans le style de la Régence. Les cuivres sont certainement antérieurs à 1740 et le bâti paraît dater de la même époque ; mais cette pièce est décorée de mosaïques à cubes qui ont dû remplacer les placages primitifs. Elle semble donc avoir été simplement rhabillée par l'ébéniste dont elle porte le poinçon.



MACHAUF (Michel) était agrégé à la corporation des menuisiers-ébénistes de Paris dans les dernières années du règne de Louis XVI. Il exerça rue aux Ours (1782), puis rue Quicampoix[7], où il demeurait encore sous l'Empire[8]. Ses travaux semblent avoir eu peu d'importance[9].

MACHET, établi à Paris, rue Saint-Nicolas, entre 1795 et 1805, produisait des ouvrages

1. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*. Stockholm, 1901, p. 55 et 110.
2. Id. *Konstsamlingarna å de Svenska Kungl. Slotten*, t. I, pl. 71.
3. *Alm. du Commerce*, an VII. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578 et 2579. Livres du march. Collignon (ans VII et VIII).
4. Arch. de l'Église luthérienne à Paris. *Reg. des Mariages célébrés à la chapelle de l'Amb. de Suède de 1764 à 1807*, p. 9 : Mariage de « Gerhard-Heinrich Lutz » et de Anna-Barbara Bragerlin, 2 oct. 1765. — Parmi les témoins figurait un certain Ch.-C. Riederer, dont la signature a été prise pour celle de l'ébén. Riesener. (Cf. H. Vial, etc. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 323).
5. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1781-1789.
6. Arch. de l'Egl. luth. à Paris. *Reg. des Décès, 1809 à 1845*, p. 10.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
8. Arch. de la Seine. *Tables des Décès*. Q^8. 46. Décès de Marie-Catherine Buchène, femme Machauf, âgée de 48 ans, 3 avril 1807.
9. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 1961. Journal des frères Presle, tapissiers (1785).

d'ébénisterie commune [1]. Avant d'être artisan patenté, il eut un procès devant le Tribunal de commerce avec le menuisier Louis Cressent, qui lui avait fait confectionner des « tables de tailleur » pour un client de Toulouse [2].

MACLARD (JEAN-BAPTISTE), menuisier parisien, demeurant dans l'enclos du Temple, passa maître le 11 avril 1765 et mourut en janvier 1778 [3]. Après avoir été attaché au service du prince de Conti, grand-prieur de l'ordre de Malte, il fut employé par le comte d'Artois qui le fit travailler pour le pavillon de Bagatelle. Sa veuve continua d'obtenir des commandes de ce prince ; elle lui fournit, entre autres ouvrages, une grande table ovale sur un support pliant, destinée au château de Maisons [4]. En 1786, elle céda l'entreprise à son fils Étienne [5].

MACRET (PIERRE), ébéniste privilégié de Louis XV, né en 1727, mort après 1796 [6]. Il débuta comme ouvrier libre rue Saint-Nicolas [7], s'adonnant avec succès à la fabrication des meubles de luxe et de fantaisie. Parmi ceux qu'il faisait à cette époque, on remarque des encoignures de palissandre munies d'un « jeu d'eau » pour servir de lave-mains [8]. Vers 1758, Macret reçut un brevet royal d'artisan suivant la Cour, titre qui lui conférait les prérogatives de la maîtrise [9]. Plus tard il exploita, rue Saint-Honoré, dans le voisinage de l'église Saint-Roch, un important magasin où il vendait à la fois des meubles précieux, des glaces, des bronzes d'ameublement et même des bijoux [10]. A partir de 1764, il devint le fournisseur ordinaire des Menus-Plaisirs pour les ouvrages d'ébénisterie. L'Intendance de ce service lui demandait chaque année un certain nombre d'articles, tels que des bureaux à cylindre en bois de rose et en acajou, des bureaux avec leur serre-papiers, des commodes, toilettes, tables de nuit, des tric-tracs à pied, des crachoirs en noyer, des chancelières garnies de peau d'ours [11]. Au printemps de 1775, ayant fait fortune, Macret vendit son fonds de commerce [12]. Il habita ensuite, comme bourgeois de Paris, une maison qu'il avait achetée rue Moreau, derrière l'hospice des Quinze-Vingts [13].

On lui doit des œuvres charmantes, traitées avec beaucoup de goût et de mesure dans les formes mouvementées du style Louis XV. Ces pièces portent l'estampille **MACRET**, imprimée en petites lettres. La plupart sont revêtues de placages précieux, comme le secrétaire de

1. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police.* Quinze-Vingts, nº 1, 20 nivôse an II. — *Alm. du Commerce*, an VI. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 3436. Livre des march. de bois Roussel et Portarieu (an XIV).
2. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 17, 18 germinal an II.
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 95.
4. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1785. — Arch. nat. R[1]. 324.
5. *Liste générale...*, 1787-1789.
6. Id. Y. 14086, 24 mars 1759. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police.* Quinze-Vingts, nº 1, 21 prairial an IV.
7. Arch. nat. Y. 10997, 3 déc. 1756. — Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 20, bilan du march. ébén. Genty, 1762.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 5491. Livre du march. ébén. Migeon (1751-1759).
9. Arch. nat. Y. 14086, 24 mars et 30 nov. 1759.
10. *Alm. Dauphin*, 1772.
11. Arch. nat. O[1]. 2870 à 2879; O[1]. 3011 à 3043 ; O[1]. 3103 et suiv.
12. « [A vendre :] Fonds de boutique d'Ébénisterie consistant en Meubles de bois des Indes, massif et de placage, ornés de bronzes dorés d'or moulu, Feux, Bras et Pendules dorés de même, Tables de jeu, Écrans, etc. On s'adressera au sieur *Macret*, ébén., rue Saint-Honoré, près Saint-Roch » (*Annonces, Affiches et Avis divers*, 1[er] déc. 1774, p. 956).— « Fonds de boutique du sieur *Macrey*, ébéniste, savoir : Commodes, Secrétaires, Encoignures, Corps de Tiroirs, Chiffonnières, Tables de jeu et autres, Bureaux de laque, de bois des Indes et autres, Toilettes, etc., le 15 mai et jours suiv., rue Saint-Honoré, à côté de Saint-Roch ». (*Ibid.*, 15 mai 1775, p. 489).
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1786, p. 3194 ; 1789, p. 2614. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*, Quinze-Vingts, nº 1, 23 mars et 8 avril 1791.

M. Ch. Ledderok exposé à Strasbourg en 1895 [1], un autre joli secrétaire que possédait Mme la marquise de Ganay, née Ridgway [2], et une commode ayant appartenu à Mme la comtesse Benedetti [3]. Notre planche XLII montre du même auteur un très beau meuble en vernis noir imitant les laques de Chine, qui parut à la vente du baron Lepic [4]. Un secrétaire analogue fut présenté par M. Larcade dans une exposition du musée des Arts décoratifs en 1910 [5]. La meilleure production que j'ai vue de cet ébéniste est un petit bureau en pupitre, à panneaux de laque rouge et or [6].

MAGGIOLINI (Giuseppe), habile ébéniste italien, né en 1738 à Parabiago, dans le Milanais, où il mourut en 1814 [7]. Ses premiers essais lui valurent les encouragements de plusieurs amateurs, qui lui conseillèrent de chercher fortune à Milan et l'aidèrent à s'y établir. Patronné par l'archiduc Ferdinand d'Autriche, gouverneur de la Lombardie, et par l'archiduchesse Marie-Béatrice d'Este, il gagna bientôt la faveur de la noblesse locale en même temps que l'amitié de nombreux artistes. Plusieurs de ces derniers, — entre autres les peintres Levati et Appiani, — lui fournirent des dessins pour ses œuvres.

Maggiolini excellait dans la marqueterie en bois de couleur. Presque tous ses meubles offrent de jolies décorations, composées avec le goût le plus délicat. Le maître représentait volontiers des gerbes de fleurs liées par des rubans, dont il rendait à merveille les plissures frétillantes et les gracieuses envolées. Il abordait aussi le paysage, l'architecture, les figures nues et drapées, les animaux, oiseaux et insectes, l'ornement et le blason. Sa technique rappelle un peu celle de David Rœntgen. Comme ce fameux ébéniste allemand, Maggiolini imitait les effets du pinceau au moyen de très petites pièces de rapport, assemblées d'une manière si précise qu'elles semblent se fondre les unes dans les autres. Pour le style de ses meubles, il s'inspirait plutôt des modèles français. Beaucoup de ses ouvrages rivalisent avec ceux de notre école par leur pure et sobre élégance. Il a laissé de belles commodes dans des formes diverses, et des secrétaires souvent agencés d'une manière très ingénieuse. Quelques pièces provenant de son atelier sont conservées au Palais Royal de Milan, et beaucoup d'autres dans les familles patriciennes de la contrée. Elles portent assez fréquemment une marque originale : c'est une vignette montrant une boutique d'ébénisterie, avec le nom du maître *GIUSEPPE MAGGIOLINI.*

Les guerres et les révolutions dont l'Italie du Nord fut le théâtre vers la fin du xviiie siècle éprouvèrent cruellement notre artiste. Quand les fatigues de l'âge ne lui permirent plus d'exercer sa profession, il se retira presque pauvre dans sa bourgade natale. Il eut pour successeur son fils et élève, Carlo-Francesco (1758 † 1834), qui fut aussi un marqueteur de talent.

MAGNIEN (Claude-Mathieu), reçu maître à Paris le 17 avril 1771 [8], travailla avec succès

1. A. Schricker. *Trésors d'art en Alsace-Lorraine.* Strasbourg, 1896, pl. 135.
2. Carle Dreyfus. *Collection de Mme la Marquise de Ganay, née Ridgway* (*Les Arts*, 1909, no 96, p. 16). — Vente à Paris, mai 1922, no 268.
3. Vente à Paris, 13 juin 1912, no 223.
4. Id. 18 juin 1897, no 46.
5. *Exposition du Goût chinois en Europe au XVIIIe siècle. Paris, 1910. Catalogue*, p. 8, no 6.
6. Ce meuble fait partie de la collection de M. A. F...-M..., à Paris.
7. V. au sujet de cet artiste : G.-A. Mezzanzanica. *Vita de Giuseppe Maggiolini.* — César Cantu. *Hist. des Italiens*, trad. fr. par A. Lacombe, Paris, 1859. — A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, Paris, 1885, p. 40-41. — L. de Mauri. *L'Amatore d'Oggetti d'Arte et Curiosità*, Milano, 1907, p. 537 à 540.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.

JOHN MAYHEW.
Armoire en acajou sculpté, fournie vers 1765 au roi George III d'Angleterre.
(*Château de Windsor*).

jusque sous l'Empire [1]. On a retrouvé des réclames qu'il avait fait imprimer au revers d'anciennes cartes à jouer : *Grande rue du Fauxbourg Saint-Antoine*, au Nom de Jésus, *à droite en entrant par la porte Saint-Antoine*, MAGNIEN, *ébéniste. Son Attelier est dans le grand passage en face les Quinze-Vingts. Il tient aussi Magasin de toutes sortes de Meubles* [2].

Vers la fin du règne de Louis XVI, ce fabricant exécuta quelques travaux pour le mobilier de la Couronne, entre autres une commode destinée aux appartements de la princesse de Lamballe dans le château de Fontainebleau [3]. Il fournit encore deux tables à ouvrage en acajou, sur des pieds à jour, pour Mme Thierry de Ville d'Avray, dont le mari était commissaire général du Garde-meuble [4]. En novembre 1799, le Tribunal de commerce le désigna comme expert dans un litige où il avait pour co-arbitres ses confrères Riesener et Jacob [5]. Il ne cessa d'exercer que dix ans plus tard, après la mort de sa femme [6].

Cet ébéniste est l'auteur de gracieux ouvrages signés : **C. M. MAGNIEN**. Champeaux a relevé son estampille sur une coiffeuse à fleurs provenant de la famille Artaud, du parlement de Paris, et qui se trouvait naguère chez Mme Brunet, à Avallon [7]. Le cabinet de M. C. Côte à Lyon renferme une petite table, de forme échancrée, en mosaïque à rosettes, qui porte la même empreinte. On la rencontre assez souvent sur de jolies commodes en bois de rose [8]. Une pièce de ce genre appartenait naguère à Mme la duchesse de Sesto [9] ; une autre figure dans la collection de Mme Lefuel.

MAHÉ, menuisier provincial du temps de Louis XVI, employait la marque **V-B. E. MAHE +** imprimée en cercle. M. le duc de Trévise possède une suite de quatre chaises à dossier ovale, dont une est frappée de ce poinçon.

MAHEU, ébéniste parisien, exploita un atelier rue de Charenton, n° 192, sous le Directoire et le Consulat [10]. On le trouve cité dans le livre-journal du marchand Bonnichon pour des fournitures de meubles en acajou, parmi lesquels une « table à thé superbe », de style antique [11].

MAIGNAN (JEAN) travailla rue du Faubourg Saint-Antoine, puis rue de Charenton, depuis 1776 jusqu'en 1802. D'abord artisan libre [12], il prit rang de maître le 24 août 1786 [13]. Il ne paraît avoir fait que des ouvrages ordinaires [14].

MAILLE, ou MAILHE, transcriptions inexactes du nom de Malle.

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1961. Journal des frères Presle, march. tap., p. 457. — *Bilans*, cart. 76, bil. du tap. Beaufillot, 1789 ; cart. 77, bil. du tap. Lœuillart, 1790 ; cart. 81, bilans du tap. Guilbert, 1792 ; cart. 86, bil. du tap. Boucher, an VII. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 605. — *Alm. du Commerce*, 1805. — *Alm. portatif des commerçants de Paris*, 1806.
2. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 172.
3. Arch. nat. O¹. 3639. (mém. de Hauré, 2e sem. de 1786). Duplicata à la Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 36-37.
4. Arch. nat. O¹. 3646 (mém. de Hauré, 1788).
5. Arch. de la Seine. Juridict. consul. *Rapports*, cart. 27, 8 frimaire an VIII.
6. Id. Enregist. *Tables des Décès*, Q⁸. 322. Décès de Françoise Roche, femme Magnien, âgée de 66 ans, 4 sept. 1809.
7. A. de Champeaux, *loc. cit.* et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
8. *Quelques pièces de la coll. C. Côte*, Lyon, 1912, fol. 33. Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 3.
9. Vente de Mme la duchesse de S., Paris, mai 1898, n° 81.
10. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII ; *Alm. du Commerce*, 1805. — *Alm. portatif des commerçants de Paris*, 1806.
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869 (ans XI et XII).
12. Arch. nat. Y. 14116, 8 mai 1776, sous le nom de « Magnan ».
13. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1787-1789.
14. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Journal des frères Presle, march. tap. (1787) ; Reg. 2976. Journal du march. Trintzius (an X), sous le nom de « Maygnant ».

MAILLET (Étienne), menuisier parisien, demeurait rue Saint-Jacques en 1782 [1]. A cette date, le comte d'Artois lui fit exécuter une *commode typographique* destinée au duc de Berry, âgé de quatre ans [2]. Ce meuble, orné d'entrées, rosaces et anneaux de cuivre, renfermait un jeu de 540 cartons portant des lettres et syllabes détachées, pour apprendre au jeune prince la lecture et l'orthographe suivant la méthode Louis Dumas [3]. Lorsque Maillet construisit ce meuble, il bénéficiait des privilèges de l'Université, comme beaucoup d'artisans logés dans le quartier de la Sorbonne ; il n'obtint en effet la maîtrise que deux ans plus tard, le 14 octobre 1784 [4]. Sa maison, transférée dans la suite rue de Bondy, existait encore sous le Directoire [5].

MAILLOT. *Voy.* Mayot.

MAIRET. *Voy.* Macret.

MALBET (Pierre), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 18 novembre 1765 [6], fit faillite en septembre 1773 [7]. Il habitait rue de Charenton.

MALLE (Louis-Noël), notable fabricant et marchand de meubles, né en 1733 [8], mort à Paris le 27 février 1782 [9]. Les contemporains le désignaient parfois sous le seul prénom de *Noël*. Après avoir fait enregistrer ses lettres de maîtrise le 18 novembre 1765 [10], il s'installa Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, où son établissement comprenait un atelier très actif et un magasin d'ébénisterie tenu par sa femme [11]. L'*Almanach général des Marchands* (1772-1774) [12] le mentionne au nombre des principaux marqueteurs de la capitale faisant des « ouvrages de rapport avec l'ébène, l'olivier et les autres bois de couleur, ainsi que l'écaille et la nacre ». Cet artisan se distinguait en effet dans les travaux de luxe. Il a laissé son poinçon **L. N. MALLE** sur de jolis meubles en mosaïques à carrelages, comme ceux qui figuraient aux ventes de Mme A.-L. Guérin en juin 1909 et de Mme Roussel en mars 1912. Notre Mobilier national conserve de lui une commode à décor de draperies et de vases. Ses productions les plus remarquables montrent des paysages animés de figures, avec des parties d'ivoire. Noël Malle succomba dans la force de l'âge et du talent. Son atelier disparut avec lui, mais sa veuve, Marie-Jeanne Lemaître, continua le même commerce jusqu'à la fin du règne de Louis XVI [13].

Leur fils unique, François-Noël, avait adopté la profession de son père. Marié à une fille de Gérard Péridiez, ébéniste du Roi, il venait d'ouvrir une fabrique et un magasin de meubles, rue du Faubourg Saint-Antoine, sous l'enseigne du *Roi David*, lorsqu'une mort prématurée vint l'arracher à son entreprise le 24 mai 1786 [14].

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1782, p. 2511.
2. Arch. nat. R¹. 322.
3. Inventeur du *bureau typographique*, né à Nîmes en 1676, mort en 1744.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1785-1789.
5. *Alm. du Commerce*, an VII.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 38.
8. Arch. nat. Y. 14096, 24 nov. 1769.
9. Id. Y. 14112. *Scellés.*
10. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
11. Id. Y. 14093, 16 janv. 1766 ; Y. 14095, 21 mai 1768 ; Y. 14098, 28 sept. 1771 ; Y. 14104, 13 janv. 1777 ; Y. 14428, 28 août 1780. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 37, bil. du tap. Richard, 1772 ; cart. 42, bil. du tap. Léchevin, 1774 ; cart. 44^A, bil. du tap. Leclerc, 1777 ; cart. 50 et 52, bil. du tap. Beury, 1779-1780 ; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777, etc.
12. Il est cité dans cet annuaire sous le nom de « Le Mille ».
13. Arch. nat. Y. 14436, 29 mars et 17 juillet 1788. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 59, bil. du men. Porrot, 1781 ; cart. 64, bil. du tap. Boizon, 1784. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*. Quinze-Vingts, n° 1, 26 déc. 1790.
14. Arch. nat. Y. 14116. *Scellés*. Ce document signale dans sa boutique cinq établis et donne une longue liste de ses marchandises. On y remarque : une bibliothèque d'ébène à panneaux grillés, une douzaine de commodes, trois consoles, quatre paires d'encoignures, diverses petites tables dont deux *mignonnettes*, et « trois commodes d'enfant ».

MALLEROT (Michel), né en 1675, se qualifiait en 1740 « maître-ébéniste et bourgeois de Paris »[1]. Il demeura rue de la Roquette, où il vivait encore à l'âge de soixante-dix-huit ans[2].

MALOT (Jacques), maître menuisier en meubles à Paris, marié à une fille de menuisier Destrumel, exerça rue de Cléry depuis 1749 jusqu'au début du règne de Louis XVI[3]; il se retira ensuite rue de la Cossonnerie[4]. On connaît des sièges simples, mais gracieux, signés de sa marque **MALOT**.

MALTESTE (Sylvain), menuisier parisien auquel la maîtrise fut conférée le 12 août 1778[5], se consacrait à la fabrication des bois de sièges et de lits. Il habita successivement rues des Jardins et des Barres avant la Révolution[6], puis rue Saint-Honoré de 1795 à 1800[7].

MANÉ, maître et marchand tabletier à Paris, rue des Arcis, resta attaché au service du Garde-meuble pendant une vingtaine d'années à partir de 1765[8]. Avec toutes sortes d'ouvrages de sa profession, il fournissait à la Cour des tables combinées pour plusieurs jeux de salon. La première pièce qu'il livra dans ce genre était en bois de rose, garnie de bronzes dorés; l'intérieur formait tric-trac; le dessus mobile présentait sur l'une des faces un échiquier et un damier, sur l'autre un jeu de fortune à aiguille, un jeu d'oie, un jeu de poules et de renard, avec des fleurs dans les coins, le tout en incrustations de couleur[9]. Mané créa des tables encore plus complexes qui contenaient jusqu'à dix-sept jeux[10].

MANSEL (Jean-Baptiste-Joseph), fils et frère de maîtres menuisiers entrepreneurs de bâtiments, fut menuisier attitré du Garde-meuble de 1784 à 1792[11]. Originaire de Paris, où ses lettres de maîtrise furent enregistrées le 22 septembre 1757[12], il résidait à Versailles, boulevard du Roi. La Couronne l'employa surtout à de gros ouvrages, mais lui demanda aussi, comme se rattachant au même genre de travaux, des meubles usuels en chêne et en bois blanc.

MANSER (J.) est connu seulement par son estampille, que l'on trouve sur de bons ouvrages en marqueterie du temps de Louis XVI. Une petite table portant cette empreinte figurait dans la collection du vicomte Clifden, exposée à Bethnal Green en 1893[13].

MANSION (Simon), menuisier-ébéniste à Paris, né en 1741[14], débuta comme ouvrier privilégié du faubourg Saint-Antoine[15], puis gagna la maîtrise le 7 octobre 1780[16] et continua de travailler rue Saint-Nicolas jusque vers 1805. Cet artisan se fit une spécialité des tables à manger

1. Arch. nat. Y. 10987, 3 août et 9 sept. 1740.
2. Id. Y. 12141, 25 sept. 1739; Y. 10995, 18 juin 1753.
3. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. — Y. 12997. Scellés après décès de la veuve Destrumel, 24 avril 1775.
4. *Journal de Paris*, 27 fév. 1780.
5. *Liste gén. des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
6. *Ibid.* et *Alm. des Bastimens.*
7. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès.* Q8. 3, fol. 24; Q8. 10, fol. 35; — *Livres de Commerce.* Reg. 2749. Journal du tap. Pupien-Martigny (an VIII).
8. Arch. nat. O1. 3618 et suiv.; O1. 3537. — *Alm. de Paris*, 1786, 2e partie.
9. Ach. nat. O1. 3619, 1.
10. Id. O1. 3627.
11. Id. O1. 3534 à 3543; O1. 3629 et suiv.
12. Id. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328-9329.
13. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X. 45).
14. Arch. nat. Y. 15067, 19 oct. 1764.
15. Id. Y. 14100. *Reg. de perception des taxes sur les ouvriers privilégiés*, août 1773 (sous le nom de « Simon Mancion »). Il habitait alors Grande rue du Faubourg Saint-Antoine, au *Nom de Jésus.* (Cf. Id. Y. 14100, 20 avril 1773. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 44A, bil. du march. de bois Varal, 1777).
16. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.

en acajou [1]. De son mariage avec Thérèse Decrouan [2], lui vinrent trois fils qu'il éleva dans la même profession. L'aîné, ANTOINE-SIMON, passé maître le 14 octobre 1786 [3], et le second, JEAN-LAURENT, fournirent tous deux des tables de salle à manger au Garde-meuble impérial [4]; ils demeuraient l'un et l'autre rue de Charenton, n°s 40 et 62. Leur frère cadet SIMON-NICOLAS, dit *Mansion jeune*, devait se révéler un véritable artiste [5]. Il commença par s'établir rue des Champs-Élysées, n° 7, et se distingua dans l'ébénisterie de luxe. Pour l'Exposition industrielle de 1806, il construisit « un secrétaire et une commode d'un genre neuf [6] », en bois d'acajou et d'if, richement ornés d'appliques à feuilles d'acanthe. Ces pièces, que l'impératrice Joséphine possédait à la Malmaison, font encore partie du Mobilier national. Le tiroir du secrétaire porte une inscription qui se termine dans l'intérieur de la commode : ***Dédié à Napoléon Ier, Empereur des Français = par son très obéissant serviteur Mansion.*** Bientôt après, celui-ci abandonna l'état d'ébéniste pour de plus nobles travaux. Le 11 novembre 1810, Denon écrivait à l'Empereur : « Mansion jeune, ébéniste, a quitté depuis dix-huit mois sa boutique et a exposé au Salon une figure dont la grâce lui mérite l'estime de tous les artistes ». Il obtint en effet une première médaille pour ce marbre, qui orne aujourd'hui le parc de Compiègne. Dès lors, Mansion se consacra uniquement à la sculpture. On lui doit plusieurs des bas-reliefs qui décorent les œils-de-bœuf sur la cour du Louvre. Il avait depuis longtemps cessé de produire, lorsqu'il mourut en 1854, âgé de plus de quatre-vingts ans.

MANTEL (PIERRE) s'installa de bonne heure comme ouvrier libre, avec deux compagnons et deux apprentis, rue du Faubourg Saint-Antoine, dans la maison du *Saint-Esprit* ou de la *Colombe*. Au cours d'une de leurs visites, en juillet 1765, les jurés menuisiers trouvèrent chez lui des tables à jeu, des toilettes et des *demi-toilettes* [7], qu'ils reconnurent « fabriquées en bons bois et faites suivant l'art [8] ». Le 1er octobre 1766, Mantel reçut des lettres de maîtrise [9]. Il demeura ensuite rue de Charenton, puis rue Saint-Antoine, n° 220, où il s'éteignit le 8 mai 1802 [10]. On a prétendu qu'il travailla pour le comte d'Artois ; c'est une erreur due à la mauvaise lecture d'une pièce d'archives qui concerne l'ébéniste Mauter. Mais son estampille **P. MANTEL** a été relevée sur des productions fort honorables, telles qu'un secrétaire en mosaïque quadrillée ayant appartenu au baron de Gunzbourg [11] et une commode plaquée à filets qui figurait dans l'ancienne collection de Mme Demachy, née Girod de l'Ain [12]. Le meilleur meuble que j'ai vu de lui est un très petit secrétaire en bois de rose, dont l'abattant se déplie par le milieu pour former un bureau de largeur suffisante ; ce gracieux ouvrage se trouve chez M. Puiforcat.

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2976. Livre du march. Trintzius ; Reg. 2869. Journal du march. Bonnichon. — *Bilans*, cart. 94, bil. du march. Menesson, an XI ; cart. 99, bil. du march. Bonnichon, an XIII.
2. Elle décéda le 14 oct. 1813, à 72 ans. (Arch. de la Seine. Enregist. Q^8. 372).
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
4. Arch. nat. O^2. 513, mai 1811.
5. V. au sujet de ce personnage : Bellier de la Chavignerie et L. Auvray. *Dict. des Artistes français*, t. II, p. 23. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 7. — St. Lamy. *Dict. des Sculpteurs de l'Ecole française du dix-neuvième siècle*, t. III, p. 387-388.
6. *Catalogue de la 4e Exp. des prod. de l'Ind. fr.*, 1806, p. 53.
7. On nommait ainsi, à l'origine, les tables-coiffeuses pour les distinguer des toilettes proprement dites, qui avaient la forme de commodes.
8. Arch. nat. Y. 12655. Pr.-verb. des visites pour les jurés-menuisiers de Paris.
9. *Liste générale des Mes-Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
10. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 71, 18 floréal an X.
11. Vente à Paris, mai 1914, n° 134.
12. Id., mars 1717, n° 115.

MANWARING (Robert), menuisier, sculpteur et dessinateur anglais, établi à Haymarket, dans le centre élégant de Londres, faisait des sièges de luxe qu'il inventait lui-même. En 1765, il publia un recueil de ses dessins, intitulé : *The Cabinet and Chair-maker's real Friend and Compagnon* (un vol. in-8°). L'année suivante, il fournit vingt-huit planches, représentant chacune quatre types de chaises ou de fauteuils, pour un album édité aux frais de la société des ébénistes de Londres [1] ; puis il collabora au *Chair-maker's Guide* (1766), où l'on retrouve les planches précédentes avec d'autres compositions inédites. En général les modèles du maître se caractérisent par des formes un peu massives et trapues. Presque tous comportent, à l'intersection des pieds et de la ceinture, des petites consoles en équerre plus ou moins découpées et historiées, qui alourdissent encore leur structure. Ces ornements, empruntés à l'art chinois, semblent une particularité distinctive des sièges construits par Manwaring.

MARCEL (Joseph), menuisier en meubles et en bâtiments, reçu maître à Paris le 26 juin 1745, fut juré de 1767 à 1769, puis député ou conseiller de sa communauté dans les dernières années de sa vie [2]. Il exerça au faubourg Saint-Germain, d'abord cour du Dragon [3] et plus tard rue de Tournon [4], où il mourut le 5 mai 1788 [5].

MARCHAND (Nicolas-Jean), ébéniste parisien, né vers 1697 [6], obtint ses lettres de maîtrise avant 1738. Établi rue Saint-Nicolas, il faisait avec succès des meubles de luxe. En 1756, il eut des démêlés avec la communauté des fondeurs pour avoir employé clandestinement un ouvrier en bronze, nommé Bonnière [7]. Il approchait alors de la soixantaine et ne continua plus longtemps son industrie. Ses productions portent l'estampille **MARCHAND** imprimée en grandes lettres. Cette marque figure sur une commode Louis XV, à placages d'amarante et de palissandre, qui a été recueillie par le musée Carnavalet. J'ai vu du même auteur une charmante table-liseuse, en bois de rose, de forme échancrée sur deux pieds à jour.

Un ébéniste homonyme travaillait sous le Directoire rue du Faubourg Montmartre, n° 790. Il produisait notamment des commodes à galerie et des toilettes fermées par une coulisse de cuivre [8].

MARCION (P.) fut l'un des fournisseurs de Napoléon Ier. Dès l'époque du Directoire, il tenait un atelier et un magasin d'ébénisterie, rue Neuve-des-Petits-Champs, près la rue Chabanais, *Aux Égyptiens*, et fit paraître des annonces invitant le public à voir son « choix de meubles de genre, en bois d'acajou, richement ornés de bronze, d'après les belles formes des Antiquités étrusques, égyptiennes, grecques et romaines [9] ». Sa maison ayant pris de l'importance

1. *One hundred new and genteel Designs being all the most approuved Paterns of Household Furniture in the present state.* London, 1766.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1787. — Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9331, 3 août 1767. — Id. H². 2118.
3. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. — Cf. Arch. de la Seine. Jurid. consul. *Rapports*, cart. 4, 4 août 1758.
4. Arch. nat. Y. 14416, 2 avril 1768. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1779, p. 747.
5. *Journal de Paris*, 1788, p. 564.
6. Arch. nat. Y. 10990, 20 sept. 1746.
7. *Recueil des Statuts, Ordonnances et Privilèges de la Communauté des Maîtres Fondeurs de Paris*. Paris, 1774. — Cf. A. de Champeaux, *Le Meuble*, t. II, p. 175.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578. Journal du march. Collignon (an VII).
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VI, p. 6645, 6756, 6831.

fut transférée bientôt rue Helvétius (ci-devant Sainte-Anne), puis rue Saint-Marc. En 1806, Marcion présenta au Garde-meuble des soumissions pour la fourniture de lits en bateau, canapés, bergères et fauteuils à figures ailées, sièges avec les pieds en « fourreau de sabre », psychés, lavabos-tripodes, *somnos* ou tables de nuit, etc. [1]. Un grand nombre d'ouvrages lui furent demandés pour les palais de Saint-Cloud, Trianon, Compiègne, Fontainebleau et Rambouillet [2]. Une de ses œuvres capitales fut le lit de l'impératrice Marie-Louise qu'il exécuta en 1809. Cette couchette, tout en noyer doré, offrait de très riches sculptures à décor de cygnes, guirlandes et rinceaux ; elle se complétait par deux torchères portant des figures agenouillées qui soûtenaient les draperies du baldaquin [3]. Marcion fut chargé encore de travaux considérables pour le service des ministres et grands-officiers de la Couronne [4]. Victime d'une crise qui sévissait sur toute l'industrie française dans les dernières années du règne de Napoléon, cet ébéniste fit faillite en 1814 [5]. Les collections de l'État renferment une quantité de pièces à l'estampille de **P. MARCION,** entre autres une commode en acajou placée dans le vestibule du Grand Trianon et plusieurs suites de sièges en bois doré qui garnissent le palais de Fontainebleau. Ces meubles, quoique traités avec soin, sont loin de valoir ceux de Jacob-Desmalter ; ils s'en distinguent surtout par la lourdeur de leur style.

MARÉCHAL (JEAN-PIERRE), né à Mont-Saxonnex (Savoie) en 1760, était compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il se fit connaître comme un des Vainqueurs de la Bastille ; il s'enrôla peu après dans la 35[e] division de gendarmerie [6].

MARIETTE (NICOLAS-LOUIS), menuisier en meubles, exerçait à Paris depuis plus de vingt ans comme ouvrier libre [7] quand il passa maître le 1[er] août 1770 [8]. Après avoir demeuré rue de la Roquette, au *Roy de Naples*, il travailla rue de Charenton jusqué vers 1786. Cet artisan produisait de bons ouvrages sculptés, tels que des bois de lits « à cannelures, chandelles et culs de lampe » [9]. Une bergère Louis XVI, portant son estampille **N. L. MARIETTE,** fait partie de la collection Dutuit au Petit-Palais des Beaux-Arts.

MAROUY (PIERRE-JACQUES), maître menuisier à Compiègne, né dans cette ville le 30 septembre 1735, y décéda le 17 septembre 1802 [10]. Il demeurait à la porte Chapelle, près du Château. A partir de 1783, le Garde-meuble lui fit exécuter tous les ans des ouvrages destinés à cette maison royale [11]. Dans le courant de 1790, Marouy livra plus de trois cents chaises pour remplacer celles que l'on avait expédiées à Versailles en vue de servir à l'Assemblée des États-Généraux [12]. Quelques semaines avant la chute de la Monarchie, il termina dix banquettes

1. Arch. nat. O². 623.
2. Id. O². 503 et suiv.
3. Id. O². 510.
4. Id. O². 513 (mai 1811).
5. Communication de M. Hector Lefuel.
6. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 152. — Arch. nat. C. 35. 208¹. Pr.-verb. du 25 avril 1790. — Id. T. 514¹, 5. Papiers du dép. Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 247.
7. Arch. nat. Y. 10990, 3 fév. 1747.
8. *Liste générale des M*[es] *Men.-Ében. de Paris*, 1782-1785.
9. Arch. nat. Y. 14431, 21 sept. 1783.
10. Arch. mun. de Compiègne. État-civil. *Reg. parois. de S. Jacques*. Baptêmes, 30 sept. 1735. — *Reg. des Décès*, 30 fructid. an X, n° 150.
11. Arch. nat. O¹. 3538 à 3540 ; O¹. 3629, 2 ; O¹. 3653 et suiv.
12. Id. O¹. 3653.

sculptées de rosaces « pour la salle des gardes de Mgr le Dauphin [1] ». L'année suivante, il servait comme lieutenant dans un bataillon des Volontaires de l'Oise [2].

Son fils et successeur, PIERRE-PHILIPPE, obtint sous l'Empire des commandes de tables et armoires, de lits et de sièges pour le palais de la ville [3]. Né le 13 octobre 1767, il mourut en 1822 [4], laissant un fils, Charles-Désiré, qui, après avoir pratiqué la menuiserie dans sa jeunesse, devint architecte de l'arrondissement de Compiègne.

MARTEAU (LOUIS), menuisier du Roi, mort à Paris le 6 octobre 1746 [5]. On le suppose fils d'un entrepreneur de menuiserie qui avait travaillé pour la Couronne dès 1685 [6]. Attaché au service des Bâtiments vers la fin du dix-septième siècle, Louis Marteau obtint un logement au Louvre, avec de vastes annexes dans lesquelles prit naissance l'incendie qui consuma l'atelier de Boulle en 1720 [7]. A la suite de ce sinistre, il s'établit rue du Chantre, près du Palais-Royal [8]. Outre des boiseries décoratives qui furent sa spécialité, ce maître exécuta en 1706 une « armoire à tabac » pour le duc de Bourgogne au château de Meudon [9], et livra au Garde-meuble d'autres armoires richement moulurées pour le palais du Louvre [10]. A l'occasion, il faisait des ouvrages d'ébéniste, car les comptes mentionnent parmi ses fournitures un fauteuil de commodité en marqueterie et plusieurs meubles plaqués d'amarante [11]. Dans sa vieillesse, Louis Marteau fut occupé à d'importants travaux pour la Bibliothèque royale en collaboration avec le sculpteur Verberckt et le doreur Gobert [12]. — Son fils JEAN-BAPTISTE, depuis longtemps admis à la maîtrise [13], hérita du titre d'entrepreneur des Bâtiments du Roi ; il continua de résider rue du Chantre, où il mourut le 3 octobre 1768 [14]. Comme son père, il se distingua dans la menuiserie d'art. Les *Petites Affiches* du 2 janvier 1766 signalaient « une belle bibliothèque en bois de chêne de Hollande faite par le sieur Marteau », à vendre après le décès de M. Henin, conseiller honoraire au parlement de Paris [15].

MARTIGNY (NICOLAS), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris en 1738, exerça rue Saint-Nicolas, faubourg Saint-Antoine, jusqu'à la fin du règne de Louis XV [16]. Cet artisan paraît avoir surtout confectionné des meubles de chêne et de noyer ; mais il produisait aussi des pièces moins communes. J'ai trouvé son nom **MARTIGNY** imprimé en grandes lettres sur une commode massive et très ventrue, plaquée à compartiments de bois violet.

MASSON, maître et marchand paumier à Paris, rue Mazarin, devint fournisseur ordinaire de la Cour sous Louis XVI [17]. Quoique sa profession ne l'autorisât pas à faire des billards, il

1. Arch. nat. O[1]. 3656, avril 1792.
2. Arch. mun. de Compiègne. État-civil. *Reg. des publications de mariages*, ans II à XI. Publication de mariage de Pierre-Philippe Marouy, 9 brumaire an II (31 oct. 1793).
3. Arch. nat. O[2]. 510.
4. Arch. mun. de Compiègne. État-civil. *Reg. parois. de S. Antoine.* Baptêmes, 13 oct. 1766.— *Reg. des Décès*, 7 mars 1822.
5. Arch. nat. Y. 12149. *Scellés.*
6. Cf. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. III, col. 728.
7. *Arch. de l'Art français*, t. IV, p. 347 et suiv.
8. Cf. Arch. nat. Y. 12135, 14 juillet 1734 ; Y. 12138, 17 déc. 1736 ; Y. 12139, 5 juillet 1737 ; Y. 12146, 12 mai 1745, etc.
9. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. V, col. 110
10. Arch. nat. O[1]. 3309, fol. 322.
11. Id. O[1]. 2242, fol. 221 ; O[1]. 2243, fol. 16, 17, 303, etc.
12. Id. O[1]. 2239 à 2246.
13. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324, 14 janv. 1738.
14. Id. Y. 12455. *Scellés.*
15. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1766, p. 3.
16. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 81. — Cf. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1750) ; *Bilans*, cart. 9, bilans du tap. Blin et du tap. Loyal, 1752, etc.
17. Arch. nat. O[1]. 3624 à 3635.

s'adonnait avec succès à la fabrication de ces ouvrages et en avait même établi un dépôt dans le couvent des Cordeliers situé près de sa boutique[1]. Parmi ceux qu'il livra pour les maisons royales de 1775 à 1784, on en remarque plusieurs spécialement destinés au service de la reine Marie-Antoinette et de Madame Adélaïde[2]. Cependant les menuisiers avaient porté contre lui une plainte en justice pour usurpation de leurs privilèges[3] et obtinrent sans doute gain de cause, car, à partir de 1785, Masson ne fournit plus de billards au Garde-meuble. Il reçut à titre d'indemnité une gratification annuelle de mille livres, qu'il toucha jusqu'en 1789[4].

MATHALM, dit *Lefranc*, exploitait un atelier d'ébénisterie à Bordeaux, comme ouvrier forain, entre 1783 et 1791[5]. A cette dernière date, il résidait rue Royale, près du Jardin public.

MATHELIN, menuisier en meubles, fut employé par le prince Henry-Jules de Condé aux embellissements de l'hôtel de Condé à Paris vers le début du dix-huitième siècle. Entre autres ouvrages, il exécuta, pour le « cabinet doré » de cette résidence, les bois d'un somptueux mobilier comprenant un sopha, deux fauteuils et six chaises, qui furent ornés par le sculpteur Guyot[6].

MATHIEU (Pierre-Jean), maître menuisier à Paris, fils d'un artisan du métier[7], exerçait rue Neuve-de-Cléry en 1738[8]. Onze ans plus tard, il prit part à un procès contre des ouvriers chaisiers qui avaient fomenté une cabale dans le but de faire augmenter leurs gages[9]. Le dossier de l'affaire montre qu'il fabriquait à cette époque des sièges de salon pour le tapissier Louis Jobbé, rue des Cannettes.

Jean-Paul, que l'on suppose frère du précédent, travailla comme maître ébéniste au faubourg Saint-Antoine, où il mourut en avril 1745[10]. Sa veuve, Anne Legrand, se remaria avec le célèbre fondeur J.-J. de Saint-Germain[11].

A cette famille se rattachait sans doute le menuisier Gaspard Mathieu, qui obtint les lettres de maîtrise le 13 février 1773 et fut député ou conseiller de sa corporation dans les dernières années de l'Ancien régime[12]. Établi rue de Cléry, il faisait des sièges de luxe, avec le concours des sculpteurs Cornillier, Butard et Rousseau[13]. Ses ouvrages sont signés : **G. MATHIEU.**

MATHON (Augustin) était maître menuisier en meubles à Paris, rue de Cléry, vers le milieu du règne de Louis XV[14]. Il eut pour successeur son fils qui portait le même nom de baptême. Ce dernier, reçu maître le 3 octobre 1763[15], décéda avant 1782. Les productions de leur atelier présentent une marque singulière : **OG. MAThOИ**, dont la première lettre est une transcription phonétique de la syllabe initiale d'*Augustin*. — M. le duc de La Roche-Guyon

1. Arch. nat. Y. 14428, 26 avril 1780.
2. Id. O¹. 3625.
3. Id. Y. 14428, *loc. cit.*
4. Id. O¹. 3636 ; O¹. 3642 ; O¹ 3651.
5. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la ville de Bordeaux*, 1784, p. 254 ; — 1785, p. 309 ; 1789, p. 90.
6. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, 1700.
7. Arch. nat. Y. 14063, 10 déc. 1738 ; Y. 14066, 28 avril 1741.
8. Id. Y. 14063, 3 avril 1738.
9. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
10. M[is] des Granges de Surgères. *Artistes français des XVII[e] et XVIII[e] siècles*, Paris, 1893, p. 185.
11. Id. *ibid.* — Cf. Arch. nat. Y. 14108. Scellés du 21 déc. 1779. — *Journal de Paris*, Enterrements du 23 déc. 1779.
12. *Liste générale des M[es] Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 596. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 71 et 72, bil. de Gaspard Mathieu, 31 janv. 1788.
14. Arch. nat. Y. 14069, 9 sept. 1744 ; Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
15. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328.



PIERRE-HARRY-MEWESEN
Encoignure en marqueterie de bois des Iles à décor d'attributs.
(anc. coll. Rikoff).



CLAUDE-ÉTIENNE MICHARD.
Fauteuil de bureau en bois doré provenant du duc de Choiseul.
(coll. du comte Moïse de Camondo).



ÉTIENNE MEUNIER.
Fauteuil de Bureau Louis XV en noyer ciré.
(coll. du comte de Savigny de Moncorps).

conserve, en son château de famille, plusieurs suites de sièges frappés de cette empreinte. Les plus remarquables sont quatre grands fauteuils dans le style de la Régence, finement sculptés à décor de rocailles et de grenades.

MATTE (JEAN-CHARLES), menuisier-ébéniste, établi comme artisan libre rue du Faubourg Saint-Antoine, fit faillite au mois de février 1770. Son carnet montre qu'il travaillait activement pour le commerce, mais il ne semble avoir produit que des meubles usuels en bois de noyer[1].

MAUBOUSSIN était un ouvrier aveugle qui pratiqua la menuiserie à La Suze dans le Maine. « Ce jeune homme, dit l'*Almanach sous verre* de 1784[2], fait sans le secours de personne des armoires, des coffres et autres meubles de cette espèce avec une précision admirable... »

MAUCUY (BLAISE), menuisier parisien, né en 1729, mort le 10 janvier 1798[3]. Ayant gagné la maîtrise le 28 juillet 1758[4], il s'installa dans le quartier de la Villeneuve, actuellement de Bonne-Nouvelle. En 1767, il fut chargé de priser les marchandises dépendant de la succession de son confrère Jacques Gauthier[5]. Son atelier disparut peu après, bien qu'il eût encore longtemps à vivre. On lui doit de jolis sièges Louis XV signés **B. MAUCUY.** Un fauteuil en bois sculpté et doré portant cette empreinte faisait partie de l'ancienne collection Marcel Zambaux[6],

MAUGÉ (NOEL), « apprentif du Roi pour l'ébénisterie » à la Manufacture des Gobelins, fut élève de J.-F. Œben, puis du frère de cet artiste, depuis 1762 jusqu'en 1775[7]. On peut s'étonner que, dix ans plus tard, il travaillait encore comme compagnon, sans avoir trouvé les moyens de s'établir[8].

MAUGNY, « menuisier en meubles patenté », résidait rue de l'Échiquier sous le Directoire et le Consulat[9]. En 1803, le Tribunal de commerce le prit pour arbitre dans un litige entre l'ébéniste Barreau et le tapissier Caillet[10].

MAULTER. *Voy.* Mauter.

MAUR (JEAN-GEORGES), ébéniste parisien, demeurant rue du Cherche-Midi, dans le voisinage du couvent des Prémontrés, travaillait en 1780 à son compte « sans qualité ni privilège. » Après une saisie de ses ouvrages pour contravention aux règlements corporatifs[11], il sollicita des lettres de maîtrise qui lui furent accordées le 6 octobre 1781[12]. Un peu plus tard, Maur transféra sa boutique rue du Sépulcre, où il demeurait encore en 1789. On trouve dans les *Petites Affiches* plusieurs annonces de cet artisan pour vendre des meubles précieux, parmi lesquels un beau tric-trac d'acajou massif « en forme de bureau à la mode[13] ».

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 31.
2. Col. 192, n° 218.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 55, 21 niv. an VI.
4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
5. Id. Y. 13669. Scellés du 4 juin 1767 chez J.-A. Gauthier, m^e menuisier.
6. Vente à Paris, nov. 1922, n° 185.
7. Arch. nat. O¹. 2044; O¹. 2045; O¹. 2047.
8. Arch. nat. O¹. 2051. — Cf. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 14, 1er juin 1785.
9. *Alm. du Commerce*, an VI (sous le nom de « Manguy »).
10. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 31, 30 therm. an XI.
11. Arch. nat. H². 2118, 30 juin 1781.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 14 oct. 1780; 20 déc. 1781; 25 mai 1782.

MAUTER (CONRAD), ébéniste du comte d'Artois, originaire d'Allemagne, né en 1742, mort à Paris le 14 mai 1810[1]. Les documents de l'époque le désignent sous des appellations diverses, telles que *Motet, Motaire, Maulbert, Mautard*[2]. Dès l'âge de vingt-six ans, il se trouvait établi comme artisan libre rue du Faubourg Saint-Antoine[3]. Ses talents se firent surtout remarquer dans la fabrication des tables. Il en vendait de toutes les sortes : à manger, à jouer, à écrire, toilettes d'hommes et de femmes, tables de nuit, tables en chiffonnières, en vide-poches et même en crachoirs[4]. La maîtrise lui fut conférée le 10 septembre 1777[5]. Cinq ans après, Mauter devint fournisseur ordinaire du comte d'Artois, au service duquel il resta attaché jusqu'à la Révolution[6]. Avec nombre d'ouvrages pour le palais du Temple, le pavillon de Bagatelle, les châteaux de Maisons et de Saint-Germain-en-Laye, il exécuta une quantité de pièces plus modestes devant servir aux pages du prince, à ses serviteurs et au personnel de ses écuries. Les mémoires de l'ébéniste, conservés aux Archives nationales, mentionnent en outre des travaux pour le prince d'Hénin et le chevalier de Crussol. En 1791, lorsque Louis XVI forma le projet de se rendre à Saint-Cloud et fit remettre le château en état de recevoir la Cour, Mauter livra plusieurs commodes destinées à cette maison royale, ainsi qu'un curieux « nécessaire de garde-robe réunissant une table de nuit, une chaise d'affaires et un bidet[7] ». Sous le Directoire et le Consulat, il se remit à produire en abondance des tables mécaniques et de fantaisie[8]. Sa maison prospéra jusqu'à sa mort et fut reprise par un confrère qui publia dans l'*Almanach du Commerce* la réclame suivante : « SANDRIN, successeur de Mauter, tient fabrique et magasin de meubles, fait le décor et tout ce qui concerne l'ameublement, rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 20 ». On connaît quelques bons ouvrages en acajou du temps de Louis XVI signés **C. MAUTER**, entre autres un bureau à cylindre de l'ancienne collection Ch. Haviland[9]. Ces pièces se recommandent en général par une facture très précise, qui apparaît le mieux dans les agencements intérieurs.

MAYEUX (LOUIS-FRANÇOIS), menuisier en meubles à Paris, après avoir été un des collaborateurs de Quinibert Foliot[10], obtint des lettres de maîtrise qu'il fit enregistrer au Châtelet le 29 juillet 1757[11]. Le catalogue de la vente du baron de Gunzbourg signalait son nom sur un fauteuil Louis XV, sculpté à fleurs, avec siège, dossier et manchettes en cuir[12].

MAYHEW (JOHN), ébéniste anglais, était associé avec son confrère William Ince à Londres, Broad-Street, Soho, vers le début du règne de George III. A cette époque, il exécuta, pour la galerie de la Reine au palais de Kensington, deux très belles armoires en acajou poli, ornées de fines sculptures à rinceaux, qui lui avaient été demandées en vue de contenir des orgues méca-

1. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 355.
2. Dans ses signatures autographes, il écrivait son nom : *Maulter*.
3 Il figure à cette époque parmi les créanciers du fabricant et march. de meubles L. Moreau (Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, 21 juin 1768).
4. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2441, Journal du tap. Bonnemain jeune. *Bilans*, cart. 44^A, bil. du tap. Leclerc. 1774 ; cart. 72, bil. du tap. Law, 1788 ; cart. 79, bil. du tap. Guingand, 1791, etc.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. 1782-1789.
6. Arch. nat. R[1] 324, 329, 332 à 337.
7. Id. O[1]. 3540, 3541 ; O[1]. 3654.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2976 et 2977, Livres du march. Trintzius (ans X et XI) ; Reg. 5871, Journal du tap. Brunel à Senlis (ans VI à XII).
9. Vente à Paris, 15 déc. 1922, n° 140.
10. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
11. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
12. Vente du Bon de G., Paris, mai 1914, n° 125.

niques. Ces meubles, transformés en bibliothèques, se trouvent aujourd'hui dans le château royal de Windsor [1] (planche XLIII). Dessinateur de talent, Mayhew fit paraître avec Ince, en 1762, un important album de modèles intitulé : *The Universal System of Household Furniture* [2]. Chacun des auteurs a signé ses propres compositions. Celles de Mayhew sont souvent bizarres et prétentieuses; mais quelques-unes témoignent d'une agréable fantaisie, entre autres des « sièges chinois » qui méritent d'être cités parmi les meilleures inventions des ébénistes anglais dans ce goût exotique.

La maison Mayhew et Ince, conservée sans doute par les descendants de ses fondateurs, existait encore à Londres, 47, Marshall street, Carnaby market, au commencement du dix-neuvième siècle [3].

MAYOT (Louis-Étienne), menuisier en meubles, demeurant rue du Faubourg Saint-Antoine « vis-à-vis le corps des gardes françoises », devint maître le 20 mars 1787, après avoir été pendant dix ans agrégé à la communauté parisienne [4]. Il fabriquait des sièges de luxe sans recourir à des ornemanistes qualifiés. Sous prétexte de contravention aux privilèges de leur corps, les syndics des peintres-sculpteurs firent saisir chez lui, en avril 1791, des bois de chaises et de tabourets qu'il venait de terminer pour le maréchal de Biron [5].

MAYRAN (Guillaume), natif du bourg de Plaisance dans le Languedoc, était maître ébéniste à Grenoble au début du dix-huitième siècle; il résidait dans cette ville sur la paroisse Saint-Louis [6].

MAZARIN (Jean-Baptiste), menuisier en meubles, né à Paris en 1754 [7], servit dans sa jeunesse au régiment de Poitou, puis, avant 1782, s'installa comme artisan libre rue du Faubourg Saint-Antoine, au *Nom de Jésus*. Un procès-verbal de police fait connaître qu'il produisait des sièges de salon et notamment des sophas sculptés [8]. Mazarin fut un des Vainqueurs de la Bastille; il s'enrôla ensuite dans la 35e division de gendarmerie [9].

MAZET (Claude), originaire du faubourg Saint-Germain à Paris, travaillait comme maître ébéniste à Grenoble en 1704 [10].

MENANT (François-Claude), menuisier en meubles, né en 1757 [11], gagna la maîtrise à Paris le 19 septembre 1786 [12]. Il exerça ensuite rue de Charenton avec un certain succès [13], mais n'eut guère le temps de se faire connaître avant que la Révolution vînt arrêter l'essor de son entreprise. Sergent de la Garde nationale en 1789, électeur, puis juré, Menant se distingua par sa fougue insurrectionnelle à la journée du 10 août. Nommé le mois suivant capitaine dans

1. G.-F. Laking, *The Furniture of Windsor Castle*. London, 1905, p. 47.
2. V. ci-dessus, p. 157.
3. *Universal British Directory*, 1803.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*.
5. Arch. nat. Y. 14429, 24 avril 1781 (sous le nom de « Louis Maillot »).
6. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 240.
7. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 154.
8. Arch. nat. Y. 13443, 21 déc. 1782.
9. J. Durieux. *Ouv. cité*. — Cf. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 19.
10. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 240.
11. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 702.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
13. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, bil. du tap. Devouge, mai 1788 ; cart. 79, bil. du tap. Letellier, sept. 1790.

le bataillon des volontaires de Sainte-Marguerite, il fit campagne aux armées du Nord, eut la cuisse brisée d'un coup de feu devant Werwick et succomba des suites de sa blessure le 6 octobre 1793 [1]. — Durant sa courte période d'activité, ce maître a produit de bons sièges Louis XVI, signés **F. C. MEИAИT** (avec les deux **N** imprimés à contre-sens). Le comte de Coulombiers possède au château de la Victoire, près de Senlis, une suite de quatre petits fauteuils-cabriolets portant cette estampille. D'autres ouvrages frappés de la même marque ont figuré dans les anciennes collections de Mme Ephrussi [2] et de Mme Lantelme [3].

L'atelier de Claude Menant fut conservé par sa veuve [4] puis par son fils, qui exerça rue de Charenton, nº 45, jusque vers la fin de l'Empire. On le trouve cité, à cette époque, dans les comptes du Garde-meuble de la Couronne pour des fournitures de chaises, fauteuils et bergères en bois d'acajou [5].

MENNESSON (Louis-Charles) tenait fabrique et magasin de meubles rue du Faubourg Saint-Antoine, à l'angle de la rue de Montreuil, quand il fut désigné en 1792 pour faire partie du jury de jugement des affaires criminelles [6]. Sous le Directoire et le Consulat, son commerce prit une extension considérable. Mennesson vendait des ouvrages nombreux et de toutes sortes, parmi lesquels des bibliothèques, commodes et consoles, bureaux à cylindre, tables à bouillotte et à quadrille, tric-tracs, tables à thé [7]. Une vingtaine d'ébénistes travaillaient pour sa maison, avec le fondeur Feuchère, le ciseleur Bouglet, les doreurs Lair, Desmarais et Hardouin. Il fit faillite le 1er juin 1802, ayant en magasin plus de 11.000 livres de marchandises [8].

MERCIER, maître tourneur à Paris, établi en 1746 rue Neuve-Saint-Roch, sous l'enseigne du *Métier couronné*, faisait des petits meubles de fantaisie, entre autres des tables à store, dites *en parasol* [9].

MERCIER (Jean), menuisier parisien, reçu maître le 1er août 1743, fut juré de sa communauté de 1755 à 1757 [10]. Il habitait rue de Cléry, où il continua de travailler jusque vers 1780 [11]. Cet artisan avait la spécialité des chaises de jardin. On le trouve mentionné à diverses reprises dans les comptes royaux pour des ouvrages de ce genre, qui lui étaient payés 30 livres pièce. En 1752, il fit les chaises du jardin fleuriste de Choisy [12], et en 1755 livra vingt-quatre sièges semblables destinés au parc de Trianon [13].

MESSIER (Claude), ébéniste à Paris, né vers 1767, s'enrôla en 1792 comme volontaire national et gagna l'année suivante l'épaulette de sous-lieutenant [14]. Il s'établit plus tard rue Saint-

1. Ch. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution, loc. cit.*
2. Vente à Paris, mai 1913.
3. Id. nov. 1912.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 2749, Journal du tap. Pupien, dit Martigny (an VIII); Reg. 3436, Journal de Roussel et Portarieu, march. de bois exotiques (an XIV); Reg. 4275, Livre du tap. Decors (an XIV).
5. Arch. nat. O². 513, mai 1811.
6. *Almanach National*, An II, p. 345.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2579. Journal du march. Collignon (ans V à VII). — *Bilans*, cart. 86, bil. du tap. Boucher, mess. an VII).
8. Id. *Bilans*, cart. 94, 12 prairial an XI.
9. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. III, p. 752, t. IV, col. 1401.
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325 et 9328.
11. *Alm. des Bastimens*. 1774, p. 63. — Arch. nat. Y. 12065, 16 déc. 1778.
12. Arch. nat. O¹. 2252, fol. 219.
13. Id. O¹. 2255, fol. 20 vº.
14. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Ouv. cité*, t. III, p. 222.

Antoine, n° 195, où il demeura jusqu'à la fin de l'Empire[1]. En 1811, il fournit au Garde-meuble quelques ouvrages en noyer pour le service des grands-officiers civils[2].

MEUNIER, famille parisienne de menuisiers en meubles.

Le plus connu, ÉTIENNE, florissait rue de Cléry vers le milieu du règne de Louis XV. Il était en relations d'affaires avec des marchands en vogue comme Pierre Migeon, fournisseur de la Cour, et Étienne Igou, qui faisait commerce d'ébénisterie rue du Faubourg Saint-Antoine, *Au Cabinet Dauphin*[3]. En 1749, ce maître prit part à un procès contre des ouvriers chaisiers pour délit de coalition[4]. Il vivait encore quatre ans plus tard. Son atelier produisait surtout des fauteuils de bureau. On rencontre fréquemment la marque **E. MEVИIER** sur des pièces de cette sorte. L'une d'elles, en bois peint et garnie d'étoffe, orne le petit salon du ministère de l'Intérieur. Le musée Jacquemart-André en montre une autre, de forme similaire, mais à cannages dorés[5]. Celle que reproduit notre planche XLIV et qui appartient au comte de Savigny de Moncorps, se distingue entre toutes par l'élégance de ses lignes et la charmante finesse de sa décoration. Un beau fauteuil meublant, signé par ce maître, figure dans les collections du musée des Arts décoratifs de Strasbourg.

ANTOINE, sans doute frère du précédent, né en 1690[6], résidait à la même époque rue de Bourbon-Villeneuve (actuellement d'Aboukir), et s'adonnait aussi à la fabrication des bois de sièges[7]. Ses trois fils continuèrent les traditions de la famille. L'aîné, JEAN-BAPTISTE, né en 1714[8], exploita un autre atelier rue de Bourbon jusque vers 1775[9]; il a laissé son estampille **I. B. MEVNIER** sur de gracieux fauteuils, dont on a vu un spécimen en bois doré à la vente du vicomte de Bondy[10]. Le deuxième, nommé SIMON, épousa une fille du menuisier Michel Avisse et habita rue Beauregard[11]. Le cadet, ANTOINE, « après avoir été dans la troupe », fut compagnon chez son frère Jean[12], gagna la maîtrise le 20 juin 1752[13] et obtint plus tard une charge d'« officier mouleur de bois[14] », fonction qui consistait à vérifier l'espacement des membrures entre lesquelles les marchands cordaient le bois de chauffage. On le suppose père d'ANTOINE-LUC, qui se fit recevoir maître menuisier le 8 juin 1782 et travailla rue de Cléry jusqu'à la Révolution[15].

MEUNIER (PIERRE), ébéniste parisien, ne semble pas se rattacher aux précédents. Né en 1735[16], reçu maître le 8 juillet 1767[17], il demeura d'abord rue de la Roquette[18], puis, vers 1784, transporta son atelier rue du Faubourg Saint-Antoine[19]. D'après Alfred de Champeaux, il aurait

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 106, bil. de l'ébén. Michel, 1806; cart. 107, bil. du men. Lexcellent, 1806. — *Livres de Commerce*. Reg. 3436, Journal des march. de bois Roussel et Portarieu (an XIV). — *Alm. du Commerce*, 1805 à 1814.
2. Arch. nat. O². 513.
3. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1745-1753). — Arch. nat. Y. 10992, 21 oct. 1749.
4. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
5. *Catalogue du musée Jacquemart-André*, 2e éd. Paris, s. d., p. 41, n° 33.
6. Arch. nat. Y. 12138, 20 mars 1736.
7. Id. *ibid.*, et Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
8. Id. Y. 12047, 22 août 1760.
9. Id. Y. 13375, 7 sept. 1750. — *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 81.
10. Vente du Vte de B. Paris, mai 1891, n° 199 du catalogue.
11. Arch. nat. Y. 12405. 1er fév. 1744; Y. 14069, 2 déc. 1744; Y. 14074, 2 oct. 1748.
12. Id. Y. 14073, 5 juin 1748.
13. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327.
14. Id. Y. 14234. Scellés après décès de Marguerite Bouillette, veuve d'Ant. Meunier, 17 avril 1782.
15. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
16. Arch. nat. Y. 14108, 29 mars 1779.
17. *Liste générale*... 1782.
18. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 44A, bil. du march. de bois Varal, 1777; cart. 51, bil. du tap. Ducamps, 1779, etc.
19. *Liste générale*..., 1785-1789.

exécuté des meubles pour Mme Geoffrin [1]. On donne comme une de ses œuvres un secrétaire appartenant au comte de Lasteyrie [2].

MEWESEN (Pierre-Harry), ébéniste étranger, probablement d'origine scandinave, reçut des lettres de maîtrise à Paris le 26 mars 1766 [3], et demeura durant une vingtaine d'années rue du Faubourg Saint-Antoine, à *la Main d'or.* C'était un artisan expert et actif, qui pratiquait son métier avec goût, mais d'une manière plus adroite que minutieuse. Ses ouvrages, qu'il signait **P. H. MEVVESEИ**, doivent surtout leur mérite à l'élégance de leur aspect. Parmi les meilleurs, nous citerons une belle commode en bois de rose, ornée d'une frise à rinceaux, qui figurait dans la galerie Paul Eudel [4], et les jolies encoignures à décor d'attributs que renfermait l'ancienne collection Rikoff [5] (planche XLIV). Dans le musée de Chaalis, Mewesen est représenté par un meuble vitrine en bois d'ébène, garni malheureusement de bronzes médiocres. Comme autres exemples de ses travaux, on peut mentionner deux commodes à carrelages que le comte d'Oilliamson possède au château de Fontaine-Henry (Calvados), une pièce du même genre qui se trouve chez Mme Demachy au château d'Ognon, près Senlis, et un gracieux bureau à fleurs ayant fait partie de la vente Delessert [6].

MEYERDIETRICH (Jean), menuisier-ébéniste et sculpteur alsacien, passa maître à Strasbourg le 23 septembre 1777 [7]. Il travaillait encore dans cette ville à la veille de la Révolution [8]. Avec des meubles en chêne et en noyer, il exécuta des menuiseries ornementales, et construisit une chaire, aujourd'hui détruite, pour l'église protestante de Saint-Pierre-le-Jeune. Le musée des Arts décoratifs de Strasbourg vient d'acquérir un petit portrait au pastel, qui le montre vêtu en rouge, le compas à la main [9].

MICHAELIS (Jean-Frédéric), natif de Wiehe (Saxe) où son père était menuisier, vint exercer l'état d'ébéniste à Paris avant la fin du règne de Louis XV [10]. La maîtrise lui fut conférée le 9 février 1787 dans les conditions de faveur accordées aux artisans qui instruisaient les enfants pauvres à l'hôpital de la Trinité [11]. Il habitait alors place du Cimetière-Saint-Jean, près de l'Hôtel de Ville. On manque de renseignements sur ses travaux.

MICHARD (Claude-Étienne), menuisier en meubles, né en 1732, mort à Paris, le 23 juillet 1794 [12]. Ayant pris ses lettres de maîtrise le 20 juillet 1757, il travailla durant une trentaine d'années rue du Faubourg Saint-Denis [13], et se retira ensuite rue Saint-Sauveur, où il termina ses jours. Il était le beau-frère du menuisier Jean-Nicolas Blanchard [14]. Cet habile artisan,

1. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 160.
2. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 31.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
4. A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, Paris, 1885, p. 41 et 51. — Cf. Vente à Paris, 11 mai 1898, no 287.
5. Vente à Paris, déc. 1907, no 305.
6. Id., mai 1911, no 76.
7. Arch. mun. de Strasbourg. *E. E. Zunft der Zimmerleute Gerichts Protocollum*, 3e vol., fol. 150.
8. Musée des Arts décor. de Strasbourg. *Zimmerleut Zunft Büchlein*, 1789.
9. H. Haug et A. Riff. *Musées de la Ville de Strasbourg Compte rendu de 1919-1920*, Strasbourg, 1922, p. 16.
10. Arch. de l'Égl. luth. à Paris. *Reg. des Mariages célébrés à l'Amb. de Suède* (1764-1806), p. 47. Mariage de J.-F. Michaelis et de Louise Pépin, 19 fév. 1774.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9334.
12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q8. 32 4 therm. an II. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an II, p. 8620.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
14. Arch. de la Seine, *loc. cit.* Q8. 36. Décès de Marie-Élisabeth Petit, femme Blanchard, 1er brumaire an IV.

qui signait **E. MICHARD**, se fit connaître par des ouvrages remarquables, principalement dans le style de transition Louis XV à Louis XVI. Peu avant la chute du duc de Choiseul, il fournit à ce ministre le magnifique fauteuil de bureau reproduit sur notre planche XLIV. On a pu en établir la provenance par un tableau du chevalier Roslin qui représente le célèbre homme d'État assis dans ce fauteuil. Après avoir été l'un des joyaux de la collection Jacques Doucet[1], cette œuvre d'art appartient maintenant au comte Moïse de Camondo. Le château de La Roche-Guyon conserve un curieux mobilier exécuté par Michard pour le duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld d'Enville. C'est une suite de dix-huit grands fauteuils à dossier carré et à pieds en gaîne, avec des accotoirs de forme rectangulaire entièrement garnis d'étoffe sur toute leur longueur. Dans une exposition rétrospective organisée au pavillon de Marsan en 1910, parurent des sièges de ce maître présentés par M. Lévy[2]. La vente du baron Benoist-Méchin comprenait deux belles bergères du même auteur[3].

MICHAUT (JEAN-LOUIS), menuisier-ébéniste et tourneur, se fit recevoir maître à Paris le 29 novembre 1775[4]. Il résida rue des Marais Saint-Martin jusqu'à la Révolution, puis rue des Vieux-Augustins, n° 9, sous le Directoire[5]. A cette époque, il déposa chez le marchand Collignon, boulevard Poissonnière, de nombreux ouvrages en acajou, parmi lesquels des tables à jeu et à ouvrage, un bureau mécanique à la Tronchin et une toilette à coulisse[6].

MIGEON (ANTOINE), menuisier parisien, né en 1745, mort le 12 décembre 1793[7]. Il ne semble pas se rattacher à la famille des ébénistes de ce nom. Admis à la maîtrise le 13 novembre 1759, il demeura rue des Francs-Bourgeois jusqu'en 1785[8], transporta ensuite son atelier rue Culture-Saint-Gervais[9], et devint député ou conseiller de sa corporation[10]. Il travaillait surtout pour le bâtiment, mais faisait aussi quelques meubles de menuiserie, comme des « échelles de bibliothèque en chaire-à-prêcher » ou des « bois de lit en forme de commode avec tiroirs »[11].

MIGEON. — Trois représentants de cette famille, l'aïeul, le père et le fils, furent maîtres et marchands ébénistes à Paris dans le cours du dix-huitième siècle. Ils portaient tous les trois le prénom de PIERRE.

Le premier avait dû naître entre 1670 et 1675. De religion calviniste, il épousa vers 1700 une de ses coreligionnaires, Judith Mesureur, veuve de l'ébéniste François Collet[12]. Secondé par sa femme, il exploita au faubourg Saint-Antoine un établissement considérable, situé rue de Charenton, vis-à-vis le couvent des Dames anglaises, dans la maison où demeurèrent après lui son fils et son petit-fils. Un de ses livres de commerce, recueilli par la Bibliothèque

1. Vente à Paris, juin 1912, n° 288.
2. *Exp. du Goût chinois en Europe au XVIIIe siècle. Catalogue*, Paris, 1910, p. 59. J. Guérin. *La Chinoiserie en Europe au XVIIIe siècle*, Paris, 1911, pl. 12 (sous le nom de « Michaud »).
3. Vente à Paris, 7 mai 1912 (reprod.).
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*.
5. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VII, p. 4011.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578.
7. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 52, 22 frimaire an II. Cf. *Annonces*, etc., 24 nivôse an II, p. 5651 : « Vente du fonds de commerce, bois, marchandises, outils et ustensiles de menuiserie (après le décès du cit. Migeon), rue Culture-S.-Gervais, n° 16, sect. de l'Indivisibilité... »
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
9. *Annonces*, etc., 1786, p. 582 ; 1792, p. 4964, etc.
10. Arch. nat. H2. 2118 (1789).
11. *Annonces*, etc., 1788, p. 2843.
12. Arch. nat. Y. 10995. Scellés après le décès de Judith Mesureur, veuve Migeon, 24 janv. 1753.

nationale[1], montre qu'il fabriquait toutes sortes de meubles ordinaires et de luxe. Il produisait de précieuses commodes en laque de Chine avec des ornements dorés d'or moulu, qu'il vendait 500 à 600 livres, et des encoignures analogues, dont la paire coûtait dix à quinze louis. On lui demandait surtout des pièces plaquées d'amarante, de palissandre, de bois violet ou satiné. Sa clientèle était aussi nombreuse que brillante. De 1730 à 1736, il eut l'honneur de travailler pour la duchesse de Bourbon mère[2], le duc d'Orléans, fils du Régent, et une de ses sœurs, Louise-Adélaïde d'Orléans, abbesse de Chelles. A la duchesse de Rohan[3], il livra en 1731 l'un des premiers secrétaires construits en armoire. Le maréchal duc de Noailles lui acheta une grande bibliothèque en marqueterie destinée à son fils, le duc d'Ayen. La duchesse d'Épernon[4] et le comte de Caraman lui firent exécuter quelques meubles garnis de cuivres argentés. Il fournit de belles commodes « en arbalète » à la princesse d'Épinoy[5], au comte de Vertus, à M. de Pontcarré, premier président du parlement de Rouen. Parmi nombre d'autres personnages cités dans son journal, on remarque les ducs d'Harcourt, de Croÿ, de Boufflers, de La Force; les duchesses de Brissac[6], de Luxembourg[7], de Mazarin[8] et de Retz[9]; les princes de Léon et de Tingry; le prince de Rohan, cardinal-évêque de Strasbourg; les archevêques de Paris[10], de Rouen[11] et de Bourges[12]; les évêques de Marseille[13], Dijon[14], Luçon[15] et Grenoble[16]; le prince Démétrius Cantemir, ambassadeur de Moscovie, le comte de Schulembourg, envoyé extraordinaire du roi de Danemark; les marquises de Castellane, de Crussol, de Ximenès; les comtes de Rottembourg, de Sainte-Maure, etc.

Pierre II, fils et successeur du précédent, eut encore plus de renommée que son père. Né en 1701[17], il épousa une demoiselle Orry ou Horry qui lui donna un fils unique et mourut en 1734[18]. Cinq ans plus tard, on le trouve établi comme fabricant et marchand de meubles, rue de Charenton, vis-à-vis le couvent des Dames anglaises, déjà nanti d'une honnête aisance et propriétaire de l'immeuble où il travaillait[19]. Les Archives de la Seine conservent un gros registre soigneusement écrit de sa main, dans lequel il mentionna depuis cette époque tous les payements faits à ses fournisseurs, avec l'adresse de chacun d'eux, souvent la liste de leurs ouvrages et parfois les noms des personnes qui en avaient passé la commande[20]. On devine l'intérêt d'un tel recueil. Malheureusement ce volume nous est parvenu dans un état déplorable, ayant beaucoup souffert de l'humidité et des rats. La première page porte un préambule d'une piété tou-

1. Dép. des Manuscrits, *Nouv. acq.* nº 4765. Ce journal, commencé le 1er juillet 1730, se termine le 3 déc. 1736; mais plusieurs feuilles arrachées à la fin permettent de supposer qu'il fut continué encore quelques mois.

2. Louise-Françoise de Bourbon, dite *Mademoiselle de Nantes*, fille légitimée de Louis XIV, mariée en 1685 à Louis, duc de Bourbon, petit-fils du Grand Condé.

3. Marie-Élisabeth du Bec-Crépin, mariée en 1678 à Louis de Rohan-Chabot, duc de Rohan.

4. Françoise-Gillonne de Montmorency-Luxembourg, mariée en 1722 à Louis de Pardaillan, duc d'Antin, dit le duc d'Épernon.

5. Élisabeth de Lorraine-Lillebonne, mariée en 1691 à Louis de Melun, prince d'Épinoy.

6. Marie-Josèphe de Durey de Sauroy, mariée en 1732 à Jean-Paul-Timoléon de Cossé, duc de Brissac.

7. Marie-Sophie-Émilie-Honorate Colbert de Seignelay, mariée en 1724 à Charles-François de Montmorency, duc de Piney-Luxembourg.

8. Louise-Françoise de Rohan, mariée en 1717 à Guy-Paul-Jules de La Porte de La Meilleraye, duc de Mazarin.

9. Marie-Renée de Montmorency-Luxembourg, mariée en 1716 à Louis-François-Anne de Neufville-Villeroy, dit le duc de Retz.

10. Charles-Gaspard-Guillaume de Vintimille du Luc.

11. Louis III de La Vergne de Tressan.

12. Frédéric-Jérôme, cardinal de La Rochefoucauld de Roye.

13. Henri-François-Xavier de Belsunce.

14. Jean Bouhier, premier évêque de ce diocèse.

15. Michel-Celse-Roger de Bussy-Rabutin.

16. Jean IV de Caulet.

17. Arch. nat. Y. 10993, 1er et 9 mars 1751.

18. Id. Y. 5211, fol. 110 (13 déc. 1734).

19. Id. Y. 10986, 31 juillet 1739.

20. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491.

1



2



PIERRE MIGEON.

1. Commode en marqueterie de style Régence *(anc. coll. Eug. Kraemer).*

2. Grand bureau Louis XV en marqueterie, dit de Vergennes *(Musée du Louvre).*

chante. Notre artisan y parle avec tendresse de son fils, auquel il espère laisser un peu de bien acquis de bonne foi. Il implore le secours du ciel pour mener son commerce avec probité, sans jamais faire tort à ses ouvriers, ni manquer à la confiance de ses clients. « C'est pourquoy, dit-il, pour l'ordre de mes affaires, en cas que Dieu dispose de moy, je commence ce registre pénétré de ses divines bontés, le priant de toute mon âme de m'accorder sa sainte grâce afin que je puisse être éternellement heureux. Ainsi soit-il ».

La Providence favorisa les entreprises de ce brave homme. Il fut bientôt appelé à travailler pour le Roi. Dès 1740, l'intendant des Menus lui commandait un « bureau de musique » en bois d'acajou, portant sept pupitres et des chandeliers dorés [1]. Il devint ensuite un des fournisseurs du Garde-meuble [2]. Peut-être dut-il cette distinction à l'appui de Mme de Pompadour qui passait pour lui témoigner une bienveillance particulière. Le marquis d'Argenson écrivait dans ses *Mémoires* le 12 mai 1749 : « On crie de tous côtés contre la maîtresse; de tous côtés il revient des traits de son crédit et des prodigalités royales. Migeon, ébéniste du faubourg Saint-Antoine, vient d'avoir 3000 francs de pension pour avoir fait une belle chaise percée à ladite Marquise [3] ». Nous ne sommes pas obligés de croire sur parole le mordant chroniqueur; mais sa boutade sur la chaise percée de la marquise mérite d'être retenue. Migeon acquit en effet une véritable célébrité par le talent avec lequel il fabriquait ce genre d'ouvrages. En 1747, il avait envoyé à Marly, précisément pour la favorite, une encoignure de bois violet, bombée et chantournée, qui renfermait une chaise d'affaires, un réservoir et deux compartiments garnis de tapis bleu. Il construisit depuis lors tous les fauteuils de garde-robe nécessaires à la Cour. Les plus perfectionnés étaient munis d'un système mécanique fonctionnant par des manivelles placées dans les bras. Ceux qu'il fournit à Mesdames de France comportaient des carreaux et manchettes en velours de couleurs différentes : bleu pour Madame Adélaïde, jaune pour Madame Victoire et rouge pour Madame Sophie. D'autres sièges analogues faits par ce maître furent envoyés en Italie à Madame Infante, duchesse de Parme [4].

Migeon avait encore la spécialité des meubles de fantaisie, tels que les bibliothèques contenant un jeu d'eau pour servir de lave-mains, les toilettes et bureaux de voyage, les petits secrétaires machinés *à culbute*, les tables pliantes *en ciseaux*, les plateaux *à cabaret*. Il produisait aussi, comme son père, de luxueux ouvrages en laque et en bois de rapport. Le prince de Soubise le fit concourir aux embellissements de son hôtel à Paris [5]. Il livra des meubles à Claude Glucq, conseiller au Parlement, pour le château de Villegenis [6], qui fut acheté en 1744 par la princesse Louise-Anne de Bourbon-Condé, dite Mademoiselle de Sens. Avec les maréchaux de Brancas [7] et de La Fare [8], il comptait au nombre de ses clients les chanceliers d'Aguesseau et de Lamoignon, le lieutenant général de Caraman, le comte d'Usson, l'abbé de Gouffier, la présidente de Bandeville [9], etc. Il s'était attaché des correspondants en province et même à l'étranger, dans la

1. Arch. nat. O^1. 2985. — V. aussi : O^1. 2997.
2. Id. O^1. 3314 à 3316.
3. Marquis d'Argenson. *Mémoires*, éd. Rathéry, t. V, p. 466.
4. Arch. nat. O^1. 3314, fol. 58 et *pass.*; O^1. 3315, fol. 109 v°; O^1. 3316, fol. 16 v°.
5. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes de la maison du maréchal prince de Soubise* (payements des 11 juin 1750 et 4 déc. 1751).
6. Communication de M. G. Macon.
7. Arch. nat. Y. 14024. Scellés du 29 fév. 1760. Parmi les créanciers du défunt figure « le sieur Migeon, marchand ébéniste, seul et unique héritier de deffunt Pierre Migeon, son père, aussi ébéniste... »
8. Id. Y. 14021. Scellés du 15 sept. 1752.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. cité.

Belgique et la Hollande. L'importance de ses affaires ressort de ce détail que son répertoire mentionne plus de deux cent cinquante commerçants et ouvriers qui pourvoyaient son magasin. On relève parmi leurs noms ceux des ébénistes Criard, Landrin, Dautriche, Bircklé, Canabas, Macret, Peridiez ; des vernisseurs Regnault et Boutry ; des menuisiers en meubles Saint-Georges, Letellier, Lerouge ; des sculpteurs sur bois Durillon et Lecolle ; des fondeurs Leriche, Delamarre, Pinetot, Gastellier ; des doreurs Dautant, Trudelle, Saint-Leu et Fagard. — Migeon laissait sa maison en pleine prospérité lorsqu'il succomba, le 4 septembre 1758, « à la suite d'une inflammation du bas ventre dont il étoit attaqué depuis huit jours[1] ».

Ce maître employait l'estampille **MIGEOИ**, imprimée en grandes lettres, avec l'**N** à contresens. Plus scrupuleux que beaucoup de ses confrères, il semble n'avoir signé que ses propres ouvrages, à l'exclusion de ceux dont il s'approvisionnait au dehors. Deux raisons portent à le croire : le nombre restreint de pièces frappées de sa marque, et leur style généralement bien distinct. Peu d'ébénistes ont traité le genre rocaille avec tant de liberté et de hardiesse.

Son œuvre capitale se trouve au musée du Louvre. C'est le fameux bureau historique, dit de Vergennes, qui a longtemps servi aux ministres des Affaires Étrangères[2]. Notre planche XLV donne une idée de ce morceau grandiose, d'une sève si puissante. La même planche reproduit, d'après le catalogue de la vente Kraemer[3], un très beau meuble de Migeon qui date de ses débuts. Au musée des Arts décoratifs, cet ébéniste est représenté par deux commodes d'une époque plus tardive, la première en marqueterie à fleurs, la seconde en laque noire[4]. J'ai relevé son poinçon sur une autre commode en marqueterie, dans le mobilier de Chaalis légué à l'Institut par Mme Édouard André. L'ancienne collection Lefrançois, à Rouen, renfermait une pièce analogue, ornée de cuivres aux armes du Dauphin[5]. Citons encore, comme exemples de ses travaux, le grand secrétaire à décor de motifs contournés qui dépendait de la succession de l'antiquaire L. Lévy[6], le bidet de luxe que possédait naguère M. Beurdeley[7], et surtout une table-liseuse ayant paru à la vente Chasles[8], ouvrage bien représentatif de la manière du maître avec ses formes galbées en tous sens et ses pieds très arqués.

Pierre III, fils du précédent, né en 1733[9], était bourgeois de Paris à la mort de son père[10], dont il continua le commerce rue de Charenton[11]. Il n'obtint des lettres de maîtrise que le 18 juin 1761[12], par faveur spéciale, en dérogation aux nouveaux statuts corporatifs, qui, depuis 1743, interdisaient de recevoir des artisans non catholiques[13]. Plus tard, il fut nommé dizainier de la Ville de Paris[14], titre que portaient des officiers municipaux chargés

1. Arch. nat. Y. 14085. Le décès fut déclaré par l'ébén. Roger Vandercruse-Lacroix, qui attribua au défunt l'âge de soixante-deux ans, alors qu'en réalité il en avait cinquante-sept.
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Catalogue du Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.* 2e éd. [1922], n° 36.
3. Deuxième vente. Paris, mai 1913, n° 141.
4. Ce dernier meuble, qui provient du legs Barillier, est assez remarquable par le contour asymétrique de son tablier. On en voit une belle reproduction dans l'ouvrage de M. J. Guérin, *La Chinoiserie en Europe au XVIIIe siècle*, Paris, 1911, p. 13.
5. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 160.
6. Vente à Paris, juin 1917, n° 196 (reprod.).
7. Id. 12e vente, mai 1899, n° 241.
8. Id., déc. 1907, n° 990 (reprod.).
9. Arch. nat. Y. 14091, 3 déc. 1764 et Y. 14102. Scellés du 21 août 1775.
10. Id. Y. 14085. Scellés du 4 sept. 1758. V. aussi Y. 14420, 13-15 oct. 1772.
11. Arch. nat. Y. 14093, 10 juillet 1766 ; Y. 14097, 14 avril 1790 ; Y. 14099, 13 nov. 1772, etc. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 5491, tenu par Migeon fils de 1758 à 1766.
12. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328.
13. *Statuts, Privilèges, Ordonnances et Règlemens de la Communauté des Maîtres Menuisiers et Ebénistes de la Ville de Paris*, Paris, 1751, art. XXIII.
14. Arch. nat. Y. 14416, 3 sept. 1768 ; Y. 15105. Procès Migeon-Tiremois, 1774-1786.

de diverses attributions de police. Dans les actes publics, Migeon prenait la qualité de négociant par préférence à celle d'ébéniste; il semble en effet s'être intéressé au commerce des meubles plus qu'à leur fabrication. Néanmoins il avait conservé l'atelier de son père et fit sans doute usage de la même estampille, car on trouve la marque **MIGEOИ** sur des pièces que leur style rattache à la fin du règne de Louis XV, telles qu'un petit meuble-étagère de l'ancienne collection Allard de Meeus [1]. — Il mourut, à l'âge de quarante-deux ans, le 21 août 1775, et, le lendemain, fut inhumé nuitamment, comme la loi l'exigeait pour les hérétiques [2].

La maison appartint ensuite à sa veuve, Anne Guerne (1741 † 1799), qui montra peu de prudence dans la conduite des affaires. Les crédits qu'elle consentait à certaines clientes, — entre autres à la danseuse Guimard, — des procès onéreux et des billets trop facilement souscrits causèrent sa faillite [3]. Le bilan qu'elle déposa au mois de décembre 1785 faisait valoir, pour rassurer ses créanciers, que la succession de ses parents devait lui apporter 200.000 livres. Peu après, ayant sans doute recueilli cet héritage, elle se remaria avec un ancien capitaine de cavalerie, le chevalier Robert-Nicolas Haillet du Longpré [4].

MILET (Pierre-François) prêta serment comme maître ébéniste à Paris le 5 octobre 1767 [5] et mourut avant 1782. Il résidait rue Sainte-Marguerite, où sa veuve lui succéda [6]. Les productions de son atelier portent la marque **P. F. MILET** en caractères espacés. Je n'ai rencontré cette estampille qu'une seule fois sur une commode en tombeau, plaquée de bois de rose et de violette, que possède M. de Monicault, député de l'Ain.

Parmi les Vainqueurs de la Bastille figure un autre Pierre-François Milet, également ébéniste, sans doute fils ou neveu du précédent, né à Paris en 1760. Il avait servi dans sa jeunesse au régiment de La Fère. Après le 10 août, il fut incorporé dans la 35e division de gendarmerie avec laquelle il fit campagne en Vendée [7].

MILLER (Christian), fabricant et marchand de meubles à Paris, se trouvait établi rue du Faubourg Saint-Antoine avant la Révolution [8]. Sa maison, transférée plus tard rue de Charonne, est citée dans les annuaires jusqu'en 1813.

MILLER (Nicolas), natif de la Lorraine allemande, fut reçu maître ébéniste à Nancy le 16 avril 1788 [9].

MILLS (Daniel et Joseph), ébénistes anglais, associés à Londres, Vine street, Hatton garden, entre 1769 et 1781, vendaient spécialement des meubles laqués dans le goût d'Extrême-Orient [10].

MOISELET (Jean-Louis) tenait sous le Directoire fabrique et magasin de meubles rue du

1. Vente à Paris, juin 1910, n° 198 du catalogue.
2. Arch. nat. Y. 14102. Scellés du 21 août 1775 et Pr.-verb. d'inhumation du 22 août 1775.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 52, 11 sept. 1780; cart. 65, 2 déc. 1785; cart. 68A, 29 sept. 1786.
4. Son second mari mourut avant la fin de mai 1791 (*Annonces, Affiches et Avis divers*, 1791, p. 1980).
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 14096, 22 mars 1769. — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
7. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 121. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 157.
8. Arch. nat. Y. 14436, 17 juillet 1788.
9. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, E. 348.
10. *Kent's Directory*, années 1770 et suiv.

Faubourg Saint-Antoine, n° 58. Il produisait des ouvrages en acajou à canneaux et moulures de cuivre, garnis de bronzes provenant de chez le fondeur Masson. Il fit faillite en mars 1801[1].

MOLITOR (BERNARD), né en Allemagne vers 1730, vint se fixer à Paris sous le règne de Louis XV, avec son frère MICHEL, également ébéniste[2]. Ils commencèrent par exploiter ensemble un petit atelier situé dans la cour de l'Orme, à l'Arsenal, en vertu des franchises attachées aux bâtiments royaux. En vue de se faire connaître, Molitor annonça dans les journaux qu'il possédait « un secret pour la destruction des punaises » et offrait de l'expérimenter à domicile chez les personnes qui le désireraient[3]. D'après d'autres réclames, il confectionnait des « chaufferettes *à la Comtesse*, faites en forme de livre afin de servir à l'église, en voiture, en spectacle et en voyage sans qu'elles puissent être aperçues[4] ». Mais les goûts de cet ébéniste le portaient vers des travaux d'art, auxquels il ne pouvait malheureusement se livrer que dans la mesure de ses ressources. La maîtrise lui fut conférée le 26 octobre 1787[5]. A cette époque les frères Molitor n'avaient pas encore acquis la nationalité française ; ils parlaient même si difficilement notre langue qu'ils durent se faire assister d'un interprète pour porter plainte au sujet d'un vol commis chez eux[6]. Ceci n'empêche point Michel d'être, quelques mois plus tard, un des héros du Quatorze-Juillet[7]. On perd ensuite sa trace jusqu'au moment où il décéda, rue Neuve-de-Luxembourg[8], le 12 mars 1810, âgé de soixante-seize ans[9]. Quant à Bernard, il avait quitté l'Arsenal en 1788 pour s'installer rue de Bourbon Saint-Germain (qui allait devenir celle de Lille), à proximité de la rue de Bellechasse[10]. Ses talents furent alors récompensés par des commandes de la Cour, pour le payement desquelles il se fit porter sur l'état des créanciers de l'ancienne Liste civile à la chute de la Monarchie. Il continua d'exercer sous l'Empire, ayant transféré son établissement boulevard de la Madeleine[11]. En 1811, le Garde-meuble lui demanda des tables à manger, des consoles, des tables à jeu de bouillotte et de quadrille destinées au service des ministres et des grands-officiers de la Couronne[12]. Sa maison disparut peu après.

Cet ébéniste, qui signait **B. MOLITOR**, est représenté au musée du Louvre par deux petits cabinets en laque de Chine, sur des socles d'ébène ornés de bronzes à palmettes[13] ; ils furent

1. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 89, 1er germ. an IX.
2. Arch. nat. Y. 14100. *Reg. de perception des taxes des ouvriers privilégiés*, 1773.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 1404 ; 1781, p. 1770.
4. *Ibid.*, 1781, p. 2974 ; 1787, p. 51, 452, etc.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
6. « L'an mil sept cent quatre vingt huit, le mercredi 2 janvier, 4 h. de relevée, en notre hôtel et par devant nous, Claude Lerat, av^t au parlem^t, c^er du Roy, com^re au Châtelet de Paris, sont comparus sieurs *Bernard Molitor*, ébéniste, et *Michel Molitor*, aussi ébéniste, demeurant à Paris, cour de l'Orme, à l'Arsenal, assistés du s^r J.-B. Vogt, secrétaire interprète ord^re du Roy pour les langues étrangères, dem. à Paris, rue S. Denis, n° 381, attendu qu'ils sont allemands et qu'ils ne prononcent pas la langue française, lesquels ont déclaré par l'organe dud^t s^r interprète que le trente et un décembre, à six heures du soir, ils s'étoient aperçu qu'il leur avoit été volé dans leur atelier, sans effraction, mais avec une fausse clef, les effets qui suivent, savoir : aud. Bernard Molitor une redingote neuve de drap gris foncé, avec boutons de poil de chèvre jaune et gris, bordée de cordonnet en amadite ; deux mouchoirs..., une chaîne d'acier anglais à deux branches... ; et aud^t Michel Molitor, une montre de Paris à boîte d'argent, avec cordon de soye verte... ; une culotte de velours noire presque neuve... avec boucles de jarretières d'acier..., et un parapluie de soye verte... ; qu'ils ignorent quel est l'auteur du vol... et ont signé avec ledit interprète et nous com^re : M. MOLITOR, B. MOLITOR, VOGT. » (Arch. nat. Y. 14436).
7. Arch. nat. T. 514, 1, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 611 ; — C. 35, 208^1, Pr.-Verb. du 25 avril 1790.
8. Aujourd'hui rue Cambon.
9. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 343.
10. *Liste générale des Mes Men.-Eben. de Paris*, 1789. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 733, 989, etc. — *Alm. du Commerce*, an VIII à 1804.
11. *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — *Alm. du Commerce*, 1805 et suiv.
12. Arch. nat. O^2. 513.
13. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. [1922], n° 152 et 153. — Id. *Musée du Louvre. Le Mobilier français.* Ép. Louis XVI, planche 35.



BERNARD MOLITOR.
Bureau à cylindre Louis XVI, en acajou moiré.
(*coll. de Mme la baronne de Caix*).





PHILIPPE-CLAUDE MONTIGNY.
Bureau Louis XVI en marqueterie à grecques.
(*anc. coll. H. J. M...*).

exécutés pour le mobilier royal vers la fin du règne de Louis XVI. Le maître a laissé de très bons ouvrages en acajou datant de la même époque, entre autres un curieux guéridon, soutenu par trois colonnettes accouplées, qui parut à la vente Surmont (mai 1912); deux meubles à hauteur d'appui de l'ancienne collection V. Demonts [1], et un beau bureau à cylindre que possède Mme la baronne de Caix de Chaulieu (planche XLVI). Chez M. Paul Marmottan se trouvent six fauteuils marqués du nom de Bernard Molitor et qui paraissent se rattacher à la période impériale : ce sont des sièges en acajou, de forme gondole, avec des accotoirs figurant des aigles aux ailes relevées.

MONDON (François), maître ébéniste à Paris, né en 1694, mort en 1770 [2]. On a des raisons de croire qu'il se rattachait à une famille du Dauphiné d'où sortirent aux XVIIe et XVIIIe siècles de nombreux menuisiers et tourneurs. La plupart de ces artisans vécurent à Grenoble, mais tous ne restèrent pas dans cette ville. L'un d'eux s'établit à Dijon ; un autre, ayant poussé jusqu'à Copenhague, s'intitulait en 1711 « maistre-menuisier chez le roy de Danemarc [3] ». — L'ébéniste qui nous occupe eut une situation notable dans la communauté parisienne. Après avoir été juré de 1736 à 1738 [4], il fut élu principal de ce corps le 1er août 1764 [5]. Domicilié rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas, sous l'enseigne de *La Pie* [6], François Mondon fabriquait avec succès des meubles de luxe, et surtout des commodes en tombeau, plaqués à compartiments et filets [7]. On rencontre assez fréquemment de pareils ouvrages portant la marque **MONDON** imprimée en grandes lettres, avec cette singularité que les deux **N** ont la forme de caractères minuscules. Une pièce de ce genre se trouve chez le comte A. de Salverte, au château de Grümesnil (Eure).

François-Antoine, fils du précédent, obtint ses lettres de maîtrise le 31 décembre 1757 [8], mais ne les fit enregistrer que treize ans plus tard [9], après la mort de son père dont il avait été le collaborateur. Il transféra ensuite l'atelier rue de Charenton, où il continuait d'exercer en 1785. Il produisit à son tour de belles commodes, en bois de placage, ornées parfois de bronzes remarquables tels que des mascarons à têtes de singe [10]. Ses travaux sont signés **F. A. MONDON.**

MONGENOT (François) né à Lucey (Lorraine) en 1732 [11], mort à Paris le 23 février 1809 [12]. Ce menuisier-ébéniste, qui devint maître le 21 juillet 1761 [13], demeurait rue Traversière-Saint-Antoine. Il ne semble avoir produit que des meubles modestes en bois de noyer [14],

1. Vente à Paris, 25 mai 1921, no 237 (reprod.).
2. Arch. nat. Y. 14096, 25 nov. 1769. Il était alors « âgé de 75 ans ». — Le 17 juillet 1770, sa veuve fut débitrice du march. de bois Fromageau (Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 32).
3. Cf. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*. Grenoble 1887, p. 249. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 38.
4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9323, 2 août 1736.
5. Id. *ibid.*, Y. 9330.
6. Id. Y. 10989, 14 janv. 1744 ; Y. 10990, 7 sept. 1747 ; Y. 14096, 25 nov. 1769. — C'est par suite d'une faute typographique que l'*Almanach d'Indication... ou de Vrai Mérite* (1769) donne l'adresse de Mondon, ancien syndic, rue du Faubourg « Saint-Martin » au lieu de « Saint-Antoine ».
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*, Reg. 5491, Livre du march.-ébén. Migeon (1753) ; Reg. 1308, Journal du tap. Lelorin (1759-1763). Ce dernier document mentionne une quantité de pièces achetées à Mondon, parmi lesquelles une « commode galbée en bois de violet, 128 l. » ; une « commode en tombeau palissandre, 125 l. » ; une « commode de bois de violette à cannelures, 146 l. » ; un « bidet à dos maroquin rouge, 33 l. » ; des secrétaires, chiffonniers, tables de nuit et autres...
8. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris* (1782-1785).
9. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331, 26 août 1770.
10. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor. X, 45).
11. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 712.
12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 322.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 878, Journal des frères Presle, march.-tap., p. 147 et *passim*.

mais devait être fort estimé pour ce genre d'ouvrages, si l'on en juge par le nombre de marchands dont il fournissait les magasins [1]. Sous la Révolution, faute de travail pour dépenser son activité, Mongenot s'engagea dans le bataillon des volontaires de Sainte-Marguerite (avril 1793). Ce vieux brave avait alors soixante et un ans. On le nomma sergent avant de le rayer des contrôles lors de l'embrigadement de son corps [2]. Il ne s'éteignit que seize années plus tard, s'étant marié trois fois et ayant fait fortune.

MONTBARD, ébéniste sous Louis XIV, est cité dans les *Comptes des Bâtimens* à la date du 28 novembre 1705, comme acquéreur d'un lot de bois de cèdre provenant des magasins du Roi [3].

MONTIGNY (PHILIPPE-CLAUDE), né en 1734 [4], mort à Paris le 26 juin 1800 [5], se classa parmi les meilleurs ébénistes de sa génération. Fils de LOUIS MONTIGNY, ouvrier privilégié du faubourg Saint-Antoine [6], il acquit la maîtrise le 29 janvier 1766 [7], et conserva l'ancien atelier de son père situé cour de la Juiverie, près des fossés de la Bastille. L'*Almanach Dauphin* le prône comme « l'un des plus renommés pour les meubles en écaille et argent ou ébène et cuivre, dans le genre des ouvrages du célèbre Boulle [8] ». Ces sortes de meubles eurent un regain de faveur sous Louis XVI, qui en fit réparer un grand nombre appartenant à la Couronne. Montigny fut un des spécialistes chargés de leur réfection. Il concourut à rétablir la série des médailliers du Grand Roi devenus hors de service. Notre Mobilier national conserve encore dix de ces pièces historiques, sauvées de l'incendie des Tuileries en 1871. Une de celles que l'on peut voir dans la galerie d'Apollon au musée du Louvre porte la marque du maître, qui signait **MONTIGNY**, sans initiale de prénom [9].

En imitant la technique des anciens ébénistes, cet homme de goût se pénétrait de leur esprit. Les œuvres qu'il créa dans le style de son époque se rattachent aux traditions du dix-septième siècle par leur mâle et fière élégance. Les plus typiques sont de grands bureaux en bois d'ébène sur lequel ressortent des cuivres d'un beau travail. Un morceau de ce genre faisait partie de la vente Demachy (mars 1917). On connaît des pièces analogues en acajou et en mosaïques à dessins de grecques (planche XLVI). Dans le musée Jacquemart-André, Montigny est représenté par un secrétaire en bois de placage avec des filets de citronnier formant des bordures à coins lobés d'un effet imprévu [10]. M. le comte de La Béraudière possède du même auteur une précieuse petite table, qui provient de l'ameublement du duc de Penthièvre au château de Sceaux.

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, bil. du march.-ébén. Moreau, 1768; cart. 35, bil. du march. J.-D. Garnier, 1772; cart. 40, bil. du march.-ébén. Vandernasse, 1773; cart. 44, bil. du tap. Lucet, 1775; cart. 44^A, bil. du tap. Leclerc, 1777; cart. 45, bil. du tap. Grandin, 1775; cart. 48, bil. du tap. Turcot, à Versailles; cart. 50, bil. du tap. Beury, 1779; cart. 52, 65 et 68^A, bilans de la veuve Migeon, march.-ébén.; cart. 69, bil. du march. Bonnemain aîné, 1784-1787; cart. 114, bil. de la femme Tricot-Ferrin, march. tap. à Versailles, 1777; cart. 116, bil. du tap. Bimuler, 1777, et bil. du march. Simon Carré, 1777, etc. — Arch. nat. Z^1m. 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi, 1763 (39e opp.).
2. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution, loc. cit.*
3. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. IV, col. 1151.
4. Arch. nat. Y. 11593, 26 août 1776.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VIII, p. 4573.
6. Arch. nat. Y. 12398, 21 juin 1742. Cf. Y. 10992, 28 nov. 1749. — Dans la première de ces pièces, Louis Montigny est indûment qualifié « maître ébéniste ».
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. *Alm. Dauphin*, 1777. Supplément.
9. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd., Paris [1922], n° 116.
10. *Catalogue du Musée Jacquemart-André*, 2e éd., Paris, s. d., p. 50, n° 369.

MOORE (James), ébéniste anglais, fut l'associé de son confrère John Gumley à Londres, depuis 1716 jusqu'en 1726, et, durant cette période, travailla conjointement avec lui pour la cour britannique [1].

MOREAU (Adrien) prêta serment comme maître ébéniste à Paris, le 31 juin 1750 [2]. On ne sait rien de ses travaux. Il avait quitté les affaires depuis plusieurs années, quand il décéda rue des Boucheries-Saint-Germain en avril 1784 [3].

MOREAU (Jean-Baptiste) est donné pour l'auteur d'un grand bureau à cylindre en marqueterie, qui date des premières années du règne de Louis XVI et provient de l'Hôtel de ville de Bordeaux [4]. Ce superbe ouvrage, actuellement chez M. E.-M. Hodgkins, présente sur le milieu du cylindre un médaillon à trophées d'attributs, signé au burin des initiales *J. B. M.* Je n'ai pas trouvé d'autre marque justifiant son attribution à un prétendu Jean-Baptiste Moreau, dont l'existence paraît imaginaire.

MOREAU (Jean-Joseph), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 21 février 1742 [5], demeurait rue Neuve-Saint-Martin, où il mourut en état de faillite vers le mois de septembre 1756 [6]. Cet artisan ne faisait que des meubles usuels. Il livra des pièces de cette sorte au marquis du Puy de Montbrun et à l'académicien La Condamine [7].

MOREAU (Louis) fut un notable fabricant et marchand de meubles à Paris. Lorsqu'il passa maître le 27 septembre 1764 [8], il venait d'acquérir le fonds de son confrère Genty, rue de l'Échelle-Saint-Honoré, *A la Descente des Thuileries.* Continuant les traditions de son prédécesseur, il employa d'habiles ouvriers comme les ébénistes Bircklé, Foullet, Topino, les fondeurs Guinaud et Cottin, les doreurs Prégermain et Fagard. En juin 1768, Moreau avait en magasin plus de 25.000 livres de marchandises. A cette époque figuraient au nombre de ses clients les comtes d'Egmont et de Modène, le marquis de Montpezat et le comte de Montbarey, plus tard ministre de la Guerre [9]. Sous Louis XVI, cet ébéniste reçut des commandes pour le service de la Cour. Un de ses mémoires conservés dans les archives des Menus-Plaisirs mentionne, parmi ses fournitures, des consoles, servantes, tables à jeu, une « table de toilette faisant secrétaire », et « un guéridon en acajou moiré de la plus belle qualité [10] ». Élu en 1784 député ou conseiller de sa corporation, Moreau devint syndic-adjoint en 1787, passa premier syndic l'année suivante, et, au terme de son mandat, en octobre 1789, fut maintenu en fonctions pour présider à la dissolution de la communauté [11]. Il mourut vers la fin de 1791. Sa maison passa ensuite à sa veuve, Louise Lemoine [12], et bientôt après à son fils qui la transféra « rue Saint-Honoré,

1. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 447 à 449.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327.
3. *Journal de Paris*, Enterrements du 1er mai 1784.
4. *Les Arts*, 1902, n° 3, p. 29 (reprod.).
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 14, 18 oct. 1756.
7. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 443.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, bilan de L. Moreau, me et md-ébén., 21 juin 1768.
10. Arch. nat. K. 505.
11. Arch. nat. H². 2118 et F⁴. 1241. — Comme syndic des menuisiers parisiens, Moreau fut chargé d'arbitrer plusieurs litiges professionnels. Cf. Arch. de la Seine. Juridict. consul. *Rapports*, cart. 10, 1er mars et 5 juillet 1789.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 4154.

n° 1514, vis-à-vis les Feuillants, à côté de la place des Piques[1] », aujourd'hui place Vendôme. Elle est citée dans les annuaires jusqu'en 1812.

On trouve fréquemment la marque **L. MOREAU** sur de jolis ouvrages, d'un goût très fin, mais fort différents les uns des autres et qui trahissent même parfois, dans leur style ou leur facture, des tendances tout opposées. Sans nul doute le maître ne produisait lui-même que la moindre partie des marchandises vendues avec la garantie de son estampille. Une longue énumération des pièces sur lesquelles on a relevé cette empreinte offrirait donc peu d'intérêt. La plus remarquable est une commode à coins arrondis, en bois d'acajou ronceux, richement garnie de bronzes, qui faisait partie de l'ancienne collection Lafaulotte[2]. Il suffira de citer encore une commode en laque de Chine que renfermait naguère le château de Voisenon, près Melun[3], un beau meuble en marqueterie qui dépendait de la succession de l'antiquaire Chappey[4], et une charmante jardinière ayant appartenu à Mme Lantelme[5].

MOREAU (Pierre), menuisier en meubles, né en 1722, mort à Paris le 27 juin 1798[6]. Il travailla dans sa jeunesse chez Silvain-Nicolas Blanchard[7], se fit recevoir maître le 30 mai 1765[8], puis exerça rue de Cléry pendant sept ou huit ans, après lesquels il abandonna son métier. Il demeurait en dernier lieu cour des Fontaines, au Palais-Royal. Ses productions portent la marque **P. MOREAU**. Notre Mobilier national en possède un exemplaire qui provient du château de Marly : c'est un fauteuil à dossier mouvementé et pieds fuselés, offrant, dans les détails de sa structure et de sa décoration, certains détails d'une invention très originale.

MOREL, ébéniste parisien établi rue et porte Saint-Honoré sous le Directoire, fit paraître dans les *Petites Affiches* des réclames concernant ses marchandises en acajou et en noyer de la Guadeloupe[9]. Fixé plus tard rue Gaillon, n° 16, il soumissionna pour la fourniture des palais impériaux et obtint quelques commandes de l'État[10].

MORIAERD, mauvaise transcription de l'estampille **MCRIAERD**, appartenant à l'ébéniste Mathieu Criaerd, dit Criard père.

MOUETTE (Jean-Baptiste), menuisier en meubles à Paris, né en 1697[11], acquit la maîtrise le 19 juillet 1740[12], après son mariage avec une fille du menuisier Étienne Saint-Georges. Il travailla rue de Cléry, à *la Toison d'or*. En 1747, il eut un procès devant le tribunal consulaire avec deux de ses ouvriers nommés Panette et Valois[13]. Il exerçait encore six ans plus tard[14].

MOULINET (Pierre), passé maître menuisier à Tours en 1751, fut un des jurés de sa corporation et mourut en 1784. Il fabriquait spécialement de grandes armoires en bois d'orme[15].

1. *Annonces*, etc., 1793, p. 1771. — *Journal de Paris*, 16 avril 1793.
2. Vente à Paris, 13 avril 1886, n° 964 (reprod.). Le catalogue attribue par erreur à ce meuble la marque MORLAU.
3. Id., mai 1897.
4. Id., 14 mars 1907, n° 1493.
5. Id., nov. 1912.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 85, 8 messidor an VI.
7. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
8. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9330.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 3404 et 4666 ; an VII, p. 6549. — Cf. *Alm. du Commerce*, an VII.
10. Arch. nat. O². 622 ; O². 623, p. 134-135 ; O². 513 (1811).
11. Id. Y. 12407, 21 août 1746.
12. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324.
13. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 3.
14. Id. Y. 12040. Information au sujet du décès de sa belle-mère J.-M. Gareau, veuve Saint-Georges, 11 oct. 1753.
15. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 438, 490^B, 491^C, 495, 496.



JEAN NADAL père.
Lit de repos Louis XV, formant canapé.
(anc. coll. Alfred Sussmann).





JEAN-RENÉ NADAL l'Aîné.
Fauteuil Louis XVI provenant du mobilier royal
(Musée du Louvre).

CH.-FRANÇOIS NORMAND.
Fauteuil de commodité dans lequel Voltaire est mort
(Musée Carnavalet).

MULLER était maître ébéniste à Nancy sous Louis XVI[1].

MULLER (Joseph-Adam-Guillaume), reçu maître à Paris le 14 octobre 1785[2], habita rue de Charonne jusqu'en 1811[3]. A cette date, il fournit au Garde-meuble impérial plusieurs bureaux à cylindre en acajou[4].

MUTEL, ébéniste et fripier allemand, domicilié dans le faubourg Saint-Antoine, concourut à déchaîner l'émeute du 28 avril 1789, qui préludait à la Révolution par le sac des maisons Henriot et Réveillon. D'après des témoignages inédits, cet étranger fut « le moteur, le conseil et l'agent principal des gens sans aveu » auxquels on dut les désordres de la journée[5].

MUTH (Jean-Georges), ancien artisan libre, neveu du maître ébéniste Christophe Wolff, tenait un atelier de meubles rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 242, dans les dernières années du XVIIIe siècle[6].



NADAL, famille parisienne d'habiles menuisiers en meubles.

Le plus ancien, Jean, florissait dans le quartier de la Villeneuve vers le milieu du règne de Louis XV[7]. On lui doit de beaux sièges, d'un style très souple, à décor de rocailles, de coquilles et de fleurs (planche XLVII). Il eut deux fils qui se vouèrent au même métier.

Jean-René, dit *Nadal l'aîné*, naquit en 1733[8]. Après avoir passé maître le 22 septembre 1756[9], il s'installa rue de Cléry, au *Lion d'argent*[10], et mena son entreprise avec une brillante activité. Sous Louis XVI, il exécuta des ouvrages pour le mobilier de la Couronne. Ses talents furent employés aussi par le comte d'Artois, qui lui demanda des sièges dans le goût antique et plusieurs bois de lit, avec impériales à voussure, destinés au palais prieural du Temple et au château de Saint-Germain-en-Laye[11]. Vers l'âge de cinquante ans, René Nadal se retira des affaires pour habiter une maison de campagne qu'il possédait à la Villette[12].

Jean-Michel, dit *Nadal le jeune*, frère du précédent, né en 1734[13], obtint ses lettres de maîtrise le 6 février 1765[14] et prit un autre atelier dans la même rue de Cléry [n° 268]. Il continua de travailler jusqu'à sa mort, survenue le 22 février 1800[15].

1. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, E. 348.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 78, faillite de l'ébén. Cramer, 1790. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806, etc.
4. Arch. nat. O^1. 513.
5. Id. Y. 13454, 6 mai 1789.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1786, p. 1151. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 76, faillite du march. de bois Poulhiers, 1789. — Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 34, fol. 89 ; Q^8. 37, fol. 187. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
7. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
8. Id. Y. 12058, 19 avril, 22 avril et 4 mai 1771.
9. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 26, bil. du tap. Guillard dit Renaud, 1768 (sous le nom de « Remy Nadal »).
11. Arch. nat. R^1. 310 et 312.
12. *Journal de Paris*, 14 avril 1785.
13. Arch. nat. Y. 12058, 19 avril 1771.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
15. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 40, 3 ventôse an VIII.

On connaît quatre estampilles différentes employées par les membres de cette famille. Toutes portent, devant le nom patronymique, la seule initiale de Jean, sans doute parce que René et Michel se considéraient l'un et l'autre comme les continuateurs de leur père. Celui-ci avait signé ses travaux **I. ИADAL**, en grandes lettres, avec l'**N** à rebours. Sur des ouvrages d'une époque postérieure, se rencontrent les inscriptions **I. NADAL**, dans le même format que la précédente mais gravée correctement, puis **J. NADAL**, en plus petits caractères ; elles paraissent devoir être attribuées à Michel le jeune. Quant à René, il adopta la marque **I. NADAL LAINE**, où son surnom se trouve imprimé en un mot, tel qu'il l'orthographiait dans ses signatures manuscrites [1].

Chacun de ces artisans a laissé de fort belles œuvres. Mais les plus nombreuses et les plus parfaites sont celles que Nadal l'aîné créa dans le goût classique. Le musée du Louvre en montre un précieux exemplaire [2], reproduit sur notre planche XLVII. Ce fauteuil, dont le dessin et la facture témoignent d'un goût très délicat, porte une fine tapisserie de Beauvais d'après les cartons du peintre Jacques ; toutefois il s'en accommode mal, car sa forme réclame une garniture en « demi-bergère » comportant un carreau de duvet. Jadis doré, il ornait un des salons du château de Fontainebleau, et possédait un pendant qui existe encore dans les réserves du Garde-meuble. Le Petit Trianon a recueilli du même auteur des chaises assez simples, mais d'un modèle peu banal, avec un dossier lobé et des pieds à traverses. M. Ernest Dumonthier, dans un album consacré aux *Bois de sièges du Mobilier national*, a fait figurer d'autres ouvrages de ce maître dépendant des collections de l'État [3]. Au musée des Arts décoratifs, Jean-René Nadal est représenté par un charmant fauteuil qui provient du palais des Tuileries.

NAISH (Catherine), ayant sans doute succédé à son mari, tenait à Londres un atelier de menuiserie en meubles, vers la fin du règne de George II. Attachée au service de ce souverain depuis 1759, elle travailla pour la cour britannique jusqu'en 1768 [4]. Outre des commodes et des tables à manger, elle exécuta pour les résidences royales quantité de sièges en noyer, en acajou et en bois laqué à décor chinois. Une de ses plus curieuses productions fut une suite de quatre fauteuils, offrant sur le dossier et les accotoirs des sculptures à jour qui simulaient des rubans entrelacés, tandis que la ceinture et les pieds imitaient des tiges de bambou. On remarque encore, parmi les fournitures de Kate Naish, une chaise en écoinçon (*corner-chair*), sorte d'ouvrage dont l'ancien mobilier anglais présente peu d'exemples.

NAUPT. *Voy.* Haupt.

NAUROY (Étienne), menuisier parisien, appartenait probablement à la même famille que Pierre Nauroy, tapissier en renom dans les dernières années du XVIIe siècle, et Vincent Nauroy, sculpteur pour meubles sous Louis XVI. Après avoir fait enregistrer ses lettres de maîtrise le 11 avril 1765 [5], il exploita un atelier rue Saint-Merry [6], produisant des bois de sièges qu'il mar-

1. Un mémoire du maître, signé *Nadal Lainé*, est conservé dans un des cartons de l'Apanage d'Artois (Arch. nat. R¹. 312).
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier des XVIIe et XVIIIe s.*, 2e éd., Paris [1922], no 215.
3. Ern. Dumonthier. *Ouv. cité*, t. I, pl. 23.
4. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 453 à 455.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 72, bil. du march. de bois Gévaudan.

quait **E. NAUROY**. Sa veuve continua ses travaux rue de la Verrerie (1782), puis rue de la Tixeranderie jusqu'en 1787 [1].

NEYBER (C.-LUDWIG), dit *le jeune*, ébéniste suédois, né vers 1729, mort à Stockholm en 1798. Élève de son père, LOUIS NEYBER *le vieux*, il passa maître en 1756 et devint un des fournisseurs de la Couronne [2]. Il signait de ses initiales *C. L. N.*, tracées à la plume en majuscules romaines. Une table à thé et d'autres pièces qu'il exécuta pour la reine Louise-Ulrique font partie du mobilier royal de Suède. Au Musée historique de Stockholm, cet artisan est représenté par une grande commode en tombeau, revêtue de mosaïques à carrelages ; le musée du Nord montre de lui une table à jeu dans le même goût rococo.

NICAISE (LOUIS-ALEXANDRE), dit *Clément*, compagnon ébéniste domicilié rue du Faubourg Saint-Antoine, fut un des Vainqueurs de la Bastille [3].

NICOLAS (ANTOINE) prêta serment comme maître ébéniste à Paris le 3 septembre 1765 [4]. Il quitta bientôt la capitale pour se rendre à Nantes [5]. On a relevé son estampille **A. NICOLAS** sur une table-toilette de forme contournée, en bois de rose, qui parut dans la vente Heshuysen, Jacobi et Hondius (Amsterdam, 1908).

NICOLAS (MICHEL), fils d'un menuisier de Tours, acquit la maîtrise dans cette ville en 1764, fut élu juré de sa communauté en 1770, puis syndic en 1774. Il exerça jusqu'à la Révolution. Cet artisan ne confectionnait que des meubles usuels, mais il employa deux marqueteurs étrangers, les frères Roetters, qui produisirent des ébénisteries de luxe pour plusieurs de ses clients, entre autres les demoiselles de Jouvence et l'abbé Pinon, chanoine de Saint-Martin [6].

NICOLAS (NICOLAS VIRRIG, dit). *Voy.* Virrig.

NICQUET (JEAN-BAPTISTE), reçu maître à Paris le 11 octobre 1775 [7], travailla rue de Charenton près de l'hospice des Quinze-Vingts. D'après des annonces publiées dans les *Petites Affiches*, il vendait « toute sorte d'ébénisterie dans le dernier goût » et faisait notamment des « commodes en mosaïque formant consoles [8] ». Il mourut en octobre 1781 [9], laissant la maison à sa veuve qui ne la conserva que deux ou trois ans.

NIEMAN, dont le nom indique une origine allemande, exerçait à Varsovie vers 1775. L'habile marqueteur Rummer fit un stage chez cet ébéniste, avant de collaborer avec David Rœntgen à Neuwied-sur-le-Rhin [10].

NIVERT, demeurant à Paris, rue du Cherche-midi, inventa sous Louis XVI une table de nuit pouvant servir de bureau, de fourneau et de poêle. « Ce meuble, dit l'*Almanach*

1. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris.*
2. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 113 et pl. 50. — Id. *Konstsamlingarna å de Svenska Kungliga Slotten*, Stockholm, 1897, pl. 147 *a*.
3. Arch. nat. C. 35, 208^r. Pr.-verb. du 15 juin 1790. — T. 514^1, 5, Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 413.
4. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
5. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 48^A, Bil. du sieur Bryois, 18 oct. 1779.
6. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 434, 437, 492, 495 et 496.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris.*
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1781, p. 1304 et 2749.
9. *Id.* 1781, p. 2526. — *Journal de Paris*, Enterrements du 1er nov. 1781.
10. Ern. Zaïs. *L'ébéniste David Roentgen* (*Gaz. des Beaux-Arts*, 3e part., t. IV, 1890).

sous Verre, offre un bain-marie et n'expose ni aux accidens du feu, ni aux désagrémens de la fumée. Le centre de la table conserve une chaleur suffisante pour tenir les boissons chaudes et même en faire bouillir à l'instant jusqu'à trois pintes; elle a des compartimens propres à contenir linges, éponges, tasses, flacons, boules d'étain, lampions, papier, écritoire, outre une espèce de chancelière destinée à tenir les pieds chauds[1] ». On ignore si Nivert construisait lui-même ces meubles extraordinaires ; en tous cas, il n'appartenait point à la corporation des menuisiers.

NOCART (Jacques-Joseph) exploitait un atelier d'ébénisterie comme artisan libre à Paris, rue de Charenton, en 1752[2]; il dut obtenir plus tard un brevet de privilège qui lui conféra les avantages de la maîtrise et le droit de signer ses travaux. Entre 1768 et 1773, Nocart fournit plusieurs commodes en marqueterie pour le service du Roi, par ordre de M. de la Ferté, intendant général des Menus-Plaisirs[3]. On le trouve, vers la même époque, en relation avec des marchands renommés tels que Denys Genty et Louis Moreau[4]. Il paraît avoir vécu jusqu'en 1779[5]. J'ai trouvé la marque **NOCART** sur un petit bureau de dame fermant à cylindre et présentant des panneaux de placage bordés de grecques.

NOËL (Noël Malle, dit). *Voy.* Malle.

NOGARET, menuisier en meubles, florissait à Lyon au milieu du dix-huitième siècle. On le suppose père du sculpteur Jacques-Philippe Nogaret, né dans cette ville vers 1755 et qui devint en 1778 élève de l'Académie à Paris[6]. Un autre membre de sa famille fut dessinateur de soieries[7]. Lui-même pratiqua son métier en véritable artiste. Il créa, dans le style de la Régence et de la première période du règne de Louis XV, des bois de sièges qui se distinguent par l'harmonieuse puissance de leurs lignes et une exécution très brillante. Ses ouvrages, presque tous en noyer sculpté et verni, à décor de fleurs et rocailles, sont estampillés en petites lettres : **NOGARET A LYON**. Un beau lit de repos portant cette empreinte figure dans les collections de Chaalis léguées à l'Institut par Mme Édouard André. Six fauteuils du même auteur parurent à la vente de Mme la vicomtesse J. de Rainneville (avril 1902). Je possède une suite de neuf grandes chaises frappées de sa marque. MM. Audin et Vial mentionnent, dans leur *Dictionnaire des Artistes et Ouvriers d'art du Lyonnais*, plusieurs mobiliers de Nogaret conservés dans les familles de cette région.

NORÆUS (Johan), ébéniste suédois, reçu maître à Stokholm en 1769, mourut en 1781[8]. Il est nommé dans les comptes de la Couronne sous le règne de Gustave III pour la fourniture d'une petite commode en marqueterie avec des appliques de bronze[9]. On a signalé son estampille **I: NORÆUS** sur une armoire à deux corps, en bois de placage, ouvrant à portes dans le haut et offrant dans le bas trois rangs de tiroirs[10].

1. *Alm. sous verre*. Notice de 1784, col. 272, n° 229. — Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 91.
2. Arch. nat. Y. 10994, 10 juin 1752. — Y. 10998, 16 juin 1757.
3. Arch. nat. O¹. 2873, fol. 22 v° ; O¹. 3043 ; O¹. 3111.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 20, 6 avril 1762 ; cart. 28, 21 juin 1768.
5. Id. *Ibid.*, cart. 48^A, bilan du tap. Barbeillon, 1779 (sous le nom de « Nicart »).
6. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 55-56.
7. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 25, 4 germ. an V. — « Nogaret, ci-dev. dessinateur de la fabrique de Lyon », demeurait alors à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin.
8. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 116.
9. Arch. de l'État Suédois. *Hofkassaboken*, 1774.
10. Dr J. Böttiger. *Ouv. cité*, pl. 51.

NORDIN (Lars), ébéniste de la cour de Suède, résidait à Stockholm, où il passa maître en 1752 et mourut le 2 octobre 1786[1]. Au début de sa carrière, il fit pour la reine Louise-Ulrique deux somptueux cabinets destinés à contenir des collections d'insectes. Plus tard, il livra une paire de commodes en marqueterie, qui devaient orner la chambre du roi Adolphe-Frédéric au palais à Stockholm. Artisan habile et laborieux, Nordin travaillait beaucoup pour l'exportation. Dans la seule année 1767, il expédia sur Dantzig et Stralsund vingt et une caisses de marchandises, contenant des bureaux avec leurs serre-papiers, des commodes, secrétaires et tables de nuit en bois des Iles et en noyer incrusté d'ébène[2]. Ses productions portent la marque **L.NORDIN** imprimée en grandes lettres dans un cadre rectangulaire. Cet ébéniste est représenté au musée du Nord par un secrétaire en pente d'un style assez lourd, et une petite commode qui rappelle davantage le goût français.

NORMAND (Charles-François), menuisier parisien, présenta ses lettres de maîtrise au Châtelet le 12 juin 1747[3], avant de lever boutique rue de Cléry. Il travaillait encore en 1767, date à laquelle il prisa les ouvrages dépendant de la succession de son confrère J.-A. Gauthier[4]. Son atelier semble avoir disparu peu après. Ce maître, qui signait **C. F. NORMAND**, est surtout connu pour avoir fait la menuiserie du fauteuil de malade dans lequel Voltaire expira chez le marquis de Villette. Notre planche LXVII montre cette pièce historique, actuellement conservée au musée Carnavalet. Des sièges de salon, frappés de la même estampille, figurent dans le mobilier royal de Suède au château de Gripsholm.

NUCE est cité dans les comptes du prince de Condé en 1707, pour le payement d'un petit mémoire d'ébénisterie se montant à 60 livres[5].



OEBEN (Jean-François)[6], fameux ébéniste de Louis XV, né vraisemblablement vers 1720, mort à Paris le 21 janvier 1763. Originaire d'Allemagne, il était fils de François Œben, maître de postes à Ebern, en Basse-Franconie. Sa vocation pour l'ébénisterie d'art ne l'empêcha point de s'initier dans sa jeunesse à la sculpture sur bois et à la serrurerie mécanique. On ignore la date de sa venue en France ; mais il résidait sans doute depuis quelque temps au faubourg Saint-Antoine lorsque, le 29 juin 1749, il épousa Françoise-Marguerite Vandercruse, fille aînée de l'ébéniste François Vandercruse, dit Lacroix. Bientôt après, au mois de novembre 1751, il

1. Dr J. Böttiger. *Ouvr. cité*, p. 112 et pl. 49.
2. Arch. de l'Etat Suédois. *Manufacturfondens Räkenskap*, 1767.
3. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9326.
4. Id. Y. 13669. *Scellés*, 4 juin 1767.
5. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, 1707, p. 670.
6. On ne saurait faire état des renseignements très inexacts donnés au sujet de ce maître par divers auteurs. La meilleure étude consacrée à sa vie et à ses travaux est celle qui a paru dans le répertoire de MM. Vial, Marcel et Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois* (t. II, p. 57 et suiv.), avec de nombreuses références indiquant la plupart des sources où ont été puisés des éléments de la présente notice.

entra dans l'atelier de Charles-Joseph Boulle, un des fils de l'illustre marqueteur, qui lui sous-loua une partie de son logement aux Galeries du Louvre, lui prêta des outils et lui confia des modèles. Tout en secondant cet artiste, Œben avait la liberté de produire des ouvrages pour son compte. Il en fournit plusieurs au marchand Lazare Duvaux, notamment sept cadres de marqueterie destinés à Mme de Pompadour. Ce fut son premier travail pour la favorite, qui allait devenir sa fidèle cliente. On peut même croire qu'il réussit à se faire patronner par elle dès cette époque. Quand son bail au Louvre se trouva résilié par la mort de Joseph Boulle (juin 1754), il obtint, en effet, sur la proposition de Marigny, la place d'ébéniste du Roi dans la Manufacture des Gobelins.

Depuis lors sa réputation ne cessa de grandir. Cette vogue ne tenait pas seulement à la perfection de sa technique, mais surtout à l'originalité de ses œuvres. Nul ne savait comme lui varier les agencements des meubles, les déguiser sous des formes inattendues et les adapter à des emplois divers. Il multipliait dans leur construction les casiers, les tiroirs, les cachettes, les parties mobiles, les accessoires démontables. Expert aux travaux de la forge, il façonnait lui-même leurs serrures et leurs ressorts. C'est ainsi qu'il créait avec une merveilleuse adresse des secrétaires à coffre-fort, des bureaux à pupitre, des tables de malades portant un plateau de lit, des commodes de garde-robe où se logeaient les meubles intimes [1]. Il avait la spécialité des armoires à collections. Le catalogue de la vente de Mme Dubois-Jourdain en 1766 décrit un morceau de ce genre « inventé et exécuté par le célèbre Ebeine (*sic*), ébéniste du Roy ». C'était un coquillier en bois d'amarante, comprenant vingt-six tiroirs masqués par des volets à coulisse. Le peintre Boucher posséda une pièce analogue, dont Œben avait fait l'ébénisterie et Caffieri les bronzes.

Parmi les ouvrages que l'artiste livra au Garde-meuble, on remarque un « fauteuil méchanique » qui lui fut commandé pour le jeune duc de Bourgogne devenu infirme [2]. Cette bergère tournait en tous sens sur un pivot et s'élevait au besoin jusqu'à hauteur d'homme. Trois roues amovibles permettaient de l'employer comme voiture de promenade, et l'on pouvait y adapter l'armature d'un baldaquin ainsi qu'une petite table en merisier. Œben vendait couramment plusieurs sortes de sièges transformables, tels que des *fauteuils à lit* munis d'une tirette faisant chaise-longue, et des *fauteuils en escalier* dont le châssis se levait en présentant des marches [3]. Il exécuta un de ces meubles de bibliothèque pour Mme de Pompadour. Comme nous l'avons dit, ses talents étaient fort appréciés par la favorite. Elle lui demanda des ouvrages en laque, en marqueterie, en acajou, de nombreuses toilettes, et quelques pièces singulières, comme une table de nuit qui offrait des panneaux en glace peinte avec un écran à miroir [4]. Le duc de la Vallière, la duchesse de Villars-Brancas, le marquis de La Vaupalière, la marquise d'Ussé, le fermier général Grimod de la Reynière, le collectionneur Gaignat se fournissaient aussi chez ce grand ébéniste.

1. Arch. nat. Z^1m. 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi. Inventaire des marchandises du défunt. (Cf. *Nouvelles Archives de l'Art français*, t. XV, 1899.)

2. Arch. nat. O^1. 3317, 20 juillet 1760. — V. aussi : O^1. 2867, fol. 40 et 50.

3. *Nouv. Arch. de l'Art français, loc. cit.* : « un *fauteuil à lit* de bois de hêtre sculpté... ; deux bois de *fauteuil à lit*, de 3 pieds de hauteur sur 3 pieds de large, le pied coulant en dessous, en bois de hêtre sculpté... ; un *fauteuil en escalier*, de bois d'acajou massif, avec ses ferrures... »

4. *Ibid., loc. cit.*

L'insuffisance des locaux qu'il partageait aux Gobelins avec son frère devait l'obliger à un dernier exode. Avant l'automne de 1756 [1], on lui permit de s'installer dans un bâtiment de l'Arsenal, récemment édifié entre le Mail qui bordait la Seine et la cour du Grand-maître. Un brevet royal du 26 mars 1760 confirma l'octroi de ce logement à Œben et à sa femme pour leur vie durant ; il leur accorda en outre la jouissance d'une partie de la cour des Princes située devant leur demeure, avec l'autorisation d'y établir une forge.

L'artiste, qui approchait du terme de sa carrière, venait alors d'entreprendre le célèbre bureau de Louis XV que l'on admire au Louvre. Le temps lui manqua pour achever ce meuble grandiose ; il consacra du moins les dernières années de sa vie à en élaborer les dessins et en façonner les maquettes. A sa mort, le bâti était terminé, tous les ornements moulés en plâtre, un bon nombre déjà fondus et plusieurs prêts pour la dorure [2]. On sait que la gloire d'avoir terminé ce chef-d'œuvre revient à Riesener, élève et successeur du maître.

Celui-ci s'entourait des plus habiles collaborateurs. Avec Riesener, il fit entrer dans son atelier l'ébéniste Leleu [3] et utilisa les talents de Martin Carlin [4]. On a vu que le sculpteur Caffieri travailla aux garnitures de ses meubles. Les fondeurs Duplessis père et fils, Étienne Forestier, Louis Hervieux, Gastellier et Guinaud lui livraient également des bronzes, qu'il faisait dorer par Briquet, Caron, Fagard et Jubert.

Jean-François Œben succomba dans la force de l'âge laissant quatre filles, dont l'une, mariée plus tard à l'avocat Charles Delacroix de Coutant, donna le jour au peintre Eugène Delacroix. Il ne léguait à ses enfants que des dettes. Selon toute apparence, il s'entendait mieux à conduire ses ouvriers qu'à gérer ses affaires. Dans les derniers temps, il venait de monter à l'Arsenal un magasin considérable, pour lequel il avait prodigué les achats et les commandes. Après son décès, une vente générale de ses marchandises ne suffit pas à désintéresser la multitude des créanciers [5]. Sa succession dut être déclarée en faillite [6].

Notre ébéniste a signé quelques meubles avec la marque **J. F. OEBEN**. Comme ouvrier de la Couronne, il pouvait se dispenser de cette formalité. Cependant, sur le tard, pour les besoins de son commerce, il jugea préférable d'entrer dans la communauté des maîtres menuisiers et d'en accepter la discipline. Son admission, dont on n'a pu retrouver la date exacte, eut lieu très probablement au printemps de 1761 [7]. Lorsqu'il mourut en janvier 1763, il employait donc son

1. Arch. nat. Y. 10997, 18 oct. 1756. « Jean-François Aubaine, ébéniste, et Françoise-Marguerite Vandercruse, dite Lacroix, sa femme, demeurant à l'Arsenal... ». La minute est signée : *J. f. Oebenne.*

2. *Nouv. Arch. de l'Art français*, t. XV, 1899, p. 354.

3. Arch. nat. Y. 14092, 13 août 1765.

4. Id. Z 1m. 39. Scellés après décès du maître (44e opp.).

5. « [Vente de] Marchandises d'Ébénisterie (après le décès du sr Œben, Ébéniste du Roi), scavoir : Commodes, dont une à fond de bois argenté avec panneaux remplis de fleurs nuancées, Secrétaires à coffre-fort et autres, Bibliothèques, Encoignures, Chiffonnières en secrétaire et autres, Tables en pupître et autres, Toilettes, Bureaux, Écritoires, Boëtes, Caves, Coffres, Métiers à broder, Tables à la Bourgogne, Serre-papiers, Écrans, Bois de fauteuils en escalier et à lit, et Boëtes de pendule, dont une très grande ornée de figures en bronze, le tout d'un goût nouveau et bien travaillé. Le 5 sept. 2 h. de relevé et jours suiv. Enclos de l'Arsenal, cour des Princes. » (*Annonces, Affiches et Avis divers*, 1763, p. 618 et 648). V. aussi, *Ibid.*, 1765, p. 201.

6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 54. « Faillite de deffunts Sr et De Œben, lui vivant Ébéniste du Roi », 10 janvier 1780.

7. On a écrit sur la maîtrise de J.-F. Œben bien des choses fantaisistes. La question mérite d'être éclaircie en deux mots. Toutes les erreurs commises à ce sujet viennent de ce que les tableaux de la communauté publiés en 1782 et 1785 mentionnent *Jean-François Œben* parmi les maîtres exerçant à cette époque et lui attribuent pour date de réception le *28 janvier 1764*, postérieure d'une année à celle de sa mort. Ce mystère s'explique par une simple faute matérielle, qui a fait attribuer à *Simon Œben* les prénoms de son frère. Quant à Jean-François, il obtint le 20 déc. 1759 un certificat attestant qu'il avait travaillé dans les maisons royales durant le temps requis

estampille depuis moins de deux ans. Mais sa veuve en fit un plus long usage. Après avoir pris la direction de l'entreprise, Marguerite Vandercruse frappa du même poinçon les œuvres exécutées chez elle par Riesener, qui resta son chef d'atelier jusqu'en 1767, année où elle se remaria avec lui et lui céda la maison. Il en résulte que beaucoup d'ébénisteries marquées du nom de J.-F. Œben doivent être attribuées à son illustre élève.

En général, on distingue assez facilement les travaux des deux artistes. Le premier employait quelquefois dans ses placages des loupes et racines d'arbres indigènes ; il aimait à faire ressortir les marqueteries sur des fonds de couleur sombre ; il ornait volontiers ses meubles avec des baguettes de bois mouluré : ce sont autant de particularités qui caractérisent sa manière. Le second avait un goût plus délicat, plus léger, plus aimable, de sorte que ses productions se reconnaissent à leur fine et charmante élégance. D'autre part, le style évoluait très vite durant la période qui nous occupe. Les pièces faites par Œben se ressentent encore de l'influence du genre rocaille ; celles que nous devons à Riesener sont traitées dans un esprit plus classique.

Trois meubles recueillis par le musée du Louvre confirment ces remarques. Pareillement revêtus de mosaïques en carrelages qui simulent des cubes enchevêtrés, ils portent tous les trois le poinçon de Jean-François Œben. Cependant le seul dont on puisse lui faire honneur est un grand bureau, à contours mouvementés et pieds cambrés, provenant de l'hôtel des Invalides [1]. Les deux autres, — un secrétaire en armoire et un chiffonnier de mêmes forme et décor [2] — appartiennent déjà au style connu sous le nom de Louis XVI. D'après les éléments de comparaison que fournit le mobilier de l'époque, ces ouvrages sont certainement postérieurs à la mort de l'ébéniste que désigne leur estampille. Il faut en dire autant d'une paire d'encoignures exposées au musée de Kensington [3] : leur composition et leur facture ne permettent pas de douter qu'elles ne soient un travail de son successeur.

Par contre, dans certaines pièces frappées de la même empreinte, le goût personnel d'Œben se reconnaît avec non moins d'évidence. Au nombre des productions de ce genre, j'ai remarqué une table Louis XV en acajou chez MM. Kellner frères, et un secrétaire de dame, orné de marqueteries en bois des Alpes, chez M. B. Fabre. L'ancienne collection Ledat renfermait une table-liseuse ouvrant au moyen de volets à coulisse et portant un pupitre mobile [4], agréable spécimen des créations auxquelles l'artiste dut sa renommée. M. Léon Reinach possède de lui une œuvre encore plus caractéristique. C'est le meuble à secrets et à transformations que reproduit notre planche XLVIII. Au fond du bâti se dissimule une petite vitrine qui s'élève par un mécanisme à manivelle et dont les côtés peuvent tourner ses pivots afin de présenter une face concave où sont disposées des étagères. L'avant-corps renferme plusieurs tiroirs : le premier sert de bureau, l'un des suivants devient un pupitre de lit, et le dernier forme une sorte de tabouret pour les soins à donner aux pieds. Un morceau très analogue, — sinon le

pour gagner la maîtrise sans frais, en vertu d'un privilège dont jouissaient les ouvriers de la Couronne. N'ayant pas usé immédiatement de cette faveur, il fit renouveler son certificat le *11 février 1761* (Arch. nat. O[1]. 1093). L'artiste s'occupait donc alors de régulariser sa situation vis-à-vis de la communauté et son admission dut être prononcée peu après.

1. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. [1922], no 38.
2. Id. *Ibid.*, nos 64-65.
3. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 78, no 714.
4. Vente G. L..., Paris, nov. 1918, no 345.



JEAN-FRANÇOIS ŒBEN.
Meuble de toilette à transformations, exécuté vers 1760.
Photographies montrant le meuble fermé, le meuble ouvert, et la table de lit formée par un des tiroirs.
(coll. Léon Reinach).

même, — figurait parmi les marchandises de Jean-François Œben lors de son décès. On le trouve ainsi décrit dans l'inventaire de son magasin : « Une table à la Bourgogne de 26 pouces de long sur 35 de haut et 19 de large, dans laquelle est par derrière une bibliothèque montante ; garnie au-devant d'un petit abattant, au-dessous deux tiroirs, et encore au-dessous une petite table de lit et un marchepied en prie-Dieu ; le tout plaqué de bois de rose et amaranthe à fond gris en mosaïque; ornée de 2 fortes moulures [1]. » Ce curieux ouvrage était estimé 260 livres.

ŒBEN (SIMON), frère cadet du précédent, fut aussi ébéniste du Roi. On a souvent confondu ces personnages et, déjà de leur vivant, la méprise était commune. Il faut avouer que tout concourait à l'entretenir, car les deux frères, mariés aux deux sœurs [2], suivirent de près la même carrière. J'ai trouvé un document de l'époque où Simon est donné pour un « élève de Boule [3] », ce qui ferait croire qu'ils avaient débuté ensemble dans les galeries du Louvre. Ils furent patronnés l'un et l'autre par Mme de Pompadour. Le plus jeune, entré aux Gobelins sous les ordres de son aîné en 1755 [4], lui succéda neuf ans plus tard dans la place de premier ébéniste à cette manufacture [5]. Il y demeura le reste de sa vie. On l'avait pourvu d'un assez vaste logement, auquel attenaient cour et jardin. La place dont il disposait lui permit d'ouvrir, à côté de son atelier, un magasin qui compta parmi les plus importants de la capitale [6]. Depuis le 28 janvier 1764, Simon Œben faisait partie de la communauté des maîtres menuisiers [7] ; il fut un des jurés de sa corporation de 1770 à 1772 [8] et vécut jusqu'au 4 avril 1786 [9]. Par une dernière analogie avec son frère, il termina son existence dans une situation désastreuse.

Sa femme, réduite à un cruel dénuement, avec cinq enfants à nourrir, sollicita l'autorisation de rester aux Gobelins et d'y continuer le commerce. Elle fit plaider sa cause par le duc du Châtelet. Celui-ci écrivit à M. d'Angiviller, directeur des Bâtiments royaux : « Je ne peux me refuser, Monsieur le Comte, de vous exposer le malheur de la famille du s^r Oeben... Cet artiste a travaillé bien longtemps pour tous les gens considérables, et en particulier pour M. le duc de Choiseul ; mais, soit par un excès de probité, soit par deffaut d'ordre dans sa conduite, il vient de mourir sans laisser d'autre bien à sa veuve qu'une nombreuse famille, et à son fils aîné, qui est en état de le remplacer dans sa profession, d'autre fortune que son exemple à suivre [10]...». La veuve Œben vit ses désirs exaucés. Malheureusement elle ne

1. Arch. nat. Z^1m. 39, *loc. cit.* — Cf. *Nouv. Arch. de l'Art français*, t. XV, 1899, p. 355.
2. Simon Œben épousa en effet Marie-Marguerite Vandercruse, seconde fille de l'ébéniste François Vandercruse-Lacroix.
3. Arch. nat. O^1. 2052. Lettres de J.-B. Pierre, directeur des Gobelins, 2 avril 1786.
4. Le 30 mars 1763, Simon Œben obtint du marquis de Marigny un certificat attestant qu'il avait travaillé dans la Manufacture « pendant l'espace de 8 années et 3 mois », ce qui reporte son entrée dans cet établissement en janvier 1755. (Cf. Arch. nat. O^1. 2045 et Y. 9331, 17 oct. 1769.)
5. Id. O^1. 2044-2045.
6. *Alm. Dauphin*, 1772 et suiv.
7. Voy. ci-dessus, p. 239, note 7. — Dans un État des ouvriers de la Manufacture des Gobelins, dressé le 22 octobre 1764, Simon Œben figure avec le titre de *maître* ébéniste ordinaire du Roi (Arch. nat. O^1. 2045). Cependant ses lettres ne furent enregistrées au Châtelet que cinq ans après, à la date du 17 oct. 1769 (Id. Y. 9331). Le fait n'a rien d'extraordinaire, car cette formalité n'offrait aucun avantage à un ouvrier de la Couronne, qui exerçait sa profession sans avoir besoin de se faire inscrire sur les registres de police.
8. Arch. nat. Y. 9331, 2 août 1770.
9. Id. O^1. 2052. Lettre de J.-B. Pierre, 4 avril 1786 : « Le s^r Oeben, ébéniste, attaché aux Gobelins depuis 30 ans, est mort ce matin... ».
10. Arch. nat. O^1. 2052, 12 avril 1786.

réussit pas à rétablir ses affaires et, au bout d'un an, dut fermer boutique. Quant à son fils, JACQUES-SIMON, né en 1758, il resta un ouvrier obscur, qui se fit seulement connaître comme l'un des Vainqueurs de la Bastille [1].

Notre artiste ne devait pas avoir l'habitude de signer ses ouvrages. Le musée de Kensington possède une des rares pièces sur lesquelles on a relevé son poinçon **S. OEBEN** [2]. C'est une table en marqueterie, à contours sinueux, sur des pieds-gaînes ornés de bronzes qui simulent des pendentifs de lauriers. Le dessus se divise en trois parties, celle du milieu étant fixe et les deux autres glissant de côté pour découvrir des casiers. L'élégance originale de ce meuble et sa très fine exécution font brillamment valoir les talents de son auteur.

ŒBEN (JOSEPH), dit *Aubin*, ébéniste à Tours, n'avait sans doute aucune parenté avec ses fameux homonymes. En tous cas, il ne profita point de leur crédit, et se contenta d'acquérir par ses propres mérites la petite renommée locale que pouvait ambitionner un artisan de province. Reçu maître à Tours le 16 mai 1781, Joseph Œben exerça dans cette ville jusqu'à la Révolution. Il y tenait boutique sur la place Saint-Gratien, en face de la cathédrale. La plupart de ses ouvriers étaient originaires d'Allemagne ou des Flandres [3].

OHNEBERG (MARTIN), né vers 1739 [4], obtint des lettres de maîtrise à Paris le 7 juillet 1773 [5]. Durant tout le règne de Louis XVI, il exploita un atelier très actif, situé rue Traversière-Saint-Antoine, « à gauche par la Grande-rue [6] ». Il habita plus tard cour de la Juiverie, où il vivait encore au printemps de 1798 [7]. Cet artisan travailla pour une foule de marchands en vogue [8]. Il composait ses ouvrages avec soin, dans un goût sobre et léger. Étienne Garin, rue de Charenton, fut un des fondeurs auxquels il demandait leurs ornements [9]. — On connaît de nombreuses pièces signées **M. OHNEBERG**. Notre planche L en montre un exemplaire, ayant appartenu à M. Devaux [10]. Les collections de Chaalis léguées à l'Institut par M[me] Édouard André renferment un petit bureau de dame, en bois de rose, qui porte l'estampille de ce maître. Beaucoup de ses meubles présentent de gracieuses marqueteries à dessins de fleurs et trophées d'attributs. Dans le catalogue de la vente Alfred Bergaud est reproduite une commode demi-lune ainsi décorée [11] ; un secrétaire du même genre se trouve chez le baron de La Rochette, en son château, près de Melun [12].

1. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 161.
2. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 79, n° 718.
3. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, E. 434, 492, 496.
4. Arch. nat. Y. 13446, 7 avril 1785.
5. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 65, faillite de Garin, m[e] fond., 1785.
7. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 12. Décès de son beau-frère, l'ébén. Gleitz, 11 floréal an VI.
8. Id. *Bilans*, cart. 49 et 62, bilans du tap. Ricard, 1779-1784 ; cart. 50, bil. du tap. Beury, janv. 1779, et du tap. Tilleloy, oct. 1779 ; cart. 52, 65 et 68[A], bilans de la veuve Migeon, march.-ébén., 1780-1786 ; cart. 64, bil. du tap. Barat, 1784 ; cart. 69, bil. du tap. Gabard-Latour, 1787 ; cart. 70, bil. du tap. Azille, 1787 ; cart. 72 et 78, bil. du tap. Bigot, 1788-1790 ; cart. 76, bil. de l'ébén. Topino, 1789 ; cart. 79, bil. du tap. Caplain, 1791 ; cart. 116, bil. du tap. Bimuler, 1777, etc. — *Livres de Commerce*. Reg. 1961 et 2904. Journal des frères Presle, march. tap. (1785-1788). — Dans la plupart de ces documents, le nom du maître est transcrit sous les formes les plus fantaisistes, telles que « Onepergh », « Ennebeck », « Homberg », « Hongdebert », etc. De là vient l'erreur qui a fait confondre cet ébéniste avec le marchand Hennebert, fournisseur du marquis de Menars et de M[me] du Barry.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 65, *loc. cit.*
10. Vente à Paris, nov. 1907, n° 214.
11. Id., mars 1920, n° 164.
12. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 60. On trouvera dans cet ouvrage l'indication de plusieurs autres meubles signés par Ohneberg.

OHRMARK (ERIK), menuisier en meubles à Stockholm, florissait sous le règne de Gustave III [1]. Il exécuta pour ce souverain des sièges de style français, la plupart avec le concours d'un de nos compatriotes, le sculpteur J.-B. Masrelier, qui résidait alors en Suède. Lorsque la Révolution eut discrédité nos modes, Ohrmark changea de manière et s'inspira de l'art anglais. En 1792, il fit, dans ce nouveau goût, plusieurs suites de chaises destinées aux résidences royales.

OLIVIER (les), artisans parisiens qui se succédèrent comme tabletiers du Roi pendant plus d'un siècle, de 1678 à 1785 [2]. Attachés au service du Garde-meuble et des Menus-Plaisirs, ils fournissaient à la Cour des billards, des trou-madame, des tables à jouer, en laque et en bois des Iles. Le plus connu d'entre eux, ÉTIENNE, exerçait rue des Arcis vers le milieu du règne de Louis XV [3]. Il a signé de l'inscription ***Olivier sculpsit*** un coffret en marqueterie que possède le musée de Cluny et qui renferme « l'estalon des mesures à l'huile » commandé en 1742 par la communauté des maîtres chandeliers-huiliers de Paris. — L'*Almanach du Commerce* mentionne encore deux ébénistes du même nom qui résidaient, à l'époque du Directoire, dans le voisinage l'un de l'autre, rue du Faubourg Saint-Antoine, nos 225 et 250.

OLONDE (ÉTIENNE-MARIN), fils d'un marchand-tabletier de Paris, fut reçu maître ébéniste le 11 octobre 1788 [4]. Son atelier, situé rue du Faubourg Saint-Martin, subsista jusqu'en 1812 [5].

O'NEIL, dont le nom indique une origine irlandaise, était connu à Londres, vers 1790, comme un fabricant de sièges laqués. Il travaillait, en société avec son confrère SMITH, dans White street, Borough [6].

OPHOF (JEAN-GUILLAUME), ouvrier ébéniste, natif d'Allemagne, prit part au siège de la Bastille [7]; un secours de 500 francs lui fut accordé en 1832 par le gouvernement de Louis-Philippe [8].

OPPENORDT (ALEXANDRE-JEAN) fut un des principaux ébénistes du temps de Louis XIV [9]. Né vers 1639 dans la ville de Gueldre, qui était alors sous la domination espagnole, il appartenait à une famille hollandaise professant la religion catholique, et s'appelait de son vrai nom Cander-Johan Oppen-Oordt. Étant venu chercher fortune à Paris, il commença par s'établir dans l'enclos privilégié du Temple, où les artisans libres se trouvaient sous la sauvegarde du grand-prieur de Malte. Quelques années plus tard, il épousa une française, Judith Favier, qui lui donna trois fils ; le plus jeune, Gilles-Marie (1672 † 1742) devait acquérir une brillante réputation comme architecte et dessinateur. Après avoir obtenu des lettres de naturalisation au mois d'octobre 1679, Jean Oppenordt fit un stage à la manufacture des Gobelins, puis reçut en

1. Arch. de l'État Suédois. *K. Husgerådskammarens Räkenskap* (1781-1792).
2. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. I à IV. — Arch. nat. O1. 2846 à 2854 ; O1. 3543 ; O1. 3617, 1, etc.
3. Arch. nat. Y. 14017. Scellés chez le président de Rieux, 13 déc. 1745.
4. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1789.
5. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII (sous le nom d' « Olone »). — *Alm. du Commerce*.
6. *Universal British Directory*, 1790-1793.
7. Arch. nat. T. 5141, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 375.
8. *Moniteur* du 3 nov. 1832.
9. V. au sujet de cet artiste : Jal. *Dict. crit. de biographie et d'histoire*, p. 924-925. — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 100-101. — E. Molinier. *Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 82. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 61-62.

1684 un logement dans les Galeries du Louvre. Ses talents furent récompensés en outre par le titre d'ébéniste du Roi et des gages annuels de 30 livres, qui suffisaient à lui conférer la situation honorable d'un fonctionnaire de la Couronne. Durant le reste de sa carrière, l'artiste continua d'être attaché au service des Bâtiments royaux, pour lequel il exécuta non seulement des meubles, mais aussi des parquets de marqueterie et d'autres ouvrages de décoration comme des modèles de chambranle. En 1694, il sollicita l'autorisation de se rendre en Italie, au pèlerinage de Lorette, pour accomplir un vœu. On le trouve encore cité en 1705 dans les comptes du prince de Condé, qui l'employait aux embellissements de son hôtel à Versailles [1]. Oppenordt avait alors plus de soixante-cinq ans. Sa période d'activité semble s'être terminée peu après. Il habitait en dernier lieu rue Champfleury, sur la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, où il mourut le 16 avril 1715 [2].

La vie de cet ébéniste est mieux connue que ses œuvres, sur lesquelles les documents de l'époque nous renseignent assez mal. Les textes les plus précis concernent des fournitures pour le « Cabinet des Médailles et des Raretés » que Louis XIV fit installer dans le palais de Versailles à l'apogée de son règne [3]. Oppenordt embellit ce salon de quatre armoires en bois violet et d'un grand bureau dont les bronzes furent ciselés par Leverve d'après des sculptures de Lehongre. On lui demanda aussi « douze cabinets de marqueterie pour les médailles du Roy ». Ne seraient-ce pas les fameux médailliers en ébène incrustée de cuivre, qui ont toujours été regardés comme des ouvrages de Boulle ? Dix d'entre eux, rétablis sous Louis XVI [4], font encore partie de notre Mobilier national et plusieurs sont exposés dans la galerie d'Apollon au musée du Louvre [5]. Ces meubles offrent tous une décoration identique : sur leurs vantaux se détachent en haut-relief les figures de la Religion et de la Sagesse, personnifiées sous les traits d'une jeune femme et d'un vieillard ; d'autres appliques de bronze doré simulent des médailles suspendues par des rubans. La suite complète se composait de quatorze pièces ; mais il se pourrait que Boulle eût créé une paire de prototypes, dont Oppenordt fit douze répétitions pour terminer la série. Cette hypothèse est vraisemblable. Nous savons en effet que notre artiste produisait des ébénisteries très analogues à celles de son illustre confrère. Logé comme lui au Louvre, ayant le même titre et les mêmes gages, il dut plus d'une fois concourir aux mêmes travaux.

ORTALLE (CHARLES) obtint des lettres de maîtrise à Paris, comme gendre d'un maître, le 26 janvier 1756 [6], mais ne les fit enregistrer que sept ans plus tard [7], ayant sans doute collaboré jusqu'alors avec son beau-père. Il travailla ensuite pour son compte rue Sainte-Avoye dans la maison qui portait le n° 60 à l'époque de la Révolution [8]. Son atelier subsistait encore au printemps de 1792 [9]. On connaît des meubles en bois de placage signés **C. ORTALLE**.

OTHON (PIERRE), menuisier parisien, reçu maître le 8 janvier 1760, exerça rue des Vieux-

1. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, 1705, p. 418-419 (sous le nom d' « Openolt »).
2. H. Herluison. *Actes d'Etat civil d'Artistes français*. Orléans, 1873, p. 328.
3. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. II, col. 329, 458, 774, 874 et 917.
4. V. ci-dessus, p. 159 et p. 230.
5. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. Paris [1922], n°s 112 à 116.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 31 août 1763.
8. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 8 mars 1792, p. 945.



FRANÇOIS-IGNACE PAPST.
Commode en acajou de la fin de l'époque Louis XVI.
(anc. coll. Seligmann).



JEAN PAFRAT.
Bureau Louis XVI, en acajou, à quatre tiroirs.
(coll. particulière).

Augustins au moins jusqu'en 1785 [1]. Il a laissé la marque **OTHON** sur des sièges traités avec soin, dans un style sobre et gracieux. Le musée Jacquemart-André à Paris montre de lui un canapé en corbeille et deux marquises d'une parfaite élégance [2]. D'autres jolis spécimens de ses ouvrages ont figuré dans l'ancienne collection Zarine et à la vente après décès de Mme la duchesse d'Avaray, née Séguier [3].



PAFRAT (JEAN-JACQUES PAFFRAT ou) se fit connaître, vers la fin du règne de Louis XVI, comme un habile fabricant de meubles. Devenu maître le 3 septembre 1785, il tenait boutique rue de Charonne [4]. En 1788, il se maria dans l'église Saint-Laurent, ayant pour témoin son confrère Nicolas Petit [5]. L'année suivante, cet artisan, qui avait déjà donné des preuves de son naturel fougueux [6], prit part au siège de la Bastille [7], puis il s'enrôla dans un des bataillons de volontaires levés au faubourg Saint-Antoine et fit campagne avec les armées du Nord comme capitaine de canonniers. Grièvement blessé à la bataille de Linselles que Jourdan livra contre le duc d'York le 18 août 1793, il succomba douze jours plus tard dans un hôpital de Lille [8].

Son estampille **J. PAFRAT** figure avec celle de Martin Carlin sur une précieuse table à déjeuner, offerte par la reine Marie-Antoinette à Lady Auckland, ambassadrice d'Angleterre, et qui fait partie des richesses du South Kensington Museum [9]. Il est toutefois peu probable que ce meuble soit dû à une collaboration des deux artistes, Carlin étant mort plusieurs mois avant l'accession de Pafrat à la maîtrise. Ce dernier ne fit sans doute que réparer le charmant ouvrage dont il s'agit. Ses productions personnelles se distinguent par des formes plus raides et une décoration plus sèche, où se révèlent déjà les tendances du style Empire. On peut en voir un exemple dans les galeries du XVIIIe siècle au château de Versailles : c'est une grande commode en acajou clair, finement façonnée, mais d'un goût très froid. L'ancienne collection du prince Otto de Saxe renfermait un bureau portant le poinçon de ce maître [10]. Notre planche XLIX montre de lui un autre bureau peu banal, qui présente à la ceinture une rangée de quatre tiroirs.

PAGET (DIEUDONNÉ), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 19 septembre 1786, s'installa

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
2. *Catalogue du Musée Jacquemart-André*, 2e éd., Paris, s. d., p. 26, no 204. Cf. L. Deshairs. *La Tapisserie et le Mobilier au Musée Jacquemart-André*, p. 134 (avec une reprod. du canapé).
3. Vente à Paris, 5 déc. 1917, no 61. — Id., 6 juin 1919, no 80.
4. *Liste générale des Mes Men-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
5. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 244, et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X, 45).
6. Arch. nat. Y. 14455, 25 janv. 1787, sous le nom de « Basfroid ».
7. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, no 474. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 162.
8. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 703.
9. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*. London, 1882, p. 81, no 729.
10. Vente à Munich, 28 oct. 1897, no 285 du catalogue.

rue d'Argenteuil [1]. Il exerçait encore au mois d'octobre 1801, lorsqu'il perdit sa femme, Cécile Hulard, âgée de vingt-neuf ans [2].

PAGUET, menuisier-ébéniste demeurant à Versailles, rue de l'Orangerie, répara des meubles au Petit Trianon en 1784 et livra la même année pour cette résidence un chiffonnier de merisier en couleur d'acajou [3].

PALMA (JACQUES-PHILIPPE) s'établit sous le règne de Louis XVI, comme artisan libre, rue du Faubourg Saint-Antoine [n° 67]. Il possédait un atelier d'une certaine importance où travaillèrent de bons ouvriers [4].

PALMER (FRANÇOIS-JOSEPH), ébéniste à Paris, résidait rue de Charenton à l'époque de la Révolution [5], puis se fixa boulevard de la Porte Saint-Antoine, n° 45. Sous l'Empire, il fournit au Garde-meuble de la Couronné des tables de bouillotte, de quadrille, de tric-trac, ainsi que des toilettes en acajou fermant à coulisse par un couvercle de cuivre [6]. Je possède un guéridon en loupe de frêne que mon bisaïeul lui acheta en 1813. Sa maison existait encore au temps de Charles X [7].

PANNETIER était fabricant et marchand de billards à Paris vers la fin du XVIII[e] siècle. D'après ses réclames, on trouvait chez lui des « billards de toutes grandeurs, en chêne, en acajou massif et en bois des Isles, dans le goût le plus moderne ». Il habita successivement rue de Harlay, au Marais, et rue de Vendôme, derrière le Temple, entre 1794 et 1805 [8].

PAPST (FRANÇOIS-IGNACE), ébéniste d'origine germanique, reçu maître à Paris le 3 septembre 1785 [9], se distingua dans sa profession durant une quarantaine d'années et réussit à conserver la faveur de tous les gouvernements qui se succédèrent en France pendant cette période. Dès le début il livra au Garde-meuble un secrétaire en bois de rose pour les appartements de la duchesse de Polignac à Fontainebleau et une commode en acajou moucheté pour le salon de la princesse de Tingry à Compiègne. Ces deux pièces étaient garnies de bronzes dorés d'or moulu provenant de chez le fondeur Turpin [10]. Il produisit en outre des ouvrages plus modestes destinés aux écuyers de Rambouillet et aux pages du Roi à Versailles [11]. Plus tard, il répara des meubles confisqués par la République, et notamment un secrétaire à cylindre qui fut placé dans le cabinet de Fouquier-Tinville au palais de Justice [12]. Son commerce prit ensuite un nouvel essor. Cet ébéniste participa avec honneur aux Expositions de 1806 et de 1809, puis reçut en 1811 une médaille de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale [13]. Appelé

1. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
2. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 14, 3 brumaire an X.
3. Arch. nat. O[1]. 3629, 2 et 3. Cf. Id. Y. 14101, 31 déc. 1774.
4. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 15. Différend avec son compagnon Vandenkerchove, 28 mars-28 juillet 1787. — Arch. nat. D.XXIX[bis], 6, n° 94. Instruction de l'affaire Schatzel, juin 1790. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791.
5. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 52. Décès de son beau-père, J. Moissonnet, 22 germ. an II.
6. Arch. nat. O[2]. 513 (1811).
7. *Alm. du Commerce*, 1825.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, ans II à X, *passim*, et notamment : an V, p. 5176; an VI, p. 575, 2323, 6791, 7129; an VII, p. 1962, 2755, 6805, 7100; an VIII, p. 1814; an IX, p. 4400; an X, p. 4398, etc. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3436, Journal de Roussel et Portarieu, march. de bois exotiques, an XIV.
9. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
10. Arch. nat. O[1]. 3639 (mémoire de Hauré, 2[e] sem. 1786). — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 45 et 47.
11. Arch. nat. O[1]. 3638 (mém. de Hauré, 1[er] sem. 1786).
12. Id. O[2]. 483. Mandat de paiement du 3 pluviôse an III.
13. *Catalogues des produits de l'industrie française aux Exp. de 1806 et de 1809*. — *Bazar parisien*, Paris, 1822, p. 406-407. — *Alm. du Commerce.*

à présenter des soumissions pour les palais de Napoléon Ier, il offrit de fournir « toutes sortes de meubles imaginables en tout genre, de son invention et de commande ». Il tenait alors dans son magasin un large assortiment d'ouvrages en noyer d'Auvergne, mais faisait également des ébénisteries d'art, entre autres de beaux bureaux en acajou ronceux qu'il vendait 7000 francs, avec un encrier supporté par quatre tortues de bronze vert-antique [1]. Papst concourut aussi à meubler les grands dignitaires de l'Empire [2]. Après avoir demeuré cour Saint-Joseph, rue de Charonne, et rue Saint-Antoine, n° 195, il transféra ses établissements dans l'impasse Saint-Sébastien, où son entreprise continua de prospérer sous la Restauration. En 1822, le *Bazar parisien* le citait comme un « excellent ébéniste travaillant surtout pour les manufactures royales et les ameublements des palais de S. M. ». Son nom figure dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1825.

Ce fabricant signait **F. I. PAPST**. Ses meilleurs ouvrages sont ceux qu'il créa dans le style Louis XVI, comme une table-rognon de l'ancienne collection Ch. Liandier, ou une console demi-lune que le vicomte de La Villarmois possède au château de Trémignon (Côtes-du-Nord). La pièce assez originale reproduite sur notre planche XLIX semble se rattacher à l'époque du Directoire. On voit au palais de Fontainebleau deux productions du même auteur, — une commode et un secrétaire, — qui datent du règne de Louis XVIII. Leurs formes lourdes et disgracieuses contrastent avec la finesse de leur ornementation, pour laquelle l'ébéniste employa d'anciens bronzes retrouvés dans les magasins du Garde-meuble. Sur l'abattant du secrétaire se détache un médaillon doré au mat qui représente l'*Offrande à l'Amour*, gracieux motif dont Riesener avait paré plusieurs de ses chefs-d'œuvre.

PARRAN (BENJAMIN), ébéniste, tapissier et miroitier anglais, devint en 1767 fournisseur attitré de la Cour britannique [3]. Il exerçait à Londres au moins depuis 1754, date à laquelle on le trouve cité parmi les souscripteurs au *Drawing-Book* de Chippendale.

PASCAL (FRANÇOIS-ALEXANDRE), nommé par Louis XVI menuisier du Garde-meuble, demeurait à Versailles, rue de Maurepas [4]. Avec beaucoup d'ouvrages usuels destinés au château de cette ville, Pascal exécuta les bâtis et profila les moulures de quelques beaux sièges, dont les sculptures furent confiées aux frères Rousseau [5]. Cet artisan, né en 1723, décéda le 25 avril 1784 [6]. Sa veuve, Marie-Louise Strelle, et son fils JOSEPH lui succédèrent conjointement dans son emploi [7]. Parmi leurs fournitures, on remarque plusieurs petits fauteuils de repos, de toilette et d'étude pour le Dauphin, et « une chaise brisée, garnie d'un faux-fond, pour le laboratoire du Roy », où Louis XVI se récréait par des travaux de serrurerie. Un de leurs derniers mémoires concerne la remise en état des banquettes devant servir à l'Assemblée des États-généraux [8].

1. Arch. nat. O². 623, p. 128 à 133.
2. Id. O². 513 (mai-nov. 1811).
3. Record Office à Londres, *The Miscellaneous Accounts*, vol. 454. Par suite d'une lacune dans la série de ces registres, on ignore à quelle époque Parran cessa ses fournitures, entre 1768 et 1784.
4. Arch. nat. O¹. 3626 à 3630.
5. Il prépara notamment les bois d'un mobilier à la grecque, comprenant 2 bergères, 6 fauteuils et 6 chaises pour le salon du prince de Poix au château de Versailles (Arch. nat. O¹. 3626, 2. — Mémoire de 1778).
6. Arch. mun. de Versailles. État-civil. Paroisse Notre-Dame. *Reg. des Sépultures*, 1784, fol. 39.
7. Id., *ibid.* — Arch. nat. O¹. 3535 à 3539; O¹. 3543; O¹. 3631 à 3650.
8. Arch. nat. O¹. 3650, 1er sem. 1789.

PASCH (Samuel), ébéniste suédois, travaillait en 1739 à Paris, rue de Charenton, chez son compatriote Lars Lorenz [1]. Revenu dans son pays, il gagna la maîtrise à Stockholm en 1747 et fut attaché au service du roi Adolphe-Frédéric [2].

PASQUIER (Philippe), ébéniste du prince de Condé, avait pris rang de maître à Paris le 23 juillet 1760 [3]. Il exerça rue Boucherat jusqu'à la fin du règne de Louis XV [4], et plus tard rue des Fossoyeurs Saint-Sulpice [5], où il mourut en 1783. Le 30 décembre de la même année eut lieu à l'hôtel de Bullion une vente publique de ses marchandises, au nombre desquelles figurait une « bibliothèque avec pendule » spécialement signalée par les annonces [6]. La veuve du maître conserva l'atelier de son mari, rue des Fossoyeurs, n° 28, mais abandonna l'ébénisterie pour la menuiserie en bâtiments [7].

On a trouvé la marque **PH. PASQUIER** sur des pièces très estimables en mosaïque à carrelages [8]. Une œuvre plus originale de notre artiste faisait partie des anciennes collections d'Hamilton Palace, dispersées à Londres en 1882. C'était un petit secrétaire droit, en bois d'ébène et de rose, décoré, à l'intérieur et au dehors, de fines peintures représentant des fleurs, des figures allégoriques et des scènes pastorales, dans des bordures de dentelles exécutées en trompe-l'œil. Ce meuble — sans doute unique de son espèce — aurait appartenu à M[me] du Barry [9].

PATURAUX (Gilbert), menuisier parisien, reçu maître le 27 août 1777, tenait boutique avant la Révolution rue des Capucines, chaussée d'Antin [10]. En 1798, il habitait rue Montmartre [11]. Dans les réserves du Garde-meuble se trouve un bois de fauteuil à médaillon, qui porte l'estampille **PATURAUX** [12].

PAYALH (Laurent), né à Luxembourg en 1754, était artisan libre à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, lorsqu'il prit part au siège de la Bastille; il renonça ensuite à la profession d'ébéniste pour suivre la carrière des armes [13].

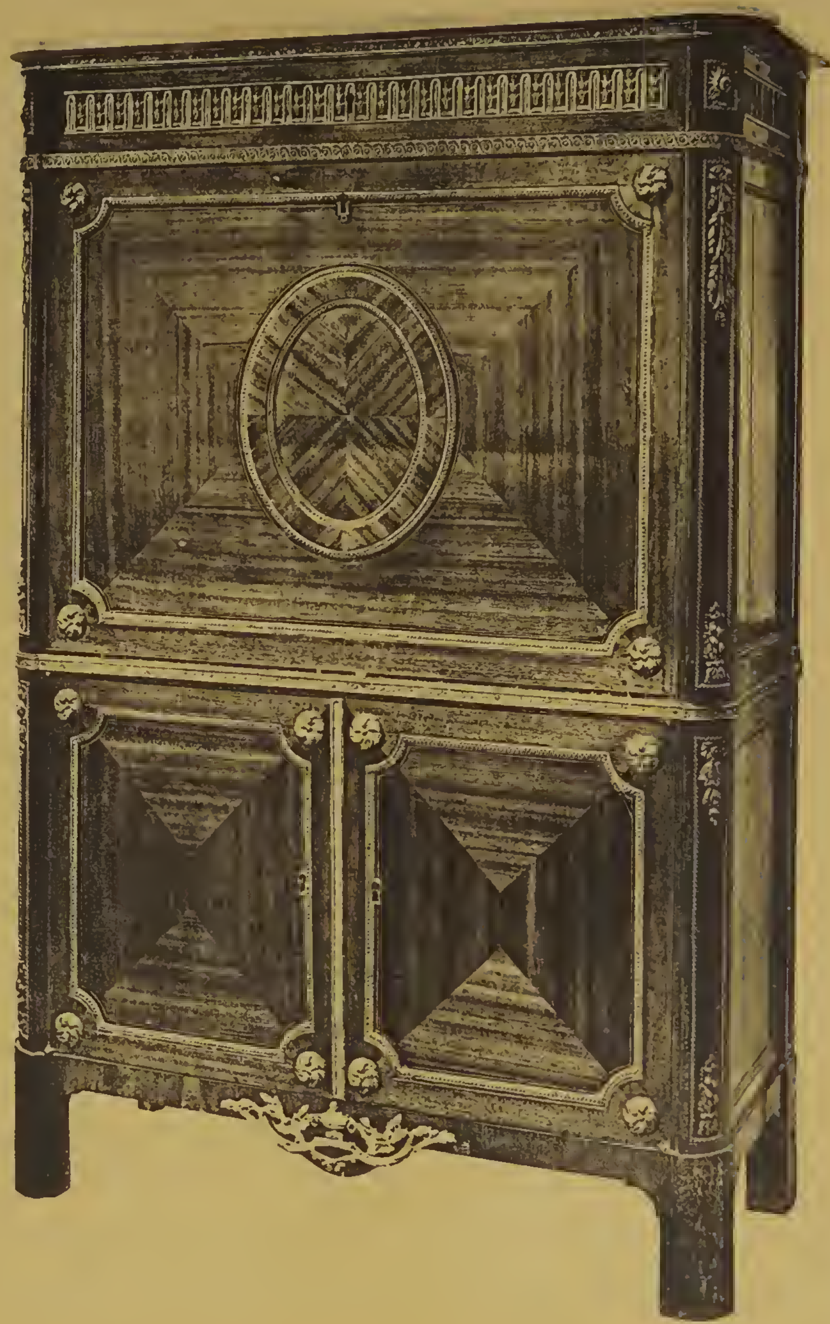
PAYNERT est cité sur l'état des dépenses du comte d'Artois en 1785 pour des fournitures et réparations de meubles dans l'hôtel des Écuries de ce prince à Versailles [14].

PÈCHE (Guillaume), né en 1752, mort à Paris le 6 mars 1800 [15]. Après avoir passé maître le 4 février 1784 [16], il résida successivement rue du Vertbois, boulevard Saint-Martin, n° 20, et

1. Arch. nat. Y. 14787. Scellés après décès de l'ébén. Lorenz, 28 janv. 1739.
2. D[r]. J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1911, p. 112.
3. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
4. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 83 (sous le nom de « Pasquière »).
5. Actuellement rue Servandoni.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 3134: « [A vendre] Meubles d'Ébénisterie, savoir : Commodes, Encoignures, Tables, Secrétaires, Bureaux et Bibliothèque avec pendule, etc.., après le décès du sieur *Pasquier*, ébéniste de Mgr le Prince de Condé ».
7. *Ibid.*, 1785, p. 1435. — *Liste générale...*, 1785-1789.
8. Une commode de ce genre parut dans une vente anonyme à la galerie Georges-Petit, le 13 mars 1922.
9. *The Hamilton Palace Collection*, London, 1882, p. 420. — Cf. E. Molinier, *Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, t. III, p. 190 (reprod.).
10. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 12. Décès de N. Vuiardot, sa belle-sœur, 21 prairial an VI.
12. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier National. Bois de sièges*, t. II, planche 12.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1780, p. 1485. — Arch. nat. Y. 14113, 20 janv. 1783. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 215. C. 35, 208[1]. Pr.-verb. du 15 avril 1790. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 164.
14. Arch. nat. R[1]. 333.
15. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Reg. Q[8]. 40, 24 vent. an VIII.
16. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1785-1789.



NICOLAS PETIT.
Gaine de régulateur en bois de rose.
(*Conservatoire des Arts et Métiers*).



MARTIN OHNEBERG.
Secrétaire en bois satiné.
(*anc. coll. Devaux*).

rue Meslay, n° 72. Il faisait de bons meubles en acajou à filets de cuivre[1]. Sa veuve, Catherine Ravet, continua son entreprise[2].

PEFF *l'aîné* était maître ébéniste à Nancy entre 1780 et 1788[3].

PEICK, établi sous le Directoire à Paris, rue de l'Échiquier, puis rue du Faubourg Saint-Denis, fournissait au commerce de nombreuses tables à jeu[4].

PEIFER comptait parmi les principaux ébénistes-marqueteurs de Metz vers la fin du règne de Louis XVI[5].

PELLETIER (Denis-Louis), passé maître ébéniste à Paris le 2 juillet 1760, résida dans le faubourg Saint-Germain, d'abord rue du Bac, puis rue des Vieux-Augustins[6]. Avec son atelier, il exploitait un magasin de meubles, pour lequel il demanda de nombreux ouvrages à ses confrères Gauda et Topino[7]. Sa maison prospérait encore en 1789[8]. J'ai relevé l'estampille **D. L. PELLETIE** (*sic*) sur une très petite commode Louis XV en bois de placage, à trois tiroirs, celui du haut formant secrétaire.

PÉPIN (Claude), menuisier parisien, admis à la maîtrise le 25 janvier 1775, habitait rue de Lappe, d'où il disparut après une courte période d'activité, entre 1782 et 1785[9]. M. Hector Lefuel possède deux cadres rectangulaires, à décor de perles et rais de cœur, signés **C. PEPIN**.

PERCHERON (Julien LOCHON, dit). *Voy.* Lochon.

PERIDIEZ (Bernard), dit *Péridiez père*, florissait à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, vers le milieu du dix-huitième siècle[10]. Ses productions portent une estampille singulière, disposée sur trois lignes :

B
PERI
DIEZ

On a trouvé cette empreinte sur deux belles armoires Louis XV, en bois de rose avec des panneaux en laque de Chine[11].

PÉRIDIEZ (Gérard), dit *Péridiez l'aîné*, fils du précédent, né vers 1730, s'établit de bonne heure comme artisan libre dans l'enclos du Temple, où il demeura durant toute sa carrière. Avant de gagner la maîtrise le 27 juillet 1761[12], il travailla pour des marchands en vogue qui lui achetaient des meubles en bois de placage et en acajou incrusté de fleurs[13]. Il continua plus

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904, Journal des frères Presle, march.-tap. (1787-1788); Reg. 2579, Journal du march. Collignon (an VI), sous le nom de « Puech ».
2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an X, p. 5510.
3. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle. E. 348.
4. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578 (an VII et suiv.).
5. *Tableau général du Commerce du Royaume*, par Gournay, 1789-1790, p. 463.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. 1782-1789. Arch. de la Seiné. *Livres de Commerce*, Reg. 395, Journal de l'ébén. Topino (1775).
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce, loc. cit.*, et Reg. 4493, carnet du marchand Gauda.
8. Id. *Bilans*, cart. 76, bil. de l'ébén. Topino, 21 déc. 1789.
9. *Liste générale...*, 1782.
10. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1756). Cf. Arch. nat. Y. 10993, 13 juin 1750.
11. Vente de Mlle de Choiseul, Paris, mai 1896, n° 56 (reprod.).
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebénistes de Paris*, 1782-1785.
13. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 (années 1757 et suiv.). Il eut aussi des relations avec les ébénistes Boudin et Noël Malle.

tard de fabriquer des ébénisteries de luxe, avec le concours des fondeurs Viret, Heux et Jonquoy [1]. A la suite d'un incendie qui détruisit sa boutique, Gérard Péridiez dut suspendre ses payements le 26 avril 1770, mais il se releva bientôt de ce désastre, et, au printemps de 1774, obtint le titre d'ébéniste du Roi en remplacement de son beau-père Gilles Joubert [2]. Retiré du commerce en 1785, il mourut peu après.

Ce maître, qui signait **G. PERIDIEZ**, est représenté au musée du Louvre par une commode en marqueterie à fleurs et encadrements de grecques, provenant du ministère de la Guerre [3]. Alfred de Champeaux a mentionné un ouvrage de cet ébéniste chez lord Cavendish-Bentinck à Londres [4]. On a relevé son poinçon sur d'autres bons meubles en bois de rose, parmi lesquels un petit secrétaire, avec des chutes simulant des draperies, qui figurait dans l'ancienne collection Alphonse Kann [5].

PERIDIEZ (LOUIS), dit *le jeune*, frère du précédent, né en 1731 [6], eut une existence agitée. D'abord compagnon chez l'ébéniste Nocart, il se prit de querelle avec son patron, et, comme beaucoup de mauvais sujets, s'engagea aux Gardes-françaises [7], sans d'ailleurs renoncer à sa profession. Il s'installa ensuite rue du Faubourg Saint-Antoine, près de la rue de Charonne, et, le 17 août 1764, obtint la maîtrise comme fils de maître [8]. Cet artisan faisait surtout des tables légères en bois de placage et en marqueterie à fleurs, dont on connaît de nombreux spécimens estampillés **L. PERIDIEZ** en grandes lettres. Par une anomalie digne de remarque, il pratiquait également la menuiserie en sièges, et ses ouvrages de ce dernier genre ne sont pas les moins agréables. M[me] la comtesse F. de Bernard possède deux jolies chaises-chauffeuses de style Louis XV qu'il a signées au revers des dossiers. Mais, tout en exerçant sa profession avec adresse, Louis Peridiez manquait de conduite. Vers 1773, le désordre de ses affaires le mit en si fâcheuse posture qu'il disparut subitement pour échapper à ses créanciers [9]. On le retrouve une dizaine d'années plus tard, établi comme maître ébéniste et menuisier à Choisy-le-Roi, où sa famille avait des attaches. Le Garde-meuble l'employait alors à quelques modestes travaux pour le château de cette ville [10].

PERRENET-BOUDOUX (F.). — Parmi les victimes du Tribunal révolutionnaire, le *Moniteur* du 3 messidor an II mentionne un personnage de ce nom, « ébéniste à Ville-Affranchie, âgé de quarante-huit ans, natif de Châteauroux ». Or, ce prétendu artisan était un ancien officier, François-Sylvain Pereney de Grosbois, qui avait pris part à la défense insurrectionnelle de Lyon comme commandant des chasseurs à cheval de Précy. Pour échapper aux représailles des vainqueurs, il était venu se cacher à Paris, rue Mont-Marat, ci-devant Montmartre, muni d'un faux passeport où il se faisait passer pour le citoyen Ferdinand-Joseph Boudoux,

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 31, bil. du maître, 26 avril 1770.
2. Id. *Ibid.*, cart. 65 et 68[A], bilans de la veuve Migeon, march.-ébén., déc. 1785 et sept. 1786.
3. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] s.*, 2[e] éd. Paris [1922], n° 59. — Id. *Musée du Louvre. Le Mobilier français*. Paris, 1921. Ép. Louis XV, pl. 27.
4. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 52).
5. Vente à Paris, déc. 1920, n° 335.
6. Arch. nat. Y.15062, 22 oct. 1761.
7. Id. Y.10994, 10 juin 1752.
8. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 41, faillite de Grelot, march. de bois à Paris, juillet 1774.
10. Arch. nat. O[1]. 3629, liasse 1 (1[er] trimestre 1784).

ébéniste sans ouvrage. Bientôt arrêté comme suspect, mais démasqué seulement après cinq mois de détention à la Conciergerie, il fut jugé et exécuté le 13 juin 1794[1].

PETIT. — Cette estampille sans initiale de prénom figure sur un grand bureau Louis XV, en marqueterie à fleurs, recueilli par le musée Victoria et Albert à Londres[2]. Le morceau est d'un style superbe, qui rappelle un peu le goût de Cressent par la puissance des lignes et la noblesse des bronzes. Sans nul doute cet ouvrage a dû sortir d'un atelier parisien ; il est toutefois difficile d'en discerner l'auteur parmi de nombreux homonymes. On l'attribue généralement à Gilles Petit[3] (1715 † 1795), mais celui-ci était un entrepreneur de grosse menuiserie[4] et ne paraît jamais avoir fait des meubles d'art. Par contre, l'ébéniste Nicolas Petit, dont nous parlons plus loin, a laissé des pièces d'un caractère très analogue. Ne pourrait-on supposer que le bureau du South Kensington Museum soit une production de sa jeunesse, marquée avec un poinçon différent de celui qu'il employa plus tard ?

PETIT (Jean) fit enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris le 5 octobre 1767[5] et mourut avant 1782[6]. Il habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Traversière[7]. Dans l'ancienne collection Paul Eudel figurait une commode d'un beau galbe, en marqueterie de bois de couleur, signée **J. PETIT**[8].

Jean-Marie, fils du précédent, né en 1737[9], passa maître le 5 mars 1777[10]. Après avoir succédé à son père, il transporta l'atelier dans la même rue, un peu au delà de l'hospice des Enfants-Trouvés[11]. Cet artisan fournit au Garde-meuble de la Couronne des châssis d'écrans, des tables de nuit et des meubles de commodité[12]. Il continua d'employer la marque **J. PETIT** que l'on rencontre sur des ouvrages d'une trop basse époque pour être attribués au premier possesseur de cette estampille. Chez M. Hector Lefuel se trouve un spécimen de ses travaux, datant du début de la Révolution : c'est un paravent à six feuilles en acajou, dont les montants simulent des lances, avec des fers de bois bronzé.

PETIT (Nicolas), notable fabricant et marchand de meubles, né en 1732, mort à Paris le 18 août 1791[13]. Fils d'un menuisier, il gagna la maîtrise le 21 janvier 1761, devint député ou conseiller de sa corporation, fut adjoint aux syndics en 1783 et passa syndic l'année suivante[14].

1. Arch. nat. W. 385-895.
2. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 16, no 147. Ce meuble a été reproduit dans le *Portefeuille des Arts décoratifs*, pl. 434.
3. A. de Champeaux. *Le Legs Jones au South Kensington Museum* (*Gazette des Beaux-Arts*, 1883, 1er sem., p. 439). — Lady Dilke. *French Furniture and Decoration in the XVIIIth Century*, London, 1901, p. 158. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 78.
4. Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1786, p. 1764.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
6. Son nom ne figure pas sur le tableau de la Communauté publié à cette date.
7. Arch. nat. Y. 14100. Scellés après décès de l'ébéniste H. Becker, 20 avril 1773.
8. A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, Paris, 1885, p. 43 et 51.
9. Arch. nat. Y. 14112, 22 sept. 1782.
10. *Liste gén. des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
11. « Grande rue du Faub. S.-Antoine, près celle Sainte Marguerite ». Arch. nat. Y. 14112, *loc. cit.*
12. Id. O1. 3535 ; O1. 3639 (mém. de Hauré, 2e sem. 1786). Cf. Bibl. nat. *Mss. fr.*, 7817, fol. 48.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 52. V. aussi : Arch. nat. Y. 14092, 20 nov. 1765 ; Y. 14093, 9 mai 1766, etc. — On a confondu cet ébéniste avec un homonyme, le menuisier Nicolas Petit, qui demeurait aussi rue du Faubourg Saint-Antoine, mais tout en haut de cette rue, près de la barrière du Trône. Reçu maître en juillet 1765, il mourut à Paris le 28 prairial an VI, âgé de 68 ans (Arch. de la Seine, *loc. cit.* Q8. 55).
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H2. 2118.

Ses établissements, situés rue du Faubourg Saint-Antoine, au *Nom de Jésus*[1], eurent une vogue considérable[2]. On trouve sa marque, **N. PETIT**, sur une quantité de pièces qui font honneur à son goût et à la souplesse de son talent. Les premiers en date comprennent de splendides commodes dans les formes galbées du style Louis XV. Une pièce de ce genre, richement revêtue de marqueteries à fleurs, orne la Bibliothèque de la ville de Versailles ; d'autres, en vernis noir de style chinois, ont fait partie des collections Demachy[3] et Bouwens van den Boijen[4]. Quand *le goût grec* apparut dans l'ameublement, aux alentours de 1765, notre ébéniste se montra l'un des plus ingénieux pour renouveler la décoration, puis la structure de ses meubles en s'inspirant de l'art classique. Une table à coiffer que possédait naguère Mme Louise Balthy[5], une commode à fleurs qui dépendait de la succession Eug. Kraemer[6], et une gaîne d'horloge à trophées d'attributs décrite dans le catalogue de la vente Polovtsoff[7], rappellent cette phase de la vie du maître. On peut y rattacher encore le curieux régulateur, couronné par une fleur de tournesol, qui se trouve au Conservatoire des Arts et Métiers (planche L). Il existe plusieurs répétitions de cette œuvre : l'une d'elles figure dans le mobilier royal d'Angleterre au palais de Buckingham. Sous Louis XVI, Nicolas Petit exécuta surtout des ouvrages en bois massif, qu'il relevait parfois avec des panneaux de laque, des porcelaines de Sèvres ou des mosaïques florentines. Une petite armoire en ébène, appartenant au South Kensington Museum[8], et deux vitrines en acajou conservées dans notre Mobilier national correspondent à cette dernière manière de l'artiste.

PÉVERIE (Rémy), tourneur à Paris, reçu maître en 1735, exerça durant plus de quarante ans rue aux Ours, au coin de la rue Quincampoix, sous l'enseigne de *la Belle Teste*. Suivant sa carte d'adresse, imprimée en 1739, il vendait des chaises et fauteuils à la mode, des sièges de jardin peints en vert, et différentes sortes de meubles intimes, parmi lesquels des « double-bidets » pouvant être employés par deux personnes à la fois[9].

PHELIZÉ. *Voy.* Felizé.

PICHARD (Barthélemy) était maître menuisier en meubles à Paris vers le début du règne de Louis XV. En 1737, il fut chargé de priser les marchandises dépendant de la succession de son confrère Étienne Saint-Georges[10]. Il mourut avant 1749.

PICOT (Grégoire), maître ébéniste à Nancy, devint en 1788 député ou conseiller de sa corporation[11].

PIEDDELOUP (Jean-Baptiste), compagnon menuisier à Paris, fut poursuivi au printemps

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 69, faillite du march.-miroitier Bonnemain aîné, 1784-1787.
2. Id. *Ibid.*, cart. 57, bilans du tap. Chevreau et du tap. Noël Dubois, 1781 ; cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782 ; cart. 60, bil. du tap. Cecille, 1783 ; cart. 65, bil. de l'ébén. Dubuisson, à Versailles, 1785 ; cart. 69, bil. du march. Bonnemain, 1787 ; cart. 72, bil. du tap. Law, 1788 ; cart. 74, bil. du tap. Brébant, 1789; cart. 75, bil. du tap. P. Boniface, 1789; cart. 76, bil. du tap. Muret, 1789 ; cart. 116, bil. du tap. Bimuler, 1777, etc.
3. Vente à Paris, mai 1912, n° 87 (reprod.).
4. Id., mars 1912.
5. Id., juillet 1917, n° 315.
6. Id., avril 1913 (reprod.).
7. Id., déc. 1909, n° 218.
8. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 75, n° 682.
9. H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, col. 951 ; t. IV, col. 1402.
10. Arch. nat. Y. 14061. *Scellés*, 12 juillet 1737.
11. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle. E. 347-348.



PIERRE PIONIEZ.
Bonheur-du-jour en marqueterie, à décor de fleurs et d'ustensiles.
(coll. particulière).





PIETRO PIFFETTI.
Secrétaire en dos d'âne, orné d'incrustations d'ivoire
(Palais royal de Turin).

de 1748 pour avoir fait et vendu des sièges garnis de canne, en boutique ouverte, dans un lieu non privilégié. Les jurés menuisiers obtinrent un arrêt du Parlement qui déclarait valable la confiscation de ses ouvrages[1].

PIERRE (Louis-Claude), ébéniste parisien, créé maître par l'édit royal du 13 août 1767[2], habita successivement les rues de Reuilly et Saint-Nicolas jusqu'en 1799[3]. Il ne semble avoir fait que des meubles de petite valeur[4].

PIESSI, dit *Rouergue*, — sans doute par allusion à son pays d'origine, — tenait un atelier d'ébénisterie à Bordeaux, près de l'église Saint-Seurin, dans les dernières années du règne de Louis XVI[5].

PIFFETTI (Pietro)[6], fameux ébéniste de la cour de Sardaigne, né en 1700, mort à Turin le 20 mai 1777. Son titre lui fut conféré le 13 juillet 1731 par le roi Charles-Emmanuel III, pour lequel il exécuta d'importants travaux. Outre des parquets et des lambris précieux, il a laissé dans le Palais royal de Turin des meubles en marqueterie de bois variés, et principalement en ébène incrustée d'ivoire. On y admire deux tables à sujets mythologiques placées dans la salle du Conseil, un petit bureau dont les décorations représentent des épisodes du siège de Turin en 1706 (planche LI), et deux somptueuses étagères qui lui furent payées 11.290 ducats, valant près de 50.000 livres d'argent français. D'autres productions de son atelier ornent le château de Moncalieri, ainsi que plusieurs églises et monastères du Piémont. Dans son livre sur *le Meuble*, Alfred de Champeaux a donné la reproduction d'un curieux cabinet de Piffetti appartenant au marquis Taparelli d'Azeglio[7]. On a signalé aussi des ouvrages du même auteur chez Mme la marquise Solaro del Borgo et chez le comte Reviglio della Veneria[8].

Ce maître continuait les traditions des grands ébénistes italiens du XVIe siècle. Comme eux il dessinait ses œuvres lui-même, modelait et ciselait leurs bronzes et prodiguait dans leur parure les riches marqueteries en ivoire gravé, en écaille, en nacre, en métaux. Malheureusement son goût ne connaissait aucune discipline. Il interprétait la rocaille avec une fougue méridionale et s'abandonnait volontiers aux écarts d'une fantaisie exubérante. Ses créations, admirables au point de vue technique, manquent souvent d'harmonie et de grâce. Quelques-unes sont signées du nom de PIFFETTI, ordinairement incrusté sur le rebord d'un tiroir.— L'artiste, que ses talents avaient enrichi, cessa de travailler bien avant le terme de sa longue existence. Il fut inhumé dans la crypte de la cathédrale de Turin, où se lit son épitaphe :

A PIETRO PIFFETTI EBENISTA DI S. M.
MORTO IL 20 E SEPULTO IL 21 MAGGIO 1777
IN ETA DI ANNI 77.

1. *Statuts, Privilèges, Ordonnances et Règlemens de la Communauté des Mes Men. et Ebén. de la Ville de Paris*, 1751.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 69, bilan du march. miroitier Bonnemain, 1787 ; cart. 79, bil. du négociant Isaac Simon, 1790, etc.
4. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2119, Journal du march. Poulhier (1786) ; Reg. 4173, Journal du march. Bansse (an VII).
5. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la Ville de Bordeaux*, 1791, p. 90.
6. V. au sujet de cet artiste : Demetrio Carlo Finochetti. *Della Scultura e Tarsio in legno dagli antichi tempi ad oggi* (*Annali del Ministerio di Agricoltura, Industria e Commercio*, no 56, Firenze, 1873, p. 185 et suiv.). — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 204-205. — De Mauri. *L'Amatore di Oggetti d'Arte e di Curiosita*, Milano, 1907, p. 541.
7. A. de Champeaux. *Ouv. cité*, t. II, p. 203.
8. A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*, Paris, 1885, p. 56.

PIGEON (Guillaume) était, sous la Révolution, menuisier en sièges dans le faubourg Saint-Antoine[1]. Devenu plus tard fabricant et marchand ébéniste, il résida tour à tour rue Feydeau, rue Favart et rue Grétry jusqu'à la fin de l'Empire[2].

PIGNIT (Jean-Baptiste), né en 1745[3], passa maître à Paris le 12 février 1777[4]. Il habitait rue Saint-Nicolas, où il mourut le 16 juillet 1791[5]. J'ai vu quelques meubles de bonne fabrication courante, estampillés **J. B. PIGNIT**, entre autres une commode à panneaux de placage bordés de petits carreaux noirs et jaunes, chez Mlle de Savignies, à Vineuil (Oise).

PILL (Pierre), natif de Christdorf, dans le diocèse de Cologne, vint travailler à Tours vers 1770. Il s'associa ensuite avec deux compatriotes, les frères Rœtters, pour exploiter dans cette ville, rue Saint-Étienne, un atelier qui prospéra jusqu'en 1785[6].

PILLON (Toussaint), ébéniste parisien, exerçait à l'époque révolutionnaire place de la Bastille[7]. En 1794, il fut désigné comme arbitre dans un litige entre son confrère Cambier et une marchande de meubles[8]. Sous le Directoire, cet artisan se fixa rue Saint-Antoine, n° 214, où il continua de travailler jusqu'en 1812[9]. Il paraît avoir surtout produit de menus ouvrages, comme des lavabos et des écrans de cheminée[10].

PILLOT était maître ébéniste à Nîmes vers la fin du règne de Louis XVI. M. H. Marogier, ingénieur à Paris, possède de lui une console signée par une étiquette dont ne subsistent que des fragments ; on y peut lire que Pillot, établi près du Marché, faisait des commodes, tables à l'anglaise, lits à la turque, sofas, fauteuils en médaillon, etc.[11].

PIONIEZ (Pierre) débuta vers 1758 comme artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine. On le trouve cité alors dans les livres du marchand Migeon pour différentes fournitures, comprenant un grand serre-papier en palissandre destiné à l'abbé de Gouffier[12]. Après avoir passé maître le 14 août 1765[13], Pioniez transporta son atelier rue Michel-le-Comte[14] et y demeura le reste de sa vie. Ses obsèques eurent lieu en l'église Saint-Nicolas-des-Champs, le 6 avril 1790[15].

Cet habile ébéniste, qui marquait **P. PIONIEZ**, s'adonnait de préférence à la fabrication des petits meubles de luxe. Le South Kensington Museum montre un charmant spécimen de ses travaux dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI. C'est un secrétaire de dame, dans la

1. Arch. nat. Y. 14438, 22 mai 1790. — Cf. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 14. Décès de sa femme, Marie-Anne Pavie, 27 sept. 1793. — Id. Consulat. *Rapports*. Litige du men. Pigeon avec le tap. Flamand, 23 nivôse an VI.
2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an XI, p. 3777. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 101, bil. du marbrier Coquet, an XIV. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — *Alm. du Commerce*, 1805 à 1814.
3. Arch. nat. Y. 14111, 21 sept. 1781.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
5. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q^8. 52 (sous le nom de « Jean-Baptiste Picquet »).
6. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 437, 492, 495.
7. Arch. de la Préf. de la Police. *Commissaires de police*. Quinze-Vingts, n° 1. 20 niv. an III; 3 germ. an III.
8. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 20.
9. *Alm. du Commerce*, ans VII et suiv. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806.
10. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869, Journal du march. Bonnichon (an XI). V. aussi Reg. 3436, Journal des nég. Roussel et Portarieu, an XIV.
11. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 257.
12. Arch. de la Seine, *loc. cit.* Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon.
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1785, p. 605. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 60, succession de M. Ch. Mazière, fermier général, 24 déc. 1783.
15. *Annonces*, etc. Feuilleton du 8 avril 1790.

forme d'un serre-bijoux, orné sur l'abattant d'un médaillon de porcelaine peinte [1]. Pioniez a laissé beaucoup de jolis morceaux en marqueterie ombrée ou en mosaïques à carrelages. Nous citerons comme exemples une petite commode que possédait le baron Jérôme Pichon [2], une table chiffonnière de l'ancienne collection T. Broët [3], et une autre petite table qui dépendait de la succession Eug. Kraemer [4]. Les ouvrages faits par ce maître reposent assez souvent sur des pieds légèrement cambrés que terminent dans le haut une sorte de volute (*voy.* planche LI). Pierre Pioniez semble avoir été le seul à employer de pareils supports.

On connaît d'autres ébénistes de la même famille. L'un d'eux, LOUIS-MICHEL, né vers 1754 [5], exerçait en 1786 rue du Faubourg Saint-Antoine dans une dépendance de l'Asile des Enfants-Trouvés. Les frères Presle, tapissiers en vogue, lui achetèrent quelques marchandises [6]. Sous la Révolution, il fut électeur de la section des Quinze-Vingts et juré au Tribunal du 10 Août [7].

Vers la même époque, l'ébéniste PIERRE-JEAN-BAPTISTE PIONNIER, âgé de vingt-quatre ans, servait comme lieutenant au 8e bataillon des Volontaires nationaux; affecté ensuite à la 1re demi-brigade, il fut licencié en 1799 [8].

D'autre part, les *Petites Affiches* du 3 fructidor an V annoncèrent une vente de meubles, bronzes, glaces et marbres, « après décès du cit. *Pionniez père*, ébéniste, rue Grenier-Lazare, nº 685 » [9]. — Ce Pionniez père, qu'il faut peut-être identifier avec Louis-Michel, laissa deux fils voués à la même profession. L'aîné conserva l'atelier de la rue Grenier Saint-Lazare [10]; le plus jeune s'établit rue Meslay, où il fabriquait sous l'Empire des meubles au goût du jour, tels que des athéniennes et des consoles ornées de termes antiques [11].

PIQUERET (ISAAC), ébéniste-marqueteur, natif de Paris, exerçait à Avignon, vers la fin du règne de Louis XIV, en société avec son confrère Jacques de Hay [12].

PISSART (JEAN-BAPTISTE-PIERRE), menuisier en meubles, se fit recevoir maître à Paris le 18 novembre 1765 [13]; il mourut avant 1772. Sa veuve, Thérèse Lefèvre, lui succéda durant une quinzaine d'années, continuant à produire des bois de sièges appréciés dans le commerce [14]. Elle avait son atelier dans la cour de la Juiverie, au faubourg Saint-Antoine.

PLANCHON fut un des menuisiers attachés au service du Garde-meuble royal entre 1728 et 1746. Ses fournitures ne comprenaient que des ouvrages usuels [15].

PLÉE (PIERRE), ébéniste à Paris, né en 1742, fut promu maître par l'édit royal du 13 août

1. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 69, nº 636. Ce meuble a été reproduit dans le livre de Champeaux sur *Le Meuble*, t. II, p. 260.
2. A. de Champeaux. *Notes Mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
3. Vente à Paris, mai 1909, nº 41 du catalogue (reprod.).
4. Id., avril 1913, nº 167.
5. *Alm. National*, 1793, p. 363.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1961, p. 443, et *passim*.
7. *Alm. National*, 1793, *loc. cit.* — Arch. nat. B. I. 14; W. 267. — E. Charavay. *Assemblée électorale de Paris*, Paris, 1890-1905, t. II, p. 125.
8. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 704.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 6211.
10. *Alm. du Commerce*, an VII.
11. *Ibid.*, 1803 et suiv. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 38. Litige entre Pioniez, fabr. d'ébénisteries, et le tap. Lafage, 3 juillet 1810.
12. V. ci-dessus, p. 149.
13. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
14. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 37, bil. du tap. Richard, 1772; cart 41, bil. du tap. Leseur, 1774; cart. 52, bil. du tap. Proquez, 1780, etc.
15. Arch. nat. O^1. 3310 à 3314.

1767 [1]. Après avoir résidé rue de la Harpe [2], il demeura dans le passage de l'hôtel de Lesdiguières jusqu'à la Révolution, puis se retira rue Saint-Victor, où il mourut le 11 mars 1810 [3]. On a signalé quelques meubles d'une qualité assez modeste, en acajou et en bois de placage, portant l'estampille : **P. PLEE** [4]. J'ai trouvé cette empreinte sur un gracieux fauteuil de bureau, du temps de Louis XV, en noyer garni de canne.

PLENEY (ANTOINE) devint en 1737 menuisier de la Chambre et des Menus-Plaisirs du Roi, aux appointements de 300 livres [5]. La même année, il fut élu juré de la corporation des maîtres menuisiers-ébénistes de Paris [6]. Frère d'un avocat au Parlement, qui se qualifiait « conseiller du Roi en l'Amirauté de France, au siège général de la Table de marbre », Antoine Pleney faisait l'entreprise de grosse menuiserie, à la tête d'une maison importante, située dans le faubourg Saint-Germain, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Sulpice, près de la rue de Vaugirard, sur l'emplacement du carrefour que forment aujourd'hui le boulevard Saint-Michel et la rue Soufflot. Ses fonctions l'appelaient à exécuter les ouvrages de charpente et de décoration pour les fêtes et cérémonies de la Cour [7]; il ne fournissait du mobilier qu'à titre exceptionnel. On remarque cependant parmi ses travaux des sièges moulurés à la main, des meubles pliants de voyage, des tables à jeu « brisées sur charnières » [8]. Un de ses mémoires mentionne la livraison au château de Compiègne d'une série de pareilles tables, en bois de violette, avec des pieds en merisier incrusté d'amarante [9]. Pleney succomba dans les derniers jours de juin 1756 [10]. Il eut pour successeur son gendre, J.-B. Francastel, qui, depuis deux ans, était devenu son associé.

PLUVINET (PHILIPPE-JOSEPH), menuisier parisien, reçu maître le 14 juillet 1754 [11], s'établit peu après rue de Cléry, où il exerça jusqu'à sa mort, survenue en mai 1793 [12]. Cet artisan se distinguait dans la fabrication des sièges de luxe. Il a mis sa marque **P. PLUVINET** sur des ouvrages d'un noble caractère et d'une très brillante exécution. Notre Mobilier national conserve de lui une grande bergère, du temps de Louis XVI, offrant des consoles d'accoudoir en volutes, d'un modèle peu commun. D'autres spécimens de ses travaux faisaient partie de la collection du vicomte de Froissard-Brossia dispersée en 1919 [13], et de l'ancien ameublement de M[me] la duchesse d'Avaray au château de Mareil-le-Guyon [14]. Une de ses plus admirables créations est un canapé d'alcôve, richement sculpté et doré, qui obtint une enchère de 56.500 francs à la vente Jacques Doucet, en mai 1912, et qui a figuré depuis dans la collection A. Sussmann (planche LII).

LOUIS-MAGDELEINE, sans doute fils du précédent, obtint ses lettres de maîtrise le 19 avril

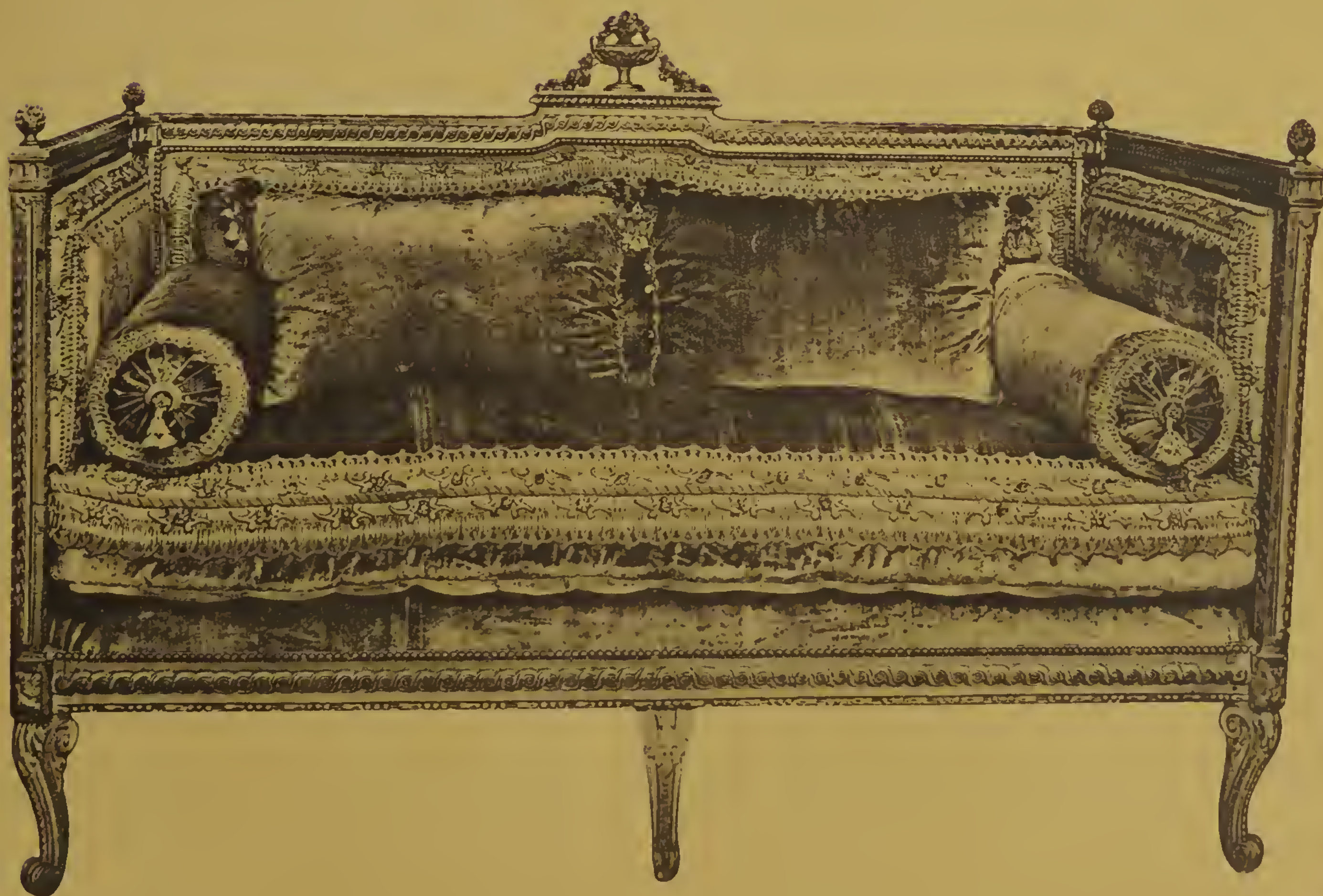
1. *Liste générale...* 1782-1789.
2. *Alm. des Bastimens*, 1774, p. 66.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 345.
4. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 89.
5. J. Guiffrey. *Liste des peintres, sculpteurs... de la Maison du Roi* (*Nouv. Arch. de l'Art français*, 1872, p. 89).
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9324, 1[er] août 1737.
7. Id. Y. 10779. Scellés après décès de Catherine-Élisabeth Lesterlin, veuve de Ant. Pleney, men. de la Chambre du Roi, 2 mars 1765.
8. Arch. nat. O[1]. 2862, fol. 81 ; O[1]. 2986 à 2996 ; O[1]. 3616, etc.
9. Id. O[1]. 2994, 21.
10. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1756, p. 424.
11. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. Y. 9328, 24 mai 1757. — Philippe Pluvinet n'était ni fils ni gendre de maître.
12. *Annonces*, etc., 1793, p. 2380.
13. Vente à Paris, 10 avril 1919, n° 30 du catal. (reprod.).
14. Id. 6 juin 1919, n° 73 (reprod.).



L.-M. PLUVINET.
Fauteuil Louis XVI en bois doré.
(anc. coll. J. Doucet).



PHILIPPE POIRIÉ.
Fauteuil fin Louis XV en bois doré.
(Musée du Louvre).



PHILIPPE-JOSEPH PLUVINET.
Canapé d'alcôve fin Louis XV en bois doré
(anc. coll. Alfred Sussmann).

1775 [1] et prit un atelier pour son compte dans la même rue de Cléry. Il mourut entre 1782 et 1785. Ses travaux, signés **L. M. PLUVINET**, ne le cèdent guère en mérite à ceux de Philippe (*voy.* pl. LII). On peut citer de lui un important mobilier de salon, à décor d'acanthes et branches de laurier, chez M. le duc de Fezensac, au château de Marsan, dans le Gers.

POINOT (Claude), menuisier en billards, passé maître en 1760 [2], s'établit rue des Grands-Degrés, au coin de la rue de Bièvre. L'*Almanach Dauphin* le cite en 1772 comme un des plus habiles dans sa spécialité [3]. Sa veuve lui succéda vers 1775 [4] et continua de fabriquer des billards à la même adresse.

POIRIÉ (Noel POIRIER ou), maître menuisier en meubles à Paris, exerçait rue Beauregard en 1737 [5], puis s'installa rue de Cléry, où il mourut le 6 juillet 1753 [6]. Il possédait une boutique assez importante, dont l'enseigne « *Au Poirier* » faisait allusion à son nom de famille [7]. Secondé par son fils Adrien, il produisait avec succès des grands sièges meublants *à la Reine*, des fauteuils de bureau, que l'on nommait alors *chaises de table*, des bois de lits à colonnes, etc. [8]. Le sculpteur Jacques Leloup, dit Thierry, fut un des ornemanistes auxquels il confiait le soin d'embellir ses ouvrages [9]. Ceux-ci portent l'estampille **N. POIRIE**, bien que tous les documents contemporains désignent le maître sous le nom de *Poirier* et que lui-même adoptât cette orthographe dans ses signatures manuscrites [10]. J'ai relevé son poinçon sur des sièges estimables qui se rattachent encore au style de la Régence, parmi lesquels plusieurs fauteuils en noyer sculpté et ciré, faisant partie du mobilier de Mme la vicomtesse Daru au château du Martroy, près de Meaux.

Philippe, neveu du précédent, et comme lui menuisier en meubles, ne doit pas être confondu avec le marchand-ébéniste Simon-Philippe Poirier, dont il sera parlé ci-après. Ayant gagné la maîtrise le 23 octobre 1765 [11], il exploita rue de Charenton, un peu au delà de l'hôtel des Mousquetaires, un atelier pour lequel il reprit l'enseigne parlante de son oncle [12], et qui prospéra jusque vers 1788 [13]. Il marquait **PH. POIRIE**. On a trouvé cette empreinte sur des pièces originales, comme une jolie chaise, à dossier en écusson et à pieds en consoles, qui figurait dans l'ancienne collection Marcel Zambaux [14]. Le musée du Louvre a recueilli une suite de très beaux sièges provenant de cet atelier [15]; l'ensemble comprend deux canapés et dix fauteuils que recouvrent des somptueuses tapisseries de Beauvais, d'après Boucher et Oudry (planche LII).

POIRIER (Simon-Philippe), quelquefois désigné comme ébéniste, était un marchand privilégié de la Cour, qui possédait sous Louis XV, rue Saint-Honoré, vis-à-vis l'hôtel d'Aligre, *A la*

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 12 déc. 1760.
3. V. aussi *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1779, p. 362.
4. *Alm. des Bastimens*, 1776 et suiv. — *Liste générale...*, 1782-1787.
5. Arch. nat. Y. 14061. Scellés après décès du m^{e} men. Ét. Saint-Georges, 12 juillet 1737.
6. Id. Y. 15451. Scellés après décès du m^{e} men. Noël Poirier. — Sa veuve, Élisabeth Laplanche, demeura ensuite rue de la Roquette (Arch. nat. Y. 10997, 28 mai 1756).
7. Id. Y. 12038, 26 mars 1749.
8. Id. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. Dossier du procès des m^{es} men. contre des ouvriers chaisiers. — Y. 15451, *loc. cit.*
9. Id. Y. 15451, *loc. cit.*, 8e opp.
10. Id. Y. 12038, 26 mars 1749.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
12. Arch. nat. Y. 14109, 1er mai 1780.
13. V. Arch. nat. Y. 14094, 15 sept. 1767. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 87, bil. du tap. Prudot, 1786; cart. 112, bil. du tap. Houdon, 1785, etc.
14. Vente à Paris, nov. 1922, n° 199.
15. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd. Paris [1922], n°s 183 à 194. — H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les Sièges*, Paris [1922], pl. XIX.

Couronne d'Or, un des magasins les plus renommés de Paris pour le mobilier d'art et les objets de curiosité[1]. Il continuait le commerce de son père, marchand fameux qui avait été chargé en 1724 de priser les meubles dépendant de la succession du Régent[2]. Formé par un homme de goût, Simon Poirier mérita lui-même la réputation d'un connaisseur averti et d'un savant expert. Il dirigea plusieurs ventes célèbres, entre autres celles de Gaignat en 1768 et de Bonnemet en 1771. Outre les Menus-Plaisirs du Roi[3], il fournissait le comte d'Artois[4], le prince de Condé[5], le maréchal de Soubise[6], et Mme du Barry, qui lui fit des achats considérables, se montant à plus de 100.000 livres, pour l'installation du pavillon de Louveciennes[7]. Après 1777, son commerce fut continué par le marchand Daguerre.

POITOU (Philippe)[8], ébéniste de Louis XIV, puis du duc d'Orléans, né vraisemblablement vers 1640, mort à Paris le 9 avril 1709. Il avait pour spécialité la construction des parquets en bois de rapport et semble s'être voué à ce seul genre de travaux. Marié avec Catherine Somer, fille d'un ébéniste du Roi, il fut employé à partir de 1678 jusqu'en 1687 dans le palais du Louvre, les châteaux de Versailles et de Fontainebleau. Il exécuta également des ouvrages à la manufacture des Gobelins sous la direction de Lebrun. Cet artiste résidait rue des Petits-Pères.

Un de ses fils, Joseph, né vers 1682, lui succéda comme ébéniste attitré du duc d'Orléans. Après avoir passé maître le 22 novembre 1710, il s'installa rue Notre-Dame-des-Victoires, au coin de la rue Joquelet, et donna un grand essor à son entreprise. Il mourut en 1718, laissant la maison à sa veuve, Claude Chevanne, qui se remaria l'année suivante avec Charles Cressent.

Trois frères de Joseph exercèrent aussi la profession d'ébéniste. L'aîné de la famille, Jacques-Philippe, tint boutique dans l'enclos du Temple ; un autre, Jean, s'établit à Orléans ; le dernier, Claude, resta toute sa vie un obscur ouvrier.

POIX, fabricant et marchand de meubles à Paris, rue [Saint] Denis, *Au Goût du Jour*, vendait sous le Directoire des meubles de luxe et de fantaisie, en acajou et en bois jaune[9].

POPSEL (Jean), ébéniste d'origine allemande, né en 1720[10], travailla plusieurs années comme artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine[11], avant de passer maître le 5 juillet 1755[12]. Jusqu'à la fin du règne de Louis XV, il demeura rue Traversière, où il exploitait, auprès de son atelier, un « débit de bière, d'eau-de-vie et de tabac[13] ». Il vint demeurer ensuite rue Saint-Nicolas et ne cessa de travailler qu'après 1785. On trouve son estampille **J. POPSEL**. sur de bons meubles en marqueterie, à décor de carrelages, fleurs et attributs.

1. *Alm. Dauphin*, 1772-1777.
2. Arch. nat. X^1a, 9162.
3. Id. O^1 2995, O^1 2996, etc. O^1 3027.
4. Id. R^1. 311 (mars 1777).
5. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Comptes du prince de Condé* (1753-1756).
6. Id. *Comptes de la Maison du maréchal prince de Soubise* (1766-1769).
7. Bibl. nat. *Mss. fr.* 8158. Comptes de Mme du Barry (1770-1773).
8. V. au sujet de Philippe Poitou et de ses fils : Mlle M.-J. Ballot, *Charles Cressent* (*Arch. de l'Art fr.*, nouv. pér., t. X). Paris, 1919, p. 22 à 31.
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an IV, p. 3944, 3967, 4004, 4046, 4593, 4627, etc.
10. Arch. nat. Y. 14091, 4-12 déc. 1764.
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1751-1756), sous le nom de « Peupsel ».
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. 1782-1785.
13. Arch. nat. Y. 14091, *loc. cit.* V. aussi id. Y. 14096, 4 fév. 1769; Y. 14100. Scellés après décès de l'ébén. Becker, 20 avril 1773.

PORQUET (Jacques), né en 1704[1], s'établit d'abord comme ouvrier libre rue de Charenton. Ses talents furent employés par J.-F. Œben, ébéniste du Roi, à la succession duquel il réclama un payement de travaux[2]. Porquet n'avait pas moins de soixante-trois ans lorsque l'édit royal. du 13 août 1767 lui conféra la maîtrise[3]; il exerçait encore rue de Charenton à la fin de 1788.

PORROT (Noel-Toussaint), menuisier en meubles, reçu maître à Paris le 22 juillet 1761, habita rue du Pont-aux-choux pendant plus de vingt-cinq ans[4]. Il livrait au commerce des bois de sièges sculptés par Nicolas Delaporte, par Marget dit Gillet, et par Lange de Chanvalon. Le peintre-doreur Desfontaines concourut aussi à l'embellissement de ses ouvrages[5]. J'ai relevé la marque **N. T. PORROT** sur des pièces estimables, parmi lesquelles un fauteuil Louis XVI, orné de perles et rangs de piastres, que possédait naguère M. Louis Touzain.

PORTIER. *Voy.* Pothier.

PORTMANN (Philippe-Jean) exploitait un atelier d'ébénisterie, rue du Faubourg Saint-Antoine, sous le Directoire et le Consulat[6]. On le trouve cité dans les livres du marchand Trintzius pour des fournitures de commodes, tables de bouillotte, tables à trois dessus, etc.[7]. Le 24 juin 1806, étant « detenu en la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie », il déposa son bilan qui cite parmi ses créanciers le fondeur Cothenet, les ciseleurs Bouglet, Sauvé, Dambreville et le doreur Desmarais[8].

POTAIN (François), dit *Potain père*, menuisier du Roi, fut employé par la Couronne à partir de 1714 jusque vers 1735[9]. Le Garde-meuble lui demanda des tables à écrire et à jouer, des armoires, des buffets et des sièges « sculptés de quelques ornemens ». Il eut pour successeur un de ses fils, également prénommé François, né en 1688[10], élu en 1757 principal de sa corporation[11], mort avant 1773. Celui-ci résidait rue Poissonnière, ayant une succursale à Versailles[12]. En dehors de ses travaux de grosse menuiserie, il fit des cadres pour les tableaux de Louis XV[13].

POTHIER (Jean-Jacques), menuisier en meubles, reçu maître à Paris en 1750, exerça rue de Bourbon-Villeneuve (actuellement d'Aboukir) jusque vers 1780[14]. Il signait **POTHIER** en grandes lettres. Un de ses ouvrages fait partie de notre Mobilier national : c'est un fauteuil Louis XV qui se distingue par de gracieux détails dans la disposition des moulures[15]. La collection de Mme la comtesse F. de Bernard renferme une bergère en gondole du même auteur.

1. Id. Y. 14099. 15 sept. 1768.
2. Id. Z1m. 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi, janv. 1763 (26e opp.).
3. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782 et suiv.
4. *Ibid.*
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 59, bil. de Noël-Toussaint Porrot, me men., 9 sept. 1781.
6. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII (sous la rubrique des Menuisiers).
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2976 (an X); Reg. 2977 (an XI).
8. Id. *Bilans*, cart. 105.
9. E. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. V. — Arch. nat. O1. 2223 et suiv.; O1. 2860; O1. 3309, fol. 233, 245 vo, 292 vo, 363, etc.
10. Arch. nat. Y. 12392, 28 mai 1740.
11. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9328, 3 août 1757.
12. Id. Y. 14068, 28 janv. 1743. — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 3, différend de François Potain avec son compagnon Potel.
13. Arch. nat. O1. 2231, fol. 181.
14. *Alm. des Bastimens*, 1774 et suiv. — Arch. nat. Y. 12062, 8 avil 1775. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 1453; 1779, p. 514.
15. E. Dumonthier. *Le Mobilier National. Les Bois de sièges*, t. I, pl. 13.

POTIER (Albert), maître et marchand-ébéniste à Paris, demeurant rue de la Corderie, au coin de la rue du Temple, mourut le 12 février 1739. Lors de son décès se trouvaient chez lui une commode et des encoignures en bois de violette qu'il venait de vendre au marquis de La Fare[1]. Son commerce fut continué par sa veuve, Catherine Duval, qui se remaria bientôt avec l'ébéniste Guérard.

POTORANGE (Jean HOFFENRICHLER, dit), natif d'Allemagne, vint se fixer à Paris avant 1755 et travailla d'abord comme ouvrier libre rue du Faubourg Saint-Antoine, « vis-à-vis celle Traversière[2] ». On a retrouvé le procès-verbal d'une visite effectuée chez cet ébéniste en 1765 par les jurés-menuisiers, qui reconnurent tous les ouvrages « fabriqués de bons bois et conformes aux règlemens[3] ». Deux ans plus tard, Hoffenrichler obtint des lettres de maîtrise, enregistrées au Châtelet le 5 octobre 1767[4]. Il continua de résider à la même adresse[5] produisant des meubles en bois de placage, qu'il signait de son pseudonyme **J. POTORANGE**. Son atelier disparut avant 1782.

POUSSAIN (Marc-Antoine-Jean), reçu maître à Paris le 14 octobre 1772, habitait rue du Bout-du-Monde[6]. En 1786, il fournit au Garde-meuble plusieurs tables à jeu de tri pour le château de Fontainebleau[7]. Les *Petites Affiches* du 5 juillet 1788 signalaient un « bureau à 5 places, en pupitre, avec 12 tiroirs et serre-papiers », à vendre dans sa boutique.

PRANDT. *Voy.* Brandt.

PREHN (Jean-Louis-Frédéric), natif de Rensefeld, près Lubeck, travaillait à Paris en 1790[8]. Il exploita plus tard, rue Neuve Saint-Étienne, un atelier d'ébénisterie cité dans l'*Almanach du Commerce* de l'an VI à l'an XII.

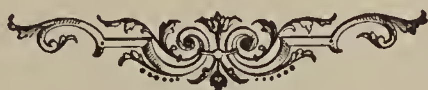
PRINGLE, ébéniste et tapissier anglais, établi à Londres, Wardour street, Soho, vers la fin du xviiie siècle, était fournisseur breveté du duc de Clarence, le futur roi Guillaume IV[9].

PROVOST (Charles-Bernard), menuisier parisien, né en 1706[10], acquit la maîtrise le 2 novembre 1737[11]. Il exerça durant plus de quarante-cinq ans, au faubourg Saint-Antoine, dans le passage de la Boule-Blanche, puis se retira rue des Barres, où il mourut en octobre 1786[12]. Cet artisan construisait des bâtis de meubles destinés à être revêtus de placages par les ébénistes. J'ai relevé son estampille **PROVOST** apposée avec celle de C. Krier sur une commode de marqueterie appartenant à Mme la vicomtesse Daru.

PROVOT était maître menuisier et ébéniste à Nancy dans les dernières années du règne de Louis XVI[13].

1. Arch. nat. Y. 15596. Scellés après décès de Alb. Pottier, me ében., 12 fév. 1739.
2. Id. Y. 10996, 23 avril 1755; Y. 14088, 22 déc. 1761; Y. 14094, 17 fév. 1767, etc.
3. Id. Y. 14579. Visites des jurés-men. 22 juillet 1765 (sous le nom de « Jean Potalange »).
4. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 35, bil. du march. de bois Garnier, 1772.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. O1. 3639 (mémoire du Hauré, 2e semestre 1786). — Cf. Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 35.
8. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des Mariages célébrès en la chapelle de l'Ambassade de Suède, de 1764 à 1806*, p. 186 : Mariage de Hans-Louis-Frédéric Prehn et de Anna Barranger, 22 nov. 1790.
9. Th. Sheraton, *The Cabinet Maker's Drawing-book*, London, 1791. List of Subscribers.
10. Arch. nat. Y. 14094. 25 nov. 1767.
11. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1786, p. 2688.
13. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle. E. 348.

PRZIREMBEL (GODEFROY), natif de Pitschen en Silésie [1], se fit recevoir maître menuisier-ébéniste à Paris le 16 juin 1766 [2] et, trois ans plus tard, se maria dans la chapelle de l'Ambassade de Suède avec la fille d'un horloger [3]. Le ménage s'installa rue des Cannettes, près de la place Saint-Sulpice. Przirembel, — connu dans le commerce sous son prénom de *Godefroy*, — produisait spécialement des tables d'acajou. En 1786, il eut un litige avec le marchand Lamorat au sujet du prix de plusieurs de ses ouvrages, parmi lesquels figurait un bureau à la Tronchin [4]. L'année suivante, cet ébéniste fit paraître une annonce dans les *Petites Affiches* pour vendre une table ovale de salle à manger, deux « déjeuners », deux « servantes » et une « table de cabinet », le tout en acajou massif [5]. Il exerçait encore au mois d'août 1795 [6].



QUÉNIARD (PIERRE-FRANÇOIS), dit *Guignard*. V. ce nom.

QUENTIN. — Vers la fin du XVIIIe siècle, deux frères de ce nom faisaient commerce de meubles à Paris, l'aîné boulevard Montmartre, et le plus jeune boulevard Bonne-Nouvelle [7]. Le second seul paraît avoir été fabricant. Il exécutait notamment des consoles à canaux de cuivre, des tables mécaniques, des vide-poches montés sur roulettes, des guéridons octogones [8], etc.

QUERVELLE (JEAN-CLAUDE), né en 1731, mourut à Versailles le 16 juin 1778 [9]. Il était venu s'établir dans cette ville sur la paroisse Saint-Louis, après avoir fait enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris en 1767 [10]. Nommé ébéniste du Garde-meuble de la Couronne, il fournit quelques ouvrages pour le château de Versailles [11] et s'occupa surtout d'entretenir le mobilier de ce palais. Il eut en outre l'honneur d'être attaché au service particulier du Roi. Les carnets dans lesquels celui-ci tenait les comptes de sa cassette mentionnent d'assez nombreux payements faits à Quervelle, mais leur total ne dépasse pas une moyenne de 7 à 800 livres par an, car Louis XVI avait des goûts d'économie et limitait ses dépenses privées à des objets de minime valeur. On remarque parmi ses commandes quelques meubles en bois de placage destinés aux petits appartements, un coffret à bijoux, une écritoire en bois de rose, une table de noyer pour porter son télescope [12]. — Quervelle ne fit pas fortune. Le Garde-meuble dut assurer une petite pension à sa veuve [13], Geneviève Fournier, qui reçut encore un secours de l'État en 1794 [14].

1. Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède, de 1764 à 1806*, p. 10.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
3. Arch. de l'Église luth. de Paris, *loc. cit.* Mariage de Godefroi Przirembel avec Marie-Magdeleine Martin, 10 avril 1769.
4. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 15, 18 oct. 1786.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 380.
6. *Id.*, an III, p. 6800.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2578 et 2579, Journal du march. Collignon, ans VI et VII, sous les noms de « Quentin l'aîné » et « Quentin le jeune ».
8. Id. *Ibid.* Reg. 2579.
9. Arch. municip. de Versailles. État civil. Paroisse Saint-Louis. *Sépultures*, 1778, fol. 21 v°.
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9331, 2 avril 1767.
11. Id. O^1. 3626, mémoire de 1777, art. 4, etc.
12. *Comptes de Louis XVI* publiés par le comte de Beauchamp, années 1774 à 1778 ; sous les noms de « Reuwelle », puis « Querrelle » et « Queruelle ».
13. Cette pension, qui se montait à 400 livres, fut mise à la charge de Dubuisson lorsqu'il succéda à Quervelle comme ébéniste du Garde-meuble (Arch. nat. Y. 453, n° 40, 17 oct. 1778).
14. Id. O^2. 483 ; compte rendu du citoyen Suzanne, caissier comptable du Garde-meuble, an II (art. 39).

QUILLARD (Pierre), né en 1673, s'établit maître et marchand-ébéniste à Paris, quai de la Mégisserie, *au Grand Monarque*[1]. Plus tard, sans renoncer au commerce, il devint bourgeois de la ville de Versailles, où il avait acheté une maison de plaisance rue des Coches. Il s'y éteignit le 20 juillet 1746. Ses obsèques eurent lieu le lendemain, en présence de son gendre, Dominique Cardonne, « premier commis du contrôle général de la Maison de Madame la Dauphine »[2].



RAHOW (Jean), ouvrier ébéniste d'origine allemande, âgé de quarante-cinq ans, fut un des Vainqueurs de la Bastille. Comme beaucoup de ses frères d'armes, il s'enrôla en 1792 dans la 35e division de gendarmerie[3].

RAISIN (Jean-Georges) gagna la maîtrise à Paris le 27 février 1755[4]. On le trouve cité dans le livre du marchand-ébéniste Migeon pour la fourniture de nombreux ouvrages en bois de noyer, tels que des secrétaires de campagne, des servantes, des bois d'écrans, et des petites tables spécialement faites pour s'adapter sur les bras de fauteuils[5]. Après avoir habité au faubourg Saint-Antoine, il s'installa rue d'Antin, d'où il disparut entre 1782 et 1785.

RANNIE (James), natif d'Écosse, mourut à Londres en janvier 1766[6]. Il était depuis longtemps l'associé de Chippendale, avec lequel il demeurait 60, Saint-Martin's lane.

RASCALON (Barthélemy-Mammès), menuisier-sculpteur à Paris, né vers 1745, habitait rue de Cléry dans les dernières années du règne de Louis XVI. On l'appelait *Rascalon le jeune*[7] pour le distinguer de son frère Antoine, habile ornemaniste qui décora le mobilier du salon d'été de Mesdames de France au château de Bellevue[8]. Lui-même se voua d'abord à des travaux du même genre et se fit recevoir en 1781 dans la communauté des peintres et sculpteurs[9]. Plus tard il entreprit la fabrication des meubles, ayant sans doute obtenu un brevet de privilège qui l'assimilait aux maîtres menuisiers. En août 1789, il était créancier du tapissier Muret, pour une somme de 6.000 livres[10]. Il a laissé sa marque **B. M. RASCALON** sur de jolis bois de sièges, comme deux fauteuils à lyre qui figuraient dans l'ancienne collection Lefèvre-Bougon[11].

RATIÉ (Jean-Frédéric), ébéniste parisien, devint maître le 15 juillet 1783[12]. Cet artisan, établi rue Lenoir, au faubourg Saint-Antoine[13], produisit des meubles de luxe, qu'il ornait de

1. Arch. nat. Y. 13751. Scellés chez l'ébén. Pierre Quillard, 20 juillet 1746.
2. Arch. municip. de Versailles. État civil. Paroisse Notre-Dame, *Sépultures*, 1746, fol. 36.
3. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, no 130; — C. 35.208[1], Pr.-verb. du 25 avril 1790. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 177.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491 (1748-1761).
6. *The Public Advertiser*, 10 fév. et 3 mars 1766.
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 74, bil. du men. Duflocq, 17 juin 1789.
8. V. ci-dessus, p. 25.
9. St. Lami. *Dict. des Sculpteurs de l'École française au dix-huitième siècle*, Paris, 1910, t. II, p. 282.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76.
11. Vente de M. L..., Paris, 2 avril 1895, no 197.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
13. Arch. nat. Y. 14112, 12 juillet 1782; Y. 13448, 8 oct. 1786; Y. 14435, 5 mars-4 sept. 1787. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 67, bil. du tap. Prudot, mars 1786; cart. 78, bil. du tap. Delaine, août 1790.

bronzes dorés par Gérard [1]. En 1791, le Garde-meuble lui acheta trois commodes pour le château de Saint-Cloud [2]. Sous le Directoire, on le retrouve rue de la Cerisaie, où il continua de travailler jusque vers 1812 [3]. L'ancienne collection du comte de Reiset renfermait une commode Louis XVI en bois de placage signée **F. RATIE** [4]. Mme la comtesse Jean de Brancion possède un paravent à sept feuilles, en acajou clair, portant cette estampille.

RAVAULT. *Voy.* Revault.

RAYMOND. *Voy.* Rémond.

REBOUL (Jean-Pierre), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 30 juillet 1766 [5], exerça ensuite durant une vingtaine d'années, rue Neuve-Saint-Martin. Reboul semble avoir eu la spécialité des tables de salle à manger. Il vendait notamment des « tables rondes que l'on pouvait rendre ovales » et d'autres qui, « en se déployant, formaient de deux à douze révolutions pour tenir jusqu'à 25 couverts et plus [6] ».

REBOUR (Isaac-Simon), né en février 1735, débuta comme artisan libre au faubourg Saint-Antoine [7], avant de gagner la maîtrise le 15 juillet 1767 [8]. Il habita successivement les rues de Charonne, de Montreuil et de la Roquette. Un de ses livres, conservé aux Archives de la Seine, le montre en relations avec de nombreux tapissiers qui lui achetaient principalement des ouvrages plaqués en bois de rose et d'amarante [9]. Les cuivres de ses meubles provenaient des fondeurs Fossé, rue des Boucheries-Saint-Germain, et Houllieau, rue Michel-le-Comte. Il employa aussi les talents du machiniste Boullet. Bien qu'il fût adroit et laborieux, cet ébéniste réussit mal dans ses affaires et dut déposer son bilan à quatre reprises [10]. Il vivait encore en 1793 [11]. — Sa marque **I. S. REBOUR** a été signalée sur un beau bureau de la collection Cavendish-Bentinck à Londres [12] ; mais la plupart des pièces frappées de cette empreinte sont des petits meubles de fantaisie, comme une table à étagère ayant paru à la vente de Mlle Balletta [13] et un écran à plateau qui figurait dans la succession de l'antiquaire Liandier [14].

REGNAULT. *Voy.* RENAULT.

REITMAYER (Georges), compagnon ébéniste d'origine allemande, âgé de trente-neuf ans, fut un des Vainqueurs de la Bastille. Incorporé plus tard dans la 35e division de gendarmerie, il fit campagne contre les Vendéens et, au mois de novembre 1793, entra blessé ou malade à l'hôpital de Sablé, où l'on perd sa trace [15].

1. Arch. nat. Y. 13452, 2 janv. 1788. D'après ce document, Ratié faisait exécuter tous les ouvrages de dorure pour la garniture et l'ornement de ses ébénisteries par ledit Gérard, doreur sur métaux, demeurant rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue de Charonne.
2. Id. O[1]. 3540, 3541 ; O[1]. 3654.
3. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris.* 1806. — *Alm. du Commerce.* 1805 à 1813.
4. Vente à Paris, 30 janv.-2 fév. 1922, n° 475.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.*
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 123 et 703.
7. Arch. nat. Y. 15058. 12 août 1765. A cette date, il se disait âgé de « trente ans et six mois ».
8. *Liste générale...*, 1782-1789.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 4769.
10. Id. *Bilans*, cart. 38, 16 nov. 1773 ; cart. 115, 19 avril 1777 ; cart. 48^A, 5 janv. 1779 ; cart. 68, 31 mai 1786.
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1793, p. 1340.
12. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 52).
13. Vente à Paris, 9 mai 1912, n° 346 du catalogue.
14. Id. 25 mai 1914, n° 144.
15. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 216. — Id. C. 35, 208[1]. Pr.-verb. du 25 avril 1790. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 178.

REIZELL (François), natif d'Allemagne [1], prit ses lettres de maîtrise à Paris le 29 février 1764 [2], alors qu'il habitait rue Traversière-Saint-Antoine. Dans les débuts de sa carrière, il compta au nombre de ses ouvriers l'ébéniste Joseph Baumhauer, dit Joseph, qui devait se distinguer comme artisan privilégié du Roi [3]. Vers 1770, Reizell se transporta au faubourg Saint-Germain, résida quelques années rue des Saints-Pères [4], et ensuite rue du Petit-Lion [5]. A partir de 1773, le prince de Condé lui fit d'importantes commandes se montant à plus de 12.000 livres pour le Palais-Bourbon, les châteaux de Chantilly et de Villegénis [6]. Sa femme, Marie-Claude Couffé, mourut en 1784 [7]. Il succomba bientôt après, le 25 octobre 1788 [8].

Cet ébéniste a mis son estampille **F. REIZELL** sur des meubles en marqueterie composés avec goût. Le musée des Arts décoratifs montre de lui une encoignure de forme contournée, à décor de fleurs. Dans la collection de Mme la comtesse F. de Bernard figure un écoinçon de même style, en bois satiné avec des rinceaux d'amarante. On connaît plusieurs commodes de la fin du temps de Louis XV sur lesquelles le maître a représenté des paysages, des attributs, des vases, des oiseaux. Je possède un petit meuble de ce genre décoré dans de jolis tons clairs (planche LIII).

RÉMOND (Félix), qui devint sous la Restauration ébéniste breveté de la duchesse d'Angoulême et de la duchesse de Berry, passe pour avoir été un élève de Riesener, puis un des chefs d'atelier du Garde-meuble [9]. En 1807, il fit pour l'impératrice Joséphine un précieux « nécessaire sur table », orné d'incrustations de bois et d'acier, avec le portrait en miniature de Napoléon [10]. Quelques années après, il livra des bureaux, chiffonniers et secrétaires en acajou, destinés au service des grands dignitaires de l'Empire [11]. En 1819 et 1820, il exécuta les berceaux de la princesse Louise, future duchesse de Parme, et du duc de Bordeaux, plus connu sous le nom de comte de Chambord. D'après le *Bazar parisien*, cet ébéniste fabriquait toutes sortes de meubles en bois étrangers et indigènes, en marqueterie ombrée ou gravée, et en vieux laques de Chine [12]. Après avoir demeuré rue de Castiglione, il habitait rue Saint-Florentin au début du règne de Charles X.

REMY (Pierre), notable menuisier à Paris, né en 1724, mort le 1er août 1798 [13]. Fils d'un maître qui portait le même prénom et de Marie-Françoise Barat, il était, du côté maternel, petit-neveu de Gilles Joubert, ébéniste du Roi [14]. Sa femme, Anne-Catherine Chenavat [15], appartenait à une famille de menuisiers-chaisiers. Après son admission à la maîtrise le 8 mai 1750,

1. En 1788, l'année même de sa mort, il signait encore son nom en lettres gothiques : Reitzel (*sic*). (Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 72, faillite Grandin).
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1785.
3. Arch. nat. Y. 14904, 17 fév. 1767.
4. *Alm. des Bdstimens.* 1774, p. 85.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 50, bil. du march. Duhamel jeune, 1779 ; cart. 52, bil. du tap. Proquez, 1780 ; cart. 57, bil. du tap. Noël Dubois, 1781 ; cart. 72, bil. du tap. Grandin jeune, 1788 ; cart. 76, bil. du tap. Duru, 1789 ; cart. 78, bil. du tap. Delaine, 1790, etc.
6. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé*, 1773-1787. — Cf. G. Macon. *Les Arts dans la Maison de Condé*. Paris, 1903, p. 116.
7. *Journal de Paris*, Enterrements du 7 déc. 1784.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1788, p. 3006.
9. Ch. Davillier. *Le Cabinet du duc d'Aumont*, Paris, 1870, Introduction, p. XXXI, sous le nom de « Raymond ».
10. Arch. nat. O2. 561.
11. Id. O2. 513.
12. *Bazar Parisien*, Paris, 1822, p. 441 ; 1825, p. 170.
13. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 39, 14 thermidor an VI.
14. Arch. nat. Y. 14994. Scellés après décès de Gilles Joubert, ébén. du Roi, 14 oct. 1775.
15. Arch. de la Seine. Enregistr., *loc. cit.*



FRANÇOIS REIZELL.
Petite commode fin Louis XV, en marqueterie à décor d'attributs, fleurs et oiseaux.
(*coll. de l'auteur*).





CHARLES RICHTER.
Petite armoire en acajou incrusté, aux chiffres du comte de Provence.
(*South Kensington Museum*).

il dirigea un établissement considérable rue Poissonnière, ayant son domicile rue Beauregard[1]. Remy produisait avec succès des bois de sièges, mais sans se spécialiser dans cette fabrication; il travaillait aussi pour le bâtiment et faisait le commerce des bois d'industrie[2].

Les meubles qui portent son estampille **P. REMY** sont pour la plupart de fort beaux ouvrages, richement sculptés et dorés. On peut citer en exemple un mobilier de salon Louis XV de l'ancienne collection R. Suarès[3], deux curieuses banquettes d'ébrasement de fenêtres, longues et très basses, ayant appartenu à M. Jacques Doucet[4], et une suite de fauteuils Louis XVI qui ornent le salon de Mme la comtesse de Coulombiers au château de la Victoire, près Senlis.

RENAULT (Pierre-François), ouvrier ébéniste, né à Charenton en 1770, est inscrit sur la liste des Vainqueurs de la Bastille; il fit ensuite campagne dans l'Ouest comme sous-officier de canonniers[5].

RENAULT (René), menuisier à Tours, reçu maître le 15 mai 1747, fut élu juré de sa communauté en 1767 et chargé une seconde fois de ces fonctions en 1775. Cet artisan, établi rue de la Scellerie, confectionnait des armoires, buffets et commodes de chêne et de noyer. En 1777, la corporation lui intenta un procès, parce qu'il avait consenti à faire de pareils ouvrages avec des bois défectueux, pour le compte d'un marchand de la ville, nommé Bruelle de Fleury. Une sentence de police condamna les deux coupables à l'amende et autorisa la confiscation des meubles qui motivaient les poursuites[6].

RENI, ébéniste italien, obtint en 1755 l'autorisation de se fixer à Nîmes[7].

RENIÉ (Jacques-Henri), né à Gagny en 1752, était compagnon ébéniste au faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part au siège de la Bastille[8].

RENSMAN (Henri), fabricant et marchand de meubles, originaire d'Allemagne, demeurait en 1798 à Paris, place des Vosges (alors place de l'Indivisibilité), et eut à cette époque des relations d'affaires avec le marchand Collignon[9]. Après 1805, il se transporta rue Neuve-Saint-Gilles, où son établissement existait encore en 1825[10]. — Théodore, dit *le jeune*, collabora d'abord avec Henri sous la raison sociale « Rensman frères[11] »; il fonda ensuite une autre maison qui disparut avant la fin de l'Empire.

REUZE (François), menuisier en meubles, né en 1716, mort à Paris le 17 mars 1799[12]. Fils du menuisier Pierre Reuze, dont la veuve s'éteignit en 1764 âgée de quatre-vingt-douze ans[13],

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.* 1782-1789. — Cf. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 19 et 21, bilans du tap. Heurtault, 1761 et 1763; cart. 29, bil. du tap. Houet, 1769. — Arch. nat. Y. 12042, 20 fév. 1755; Y. 12058, 19-20 avril, 4 mai 1771.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 55, bil. de Pierre Remy, 2 juillet 1780, et cart. 113, supplément du 2 oct. 1780.
3. Vente à Paris, juin-juillet 1909, n° 246.
4. Id. mai 1906, n° 153.
5. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 136. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 179.
6. Arch. dép. d'Indre-et-Loire, E. 435, 438, 439, 490^A, 492.
7. Arch. municipales de Nîmes. F.F. 25.
8. Arch. nat. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 185. — C. 35, 208¹. Pr.-verb. du 15 juin 1790. — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*. Paris, 1911, p. 179.
9. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2578 (an VII).
10. *Alm. du Commerce*.
11. *Ibid.* (1802-1804).
12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 39, 27 ventôse an VII.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*. 1764, p. 308.

il devint maître le 20 juillet 1743 [1], exerça rue de Cléry durant plus d'un demi-siècle, et eut l'honneur de concourir à l'ameublement de la reine Marie-Antoinette. Il marquait **FRC. REVZE**, en grandes lettres. Ses ouvrages du temps de Louis XV offrent parfois une ornementation originale, composée de rocailles formant des dentelures au pourtour intérieur des châssis; j'ai vu des pièces de ce genre dans l'ancienne collection Allard de Meeus. Celle de Mme la vicomtesse de Janzé, née Choiseul-Gouffier, renfermait deux fauteuils de Reuze provenant du Petit Trianon. Des sièges du même auteur figurent depuis le XVIIIe siècle dans le mobilier royal de Suède, au château de Tureholm.

REVAULT (Claude), reçu maître à Paris le 5 novembre 1755 [2], mourut moins de deux ans plus tard, le 16 octobre 1757 [3]. Durant sa courte période d'activité, il résida rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue de Charonne. Cet ébéniste comptait parmi ses ouvriers un habile marqueteur, Claude Jabodot, qui travailla dans la suite pour les Menus-Plaisirs. Les garnitures de ses meubles étaient fournies par les bronziers Jacques Guinaud, Bernard Lebreton et François Virgile [4]. Il signait **CREVAULT**, avec l'initiale de son prénom accolée à son nom de famille. Mme Demachy possède de lui, au château d'Ognon (Oise), une belle commode en marqueterie à fleurs.

REYMERS (Johan-Henrik), ébéniste suédois, passé maître à Stockholm en 1754, décéda au mois d'août 1773 [5]. Il fabriquait des meubles assez gracieux, qu'il marquait au fer **HREYMERS**. De son atelier provient une commode mouvementée, en noyer et palissandre, qui fait partie des collections royales de Suède au musée du Nord.

RHENON (Jean), admis dans la communauté des maîtres menuisiers-ébénistes de Paris le 26 juillet 1741 [6], travailla spécialement pour les facteurs d'instruments de musique, auxquels il fournissait des buffets d'orgue et des boîtes de clavecin. Il demeura d'abord rue du Vieux-Colombier [7], puis rue du Sabot, d'où il disparut vers 1783.

RHODE (Louis) florissait à Mayence dans le premier tiers du XVIIIe siècle. Il est connu par une œuvre remarquable ayant figuré dans l'ancienne collection Buchner, dispersée à Bamberg en 1891. C'est un bureau en bois de noyer, de rose et d'acajou, décoré de fines incrustations d'ébène et d'ivoire représentant un vase de fleurs, des lambrequins, treillages et arabesques; ce meuble repose sur huit gros pieds cannelés que relient des croisillons et offre un gradin à porte et tiroirs. On y a trouvé une étiquette manuscrite dont le texte peut se traduire ainsi : « *J'ai été fait par Louis Rhode, ébéniste du prince-électeur de Mayence; je fus l'ouvrage de deux années : commencé en 1725 et terminé en juin 1726. J'appartiens à M. de Nietschken, camérier de la Cour* [8] ».

RICHARD (Pierre), menuisier parisien, descendait peut-être d'un autre Pierre Richard qui

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.* 1782-1789.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9328.
3. Id. Y. 14084. Scellés chez l'ébén. Claude Ravault (*sic*). — La prisée des ouvrages du défunt fut faite par son confrère Jacques Dubois.
4. Id. *ibid.*
5. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt.* Stockholm, 1911, p. 113.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris.* 1782.
7. *Annonces, Affiches et Avis divers.* 1771, p. 478.
8. « Mich hat gemacht Ludwig Rhode, Churfürstl. Maintz Hof Schreiner; 2 Jahr arbeith bin ich gewessen. Ao 1725 angenfangen; Ao 1726 in Juny fertig geworden. Ich gehöre den H. Hoff Cam.rath von Nietschken ».

avait été employé par la Couronne sous Louis XIV.[1]. Reçu maître le 9 juillet 1777[2], il exerça successivement rue des Deux-Écus et rue Saint-Honoré au marché des Quinze-Vingts, sous l'enseigne du *Duc de Valois*. Cet artisan faisait surtout des ouvrages de grosse menuiserie et des meubles usuels, comme des buffets ou des comptoirs[3]. Il fabriquait sans doute aussi des bâtis pour les ébénistes, car on a trouvé son estampille sur un secrétaire du temps de Louis XVI, en marqueterie à trophée d'attributs[4].

RICHTER (CHARLES-ERDMANN), natif de Schmiedeberg en Saxe et fils d'un tourneur[5], devint maître ébéniste à Paris le 4 février 1784[6]. Les documents contemporains le désignent parfois sous le nom francisé de *Richeterre*. Il se distingua dans la fabrication des meubles en acajou, tels que des bureaux à cylindre, des bibliothèques, commodes et consoles, des tables de fantaisie, avec glace, écran et pupitre[7]. Dans les premiers temps de son activité, Richter fut un des fournisseurs de Monsieur, le futur roi Louis XVIII. Après avoir demeuré rue Moreau, il s'installa rue Traversière où il continua d'exercer sous l'Empire. Il obtint alors la commande de plusieurs bureaux « en acajou poli à la cire et poncé à l'huile », pour le service des grands-officiers de la Couronne[8]. Sa maison figure dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1813.

La production la plus brillante sur laquelle on a relevé son estampille **C. RICHTER** est une petite armoire que le legs Jones a fait entrer au musée de Kensington. Ce meuble précieux, en bois d'amarante, garni de très jolis cuivres, provient du comte de Provence, dont il porte les chiffres incrustés en bois teint sur ses deux vantaux[9] (planche LIII). Un bon bureau à cylindre d'époque Louis XVI, sorti du même atelier, fait partie de notre Mobilier national et orne aujourd'hui le cabinet de l'administrateur du Garde-meuble. L'Exposition des Arts décoratifs de 1882 montrait de cet ébéniste une curieuse pièce en acajou, dans la forme d'un grand chiffonnier, présentant trois rangées de tiroirs surmontés par trois casiers à portes[10].

RIEDEL (JEAN-CONRAD) tenait à Paris, en 1790, un atelier d'ébénisterie situé rue du Colombier, au coin de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés[11]. Il exerçait encore au début de l'Empire[12].

RIESENER (GEORGES), un des collaborateurs de Simon Œben à la manufacture royale des Gobelins, devait être parent du célèbre ébéniste auquel sera consacrée la notice suivante. Entré dans la manufacture en 1766, il attendit jusqu'en 1785 pour solliciter le certificat de stage qui devait lui permettre d'obtenir la maîtrise sans frais comme ouvrier de la Couronne. Le peintre J.-B. Pierre, directeur des Gobelins, écrivit à ce sujet au comte d'Angiviller : « Le nommé Georges Reisnier (*sic*), ouvrier ébéniste, travaille depuis dix-neuf ans sous le sr Œben. La maî-

1. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. IV (1696-1698).
2. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. 1782-1789.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*. 1782, p. 2059 ; 1783, p. 992 ; 1789, p. 626, etc. — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 17. Différend entre Richard, me men. et Cousty, me serrurier, 19 janv. 1791.
4. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 52).
5. Arch. de l'Église luthérienne à Paris. *Reg. des Mariages célébrés à l'Amb. de Suède, de 1764 à 1806*, p. 84. Mariage de C.-E. Richter et de Marie-Suzanne Léclopé, 23 juillet 1781.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*. 1785-1789.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278. Journal des march. ébén. Frost et Cie (1790-1791).
8. Arch. nat. O2. 513, mai 1811.
9. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*. London, 1882, p. 64, no 591.
10. Ce meuble appartenait alors à M. Stettiner. (Cf. A. de Champeaux. *Notes mss*. Bibl. des Arts décor. X, 45).
11. Arch. de l'Égl. luth. à Paris. *Reg. cité* (22 nov. 1790). V. aussi *ibid.*, p. 244 (26 août 1793) et 258 (11 avril 1797).
12. *Alm. du Commerce*. 1805.— *Alm. portatif des Commerçants de Paris*. 1806.

trise lui a été promise et il l'a bien gagnée. Son utilité au sr Œben, la reconnoissance vraysemblable de ce dernier ont sans doute suspendu les projets du compagnon Reisnier qui désire aujourd'huy former un établissement. Tous les renseignemens pris, rien n'a été contraire à sa demande. On dit de lui beaucoup de bien [1] ». Le certificat en question fut délivré le 15 juin 1785 [2], mais quelques mois plus tard Simon Œben vint à mourir, et il semble que Georges Riesener ait renoncé à ses desseins pour conduire les travaux chez la veuve de son maître.

RIESENER (Jean-Henri), le plus grand ébéniste de son époque [3], était fils d'un huissier de justice attaché à la chancellerie du prince-évêque de Cologne. On ignorait jusqu'à présent le lieu et la date de sa naissance. Il passait pour avoir vu le jour en 1735, à Gladback dans les Provinces Rhénanes. En réalité, il naquit à Gladbeck, près d'Essen, le 4 juillet 1734 [4]. Jeune encore, il entra dans l'atelier de Jean-François Œben, ébéniste du Roi à l'Arsenal de Paris, sous la conduite duquel il acheva de perfectionner ses talents. Lorsque ce maître mourut en janvier 1763, sa veuve, née Françoise Vandercruse, prit la suite de l'entreprise et dut chercher un homme de confiance pour diriger les travaux. La maison ne manquait pas de bons ouvriers. Leleu, un des plus habiles, briguait la place et comptait l'obtenir [5]. Mais Mme Œben, ayant discerné chez Riesener des mérites encore supérieurs, lui donna la préférence. Entre elle et son chef d'atelier se nouèrent alors des liens d'affection, qui devaient quatre ans plus tard se consolider par leur mariage. Devenu titulaire de la fabrique, Riesener gagna la maîtrise le 23 janvier 1768. Peu après, il termina le fameux bureau de Louis XV commencé par son prédécesseur. Le succès avec lequel il s'acquitta de cette tâche lui valut une récompense officielle : au mois de juillet 1774, il devint l'ébéniste ordinaire du Mobilier de la Couronne, en remplacement de Gilles Joubert, que son grand âge obligeait à se démettre de l'emploi [6].

Les dix années qui suivirent furent les plus brillantes dans la vie de l'artiste. Les comptes du Garde-meuble attestent l'extraordinaire faveur dont il jouissait à la Cour. Du temps de Joubert, les commandes d'ébénisterie ne dépassaient pas une moyenne de trente à quarante mille livres par an. Avec Riesener, elles se montèrent à plus du double. De 1774 à 1784, elles forment un total de 938.000 livres [7], somme qu'il faudrait peut-être décupler pour avoir son équivalence en monnaie actuelle. Le maître était employé en outre par le comte et la comtesse de Pro-

1. Arch. nat. O1. 2051, 2.

2. Id. O1. 1097.

3. On peut s'étonner qu'il n'ait paru encore aucun ouvrage spécialement consacré à cet artiste. La meilleure étude publiée sur lui est celle d'Alfred de Champeaux dans *Le Meuble*, t. II, p. 210 à 234. — V. aussi H. Vial, A. Marcel et A. Girodie, *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 116-119, où l'on trouvera quelques détails complémentaires, une copieuse bibliographie, et la liste des principaux meubles de Riesener qui ont passé en vente publique depuis une trentaine d'années. J'ai recueilli à mon tour, sur cet artiste, certains renseignements nouveaux, dont les notes suivantes indiqueront les sources. Mon ancien collègue au ministère des Affaires étrangères, M. J. Pillaut, descendant du célèbre ébéniste, a bien voulu me seconder dans mes recherches et m'autoriser à faire reproduire pour ce livre le beau portrait qu'il possède de son ancêtre.

4. Il fut baptisé le 11 juillet, en l'église Saint-Laurent de Gladbeck, suivant un acte ainsi conçu : « 1734. J[oh]an Herman Riesener. Margaretha Brahms. — Jo[h]an Heinrich. — Jo[h]an Heinrich Aders. Catharina Brahms. 11 July ». Une note placée en tête du registre paroissial donne la clef de ce logogriphe : « Nota quod primo loco posita sunt nomina parentum, secundo nomen infantis, tertio nomina patrinorum ».

5. V. ci-dessus page 192, note 6.

6. Arch. nat. O1. 3319.

7. On a publié à ce sujet des renseignements inexacts. Voici le détail précis des ordonnances de payement délivrées sur le Trésor, au nom de Riesener, durant la période dont il s'agit : En 1775, 58.470 livres; en 1776, 109.803 l.; en 1777, 71.948 l.; en 1778, 14.533 l.; en 1779, 135.513 l.; en 1780, 50.998 l.; en 1781, 140.926 l.; en 1782, 135.544 l.; en 1783, 81.369 l.; en 1784, 78.026. (Arch. nat. O1. 3534, 1, et O1. 3737, 4). Il s'agit, bien entendu, de chiffres définitifs, arrêtés après règlement des mémoires de l'ébéniste.

1



2





JEAN-HENRI RIESENER.

1. Grand bureau en marqueterie, exécuté en 1769 pour le roi Stanislas II de Pologne *(coll. Wallace à Londres).*

2. Grande commode en marqueterie, provenant du comte de Provence. *(Musée Condé à Chantilly).*

vence, le comte et la comtesse d'Artois, Mesdames Adélaïde et Victoire, le duc d'Orléans, le duc de Penthièvre. Toute la haute société se fournissait chez lui. La duchesse de Brancas, une ancienne cliente d'Œben, le chargeait d'exécuter des « ouvrages précieux d'ébénisterie et de leurs marbres[1] » ; le duc de Praslin lui demandait des bureaux, des commodes, des consoles[2] ; le duc de La Rochefoucauld des tables mécaniques[3] ; le duc de Biron des pièces ornées de cu..es à son chiffre[4] ; et quantité de personnages, comme le comte de Buffon[5] et le fermier-général Grimod de la Reynière[6], lui faisaient embellir leurs hôtels et leurs châteaux. Joignant à son activité prodigieuse des habitudes d'ordre et d'économie, Riesener amassa rapidement une fortune évaluée à près d'un million. Sa femme était morte en 1776, lui laissant un fils unique, Henry-François Riesener, qui devait se faire connaître comme peintre de portraits. Après sept ans de veuvage, l'ébéniste du Roi convola en secondes noces avec Marie-Anne Grezel, fille encore mineure d'un bourgeois de Paris.

Depuis lors son étoile commença de pâlir. On prétend que la discorde se mit bientôt dans le ménage et que les démêlés de l'artiste avec sa seconde femme assombrirent le reste de ses jours[7]. Un fait plus certain, mais encore inédit, c'est qu'il ne tarda pas à se brouiller avec l'administration du Garde-meuble. En 1785, le Roi, alarmé par la détresse du Trésor, exigea des réformes dans le fonctionnement et la comptabilité de ce service. Or Riesener, très convaincu de ses mérites, avait des prétentions que l'intendant général jugeait « excessives, même ridicules[8] ». On usa de moyens rigoureux afin de l'empêcher de surfaire ses prix. Il dut signer un cahier de soumissions, avec l'engagement de s'y conformer pour les articles ordinaires, d'établir un devis préalable pour les autres commandes, et d'accepter toutes les expertises qui seraient jugées utiles en vue de fixer la valeur de ses travaux[9]. Le maître ne subit pas sans résistance cette mise en tutelle. Aussi fut-il évincé peu à peu par son confrère Beneman. Le montant de ses fournitures, déjà fort réduit en 1786, tomba les deux années suivantes au-dessous de 1.500 livres[10]. Cependant il conservait encore toute la faveur de la Reine, qui était trop grande dame et femme trop frivole pour marchander ses fantaisies.

1. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1770, p. 257 : Vente des meubles et effets de feue Mme la duchesse de Brancas.

2. *Ibid.*, an VI, p. 1272 et 1294 : Vente publique des meubles et effets de M. Choiseul, rue Grange-Batelière. — Cf. Vente San-Donato, Florence, mars 1880, n° 1086.

3. *Annonces*, etc., an V, p. 6682 et 6863.

4. Vente San-Donato, Florence, mars 1880, n° 1431.

5. La reproduction d'une commode de Riesener ayant appartenu à Buffon au château de Montbard figure dans un des recueils de documents de la Bibl. des Arts décor. coté 344. 3.

6. *Annonces*, etc., an V, p. 6232.

7. D'après un renseignement de Champeaux, les deux époux auraient rompu leur union d'un commun accord sitôt que la législation nouvelle leur permit de divorcer. Mais j'ai trouvé, chez Me Constantin, notaire à Paris, la minute d'une donation faite en juillet 1799 par Mme Riesener en faveur de son époux. Voici les principaux passages de l'acte : « Par devant les notaires publics soussignés... Fut présente : Citoyenne Marie-Anne-Claudine Grezel, femme de Jean-Henry Riesener, demeurant à Paris, cour des Vétérans, à l'Arsenal, div. de l'Arsenal, autorisée spécialement à l'effet des présentes de son mari, demeurant avec elle et à ce présent, laquelle, étant en bonne santé, considérant qu'elle n'a point d'enfans, voulant donner au cit. Riesener, son mari, des marques de son estime et de son amitié..., a par ces présentes fait donation entre vifs au cit. Jean-Henry Riesener, son mari, ce acceptant, de la nue-propriété : 1°) de la somme de douze mille francs qu'elle a apportée en mariage et qui lui a été donnée en dot par ses père et mère suivant le contrat de mariage passé devant Guillaume, not. à Paris,... le 27 mai 1783 ; 2°) de la part qui appartiendra à la cit^ne Riesener, donatrice, lors de la dissolution de la communauté d'entre elle et son mari dans les biens meubles et immeubles qui composeront l'actif net de lad. communauté... Fait à Paris, en l'étude, l'an VII de la République française une et indivisible, le 4 thermidor, avant midi ». — Il n'en est pas moins vrai que, sept ans plus tard, dans son acte de décès, Riesener est qualifié « époux divorcé de Marie-Anne Grezel » (H. Herluison, *Actes d'État civil d'Artistes français*, Orléans, 1873, p. 382).

8. Arch. nat. O^1. 3636.

9. Id. O^1. 3638 (22 septembre 1785).

10. Id. O^1. 3737,4 : en 1787, 1.200 l. ; en 1788, 1.440 l.

Riesener continua donc de fournir à Marie-Antoinette des meubles magnifiques, destinés principalement au château de Saint-Cloud. On connaît deux de ces chefs-d'œuvre que l'artiste termina seulement en 1790 et 1791. Le courage qu'il eut de poursuivre leur exécution au milieu des bouleversements dont il était témoin prouve qu'il s'abandonnait à de singulières illusions. Même après la déchéance du Roi, il persévéra dans son optimisme, ne croyant toujours qu'à une crise passagère. L'impossibilité de recouvrer ses créances sur le Trésor, la ruine et l'émigration de sa clientèle avaient compromis sa fortune. Il tenta une spéculation pour la rétablir. Lorsque la Convention mit à l'encan le mobilier royal, l'ancien ébéniste de la Cour racheta une partie de ses ouvrages, dans l'espoir de réaliser un large bénéfice quand la tourmente serait passée. Mais bientôt, à bout de ressources, il dut songer à se défaire des richesses qui encombraient son magasin. En janvier 1794, aux plus sombres jours de la Terreur, il publia des annonces pour les vendre à l'amiable [1]. Son appel n'ayant pas eu de succès, il le renouvela sous le Directoire [2]. L'opération fut peu fructueuse, car les doctrines de David discréditaient l'art du temps de Louis XVI et Riesener avait perdu la faveur du public. Mais les gens du métier lui rendaient mieux justice. Sa compétence le faisait souvent désigner comme arbitre par le Tribunal de commerce. Le dernier rapport qu'il rédigea en cette qualité porte la date du 8 frimaire an VIII. Quelques mois plus tard, le vieil ébéniste renonça au travail. Ayant quitté l'Arsenal, il vint se loger rue Saint-Honoré, dans un des pavillons de l'enclos des Jacobins, auprès de l'église où avait siégé le club révolutionnaire. Il y expira le 6 janvier 1806, à l'âge de soixante et onze ans.

Ce maître, longtemps oublié après sa mort, a retrouvé de nos jours la place éminente qu'il mérite dans l'estime des gens de goût. Les découvertes contemporaines ont peu à peu reconstitué son œuvre et permis d'en apprécier la sève artistique, l'abondance et la diversité. Elle comprend des meubles de tous les genres, depuis de superbes monuments jusqu'à de précieux bibelots, et même des sièges en acajou sculpté. Sur la plupart de ces pièces figure l'estampille **J. H. RIESENER** ; d'autres portent une inscription gravée au burin ; beaucoup sont anonymes, et il en est un bon nombre que l'ébéniste a marquées du poinçon de J.-F. Œben quand il conduisait les travaux pour la veuve de son ancien patron [3]. Parmi toutes les merveilles sorties de ses mains, nous citerons les plus typiques, pour faire ressortir les aspects variés de son talent et montrer les évolutions de sa manière.

On a vu qu'une de ses premières entreprises fut de terminer le célèbre bureau de Louis XV, maintenant au musée du Louvre. Ce chef-d'œuvre présente, sur la face postérieure, une signature manuscrite et la date de son achèvement : *Riesener ft. 1769 à L'arsenal de paris*. Plus de huit ans avaient été nécessaires pour le mener à bien. La conception de l'ou-

1. Ch. Davillier. *Le Cabinet du duc d'Aumont*, Paris, 1870, Introd. p. X-XI.

2. Voici le texte inédit de cette annonce : « Vente de beaux ouvrages d'Ébénisterie de la fabrique du cit. Riesener, ébéniste, savoir : Secrétaires, Commodes, Bureaux, Tables et Bibliothèques, Toilettes, Cassettes, Secrétaires de voyage, la plus grande partie d'acajou le mieux poli ; d'autres en pièces de rapport de marqueterie ombrée d'ébenne, destinés pour le cabinet intérieur du ci-dev. château de Versailles; le tout richement ornés de belles frises et guirlandes, fleurs et autres ornemens, modéles nouveaux, supérieurement ciselés par les plus habiles Artistes de Paris et la plus belle dorure en or mat. La vente se fera à l'amiable, présentement chez le cit. Riesener, ébéniste, cour des Vétérans, à l'Arsenal » (*Annonces, Affiches et Avis divers*, an VI, p. 315).

3. Voir ci-dessus page 240.

vrage appartient donc à Œben, mais Riesener en exécuta l'ébénisterie et se surpassa dans ce travail. Tout le meuble est plaqué de bois précieux, jusqu'au dedans des tiroirs. Le fond, caché par le cylindre, offre un genre de mosaïques à quadrillés et rosaces, dont on trouve ici un des plus anciens exemples. A l'extérieur de splendides marqueteries épousent les galbes des panneaux, montrant les attributs de la royauté, les emblèmes des arts et des sciences, de la guerre et du commerce, outre des fruits et des coquillages qui symbolisent la terre et la mer sur lesquelles s'exerce le pouvoir du souverain. Un système de ressorts permet de relever ou d'abaisser le cylindre sur la seule pression d'un bouton. Ce dispositif fut combiné par Riesener lui-même, qui tenait de son maître le goût de la mécanique. On sait qu'Œben avait la spécialité des meubles à secrets et à surprises. Logé dans un bâtiment du Roi, et soustrait par suite au régime corporatif qui interdisait le cumul des métiers, il s'était fait construire une petite forge où il se livrait aux travaux de serrurerie. Son successeur profita de cette installation pour fabriquer aussi des pièces habilement machinées. Dans les débuts de sa carrière, il en fournit plusieurs à Marie-Antoinette dauphine, comme une table de marqueterie, dont un tour de clef faisait avancer la ceinture et reculer le dessus, tandis que divers déclics ouvraient des cases, dressaient un pupitre et levaient un miroir [1].

Plusieurs collections françaises et étrangères renferment de grands secrétaires à cylindre construits par Riesener sur le même plan et décorés dans le même goût que le bureau du monarque. Une de ces pièces figure dans le mobilier royal d'Angleterre au palais de Buckingham ; une autre, provenant de la Dauphine, appartient au baron James-A. de Rothschild. Celle que représente notre planche LIV et qui se trouve dans les galeries d'Hertford House [2], porte, avec la signature manuscrite de l'artiste, la date du 20 février 1769. D'après la tradition courante, elle aurait été faite pour le beau-père de Louis XV, comme semblent en témoigner deux monogrammes de marqueterie formés des lettres S. R [3] (*Stanislas Rex*). J'avoue ne point partager cette opinion, car Stanislas Leczinski ne vivait plus depuis trois ans lorsque parut l'ouvrage qui lui aurait été dédié. Je crois plutôt que le destinataire devait être Stanislas II Poniatowski, couronné roi de Pologne en 1764, et qui fit exécuter quelques beaux meubles en France au commencement de son règne [4].

Riesener travaillait alors dans un goût large et vigoureux qu'il abandonna plus tard. Ses œuvres primitives doivent à la puissance de leurs lignes, à la noblesse de leurs ornements un caractère de grandeur que possède au plus haut point l'admirable secrétaire en armoire de la collection Wallace, sur lequel est représenté un coq, symbole de la Vigilance [5]. Le Louvre a recueilli deux beaux meubles en acajou se rattachant à la même période. Le premier est un bureau à cylindre qui rappelle encore, dans ses dimensions réduites, les pièces exécutées pour les rois de France et de Pologne [6]. L'autre est un spécimen très simple de la commode en faveur vers la fin du temps de Louis XV, avec ses pieds cambrés, ses contours à ressauts et sa

1. Arch. nat. O¹. 3622, 1. — V. aussi Id. O¹ 3319, fol. 183-184, et O¹. 3320, fol. 19-20.

2. *Catalogue of the Furniture in the Wallace Collection*. London, 1906, p. 298. Gal. XVI, nº 66.

3. Et non L. R., comme on l'a dit et répété par erreur.

4. V. ci-dessus page 80.

5. *Catalogue of the Furniture in the Wallace Collection*. London, 1906, p. 307, Gal. XVIII, nº 4.

6. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. Paris [1922], nº 57.

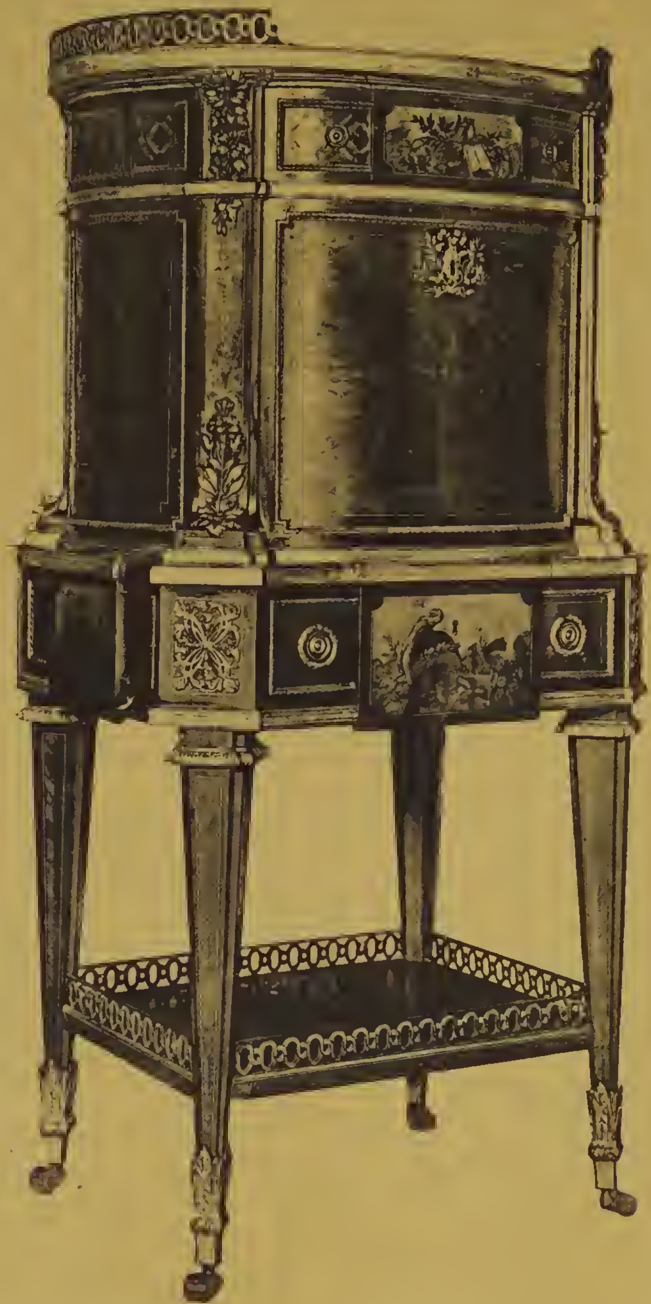
façade divisée en triptyque contrairement au sens des tiroirs [1]. Riesener produisit sur ce modèle de nombreuses commodes, dont la décoration comporte souvent une frise de mosaïque et des panneaux de marqueterie ombrée, comme les spécimens que possèdent le ministère des Affaires étrangères à Paris et le musée d'Art industriel à Berlin [2]. En même temps, pour obéir aux exigences de la mode, il s'appliquait à trouver des formes purement classiques. Le Grand Trianon renferme une table à écrire qu'il livra au Garde-meuble en 1771 et qui offre un curieux exemple de ses essais dans le goût nouveau. Cet ouvrage, malgré de charmants détails, n'est pas irréprochable : le corps semble un peu lourd sur des pieds trop effilés. Mais l'artiste sut bientôt éviter ces imperfections, ainsi qu'en témoigne une autre petite table *à la grecque*, reproduite sur notre planche LV, et dont toutes les lignes ont une exquise harmonie [3].

On voit au château de Chantilly deux commodes monumentales que Riesener créa pour le duc de Penthièvre peu après l'avènement de Louis XVI. La plus somptueuse (planche LIV) ne porte aucune signature, mais j'ai pu identifier son auteur d'une façon certaine par les archives du Garde-meuble. C'est la réplique d'un chef-d'œuvre, aujourd'hui perdu, que le maître livra le 29 décembre 1775 pour la chambre du Roi à Versailles. Les documents contemporains décrivent cette dernière pièce comme une grande commode ovale, longue d'environ six pieds sur trois de haut, richement ornée de mosaïques à filets et fleurons, avec un panneau de marqueterie. Elle comprenait deux tiroirs glissant sur des roulettes et une armoire dans chaque bout. Adossées aux montants, des figures de bronze doré personnifiaient le Courage, la Force, la Prudence, la Tempérance. Sur la façade, des enfants ciselés en ronde bosse symbolisaient la Bienfaisance et la Justice. Un masque du soleil, des guirlandes de fleurs et un globe de lapis aux armes de France complétaient cette splendide décoration. La commode de Louis XVI et celle de son cousin ne différaient que par le tableau central : à la place d'attributs champêtres, le meuble de Versailles montrait la sage Minerve couronnant de lauriers deux médaillons aux chiffres du Roi et de la Reine [4].

Quoique traitée dans un goût plus simple, la seconde commode du duc de Penthièvre se rapproche des précédentes par sa forme générale, le genre de ses marqueteries et surtout un détail remarquable de sa structure. La partie médiane, légèrement en saillie, se découpe suivant un contour irrégulier qui s'échancre sur les côtés pour s'élargir à la base. Cette disposition fut certainement conçue par Riesener et je n'en connais pas d'exemples en dehors de son œuvre. Elle caractérise une belle commode conservée au palais de Fontainebleau [5] et un meuble assez analogue récemment transféré du ministère de la Marine au musée du Louvre [6]. Quelques secrétaires du maître présentent sur leur façade des moulures de bronze qui dessinent la même silhouette.

1. Carle Dreyfus. *Ouv. cité*, n° 69.
2. Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1905, p. 100 (reprod.).
3. Carle Dreyfus, *Ouv. cité*, n° 74.
4. Arch. nat. O¹. 3624, 2. — Cet ouvrage fut payé 25.230 l., prix qui comprenait l'ébénisterie, les cuivres pesant 350 livres brut, les modèles en bois pour l'architecture du meuble, les modèles en cire pour les ornements, figures et guirlandes, les maquettes en plâtre, et les fontes en étain des guirlandes de fleurs.
5. Ce meuble fut livré à Versailles le 22 août 1774 et payé 7.000 livres (Arch. nat. O¹. 3624, 1). Il présente, sur son avant-corps, un tableau de marqueterie exactement semblable à celui qui orne la principale commode du Musée Condé.
6. Carle Dreyfus. *Ouv. cité*, n° 90.

1



2



3



JEAN-HENRI RIESENER.

1. Petit bureau de dame en bois de placage provenant du mobilier royal (*Musée du Louvre*).
2. Petit secrétaire-cabinet en marqueterie (*coll. Wallace à Londres*).
3. Tricoteuse faite pour la reine Marie-Antoinette vers 1781 (*Musée du Louvre, coll. Camondo*).

Aux alentours de 1776, un changement assez sensible commence à se manifester dans les travaux de l'artiste. Probablement sous l'influence des goûts vifs et capricieux de la Reine, son style devient plus recherché, plus délicat, plus féminin. Il allège le dessin de ses meubles et adoucit leûr aspect, corrigeant la sécheresse de lignes que lui impose la mode par la délicatesse et la diversité des ornements. Ce sont de fraîches marqueteries, des laques exotiques, des porcelaines peintes, des petits bas-reliefs dorés au mat, de minces arabesques et des guirlandes de fleurs travaillées comme des pièces d'orfèvrerie. Riesener se connaissait en ciselure. Lui-même entaillait le bronze avec des outils d'amateur que conservent ses descendants. Ceci explique le choix heureux et l'exquise finesse des cuivres dont il enjolivait ses ébénisteries. On en prête un grand nombre à Gouthière, mais rien ne confirme cette attribution. Les seuls bronziers connus pour avoir fourni des ouvrages à la fabrique de l'Arsenal sont Duplessis et Hervieux, auxquels on doit les superbes ornements du bureau de Louis XV, Étienne Forestier et un autre ciseleur de moindre réputation qui s'appelait Charbonnier. Il faut sans doute ajouter à ces noms ceux de Thomire et de Bardin, attachés tous deux au service du Garde-meuble. Beaucoup d'appliques employées par Riesener portent toutes les caractères des œuvres de Thomire; une étude plus approfondie des travaux de cet artiste permettrait sans doute de lui restituer une grande partie des bronzes dont on fait honneur à Gouthière.

Notre Mobilier national réunit une ample collection de pièces dans la seconde manière du maître. Une des plus parfaites est le petit bureau à cylindre en marqueterie losangée, que Riesener fournit au Garde-meuble en 1777[1]. Le legs Camondo a fait entrer au Louvre une ravissante *tricoteuse* exécutée pour la Reine à l'occasion de la naissance de son fils aîné. Ce meublé, en acajou incrusté d'étain, s'appuie sur de frêles colonnettes, reliées par un entrejambe qui supporte deux dauphins[2] (planche LV). Son extrême ténuité rappelle certaines productions de Carlin et de Weisweiler, probablement réalisées d'après les projets d'un même dessinateur que l'on suppose être J.-B. Cauvet. — Dans les galeries d'Hertford House sont conservés plusieurs secrétaires et commodes de Marie-Antoinette[3], avec le délicieux petit cabinet orné de lis que représente la planche citée plus haut[4]. Le South Kensington Museum possède toute une série de tables et guéridons, en acajou relevé de porcelaines[5]. Des meubles merveilleux provenant de Saint-Cloud figuraient naguère parmi les trésors artistiques d'Hamilton Palace[6]; ces œuvres sont maintenant dispersées chez M. Pierpont Morgan, chez le baron James-A. de Rothschild et chez Mme Maurice Ephrussi.

Il ne reste qu'un mot à dire des derniers travaux de l'artiste. On en connaît un petit nombre, exécutés sous le Directoire et le Consulat suivant les formules de la nouvelle école. Ces pièces ne brillent ni par l'invention, ni par la facture. Sans doute, à l'époque de leur fabrication, le vieil ébéniste ne pratiquait plus lui-même, et la mauvaise situation de ses affaires le

1. Carle Dreyfus. *Ouv. cité*, n° 77.
2. Id., *ibid.*, n° 85.
3. *Catalogue of the Furniture in the Wallace Collection*, London, 1906, p. 308, Gal. XVIII, n° 12 (provenant de la collect. du comte Kouchelef Bezborodko); p. 309, Gal. XVII, n° 18.
4. *Ibid.*, p. 369. Gal. XXII, n° 24.
5. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 60, n° 564 (lire 561); p. 65, n° 609; p. 77, nos 703 et 704; p. 79, n° 722; p. 80, n° 724.
6. *The Hamilton Palace Collection*, London, 1882, p. 42 et 46, nos 301 à 303; p. 163 et 164, nos 1297 et 1298 (avec trois reproductions).

gênait dans le recrutement de ses ouvriers comme dans le choix de ses fournisseurs. Il en était réduit à employer des bronzes très médiocres. J'ai même vu son estampille sur une couchette en acajou pauvrement garnie de cuivres repoussés [1].

Au frontispice de ce volume est reproduit le beau tableau de Vestier qui montre Riesener dans la force de l'âge, en pleine gloire, riche, heureux, coquet. La poudre d'une perruque frisée, les chatoiements d'un habit de velours ajoutent à la douceur de sa physionomie un peu mièvre, où pétillent des yeux rieurs. Il manie un crayon qui vient de tracer un dessin déployé devant lui, sur une petite table aux placages soyeux et aux bronzes scintillants. Et ce portrait apparaît d'une vérité profonde. L'expression de l'artiste, son geste, son costume et jusqu'aux accessoires, tout concourt à symboliser son talent : Dessinateur fécond qui sans cesse renouvelait ses modèles, praticien d'une virtuosité incomparable, Riesener s'impose surtout à notre admiration par le charme de ses œuvres et leur grâce enjouée. La souplesse de son génie, aussi bien que la vertu des institutions corporatives avaient fait de cet étranger le plus français, le plus parisien de nos ébénistes, celui qui sut le mieux refléter dans ses créations l'aimable et brillante élégance de la société contemporaine.

RIVIÈRE (Jean-Paul), né à Paris en 1756 [2], tenait sous Louis XVI une petite boutique de fabricant et marchand d'ébénisteries rue de Charenton [3]. Blessé au siège de la Bastille, il semble avoir bientôt après abandonné son commerce.

ROBERT (Jean-Baptiste) [4] travailla rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 254, entre 1792 et 1803 [5]. Cet artisan produisait surtout des meubles de fantaisie, tels que des secrétaires en *bonheur-du-jour*, des tables à ouvrages dites *tricoteuses*, et des *athéniennes*, sortes de guéridons tripodes servant de jardinière ou de lave-mains [6].

ROBERTS (Thomas), menuisier anglais, fut attaché au service de la reine Anne depuis 1702 jusqu'en 1714. Il exécuta, pour les palais de Saint-James, Kensington, Windsor et Hampton-Court, un grand nombre de sièges en noyer dans le goût hollandais. Ses fournitures comprenaient aussi des tables, commodes, cadres, écrans, ainsi que des bois de lits, à colonnes et baldaquins, avec des chevets richement sculptés [7].

Richard, fils du précédent, lui succéda comme menuisier de la Cour d'Angleterre entre 1715 et 1729 [8]. Au début du règne de George Ier, il reçut des commandes considérables pour les appartements que le nouveau souverain destinait, dans chacune de ses résidences, aux deux maîtresses en titre qu'il avait amenées d'Allemagne : la femme de son grand écuyer, la baronne Kielmansegge dont le mari devint comte de Darlington, et Mlle de Schulembourg qui fut créée

1. Ce meuble a passé en vente à l'hôtel Drouot, le 20 déc. 1900, et fut adjugé 256 francs!

2. J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 181.

3. Arch. nat. Y. 14114, 20 sept. 1784. — Arch. de la Seine. *Bilans*, faillites de l'ébén. Bayer, 1780 (cart. 51) et 1781 (cart. 56).

4. Cet ébéniste ne doit pas être confondu avec un autre J.-B. Robert, menuisier de son état, qui demeurait rue de Beaujolais où il mourut en 1796, âgé de 36 ans (Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 37, 27 pluviôse an IV).

5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 2043. — *Alm. du Commerce*, an VII. — Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 94, faillite du march. de meubles Mennesson, an XI.

6. Id., *ibid*. Reg. 2976 et 2977, Livres du march. Trintzius, ans X et XI.

7. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 443-446.

8. Id., *ibid*., vol. 447 à 449.

duchesse de Kendal. Ces favorites mirent à la mode les lits de repos (*drooping-chairs*) empruntés au mobilier français. La première chaise-longue mentionnée dans les comptes royaux fut livrée en 1716 par Richard Roberts pour Mme Kielmansegge à Saint-James.

ROBIERSCKY. *Voy.* Kobierscky.

ROBINEAU (JEAN-LOUIS) exerçait la profession d'ébéniste, comme artisan libre, dans la cour de la Boule-Blanche, rue du Faubourg Saint-Antoine, au début du règne de Louis XVI [1]. Après s'être fait agréger à la communauté parisienne, il s'installa rue Montmartre [2].

ROCHETTE (LAURENT), né en 1723 [3], obtint avant 1750 un brevet royal le nommant « ébéniste privilégié suivant la cour » [4], titre qui lui conférait les prérogatives de la maîtrise. Il fabriquait des ouvrages estimés, aux garnitures desquels travailla le fondeur Lépine [5]. Établi d'abord rue de Charonne, il exploita ensuite un magasin de meubles rue Saint-Antoine, près de l'église Saint-Paul [6], jusque vers la fin du temps de Louis XV. On a signalé son estampille **ROCHETTE** sur une commode ventrue en marqueterie, faisant partie d'une collection privée [7].

ROCHON tenait en 1790 un atelier d'ébénisterie à Bordeaux, rue du Cerf-Volant [8].

RŒNTGEN (ABRAHAM) [9], ébéniste allemand, né en 1711 à Mulheim-sur-le-Rhin, mort à Herrnhut (Saxonie) en 1792. Après son apprentissage, il voyagea pour parfaire son instruction professionnelle et, pendant qu'il séjournait à Londres, devint un adepte des Frères Moraves, les « Quakers de l'Allemagne ». Revenu dans son pays, il épousa une de ses coreligionnaires, Suzanne-Marie Bausch, de Francfort, avec laquelle il demeura quelque temps aux environs de cette ville. Vers 1750, les persécutions dirigées contre sa secte l'obligèrent de fuir en Lusace. Il se fixa plus tard à Neuwied, petite cité rhénane ouverte aux réfugiés de toutes les confessions, et y fonda une fabrique de meubles qui devint florissante. En 1772, Abraham Rœntgen céda cet établissement à son fils David pour se retirer à Herrnhut, la ville sainte des Moraves, où il termina pieusement ses jours.

On ne connaissait jusqu'ici aucune production de ce maître. Je crois en avoir découvert une chez M. E.-M. Hodgkins [10]. C'est un secrétaire en pente, de style rococo, richement revêtu de marqueteries à fleurs. Sa construction comporte d'ingénieux détails : par devant, au-dessous de la ceinture, se trouvent deux compartiments qui tournent sur pivots, et qui contiennent des casiers intérieurs avec des couvercles à dos de livres. Le meuble est signé sur la façade par une inscription très apparente, en grandes lettres noires incrustées dans le fond : ROENTGEN FECIT A NEUWIED. Or ses lignes tourmentées semblent lui assigner une date antérieure à 1770, et, d'autre part, la facture de ses marqueteries ne rappelle nullement la manière de David.

1. Arch. nat. Y. 14102, 21 janvier 1775.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1785.
3. Arch. nat. Y. 10989, 6 fév. 1745.
4. Id. Y. 10993, 12 juillet 1750.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1747-1750), — Arch. nat. Y. 10996, 3 oct. 1755.
6. Arch. nat. Y. 14087, 26 mars 1760.
7. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 122.
8. *Alm. du Commerce d'Arts et Métiers pour la Ville de Bordeaux*, 1791, p. 90.
9. Ern. Zaïs. *L'ébéniste David Rœntgen* (dans la *Gazette des Beaux-Arts*, 3e période, 1890, p. 180 et suiv.).
10. Le meuble en question a figuré dans la vente Edward Arnold, Londres, juin 1920, no 86 du catalogue.

Tout permet donc d'attribuer cette œuvre à Rœntgen père. Elle prouverait que celui-ci avait déjà le goût des agencements subtils et complexes, qui furent portés par son fils au plus haut degré de perfection.

RŒNTGEN (DAVID)[1], célèbre ébéniste allemand, — plus connu en France sous le seul prénom de *David*, — naquit à Herrenhag, près de Francfort, le 11 août 1743, et mourut à Wiesbaden le 12 février 1807. Fils du précédent, il fut, lui aussi, un dévot sectateur des Frères Moraves. Une partie de son enfance se passa au bourg de Niesky, en Lusace, qu'il quitta vers l'âge de dix ans pour venir à Neuwied-sur-le-Rhin. Après avoir travaillé auprès de son père, il lui succéda en 1772. Il voulut aussitôt donner un grand essor à son entreprise. Un de ses premiers actes fut de s'associer avec l'horloger Pierre Kintzing (1746 † 1816), dont il appréciait le talent pour la mécanique. Le rôle de Kintzing ne se borna pas à fabriquer des pendules, des jeux d'orgue, de flûte ou de tympanon destinés aux meubles de la manufacture; il inventa avec David toutes sortes de secrets et de surprises qui contribuèrent beaucoup à leur vogue. Jamais on n'avait vu des combinaisons plus singulières et plus plaisantes. Gœthe en parle dans plusieurs de ses écrits, comme dans le roman de *Wilhelm Meister*, où, relatant l'histoire d'une petite fée qui habite un coffret magique, il compare cette cassette aux chefs-d'œuvre de Rœntgen pleins de mystérieux ressorts. Les travaux du jeune ébéniste se distinguaient en outre par leur genre de fabrication. David avait trouvé des procédés nouveaux pour durcir et polir les bois auxquels il donnait l'éclat du marbre. Comme marqueteur, il adopta une technique spéciale dont il tirait des effets inconnus avant lui. Au lieu de nuancer ses compositions par masses et de les ombrer au burin, il les réalisait intégralement avec des petites pièces de rapport, correspondant à chaque détail du dessin et à chaque dégradation de teinte. Ce moyen lui permettait d'imiter des tableaux enlevés de verve, par touches vigoureuses. Il forma d'habiles ouvriers qui travaillaient dans la même manière. Un artiste de Coblence, Janvier Zick, connu pour avoir brossé de nombreuses fresques dans les églises et châteaux des provinces rhénanes, peignit presque tous les cartons d'après lesquels le maître et ses élèves exécutaient leurs mosaïques. Les plus pittoresques montrent des paysans et bateliers, saisis sur le vif dans leurs occupations coutumières. D'autres représentent des sujets d'histoire, des allégories, des scènes chinoises, ou bien encore des rubans et des fleurs, traités parfois en camaïeu.

Ayant réorganisé sa fabrique, Rœntgen entreprit au mois d'août 1774 un premier voyage en France, où il se lia avec quelques artistes et trouva des encouragements auprès de la reine Marie-Antoinette, toujours accueillante pour ses anciens compatriotes. Il retourna de nouveau à Paris au printemps de 1779, accompagné cette fois de Kintzing. « Les Allemands », comme on les appelait, s'étaient fait suivre par des chariots remplis de précieux ouvrages. Ils apportaient à Louis XVI un secrétaire monumental, qui a malheureusement disparu[2], mais dont Pahin de

1. V. au sujet de cet artiste : Ern. Zaïs. *Ouv. cité*. — A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 268 à 278. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 126 à 128.

2. Ce meuble se trouvait en 1794 chez l'ébén. Dussault, à Paris : « Secrétaire à cylindre, en bois de rapport, d'une rare beauté, provenant du Cabinet de feu Louis Capet, estimé 100.000 livres. La fermeture est telle que de grands mécaniciens garantissent l'impossibilité de l'ouvrir. Il est déposé chez le s[r] Dussault, M[e] Ébéniste, rue Saint-Étienne, boul. Poissonnière, qui démontrera aux curieux combien ce meuble est rare et inappréciable ». *Annonces, Affiches et Avis divers*, an II, p. 5651.



DAVID RŒNTGEN.
Secrétaire monumental en marqueterie, avec horloge à musique par KINZING,
exécuté vers 1780 pour le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II.
(Pavillon de Mon-Bijou à Berlin).

la Blancherie donne une description très précise [1]. Au reste on connaît deux meubles analogues que Rœntgen exécuta plus tard, avec de légères variantes, pour l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse. Le premier se trouve dans le Musée autrichien d'Art et d'Industrie [2], l'autre dans le pavillon de Mon-Bijou à Berlin [3] (planche LVI). Le bureau de Louis XVI avait environ onze pieds de haut sur cinq de large. Des pilastres en racine grise ornaient la façade dont les décorations symbolisaient les arts libéraux. L'intérieur, admirablement machiné, offrait des parties mouvantes, des double-fonds à secrets et une serrurerie complexe qu'un seul tour de clef faisait jouer tout entière. Ce travail était propre à enchanter le Roi, grand amateur de mécanique. Il paya le meuble 80.000 livres et le plaça dans son cabinet à Versailles [4]. Marie-Antoinette, de son côté, fit l'acquisition de plusieurs pièces magnifiques, dont une commode en acajou ronceux pour son mobilier personnel, et un bureau à cylindre décoré de sujets chinois qu'elle envoya en présent à Pie VI. Rœntgen obtint en outre le titre d'« ébéniste-méchanicien du Roi et de la Reine [5] ».

Pendant ce séjour à Paris, les Allemands exposèrent quelques-unes de leurs productions dans les salons de la Société des Amis des Sciences et des Arts. Frappé de l'adresse dont témoignaient les travaux de ces étrangers, Vaucanson, alors septuagénaire, leur confia l'exécution d'un de ses derniers automates, la charmante *Joueuse de Tympanon* qui a été recueillie par le Conservatoire des Arts et Métiers. Ce petit chef-d'œuvre fut élaboré dans les ateliers de Neuwied. Kintzing construisit le mécanisme, tandis que son associé faisait le socle qui renferme les ressorts et l'instrument que la poupée touche de ses baguettes.

Rœntgen profita de la réclame faite autour de ses ouvrages pour établir un dépôt chez le sieur Brébant, marchand-miroitier, rue Saint-Martin. Mais les menuisiers de la capitale s'émurent de cette atteinte à leurs privilèges. Malgré les hautes protections qui couvraient David, ils prétendirent l'empêcher de continuer son commerce. L'ébéniste allemand prit le parti de solliciter son admission dans la corporation parisienne, où il fut reçu le 24 mai 1780. Il ouvrit alors une maison de vente rue de Grenelle Saint-Honoré (aujourd'hui rue Jean-Jacques Rousseau) et en informa le public par des annonces de presse [6]. Cependant le maître ne se fixa pas à Paris. Il y revenait seulement de temps à autre pour prendre contact avec ses clients [7]. Dans la suite, il semble avoir confié la représentation de ses intérêts à l'un de ses compatriotes, l'ébéniste J.-G. Frost, qui organisa rue Croix-des-Petits-Champs une sorte de succursale des établissements de Neuwied [8].

David fonda d'autres dépôts de ses ouvrages à Berlin et à Vienne. Après avoir plusieurs fois

1. *Nouvelles de la République des Arts*, 23 mars 1779, p. 57 et 58.
2. *Das K.K. Osterreichische Museum für Künst und Industrie*, Wien, 1914, p. 133 (reprod.).
3. Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1905, p. 174 et 177.
4. On lit dans les *Comptes particuliers de Louis XVI*, publiés par le comte de Beauchamp, Paris, 1909, p. 71 : « Avril 1779, le 11, j'ai payé aux allemands pour une grande commode, 2400 l. — A eux pour le poli de la table, 288 l. ».
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1785, p. 3453.
6. « Il y a dans le magasin du sieur *David Rœntgen*, ébéniste, ci-devant rue Saint-Martin, vis-à-vis la rue du Vertbois, et à présent rue de Grenelle, la 1re porte cochère à dr. par la rue Saint-Honoré, des Bureaux de différentes formes, des Fauteuils de cabinet, des Tables à toilette, des Coffres-forts Mechaniques, Piano-forte, Tables à quadrille, à tric-trac et autres en bois d'Acajou bien fini et poli comme le marbre. Le même entreprend toutes sortes d'Ébénisterie ». *Annonces*, etc., 8 janv. 1781, p. 62.
7. Au nombre de ces derniers figurait le comte d'Artois, pour lequel Rœntgen travailla en 1784 (Arch. nat. R1. 322).
8. Voir ci-dessus, p. 122.

parcouru l'Allemagne, il visita l'Italie, puis se rendit à Bruxelles afin de livrer au prince Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas, deux grands tableaux de marqueterie représentant des épisodes de la vie de Coriolan. Au début de l'année 1783, il demeura quelques mois en Russie. Durant ce séjour, il vendit à Catherine II une quantité de meubles que l'on admirait naguère dans les galeries de l'Ermitage, dans le palais de Pavlosk et les autres résidences impériales [1]. Rœntgen en demandait 20.000 roubles ; Catherine lui donna 5.000 roubles de plus et y ajouta une tabatière en or.

Vers cette époque, la manufacture avait atteint l'apogée de sa prospérité. Elle occupait cent menuisiers et marqueteurs, une dizaine d'ouvriers en bronze, autant de serruriers-mécaniciens, et plusieurs horlogers travaillant sous la conduite de Kintzing. A la tête d'une belle fortune, Rœntgen pouvait se dire « le plus célèbre ébéniste de l'Europe », comme le graveur Wille le qualifie dans son *Journal* en 1787. Il trouva un nouveau protecteur en la personne de Frédéric-Guillaume II, qui le nomma fournisseur ordinaire de la cour de Prusse, conseiller privé du commerce et agent royal pour le cercle du Bas-Rhin. Malheureusement la Révolution porta un coup fatal à son entreprise. La maison Frost, dont il était commanditaire, fit faillite, et tout ce qu'il possédait en France fut confisqué arbitrairement comme biens d'émigré. Puis la guerre devint menaçante. En novembre 1794, David dut s'enfuir de Neuwied, à l'approche des armées républicaines qui mirent ses ateliers au pillage. Il se réfugia d'abord à Berlin, résida ensuite près de Gotha et ne revint habiter Neuwied qu'en 1802. Il s'éteignit à l'âge de soixante-quatre ans, au cours d'un voyage à Wiesbaden. De son mariage avec Catherine-Dorothée Sheurer, fille d'un pasteur alsacien, lui étaient venus trois fils ; aucun d'eux n'adopta la profession de leur père.

Rœntgen signait rarement ses travaux. Peut-être, comme membre de la corporation parisienne, fit-il graver un poinçon de maîtrise où figurait son seul prénom **DAVID**, par lequel on avait coutume de le désigner en France. Cette empreinte a été relevée sur une petite table en acajou ayant appartenu au baron Lepic [2]. Quelques pièces sorties de ses mains sont marquées *R* ou $\frac{4}{R}$. Le chiffre 4, dont l'interprétation avait échappé jusqu'ici, me paraît, sans aucun doute, correspondre à la lettre D, quatrième de l'alphabet et initiale du mot David. L'ébéniste apposait le plus souvent ces monogrammes dans les panneaux de marqueterie, sur une caisse, un ballot de marchandises ou un accessoire analogue. L'ancienne collection Mialhet renfermait un très beau bureau, dont le tiroir central porte les majuscules *D. R.* entrelacées [3]. Je possède un régulateur en acajou (planche LVII) qui montre, dans l'entablement de ses deux colonnes de cuivre, l'inscription *Roentgen Neuwied*. On ne connaît qu'un très petit nombre d'ouvrages portant ainsi en toutes lettres la signature de l'artiste.

Toutefois ses productions n'ont pas besoin de marque pour être facilement reconnaissables. Leur facture suffirait à leur donner un aspect original ; leur style n'y contribue pas moins. David resta indépendant de notre école. Il ignorait nos traditions et dédaignait de suivre nos

1. *Les tresors d'Art en Russie*, Saint-Pétersbourg, 1907. Édition de la Société Impériale d'encouragement aux Arts.

2. Vente à Paris, juin 1917, n° 52 du catalogue.

3. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 276.

modèles. En puisant directement ses formules aux sources classiques, il créa un genre très particulier, qui ne manque pas d'une certaine noblesse, mais qui a quelque chose de terne et de pédant. On peut reprocher à beaucoup de ses ouvrages la lourdeur de leurs formes architecturales, la sécheresse et la monotonie de leurs cuivres. Supérieur dans la marqueterie, Rœntgen fut loin d'avoir la science de composition et la délicatesse de goût des ébénistes parisiens.

La majeure partie de ses travaux sont demeurés en Allemagne. L'ancien mobilier royal de Prusse en réunit une collection importante, conservée au pavillon de Mon-Bijou et au château de Potsdam. Le musée d'Art industriel de Berlin possède le bureau à cylindre dont la reine Marie-Antoinette fit présent au Pape[1]. Celui de Vienne conserve plusieurs œuvres capitales de Rœntgen, entre autres le secrétaire de l'empereur Joseph et les tableaux de marqueterie exécutés pour le prince Charles de Lorraine[2]. A Londres, le South Kensington Museum montre de lui trois petites tables [3], outre un meuble dont la décoration comporte deux superbes panneaux signés de son monogramme [4]. Nos collections publiques renferment aussi des morceaux remarquables du maître. On voit au palais de Versailles un bureau en acajou offert à Louis XVI par les États de Bourgogne et une table décorée de figures chinoises, qui passe pour avoir appartenu à Marie-Antoinette. Le Conservatoire des Arts et Métiers expose, outre la *Joueuse de Tympanon*, une curieuse horloge de Rœntgen et Kintzing, soutenue par deux colonnes tronquées. Le Louvre a recueilli dans la donation Schlichting un somptueux secrétaire à cylindre provenant de Catherine II [5]. Cette pièce, ornée de très beaux cuivres, est surmontée par un petit monument de bronze finement ciselé et doré, qui représente Minerve attachant sur une stèle le portrait de l'impératrice. L'artiste a plusieurs fois reproduit le même sujet dans ses marqueteries de couleur, en ne changeant que l'effigie des souverains auxquels il dédiait ses œuvres.

RŒTIG (JOHAN-ANTON), l'un des collaborateurs de David Rœntgen à Neuwied-sur-le-Rhin, n'était pas, comme on l'a cru, un ébéniste, mais un horloger-mécanicien, qui construisait des pendules à jeu de flûtes pour les meubles fabriqués par son fameux compatriote. Il s'établit plus tard à Hachenbourg (Nassau), et vivait encore en 1816.

RŒTTERS (GASPARD), ébéniste-marqueteur, natif du diocèse de Cologne, se rendit à Tours vers 1770, accompagné de son frère BERTRAND. Après avoir travaillé chez plusieurs menuisiers de l'endroit, les frères Rœtters s'associèrent avec un de leurs camarades, Pierre Pill, pour ouvrir une boutique rue Saint-Étienne. Au printemps de 1772, ils distribuèrent des cartes dans la ville, offrant d'exécuter sur commande « toutes sortes de meubles en ébène et bois de rapport, ainsi qu'en marqueterie à figures et autres ornemens ». Cette initiative leur attira un procès avec la corporation locale. Assignés devant le lieutenant de police, les étrangers firent valoir

1. Ce meuble fut acheté à Rome, en 1911, pour la somme de 100.000 lires. Cf. Falke. *Das Roentgenbureau* (*Amtliche Berichte aus den Kgl. Kunstsammlungen*, Berlin, oct. 1911, col. 22-26, avec reprod.).

2. *Führer durch das K.K. Osterreichische Museum für Kunst und Industrie*, Wien, 1901, p. 154-156.

3. *Catalogue of the Jones Bequest in the South Kensington Museum*, London, 1882, p. 81, n[os] 732 et 733. Une de ces tables offre une décoration de rubans et de fleurs en camaïeu bleu, l'autre porte des marqueteries qui représentent Énée fuyant l'incendie de Troie. Le musée Victoria et Albert possède une répétition de ce dernier meuble ; elle provient de la coll. Barker.

4. *Ibid.*, p. 68, n[o] 630.

5. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] s.* 2[e] éd. Paris [1922], n[o] 150. — Id. *Musée du Louvre. Le Mobilier français*. Ép. Louis XVI, pl. 33.

que leur entreprise ne pouvait léser les maîtres tourangeaux, dont aucun n'était capable de pratiquer l'ébénisterie. Leurs dires furent reconnus exacts et ils obtinrent gain de cause. Mais en 1777, la communauté de menuisiers se reconstitua sur de nouvelles bases, déclarant s'adjoindre les ébénistes. L'aîné des frères Rœtters, — vulgairement connu sous son seul prénom de *Gaspard*, — prit alors des lettres de maîtrise. Il continua de jouir à Tours d'une sorte de monopole pour la fabrication des meubles de luxe jusqu'en 1781, année où un autre artisan d'origine germanique, Joseph Œben, vint lui faire concurrence. Peu après, vers 1785, les frères Rœtters disparurent de la ville [1].

ROGER (Antoine-Symphorien), reçu maître menuisier-ébéniste à Paris le 1er septembre 1779, devint député ou administrateur de sa corporation [2]. Cet artisan, établi rue Vieille-du-Temple, travaillait à la fois pour le bâtiment et pour le meuble [3]. Il produisit tardivement des ouvrages de style Louis XV. Son estampille **A. S. ROGER** figure sur une jolie commode de ce genre, conservée dans l'hôtel de Reinach à Bâle [4].

ROHT (Michel-François), ayant passé maître à Paris le 18 août 1773, exerça rue Zacharie jusqu'à la Révolution [5]. Au début de l'Empire, il demeurait rue de Charenton n° 28 [6]. On a relevé sa marque **M. F. ROHT** sur des meubles en acajou de bonne fabrication courante.

ROMAIN (François CREPI, dit). *Voy.* Crepi.

ROMNEY (John), le père du peintre, appartenait à une famille de petite bourgeoisie anglaise, originaire d'Appleby sur les confins de l'Écosse. Ruinés par les guerres civiles, les Romney avaient émigré dans le comté de Lancastre. John adopta la profession d'ébéniste et s'établit vers 1730 à Beckside, près Dalton-in-Furness. C'est là que George Romney naquit en 1734, troisième de onze enfants. Avant de se vouer aux beaux-arts, celui-ci apprit le métier de son père, avec lequel il travailla jusqu'en 1751 [7].

RONDEAU (Nicolas), né en 1755, exploita un petit atelier d'ébénisterie rue du Faubourg Saint-Antoine, entre 1787 et 1802, d'abord comme ouvrier libre, puis comme artisan patenté [8].

RÖNTGEN, RÖTIG, RÖTTERS. *Voy.* Rœntgen, Rœtig, Rœtters.

ROUBO (André-Jacob) [9], menuisier-ébéniste et auteur technique, né le 6 juillet 1739 à Paris, où il mourut le 10 janvier 1791. Fils et petit-fils de compagnons menuisiers, il commença dès l'âge de onze ans l'apprentissage de son état. En même temps, désirant compléter l'instruction assez sommaire qu'il avait reçue à l'école, il étudiait avec ardeur les mathématiques, la méca-

1. Arch. dép. d'Indre-et-Loire. E. 437, 492, 495.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789. — Arch. nat. H². 2118 (1788).
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1783, p. 1611, etc.
4. R.-F. Burckhardt. *Kunst und Gewerbe aus Basler Privatbesitz*, Basel, 1912 (reprod.).
5. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1787-1789.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 60. Décès de sa femme, Marguerite Barbasou, âgée de 43 ans, 20 brumaire an XIV.
7. John Romney. *Memoirs of the Life and Works of George Romney*, 1833. — Hayley. *Life of John Romney*, 1809, etc.
8. Arch. nat. Y. 14435, 25 janv. 1787. — *Alm. du Commerce*, ans VIII à X.
9. F. Valentin. *Les Artisans célèbres*, Tours, 1843, p. 252-260. Ed. Foucauld. *Les Artisans illustres*, Paris, 1845, p. 171 et suiv. — *Biographie Michaud*, t. XXXVI, p. 581. — *Biographie Didot*, t. XLII, p. 707. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 129-130.

2

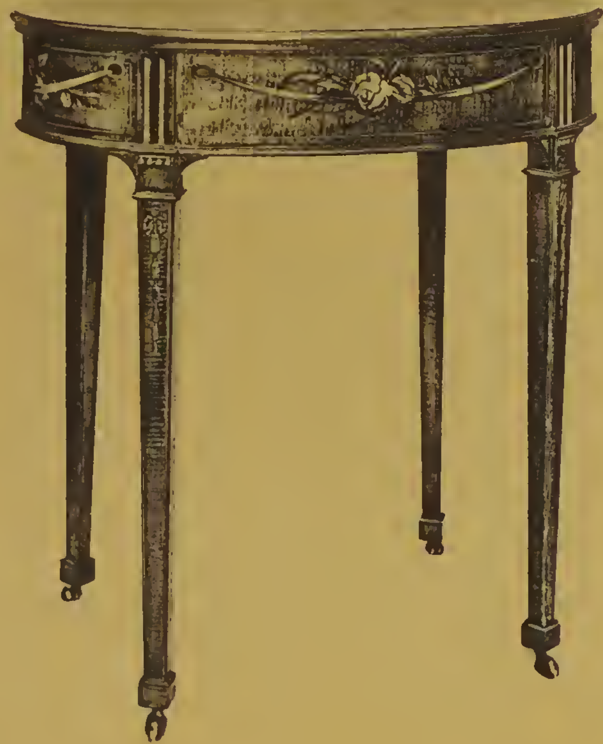


1



3







DAVID RŒNTGEN.

1. Horloge en acajou, avec mouvement et jeu de flûte par KINZING *(coll. de l'auteur).*

2 et 3. Petites tables en marqueterie (*anc. coll. Jacques Doucet*).

nique, l'architecture et le dessin. Plus tard, tandis qu'il travaillait avec son père chez J.-B. Menageot, entrepreneur des bâtiments du Roi [1], l'ambition lui vint de publier une sorte d'encyclopédie des connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession. Le premier tome de l'*Art du Menuisier* parut en 1768. Sous les auspices du duc de Chaulnes, protecteur de sa famille, Roubo présenta ce livre à l'Académie des Sciences, qui l'admit dans sa collection des Arts et Métiers. L'ouvrage, achevé en 1775, forme trois volumes in-folio, contenant de nombreuses planches dessinées par l'auteur et en partie gravées de sa main. On y trouve des renseignements précieux sur le mobilier à la mode vers la fin du règne de Louis XV. Roubo écrivit ensuite deux autres livres moins connus : un *Traité de construction des théâtres* (1777) et l'*Art du layetier* (1782). — Par une faveur que justifiaient les mérites de cet artisan, un arrêt du Conseil lui avait conféré la maîtrise le 10 septembre 1774, avec dispense des droits d'usage. Depuis cette époque, il exerça rue Saint-Jacques-du-Haut-Pas. Sa réputation le fit choisir par la Ville de Paris pour plusieurs travaux délicats, dont le plus important fut l'érection d'une coupole sur la Halle-aux-blés. On cite comme l'une de ses dernières œuvres le grand escalier en acajou de l'Hôtel de Marbeuf. Sa veuve, qui continua son entreprise, obtint de la Convention un secours de 3.000 francs.

Comme son père et son aïeul, André Roubo était menuisier en bâtiments; mais, pendant sa jeunesse, il avait voulu s'exercer dans les autres branches de son métier afin de pouvoir les décrire avec compétence, et nous savons, par son propre témoignage, qu'il fit de belles commodes en noyer.

ROUSSEL (A.) fut ébéniste du Roi sous la Régence [2]. En 1718, il exécuta pour le service de Louis XV, qui venait d'avoir huit ans, une table de lit à pieds de biche, une petite bibliothèque et un écran de bois rouge des Indes, à marchepied et à pupitre. La même année, il livra un « fauteuil en confessionnal » de marqueterie que le jeune monarque ne ménagea guère, car Roussel dut plusieurs fois réparer ce meuble, en remplaçant « beaucoup de pièces qui avoient été arrachées ». Dans la liste de ses fournitures on remarque encore une table gigantesque, longue de 36 pieds sur 18 de largeur (près de douze mètres sur six) destinée à porter « un plan en relief composé par M. d'Hermand pour montrer au Roy les marches et mouvemens des armées » [3]. En 1725, Roussel travailla au mobilier et à la corbeille de Marie Leczinska [4]. Il paraît avoir cessé son service vers 1727.

ROUSSEL (Jacques), « menuisier en ébène » à Paris, demeurant rue de la Roquette, mourut le 31 décembre 1726. Il laissait deux filles, dont l'une, Marie-Brigitte, avait épousé l'ébéniste Nicolas Sageot [5].

ROUSSEL (Pierre), notable fabricant de meubles à Paris, né en 1723 [6], mort le 7 juin 1782 [7]. Il était fils d'un compagnon ébéniste et l'aîné de quatre frères, tous menuisiers [8]. Marié très

1. Arch. nat. Y. 12052, 31 juillet 1765.
2. Arch. nat. O¹. 2848 à 2857.
3. Id. O¹. 2853, fol. 284 v° (1722).
4. Id. O¹. 2984 et suiv.
5. Arch. de la Seine. *Insinuations de Testaments*. Reg. 218, fol. 166.
6. Arch. nat. Y. 15062, 16 juillet 1761.
7. Id. Y. 14112. Informations sur le décès de Pierre Roussel, m^e ébéniste, 12-30 juin 1782. — Cf. *Journal de Paris*. Enterrements du 9 juin 1782.
8. Arch. nat. Y. 14097. Scellés chez Barbe Dulin, veuve de l'ébén. Michel Roussel, 15 fév. 1772.

jeune, ayant à peine vingt ans, il acquit la maîtrise le 21 août 1745 [1], devint juré de sa communauté en 1762 [2], député de ce corps en 1777, syndic adjoint en 1779 et syndic en charge l'année suivante [3]. Il exerçait rue de Charenton, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas, sous l'*Image de Saint Pierre*, son patron [4]. Après d'assez modestes débuts, il réussit à donner une grande extension à son commerce [5]. Lorsque, en 1767, il fut pris comme arbitre dans un litige entre son confrère Grandjean et un commissionnaire en meubles [6], Roussel s'était classé parmi les premiers ébénistes de la capitale. De 1775 à 1780 [7], il reçut du prince de Condé des commandes se montant à un total d'environ 10.000 livres pour le Palais-Bourbon et le château de Chantilly [8]. La petite fortune qu'il gagna lui permit de marier une de ses quatre filles à un notaire du Châtelet; une autre épousa un commis au greffe de la Chambre des Comptes [9]. Il avait en outre deux fils qui furent ses élèves et ses collaborateurs. Pierre Roussel décéda subitement à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inventaire de ses marchandises, dressé après sa mort par les ébénistes Leleu et Cochois, atteste la prospérité de la maison. Dans les ateliers et magasins se trouvaient une cinquantaine de commodes, tant « carrées » que « circulaires » (on nommait ainsi celles en demi-lune), d'autres commodes « en tombeau » et « en console », des tables à l'anglaise, à la Dauphine, à déjeuner, à plusieurs fins, et quantité de différents ouvrages en marqueterie ou en mosaïque de bois des Indes, en laque et en acajou [10].

La veuve Roussel, née Marie-Antoinette Fontaine, continua de gérer l'établissement [11] et garda, suivant la règle, la marque de son mari pour signer les travaux de ses fils associés avec elle. Ces artisans avaient fait leurs preuves: l'aîné, PIERRE-MICHEL, possédait la maîtrise depuis le 28 août 1766; le second, PIERRE, dit *le jeune*, depuis le 13 août 1771 [12]. Celui-ci resta auprès de sa mère, tandis que le premier exploitait rue Saint-Honoré, à côté du couvent des Jacobins, une sorte de succursale spécialement consacrée aux meubles de luxe [13]. Il conserva la faveur du prince de Condé [14] et devint un des fournisseurs de la Cour [15]. Au nombre des pièces inscrites sous son nom dans les comptes royaux, figurent un « secrétaire d'acajou moucheté avec des encoignures sur les côtés, orné de jolis bronzes », et une bibliothèque assortie qui portait également des étagères latérales [16]. — En 1792, Pierre le jeune s'associait avec un sieur Durantin pour entreprendre le commerce des bois exotiques [17]; peu après Michel vendit son fonds et se retira rue de Grammont. Tous deux vivaient encore en 1800 lorsque s'ouvrit la succession de leur mère [18].

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9325.
2. Id., *ibid.*, Y. 9328.
3. Id. H². 2118.
4. Id. Y. 10803. Scellés du 11 mars 1783 après décès de l'ébén. P. Roussel. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 45, bil. du march. tap. L. Grandin, 1775. — La maison conservait encore la même enseigne sous la Révolution. Cf. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 2955.
5. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 29, bil. du tap. Houet, 1769; cart. 45, bil. du tap. Grandin, 1775; cart. 48^A, bil. du tap. Turpin, 1775; cart. 48. bil. du tap. Ravary, 1776; cart. 114, bil. du tap. Berthault, 1776; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777. — Id. *Livres de Commerce*. Reg. 5479, Journal du tap. Thurin (1769), etc.
6. Id. Consulat. *Rapports*, cart. 6, 14 mars 1767.
7. *Alm. d'Indication générale... ou du Vrai Mérite*, 1769.
8. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des ordonnances pour le paiement des travaux du Palais-Bourbon. — Comptes gén. de la construction du Palais-Bourbon. — Comptes des travaux pour Chantilly* (1777-1780).
9. Arch. nat. Y. 10803, *loc. cit.*
10. Id., *ibid.*
11. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris.* 1785-1789.
12. *Ibid.*, 1782-1789.
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1786, p. 3005.
14. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des ordonnances* (1788-17 juin 1789).
15. Arch. nat. O¹. 3638; O¹. 3645; O¹. 3650 (mém. de Hauré, 1784-1788). — O¹. 3539 et suiv.; O¹. 3543; O¹. 3072; O¹. 3078; O¹. 3088 (1790).
16. Id. O¹. 3072 (1785).
17. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 8 juillet 1792, p. 2955.
18. *Ibid.*, 1er prairial an VIII, p. 3851.

Le poinçon **P. ROUSSEL**, employé par les membres de cette famille, se rencontre sur des productions nombreuses et d'une brillante qualité. La plupart sont certainement antérieures à 1782 et datent du vivant de Roussel père. On en connaît de pur style Louis XV. Mme la comtesse F. de Bernard possède une commode de ce genre revêtue de fines marqueteries et dont la façade forme deux galbes symétriques profilés en accolade (planche LVIII). Le musée Jacquemart-André a recueilli une autre commode d'une époque un peu plus tardive, à décor d'ustensiles et attributs [1]. Chez Mme Louise Balthy se trouvait naguère un meuble analogue, montrant un lac animé de cygnes [2]. Des ouvrages précieux, qui se rattachent à la même période, ont fait partie des anciennes collections Dimitri Schevitch et Parès de Madrid [3]. Dans le musée des Arts industriels de Berlin, un riche buffet en acajou, avec des tablettes sur les côtés [4], rappelle les meubles que Roussel l'aîné livra en 1785 à l'Intendance des Menus-Plaisirs.

ROUSSELET (Pierre-Alexandre-Joseph). — Un personnage de ce nom, domicilié rue du Faubourg Saint-Antoine, prit part à l'insurrection du Quatorze-Juillet, dont il publia un récit intitulé : *Détail intéressant sur la prise de la Bastille* [5]. On le nomma vice-président du Comité des Vainqueurs [6]. Les documents de l'époque le désignent comme un ébéniste; mais ce prétendu artisan était un folliculaire désireux de se mettre en vedette. Dans un article de l'*Observateur* publié en juin 1790, il dénonça un prêtre de sa paroisse, l'abbé Schatzel, qu'il accusait de prêcher la contre-révolution aux ouvriers du faubourg [7]. Ayant obtenu une place d'inspecteur des Travaux publics, son zèle se calma. Au mois d'août 1792, il fit paraître une protestation contre la fête scandaleuse qui allait être donnée en l'honneur des soldats de Châteauvieux [8]. Gorsas, dans son *Courrier des 83 Départemens* [9], flétrit ce libelle qu'il disait « vomi par un mouchard de la cour ». Après la Terreur, Rousselet devint commissaire de police de la section des Amis de la Patrie [10]. On connaît encore plusieurs factums qu'il publia sous le Directoire contre les jacobins et les orléanistes [11]. — Il était sans doute mort depuis longtemps lorsqu'un certain Charles-Antoine-Pierre Rousselet, natif de Provins, abusa d'une similitude de nom pour obtenir la pension de 250 francs accordée par le Gouvernement de Louis-Philippe aux anciens Vainqueurs de la Bastille.

ROUSSELLE (Louis), compagnon ébéniste, né à Paris en 1756, fut, comme le précédent, un des héros du Quatorze-Juillet [12]. Enrôlé ensuite dans la gendarmerie, il déserta après quelques mois de service. Il habitait en 1795 rue Neuve-[Saint]-Laurent [13].

1. *Catalogue du Musée Jacquemart-André*, 2e éd., Paris, s. d., n° 48. — Cf. Léon Deshairs. *La Tapisserie et le Mobilier au Musée Jacquemart-André* (*Gazette des Beaux-Arts*, 1914, p. 134.)
2. Vente à Paris, juillet 1917, n° 512.
3. Id., avril 1906, n° 281 ; mars 1917, n° 314 (reprod.).
4. Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1905, p. 104 (reprod.).
5. Arch. nat. C. 35.208¹ (Pr.-verb. des 22 mars et 16 avril 1790). — F. Bournon. *La Bastille*, Paris, 1893, p. 218-221 ; — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 184.
6. Arch. nat. T. 514¹, 5, Papiers du dép. Osselin.
7. Id. D. XXIX *bis*, 6, n° 94.
8. *Réflexions d'un citoyen sur la fête projetée pour les soldats de Châteauvieux* [avril 1792].
9. N° du 12 avril 1792, p. 185.
10. *Pr.-verb. de la Convention*, 13 pluv. an III, t. LIII, p. 208.
11. *Découverte d'une armée révolutionnaire.* — *Conspiration découverte et déjouée par le télégraphe à Saint-Malo* [an VII]. — *Réponse à Rouy, membre de la Société du Manège*, 3 therm. an VII.
12. J. Durieux. *Ouv. cité.* — Arch. nat. T. 514¹, 5. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 535. — C. 35.208¹. Pr.-verb. du 25 avril 1790.
13. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q⁸.37, 28 messidor an III.

ROUX (HUBERT), dit *Leroux*, se fit recevoir maître menuisier-ébéniste à Paris le 26 avril 1777 et travailla fort activement jusqu'en 1806 [1]. Établi rue Saint-Nicolas jusqu'à la Révolution, il résida ensuite rue Saint-Antoine, n° 312. Il produisait, entre autres ouvrages, de nombreux bureaux à cylindre.

RÜBESTÜCK (FRANÇOIS), dit *Franz* ou *France*, né en Westphalie vers 1722, mourut à Paris le 28 avril 1785 [2]. Il exerçait au moins depuis sept ans dans le faubourg Saint-Antoine [3], lorsqu'il obtint ses lettres de maîtrise le 7 mai 1766 [4]. Après avoir demeuré rue de la Roquette [5], il transporta son atelier rue de Charenton, au delà du couvent des Filles Anglaises [6]. Rübestück était un ébéniste adroit et soigneux, mais des habitudes d'intempérance, qui motivèrent de la part de sa femme une demande en séparation [7], l'empêchaient de faire fructifier ses talents. Il finit ses jours presque dans la misère. Comme on ne lui connaissait pas d'héritiers, le peu qui dépendait de sa succession fut dévolu au Roi par droit d'aubaine.

Ce maître signait **F. RUBESTUCK**, en caractères espacés. Quelques pièces frappées de cette empreinte dénoncent nettement la technique d'un étranger. J'en ai vu un curieux exemple dans le commerce : c'était un secrétaire, de dimensions énormes, à panneaux de placage bordés de grecques, avec deux rangs de tiroirs dans le haut, des vantaux dans le bas, et un abattant central pouvant se manœuvrer sans effort, grâce à un système de cordes et poulies cachées derrière un double fond. Néanmoins les travaux de cet ébéniste pèchent rarement par des fautes de goût. Il a laissé beaucoup de meubles en bois laqué à décor chinois. Notre planche LVIII montre un joli morceau de ce genre ; d'autres figuraient dans le mobilier du château de Valmer dispersé en 1917 [8], et dans une vente collective qui eut lieu à la galerie Georges-Petit le 16 décembre 1922 [9]. La plus admirable production sur laquelle on ait trouvé l'estampille de Rübestück est une commode, en marqueterie à fleurs, de l'ancienne collection Cronier [10], actuellement chez M. George A. Kessler.

RUMMER (MICHAEL) [11], marqueteur allemand, né à Handschurchsheim, près Heidelberg, le 3 mai 1747; mort en 1812. Il fit dans sa jeunesse un stage à Londres, puis, sur l'invitation d'un seigneur polonais, le prince Poninski, se rendit à Varsovie où il travailla chez l'ébéniste Nieman. Revenu en Allemagne, il devint un des principaux collaborateurs de David Rœntgen à Neuwied-sur-le-Rhin. Son maître l'emmena dans plusieurs tournées à travers l'Europe. Rummer concourut pour une part importante à l'exécution d'un cabinet destiné à Marie-

1. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 52, bil. du tap. Laforest, 1780; cart. 67, bil. du tap. Prudot, 1786; cart. 74, bil. du tap. G. Martin, 1789; cart. 76, bil. du tap. Duru, 1789; cart. 80, bil. du tap. Caplin jeune, 1791 ; cart. 87, bil. du tap. Deuerbergue, an VII; cart. 98, bil. du tap. Larguière, an XII. *Livres de Commerce*, Reg. 2976, Journal du march. Trintzius (an X). — *Alm. du Commerce*, 1807.

2. Arch. nat. Y. 14115. Scellés après décès de « François Ruipentsuck, surnommé France ».

3. Id. Y. 14086, 24 mars et 30 nov. 1759; Y. 14579, Pr.-verb. des visites pour les jurés-men. de Paris, 4 déc. 1764 (sous le nom de « Robestik, dit Franc »).

4. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1785.

5. Arch. nat. Y. 14097, 17-18 mai 1770. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, bil. de l'ébén. Foullet; cart. 49 et 113, bilans du tap. Leclerc, 1779.

6. Arch. nat. Y. 14113, 20 janv. 1783 ; Y. 14115, *loc. cit.*

7. Id. 14419, 11 mars 1771.

8. Vente à Paris, fév. 1917, n° 84 (reprod.).

9. N[os] 30 et 31 du catalogue (reprod.).

10. Vente à Paris, déc. 1905, n° 138 (reprod.). Ce meuble obtint une enchère de 61.000 francs.

11. J.-G. Meusel. *Miscellaneous artistischen Inhalts*, Erfurt, 1780-1787, cahier IV, p. 47. — E. Zaïs. *L'Ebéniste David Rœntgen* (dans la *Gazette des Beaux-Arts*, 3[e] période, 1890, p. 183).



FRANÇOIS RUBESTUCK.
Secrétaire Louis XV en bois laqué de style chinois.
(anc. coll. du vicomte de B...).



PIERRE ROUSSEL.
Commode Louis XV en marqueterie à fleurs.
(coll. de Mme la Comtesse F. de Bernard).

Antoinette et de deux grands panneaux décoratifs représentant des sujets d'histoire romaine. Ces tableaux, achetés par le prince Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas, se trouvent actuellement au musée d'Art industriel de Vienne.

RUSSEL (John) fut un habile fabricant de sièges, établi à Londres, New-Bird street, Oxford road, entre 1776 et 1803 [1]. Fournisseur attitré du roi George III (*Chairmaker to the King*), Russel créa pour ce souverain une quantité d'ouvrages de luxe et de fantaisie, parmi lesquels des chaises de noyer garnies en cuir de Cordoue et d'autres en bambou foncées de canne [2].

RUSTE (Iosef), menuisier à Stockholm, fut employé par la cour de Suède de 1772 à 1785. Il fournit notamment pour le palais royal plusieurs grandes chaises percées, dans la forme de bergères en gondole [3].



SADDON (J.), menuisier-sculpteur provincial du temps de Louis XV, a signé une curieuse commode que possède M. L. Mennemar à Reims. Ce meuble, en bois de noyer, d'une forme très lourde, présente une riche ornementation de rocailles et de fleurs sculptées, avec des motifs d'angle travaillés à jour. Dans un des albums de la bibliothèque des Arts décoratifs, on peut voir des photographies qui montrent cet ouvrage sous différents aspects [4].

SADON (Mathieu), ébéniste parisien, né en 1730 [5], mort dans les derniers mois de 1798 [6]. D'abord artisan libre au faubourg Saint-Antoine [7], il exploita sous Louis XVI, rue de l'Échelle-Saint-Honoré, un magasin de meubles pour lequel travaillèrent l'ébéniste Simon Rebour et le fondeur Étienne Garin [8]. Après la Révolution, il continua son commerce dans le même quartier, rue de la Sourdière, n° 69 [9].

SAGEOT (Nicolas), « menuisier en ébène » à Paris sous la Régence, était marié à une fille de son confrère Jacques Roussel [10].

SAINT-GEORGES (Étienne), maître-menuisier en meubles, mort à Paris le 12 juillet 1737 [11]. Il tenait boutique rue de Cléry, vis-à-vis la rue Saint-Philippe, sous l'enseigne du *Grand Saint-*

1. *Kent's Directory.* — *Universal British Directory.*
2. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 456 et suiv.
3. Arch. de l'État suédois. *K. Husgerådskammarens Råkenskap*, 1775.
4. Bibl. des Arts décor. *Recueils de documents*, 344, 3.
5. Arch. nat. Y. 14087, 20 juin 1760.
6. On le trouve encore cité le 5 août 1798 dans le livre-journal du march. Collignon (Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2578, 18 thermidor an VI). — D'autre part sa veuve succomba le 18 janv. 1799 (*Annonces, Affiches et Avis divers*, an VII, p. 2186).
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 16. Bil. du march. tabletier et peintre-vernisseur Nicolas-Denis Regnault, 1758; cart. 31, bil. du march. de bois Bonnard, 1770; cart. 38, bil. du march. de bois Monbelet, 1773. A cette époque, Sadon résidait rue de Charonne, dans le cul-de-sac des Suisses, qui est aujourd'hui l'impasse Mortagne.
8. Id. *Ibid.*, cart. 38 et 68, bilans de l'ébén. Rebour, 1773-1786; cart. 65, bil. du fondeur Garin, 1785.
9. Id. *Livres de Commerce.* Reg. 2578. Journal du march. Collignon, an VI. — *Alm. du Commerce*, an VII.
10. Id. *Insinuations de Testaments.* Reg. 218, fol. 166, testament de l'ébén. J. Roussel, 19 juillet 1722.
11. Arch. nat. Y. 14061. *Scellés.*

Georges. De son mariage avec Jeanne-Madeleine Gareau, il eut quatre enfants : un fils auquel est consacrée la notice suivante, et trois filles qui s'unirent aux menuisiers Jean Mouette, J.-B. Lelarge et Claude Sené, tous habiles fabricants de sièges. La veuve de ce maître conserva le fonds pendant une dizaine d'années, puis, l'ayant cédé à son fils Jean-Étienne, devint bourgeoise de Paris [1]. Elle employait la marque **S.T GEORGE** (*sic*), imprimée en lettres irrégulières.

SAINT-GEORGES (JEAN-ÉTIENNE), fils du précédent, né en 1723 [2], inhumé à Paris, en l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, le 20 octobre 1790 [3]. Après avoir épousé une fille du menuisier Destrumel [4], il gagna la maîtrise le 10 avril 1747 [5] et s'associa avec un de ses beaux-frères, Claude Sené, pour exploiter l'ancien atelier de son père, rue de Cléry, vis-à-vis la rue Saint-Philippe, au *Grand Saint-Georges* [6]. Il se distingua dans son métier et eut des relations avec nombre de marchands [7] auxquels il fournissait des bois de lits et de sièges sculptés par Pierre Groult, Vincent Nauroy, Nicolas Grouël et Guillaume Hutin [8]. Malheureusement il manquait d'ordre dans ses affaires et de sérieux dans sa conduite [9]. La situation de sa maison ne fut jamais brillante. En 1780, Sené se sépara de lui, et, peu après, Saint-Georges dut déposer son bilan, qui se soldait par un déficit d'environ 16.000 livres [10]. Il continua néanmoins d'exercer jusqu'à sa mort.

Ses ouvrages sont signés **J. E. SAINT GEORGES**. On en connaît de gracieux spécimens, surtout dans le style transitoire Louis XV à Louis XVI, comme un petit fauteuil à bras contournés et à pieds fuselés que possède Mme la marquise de La Londe.

SAINT-GERMAIN (JOSEPH DE), ébéniste à Paris, fut le père du fameux fondeur Jean-Joseph de Saint-Germain (1720 † 1791). Vers le milieu du règne de Louis XV, il résidait dans le faubourg Saint-Antoine, sur la paroisse Sainte-Marguerite [11].

SANSON (LOUIS-JEAN-BAPTISTE) exploita un atelier de menuisier en meubles à Paris, rue Saint-Nicolas, entre 1771 et 1804 [12], d'abord comme ouvrier libre, puis comme artisan patenté. Il vendait sous le Consulat des mobiliers de salon en acajou et des sièges en merisier, la plupart avec des montants en volutes, dits « à crosse » [13].

SAR (JEAN-GIRARD-THÉODORE), né en 1724 [14], se fit recevoir maître à Paris le 1er octobre 1766 [15]. Il exerça rue de Lappe [16], où il demeurait encore, retiré des affaires, à la veille de la Révo-

1. Arch. nat. Y. 12039, 19 mars 1750 ; Y. 12040, scellés et information après le décès de J.-M. Gareau, veuve Saint-Georges, 11 oct. 1753.
2. Id. Y. 12161, 19 juin 1758.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 3304.
4. V. ci-dessus, p. 92.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. nat. Y. 12039, 19 mars 1750 ; Y. 12161, 19 juin 1758.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, livre des ouvriers de l'ében. Migeon (1750-1754) ; Reg. 2801, journal du tap. Nonat (1779) ; Reg. 2904, journal des frères Presle, march. tap. (1780), etc. — Id. *Bilans*, cart. 14, bil. du tap. Templeux, 1756 ; cart. 21, bil. du tap. Planque, 1763 ; cart. 29, bil. du tap. Houet, 1769 ; cart. 42A, bil. du tap. Hercourt-Lavigne, 1777 ; cart. 45, bil. du tap. Grandin, 1775 ; cart. 55, bil. du tap. Sancourt, 1781 ; cart. 65, bil. du tap. Guyard, 1785, etc.
8. Id. *Bilans*, cart. 53, bilan du maître et de Marie-Louise Destrumel, sa femme, 13 juin 1780.
9. Arch. nat. Y. 12039, 19 mars 1750 ; Y. 12042, 18-24 nov. 1755, etc.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 53, *loc. cit.*, et *Livres de Commerce*. Reg. 4207, carnet du me men. J.-E. Saint Georges.
11. Mis des Granges de Surgères. *Artistes français des XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, 1893, p. 186.
12. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 33, bil. du s. Evrard, janv. 1771 ; cart. 49, bil. du tap. Ricard, 1779 ; cart. 87, bil. du tap. Deuerbergue, an VII, etc. — *Alm. de Paris*, 1789, 2e partie. — *Alm. des Adresses de Paris*, 1791,
13. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3930, journal du tap. Benoist (an XII).
14. Arch. nat. Y. 15068, 12 août 1765.
15. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
16. Arch. nat. Y. 14089, 9 nov. 1762 ; Y. 14103, 17 août 1776 ; Y. 14424, 10 janv. 1777.

lution [1]. Cet ébéniste confectionnait surtout des ouvrages ordinaires en bois teint [2], mais il faisait aussi des meubles de luxe aux garnitures desquels travailla le ciseleur Desseule [3].

SAUNIER (les), famille parisienne qui compta de nombreux ébénistes au XVIIIe siècle. Elle ne se rattachait d'ailleurs en aucune manière à un prétendu Jacques Saunier, ébéniste royal sous Louis XIV [4]; le personnage en question s'appelait Somer, nom auquel des transcriptions fautives ont donné la forme de *Sonnier* puis de *Saunier*.

Parmi les artisans qui nous intéressent, le premier connu, CHARLES, possédait la maîtrise en 1737 et paraît avoir travaillé jusque vers le milieu du règne de Louis XV. Il avait son atelier rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas [5]. On lui attribue l'estampille **SAUNIER**, sans initiale de prénom. J'ai relevé cette empreinte, il y a quelques années, dans les magasins de MM. Parguez-Perdreau, sur un meuble assez curieux, une sorte de *chiffonnière* ou *demi-commode* en bois de violette, aux formes très mouvementées et un peu lourdes.

JEAN-CHARLES, fils du précédent, reçu maître le 27 août 1743 [6], conserva l'établissement de son père rue du Faubourg Saint-Antoine. Il fit partie de la jurande de sa communauté entre 1750 et 1752 [7]. On le trouve cité dans le livre-journal du tapissier Lelorin pour la fourniture d' « un bureau de bois des Indes garni de bronzes et marqué de sa marque », qui lui fut payé 139 livres [8]. Il vendit aussi des ouvrages à l'ébéniste J.-F. Œben [9]. Une commode en tombeau portant son poinçon, **I. C. SAUNIER**, fut présentée par M. Stettiner à l'Exposition de l'Union centrale des Arts décoratifs en 1882 [10]. Ce fabricant mourut vers 1765 et eut pour successeur son fils aîné, CLAUDE-CHARLES, auquel sera consacrée la notice suivante.

Son second fils, JEAN-BAPTISTE, prêta serment le 29 juillet 1757 [11]; il s'établit ensuite rue de Charenton [12], d'où il avait disparu en 1782. Ce dernier signait : **I. B. SAUNIER**. On pouvait voir un charmant exemple de ses productions à la vente du baron Lepic : c'était une toute petite commode, dans le plus gracieux style Louis XV, offrant, sur les trois faces, de fines marqueteries à dessins de corbeilles et bouquets de fleurs [13].

Plusieurs autres membres de cette famille exercèrent la même profession comme artisans libres ou comme simples ouvriers. L'un d'entre eux, CHARLES-CLAUDE, — sans doute fils de Jean-Baptiste et filleul de son oncle Claude-Charles, — quitta l'établi en septembre 1792, à l'âge de vingt-quatre ans, pour s'enrôler dans un bataillon de volontaires nationaux. Sous-lieutenant en 1795, il passa bientôt capitaine et reçut en 1805 la croix de la Légion d'honneur. Il fut tué au combat de Sacile, en Vénétie, le 16 avril 1809 [14].

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, faillite du sieur Tournay, 28 mars 1789.
2. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 5491, Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon (1755).
3. Id. *Bilans*, cart. 51, faillite du ciseleur Desseule, 1779.
4. Cf. : J. Guiffrey. *Scellés et inventaires d'artistes du XVIIe et du XVIIIe s.*, Paris, 1884-1886, t. II, p. 251. — H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. II, p. 252. — H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 142 et 155.
5. Arch. nat. Y. 10987, 9 oct. 1741.
6. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325.
7. Id. *Ibid*. Y. 9327, 1er août 1750.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 1308, 10 juillet 1758.
9. Arch. nat. Z 1m 39. Scellés après décès de J.-F. Œben, ébén. du Roi, janv. 1763 (38e opp.).
10. A. de Champeaux. *Notes mss*. (Bibl. des Arts décor., X. 45).
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
12. Id. Y. 14097, 18 sept. 1770.
13. Vente à Paris, juin 1897, no 49. Le meuble est reproduit dans l'*Histoire des Arts appliqués à l'Industrie*, par E. Molinier, t. III, p. 175.
14. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 701.

SAUNIER (Claude-Charles), fameux ébéniste parisien, né en 1735, mort le 16 août 1807[1]. Fils et petit-fils d'artisans du métier[2], il obtint ses lettres de maîtrise dès l'âge de dix-huit ans, le 31 juillet 1752[3], mais ne les fit enregistrer qu'au mois de novembre 1765[4], pour succéder à son père chez lequel il avait travaillé jusqu'alors. Il conserva le même atelier, situé rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Saint-Nicolas. Le renom de cette maison allait rapidement grandir sous sa conduite. Homme d'invention et de goût, notre ébéniste se distingua par la brillante qualité de ses œuvres, qu'il signait **C. C. SAUNIER**. Les plus anciennes se rattachent encore au style Louis XV, entre autres un précieux bureau orné de porcelaines peintes, que lady Carnavon a recueilli dans la succession de M. Alfred de Rothschild[5]. Toutefois le maître abandonna bientôt ce genre pour s'inspirer de l'art classique. Une petite commode ayant appartenu au vicomte de Bondy[6] donne un exemple de sa nouvelle manière. Ce meuble, posé sur des pieds en gaîne, présente une façade rigoureusement plane, mais dont la raideur est atténuée par des montants sinueux d'un effet très imprévu. La collection Wallace à Londres renferme un magnifique secrétaire que Saunier construisit vers la même époque, aux alentours de 1770[7] (planche LIX). La noblesse de ce morceau, la perfection de sa facture, la splendeur de ses cuivres permettent de le classer parmi les chefs-d'œuvre de l'industrie française, bien que sa composition pèche par certains détails et manque un peu d'unité. Ses fines décorations sont dues à un ouvrier de l'atelier, Jean-Baptiste Foulet, dont le nom se lit sur un des panneaux représentant des motifs d'architecture. Saunier lui-même semble avoir peu pratiqué la marqueterie. Il recourait à d'autres moyens pour embellir ses meubles : il recherchait volontiers, dans ses placages, les contrastes de couleurs, en juxtaposant par exemple l'ébène et le bois de rose. Un des premiers parmi ses confrères parisiens, il utilisa sur de larges surfaces les essences indigènes, jusqu'alors dédaignées dans l'ébénisterie de luxe. Nous connaissons de lui quelques meubles en érable, comme un secrétaire orné de très jolis bronzes qui appartient à M[me] la comtesse d'Hédouville[8].

La fabrique de Saunier fut particulièrement active sous le règne de Louis XVI. Ses productions de cette période se recommandent moins par leur singularité que par leur harmonieuse et discrète élégance. Le Mobilier national en conserve deux spécimens qui se trouvent aujourd'hui au palais de Fontainebleau : une commode d'un dessin très pur et une console-desserte à côtés arrondis. Ces sortes de buffets furent une des spécialités du maître. Il en a créé un nombre considérable, de différents modèles, tantôt formant une petite armoire entre deux rangées d'étagères, tantôt ouverts par devant avec un fond plein, le plus souvent disposés à claire-voie et simplement traversés par des tablettes d'entrejambes. Dans les catalogues des ventes de M. Allard de Meeus[9], de M[me] Balletta[10] et de l'antiquaire L. Lévy[11] sont reproduits

1. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 321.
2. V. la notice précédente.
3. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
4. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
5. Ce bureau est reproduit dans l'*Hist. des Arts appliqués à l'Industrie*, par E. Molinier, t. III, p. 175.
6. Vente à Paris, 21 mai 1891, n° 158. — Cf. E. Molinier. *Ouv. cité*, t. III, p. 186.
7. *Catalogue of the Furniture..... in the Wallace Collection*, London, 1906, p. 312. Gal. XVIII, n° 30.
8. Ce meuble figurait dans la vente après décès de M[me] la comtesse de Clermont-Tonnerre, Paris, déc. 1900, n° 347.
9. Paris, juin 1910, n° 207.
10. Id., mai 1912, n° 339.
11. Id., juin 1917, n° 210.

1



2



CLAUDE-CHARLES SAUNIER.

1. Secrétaire en marqueterie, exécuté vers 1772 *(coll. Wallace à Londres).*
2. Grande console Louis XVI en ébène et citronnier *(anc. coll. Casimir-Perier).*

plusieurs ouvrages de ce genre, façonnés en acajou comme l'exemplaire de Fontainebleau. L'ancienne collection du marquis de Biron comprenait deux pièces analogues plaquées d'ébène [1]. Notre planche LIX en montre une autre, qui dépendait de la succession de Mme Casimir-Perier [2]. Le marquis de La Guiche possède, au château de Chaumont (Saône-et-Loire), une paire d'admirables buffets à panneaux de laque commandés à Saunier par un de ses ancêtres.

La Révolution n'arrêta point la carrière de notre artiste, qui continuait à travailler sous le Directoire, rue du Faubourg [Saint] Antoine, n° 42. Son nom est cité dans les annuaires jusqu'en 1799 [3]. Peu après il perdit sa femme, Antoinette Pierre [4]. Il avait alors soixante-six ans ; mais, ne pouvant sans doute endurer la solitude dans l'inaction de la vieillesse, il épousa bientôt en secondes noces Anne-Françoise Vérinet, avec laquelle il demeurait rue Saint-Claude au terme de sa vie [5].

SAUVAGE (Philippe-Amboise) n'était pas, comme on l'a dit, un fabricant de meubles, mais un marchand parisien, établi rue Montmartre vers le début du règne de Louis XVI [6]. Le Garde-Meuble lui acheta plusieurs grandes commodes en marqueterie, qui furent plus tard restaurées par Beneman pour les appartements de la Reine à Versailles et à Compiègne [7].

SAVARD (Dieudonné-Grégoire), devenu maître à Paris le 27 juillet 1763, travailla cour de la Juiverie au faubourg Saint-Antoine jusqu'en 1787 [8].

SAVEREAU (Aimé) fut ébéniste à Nantes, où sa veuve, Aimée Silmont, mourut en 1764, âgée de quatre-vingt-quatre ans [9].

SCHEFFER (François), né vers 1749 [10], se fixa de bonne heure à Paris et adopta le pseudonyme de *Berger* ou *Bergé*, traduction française de son nom allemand. Il exerça d'abord comme ouvrier libre dans l'enclos privilégié des Quinze-Vingts, sur la paroisse Saint-Rémy. A cette époque, il faisait surtout des petits meubles en bois de rose, qu'il ornait de cuivres fondus par Huon, ciselés par Rousseau, dorés par Lemoine et Viviez. Une de ses premières clientes fut la marquise de Marigny à laquelle il livra, entre autres pièces, un lit à la turque. La comtesse de Serrant lui commanda deux petits secrétaires, une table à corbeille et un perchoir de perroquet. Il fournit aussi des ouvrages au prince d'Arenberg [11]. Obligé de vendre à crédit et manquant de capitaux pour soutenir son entreprise, Bergé dut suspendre ses payements le 7 août 1779 [12] et demander un concordat à ses créanciers. L'année suivante, il terminait pour le service du comte d'Artois, au pavillon de Bagatelle, une importante bibliothèque en acajou moucheté, avec des colonnes et pilastres à chapiteaux de bois jaune. Ce meuble, qu'il construisit sur les dessins de l'architecte Belanger, lui fut payé 3.540 livres [13]. Après avoir pris tardivement des lettres de

1. Vente à Paris, juin 1914, nos 367 et 368.
2. Id., juin 1912, n° 73.
3. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
4. Arch. de la Seine. Enregistrement. *Tables des Décès*. Q8. 57, 2 niv. an X.
5. Id. *loc. cit.* Q8. 321, 16 août 1807.
6. Arch. nat. Y. 13974. Scellés aprés décés de l'ébén. Pierre Denizot, son beau-pére, 28 mai 1782.
7. Id. O1. 3639 à 3646 (mémoires de Hauré, 1786-1788). — Cf. Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 60.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1787. — Arch. nat. Y. 15068, 18 fév. 1765 (sous le nom de « Salard ») ; Y. 14102, 29 janv. 1775. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 57, faillite du tap. Chevreau, 1781.
9. *Nouv. Arch. de l'Art français*, t. XIV, p. 427.
10. Arch. nat. Y. 14235, 7 mars 1785.
11. Arch. de la Seine, *Livres de Commerce*. Reg. 3886, Journal de l'ébén. Bergé (1777-1779).
12. Id. *Bilans*, cart. 48A.
13. Arch. nat. R1. 320 (1780).

maîtrise le 2 juin 1782 [1], Bergé transféra son atelier rue de Richelieu, d'où il disparut vers 1789.

SCHEFFER (JEAN-CONRAD SCHÄFFER ou), reçu maître à Paris le 28 septembre 1786 [2], s'installa dans le quartier de la Ville-l'Évêque, place du Marché d'Aguesseau. Cet ébéniste publia dans les *Petites Affiches* plusieurs annonces concernant des meubles richement garnis de fontes dorées [3]. Il travaillait encore au début de l'Empire [4].

SCHEY (FIDELIS ou FIDELY), vulgairement connu sous son seul prénom qu'il écrivait *Fidellij* [5], passa maître à Paris le 5 février 1777 et devint en 1783 député ou conseiller de sa corporation [6]. Marié à une sœur de l'ébéniste Montigny [7], il demeura dans le voisinage de ce dernier, rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis l'hospice des Enfants Trouvés. Son atelier fabriquait avec succès des meubles de luxe et de fantaisie, tels que des guéridons à patins faisant toilette, des chiffonnières, des tables de nuit à cylindre, des secrétaires surmontés d'une bibliothèque [8]. En 1786, il exécuta pour la Couronne plusieurs tables à jeu destinées au château de Fontainebleau [9]. Il mourut le 29 juillet 1788 [10]. Cet artisan, qui signait **F. SCHEY**, a laissé de nombreux ouvrages, d'une facture soignée, mais d'un style assez froid. La plupart sont en acajou, comme un meuble d'entre-deux à étagères latérales reproduit dans le catalogue de la vente Louise Balthy [11], un beau bureau que j'ai vu chez M. G. Keller, et une paire de petites commodes de la collection Puiforcat. Le musée de Chaalis renferme un secrétaire du même auteur, avec des panneaux de placages encadrés de grecques. Comme autre exemple de ses travaux de marqueterie, on peut citer une table-coiffeuse, décorée d'entrelacs et rosaces, qui appartient au comte de Kervéguen.

SCHILLER (JEAN-MARTIN SCHÜLER, dit), né en 1753 à Sleide, près Leipzig ; mort à Paris le 22 mai 1812 [12]. Il était artisan libre au faubourg Saint-Antoine quand une saisie de ses ouvrages par la jurande des menuisiers lui fit solliciter la maîtrise, qu'il obtint le 27 juin 1781 [13]. Trois ans plus tard, il se maria dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, ayant pour témoin son confrère Philippe Feuerstein [14]. Cet ébéniste résida successivement rue Saint-Nicolas et rue du Faubourg Saint-Antoine, n° 97. On connaît quelques bonnes productions du temps de

1. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris.*
2. *Ibid.*, 1782-1789.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1788, p. 755 ; 1789, p. 339.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 3436, Journal de Roussel et Portarieu, march. de bois exotiques (an XIV).
5. V. Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 73. Dossier de la faillite du tap. Hequet, 1788.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787. — Arch. nat. H². 2118.
7. Arch. nat. Y. 14436. Scellés après décès de l'ébén. « Fidely Chey », 29 juillet 1788.
8. Ibid. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441, Journal du tap. Bonnemain jeune (1785-1786). — V. aussi *Bilans*, cart. 52, bil. de la veuve Migeon, 1780 ; cart. 64, bil. faillite du tap. Boizon, 1784 ; cart. 72, bil. du tap. Law, 1788 ; cart. 73, bil. du tap. Hequet, 1788, etc.
9. Arch. nat. O¹. 3639 (mémoire de Hauré, 2e semestre de 1786). — Cf. Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 35.
10. Arch. nat. Y. 14436. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1788, p. 2174. — *Journal de Paris*. Enterrements du 31 juillet 1788 (sous le nom de « Fidelly-Chay »).
11. Vente à Paris, juillet 1917, n° 325 (reprod.).
12. Arch. de la Seine, Enregist. *Tables des Décès*. Reg. 365. — Arch. de l'Égl. luthérienne à Paris. *Reg. des Décès de 1809 à 1845*, p. 10.
13. Arch. nat. H². 2118. Comptes de la Communauté, 1780-1781 : « Ne font aussi les comptables aucune recette relativement aux saisies faites sur les sieurs Schiler, Louasse, Brevart, Tramey, attendu qu'ils se sont fait recevoir maîtres, conformément aux autorisations de M. le Lieutenant général de police ». — *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. Arch. de l'Égl. luth. à Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède, de 1764 à 1806*, p. 106-107. Mariage de Johann-Martin Schüller et de Christiana-Veronica Eker, 2 août 1784.

Louis XVI portant son estampille **J. M. SCHILLER**. Mme Demachy possède de lui, au château d'Ognon (Oise), une assez curieuse commode en bois d'acajou et de cèdre.

SCHLICHTIG (Jean-Georges), originaire d'Allemagne, avait une quarantaine d'années lorsqu'il gagna la maîtrise à Paris le 2 octobre 1765 [1]; il devint plus tard député ou conseiller de sa corporation [2]. Habile marqueteur, ce fabricant se distingua dans l'ébénisterie d'art et mérita de travailler pour la famille royale. Il exerçait rue Saint-Nicolas [3]. Après sa mort, survenue en février 1782 [4], sa veuve, Élisabeth-Adrienne Petit (1729 † 1808), conserva quelque temps la même boutique, puis se retira dans une situation aisée [5]. Le legs Camondo a fait entrer au musée du Louvre une précieuse commode signée **I. G. SCHLICHTIG** [6]. Cette pièce porte aux angles le chiffre de Marie-Antoinette incrusté en nacre; ses panneaux offrent des marqueteries de bois et d'ivoire qui représentent des perspectives d'architecture et des personnages en costumes du temps (planche LX). — Les œuvres de ce maître ont souvent un caractère original où se reconnaît le goût d'un étranger. Le musée d'Art industriel de Christiania montre une de ses productions typiques : c'est une table à coiffer en bois de rose, dont les formes lourdement contournées relèvent plus du rococo allemand que de notre style Louis XV.

SCHMIDT (Antoine-Marie), un des fournisseurs de la Cour sous Louis XVI, était natif de Herrnsheim (Hesse) et fils d'un sculpteur [7]. Venu chercher fortune à Paris, il se maria au mois d'octobre 1782 dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, en présence de l'ébéniste Joseph Lepage [8]. Après avoir passé maître le 4 février 1784, il s'établit rue Chabanais [9]. La même année et les suivantes, Schmidt fut occupé à divers travaux pour les Menus-Plaisirs. Il livra notamment des tables de brelan, de quadrille, de piquet, destinées aux maisons royales [10]. En 1788, il construisit une très grande table d'acajou massif, composée de six feuillets mobiles ayant ensemble vingt-deux pieds de long sur neuf de large, pour servir dans le cabinet de physique des Enfants de France au château de Versailles [11]. Cet ébéniste continuait de travailler sous le Consulat, mais sa situation était alors peu brillante et finit par devenir tout à fait mauvaise [12]. On a relevé son estampille **A. M. SCHMIDT** sur quelques meubles en acajou, dont une petite bibliothèque vitrée à filets d'ébène et canaux de cuivre.

SCHMITZ (Guillaume) fit partie d'une des dernières promotions de maîtres parisiens, le 13 mai 1789 [13]. Il résida rue Poissonnière, puis rue Beauregard jusque vers 1810 [14]. Son atelier semble avoir eu peu d'importance.

1. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782.
2. Arch. nat. H². 2118.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782; cart. 116, bil. du tap. Bimuler, 1777.
4. *Journal de Paris*. Enterrements du 23 fév. 1782.
5. *Alm. de Paris*, 1785-1786 (2e partie). — Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 321, 21 août 1808. Au moment de sa mort, la veuve Schlichtig était propriétaire de trois immeubles dans le faub. Saint-Antoine, donnant un revenu de 2.400 livres.
6. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. Paris [1922], no 94.
7. Arch. de l'Égl. luth. de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède, de 1764 à 1806*, p. 92. Mariage de Antoine Schmid et de Catherine Marguerite Berron, 14 oct. 1782.
8. Id., *ibid.*
9. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1784, p. 3402; 1785, p. 2075.
10. Arch. nat. O¹. 3078. — V. aussi : O¹. 3068, 3076, etc.
11. Id. O¹. 3083 (no 840).
12. En 1806, on le trouve cité, sous le nom de « Chemitte », comme débiteur insolvable du march. de bois Delor, chez lequel il avait fait des achats en l'an X (Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 103 et *Livres de Commerce*, reg. 865).
13. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9334.
14. *Alm. du Commerce*, an VI et suiv.

SCHMITZ (Joseph), reçu maître à Paris le 18 juin 1761 [1], demeurait rue de Charonne, d'où il disparut avant 1782. Sa marque **J. SCHMITZ** se rencontre assez fréquemment sur des meubles Louis XV en bois de placage, comme des tables de dame et des commodes enrichies de cuivres à rocailles. On a confondu cet ébéniste avec deux homonymes qui pourraient avoir été ses fils : Jean Schmitz, menuisier en bâtiments, et Pierre Schmitz, menuisier en carrosses.

SCHNEIDER (Caspar), originaire d'Allemagne, travaillait au faubourg Saint-Antoine vers le milieu du règne de Louis XVI. Il était vulgairement connu sous le seul prénom de *Gaspard*. En 1785, on le trouve cité dans les comptes royaux pour le payement d'un secrétaire en bois de placage, dont il avait fait l'ébénisterie et Thomire les bronzes [2]. Bientôt après, le 15 mars 1786, il obtint des lettres de maîtrise [3]. Cet habile artisan continua de fournir des ouvrages à la Couronne [4] et reçut aussi des commandes pour le service particulier de la Reine. Il habitait alors la Grande rue du Faubourg Saint-Antoine. Ruiné par la Révolution [5], il dut fermer son atelier et se retira rue Beautreillis. En décembre 1799, il perdit sa femme, qui s'appelait Marie-Catherine Œben [6], mais ne paraît avoir eu aucun lien de famille avec le célèbre ébéniste de Louis XV. Il vivait encore en 1806, toujours chargé de dettes et notoirement insolvable [7].

Pour signer ses travaux, le maître employa une estampille où son prénom figure en toutes lettres, orthographié à l'allemande : **CASPAR SCHNEIDER**. Sa marque fut découverte, il y a une quarantaine d'années, sur un précieux guéridon provenant du mobilier de Marie-Antoinette à Saint-Cloud et qui orne aujourd'hui le Petit Trianon [8]. Cette table de forme ovale, très mince de corps, repose sur quatre pieds légerement obliques, reliés par des entretoises qui supportent une cassolette. Le dessus est en marbre blanc serti dans une galerie à jour. Le reste du meuble, en bois d'acajou, porte des appliques de bronze doré, des motifs en bronze patiné à l'antique, des médaillons en biscuit de Sèvres et des peintures sous verre dans le goût de Degault. L'ensemble a de la légèreté, de la fraîcheur, de l'éclat, mais manque un peu de grâce et produit un effet plus bizarre que plaisant. On connaît d'autres œuvres du même ébéniste, également exécutées avec beaucoup de soin. Je possède de lui une petite commode demi-lune que représente la planche LX.

SCHNEIDER (Jean), beau-frère de Gilles Joubert [9], ébéniste de Louis XV, fit enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris le 5 octobre 1757 [10]. Il résidait alors à Choisy, où il était employé au château, ayant pour principale attribution d'entretenir la *table volante* qui servait aux petits soupers du Roi [11]. Cette table, qu'une machine actionnée à bras d'hommes faisait disparaître sous le plancher et remonter toute servie, ne se manœuvrait point sans heurts, de sorte que son mécanisme et ses marqueteries nécessitaient de continuelles réparations.

1. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
2. Arch. nat. O[1]. 3634.
3. *Liste générale des M[es] Men-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
4. Arch. nat. O[1]. 3635 à 3650 (mémoires de Hauré, 1785-1788).
5. Id. D. XXIX[bis], 6, n° 94. Affaire Schatzel, juin 1790.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 69, 27 frim. an VIII.
7. Id. *Bilans*, cart. 103, bil. du march. de bois Delor, 1806.
8. Ce meuble a été reproduit dans de nombreux ouvrages, et notam. dans le *Dict. de l'Ameublement* de H. Havard, t. III, col. 1113.
9. V. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 52, bil. de la veuve Migeon, march. ébén., 2 juillet 1779 ; le nom est écrit « Chenesdre ».
10. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
11. Id. O[1]. 2262 et suiv. V. ci-dessus, page 168.



GASPAR SCHNEIDER.
Commode demi-lune en acajou moucheté, époque Louis XVI.
(*coll. de l'auteur*).



JEAN-GEORGES SCHLICHTIG.
Commode fin Louis XV en marqueterie de bois, d'ivoire et de nacre, aux chiffres de Marie-Antoinette.
(*Musée du Louvre, coll. Camondo*).

Schneider en avait assumé l'entreprise moyennant un forfait annuel de 800 livres. Comme fonctionnaire de la Couronne, il recevait de plus 100 livres de gages par semestre et un habillement de cérémonie en drap bleu brodé d'argent [1]. Il mourut le 28 février 1769 [2]. Son fils GEORGES continua de restaurer les marqueteries de la table volante, en partageant le forfait d'entretien avec le serrurier J.-B. Jonquet [3].

SCHNEIDER (JEAN-JOSEPH), compagnon ébéniste, domicilié rue Saint-Nicolas, au faubourg Saint-Antoine, fut un des Vainqueurs de la Bastille [4].

SCHÜLER (JEAN-MARTIN), dit SCHILLER. *Voy.* ce nom.

SCHÜLLER (JEAN-PHILIPPE), né en 1734 à Nassau-Weilbourg (Hesse) [5], se fit recevoir maître à Paris le 21 janvier 1767 et s'installa rue de la Petite-Truanderie, où il travaillait encore vers la fin du règne de Louis XVI [6]. On a trouvé sa marque **I. P. SCHULLER** sur des ébénisteries de bonne fabrication courante.

SCHWARTZ, établi sous le Consulat rue du Faubourg Saint-Antoine, vis-à-vis la rue Traversière, faisait au goût du jour des commodes, des secrétaires et des chiffonniers à figures dorées ou bronzées, ainsi que des bois de lit ornés du même genre de sculptures [7].

SCHWERDFEGER (JEAN-FERDINAND), natif d'Allemagne, résidait à Paris en 1760, date à laquelle il assista au mariage de son confrère Jean Stumpff, dans la chapelle de l'Ambassade de Suède [8]. Cependant il ne passa maître que longtemps plus tard, le 26 mai 1786 [9]. L'année suivante, il exécuta l'ébénisterie du magnifique serre-bijoux offert à la Reine par la Ville de Paris et qui se trouve maintenant au palais de Versailles (planche LXI). Ce grand cabinet, construit en bois d'acajou, repose sur huit pieds dans la forme de carquois. Ses panneaux disparaissent sous une profusion de cuivres précieux, accompagnés par des porcelaines de Sèvres, des incrustations de nacre, des peintures sous verre. Aux montants, quatre cariatides de bronze doré symbolisent les Saisons. Le couronnement est formé par des figures allégoriques, qui soutenaient le diadème royal aujourd'hui disparu. Le ciseleur Thomire et le peintre Degault concoururent à la décoration de ce chef-d'œuvre, entrepris sous la direction de Bonnefoy-Duplan, garde-meuble de Marie-Antoinette au Petit Trianon [10]. Outre ce morceau capital, Schwerdfeger a laissé des ouvrages en acajou, remarquables par leur style recherché et la finesse de leur facture. Le legs Schlichting en a fait entrer un exemplaire au musée du Louvre : c'est une curieuse table à ouvrage, ornée de bronzes qui simulent des vanneries [11]. Dans l'ancienne collection Demonts figurait une autre petite table du même auteur, composée dans un goût non moins original [12]. Cet ébéniste demeurait rue Saint-Sébastien, où il continua d'exercer au

1. *Nouv. Arch. de l'Art fr.*, 1888, p. 249.
2. Arch. nat. O[1]. 2270, fol. 302 v°.
3. Id., *ibid.*, fol. 303 ; O[1]. 2272, fol. 289 et 393.
4. Id. T. 514 [1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 217.
5. Id. Y. 14420, 27 janv.-21 fév. 1772. — Arch. de l'Égl. luth. de Paris. *Reg. des Mariages célébrés en la chapelle de l'Amb. de Suède, de 1764 à 1806.* Mariage de Jean-Philippe Schuller et de Frédérique-Catherine Weinin, 29 janv. 1765.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1787.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 3930. Journal du tap. Benoist (an XII et XIII).
8. Arch. de l'Égl. luth. de Paris. *Premier Reg. de la chapelle de Suède*, 23 avril 1760. L'ébéniste a signé l'acte : *Johann Ferdinandt Schwerdtfeger.*
9. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
10. Mme Campan. *Mémoires*, t. I, p. 304.
11. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Mobilier du XVIIe et du XVIIIe siècle*, 2e éd., Paris [1922], n° 82.
12. Vente à Paris, 25 mai 1921, n° 233 (reprod.).

moins jusqu'en 1798 [1]. Les productions de son atelier portent parfois une marque de maîtrise dans la forme usuelle : **F. SCHWERDFEGER** ; mais l'artiste signait souvent ses œuvres au moyen de lettres détachées, qu'il estampillait une à une, en variant les inscriptions. Celle que présente la petite table du Louvre est ainsi conçue :

FERDINAND SCHWERDFEGER
ME. EBENISTE. APARIS. 1788.

SÉCRÉTAIN, exerçant à Paris, comme ouvrier libre, du temps de Louis XVI, produisait spécialement des consoles en bois sculpté [2].

SECRETANT (François), tenait fabrique et magasin d'ébénisteries à Paris, boulevard des Italiens, au coin de la rue Favart, sous le Directoire et le Consulat [3].

SÉFERT (Pierre-François CEPHERT [4], dit), menuisier en sièges, reçu maître à Paris le 26 avril 1780 [5], demeura successivement rue Saint-Nicolas et rue de Charenton durant une trentaine d'années [6]. Il a laissé de jolis ouvrages dans le style Louis XVI, signés **P. F. SEFERT.** Sous l'Empire cet artisan fournit à la Couronne plusieurs mobiliers de salon fabriqués en série, comprenant chacun six grands fauteuils, six cabriolets, six chaises, un canapé, deux bergères en gondole et deux tabourets [7].

SEMFT (Benoît), compagnon ébéniste d'origine autrichienne, né à Vienne en 1753, travaillait dans le faubourg Saint-Antoine lorsqu'il prit part au siège de la Bastille. Après le 10 août, il fut nommé brigadier à la compagnie des canonniers de la 35e division de gendarmerie [8].

SENÉ, famille parisienne d'habiles menuisiers en meubles.

Le plus ancien, Jean, né vraisemblablement vers 1695, exerçait dans le quartier de la Villeneuve au milieu du dix-huitième siècle [9]. Ce maître ne signa ses travaux que sur la fin de sa période d'activité, quand l'usage des estampilles devint obligatoire. Il adopta alors la marque **SENE. LEPERE** (*sic*) pour distinguer ses ouvrages de ceux de son fils Claude. On lui doit quelques sièges richement sculptés, à décor de rocailles, cartouches et feuillages. Un fauteuil de ce genre figurait dans l'ancienne collection Zarine [10].

Claude I, fils du précédent, né en 1724 [11], prit ses lettres de maîtrise le 20 juillet 1743 [12]. Ayant épousé une sœur du menuisier Jean-Étienne Saint-Georges [13], il s'installa avec son beau-frère rue de Cléry, en face de la rue Saint-Philippe ; mais, bien que possédant le même atelier,

1. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 828 et 1961, Livres des frères Presle, march. tap. (1778-1786) ; Reg. 2441, Journal du tap. Bonnemain (1784).
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an V, p. 5930 et 6424. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2579, Journal du march. Collignon (an VI). *Bilans*, cart. 90, bil. de l'ébén. Quentin, 12 therm. an IX.
4. V. Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police.* Quinze-Vingts, N° 1, 6 juin 1791.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
6. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2749, Journal du tap. Pupien-Martigny (an VIII). *Bilans*, cart. 102, bil. du tap. Decors, an XIV.
7. Arch. nat. O². 513.
8. Id. T. 514¹, 5. Papiers du député Osselin, *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 320. — C. 35,208¹. Pr.-verb. du 16 avril 1790 (sous le nom de « Semet »). — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 420. — V. aussi Arch. nat. Y. 14115, 21 nov. 1785 ; Y. 14438, 21 sept. 1790.
9. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
10. Vente à Paris, 5 déc. 1917, n° 58.
11. Arch. nat. Y. 14069, 20 fév. 1744.
12. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
13. Arch. nat. Y. 12040. Information après le décès de Jeanne-Madeleine Gareau, veuve Saint-Georges, 11 oct. 1753.

les deux maîtres conservaient leur indépendance et chacun poinçonnait ses propres ouvrages. Ils travaillèrent ensemble jusqu'en 1780 [1], puis Claude Sené cessa d'exercer sa profession et vint demeurer chez l'aîné de ses fils, auprès duquel il mourut le 24 juillet 1792 [2]. Ses productions sont marquées **C ❀ SEИE**, en grands caractères, avec l'**N** à rebours et un défaut de gravure qui donne à la lettre initiale l'aspect d'un **G** plutôt que d'un **C**. Il a laissé de très bons morceaux, comme une chaise Louis XV appartenant au musée des Arts décoratifs, deux sièges à gerbes, en noyer verni, conservés au palais des Archives, et une bergère à dossier lobé faisant partie de notre Mobilier national [3]. Je possède du même auteur une paire de petits fauteuils, qui unissent avec hardiesse des accotoirs contournés aux lignes rigides de leurs dossiers carrés et de leurs pieds en gaîne. La production la plus remarquable que l'on connaisse de ce maître est un superbe canapé à confidents de l'ancienne collection Ed. Smith [4] (planche LXII).

Jean-Baptiste-Claude, dit *l'aîné*, fils du précédent, naquit en 1748 [5]. Comme son père, il gagna la maîtrise fort jeune, le 10 mai 1769 [6], et, six mois plus tard, s'établit rue de Cléry dans une maison ayant pour enseigne *le Gros Chapelet* [7]. Un document daté de 1771 fait connaître qu'il occupait cet immeuble moyennant un loyer annuel de 850 livres [8]. Artisan habile et laborieux, J.-B. Sené acquit dans son métier une brillante réputation. A partir de 1785, il devint fournisseur de la Couronne. Les archives du Garde-meuble et des Menus Plaisirs nous ont conservé la description d'une quantité de ses ouvrages, comprenant des lits et des sièges en tous genres, des tables et des consoles, des écrans et des paravents, des chancelières et même des niches à chien déguisées sous des formes diverses [9]. Avec le concours des sculpteurs Guérin, Alexandre et Vallois, il produisit des meubles magnifiques pour le palais de Saint-Cloud. Ceux qui devaient servir dans les appartements du Roi présentaient les emblèmes de la Force, de la Sagesse, de la Justice, de la Tempérance ; ceux destinés à la Reine portaient les attributs de l'amour, les lis de France et les aigles d'Autriche [10]. Sené livra pour le même château de singuliers fauteuils de salon à dossier articulé [11], et, pour la loge royale au théâtre de Versailles, des sièges spéciaux avec des châssis tournants [12]. Une de ses œuvres capitales fut la menuiserie du fameux lit de Marie-Antoinette que l'on admire encore au palais de Fontainebleau. Il concourut à l'exécution de ce meuble monumental en 1787, sous la direction du sculpteur Hauré, qui s'était adjoint ses confrères Martin, Boureffe et Girard pour les modèles, Jacques Lena pour les moulages et Pierre Laurent pour l'exécution. Les dorures furent entreprises par Chatard, peintre du Roi, rue du Faubourg Montmartre [13]. Plus tard J.-B. Sené construisit le dais qui surmontait le trône de Louis XVI à l'Assemblée des États généraux. Ce vaste baldaquin portait au

1. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 4207, carnet du men. J.-E. Saint-Georges.
2. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 32. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1792, p. 3320 et 3741.
3. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier national. Bois de sièges*, t. I, planche 22.
4. Vente à Paris, mars 1898, n° 276.
5. E. Charavay. *Assemblée électorale de Paris*, Paris, 1890, t. I, p. 23.
6. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
7. Arch. nat. O1. 3083.
8. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1771, p. 91.
9. Arch. nat. O1. 3083, et suiv. ; O1. 3535 à 3542 ; O1. 3543 O1. 3624 à 3656.
10. Id. O1. 3646², 2 (mémoire de Hauré, 1er sem. 1788).
11. Id. O1. 3654.
12. Id. O1. 3650.
13. Arch. nat. O1. 3645 ; O1. 13642 (mém. de Hauré, 2e sem. 1787) et O1. 3646 (mém. de Chatard). — Ce meuble, dont on ignorait jusqu'à présent les auteurs, a été souvent reproduit dans les ouvrages traitant du mobilier français au XVIIIe siècle. V. notam. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 263, et H. Havard. *Dict. de l'Ameublement*, t. III, col. 393-394.

fronton le masque du Soleil, aux angles des trophées d'armes, et sur le faîte un groupe d'enfants, plus grands que nature, tenant la couronne royale au-dessus d'un globe aux armes de France [1]. Le maître achevait alors de meubler le pavillon de Madame Élisabeth à Montreuil [2]; il avait travaillé aussi pour Madame Louise à Saint-Denis [3], pour le comte de Provence [4], le prince de Condé [5], le duc de Penthièvre [6], pour la princesse de Lamballe et la duchesse de Polignac [7]. En 1790, cet artisan fut délégué par la section de Bonne-Nouvelle à la seconde Assemblée électorale de Paris [8]. Après avoir servi la Cour jusqu'à la chute de la royauté, il resta en faveur auprès de l'administration du Garde-meuble, car il fabriqua en 1794 cent bureaux à gradins destinés aux fonctionnaires de la République et reçut l'année suivante la commande d'une autre série de cent bureaux pareils [9]. Il continua d'exercer avec succès jusqu'à sa mort, qui survint le 10 février 1803 [10].

Sa marque **I. B. SENE** se rencontre fréquemment sur des ouvrages de la plus belle qualité, qui ne le cèdent guère à ceux de Georges Jacob pour l'élégance des modèles et la finesse de la facture. Beaucoup de pièces fournies par cet artiste à la Cour sont maintenant dispersées dans les collections particulières; néanmoins l'État en possède un bon nombre, dont on peut voir des exemples aux palais de Compiègne, de Fontainebleau, de Trianon et dans les petits appartements de la Reine à Versailles. Les magasins du Garde-meuble renferment d'autres sièges du maître, notamment une bergère d'un type original représentée sur notre planche LXII, et un fauteuil de bureau dans la forme d'un trône étrusque, remarquable production de sa vieillesse [11]. Le Louvre montre de lui un beau fauteuil qui fait partie du legs Camondo [12], et les Archives nationales d'assez curieuses chaises avec le dossier en grille. Dans le Musée Condé à Chantilly se trouve un important mobilier de salon fait par Jean-Baptiste Sené pour le duc de Penthièvre au château d'Eu.

Claude II, dit *le jeune*, frère du précédent, s'adonna au même genre de travaux. Admis à la maîtrise le 31 juillet 1769 [13], il prit bientôt après un atelier pour son compte, rue du Faubourg Saint-Denis. En 1783, il dut déposer son bilan, qui mentionne parmi ses créanciers le tourneur Girardin, les sculpteurs Vinache et Suard [14]. L'année suivante, on le retrouve installé dans le voisinage de Jean-Baptiste Sené, rue de Cléry, n° 137. Il obtint alors quelques commandes pour les maisons royales en collaboration avec les sculpteurs Julliac, Vinceneux, Cherin et Bernier [15]. Son atelier sombra dans la tourmente de la Révolution [16]. Comme son père, il signait **C. SENE**, mais son poinçon se distingue par des lettres moins grandes, frappées correctement, et par l'absence

1. Arch. nat. O¹. 3649. 1er sem. 1789.
2. Id., *ibid.*
3. Id. O¹. 3645 (mémoire de Hauré, 1er sem. 1787).
4. Id. O¹. 3640, 2e sem. 1786.
5. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes du prince de Condé. Reg. des Ordonnances*, 13 fév. 1787.
6. Renseignement de M. G. Macon.
7. Arch. nat. O¹. 3639 et 3642. — Cf. Bibl. nat. *Mss.* fr. 7817, fol. 43.
8. E. Charavay. *Ouv. cité*, t. I, p. 23.
9. Arch. nat. O². 483 (1er germ.-1er frim. an III).
10. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q⁸. 43, 21 pluviôse an XI.
11. Ern. Dumonthier. *Le Mobilier National. Les Bois de sièges*, t. I, planche 42. H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les Sièges*, Paris [1922], pl. XXIII.
12. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.*, 2e éd. Paris [1922], n° 227 (reprod.).
13. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
14. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 60, 25 janv. 1783.
15. Arch. nat. O¹. 3634 (mémoires de Hauré, 1er et 2e sem. 1785); O¹. 3650.
16. On le trouve cité comme débiteur insolvable du march. de bois Cuvyer, dans le bilan déposé par ce négociant le 5 mai 1806 (Arch. de la Seine, *Bilans*, cart. 105).



FERDINAND SCHWERDFEGER.
Armoire à bijoux exécuté en 1787 pour la reine Marie-Antoinette
(Palais de Versailles).

de la rosace intercalée dans l'autre estampille. J'ai trouvé sa marque sur une suite de jolis sièges conservés au château de Roquemont, à Luzarches (S.-et-O.) et provenant de Sophie Arnould qui habita cette demeure.

SERRE, transcription fautive du nom de Sené.

SERRURIER (CHARLES-JOSEPH), menuisier-ébéniste, reçu maître à Paris le 3 septembre 1783 [1], exerçait rue Traversière-Saint-Antoine. Cet artisan, qui ne semble avoir fait que des meubles communs, jouissait d'une bonne réputation pour cette sorte d'ouvrages [2]. Sous Louis XVI, il fournit à la Couronne de nombreux articles, tels que des meubles de garde-robe en noyer, des bureaux noircis et des commodes de bois teint imitant l'acajou [3]. Sa maison est citée dans les annuaires jusqu'en 1813 [4].

SÉVERIN (NICOLAS-PIERRE), ébéniste parisien, né en 1728, mort le 27 décembre 1798 [5]. Il était fils de PIERRE SÉVERIN, artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine [6] auprès duquel il travailla dans sa jeunesse. Des lettres de maîtrise lui furent délivrées le 26 juillet 1757 [7], mais il ne les fit enregistrer au Châtelet que sept ans plus tard [8]. Il s'établit alors pour son compte rue Dauphine, où il demeura le reste de sa vie [9]. Les *Tablettes de Renommée* parues en 1772 le mentionnent sous le nom de « Sevrir », et disent qu'il possédait le secret d'un vernis anglais donnant aux cuivres la couleur de l'or. Il avait des titres plus sérieux pour figurer dans cet almanach. Le talent avec lequel il copiait et réparait les meubles de Boulle lui mérita l'honneur d'être employé par la Cour à des travaux de ce genre. Son estampille **N. P. SEVERIN** est imprimée, conjointement avec celle de son confrère Levasseur, sur deux grands piédestaux en ébène, incrustés de cuivre et d'étain, qui proviennent de l'ancien mobilier royal et sont maintenant exposés au musée du Louvre [10]. Ce maître a laissé d'autres bons ouvrages, tels qu'une commode demi-lune en acajou dépendant des collections de Chaalis, et une gaîne d'horloge en marqueterie à fleurs reproduite dans le catalogue de la vente T. Broët [11]. L'ancien cabinet de M. J. Dubois renfermait un meuble original du même ébéniste : une sorte de bureau à deux corps, avec des tiroirs masqués par les portes et une tablette à écrire glissant dans la ceinture [12].

PIERRE-CHARLEMAGNE, sans doute fils du précédent, devint maître le 22 août 1787 [13]. Il résida d'abord rue de la Harpe, puis rue Traînée jusque vers 1812 [14].

SÉVIN exerçait la profession d'ébéniste à Versailles sous Louis XVI [15].

SEVRIR. *Voy.* Séverin.

1. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1785-1789.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 72, bil. du march. Cormeray, de Nantes, juillet 1788; cart. 74, bil. du tap. Brébant, à Paris, avril 1789.
3. Arch. nat. O¹. 3638, 3639, 3645, 3646 (mémoires de Hauré). — Bibl. nat., *mss. fr.* 7817, fol. 47 v°, 49, 58, 62, etc.
4. *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — *Alm. du Commerce*, 1805 et suiv.
5. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VI, p. 2047.
6. Arch. nat. Y. 10992, 23 nov. 1749. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328, 13 avril 1764.
9. La rue Dauphine portait à l'époque révolutionnaire le nom de Thionville.
10. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVIIe et du XVIIIe s.* 2e éd. Paris [1922], n°s 132 et 134.
11. Vente à Paris, mai 1909, n° 44.
12. Id., mars 1901, n° 93.
13. *Liste générale...*, 1789.
14. *Alm. du Commerce.*
15. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 48^A, faillite du tap. Daigremont, mai 1779.

SHEARER (Thomas), dont le nom semble indiquer une origine écossaise, se fit connaître comme fabricant et dessinateur de meubles à Londres vers le milieu du règne de George III. En 1788, il collabora au *Cabinet Maker's Book of prices* publié par les ébénistes de la métropole. Les planches qu'il composa pour ce volume témoignent d'une très ingénieuse fantaisie. Ses meilleures créations sont des meubles à secrets et à surprises, que les Anglais appelaient *Harlequin Furniture*. Shearer contribua beaucoup à développer en son pays le goût de ces sortes d'ouvrages, peu répandus auparavant dans l'ameublement britannique.

SHERATON (Thomas), ébéniste et fameux dessinateur anglais, né vers 1751 à Stockton-upon-Tees, dans le comté de Durham; mort à Londres le 22 octobre 1806[1]. Fils de pauvres gens, il apprit son métier dans sa ville natale, où il demeura longtemps un simple ouvrier. Mais son orgueil ne s'accommodait guère de cette condition subalterne. Dévoré d'ambition, Sheraton employait ses loisirs à cultiver ses dispositions pour le dessin et à développer son savoir par toutes sortes de lectures et d'études. La religion l'intéressait autant que la science et les arts. De bonne heure il avait abandonné l'Église anglicane pour s'affilier à la secte des anabaptistes, dont il devint un zélé prosélyte. Le premier écrit qu'il fit imprimer en 1782 fut un opuscule de controverse sur les principes de sa foi.

Aux approches de la quarantaine, Sheraton se rendit à Londres afin de se consacrer aux publications qui l'ont rendu célèbre. Il donna en 1790 un recueil de 84 planches sous le titre *Designs for Furniture*. L'année suivante parut son ouvrage capital, *The Cabinet maker's and Upholster's Drawing Book*, auquel avaient souscrit plus de cinq cents ébénistes et tapissiers. C'était, comme le titre l'indique, un cours de dessin spécialement destiné à ces professionnels. Le traité n'a aucune valeur, mais il est suivi de nombreuses gravures où l'artiste a représenté des meubles de son invention, qui lui ont mérité la gloire d'attacher son nom à l'un des styles du mobilier britannique. Ces modèles, dont notre planche LXIII montre quelques spécimens, se caractérisent par leur agréable simplicité, leur distinction un peu froide, leur sveltesse souvent poussée à l'extrême. Comparés aux dessins d'Heppelwhite, ils rappellent bien davantage l'art français. On y trouve beaucoup d'idées empruntées à notre style Louis XVI, mais traduites dans des formes tendues et amaigries d'une élégance très particulière.

Le *Drawing Book* eut un succès comparable à celui qu'avait obtenu le *Director* de Chippendale. Réimprimé à plusieurs reprises, ce livre se répandit même à l'étranger, et un libraire de Leipzig en fit paraître une édition allemande. Il faut dire que la Révolution discréditait nos modes, auxquelles les nations continentales s'étaient asservies depuis un siècle. L'Angleterre héritait du prestige perdu par la France : son goût régentait alors l'esthétique du mobilier dans presque toute l'Europe, aussi bien en Italie qu'en Allemagne et en Suède.

Sheraton publia encore un dictionnaire illustré de l'ébénisterie, puis commença en 1804 un vaste ouvrage, *The Cabinet-maker's Upholster's and General Artist's Encyclopædia*. Ce recueil devait paraître en 125 fascicules; il fut interrompu après une trentaine de livraisons, dont on ne peut

1. On trouvera des renseignements sur cet artiste dans les ouvrages mentionnés ci-dessus, p. 53, note 11. V. en particulier : J. Munro Bell, *Chippendale, Sheraton and Heppelwhite*, London, 1900. — P. Mac-Quoid, *History of English Furniture*, 1904, t. IV.— J.-G.-J. Penderel-Brodhurst, *Sheraton*, dans *The Encyclopædia britannica*, t. XXIV, p. 841-842.

dire qu'elles font regretter les autres. L'artiste ne jouissait plus de tous ses moyens. C'était un homme usé avant l'âge par les excès de travail et un orgueil maladif qui le portait à la neurasthénie. Depuis longtemps ses familiers le voyaient décliner et s'assombrir, lorsqu'une crise de néphrite l'emporta en quelques jours.

La plupart des auteurs qui ont parlé de Sheraton lui attribuent une place éminente parmi les fabricants de son époque. La tradition le désigne comme l'auteur de beaux ouvrages, tels qu'une chaise, en bois de citronnier finement incrusté d'étain, qui fait partie des collections du musée Victoria et Albert à Londres. Le musée Sloane dans la même ville montre une suite de sièges en acajou que cet ébéniste aurait fournis à la Banque d'Angleterre. Dernièrement, l'on a cru reconnaître pour un de ses travaux une petite vitrine signée des initiales *T. S.* Rien de tout cela ne doit être retenu. Sans doute Sheraton fut un habile ouvrier : l'abondance et la précision des renseignements techniques consignés dans ses écrits prouvent qu'il connaissait à fond son métier. Mais il ne le pratiqua jamais qu'en sous-ordre. Ni à Stockton, ni à Londres il ne tint un atelier pour son compte, et nous savons, par des témoignages contemporains, qu'il abandonna le travail manuel peu après la publication de son *Drawing Book* [1]. Malheureusement ses livres lui rapportèrent plus d'honneur que de profit. Pour soutenir sa famille, il donnait des leçons de dessin qui ne l'enrichirent pas : il mourut laissant sa veuve et ses deux filles privées de toutes ressources.

SHORT (Sewall), ébéniste américain, résidant à Newburyport près de Boston, décéda en 1773. D'après un inventaire de sa boutique, conservé dans les archives de Salem (Massachusetts), il produisait des meubles de luxe en bois d'acajou et de cèdre, notamment des bibliothèques vitrées à petits carreaux [2].

SIMONOT (Alexandre-Pierre), ébéniste parisien, admis à la maîtrise le 4 juillet 1783, exerça dans le cul-de-sac de la Brasserie, sur la butte Saint-Roch, jusque sous le Directoire [3]. On trouve dans les *Petites Affiches* du 29 décembre 1787 une annonce de cet artisan pour vendre une « table de bois d'acajou, d'un seul morceau, ayant 41 à 42 pouces de circonférence [4] ».

SINTZ (Joseph), reçu maître à Paris le 29 juillet 1785 [5], s'établit fabricant et marchand de meubles rue de la Michodière. En février 1789, il eut un litige avec le doreur sur cuivre Sommers, qui avait travaillé aux garnitures de ses ouvrages [6]. Sous la Révolution, Sintz s'adonna principalement à la brocante et acquit aux enchères de nombreuses pièces provenant de l'ancien mobilier de la Couronne [7]. Sa maison, transférée rue Neuve-des-Petits-Champs, existait encore en 1803 [8].

1. *Gentleman's Magazine*, 1806, t. II, p. 1082.
2. Esther Singleton. *The Furniture of our Fore-fathers*, London, 1902, t. II, p. 321-322.
3. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789. — Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q[8]. 12. Décès de son voisin Puisare, 19 messidor an VI.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1787, p. 3570.
5. *Liste générale...*, 1787-1789.
6. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 10, 6 fév. 1789.
7. Arch. dép. de Seine-et-Oise. Domaines nationaux. *Procès-Verb. de la Vente du mobilier de la Liste civile*, 1793-an II.
8. *Alm. du Commerce*, an VII. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 95, bil. du march. de meubles Trintzius, an XI. — Arch. de l'Église luthérienne de Paris. *Reg. des mariages célébrés à l'Amb. de Suède*, p. 298 et 300.

SORMANT (PIERRE), maître parisien, sur lequel les renseignements font défaut. Nous savons seulement que sa veuve mourut en 1737, Grande rue de Taranne, paroisse Saint-Sulpice; elle était sœur de J.-B. Michel, maire de la ville de Barjac en Languedoc [1].

SOTTOT (JEAN-LAURENT) exploita un atelier de meubles rue du Faubourg Saint-Antoine, entre 1790 et 1799 [2]. Pendant la Terreur, cet ébéniste fut juré auprès du tribunal criminel de Paris [3]. Il réussit mal dans ses affaires et cessa son commerce étant insolvable [4].

SPINDLER [5], dit *le jeune*, ébéniste bavarois, natif de Bayreuth, concourut aux embellissements des palais royaux de Prusse depuis 1765 jusque vers 1770. Peut-être, avant de se rendre à Berlin, avait-il fait un séjour à Paris, car le livre de l'ébéniste Migeon mentionne un ouvrier du nom de « Spintler », domicilié en 1756 rue du Faubourg Saint-Antoine [6]. En tous cas cet artiste s'inspira de notre style Louis XV pour créer des ouvrages qui comptent parmi les plus brillantes productions du rococo allemand. L'œuvre capitale de Spindler est une grande commode que Frédéric II employait comme serre-papiers dans son cabinet de travail au Nouveau-palais de Postdam. D'une forme bizarre, surchargé d'appliques en argent, ce meuble somptueux présente sur la tablette, aussi bien que sur les trois faces, d'admirables marqueteries à dessins de fleurs, rubans et attributs, nuancés en bois de couleurs avec des incrustations de nacre (pl. LXIV).

STADLER (CHARLES-ANTOINE) travailla comme artisan libre dans la cour de la Juiverie [7], à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, avant de prendre ses lettres de maîtrise le 13 novembre 1776 [8]; il fut nommé quelques années plus tard député ou conseiller de sa corporation [9]. Veuf encore jeune [10], cet artisan se remaria avec la fille unique de l'ébéniste Leleu, dont il devint l'associé [11]. En 1785, le beau-père et le gendre sont nommés conjointement dans les archives du Garde-meuble pour la fourniture de tables à jeu destinées aux maisons royales [12]. Vers la même époque, on les trouve cités ensemble dans les registres des dépenses du prince de Condé à l'occasion d'ouvrages concernant le Palais-Bourbon et le château de Villegenis [13]. Après la mort de Leleu, Stadler conserva seul l'établissement de la rue Royale, devenue rue Nationale, puis des Vosges [14]. Il continua d'exercer jusqu'en 1811 [15].

STENTSTRÖM (NILS-PETTER) [16], habile ébéniste suédois, servit dans sa jeunesse comme volontaire aux Gardes du corps, puis entra en apprentissage chez Georges Haupt et obtint la maîtrise à Stockholm le 21 décembre 1782. Bientôt après, il entreprit l'exécution d'une armoire

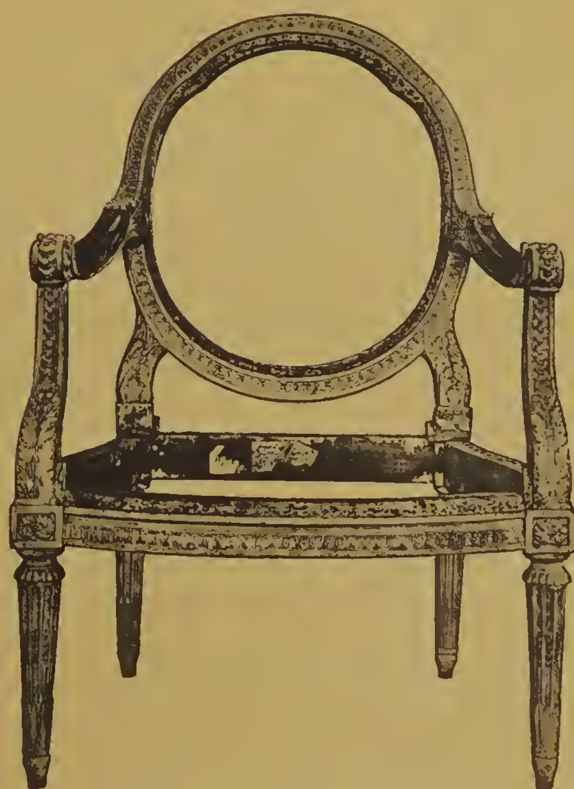
1. Arch. nat. Y. 17054. Scellés du 26 avril 1737.
2. Arch. nat. D. XXIX *bis*, 6, 94. Affaire Schatzel, juin 1790. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
3. *Alm. National*, 1793, p. 229.
4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 105, faillite du march. de bois Cuvyer, 1806.
5. Dr Dohme et Corn. Gurlitt. *Möbel aus den Kgl. Schlössern zu Berlin und Potsdam*, Berlin, 1889. — Richard Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1903, p. 163.
6. Arch. de la Seine. *Livrés de Commerce*. Reg. 5491.
7. Arch. nat. Y. 14417, 1er août 1769.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. nat. H^2. 2118 (1784).
10. Sa première femme s'appelait Louise Retrou (Arch. nat. Y. 14417, *loc. cit.*).
11. V. ci-dessus, p. 194.
12. Arch. nat. O^1. 3634.
13. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Reg. des Ordonnances pour le paiement des travaux du Palais-Bourbon*, 8 mai 1787; *Reg. des ordonnances* (Chantilly, etc.), 8 nov. 1787.
14. Actuellement rue de Birague.
15. *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806. — *Alm. du Commerce.*
16. Dr J. Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1911, p. 27, 54, 55, 66, 119 et pl. 47. — Id. *Konstsamlingama å de Svenska Kgl. Slotten*, Stockholm, 1897, t. Ier, 2e fasc., pl. 48.



CLAUDE SENÉ père.
Grand canapé à confidents en bois sculpté et doré.
(anc. coll. Ed. Smith).



J.-B. SENÉ.
Chaise Louis XVI à lyre.
(coll. de l'auteur).



J.-B. SENÉ.
Bois de fauteuil en médaillon irrégulier.
(Mobilier national).

remarquable qui orne le château de Drottningholm (planche LXIV). Cette armoire renferme les premiers écheveaux de soie teints en Suède par des ouvriers français que Gustave III avait fait venir dans sa capitale pour y introduire leur industrie. Le meuble annonce sa destination par quatre tableaux en bois de rapport, qui représentent les travaux des teinturiers de soie d'après les planches illustrant la description de leur métier dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Un des panneaux porte la signature *Nils Petter Stentström Skatullmakare*, incrustée en lettres blanches sur fond noir. Comme récompense de cette œuvre, l'artiste eut l'honneur de succéder à Georges Haupt dans l'emploi d'ébéniste attitré de la Cour. Il mourut quatre ans plus tard, au mois d'avril 1790.

STOBWASSER (Johann-Heinrich)[1], vernisseur allemand, gagna dans sa patrie une réputation presque égale à celle des frères Martin en France. Fils d'un verrier, il naquit en 1740 à Lobenstein dans la principauté de Reuss. Ayant imaginé dès l'âge de dix-huit ans un nouveau procédé de laquage, il vint à Brunswick pour exploiter son invention et fonda dans cette ville une manufacture qui devint florissante. Avec des cannes, des coffrets, des tabatières en bois et en pâte de papier, Stobwasser fabriquait des meubles et des sièges pareillement décorés de peintures vernies. Pour ces derniers ouvrages, il s'inspirait des modes anglaises, fort en honneur dans le duché depuis que les princes de Brunswick régnaient sur la Grande-Bretagne. Encouragé par le succès de son entreprise, cet industriel ouvrit à Berlin une succursale, qui produisit des objets confectionnés dans le même goût sous la direction d'un vernisseur français nommé Jean Guérin. Longtemps après, à la tête d'une belle fortune, Stobwasser épousa la veuve du célèbre ébéniste David Rœntgen. Il s'éteignit à Brunswick le 31 août 1829, dans sa quatre-vingt-dixième année.

STÖCKEL (Joseph), ébéniste d'origine allemande, né en 1743[2], mort à Paris le 23 mai 1802[3]. Venu en France avant l'âge de vingt-six ans[4], il gagna la maîtrise le 2 août 1775, exerça rue de Charenton jusqu'à la Révolution[5], puis transporta son atelier rue des Fossés-du-Temple, n° 59[6]. Cet artisan, qui signait **I. STOCKEL**, se distingua dans la fabrication des meubles de luxe[7]. Vers la fin du règne de Louis XVI, il collabora avec Beneman à des travaux pour la Couronne. Les deux maîtres ont signé ensemble une superbe commode à trophées guerriers provenant du château de Saint-Cloud et qui orne aujourd'hui le palais de Fontainebleau[8] (planche IV). Dans notre Mobilier national, Stockel est encore représenté par un bureau d'acajou, muni d'un gradin en serre-papiers[9]. On a trouvé son estampille sur d'autres bons ouvrages, comme une table-console ayant figuré dans l'ancienne collection de Mlle Demarsy[10].

1. Christ. Scherer. *Joh.-Hein. Stobwasser und seine Lackwaren-Fabrik in Braunschweig* (*Braunschweigisches Magazin*, 1900, n° 7). — Rich. Graul. *Das XVIII. Jahrhundert Dekoration und Mobiliar*, Berlin, 1903, p. 189 et suiv.
2. Arch. nat. Y. 14113, 20 janv. 1783.
3. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 131. 5 prairial an X.
4. Son fils Pierre-Joseph naquit à Paris en 1771. Cf. Ch.-L. Chassin et L. Hennet, *Les Volontaires nat. pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 704.
5. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
6. *Alm. du Commerce*, an VII.
7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune.
8. V. ci-dessus, p. 17.
9. Ce meuble est actuellement au ministère de la Marine.
10. Vente à Paris, nov. 1914, n° 364.

STRACH (Zacharie) était en 1685 un des ouvriers de Boulle aux Galeries du Louvre[1]. Admis plus tard dans la communauté parisienne, il semble s'être voué spécialement à la fabrication des gaînes de pendule. Sa veuve, Denise Gauthier, continua de produire ce genre de meubles rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, où elle décéda en 1737[2].

STREULI (Heinrich)[3], marqueteur suisse, naquit dans le canton de Zurich en 1752. Élève de David Rœntgen, il était comme celui-ci un adepte des Frères Moraves. Après avoir travaillé chez son maître, à Neuwied-sur-le-Rhin, jusque vers 1786, il s'installa au bourg d'Ebersdorf, dans la principauté de Reuss. Cet artiste se fit connaître par des ouvrages de fantaisie imitant de petits tableaux. Une des vitrines du Conservatoire des Arts et Métiers renferme deux panneaux en marqueterie dont il est très probablement l'auteur : ces compositions, remarquables par la finesse de leur exécution, représentent une singerie drôlatique et un soldat recevant la bastonnade.

STUMPFF (Jean-Chrysostome), né à Schweigern (Souabe) en 1731, mort à Paris le 17 janvier 1806[4]. Il résidait au faubourg Saint-Antoine en 1760, date à laquelle il se maria dans la chapelle de l'Ambassade de Suède, ayant pour témoin son camarade Ferdinand Schwerdfeger[5]. On le trouve établi ensuite comme artisan libre rue Saint-Nicolas, près de la rue de Charenton[6], où il continua de tenir boutique après sa réception à la maîtrise le 27 août 1766[7]. Il exerçait encore en 1791[8]. — Sa marque **J. STUMPFF** se rencontre assez fréquemment sur des meubles de bonne fabrication courante, en bois de rapport et en laque de style chinois. A l'Exposition des Arts décoratifs organisée aux Champs-Élysées en 1882, parut un petit meuble demi-lune portant cette empreinte[9].

STYLEN (Wynant), ébéniste d'origine flamande, vulgairement connu sous son seul prénom, fut un des principaux ouvriers de J.-F. Œben à l'Arsenal de Paris. Il travailla ensuite sous la conduite de Riesener et prit une part importante à l'exécution du magnifique bureau du Roi terminé en 1769[10].

SULPICE, parfois présenté à tort comme un ébéniste, était un mécanicien qui concourut en 1755 à la construction de la *table volante* de Choisy pour les petits soupers de Louis XV[11].

1. *Sentence et Arrêt rendu contre A.-C. Boulle au profit de ses ouvriers, 1685* (sous le nom de « Zacharie Strague »). Ce document a été publié par J. Guiffrey dans les *Nouv. Arch. de l'Art fr.*, 1881, p. 316 et suiv.
2. Arch. nat. Y. 14657. Scellés du 14 nov. 1737.
3. J.-G. Meusel. *Museum für Kunstler und Kunstfreunden*, Mannheim, 1787, t. I, p. 97. — Cf. Ern. Zaïs. *L'ébéniste David Rœntgen* (*Gazette des Beaux-Arts*, 3e per., t. IV, 1890).
4. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 61. — Arch. de l'Égl. luthérienne à Paris. *Premier Registre de la chapelle de l'Ambassade de Suède*, p. 18.
5. Arch. de l'Égl. luth. à Paris, *Reg. cit.* Mariage de J.-C. Stumpf et de Élisabeth-Éléonore Eberlingen, 23 avril 1760.
6. Arch. nat. Y. 14579. Visites des Jurés-men. de Paris, 2 janv. 1765 (sous le nom de « Jean Stouff »).
7. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1787-1789.
8. Arch. de l'Égl. luth. à Paris. *Reg. des Mariages célébrés à l'Amb. de Suède de 1764 à 1806*, p. 203.
9. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor, X, 45).
10. *Nouv. Arch. de l'Art fr.*, année 1899, p. 310-311 ; — année 1878, p. 327.
11. V. ci-dessus, p. 168.

TAITT (RICHARD), ébéniste et tapissier anglais, établi à Londres, Oxford Street, n° 254, où il avait succédé à son père JOHN [1], devint en 1794 un des fournisseurs ordinaires de la Cour britannique [2]. Parmi les ouvrages qu'il livra pour l'ameublement du roi George III, on remarque plusieurs petites tables de bois satiné à décor de fleurs peintes.

TENNE, transcription fautive du nom de Teuné.

TEUNÉ (FRANÇOIS-GASPARD), né en 1726 [3], gagna la maîtrise à Paris le 29 mars 1766 [4], puis exerça durant une vingtaine d'années dans le faubourg Saint-Antoine, d'abord rue Traversière [5], et ensuite rue de Charonne. Cet habile artisan, qui signait **F. G. TEUNE**, paraît avoir produit surtout des bureaux à cylindre. Un belle pièce de ce genre, se rattachant au début de sa carrière, a figuré dans les anciennes collections Paul Eudel et Félix Doistau [6]. M. Jules Féral en possède une autre de style analogue, mais en bois d'acajou; ce dernier meuble porte des entrées de serrure et des sabots faits avec des plaques de cuivre gravées au burin, ornements dont l'ébénisterie parisienne offre peu d'exemples. Notre planche LXV montre un superbe bureau que Teuné exécuta sous Louis XVI pour le comte d'Artois. Au centre du cylindre un motif de marqueterie représente l'écu de ce prince, — aux armes de France dans une bordure crénelée, — avec la couronne de lys et les colliers des ordres. Le reste du meuble est revêtu de riches mosaïques à carrelages qui accompagnent des médaillons décorés d'attributs. Cette œuvre historique fait maintenant partie du mobilier royal d'Angleterre au château de Windsor [7].

THÉRON (MATHIEU), menuisier en sièges, tenait boutique à Paris dans le quartier de la Villeneuve vers le milieu du XVIIIe siècle [8]. Il paraît devoir être identifié avec un artisan dont les lettres de maîtrise furent enregistrées au Châtelet sous le nom de « Martin Terron », à la date du 30 août 1740 [9].

THIBAULT exécuta en 1732 des ouvrages de marqueterie dans les appartements de la reine Marie Leczinska, au château de Versailles [10]. Il résidait probablement dans cette ville, où un sculpteur du même nom avait travaillé pour la Couronne vers la fin du règne de Louis XIV [11]. Je possède une table-chiffonnière, en marqueterie de bois de rose à rinceaux d'amarante, signée **C. THIBAULT**.

THIBAULT (LOUIS-ALBERT), ébéniste parisien, est cité dans les comptes de Mme du Barry pour le payement d'un petit mémoire de 64 livres [12]. Il demeurait rue Saint-Nicolas. A sa mort,

1. *Kent's Directory*, 1781 et suiv. — *Universal British Directory*, 1793.
2. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 460.
3. Arch. nat. Y. 14116, 21 juillet 1786.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris.*
5. Arch. nat. Y. 14417, 13 fév. 1769; Y. 14110, 1er fév. 1781.
6. Ventes à Paris, mai 1898, n° 306; juin 1909, n° 322 (l'estampille n'est pas indiquée dans ce dernier catalogue).
7. F.-G. Laking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 141.
8. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749.
9. Id. Y. 9324.
10. Id. O1. 2232, fol. 19.
11. J. Guiffrey. *Comptes des Bâtiments du Roi*, t. IV et V.
12. Bibl. nat. *Mss. fr.* 8158. *Comptes de Mme du Barry*.

survenue le 29 décembre 1775, il laissait dans sa boutique plusieurs commodes et secrétaires de différents modèles, une boîte de pendule en marqueterie et « deux écrans, l'un à table, l'autre à cartes » [1].

THOMAS (Joseph) fut maître ébéniste à Dijon. Au mois de janvier 1780, il servit de témoin à son confrère Jean Demoulin pour obtenir dans cette ville des lettres de maîtrise [2].

THOUVENIN (Louis-Claude), maître tourneur à Paris, exerçait en 1770 rue Saint-Honoré, près des Jacobins [3]. Après la réforme de 1776 qui réunit la corporation des tourneurs à celle des menuisiers, il fit commerce de meubles en tous genres. Outre des ouvrages de sa profession, on trouvait chez lui des « belles bibliothèques grillées, secrétaires à cylindre, bureaux, tric-trac, guéridons, toilettes, tables, encoignures, pupitres [4] », etc. Il succomba dans les derniers jours de juillet 1785 [5]. Sa veuve, Marie-Catherine Morlet, lui survécut moins de trois mois [6]. Le fonds fut racheté ensuite par un de leurs fils, Henri-Vincent, qui donna un grand essor à son entreprise [7], continuant de vendre des meubles d'ébénisterie, des bois de lit sculptés et surtout des sièges foncés en paille de couleur, avec dossier à lyre ou à gerbe [8]. En octobre 1790, ce marchand perdit sa femme, Anne-Julie Montigny, qui avait été mariée en premières noces à l'ébéniste Fidely Schey [9]. Sa maison paraît avoir disparu peu après.

Marie-Laurent Thouvenin, frère du précédent, reçu maître le 3 septembre 1785 [10], exploita un magasin analogue rue Sainte-Anne, puis rue des Vieux-Augustins, jusque sous le Consulat [11].

THUILLIER (Charles), natif de Metz, devint maître ébéniste à Nancy le 20 mars 1787 et fut nommé l'année suivante député ou conseiller de sa corporation [12].

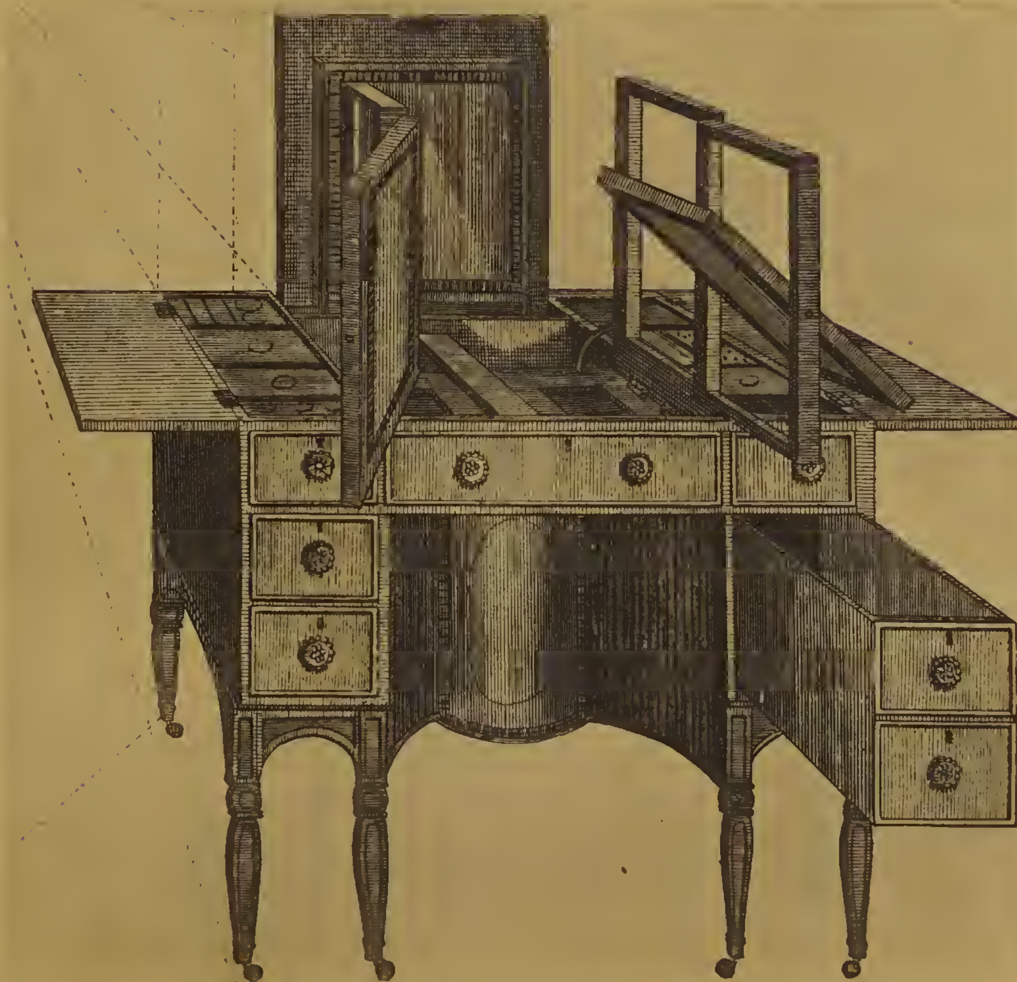
THUILLIER (Jean-François), menuisier en meubles, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, obtint ses lettres de maîtrise le 9 août 1752 [13]. Des ouvrages lui furent demandés par J.-F. Œben, ébéniste du Roi à l'Arsenal [14]. Il mourut vers 1786, laissant l'atelier à sa veuve [15].

TIETZE (Christopher), ébéniste suédois, passé maître à Stockholm en 1764, produisait des meubles de luxe, destinés en partie à l'exportation. On a trouvé, dans les collections privées de Suède, quelques-uns de ses ouvrages, portant l'estampille **C. TIETZE** [16].

TILLIARD (Jean-Baptiste), habile menuisier en meubles, né en 1685, inhumé à Paris le 10 novembre 1766 [17]. Il appartenait à une famille d'artisans du métier qui comptait plusieurs

1. Arch. nat. Y. 14102. Scellés du 30 déc. 1775. La veuve de cet ébéniste, Marie-Madeleine Valet, ne s'éteignit qu'en 1793, âgée de 84 ans (Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*, Q[8]. 52, 2[e] jour, 2[e] mois, an II).
2. E. Fyot. *Revue de Bourgogne*, mai-juin 1914.
3. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1770, p. 445.
4. *Ibid.*, 1785, p. 2907 et 2971.
5. *Journal de Paris*. Enterrements du 2 août 1785.
6. *Annonces*, etc., 31 oct. 1785.
7. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76, bilans du tap. Beaufillot, et du march.-ébén. Frost, 1789 ; cart. 78, bil. du tap. Bonnemain jeune, 1790 ; cart. 80, bil. du tap. Destors, 1791 ; etc.
8. *Annonces*, etc., 1788, p. 2467. — Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2904. Journal des frères Presle, march.-tap. (1787-1788).
9. *Annonces*, etc., 1790, p. 3440.
10. Arch. nat. H[2]. 2118 et *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
11. *Alm. des Adresses de Paris*, 1791. — Arch. de la Préf. de Police. *Commissaires de police*. Butte des Moulins, 16 juin 1792. — *Alm. du Commerce*, ans VII à XI.
12. Arch. dép. de Meurthe-et-Moselle, E. 347-348.
13. *Liste générale des M[es] Men.-Ében. de Paris*, 1782-1785.
14. Arch. nat. Z. 1[m] 39. Scellés du 21 janv. 1763 (55[e] opp.).
15. *Liste générale...*, 1787-1789.
16. D[r] John Böttiger. *Kungl. Hofschatullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1901, p. 102, 103, 115.
17. *Annonces*, etc., 1766, p. 880.







THOMAS SHERATON.
Dessins de sièges et de meubles,
d'après des planches du *Cabinet Maker's Drawing-Book* (1791).

représentants dans la communauté parisienne vers le début du règne de Louis XV [1]. L'un d'eux, Nicolas Tilliard, établi rue de Cléry, *aux Armes de France* [2], fut principal de la corporation en 1741 [3]. A cette époque Jean-Baptiste, qui habitait la même rue, était attaché depuis une douzaine d'années au service de la Couronne comme menuisier ordinaire du Garde-meuble. Il livrait pour les maisons royales des tables, des consoles et de nombreux sièges, dans les formes mouvementées alors à la mode [4]. Les comptes des Menus mentionnent aussi divers ouvrages commandés à ce maître pour le service particulier du Roi et des Enfants de France [5]. Entre 1751 et 1756, le prince de Soubise lui fit exécuter des « bois de fauteuils, de chaises, de lits », valant au total près de 6.000 livres, en vue de garnir son hôtel à Paris, ainsi que ses résidences de Saint-Ouen et de Lille [6]. Tilliard fournit également des meubles pour le fermier général Fontaine de Cramayel, au château de Cramayel en Brie [7]. Il conserva la direction, au moins nominale, de son entreprise jusqu'à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Jacques-Jean-Baptiste ou Jean-Baptiste II, fils du président, obtint ses lettres de maîtrise le 16 juillet 1752 [8], mais ne les fit enregistrer que bien plus tard, en avril 1764 [9], lorsqu'il prit la succession de son père, auprès duquel il avait travaillé jusqu'alors. Il maintint brillamment les traditions de sa famille. Avec le concours d'habiles collaborateurs, tels que le sculpteur Chaillon [10] et le doreur Mathon [11], il créa des sièges d'une belle qualité et d'une composition originale. Il eut d'actives relations dans le commerce [12] et fut employé par la Cour. En 1777, on lui demanda, pour le salon de Madame Victoire à Versailles, un magnifique mobilier comprenant un canapé, une chaise-longue, une bergère, huit fauteuils, un autre grand fauteuil destiné au Roi, un tabouret de pied et un paravent à cinq feuilles, le tout orné de très riches sculptures, dont les principales représentaient des trophées de musique et d'amour [13]. A la Révolution, ce maître, pouvant vivre de ses rentes, quitta l'établi, et alla demeurer rue Beauregard où il mourut le 5 mars 1797 [14].

Les productions de cet atelier sont souvent signées **TILLIARD** et quelquefois **J. B. TILLIARD.** On peut croire que la première de ces estampilles appartint au père et la seconde au fils, mais en fait ce dernier les employa l'une et l'autre, car l'ancienne marque **TILLIARD**, sans les initiales du prénom, se rencontre sur des pièces du plus pur goût classique, certainement postérieures à l'année 1764, qui fut celle où la maison changea de titulaire. Au reste, il importe peu de discerner les œuvres de ces deux artisans, qui s'égalaient en mérite et restèrent longtemps associés.

1. Un maître de ce nom décéda rue Montorgueil en fév. 1728 (Arch. nat. Y 5209); un autre, Pierre Tilliard, probablement le père de Jean-Baptiste, habitait rue de Cléry en 1735, âgé alors de 72 ans (Id. Y. 14060, 26 avril 1735).
2. Arch. nat. Y. 12404, 21-28 août 1744.
3. Id. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9325, 2 août 1741. Il mourut en 1753, laissant un fils unique, marchand-libraire à Paris. (Id. Y. 12040. Scellés du 16 fév. 1753).
4. Id. O[1]. 3311 à 3313.
5. Id. O[1]. 2864, fol. 62 v°.
6. Arch. du Musée Condé à Chantilly. *Comptes de la Maison du maréchal prince de Soubise.*
7. Th. Lhuillier. *Le château de Cramayel en Brie* (*Soc. des Beaux-Arts des Départements*, 1882, p. 272). — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 169.
8. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
9. Arch. nat. Y. 9328, 17 avril 1764.
10. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 40, bil. de Chaillon, me sculpteur, 1773.
11. Arch. nat. O[1]. 3628, 1.
12. Arch. de la Seine, *loc. cit.*, cart. 48, bilan du tap. Ravary, 1776; cart. 52, bil. du tap. Proquez, 1780; cart. 79, bil. du tap. Caplain, 1791; etc.
13. Arch. nat. O[1]. 3628. Ces meubles, commencés en 1777, ne furent terminés qu'en sept. 1782 et payés en 1784 (Id. O[1]. 3534, 1).
14. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q[8]. 38, 15 ventôse an V.

Notre Mobilier national renferme quelques spécimens de leurs travaux dans le style Louis XV. Les plus remarquables sont deux curieux « fauteuils en prie-Dieu », dont le dossier supporte un accoudoir [1]. Le legs Camondo a fait entrer au Louvre une suite de six jolies chaises peintes en vert et rechampies d'or [2] (pl. LXV). Dans les collections de Chaalis appartenant à l'Institut de France, figure un fauteuil canné qui date de la même période. Le musée Jacquemart-André à Paris montre une ravissante banquette d'ébrasement [3], exécutée du temps de Louis XVI par Tilliard fils. Parmi beaucoup d'autres pièces sorties des mains de ces maîtres, il suffira de mentionner les chaises dorées que possédait le comte Horace de Choiseul [4], le fameux mobilier des frères de Goncourt [5], et un autre ameublement de salon conservé chez le comte de Coulombiers au château de la Victoire, près Senlis.

TILLOT (Jean-Baptiste), originaire de Lyon, fils de l'ébéniste Michel Tillot, exerçait la même profession à Grenoble en 1715 [6].

TISSIER. — On a relevé ce nom sur un bureau-secrétaire Louis XV, en marqueterie à fleurs, d'une forme lourde et assez disgracieuse, paraissant l'ouvrage d'un ébéniste provincial [7].

TOPINO (Charles) devait être natif d'Arras, où son père vivait encore vers la fin du règne de Louis XV [8]. Il avait un frère, négociant à Marseille [9], dont naquit le peintre François Topino-Lebrun, connu par son zèle révolutionnaire et par sa fin tragique de conspirateur. Fixé à Paris dès 1745 [10], Charles Topino exerça longtemps comme ouvrier libre avant de gagner la maîtrise le 14 juin 1773 [11]. Il habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, fabriquant avec succès des meubles de luxe qu'il garnissait de cuivres fondus par Viret, ciselés par Chamboin et Dubuisson, dorés par Bécard, Gérard et Vallet. Sa clientèle comprenait des seigneurs français et étrangers, entre autres le marquis de Graville, qui lui acheta « une chiffonnière, dite *à la Félicité*, à trois tiroirs, le dernier faisant pupitre et s'élevant à crémaillère » ; mais il travaillait surtout pour le commerce. Il fournissait les ébénistes Migeon, Denizot, Boudin, Moreau, Delorme, Tuart, Pelletier, Héricourt, le tabletier Aufrère, les tapissiers Law et Bonnemain. Aux Archives de la Seine est conservé le livre où il inscrivait leurs commandes [12]. Ce registre, fort mal tenu, griffonné en tous sens, atteste à la fois l'activité du maître et ses habitudes de désordre [13]. On y trouve jusqu'à des brouillons de lettres intimes, comme celle-ci adressée à son frère en novembre 1782 : « Pour comble de bonheur, les syndics de ma communauté m'ont élu cette année député, [ce]

1. Un de ces fauteuils a été reproduit dans l'ouvrage de M. Ern. Dumonthier sur les *Bois de sièges du Mobilier national*, t. I, pl. 15.
2. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] s.*, 2[e] éd. [1922], n° 201 à 206. — H.-M. Magne. *Le Mobilier français. Les sièges*, Paris [1922], pl. XVI.
3. Catalogue du Musée Jacquemart-André, 2[e] éd., Paris, s. d., p. 49, n° 361.
4. Vente du comte H. de C..., Paris, mai 1897, n[os] 110 et 111.
5. Vente à Paris, fév. 1897, n° 296.
6. Ed. Maignien. *Les Artistes grenoblois*. Grenoble, 1887, p. 351.
7. Bibl. des Arts décor. *Coll. de Documents*, Recueil 339, 4.
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 395. Journal de l'ébén. Topino.
9. Id. *ibid.* Ce frère, qui se faisait appeler Topino-Le Brun, était un « marchand ébéniste privilégié du Roi, suivant la Cour ». Il demeurait à Marseille, rue Saint-Ferréol.
10. Arch. de la Seine, *loc. cit.* Reg. 5491. Livre des ouvriers de l'ébén. Migeon.
11. *Liste générale des M[es] Men.-Ébén. de Paris*, 1782-1789.
12. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. cité ; *Bilans*, cart. 52, 65 et 68, bilans de la veuve Migeon ; cart. 72, bil. du tap. Law, 1788 ; cart. 76, bil. du maître, 1789 ; cart. 78, bil. du tap. Bonnemain, 1790 ; etc.
13. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 395.

qui veut dire conseiller. Il faut présider aux assemblées qui se tiennent tous les premiers mercredis du mois pour délibérer sur les affaires d'icelle et avoir par votre présence un jeton qui vaut 1 liv. 8 sols, pour boire demy-boûteille. L'auteur de cette institution a bien vu ; il a imaginé que les menuisiers ne pouvoient paraître au Conseil sans avoir le gosier sec... Que voilà bien des honneurs et guères de profit ! ». Ce cri du cœur trahit un homme court d'argent : Topino l'était sans cesse. Déjà, en 1770, il avait déménagé furtivement du logis qu'il occupait au coin de la rue Saint-Nicolas, pour frustrer son trop confiant propriétaire des loyers échus depuis quinze termes [1]. Dans la suite, il ne semble pas avoir mis plus d'empressement à payer ses ouvriers et ses fournisseurs. Les troubles de la Révolution mirent le comble à son désarroi. Le 21 décembre 1789, il dut se déclarer en faillite [2].

Cet ébéniste a laissé sa marque **C. TOPINO** sur des ouvrages composés avec goût, mais plus recommandables par l'élégance de leur aspect que par la finesse de leur facture. Les collections de l'État renferment de lui une commode en acajou, qui orne maintenant le palais de Fontainebleau. On connaît d'autres commodes, des encoignures et des consoles frappées de son estampille [3] ; cependant ses plus nombreuses productions, et les meilleures, sont des tables de fantaisie. Il en faisait de toutes les sortes : rondes, ovales, carrées, en corbeille et en jardinière, « à l'anglaise » et « à la jésuite [4] », en acajou incrusté de cuivre, en laque de Chine, en bois des Indes massif, en placages bordés de grecques, en mosaïques à carreaux et en marqueterie à sujets divers. Un type de meuble qu'il répétait volontiers est le genre de petit secrétaire dont notre planche LXV montre un spécimen appartenant à Mme la comtesse J. d'Arlincourt. Des morceaux analogues ont figuré dans les collections de lord Cavendish-Bentinck [5], de Mme la marquise de Louvencourt [6] et de M. V. Demonts [7]. Celle de M. Jacques Doucet contenait une charmante table de Topino, traitée un peu dans la manière des ébénisteries anglaises [8]. Citons encore, comme exemples de ses travaux, un guéridon de marqueterie sur quatre pieds en colonnettes que possédait M. Alphonse Kann [9], et un petit meuble-casier, avec des cloisons à jour, qui se trouvait naguère au château de la Mérantais, près Versailles [10].

TORELLE (Louis-Fortin), menuisier-ébéniste à Paris, reçu maître le 31 juillet 1750 [11], mourut vers 1780. Il tenait un magasin de meubles et faisait des encadrements rue des Lyonnais, au faubourg Saint-Marcel [12].

TOURNAY exerçait sous Louis XVI la profession d'ébéniste à Bordeaux, en vertu des franchises accordées dans cette ville aux ouvriers forains. Sa boutique était située rue Forandège, au-dessus de la place du même nom.

1. Arch. nat. Y. 14097, 28 avril 1770.
2. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 76.
3. Cf. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décoratifs, X, 45 et X, 52), et H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 170-171.
4. On désignait ainsi des tables à décor chinois, en souvenir des missionnaires de la Compagnie de Jésus qui avaient été les premiers à faire connaître en France l'art d'Extrême-Orient.
5. A. de Champeaux, *loc. cit.*
6. Vente à Paris, avril 1909, no 184.
7. Id., mai 1921, no 244.
8. Vente de M. J. D..., Paris, mai 1906, no 165 (reprod.).
9. Vente à Paris, déc. 1920, no 338.
10. Id., juillet 1920, no 71.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9327.
12. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1778, p. 1451 (sous le nom de « Tirelle »).
13. *Alm. du Commerce, d'Arts et Métiers pour la Ville de Bordeaux*, année 1784, p. 254.

TRAMEY (JACQUES) travaillait comme artisan libre au faubourg Saint-Antoine, quand une saisie de ses ouvrages pour contravention aux privilèges corporatifs [1] lui fit solliciter des lettres de maîtrise qu'il obtint le 6 octobre 1781 [2]. Il exerça dans la Grande rue, puis rue de Charonne, jusqu'à la Révolution. Sa marque **J. TRAMEY** a été relevée sur des commodes et consoles de fabrication courante [3]. Dans la vente Henri B.-Lasquin figurait une jardinière provenant de son atelier [4].

TRICOTEL (ALEXANDRE-ROCH) devint maître menuisier-ébéniste à Paris le 14 février 1767 [5]. En 1779, la jurande de la communauté lui intenta un procès pour une infraction aux règlements professionnels [6]. Il habitait alors rue du Faubourg Saint-Antoine, d'où il se transporta peu après rue Amelot. Il paraît avoir vécu jusqu'au début de l'Empire. On n'a encore trouvé qu'une seule pièce portant son estampille **A. TRICOTEL**. C'est un secrétaire de la fin du temps de Louis XV, orné de paysages maritimes et de figures allégoriques en incrustation de bois et d'ivoire sur fond jaune. Tricotel n'a dû faire que le bâti de ce meuble; les décorations, traitées dans le goût allemand, paraissent l'ouvrage d'un marqueteur d'origine étrangère, qui a signé l'un des panneaux du monogramme *M. W.* [7] Faut-il voir dans ce chiffre les initiales de l'ébéniste Mathieu Woltz ?

TRINCHARD (FRANÇOIS), connu surtout comme l'un des suppôts de la Terreur [8], était un menuisier-ébéniste, né à Marseille en 1760. Après avoir servi aux dragons de Bourbon, puis dans la garde nationale de Paris, il s'installa en 1792 rue Thibaut-aux-dés. Il prétendait entreprendre « tout ce qui concerne la menuiserie en meubles et en bâtimens », mais les temps étaient durs et il trouvait difficilement du travail. Fleuriot-Lescaut, premier substitut de Fouquier-Tinville, le fit nommer juré au Tribunal révolutionnaire, place qui rapportait 18 livres par jour. Le rôle lui plut, car le gaillard n'avait ni préjugés, ni scrupules, comme il le proclamait d'un mot lapidaire en se disant l'*homme de la nature*. Après le procès de l'infortunée Marie-Antoinette, sa première victime, il écrivit tout glorieux : « Je t'aprans, mon frerre, que j'é été un des jurés qui ont jugé la bête féroche qui a dévoré une grande partie de la république, celle que l'on califioit si deven de raine ». Il expédia ensuite à la mort, coup sur coup, les vingt Girondins, le duc d'Orléans, Hébert et sa bande, Danton, Chabot, Camille Desmoulins, la fournée de magistrats dont faisaient partie Pasquier, Molé, Rosanbo, d'Ormesson, puis la pure et charmante Madame Élisabeth. Son zèle ne resta pas sans récompense. Admis aux Jacobins, Trinchard devint président de la section du Muséum, dont il porta le drapeau à la fête de l'Être Suprême, peu de jours avant que le 9 thermidor clôturât la liste de ses exploits. Son tour vint alors de comparaître devant le redoutable Tribunal, mais il eut la chance d'être acquitté comme

1. Arch. nat. H². 2118. Comptes de la Communauté pour l'exercice 1780-1781. V. ci-dessus, p. 290, note 13.
2. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
3. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 290, et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).—H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 173.
4. Vente à Paris, déc. 1919, n° 193.
5. *Liste générale...*, 1782-1789.
6. Arch. nat. H². 2118. Comptes de la Communauté, 1780.
7. A de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 170 et *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45). Ce meuble se trouvait en 1885 chez M. Bac, à Paris.
8. V. au sujet de ce personnage : H. Wallon. *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*. Paris, 1880. — A. Dunoyer. *Deux Jurés du Tribunal révolutionnaire : Villatte et Trinchard*. Paris, 1909, p. 253 et suiv.



NILS-PETTER STENTSTRÖM.
Armoire en marqueterie exécutée en 1784 pour Gustave III de Suède.
(*Château royal de Drottningholm*).



SPINDLER le jeune.
Grande commode en marqueterie de bois et de nacre, exécutée pour Frédéric II de Prusse.
(*Nouveau Palais de Postdam*).

ayant agi « sans mauvaises intentions ». Il rentra ensuite dans l'ombre. On sait seulement qu'il parvint à se faufiler dans la police secrète du Directoire.

TRINTZIUS (JEAN-HENRI), probablement d'origine prussienne, tenait en 1790 un atelier rue du Faubourg Saint-Antoine [1]. Six ans plus tard, à la mort de son beau-père, le brocanteur Monnot [2], il s'établit marchand de meubles rue Saint-Marc, au coin de la rue Feydeau. On trouvait chez lui quantité d'ébénisteries en acajou dans le goût antique, comme des secrétaires surmontés d'une bibliothèque, des bureaux à cylindre, des bonheur-du-jour, tricoteuses, athéniennes, etc. [3]. Sa maison fit faillite en juillet 1803 [4].

TUARD (JEAN-BAPTISTE), reçu maître ébéniste à Paris le 1er février 1741 [5], commença par travailler dans le cloître Saint-Germain-l'Auxerrois [6]. Entre 1744 et 1753, il fournit aux Menus-Plaisirs divers ouvrages en bois des Indes, parmi lesquels deux tables ployantes à pieds de biche, garnies de velours vert, avec des ressorts dorés, pour le service du Dauphin [7]. Il acquit ensuite rue Saint-Honoré, près de la rue des Prouvaires [8], un fonds de marchand-mercier, cité dans les *Tablettes de Renommée* (1772-1777) comme l'un des principaux magasins de la capitale pour les meubles et les porcelaines. Il mourut vers 1781, laissant un fils, qui continua son commerce sans être fabricant [9].

Ses premières productions sont estampillées **I. B. TUART**. On trouve cette empreinte sur des pièces de style Louis XV, en laque et en bois de couleur, souvent garnies de beaux cuivres. Une commode de marqueterie, signée de la sorte, fut présentée par M. Stettiner à l'Exposition des Arts décoratifs de 1882 [10]. Sous Louis XVI, le maître fit usage d'un autre fer imprimant **J. B. TUART** en lettres plus petites. Je possède un bureau à cylindre en acajou, plusieurs fois frappé de cette marque, et qui conserve dans un tiroir les fragments d'une étiquette où l'on peut lire : « *AU CHATEAU DE BELLEVUE, rue Saint-Honoré,... attenant l'Hôtel des Amériquains,...* TUART, marchand, tient magasin d'Ébénisterie,... Commodes, Trictracs, Coffres, Bidets de campagne, Chaufferettes de voiture et appartement, Nécessaires pour hommes et pour femmes, Paravents Ecrans. Il remet à neuf les anciens Meubles et les Bronzes ».

TURCOT (PIERRE-CLAUDE), passé maître à Paris le 23 juin 1734, exerça jusqu'en 1782, date de sa mort [11]. Après avoir demeuré rue Saint-Nicolas [12], il résidait depuis une trentaine d'années

1. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 79, faillite du nég. Isaac Simon, 2 août 1790.
2. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 54, 17 niv. an IV.
3. Id. *Livres de Commerce*. Reg. 2976 à 2978. Journal du march. Trintzius, ans X et XI.
4. Id. *Bilans*, cart. 95, 8 thermidor an XI.
5. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9324.
6. Id. Y. 11161. Scellés après décès de l'ébén. Burgevin, 2 juillet 1743.
7. Id. O1. 2865, fol. 120 vo ; O1. 2987 et suiv.
8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 28, bil. du tap. Léchevin, 1769. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1780, p. 226, etc. L'ancienne rue des Prouvaires est devenue une partie de la rue du Louvre.
9. Ce négociant se retira des affaires au printemps de 1793 : « Tuart, marchand de meubles, rue Saint-Honoré, entre les rues du Four et des Prouvaires, *Au Château de Bellevue*, fera une remise aux personnes qui viendront lui acheter en détail ou en bloc, attendu qu'il quitte son commerce à la fin du mois » (*Annonces*, etc., 3 fév. 1793, p. 467 et 511).
10. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
11. *Liste générale des Mes Men.-Ében. de Paris*, 1782. — Sa femme était veuve le 20 août de la même année (Arch. nat. Y. 14112).
12. Arch. nat. Y. 10988, 24 janv. 1742.

rue de Charonne, au coin de la rue de Lappe [1]. Il ne paraît avoir fait que des meubles d'ébénisterie commune [2].

TURNER (Henry), ébéniste et tapissier anglais, établi à Londres, 132, New-Bond street, entre 1791 et 1803, était fournisseur breveté du duc de Clarence, le futur roi Guillaume IV [3].



UPTON (Jacques), menuisier-ébéniste, reçu maître à Paris le 6 décembre 1782, exploita rue de Chaillot une fabrique de meubles usuels en bois de pays. Il acquit de la réputation dans ce genre d'ouvrages et parvint à se constituer une brillante clientèle; malheureusement les ressources lui manquaient pour soutenir son entreprise. En novembre 1785, il dut déposer son bilan [5]. A cette époque le duc de Chartres lui devait 4.500 livres. Parmi ses autres débiteurs figuraient le marquis de Brancas, lieutenant-général des armées du Roi, le marquis d'Osmond, alors colonel du régiment de Barrois, M. de Chamilly, premier valet de chambre de Louis XVI, et le baron Ogier d'Ivry, châtelain d'Hénonville. Cet artisan semble avoir vécu jusque sous l'Empire [6], mais, à partir de sa faillite, ne posséda plus d'atelier.



VALENTIN (Valentin WACKNER, dit). *Voy.* Wackner.

VANDERKERCHOVE (Mathis), natif des Flandres, vint travailler à Paris sous Louis XVI, comme « ébéniste en nécessaires [7] ». Au printemps de 1787, il eut des difficultés pour le payement de ses gages avec son patron Philippe Palma; l'affaire portée devant les juges consuls fut soumise à l'arbitrage de l'ébéniste Héricourt, syndic de la corporation, lequel, estimant le demandeur « un très bon ouvrier », fixa le prix de ses journées à trois livres [8]. Après la Révolution, Vanderkerchove s'établit fabricant et marchand de meubles rue du Faubourg Saint-

1. Arch. nat. Y. 10997, 8 avril 1756. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 21, bil. du tap. Hugot, avril 1763; bil. de la veuve Lerouge, mai 1763; cart. 29, bil. du march. J. Cagé, 1769; cart. 42, bil. du tap. Lechevin, 1774.

2. Arch. nat. Y. 10988, *loc. cit.*

3. Th. Sheraton. *The Cabinet maker's Drawing Book*, London, 1791, List of subscribers. — Id. *The Cabinet maker's Encylopædia.* London, 1803, *ibid.*

4. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris* (sous le nom de « Jacques Upson »).

5. Arch. de la Seine, cart. 66, 16 nov. 1785.

6. En 1795, Upton perdit sa femme, Marie Gradock, âgée de 50 ans (Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q8. 32, 21 nivôse an III). — On le trouve encore cité comme débiteur insolvable du marchand de bois Delor en 1806 (Id. *Bilans*, cart. 103, sous le nom d'« Ypton »).

7. Arch. nat. Y. 14435, 21 mars 1787.

8. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 15, 19 mars-20 juillet 1787.

Antoine, n° 257[1]. Sa maison, transférée ensuite rue de la Vrillière, est citée dans l'*Almanach du Commerce* jusqu'en 1812.

VANDERCRUSE. *Voy.* Lacroix.

VANDERNASSE (Silvain-Lambert) gagna la maîtrise à Paris, le 16 août 1772, dans les conditions de faveur accordées aux ouvriers qui instruisaient les enfants pauvres à l'hôpital de la Trinité[2]. Il voulut alors entreprendre le commerce de meubles rue de la Mortellerie, mais fit faillite au bout de quelques mois[3]. Au nombre de ses créanciers étaient les fondeurs Viret, Morel et Jonquoy, avec les doreurs Caron père et fils.

VANIER (François) fut chargé d'entretenir et de réparer les meubles du comte d'Artois dans les châteaux de Saint-Germain et de Maisons, entre 1779 et 1781[4]. Il demeurait probablement à Saint-Germain-en-Laye.

VAN OOSTENRYK. *Voy.* Dautriche.

VARIN, maître et marchand tourneur à Paris, rue des Cordeliers, était réputé sous Louis XVI « pour les chaises les plus à la mode[5] ».

VASSOU (Jean-Baptiste), né en 1739[6], obtint la maîtrise à Paris le 28 janvier 1767[7], fut député ou conseiller de sa corporation[8], et vécut jusque sous le Directoire[9]. Il résidait rue Saint-Nicolas, dans la maison qui portait le n° 16 à l'époque révolutionnaire. On le trouve en relation avec de nombreux marchands auxquels il vendait, entre autres pièces, des « commodes en secrétaire » et des tabourets d'aisance simulant un livre en quatre tomes[10]. Ses ouvrages sont signés **J. B. VASSOU**. La collection Dutuit au Petit Palais des Beaux-Arts renferme un petit meuble demi-lune, en bois de rose, qui porte son estampille.

Ce maître eut pour continuateurs ses deux fils, établis l'un et l'autre rue du Faubourg Saint-Antoine sous le Consulat et l'Empire[11], puis un sieur Frémard-Vassou qui tenait encore un « assortiment général d'Ébénisterie », dans la même rue, n° 28 *ter*, à l'enseigne de *la Tête noire*, du temps de Charles X[12].

VAUDORME (Jean-Pierre), reçu maître à Paris le 8 juillet 1786, exerça rue Traversière-Saint-Antoine, puis rue Meslay jusqu'en 1799[13]. Il fabriquait des meubles en bois d'acajou, notamment des tables de nuit et à trois fins[14].

1. Id. Enregist. *Table des Décès*. Q[8]. 55, décès de sa femme, Marie-Marguerite Gluck, âgée de 40 ans, 21 floréal an VI. — *Bilans*, cart. 87, bil. du tap. Deuerbergue, an VII ; cart. 90, bil. du march. Quentin, an IX ; cart. 94, bil. du march. Mennesson, an XI, etc.
2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331.
3. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 40, 2 mars 1773.
4. Arch. nat. *Apanage d'Artois*. R[1]. 321, 322. Dans les états de dépenses de ce prince, il est plusieurs fois désigné sous le seul prénom de *François*.
5. *Alm. gén. des Marchands du Royaume*, 1781, p. 332. — Cf. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2616. Journal du tap. Richard (1775).
6. Arch. nat. Y. 15069, 9 août 1766.
7. *Liste générale des M*[es] *Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. nat. H[2]. 2118 (1788).
9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, an III, p. 971 ; an IV, p. 6400 (sous le nom de « Valson »).
10. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1784-1785). — *Bilans*, cart. 67, bil. du tap. Prudot, 1786 ; cart. 70, bil. du tap. Luchet, 1787 ; cart. 73, bil. du tap. Hequet, 1788 ; cart. 74, bil. du tap. J. Martin, 1789 ; cart. 116, bil. du tap. Basse, 1777, etc.
11. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2869, livre du march. Bonnichon (ans XI à XIII). — *Alm. du Commerce*, ans VII à 1808.
12. *Alm. du Commerce*, 1825.
13. *Liste générale des M*[es] *Men.-Ében. de Paris*, 1787-1789. — *Alm. du Commerce*, an VII (sous le nom de « Vendeime »).
14. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2278. Journal du march.-ébén. Frost (1790).

VAULOVE est l'auteur d'un singulier cabinet présenté en 1889 à l'Exposition historique de la Révolution [1] et qui reparut, vingt ans plus tard, dans la vente de l'antiquaire Forgeron [2]. Le bas forme une sorte de commode que surmonte une grande maquette du château de Cosne (Nièvre), en bois peint au naturel, chaque fenêtre de la façade faisant un tiroir. Ce meuble, qui paraît l'ouvrage d'un menuisier local, porte la signature du « *citoyen Vaulove* » et la date de *1790*.

VAUTRIN (NICOLAS), né en 1757 à Doulevant-le-Château (Champagne) [3], était artisan libre à Paris vers la fin du règne de Louis XVI [4]. En 1792, il s'enrôla comme volontaire national et l'année suivante fut nommé lieutenant au 1er bataillon de Popincourt, avec lequel il fit campagne dans le Nord. Réformé en 1797, il s'établit fabricant et marchand ébéniste boulevard Saint-Antoine ; il obtint sous l'Empire quelques commandes de l'État [5].

VEAUX (PIERRE-ANTOINE), ébéniste parisien, devenu maître le 5 novembre 1766, résidait rue de Charenton, d'où il disparut entre 1782 et 1785 [6]. On connaît de bons ouvrages signés **P. A. VEAUX**, comme une table-coiffeuse en marqueterie à bouquets et attributs de musique ayant fait partie de la collection A.-L. Guérin [7]. L'ancien mobilier du château de la Merantais, dispersé en 1920, comprenait un curieux chiffonnier du même auteur, à douze tiroirs inégaux [8].

VEBER. *Voy.* Weber.

VEMONT. *Voy.* Vermunt.

VERGNE (AUGUSTIN), né en 1730 [9], exploita un atelier de menuiserie en meubles à Versailles, boulevard du Roi. De 1786 à 1789, il fournit à la Couronne des ouvrages valant au total environ 4.000 livres [10]. Il produisit des sièges destinés à la salle de spectacles et à la chapelle du Château, vingt-quatre tabourets pour l'appartement du Dauphin et un bois de fauteuil en noyer sculpté pour le cabinet intérieur de Louis XVI.

VERMUNT (GÉRARD), fabricant et marchand de meubles à Paris, établi dès 1739 rue des Saints-Pères [11], obtint le titre d'ébéniste du Roi et fut élu principal de sa communauté en 1761 [12]. Ses obsèques eurent lieu en l'église Saint-Sulpice le 22 septembre 1764 [13].

VERNER (HERMAN) travaillait sous Louis XVI comme artisan libre, rue de Charenton, à l'enseigne de *l'Etoile* [14]. Ses productions furent appréciées par Hauré, un des entrepreneurs du

1. N° 2028 du Catalogue.
2. Vente à Paris, déc. 1909, n° 224.
3. Ch.-L. Chassin et L. Hennet. *Les Volontaires nationaux pendant la Révolution*, Paris, 1899, t. I, p. 713.
4. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du tap. Bonnemain jeune (1788).
5. Arch. nat. O^1. 513 (1811).
6. *Liste générale des Mes Men.-Ébén. de Paris*, 1782.
7. Vente à Paris, juin 1909, n° 372.
8. Id., juillet 1920, n° 64 (reprod.).
9. Arch. nat. Y. 9523, 15 sept.-31 déc. 1749. A cette époque, Aug. Vergne était compagnon menuisier chez Blanchard fils.
10. Id. O^1. 3537; O^1. 3543 ; O^1. 3638 à 3647.
11. Id. Y. 15596. Scellés chez l'ébén. Alb. Potier, 12 fév. 1739. V. aussi Y. 11762. Scellés chez l'ébén. Guérard, 20 octobre 1746.
12. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9330, 5 août 1761 (sous le nom de « Gérard Vermute »).
13. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1764, p. 696. — Sa veuve, Marie-Louise Sellier, lui survécut sept ans (*Ibid.*, 1771, p. 596).
14. *Annonces*, etc., décès de sa femme, janv. 1784, p. 87. — Arch. de la Seine. *Livres du Commerce*. Reg. 1961. Journal des frères Presle, march. tap. (1785).

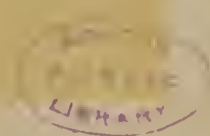


J.-B. TILLIARD.
Chaise Louis XV en bois peint réchampi d'or.
(*Musée du Louvre, coll. Camondo*).



CH. TOPINO.
Bonheur-du-jour en marqueterie.
(*coll. de Mme la comtesse J. d'Arlincourt*).





FRANÇOIS-GASPARD TEUNÉ.
Bureau à cylindre en marqueterie, aux armes du Comte d'Artois
(*Château de Windsor*).

mobilier de la Couronne, qui lui demanda des secrétaires et commodes, des tables de nuit, chaises d'affaires et bidets pour les châteaux de Versailles, Compiègne et Choisy [1]. Verner vendit aussi des ouvrages aux frères Presle, tapissiers de renom [2]. Il vivait encore en 1805 [3].

VESCO (MARTIN-JOSEPH), ébéniste lorrain, né à Metz le 19 mars 1763, mort dans cette ville en 1814. Fils d'un mercier, il gagna la maîtrise avant de se marier en 1787 et s'établit rue du Grand-Cerf, sur la paroisse Saint-Martin [4]. Le *Tableau général du Commerce du Royaume* publié vers le début de la Révolution, le citait comme un fabricant réputé pour les meubles de marqueterie [5].

VIÉ (SÉBASTIEN), reçu maître à Paris le 5 octobre 1767 [6], mourut avant 1782. Cet ébéniste, qui habitait rue du Faubourg Saint-Antoine [7], ne paraît avoir fait que des ouvrages d'une qualité assez modeste. Il les signait : **S. VIE**. Une commode de la fin du temps de Louis XV, à décor de vases et bouquets, portant cette estampille, figurait dans l'ancienne collection de M[me] Pinçon de Valpinçon [8].

VIEZ (JOSEPH) appartenait sans doute à la même famille que le précédent, malgré l'orthographe dissemblable de son nom patronymique. Après avoir gagné la maîtrise le 6 juillet 1786 [9], il exploita un atelier et un magasin de meubles au faubourg Saint-Germain, dans la cour du Commerce, rue des Cordeliers. L'inventaire de ses marchandises, dressé après la mort de sa femme (mai 1789), mentionne de nombreuses pièces en acajou, en bois de placage et en marqueterie ombrée, parmi lesquelles un tric-trac formant bureau et table de piquet, une toilette d'homme, un petit secrétaire d'enfant [10]. En 1796, Viez fit paraître des annonces pour vendre son fonds [11], mais ne se retira des affaires que deux ou trois ans plus tard [12]. — Alfred de Champeaux a relevé la marque (peut-être incomplète) : **I. VIE...** sur une commode à fleurs, ornée de cuivres dans le goût de Delafosse [13].

VILE (WILLIAM), ébéniste anglais, établi à Londres, 72, Saint-Martin's lane, en société avec son confrère Cobb, était fournisseur attitré de la cour britannique au début du règne de George III. Il exécuta notamment pour ce monarque un grand médaillier en bois d'acajou [14].

VILLAUME, fabricant et marchand d'écrans à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, avait sous Louis XVI de la réputation pour ce genre de meubles [15]. Il en livra un grand nombre, valant de 8 à 20 livres, pour les différentes maisons royales et en particulier pour les châteaux

1. Arch. nat. O[1]. 3639, 3641, 3645 et 3647 (mémoires de Hauré, 1786-1788). Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 63 et *pass.*
2. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 1961 et 2904 (1785-1788).
3. Id. *Ibid.* Reg. 3436. Journal de Roussel et Portarieu, march. de bois des Iles (an XIV).
4. Renseignements de M. E. Fleur, bibliothécaire adj. de la ville de Metz, et du commandant Gelinet, archiviste municipal.
5. Gournay. — *Ouv. cité*, Paris, 1789-1790, p. 463.
6. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises.* Y. 9331.
7. Id. Y. 14096, 2 sept. 1769.
8. Vente à Paris, 16 avril 1921, n° 101 du catalogue.
9. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
10. Arch. nat. Y. 11207. Scellés après décès de Geneviève-Pierrette Simonet, épouse de J. Viez, march.-ébén., 20 mai 1789,
11. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 28 therm. an IV. p. 6643 : « Fonds d'Ébénisterie à vendre cour du Commerce, faub. [Saint] Germain, chez le cit. Viez... ».
12. *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
13. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
14. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 453-454.
15. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce.* Reg. 2904. Journal des frères Presle, march.-tap. (1787-1788); *Bilans*, cart. 78, bil. de l'ébén. Cramer, 1790, etc.

de Fontainebleau et de Meudon [1]. Son entreprise prospérait encore au commencement du XIXe siècle, et fut maintenue après lui par un continuateur du même nom jusque sous le règne de Charles X [2].

VILLIÉ, ébéniste à Marly-le-Roi, répara des meubles dans le château de cette ville en 1784 [3].

VINATIER (Gilles-Hyacinthe), menuisier parisien, reçu maître le 22 septembre 1785 [4], exerça rue de Cléry durant une quinzaine d'années. On connaît de jolis sièges qui portent sa marque : **G. H. VINATIER**. Le musée des Arts décoratifs montre de lui un mobilier de salon en bois doré, comprenant un canapé, deux fauteuils et deux chaises, traités avec goût dans des formes originales.

VINCENT (Pierre), artisan libre, domicilié place de la Porte Saint-Antoine, fournit une chaise d'affaires au Garde-meuble royal en 1786 [5]. Il travaillait encore sous le Directoire et le Consulat [6].

VIRRIG (Nicolas), ébéniste d'origine allemande, vulgairement connu sous le nom de *Nicolas*, prit ses lettres de maîtrise à Paris le 11 avril 1781 [7]. On a trouvé une de ses cartes-réclames ainsi conçues : « Rue Traversière, fauxbourg Saint-Antoine, la deuxième boutique à droite en entrant par la rue de Charenton, Virrig, maître ébéniste, tient magasin de toutes sortes d'ouvrages en ébénisterie et fait des envois en province. Il tient aussi toutes sortes d'ouvrages en noyer [8] ». Cet artisan continua son commerce avec succès jusqu'en 1791 [9]. Il a laissé sa marque **N. VIRRIG** sur des meubles en acajou d'une bonne facture.

VOISIN (Louis), demeurant à Versailles, paroisse Notre-Dame, était, sous Louis XV, un des ébénistes du Roi. Il obtint ce titre avant 1727 [10] et vécut jusqu'en 1765. Les *Comptes des Bâtimens* mentionnent d'assez nombreux travaux de marqueterie exécutés par Voisin pour les châteaux de Versailles et de Trianon [11]. Un des derniers payements inscrits à son nom concerne un fauteuil de commodité, qui lui fut payé 390 livres [12].

VOISIN (Philippe), peut-être frère du précédent, fit partie d'une colonie d'artistes et d'artisans français, engagés en 1717 par l'architecte Leblond pour travailler à Saint-Pétersbourg au service du czar Pierre le Grand [13].

VOVIS (Jean-Adelbert WOWITZ, dit), né en 1735 [14], passa maître ébéniste à Paris le

1. Arch. nat. O[1]. 3639, 3645, 3646 (mémoires de Hauré, 1786-1788). — Bibl. nat. *Mss. fr.* 7817, fol. 44, v°.
2. *Alm. du Commerce*, 1825 : « Willaume, *en écrans*, faubourg Saint-Antoine, 39 ».
3. Arch. nat. O[1]. 3629, 2.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.
5. Arch. nat. O[1]. 3638 (mém. de Hauré, 1er sem. 1786). — Cf. Id. Y. 14115. 21 nov. 1785.
6. Arch. de la Seine. Enregist. *Table des Décès*. Q[8]. 51, décès de sa femme, J.-M. Labarre, âgée de 54 ans, le 26 brumaire an IV. Q[8]. 60, décès d'une dame Poirier, 2 germ. an XIII. — *Alm. du Commerce* de Favre et Duchesne, an VII.
7. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
8. Arch. de la Seine. *Album de publicité commerciale*, t. I, fol. 35, cité par H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 195. — V. aussi : Y. 14111, 27 août 1781 ; Y. 13444, 13 déc. 1783 ; Y. 14436, 14 mai 1788.
9. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 58, bil. du tap. Gavaret, 1782 ; cart. 65, bil. du tap. Geoffroy, 1785 ; cart. 75, bil. du march. Garnot de Viersy, 1789 ; cart. 76, bil. de l'ébén. Topino, 1789 ; cart. 80, bil. du tap. Gaillard, 1791, etc.
10. Arch. mun. de Versailles. État-civil. Paroisse Notre-Dame, *Baptêmes*, 1727, fol. 84.
11. Arch. nat. O[1]. 2232 et suiv.
12. Id. O[1]. 2265, fol. 43.
13. Arch. du Ministère des Affaires Étrangères. *Moscovie, 1717*. 2e vol., fol. 216.
14. Arch. nat. Y. 14090, 6 sept. 1763 (sous le nom de « Jean Wositz ») ; Y. 14415, 29 sept. — 7 oct. 1767 ; Y. 14112, 23 mai 1782.

10 mai 1767 [1], alors qu'il habitait rue du Faubourg Saint-Antoine, près de l'asile des Enfants-Trouvés. Il s'installa plus tard rue Traversière, où il vivait eucore au début de l'Empire [2].

VUATTEAUX. *Voy.* Watteaux.



WACKNER (VALENTIN), vulgairement connu sous son seul prénom, devint maître à Paris le 15 février 1781 [3], et s'établit rue des Filles-du-Calvaire [4]. J'ai trouvé dans les *Petites Affiches* une annonce de cet ébéniste pour vendre une commode et deux encoignures décorées de marqueteries « représentant Saint-Pierre à Rome, Saint-Charles en Espagne et le Château d'Amsterdam », les trois pièces enrichies de bronzes d'un nouveau modèle [5]. Valentin employa aux garnitures de ses ouvrages le fondeur Rémond, qui était en même temps ciseleur, graveur et doreur [6].

WATTELIN (PIERRE), né en 1719 [7], fit enregistrer ses lettres de maîtrise à Paris le 21 juillet 1757 [8]; il demeura rue Traversière-Saint-Antoine jusqu'à la fin du règne de Louis XV [9]. Sa marque **WATTELIN**, frappée en grandes lettres, se rencontre assez fréquemment sur des meubles de marqueterie. Une commode en tombeau portant cette empreinte parut à la vente du colonel Mapleson [10]. On a signalé un secrétaire du même auteur chez M. Lavallée, conservateur de la Bibliothèque de l'École des Beaux-Arts [11].

WATTEAUX (LOUIS-ANTOINE), reçu maître à Paris le 5 octobre 1779 [12], exerça pendant plus de vingt ans, d'abord rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, puis rue du Roi-de-Sicile. Champeaux a relevé son nom, imprimé **VVATTEAU**, sur une paire d'écoinçons, dans la collection de lord Cavendish-Bentinck à Londres.

WEBER (JEAN-VENDELIN), ébéniste d'origine bavaroise, travaillait depuis plusieurs années à Paris comme artisan libre [13], quand il passa maître le 20 juillet 1786 [14]. Il demeurait à l'entrée de la rue Saint-Nicolas. Sous la Terreur, cet artisan devint membre du jury des affaires criminelles et figure à ce titre dans l'*Almanach national* sous le nom de « Windelle-Weber », dû à une tran-

1. *Liste générale des M*es *Men.-Eben. de Paris*, 1785-1789.
2. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 1790, p. 3976. — Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 60. Décès de la dame Épaulard, 18 frim. an XIV.
3. *Liste générale M*es *Men.-Ebén. de Paris*, 1782-1789.
4. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 4 juin 1781, p. 1304.
5. Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 10, 6 sept. 1779.
6. Arch. nat. Y. 10997, 2 sept. 1756.
7. Id. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9328.
8. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 40, faillite du march. de bois Hannoye, 1774. *Livres de Commerce*. Reg. 372. Journal du tap. Turpin (1779). — Arch. nat. Y. 14091, 5 nov. 1764; Y. 14420, 28 janv. 1772, etc.
9. Vente à Paris, avril 1903, n° 98.
10. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. II, p. 199.
11. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*, Y. 9333. — *Liste générale des M*es *Men.-Ebén. de Paris* (sous le nom de Louis-Antoine « Vuatteaux »).
12. A. de Champeaux. *Notes mss.* (Bibl. des Arts décor., X, 45).
13. Dès 1784, le tapissier Bonnemain lui acheta plusieurs chiffonnières et une commode à la Régence en bois de rose (Arch. de la Seine, *Livres de Commerce*. Reg. 2441).
14. *Liste générale des M*es *Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.

scription fautive de son prénom Vendelin [1]. Plus tard, il exploita rue Chabannais un atelier et un magasin qui paraissent avoir eu de l'importance [2]. Sa maison est citée dans les annuaires jusqu'en 1807.

Au nombre des Vainqueurs de la Bastille se trouvait l'ébéniste JEAN-GASPARD WEBER, né en 1770 à Eyershausen (Franconie). Il devait être fils du précédent, avec lequel il habitait rue Saint-Nicolas, n° 2. Incorporé dans la gendarmerie après la chute de la monarchie, il passa sous-officier en Vendée, et fut tué à l'attaque du bourg de Chemillé, le 11 avril 1793 [3].

WECKER (FRANÇOIS-CHRÉTIEN), natif de Northen dans le diocèse de Mayence, devint maître à Grenoble avant 1756; il exerçait encore dans cette ville au début de la Révolution [4].

WEISWÉILER (ADAM), un des brillants ébénistes de son époque, passe pour être né à Neuwied-sur-le-Rhin, où il aurait reçu sa formation technique dans l'atelier de David Rœntgen [5]. Fixé à Paris vers le début du règne de Louis XVI, il gagna la maîtrise le 26 mars 1778 [6], s'établit rue du Faubourg Saint-Antoine, et se distingua bientôt dans l'ébénisterie de luxe. Ses talents lui méritèrent des commandes pour les maisons royales et, en particulier, pour le service de la Reine à Saint-Cloud. On a cru qu'après la chute de la monarchie il retourna en Allemagne [7]. C'est inexact. Moins éprouvé que beaucoup de confrères, — parce qu'il avait conduit son entreprise avec prudence et peu vendu à crédit [8], — Weisweiler put surmonter la crise, et même acheter, en pleine Terreur, un immeuble qu'il paya 40.000 livres [9]. Avec ses économies, il acquit encore deux autres maisons, dont l'une était située rue des Tournelles, n° 13 [10]. Au début de l'Empire, on le retrouve dans cette dernière demeure, à la tête d'un magasin assez considérable [11]. Selon toute apparence, il avait plus ou moins abandonné ses travaux professionnels pour se consacrer surtout au commerce des meubles. Il ne quitta les affaires qu'en 1809, après avoir perdu sa femme, Barbe Conter, décédée à l'âge de cinquante-sept ans [12].

Cet artiste a mis son estampille **A. WEISWEILER** sur des meubles de fantaisie, qui rivalisent, en grâce et en légèreté, avec les plus délicates productions de Riesener ou de Carlin. Notre planche LXVI montre un petit bureau qu'il exécuta pour Marie-Antoinette, très probable ment avec le concours du ciseleur Gouthière. Aliénée sous la Révolution, cette table précieuse fut rachetée par Napoléon III dans la succession du prince de Beauvau, et se trouve maintenant au musée du Louvre [13]. Elle porte un pupitre à ressort en laque de Chine; sur la ceinture en

1. *Alm. national*, an II, p. 346.

2. *Alm. du Commerce.* — Arch. de la Seine. Consulat. *Rapports*, cart. 31, litige entre l'ébén. Weber et le tapissier Hugenet, vent. an XII. *Bilans*, cart. 97, bil. du march. Cochois, an XII; cart. 99, bil. du tap. Nélaton, an XIII, etc.

3. Arch. nat. T. 514[1], 5. Papiers du député Osselin. *Liste des Vainqueurs de la Bastille*, n° 147 (sous le nom de Jean-Gaspard « Veper ») ; C. 35, 208. Pr.-verb. du 25 avril 1790 (sous le nom de « Veber »). — J. Durieux. *Les Vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1911, p. 202.

4. E. Maignien. *Les Artistes grenoblois*, Grenoble, 1887, p. 377.

5. A. de Champeaux. *Le Meuble*, t. II, p. 279.

6. *Liste générale des M[es] Men.-Ében. de Paris*, 1782-1789.

7. A. de Champeaux, *loc. cit.*

8. Je n'ai trouvé le nom de ce maître dans aucun des bilans de faillite conservés aux Archives de la Seine.

9. *Annonces, Affiches et Avis divers*, 28 messidor an II, p. 8575-8576.

10. Arch. de la Seine. Enregist. *Déclarations.* Reg. des 7[e] et 8[e] arr., fol. 113. — Cf. H. Vial, A. Marcel et A. Girodie. *Les Artistes décorateurs du Bois*, t. I, p. 199.

11. Id. *ibid.* — *Alm. du Commerce*, 1805 à 1810. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806.

12. Arch. de la Seine. Enregist. *Tables des Décès.* Q[8]. 322, 21 avril 1809.

13. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] s.*, 2[e] éd. [1922], n° 80.



cl. Braun

ADAM WEISWEILER.
Petit Bureau à pupitre de la reine Marie-Antoinette.
(*Musée du Louvre*).



CHRISTOPHE WOLFF.
Commode en marqueterie à sujets chinois, époque fin Louis XV.
(*Musée des Arts décoratifs*).

acier se détachent des cuivres ravissants, et les pieds, d'une ténuité presque paradoxale, se terminent par des cariatides inspirées des fresques de Pompeï. Weisweiler créa toute une série de pièces dans ce style original. La galerie Wallace à Londres renferme un secrétaire orné de porcelaines peintes, qui présente aux angles de pareils motifs à bustes de femme et, sur son entretoise, un médaillon au chiffre de la Reine[1]. Dans la collection du baron Edmond de Rothschild se trouvent deux pièces identiques aux précédentes, sauf que les panneaux du secrétaire sont en laque et le dessus de la table en sèvres. Le roi d'Angleterre possède un meuble d'entre-deux qui rappelle, avec la même interversion, une des commodes faites pour Mesdames de France au château de Bellevue[2]. On peut rapprocher de ces œuvres une curieuse petite table ayant figuré dans une vente anonyme à l'hôtel Drouot, le 31 mai 1922 : c'est une sorte de guéridon soutenu par trois paires de colonnettes en bronze doré, au milieu desquelles une tige en balustre supporte un second plateau circulaire. — Outre de semblables morceaux, le maître a laissé de très bons ouvrages en acajou dans un genre plus simple. Il suffira de citer un pupitre pour écrire debout conservé dans notre Mobilier national, une commode provenant du palais de Fontainebleau, qui faisait partie de l'ancienne collection Dommartin à Lyon[3], et un grand bureau que possédait naguère M. T. Broët[4].

WESWAL (?). — Maze-Sencier, dans son *Livre des Collectionneurs*, signale un ébéniste de ce nom, établi à Paris, en 1774[5]. J'ai seulement trouvé trace d'un ouvrier homonyme, Henri Westfal, né en 1756 et qui habitait sous Louis XV au faubourg Saint-Antoine[6] ; mais celui-ci ne semble avoir obtenu ni lettres de maîtrise, ni brevet de privilège.

WIESSER était compagnon ébéniste à Paris lorsqu'il prit part au siège de la Bastille. D'après les témoignages de ses frères d'armes, il s'élança l'un des premiers à l'assaut de la forteresse, avec quatre autres jeunes gens, dont trois furent tués par une décharge de mousqueterie[7]. Wiesser exploita dans la suite un atelier rue de Turenne, nº 33[8]. Le Garde-meuble impérial lui commanda en 1811 quelques meubles en noyer[9].

WILCOM (Christian-Gothard), reçu maître à Stockholm en 1763, mourut deux ans plus tard. Au château royal de Gripsholm est conservée une commode de marqueterie portant une signature peu lisible qui paraît celle de cet ébéniste[10].

WILLIAMS (Henry), menuisier en meubles à Londres, fut attaché au service du roi George II depuis 1729 jusqu'à 1760[11]. Ses fournitures comprenaient des tables à jeu et de toilette, des bois de lits, des sièges ordinaires et de luxe. En 1757, il exécuta pour la Chambre des Lords une suite de soixante chaises en noyer, les fonds recouverts de cuir gaufré.

1. *Catalogue of the Furniture... in the Wallace Collection*, London, 1906, p. 346. Gal. XX, nº 6.
2. G.-F. Laking. *The Furniture of Windsor Castle*, London, 1905, p. 156 et pl. 21. — Cf. ci-dessus, p. 46 et pl. IX, nº 3.
3. Vente à Lyon, janv. 1884, nº 48 du catalogue.
4. Vente à Paris, mai 1909, nº 56 (reprod.).
5. A. Maze-Sencier. *Le Livre des Collectionneurs*. Paris, 1885, p. 47.
6. Arch. nat. Y. 14086, 13-15 nov. 1759.
7. Pierre d'Hugues. *Les derniers Vainqueurs de la Bastille* (*Revue hebdomadaire*, 1911, p. 392).
8. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2865. Journal du march. de bois Delor (an XIII). — Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 61. Décès de sa femme, Marie-Anne Piath, 10 juin 1806.
9. Arch. nat. O2. 513.
10. Dr John Böttiger. *Kungl. Hofschätullmakaren och Ebenisten Georg Haupt*, Stockholm, 1911, p. 115.
11. Record Office à Londres. *The Miscellaneous Accounts*, vol. 449 à 453.

WILDMAN (GEORGES), ancien artisan privilégié du faubourg Saint-Antoine, exploitait une boutique d'ébénisterie rue du Sentier, n° 36, à l'époque du Directoire[1].

WIRTZ (HENRI) était menuisier-ébéniste de la Ville de Paris au début du règne de Louis XVI. Ayant fait enregistrer ses lettres de maîtrise le 5 octobre 1767[2], il travailla rue du Sépulcre[3] pour le meuble et le bâtiment. Au printemps de 1777, il se déclara en faillite et se retira rue de Seine. Parmi ses débiteurs figuraient de nombreux marchands, avec la baronne de Laidet, la comtesse de Lismore et le financier Watelet, de l'Académie française. On a trouvé des commodes de fabrication courante, en bois de placage, signées **H. WIRTZ**[4].

WOLFF (CHRISTOPHE), originaire d'Allemagne, né en 1720, mort à Paris le 6 août 1795[5]. D'abord simple ouvrier[6], puis artisan libre[7], il passa maître le 10 décembre 1755[8]. Après avoir résidé rue de Charenton durant une vingtaine d'années[9], il transporta son atelier rue Neuve-Saint-Denis, où il exerça avec succès jusqu'à la Révolution. Cet ébéniste était le beau-frère du graveur Phlipon et par suite l'oncle de M[me] Roland[10]. Sa marque **C. WOLFF** se rencontre sur de très bons ouvrages, souvent revêtus de marqueteries pittoresques. Il est représenté au musée du Louvre, dans le legs Camondo, par un bureau de dame, orné d'incrustations de bois et d'ivoire, à dessins de fleurs, attributs et paysages; le corps du meuble renferme un gradin qui s'élève derrière la tablette et forme un secrétaire en bonheur-du-jour[11]. Je possède une curieuse table de Christophe Wolff, avec trois dessus montés sur charnières servant tour à tour de bureau, table de bouillotte, échiquier et tric-trac. Le musée des Arts décoratifs montre de lui une commode décorée de sujets chinois (planche LXVI). D'autres jolies œuvres du même auteur ont été reproduites dans les catalogues des collections T. Broët et Alfred Bergaud[12].

WOLFFSOHN, ébéniste autrichien, natif de Vienne, florissait vers la fin du XVIII[e] siècle. A cette époque, il exécuta pour le roi de Prusse une pièce remarquable, actuellement conservée au musée des Arts industriels de Berlin : c'est une armoire de campagne, en bois d'acajou, à deux corps, celui du haut pouvant s'escamoter dans la partie inférieure au moyen d'un mécanisme à crémaillère. Les vantaux portent deux médaillons ovales en soie blanche, brodés aux chiffres de Frédéric-Guillaume III et de sa femme la reine Louise; sur le fronton se détache un large motif de bronze doré qui représente l'aigle de Prusse. L'artiste a signé son travail par l'inscription : AUTHORE WOLFFSOHN WIENNÆ.

1. Arch. nat. Y. 14422, 28 mars 1774. — Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 66, faillite de Jean Louvet, serrurier pour meubles, 1785. — *Alm. du Commerce*, an VII. — *Annonces, Affiches et Avis divers*, an VII, p. 1248. — Dans ces documents, le nom est francisé sous des formes diverses, telles que « Willemane », « Vilment », « Villemin ».

2. Arch. nat. *Reg. des Maîtrises*. Y. 9331 (sous le nom de « Henri Weriz »).

3. *Alm. des Bastimens*, 1774-1776. L'ancienne rue du Sépulcre est aujourd'hui la rue du Dragon.

4. Arch. de la Seine. *Bilans*, cart. 115, 26 avril 1779.

5. Id. Enregist. *Tables des Décès*. Q8. 34, fol. 88, et Q8. 37, fol. 186 v°.

6. Arch. nat. Y. 10994, 16 juin 1752.

7. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2919. Journal du march. de bois Moreau (1755).

8. *Liste générale des M[es] Men.-Ebén. de Paris*, 1787-1789.

9. Arch. nat. Y. 14085, 2 juillet 1758; Y. 14086, 5 oct. 1759; Y. 14093, 26 juillet 1766; Y. 14096, 6 fév. et 28 août 1769, etc.

10. Le 8 juin 1775, Chr. Wolff signa l'acte de sépulture de sa belle-sœur, Marie-Marguerite Bimont, épouse du graveur Pierre-Gatien Phlipon. Cet acte, retrouvé par Jal dans les registres de la paroisse Saint-Barthélemy, a été publié par lui dans son *Dict. crit. de biog. et d'histoire*, Paris, 1872, p. 1079.

11. Carle Dreyfus. *Musée du Louvre. Le Mobilier du XVII[e] et du XVIII[e] s.*, 2[e] éd., Paris [1922], n° 45. — Id. *Musée du Louvre. Le Mobilier français*. Époque Louis XV, pl. 22.

12. Ventes à Paris, 14 mars 1909, n° 42; 1[er] mars 1920, n° 153.

WOLTZ (MATHIEU), ébéniste d'origine allemande, mort à Paris, rue de la Roquette, le 25 septembre 1793 [1]. On pourrait lui attribuer des marqueteries de style étranger, à paysages et figures, signées au burin *M. W*. Champeaux a relevé ce monogramme sur un secrétaire en armoire, fait dans l'atelier de Tricotel vers la fin du règne de Louis XV [2].

WYNANT (Wynant STYLEN, dit). *Voy.* Stylen.



YON (FRANÇOIS-ANTOINE), né en 1729 [3], devint maître menuisier-ébéniste à Paris le 26 septembre 1782 [4]. Établi rue du Faubourg Saint-Antoine, *à la Main d'Or*, il paraît avoir eu pour spécialité la fabrication des comptoirs et des buffets [5]. Les *Petites Affiches* mentionnent son divorce en 1793 [6]. Il travaillait encore au début de l'Empire [7].

YOUF tenait un atelier et un magasin de meubles à Paris, rue du Bac, entre 1798 et 1810 [8]. — Un ébéniste du même nom, demeurant rue de Cléry, obtint une médaille à l'Exposition industrielle de 1827 [9].

1. *Annonces, Affiches et Avis div.*, 1793, p. 4100.
2. V. ci-dessus, p. 308.
3. Arch. nat. Y. 14108, 29 mars 1779.
4. *Liste générale des Mes Men.-Ebén. de Paris*, 1785-1789.
5. Arch. de la Seine. *Livres de Commerce*. Reg. 2441. Journal du march. tapissier Bonnemain jeune (1783). — V. aussi *Bilans*, cart. 76, faillite du tap. Gante, 1789; cart. 80, bil. du tap. Romain jeune, 1791; cart. 112 et 113, bil. du tap. Paly, 1791, etc.
6. *Annonces, Affiches et Avis divers*, frimaire an II, p. 5207.
7. *Alm. du Commerce*, an VIII et suiv. — *Alm. portatif des Commerçants de Paris*, 1806.
8. *Alm. du Commerce*, an VII à 1811.
9. *Exposition de 1827. Catalogue officiel*, p. 152. — *Rapport du jury*, p. 467.



ERRATA ET ADDENDA

Page 18, note 6, au lieu de : *son noms*, lisez : *son nom.*
Page 19, ligne 6, au lieu de : *M. Crespin*, lisez : *M. Crispin.*
Même page, ligne 12, au lieu de : *sur ses meubles*, lisez : *sur des meubles.*
Page 23, ligne 15, et page 98, ligne 8, au lieu de : *Puyforcat*, lisez : *Puiforcat.*
Page 24, lignes 17-18, au lieu de : *Un autre*, lisez : *Une autre.*
Page 30, lignes 9-10, au lieu de : *sen ment*, lisez : *sentiment.*
Page 39, note 8, au lieu de : *d'abord première*, lisez : *d'abord la première.*
Page 47, ligne 13, au lieu de : *Londres*, lisez : *Londres* [4].
Même page, ligne 14, au lieu de : *Hertford House*, lisez : *Hertford House* [5].
Page 50, note 12, au lieu de : *M. Delahante. Une famille de financiers sous l'Ancien Régime*, lisez : *A. Delahante. Une famille de finance au XVIIIe siècle.*
Page 56, ligne 12, au lieu de : *lord Townshew à Raynham-Hill*, lisez : *lord Townshend à Raynham-Hall.*
Page 64, lignes 4-5, au lieu : *les princes de Croy, de Marsan et d'Asfeld*, lisez : *les princes de Croÿ et de Marsan, le marquis d'Asfeld.*
Page 65, dernière ligne, ajoutez : *Le château de La Fresnaye à Falaise renferme un secrétaire Louis XVI signé :* **CREPI.**
Page 67, ligne 29, au lieu de : *Verdeillon-Desfournets*, lisez : *Verdelhan des Fourniels.*
Page 83, dernière ligne, ajoutez : *Mme la baronne de Caix possède, au château du Hameau-Fleuri (Orne), un beau lit Louis XV signé par cet artisan.*
Page 99, dernière ligne, et page 121, ligne 25, au lieu de : *mignonettes*, lisez : *mignonnettes.*
Page 117, note 16, au lieu de : *Annonces, etc., 1783*, lisez : *1782.*
Page 118, ligne 13, au lieu de : *Hébau*, lisez : *Héban.*
Page 130, ligne 5, ajoutez : *Il faut probablement attribuer à ce maître l'estampille* **GAVTIER**, *que j'ai vue sur une jolie chaise de style rocaille en noyer sculpté et cannée.*
Page 135, ligne 25, ajoutez : *On lui doit des sièges de la fin du temps de Louis XV, marqués :* **I. GIRARDOT.**
Page 148, ligne 14, au lieu de : *Frédéric-Auguste*, lisez : *Adolphe-Frédéric.*
Page 159, ligne 1, au lieu de : *Cherny*, lisez : *Cheny.*
Page 161, ligne 3, au lieu de : *Comité du Salut public*, lisez : *Comité de Salut public.*
Pages 170, ligne 17, page 199, ligne 26, et page 312, ligne 15, au lieu de : *château de La Mérantais*, lisez : *château de Mérantais.*
Page 179, ligne 29, au lieu de : *place la Porte Saint-Antoine*, lisez : *place de la Porte Saint-Antoine.*
Page 208, ligne 28, au lieu de : *Giuseppe Maggiolini*, lisez : « *Maggiolini, Intarsiatore delle LL. AA. RR. in Parabiago presso Milano* ».
Page 225; ligne 20, au lieu de : *tapis*, lisez : *tabis.*
Page 259, ligne 25, au lieu de : **POTHIER**, lisez : **I. POTHIER.**
Page 260, ajoutez l'article suivant : *POUSSIER (Louis), maître menuisier à Paris, collaborait en 1737 avec son confrère Étienne Saint-Georges. Il prit ensuite à son compte un atelier qui disparut avant 1749. Mlle de Vendeuvre possède, à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), deux beaux fauteuils Louis XV signés par cet artisan, qui marquait* **L. POUSSIEE** *(sic).*

INDEX

Dans cette table les noms propres sont imprimés en CAPITALES, les appellations de meubles en *italiques*, les autres mots en caractères ordinaires.

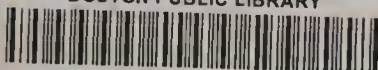
Les petits chiffres romains et les chiffres arabes désignent les pages du livre; les grands chiffres romains correspondent aux numéros des planches.

L'indice *n* renvoie aux notes de la page indiquée.

En principe, on ne mentionne ici que les personnes et les lieux ayant une corrélation directe avec les ébénistes du XVIIIe siècle. Quelques exceptions sont faites pour des personnages historiques antérieurs ou postérieurs à cette époque. Par contre, il a semblé inutile de nommer les simples commerçants : tapissiers, marchands de meubles, etc.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE DOUZE OCTOBRE MIL NEUF CENT VINGT-TROIS
PAR L'IMPRIMERIE PROTAT FRÈRES A MACON
POUR MM. G. VAN OEST ET C[ie], ÉDITEURS A BRUXELLES ET PARIS
A QUARANTE-DEUX EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS SUR PAPIER D'ARCHES A LA CUVE
ET MILLE CENT EXEMPLAIRES SUR PAPIER D'ALFA,
EN CARACTÈRES ELZÉVIR, CORPS 12 POUR L'INTRODUCTION,
CORPS 11 POUR LES NOTICES ET CORPS 8 POUR LES NOTES.
PLANCHES HORS TEXTE EN HÉLIOTYPIE DE LA MAISON A. FAUCHEUX A CHELLES.
CLICHÉS DE M. A. CHEVOJON A PARIS.




BOSTON PUBLIC LIBRARY
3 9999 08940 950 0